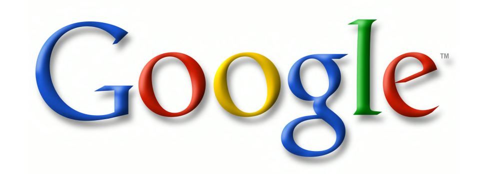

Google





BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

ET

REVUE SUISSE

LAUSANNE. — IMP. GEORGES BRIDEL & Cie.

BIBLIOTHÈQUE

UNIVERSELLE

ET

REVUE SUISSE

CENTIÈME ANNÉE

Troisième période.

TOME LXVI



LAUSANNE
Bureaux de la Bibliothèque universelle.

PARIS
CHEZ FIRMIN-DIDOT & Cie, 56, rue Jacob.

LONDRES
HACHETTE & Cie, 18 King William Street, Strand.

ALLEMAGNE
LEIPZIG : A. TWIETMEYER. — F. A. BROCKHAUS' Sortiment.
BERLIN : GEORG WINCKELMANN, 14-16, Oberwallstrasse.
STUTTGART : A. OETINGER, 7, Poststrasse.

1895

L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

ET LES CAISSES LIBRES

En 1885, j'abordais ici même, dans deux articles [1], l'intéressante mais épineuse question de la responsabilité civile et de l'assurance obligatoire en cas d'accidents du travail. J'exposais la vaste organisation qu'on venait de créer en Allemagne et qu'on se proposait d'imiter plus ou moins en Autriche, et je passais en revue ce qui se faisait dans les autres pays de l'Europe, où la question était aussi agitée. Dès lors, de nombreux faits se sont produits. L'exemple de l'Allemagne et de l'Autriche n'a encore été suivi nulle part, mais de vives discussions sont engagées un peu partout, et elles ont trouvé un milieu tout à fait approprié dans le congrès international des accidents du travail, fondé à Paris en 1889 et qui a tenu ensuite deux grandes sessions, l'une à Berne en 1891, et l'autre à Milan, l'année dernière Des hommes éminents de différents pays [2] y ont pris part, représentant les principales tendances politiques et éco-

[1] *Les victimes du travail.* Livraisons de mai et de juin 1885.

[2] A Milan, il y avait 717 adhérents, appartenant à 17 nations.

nomiques, j'ajouterais volontiers philosophiques, de notre époque : tendances individualistes et étatistes, libérales et socialistes, autoritaires et décentralisatrices, absolues ou mitigées. Dans ce brillant assemblage d'hommes pratiques et de théoriciens, les débats, toujours courtois, se sont élevés à une grande hauteur, et n'ont laissé dans l'ombre aucune face de la question. En outre, le comité permanent du congrès, qui a son siège à Paris, a publié des données complètes sur les documents officiels de chaque pays. On peut donc dire que le problème est à cette heure élucidé autant qu'il est désirable pour qu'on puisse tirer des conclusions pratiques.

Ayant eu l'honneur d'être le rapporteur général du congrès de Paris et le président de celui de Berne, dont j'ai préparé les résolutions [1], on m'a sollicité de divers côtés, entre autres de la part du comité permanent, de faire la synthèse des opinions émises et des doctrines en présence. Ce n'est pas sans hésitation que je m'y résous. La question est très haute, très complexe. On risque, en la traitant, de froisser des susceptibilités pointilleuses. Elle revêt un caractère à la fois politique et personnel : politique, car les partis s'en sont emparés ; personnel, car, dans tel ou tel pays, l'auteur ou l'apôtre de tel ou tel système envisage volontiers comme un ennemi quiconque n'approuve pas le système en son entier. Facilement on est excommunié comme un affreux manchestérien ou, au contraire, comme un transfuge qui abandonne les saines doctrines du droit commun pour s'embourber dans les marécages du socialisme d'état. Malgré les difficultés de la tâche, je ne veux pas m'y dérober, et, sans avoir la prétention ou l'espoir d'être aussi heureux qu'à Paris et à Berne, où mes conclusions avaient ren-

[1] Confirmées à Milan.

contré l'assentiment général, je vais donner mon opinion, puisqu'on désire la connaître, en toute modestie et en toute sincérité.

I

Pour nous orienter dans le labyrinthe de cette controverse, il faut commencer par fixer solidement notre fil au point de départ. Or, ce point de départ, le voici :

Il s'agit d'assurer aux victimes d'accidents du travail la réparation du dommage qui leur a été causé.

Posée dans ces termes, la question est de droit civil pur. Que l'on exige, suivant le code civil, la preuve que la faute du patron est la cause de l'accident, ou bien que l'on admette, d'après les lois les plus récentes, le risque professionnel ou autrement dit le cas fortuit comme engageant aussi la responsabilité civile du patron ; que cette responsabilité soit limitée aux industries dangereuses ou qu'elle soit généralisée ; que la loi exige des garanties spéciales comme l'assurance obligatoire, un dépôt de titres, un cautionnement, etc., pour assurer la réparation du dommage, ou qu'elle s'en rapporte à cet égard aux règles ordinaires de la procédure, nous restons toujours sur le terrain du droit civil.

Mais on abandonne ce terrain dès qu'à la question des accidents vient se joindre celle des maladies en général. Sans nul doute, on peut, on doit même assimiler aux accidents les maladies bien caractérisées, telles que la nécrose pour l'industrie du phosphore, qui sont la conséquence non équivoque du risque professionnel. Il y a ici également un dommage dont l'auteur, qui est le fabricant, peut être rendu responsable, aussi bien que le manufacturier pour une explosion de machine. Mais,

lorsqu'il s'agit d'une maladie ordinaire comme la grippe, le typhus, la variole, où est l'auteur responsable ? Peut-on dire que c'est le patron ? Non, évidemment. Est-ce même la société ? Bien souvent ce n'est pas le cas non plus, car, en dépit d'une bonne hygiène générale, la société ne peut toujours détourner sûrement de ses membres les fléaux que les vents, l'humidité, le soleil même leur apportent. Ce n'est donc plus à une règle de droit civil qu'il faut demander la réparation du dommage matériel causé par la maladie, mais à une règle tirée d'un ordre tout différent : celui de la prévoyance individuelle et aussi de la solidarité humaine.

Il serait certainement désirable de tenir ces deux domaines, — l'accident et la maladie, — toujours distincts. On ne l'a fait ni en Allemagne, ni en Autriche, essentiellement pour une raison pratique : la difficulté d'exercer un contrôle minutieux sur les petits accidents qui n'entraînent qu'une incapacité de travail de quelques jours ou même de quelques semaines. Il a paru que, si on les considérait comme maladies, les caisses de secours mutuels pourraient se charger des indemnités et de la surveillance pendant un certain temps, en échange de quoi les patrons seraient tenus de contribuer à l'entretien de ces caisses. C'est une idée ingénieuse, on peut même dire généreuse, mais qui a enlevé en partie à la question des accidents, apparemment du moins, sa base juridique pour la faire reposer sur un principe tout autre : l'idée socialiste que tous sont responsables des maux de chacun ou, en termes plus circonscrits, que les patrons sont responsables, — il est vrai dans une mesure moindre que pour l'accident, — de la maladie de leurs ouvriers.

Pour exécuter le programme allemand et autrichien,

on a recouru dans ces pays à l'assurance obligatoire organisée par l'état. D'énormes machines administratives ont été créées. J'en ai montré les rouages dans de précédents articles ; elles fonctionnent depuis un certain nombre d'années ; on en connaît les résultats. C'est autour de ces résultats aussi bien que du principe même que la discussion s'élève aujourd'hui.

II

A l'extrême opposé du système allemand et autrichien, nous trouvons le groupe individualiste, groupe que j'appellerai aussi du droit commun. M. Yves Guyot, le spirituel et éminent économiste, en est le représentant le plus autorisé. Nous allons voir l'attitude qu'il prend et les critiques qu'il formule.

D'abord, M. Guyot estime que, pour la France, la seule réforme qui s'impose, c'est celle de la procédure. « L'ouvrier, dit-il, a déjà l'assistance judiciaire. Pour corriger la lenteur des délais, il ne faut pas de procédure particulière, il faut réformer d'une manière générale le code de procédure. » Quant au droit lui-même, il déclare que « la jurisprudence de l'article 1382 du code civil admet le risque professionnel ; elle est donc très large[1]. »

A mon avis, M. Guyot est ici dans l'erreur. La jurisprudence française, étendue subitement par un arrêt de cour d'appel qui remonte déjà à 1846, n'admet pas le cas fortuit, c'est-à-dire le risque professionnel, comme entraînant la responsabilité de l'employeur, mais elle se borne, ce qui du reste est un grand progrès comparati-

[1] Société d'économie industrielle et commerciale de Paris, séance du vendredi 8 février 1895.

vement à la jurisprudence d'autres pays, à exiger de l'employeur la preuve que lui ou ses représentants avaient fait tout ce que la prudence et l'expérience commandaient pour éviter l'accident. On appelle cela le renversement de la preuve, attendu qu'en vertu de la procédure ordinaire, c'est à celui qui allègue un dommage — en cas d'accident à l'ouvrier, — de prouver quel en est l'auteur. En vertu de la jurisprudence française, l'ouvrier n'a pas de preuve à fournir ; il est victime, cela suffit ; mais, si l'employeur réussit à démontrer que l'accident est dû au cas fortuit, il se trouve libéré[1]. Tandis qu'avec le risque professionnel, les seuls motifs libératoires pour l'employeur sont la force majeure, qu'on tend même à éliminer le plus possible, et la faute suffisamment grave de la victime.

Ce qui, dans tous les cas, conduit M. Yves Guyot à s'en tenir au système de la responsabilité civile, ce sont les expériences faites avec le système allemand.

« Le système allemand, dit-il, émet quatre prétentions :
» Diminuer le nombre des accidents.
» Etre moins onéreux pour l'entrepreneur.
» Supprimer les litiges.
» Etablir la paix sociale.
» D'abord, je fais une première constatation. L'assurance obligatoire n'est pas générale ; car les entreprises commerciales, excepté les transports, n'y sont pas soumises ; la pêche, qui, de tous les métiers, comporte le plus de risques, est en dehors ; les ouvriers occupés passagèrement sont en dehors ; enfin, les employés gagnant plus de 2000 marcs (2500 francs). »

Il compare ensuite les prétentions et les faits et arrive aux conclusions suivantes :

[1] J'ai lu cependant ces jours-ci dans les journaux français le résumé d'un jugement qui semble admettre le risque professionnel. Ce serait une anticipation sur la loi, qui est encore pendante devant les chambres.

I. *Diminution du nombre des accidents.* Malgré les procédés inquisitoriaux, le système d'espionnage et les moyens coercitifs employés, les accidents non seulement ne sont ni supprimés ni diminués, mais vont en augmentant dans une forte proportion. Voici le tableau dressé à cet égard par M. Dejace, professeur à l'université de Liège.

Années	A Nombre total des accidents signalés.	B Accidents motivant indemnités [1].	C Accidents mortels	D Accidents suivis d'incapacité totale,	E partielle,	F momentanée.
1886	82 500	9 723	2 422	1 548	3 780	1 973
1887	105 897	15 970	2 956	2 827	8 126	2 066
1888	121 164	18 809	2 943	1 886	10 270	3 710
1889	139 549	22 340	3 382	2 331	12 788	3 839
1890	149 188	26 403	3 597	1 869	16 109	4 828
1891	162 674	28 289	3 634	1 570	17 481	5 604
1892	165 003	28 619	3 282	1 507	18 049	5 781 [2]

» Ce qui ressort de ce tableau, dit M. Dejace, c'est, avec l'accroissement du nombre des accidents déclarés, cette double constatation : que les accidents figurant aux colonnes C et D témoignent de variations peu sensibles, malgré la promulgation de minutieux règlements préventifs contre les accidents, l'action énergique de nombreux inspecteurs, et la manière de plus en plus stricte dont les infirmités permanentes totales ont été entendues, tandis que, au contraire, il se produit une aug-

[1] Il s'agit dans les colonnes B, C, D, E, F des indemnités à la charge de l'assurance-accidents; celles pour les petits accidents sont, comme nous l'avons dit, à la charge de l'assurance-maladies.

[2] Voici les chiffres pour les deux dernières années :

	A	B	C	D	E	F
1893	183 911	32 026	3 680	1 317	20 174	6 775
1894	192 336	33 808	3 452	1 564	21 804	6 988

En somme, de 23,78 $^0/_{00}$ personnes assurées, le nombre des accidents s'est élevé en 10 ans à 35,23. Cette différence est moins grande qu'elle ne paraît d'après le tableau de M. Dejace, car le nombre des personnes assurées n'était en 1886 que de 3 473 435, tandis qu'il est en 1893 de 5 168 973. Mais l'augmentation des accidents n'en est pas moins significative.

mentation continue dans les catégories relatives aux accidents légers (colonnes E et F).

» Cette double constatation est inquiétante, et les chiffres approximatifs pour l'exercice 1893, fournis par l'office impérial, accusent une progression de plus en plus notoire des cas d'invalidité partielle permanente et d'incapacité momentanée.

» En Autriche, même phénomène affligeant. »

M. Yves Guyot fait remarquer que l'augmentation ne provient pas du plus grand nombre d'ouvriers assurés, mais qu'elle est proportionnelle. Comme le même phénomène se produit en Autriche, il en déduit que le système introduit dans ces pays diminue, chez certains ouvriers [1], le sentiment de la responsabilité et même, chez d'autres, provoque l'accident volontaire. Il aurait pu ajouter que le nombre et la durée des accidents (comme des maladies) sont aussi considérablement augmentés par la simulation, qui représente, assure-t-on, le cinquième des cas, véritable fléau contre lequel l'administration soutient une lutte presque désespérée. M. Bodenheimer, qui connaissait à fond la matière, constatait avec ironie que, depuis l'introduction de l'assurance obligatoire, les fractures ordinaires ne guérissent plus dans la durée moyenne de douze semaines, mais qu'il leur faut aujourd'hui beaucoup plus de temps.

II. *Diminution des charges pour l'entrepreneur.* Sur ce point encore, M. Yves Guyot fait appel à la statistique et produit les chiffres suivants, qui représentent les primes en tant pour cent du salaire payées à l'assurance obligatoire en Allemagne :

1886	0,49	1890	1,00
1887	0,73	1891	1,14
1888	0,90	1892	1,17
1889	1,00		

[1] Ce point est controversé ; mais ceux qui le contestent admettent alors

soit une progression en six ans de 136 %, et on prévoit, dit-il, qu'elle peut doubler [1]. — En Autriche, la cotisation est de 1,37 % du salaire assuré.

Ni dans l'un ni dans l'autre de ces pays, l'entrepreneur n'a donc trouvé ce qu'il cherchait : la prime modérée et fixe.

III. *Suppression du litige et du juge.*

« Tandis que, dit M. Guyot, le tarif de l'assureur augmentait, on diminuait le taux de l'indemnité de l'assuré. Donc, double déception, puisque le premier donne plus et le second reçoit moins. C'est l'assureur qui fixe l'indemnité. Si l'assuré n'est pas content, il a le droit d'en appeler d'abord à des tribunaux arbitraux et enfin à l'office impérial des assurances, juridiction administrative substituée à la juridiction de droit commun.

» L'assuré use de plus en plus de son droit d'appel. La dernière statistique nous apprend que les frais d'enquête et de justice arbitrale ont *quintuplé* de 1886 à 1892. Les 1248 tribunaux arbitraux ont été saisis de 14879 affaires en 1890, 18423 en 1891, 22249 en 1892, 25348 en 1893 ; c'est-à-dire, en prenant pour base les décisions des bureaux de corporation, qu'*une* affaire sur *cinq* est soumise au tribunal arbitral. Chaque année, le nombre des affaires nouvelles soumises à l'office impérial, comme tribunal suprême pour les questions d'assurances, augmente également. Ainsi, pour ne prendre que les trois dernières années, il a été introduit : en 1891, 3378 affaires ; en 1892, 4240 ; en 1893, 5304. Le nombre des affaires augmente donc de plus de 1000 par an [2]. »

que l'assurance est un oreiller de paresse pour les employeurs, qui se relâchent dans les mesures préventives. (Bodenheimer, congrès de Berne, procès-verbaux, 611.)

[1] En 1893, la prime s'est élevée à 1,35 (45 384 253 marcs de primes pour une somme de salaires de 3 366 587 328 marcs). Pour 1894, les chiffres exacts ne sont pas publiés, mais il y aura certainement une nouvelle augmentation.

[2] En 1894, l'augmentation est encore plus forte : 7052 recours ont été introduits, soit une augmentation de 2198 = 18,8 %.

M. Yves Guyot se demande pourquoi cette augmentation considérable des litiges. Il l'attribue à ce que les corporations se défendent, examinent chaque cas et ne considèrent pas que l'assurance obligatoire implique l'indemnité obligatoire. Le directeur de l'office impérial, M. Bœdiker, l'a lui-même déclaré au congrès de Milan : « Si l'on écoutait toutes les prétentions des ouvriers, il n'y aurait pas de limites. » Donc, la corporation et l'office impérial fonctionnent, non comme des juges désintéressés, mais comme une autorité administrative qui se soucie moins de juger le cas que de défendre l'institution. Aussi, au dire même d'écrivains allemands, « l'ouvrier blessé voit-il dans la corporation son adversaire et pense que celle-ci tâchera de lui faire le moins de bien possible. Les efforts qu'on fait pour détruire cette méfiance sont vains. Les membres ou les employés de la corporation viennent-ils visiter amicalement le malade, celui-ci croit à un espionnage. S'efforcent-ils de lui procurer le travail dont son état le rend encore capable, il voit là des tentatives pour diminuer sa rente. La bonne volonté des membres ou des employés devient réellement ce que les employés voient dans les corporations : de simples fédérations d'entrepreneurs qui cherchent d'abord à protéger les intérêts des entrepreneurs et que les ouvriers doivent considérer comme des ennemis[1]. »

IV. *Paix sociale.* Dans ces conditions, il est clair que l'apaisement n'est pas résulté de l'assurance obligatoire. M. de Bismarck disait au Reichstag, lors de la discussion de la loi : « Nous voulons diminuer le socialisme qui excite les masses, en lui enlevant les justes motifs qu'il peut invoquer. » La preuve que ce résultat

[1] Lange, *Socialpolitisches Centralblatt*, 1895, p. 474.

n'a pas été obtenu, c'est la progression croissante du parti socialiste en Allemagne. Ce qu'on a fait n'est considéré par ce parti que comme des palliatifs dictés par la crainte. S'il les appuie, ce n'est, ainsi que le disait Liebknecht au congrès socialiste de Berlin en 1892, « que comme de petites étapes qui ne peuvent arrêter sa marche vers la régénération de l'état et de la société sur les principes socialistes. La démocratie sociale est essentiellement révolutionnaire ; le socialisme d'état est conservateur. Ce sont des adversaires irréconciliables. »

Aux yeux de M. Yves Guyot, le système allemand a donc fait faillite à toutes ses promesses. Aussi, dans la séance de la Société d'économie industrielle et commerciale de Paris, où il répétait ces critiques, qu'il avait formulées avec une grande vigueur, en novembre dernier, dans la *Revue politique et parlementaire*, il a conclu de la manière suivante :

« Au lendemain d'accidents comme celui de Montceau-les-Mines, on se dit : « il faut faire quelque chose. » Il faut surtout ne pas faire de bêtises et ne pas imiter les Allemands, qui n'ont fait que développer le socialisme (*vifs applaudissements*). »

III

A mi-chemin entre les partisans du droit commun et le système allemand se trouve un groupe très important, composé d'hommes d'une haute valeur qui se recrutent principalement en France, en Angleterre, en Belgique, en Italie, et qui cherchent une conciliation entre les principes de liberté et les nécessités sociales. La plupart de ces hommes ont commencé par être convaincus que l'assurance obligatoire (pour le cas d'accidents, car ils s'en tiennent généralement à ce seul do-

maine) n'était ni recommandable ni nécessaire. Sans renoncer complètement à ce point de vue, ils l'atténuent en demandant qu'avant tout on laisse faire l'initiative privée, et que l'on ne recoure à la contrainte de l'état que vis-à-vis des récalcitrants obstinés.

Parmi les hommes qui représentent cette tendance, je citerai en France M. E. Cheysson, inspecteur général des ponts et chaussées, professeur à l'Ecole des sciences politiques de Paris, un des esprits les plus distingués de notre temps ; M. le sénateur Trarieux, actuellement garde des sceaux, auteur d'un projet de loi sur les accidents qui se discute en ce moment ; M. Lourties, ancien ministre du commerce, qui a tenu tête à M. Yves Guyot dans la discussion que j'ai résumée tout à l'heure ; en Italie, M. Luzzati, l'économiste et l'ancien ministre bien connu ; en Belgique, M. Charles Dejace, professeur à l'université de Liège ; en Angleterre, M. Geoffrey Drage, secrétaire de la commission royale pour le travail. Je ne nomme pourtant ce dernier qu'avec hésitation, car, sans se prononcer d'une manière expresse contre une contrainte légale, il me semble plutôt en être l'adversaire.

Voici comment M. Cheysson explique son attitude :

« Nous avons toujours été et nous restons encore un adversaire convaincu du système de l'obligation ; mais nous sommes obligé de reconnaître le progrès qu'il fait même dans les pays où il ne triomphe pas encore, comme en France. Il y gagne non seulement les esprits, mais encore il pénètre dans les codes par des fissures qui ne tarderont pas à s'élargir, témoin notre loi du 29 juin 1894 sur l'obligation des caisses de secours et de retraite en faveur des ouvriers mineurs.

» En présence de ce puissant courant qui porte vers l'assurance obligatoire et qui a fini par convertir ou par entraîner

plusieurs de ceux qu'elle avait contre elle au début [1], il y a mieux à faire que de se renfermer dans des protestations stériles. Comme nous l'avons déjà essayé en 1891 à Berne, nous voudrions, mais à un autre point de vue, rechercher si, tout en subissant le principe de l'obligation, et tout en retenant les avantages que s'en promettent ses partisans et qui la justifient à leurs yeux, il n'est pas possible de réduire au minimum les sacrifices qu'il impose et de le concilier avec un reste de liberté. Tel est le terrain sur lequel nous allons nous placer. Nous nous inclinons, — étant impuissant à l'écarter, — devant l'obligation de l'assurance; nous acceptons aussi la condition de garantir que l'ouvrier blessé ou sa famille recevront dans tous les cas la réparation du dommage subi; et nous avons à examiner s'il n'existe pas, en dehors de l'assurance par l'état, des moyens qui puissent efficacement réaliser ce principe et remplir cette condition.

» Au cas où cette étude nous démontrerait que l'état est seul en mesure de satisfaire ce programme, nous serions bien forcé de le laisser en assumer la charge ; mais, si nous arrivons à une démonstration contraire, il semble que ceux, du moins, qui ne se résignent à l'obligation que pour mettre l'indemnité des ouvriers blessés à l'abri de tout aléa n'auraient plus de bonnes raisons pour refuser à la liberté une part qui détende la rigueur du système, sans en compromettre l'efficacité. »

M. Cheysson indique comme efficace les moyens suivants :

1° L'assurance par soi-même, lorsque l'importance de l'industrie et des ressources permet de garantir sérieusement l'exécution de l'obligation : ainsi les compagnies de chemins de fer et les très grandes usines.

2° Les compagnies privées d'assurances, pour les gros et moyens industriels, qui ne présentent pas assez de surface au regard de la loi pour qu'elle les laisse in-

[1] La liberté de l'assurance avait été adoptée par la chambre des députés en France le 10 juillet 1888. Elle a depuis lors été abandonnée pour l'obligation.

dividuellement en accomplir les prescriptions. On reproche aux compagnies privées l'aléa des clauses de déchéance dont leurs contrats sont émaillés, et le défaut de sécurité dans leur gestion financière. Mais les compagnies françaises ont déclaré qu'elles renonçaient à invoquer les clauses de déchéance contre les ouvriers, et qu'elles s'engageaient à déposer les capitaux nécessaires pour le service des rentes. Cela paraît suffisant pour qu'on respecte cette industrie libre de l'assurance.

3° Les syndicats d'assurance mutuelle entre personnes exerçant la même profession. C'est la forme de prédilection de M. Cheysson, parce qu'elle tient compte à la fois de l'initiative privée, à laquelle elle laisse la liberté des moyens avec la responsabilité des résultats, — et de l'état, dont le contrôle doit s'exercer pour s'assurer que la loi est exactement obéie.

4° Les sociétés coopératives d'assurances pour les petits patrons, les artisans, les boutiquiers, qui emploient peu d'ouvriers et n'ont ni assez de prévoyance, ni assez de ressources pour recourir à l'assurance. Ces sociétés pourraient être subventionnées en échange de la tutelle salutaire que l'état exercerait sur elles.

5° Enfin si, contre toute attente, libres de choisir entre ces modes qui répondent à toutes les variétés de goût et à toutes les facultés de l'industrie, il y avait encore des patrons négligents ou inertes qui s'abstenaient d'opter et d'agir, alors, pour ceux-là, il faudrait bien se résigner à l'intervention de l'état assureur. Je cède ici la parole à M. Cheysson.

« La caisse officielle apparaîtrait, dans cette conception, non pas comme un « type, » ainsi que semble le proposer mon éminent ami, M. Luzzati, mais plutôt comme un épouvantail,

comme le gendarme chargé de mettre le récalcitrant à la raison. On vous laisse, dirait l'état, le choix entre quatre modes qui respectent, dans une certaine mesure, votre liberté. Vous vous abstenez, vous cherchez à éluder la loi ; mais prenez garde : je vais, dans ce cas, vous atteindre par une caisse, à laquelle vous serez inscrit d'office et dont les primes seront recouvrables comme en matière de contributions directes.

» Toute industrie de l'état ressemble à ces grands arbres qui étouffent les arbustes placés sous leur ombre. L'état peut perdre impunément, parce qu'il puise dans le trésor et fait payer ses déficits industriels à tous les contribuables ; l'industrie libre n'a donc qu'à déserter une lutte inégale. Pour ne pas retirer d'une main ce qu'on semblerait avoir concédé de l'autre, et pour laisser coexister avec la caisse officielle les divers modes d'assurance prévus, il est donc indispensable que les tarifs de cette caisse soient beaucoup plus élevés qu'ils ne le seraient d'après les règles techniques des assurances. Les bénéfices ainsi réalisés pourraient être employés en subventions aux sociétés coopératives dont il est question plus haut.

» Cette exagération des tarifs de l'état, — et nous irions jusqu'à doubler les tarifs normaux, — serait ainsi comme une digue contre les envahissements instinctifs de la caisse officielle, qui ne peut manquer d'avoir la tentation de chercher à subsister seule sur les ruines de toutes les institutions libres. En même temps, elle aurait le caractère d'une pénalité vis-à-vis des réfractaires et des déserteurs de l'initiative privée. Tous les codes contiennent des pénalités analogues et punissent, par exemple, d'une amende ou d'un double droit les déclarations tardives ou inexactes des contribuables. La hausse des tarifs d'assurance joue déjà dans plusieurs législations un rôle semblable vis-à-vis des patrons qui refusent de prendre les précautions réglementaires pour prévenir les accidents, de même que la modération de ces tarifs récompense les industriels soucieux de la sécurité et de l'hygiène de leurs ateliers. Il n'y aurait donc rien que de très légitime dans l'application d'une mesure de ce genre pour empêcher ou pour punir l'inertie, l'indolence ou l'imprévoyance, qui mettraient la loi en échec et menaceraient les indemnités des ouvriers blessés. »



M. Luzzati, lui, a un autre idéal. Il parait en principe partisan de l'assurance obligatoire, ou plutôt il s'y résigne. Mais il insiste sur l'opportunité d'organiser, non d'imposer, des caisses officielles ayant pour mission de servir de type, au triple point de vue de la solvabilité, de l'économie et de la rapidité des règlements. Et, pour montrer le rôle réservé aux caisses officielles dans son système, sur lequel sont basés les projets italiens, il décrit l'activité de la Caisse nationale d'assurance contre les accidents, fondée en Italie en 1884, avec la coopération d'un certain nombre de caisses d'épargne, qui l'ont dotée d'un fonds de garantie de 1 500 000 lires, non productif d'intérêt. Cette caisse, bien qu'elle n'ait assuré jusqu'ici que 125 000 ouvriers, a cependant exercé une influence utile par les primes modérées qu'elle perçoit et qui font que ses tarifs sont inférieurs à ceux de toutes les compagnies privées qui opèrent en Italie.

Avec M. Drage, nous abordons un ordre d'idées tout différent. Il constate que la loi anglaise de 1880, qui restreint la responsabilité du patron aux seuls cas où il y a négligence de sa part ou de la part de son contre-maître, a provoqué un vif mécontentement parmi les ouvriers. Mais comme, en Angleterre, patrons et ouvriers n'ont pas l'habitude de recourir en toute chose à l'état et savent fort bien se tirer d'affaire eux-mêmes, ils ont employé un moyen bien simple et qui paraît avoir donné de bons résultats. Par un « accord hors la loi, » ils ont stipulé entre eux que l'ouvrier renonçait à réclamer le bénéfice de la loi en échange d'une assurance que le patron contracte en sa faveur auprès d'une compagnie privée et qui lui procure des avantages évidents : indemnité garantie pour les accidents résultant de toutes causes et supé-

rieure de beaucoup à celle qui résulterait de la loi; paiement immédiat sans frais et sans perspective de procès. On comprend que ces « accords hors la loi » aient fait beaucoup de chemin en Angleterre. En 1893, la chambre des communes a amendé la loi en ce sens que le patron est aussi responsable de l'accident causé par la négligence des compagnons de travail ou par la négligence de précautions raisonnables ; mais le bill défend les « accords hors la loi. » M. Drage trouve que cette interdiction ne se justifie pas ; il montre que le système a produit d'heureux effets, et voudrait que dans chaque établissement industriel les ouvriers fussent appelés à voter au scrutin secret s'ils acceptent « l'accord hors la loi. » La minorité devrait se soumettre.

IV

A mon avis, dans nos sociétés modernes, fondées essentiellement sur le principe de la liberté individuelle, une contrainte ne se justifie que si : 1° un intérêt supérieur l'exige ; 2° cette contrainte peut être exercée d'une manière effective et atteint réellement le but.

En matière d'accidents du travail, — je ne parle pas ici des maladies, — il me paraît que la contrainte est légitime, et en fait elle existe dans tous les états dont la loi prescrit, comme clause intégrante du contrat de louage de services, que l'accident survenu à l'occasion du travail est un dommage à la charge de l'employeur. Seulement, sauf en Allemagne et en Autriche, où l'assurance obligatoire fonctionne, c'est par la voie judiciaire ordinaire que cette contrainte doit s'exercer le cas échéant.

En soi, le principe de la contrainte repose sur une

base juridique absolument solide. Un dommage est causé, dont la victime est l'ouvrier ; il doit être réparé par son auteur, qui est le patron. Rien n'est plus clair et plus logique. Personne ne conteste réellement ce principe.

Mais une première divergence se présente et concerne l'étendue de la responsabilité du patron. Cette responsabilité embrasse-t-elle seulement les cas où sa faute ou celle de ses gens peut être prouvée ? Doit-elle comprendre aussi le risque professionnel ? Il semble que la grande majorité des hommes compétents est maintenant gagnée au principe du risque professionnel. Ce principe se trouve à la base du système allemand et autrichien, à la base de la loi suisse sur la responsabilité civile, à la base des projets de lois français, italiens, belges, etc. On peut à peu près l'envisager comme acquis.

Une seconde divergence, plus profonde, porte sur le système suivant lequel la contrainte doit s'exercer. On assure que la voie judiciaire ordinaire est la cause de nombreux et interminables procès et que, dans certains cas, l'insolvabilité de l'employeur prive la victime de son indemnité. C'est pour remédier à ces inconvénients qu'on préconise l'assurance obligatoire organisée par l'état, comme en Allemagne et en Autriche, ou tout au moins l'obligation pour le patron d'assurer ses ouvriers, avec liberté du choix de l'assureur.

J'avoue franchement qu'avant de me prononcer définitivement sur les systèmes en présence, je voudrais être fixé exactement sur la valeur, en fait, des arguments qu'on invoque contre ce qu'on appelle « le système de la responsabilité civile. » Je voudrais qu'on nous mît en état de faire une comparaison précise entre les résultats pratiques de ce système et ceux que nous possédons du système allemand et autrichien.

Jusqu'ici, autant que j'ai pu m'en convaincre, il règne une grande confusion dans les esprits au sujet même des causes de plainte. Il faut d'abord remarquer que le seul pays qui, dans le système de la responsabilité civile, ait admis le risque professionnel, c'est la Suisse. En France, comme nous l'avons déjà vu, malgré une jurisprudence libérale, le risque professionnel n'a pas encore passé dans la loi. En Italie, en Belgique, en Angleterre non plus. En Allemagne et en Autriche, avant l'assurance obligatoire, ces pays non seulement ne reconnaissaient pas le risque professionnel, mais avaient une législation très peu favorable pour les victimes d'accidents. Or, dans tous ces pays, les plaintes me paraissent avoir porté ou porter encore essentiellement sur l'insuffisance de la loi à cet égard. C'est une considération qu'il ne faut pas perdre de vue.

En Suisse, le risque professionnel date déjà de loin : il a été admis d'abord à titre provisoire dans la loi sur les fabriques de 1877, puis d'une manière définitive dans la loi sur la responsabilité civile des fabricants de 1881. Quelques années plus tard, les sociétés ouvrières ont pétitionné pour demander l'extension de cette loi à d'autres industries et pour réclamer l'assistance judiciaire. On leur a donné satisfaction par la loi de 1887. Dès lors, de ce côté-là du moins, les plaintes semblent avoir cessé, peut-être à cause de la perspective de l'assurance obligatoire. Mais ne serait-il pas très utile de savoir exactement quels ont été les effets de la loi de 1887 ?

Si le système allemand et autrichien avait donné des résultats entièrement satisfaisants, on pourrait aisément se passer de ce complément d'enquête. Tel n'est malheureusement pas le cas. Ce n'est pas seulement M. Yves Guyot qui montre, par des chiffres officiels, que le nom-

bre des litiges est énorme sous le régime de l'assurance obligatoire ; voici M. le Dr von Mayr, ancien sous-secrétaire impérial d'état, partisan très énergique de la loi allemande, qui dit lui-même en cherchant à justifier l'augmentation étonnante des accidents :

« La réclamation plus fréquente des indemnités est aussi favorisée de plus en plus par les autorités locales, par les maîtres d'école, par les patrons des blessés, qui s'empressent tous de donner des conseils et de rédiger les lettres de réclamation. De plus, il paraît que le nombre d'avocats sans cause augmente qui donnent professionnellement des consultations aux blessés et les stimulent à présenter des réclamations même injustifiées d'indemnité. Ainsi il arrive que souvent, pour obtenir une rente, les ouvriers exploitent des infirmités qui n'ont aucun rapport avec l'accident ; ceci se produit spécialement dans le cas des ouvriers souffrant d'une hernie [1]. »

Ce sont là exactement les mêmes plaintes que les patrons élèvent aujourd'hui encore en Suisse. Mais, comme elles ne sont pas fondées sur des statistiques qui puissent être comparées avec celles que l'Allemagne et l'Autriche nous offrent, il n'est pas possible de se rendre compte si l'assurance obligatoire, malgré ces fâcheuses expériences, est pourtant préférable au système de la responsabilité civile avec risque professionnel. C'est pourquoi je ne saurais trop vivement engager les autorités suisses à faire ou à compléter une enquête sur les points suivants :

Quel a été depuis 1887 le nombre d'accidents déclarés ? Quels sont ceux qui ont été indemnisés ? Combien y a-t-il eu de procès engagés ? Combien de demandes ont été écartées par les tribunaux ? Combien ont été prises en

[1] Le rapport de l'office impérial pour 1894 (page 9) constate que le nombre des recours est indûment augmenté par l'activité toujours plus envahissante d'agents d'affaires peu scrupuleux (*Winkelconsulenten*).

considération ? Combien de victimes étaient assurées ? Quels ont été les taux d'assurance par classes de risques ? Dans combien de cas l'indemnité n'a-t-elle pu être payée pour cause d'insolvabilité de l'employeur ?

En mettant cette statistique en regard de celles que nous fournissent l'Allemagne et l'Autriche, la Suisse se rendra à elle-même et rendra aux autres pays qui cherchent encore leur voie un précieux service. Elle démontrera ainsi, de la manière la plus convaincante, la valeur respective des deux systèmes, et permettra d'en tirer des enseignements féconds pour la conduite à suivre.

Mais admettons dès aujourd'hui, pour les besoins de la discussion, que l'infériorité du système de la responsabilité civile, tel qu'il est pratiqué en Suisse, soit dûment établie ou qu'il soit reconnu tout au moins que ce système appelle des réformes indispensables. Devrons-nous aller, dans ce cas, à l'assurance obligatoire organisée par l'état, ou peut-on choisir le système intermédiaire de l'obligation de l'assurance avec liberté pour le choix de l'assureur ?

Mes préférences se porteraient volontiers vers une combinaison comme celles proposées par MM. Cheysson et Luzzati, mais je ne puis croire à l'efficacité d'une telle combinaison. En effet, dès l'instant que vous proclamez pour l'employeur l'obligation de s'assurer, il faut qu'il ait le moyen de le faire dans des conditions raisonnables. Or, à moins de contraindre les caisses libres à accepter tous les risques aux conditions que l'état lui-même déclarera raisonnables, — chose qui répugne naturellement à vos principes, — vous êtes obligés de créer pour les mauvais risques une caisse nationale, véritable hospice des invalides, qui ne pourra se passer de subventions publiques. Car il est évident que, si cette

caisse veut traiter les affaires en bon industriel ou commerçant, elle exigera des assurés tout autant que les caisses libres, et, comme l'état est un mauvais courtier quand il doit lutter avec les particuliers sur le terrain de la libre concurrence, votre caisse, dans cette seconde alternative, n'aurait pas de clients. C'est ce qu'il est advenu en France de la Caisse des accidents, fondée par Napoléon III : malgré sa dotation, elle n'a fait qu'un chiffre ridicule d'affaires, parce qu'elle a voulu travailler d'après les règles techniques de l'assurance. Quant aux expériences faites en Italie, elles ne pourraient être concluantes que si l'obligation de s'assurer existait dans ce pays. Au reste, la Caisse nationale italienne n'est pas dans des conditions industrielles normales ; son capital ne lui coûtant rien, elle a pu attirer à elle les clients au moyen de primes plus basses que celles qui devraient être payées.

En résumé, dans ce système, ou bien l'état, par des primes trop basses, fera une concurrence malsaine aux caisses libres, ou bien, au contraire, il leur livrera à merci, grâce au principe de l'obligation, la multitude des industriels, sans fournir à ceux-ci la possibilité d'esquiver de dures exigences en s'adressant à la caisse nationale ; j'entends à une caisse nationale faisant de l'assurance suivant les vrais principes et ayant aussi les bons risques pour compenser les mauvais. Pléthore ou anémie, telle est donc l'alternative pour une caisse nationale organisée d'après le système de l'obligation avec liberté du choix de l'assureur.

On a vu que M. Cheysson veut faire de la caisse nationale uniquement un épouvantail et un moyen de coercition pour les réfractaires et les déserteurs de l'initiative privée. Or, je vais mettre le doigt sur la fissure inquié-

tante de son système. Il reconnaît lui-même que beaucoup de petits patrons n'ont pas assez de ressources pour utiliser l'assurance, et il leur conseille de recourir à la coopération, ce moyen merveilleux qui accomplit des prodiges. Je crois aussi d'une manière générale à l'efficacité de la coopération, mais j'ai vu de près les inconvénients qu'elle offre, et qui tiennent à l'égoïsme humain. Quand, dans une société coopérative d'assurances, certains industriels se présenteront avec des risques trop lourds, comme par exemple les couvreurs, les ferblantiers, les ramoneurs, les puisatiers, qui sont pour la plupart de petits patrons, on ne les acceptera pas ou on les exclura. Sans parler des rivalités individuelles ou professionnelles, qui rendent souvent les majorités intolérantes et tyranniques, ainsi que l'histoire de tous les syndicats le prouve. Il ne restera aux exclus que la ressource insuffisante de s'associer ensemble, c'est-à-dire d'unir la misère à la pauvreté. Et, pour les punir de ce qu'ils ne pourront faire face à l'obligation par leurs propres moyens, vous les ferez entrer dans une caisse nationale dont les tarifs seront le double des tarifs normaux ! Réellement, cette doctrine n'est pas soutenable.

Toutefois, je suis disposé à admettre l'utilité d'une caisse nationale pour tout pays qui introduit dans sa législation civile le risque professionnel, sans organiser en même temps l'assurance obligatoire. Il est clair que le nombre des cas où l'assurance devient une nécessité augmente alors dans une énorme proportion. Rien qu'en proclamant ce principe, sans y joindre d'ailleurs l'obligation de l'assurance, vous jetez dans les bras des caisses libres la presque totalité des industriels. Ayez à côté de cela une caisse nationale, qui, sur le terrain de la libre concurrence, soit une ressource pour ceux que

les caisses libres voudraient par trop juguler, fort bien. Mais laissez en même temps les employeurs libres de se soustraire aux exigences des unes et des autres, si elles leur paraissent excessives. Je sais bien quel est l'inconvénient qui peut alors en résulter, c'est que le patron, resté son propre assureur, ne puisse faire face aux conséquences de graves accidents. En général, pourtant, ce ne sera pas le cas : les patrons, dans la règle, offrent assez de surface pour que la réparation du dommage soit possible. Seulement, il y aura des exceptions, et le seul moyen d'y obvier, c'est l'assurance obligatoire.

Malgré mes répugnances à charger l'état de cette fonction, répugnances que j'exprimais déjà en 1885, soit au conseil national, soit dans mes articles sur les *Victimes du travail*, je crois donc que, s'il est démontré par des statistiques sûres que le système de la responsabilité civile avec risque professionnel doit nécessairement être complété par l'obligation de l'assurance, c'est alors une caisse officielle unique qui s'impose. Je regrette que les combinaisons intermédiaires recommandées par MM. Cheysson et Luzzati n'aient encore été essayées nulle part, car je réclamerais aussi de leur part des statistiques comparatives. Mais, puisqu'il faut se diriger sur de simples appréciations, je ne puis arriver à me convaincre *a priori* de la possibilité de concilier ici la liberté avec l'obligation. Comme je l'écrivais en 1885 :

« Qu'est-ce qu'une assurance obligatoire officielle, de laquelle on peut sortir si l'on présente ou si l'on cherche des garanties meilleures ? Il est dans la nature et dans la force des choses que les bons risques chercheront à s'associer ensemble, laissant les mauvais risques à la caisse officielle.... En fin de compte, ceci tuera cela : la liberté tuera l'obligation. »

En d'autres termes, les caisses libres battront la caisse officielle. Il ne s'établira pas entre elles cette concurrence féconde dont le public profiterait. Plus actives, les caisses libres ne manqueront pas d'accaparer les bonnes affaires ; elles deviendront maîtresses de la situation, sans qu'il y ait un contrepoids sérieux opposé à leurs prétentions.

Cette conviction a fini par s'imposer au parlement français qui, depuis nombre d'années, discute sans aboutir la question du risque professionnel et de l'assurance obligatoire. La chambre des députés, après s'être prononcée pour l'obligation, a estimé qu'il fallait aussi garantir l'application du principe; excluant les compagnies privées, qui peuvent se refuser à accepter certains risques et n'offrent pas des garanties perpétuelles de solidité financière, elle veut former une mutualité entre les patrons réunis sur une portion déterminée du territoire en un même groupement, sans distinction de profession ou d'industrie. Le service central sera fait par la caisse d'assurance contre les accidents, créée en 1868. Il est vrai qu'au sénat la commission n'a pas adhéré à ce système : elle veut obliger le patron à garantir l'indemnité soit par une hypothèque, soit par un dépôt de titres à la Banque de France, soit par une caution solidaire, soit par une police d'assurance, ou enfin, à défaut, par un versement en espèces ; ceci ne répond guère à la combinaison de MM. Cheysson et Luzzati, puisque dans le système de la commission sénatoriale il n'y a pas d'obligation d'assurance, mais simplement une obligation de garantir le risque éventuel. Par contre, il résulterait de ce système une complication énorme et des difficultés sans fin pour le contrôle de l'état, qui aurait à vérifier si

les garanties répondent bien aux risques encourus, non seulement au moment où elles sont constituées, mais à chaque instant de l'année.

Pour tous ces motifs, j'arrive à dire qu'il n'y a qu'une seule alternative logique : ou bien la responsabilité civile avec risque professionnel, assurance facultative, et, si l'on veut, caisse nationale pouvant servir d'hospice des invalides ou même de régulateur pour la concurrence des caisses libres ; — ou bien assurance obligatoire organisée par l'état.

Seulement, si l'on passe à ce dernier système, il faudrait s'efforcer d'éviter les fautes dans lesquelles on est tombé en Allemagne et en Autriche. Il faudrait, en particulier, pourvoir à ce qu'un juge impartial puisse régler les litiges, ce qui n'est pas le cas dans ces deux derniers pays, d'où résultent, contre l'institution, les plaintes et l'hostilité que nous avons relevées plus haut.

Pour le reste, on doit s'en remettre à chaque pays du soin d'organiser l'assurance obligatoire d'après son génie propre et ses institutions. C'était déjà la conclusion à laquelle le congrès de Berne était arrivé et qu'il formulait en ces termes :

« En ce qui concerne la réparation des conséquences de l'accident, il convient, pour la garantir en tout état de cause, qu'elle soit l'objet d'assurances organisées dans chaque pays suivant le système qui s'adapte le mieux à ses conditions particulières. »

Il nous reste maintenant à parler de l'assurance obligatoire et des caisses libres en cas de maladie.

NUMA DROZ.

(*La fin prochainement*).

LE

BAILLI DE GREIFENSEE

NOUVELLE

Le 13 du mois des foins, en 1783, — c'était le jour de la Saint-Henri, empereur, aujourd'hui encore écrit en lettres rouges sur le calendrier zurichois, — un nombreux public, venu de la ville et de la campagne, se dirigeait tout doucement, en voiture, à cheval et à pied, vers le village de Kloten, sur la route de Schaffhouse. Car c'était sur les douces collines de ce coin de pays que le colonel Salomon Landolt, alors bailli de la seigneurie de Greifensee, devait passer en revue le corps, par lui créé, des chasseurs zurichois, lui faire faire l'exercice et le présenter à Messieurs du Conseil de la Guerre. Ce jour de la Saint-Henri, il l'avait choisi à dessein, parce que, disait-il, la moitié des recrues de l'honorable bourgeoisie de Zurich s'appelaient Henri et avaient coutume de célébrer cette fête si populaire par beuveries et chômages, de sorte qu'il n'y avait pas grand mal à passer une revue ce jour-là.

Les assistants prenaient un grand plaisir au spectacle inaccoutumé qui s'offrait à eux : cette troupe d'un genre

nouveau, jusqu'alors inconnu, composée de volontaires à la fleur de l'âge, vêtus d'un simple uniforme vert; la rapidité de leurs mouvements en ordre dispersé, la sûreté avec laquelle chacun se servait à volonté de sa bonne carabine rayée; et surtout la cordialité presque paternelle qui régnait entre l'inventeur de ces innovations et les joyeux gaillards qu'il commandait.

Tantôt ils se dispersaient à de grandes distances et disparaissaient à la lisière des bois; tantôt, sur un signal de leur chef, qui semblait voler par-dessus les collines sur sa jument alezane dont la robe avait des reflets rouges, ils apparaissaient au loin, massés en une colonne sombre; tantôt ils passaient tout proche, avec d'allègres chansons, pour reparaître, bientôt après, au pied d'une colline plantée de sapins dont ils se distinguaient à peine à cause de leurs habits. Tout cela si vivement, si alertement exécuté, que les gens qui ne s'y connaissaient pas ne pouvaient se faire une idée de la somme de travail et de peine que s'était donnée l'excellent homme, tandis qu'il préparait pour sa patrie ce cadeau où il avait mis le meilleur de lui-même.

Enfin, le colonel Landolt fit défiler, au pas accéléré, au son des cors, sa troupe de chasseurs, cinq cents hommes environ; puis il leur fit rompre les rangs, rapidement, pour leur permettre de se restaurer et de rentrer chez eux, tandis que lui-même descendait de cheval, aussi peu fatigué que ses jeunes soldats ; et son éloge était dans toutes les bouches. Là se trouvaient des officiers des régiments suisses au service de la France et des Pays-Bas, qui parlaient de l'avenir brillant réservé à cette nouvelle troupe, et se félicitaient de voir leur patrie produire spontanément, et pour sa propre défense, une semblable merveille; on se rappelait aussi complai-

samment que Frédéric-le-Grand lui-même, un jour que Landolt assistait aux manœuvres de Potsdam, avait remarqué et dévisagé ce solitaire infatigable, toujours en mouvement, et qu'après l'avoir fait appeler il avait essayé, à diverses reprises, de le gagner à son service. Landolt possédait même encore un autographe du grand homme qu'il conservait plus précieusement qu'une lettre d'amour.

Tous les yeux étaient arrêtés avec bienveillance sur le bailli quand il s'avança vers ses supérieurs et concitoyens de Zurich, serrant cordialement la main à tous ses amis. Il portait un costume vert foncé, sans le moindre galon, des gants de cheval clairs, et de hautes bottes à revers blancs. Une forte épée pendait à son côté, et son chapeau avait les bords relevés à la façon des officiers. Pour le reste, voici la description que donne de lui son biographe : « A quiconque l'avait vu une seule fois, il était impossible de l'oublier. Il avait un front dégagé, sans rides, un nez aquilin dont la courbure se détachait gracieusement du visage, des lèvres minces d'un dessin élégant et fin, et, dans les coins de la bouche, comme une raillerie embusquée, qui frappait juste sans jamais blesser volontairement, et qui se cachait derrière l'enjouement d'un sourire à peine perceptible. Le regard franc et ferme des yeux brun-clair trahissait la vivacité de son esprit, se posant avec une expression d'indicible bienveillance sur les objets réjouissants, et brillant d'un éclat pénétrant quand quelque chose blessait la délicatesse de cet homme de bien et que la mauvaise humeur lui faisait froncer ses épais sourcils. Son corps, de taille moyenne, était solidement et régulièrement bâti, et son port tout militaire. »

Ajoutons à ce signalement que Landolt portait dans

le dos une tresse bien fournie, et qu'en ce jour de la Saint-Henri, il était dans sa quarante-deuxième année.

Soudain, les yeux brun-clair de Landolt eurent l'occasion de se poser avec cette « indicible bienveillance » sur un objet agréable, quand il s'approcha d'une calèche de gala tendue de rose, pour saluer les personnes qui s'y trouvaient et dont les mains se tendaient vers lui ; car, tout à fait sans qu'il s'en doutât, il y avait là, parmi les autres, une fort jolie femme, qu'il avait jadis bien connue, mais qu'il n'avait pas revue depuis des années. Agée d'environ trente-cinq ans, elle avait des yeux bruns qui riaient, et des lèvres rouges ; des boucles de cheveux brun foncé tombaient sur la dentelle de sa robe à demi décolletée, et s'élevaient en nattes abondantes autour de sa tête charmante, que couvrait un chapeau de paille fine incliné sur le front. Elle portait une robe d'été à rayures blanches et vertes, et tenait à la main une ombrelle qu'on prendrait aujourd'hui pour chinoise ou japonaise. Du reste, afin de prévenir toute supposition mal fondée, il faut remarquer sans retard qu'elle était mariée depuis longtemps, qu'elle avait plusieurs enfants, et qu'ainsi il s'agissait tout au plus de choses du passé dans sa conversation avec l'officier de chasseurs. Pour tout dire, elle avait été la première jeune fille à qui Landolt eût fait l'hommage de son cœur, et qui lui eût baillé en échange un gentil refus. Nous devons taire son nom, parce que tous ses enfants courent encore le monde, pourvus d'honneurs et de dignités, et nous contenter de la désigner par le nom que lui donnait mentalement Landolt. Lorsqu'il pensait à elle, il l'appelait le Chardonneret.

Tous deux rougirent légèrement en se serrant la main,

et, à la collation qui eut lieu ensuite à l'auberge du Lion, à Kloten, où beaucoup de spectateurs s'étaient rendus, comme Landolt se trouvait assis à côté d'elle, elle eut pour lui des façons aussi aimables et aussi empressées que si, jadis, elle eût été éprise de lui. Son cœur en était joyeux comme il ne l'avait pas été depuis des années, et il s'entretint le plus agréablement du monde avec le Chardonneret, qui lui semblait aussi jeune que jamais.

Cette longue journée d'été commença pourtant à tirer vers sa fin, et Landolt dut songer au retour : car, jusqu'à Greifensee, dont il gouvernait la seigneurie depuis deux ans en qualité de bailli, il avait encore près de trois heures de chemin. Lorsqu'il prit congé de la société, il fut convenu, sur l'invitation toute spontanée de Landolt, que son ancienne amie emmènerait un beau jour son mari et ses enfants, et viendrait le surprendre au château de Greifensee.

Tout rêveur, Landolt chevauchait lentement, suivi d'un seul domestique, en passant par Dietlikon pour rentrer chez lui. Sur les tourbières déjà s'épandait le crépuscule ; à droite, le couchant commençait à rougeoyer par-dessus les crêtes des forêts, et à gauche montait la lune à son déclin, derrière les montagnes du haut pays zurichois.... C'était un de ces moments où d'ordinaire le bailli, comme régénéré, ne perdait pas un coup d'œil et épiait uniquement la vie silencieuse de la nature. Mais ce soir-là, les étoiles, brillants luminaires des cieux, et la vie ralentie, presque insensible, des choses au près et au loin, faisaient sur lui une impression plus solennelle que de coutume, impression où il entrait presque de l'attendrissement ; et, lorsqu'il

songea à la réception qui devait accueillir la jolie dédaigneuse d'autrefois, le désir tout à coup le saisit de réunir autour de lui non pas seulement celle-là, mais encore trois ou quatre autres belles dames pour lesquelles il avait jadis pareillement soupiré ; bref, tandis qu'il allait chevauchant, le souhait passionné s'éveilla en lui de voir un jour toutes ces aimables beautés, qui avaient eu jadis son affection, réunies ensemble, et de passer une journée avec elles.

Car, il faut dire que Landolt, célibataire endurci à cette heure, n'avait point toujours été aussi insensible, et n'avait jadis que trop peu résisté aux séductions féminines. Et voilà comment, sur sa liste de sobriquets affectueux, figuraient encore une certaine personne qu'il appelait Paillasse, puis une certaine Fauvette, puis le Capitaine, et enfin le Merle, ce qui faisait, avec le Chardonneret, cinq en tout. Les unes étaient mariées, les autres pas encore, mais il y avait moyen de les attirer toutes, car Landolt ne s'était rendu coupable d'aucune faute à leur égard ; et, s'il n'avait tenu rênes et cravache, il se serait déjà frotté les mains dans un sentiment de joie silencieuse lorsqu'il commença à se représenter comment il mettrait à leur aise les belles les unes vis à vis des autres, quelle attitude elles prendraient, et quel charmant divertissement ce serait en somme de se préparer à être l'hôte d'une aussi ravissante famille.

Le difficile était, il est vrai, de mettre dans la confidence sa ménagère, la mère Marianne, et de s'assurer son acquiescement et sa collaboration ; car, si elle n'était pas bien disposée et de bonne composition en une si délicate affaire, tout cet aimable projet tombait à l'eau.

Or la mère Marianne était la plus singulière commère du monde, et l'on n'aurait pas, pour un empire, découvert sa pareille. Elle était la fille du menuisier municipal Kleissner de Hall en Tyrol; avec toute une bande de frères et de sœurs, elle avait subi la tyrannie d'une marâtre qui la mit comme novice dans un couvent. Elle avait une belle voix et semblait donner des promesses ; mais, lorsqu'il lui fallut prononcer ses vœux, elle fit une si farouche et si énergique résistance, qu'on la congédia avec effroi. Là-dessus, Marianne se tira d'affaire toute seule par le monde ; elle trouva à gagner sa vie comme cuisinière dans une auberge de Fribourg en Brisgau. Bien faite comme elle l'était, il lui fallait subir les avances des officiers autrichiens et des étudiants qui fréquentaient dans la maison, mais elle les repoussa tous, à l'exception d'un étudiant de Donaueschingen, joli garçon de bonne famille à qui elle donna son cœur. Un officier, jaloux, la poursuivit, à ce propos, de méchants racontars qui vinrent jusqu'à elle. Armée d'un couteau de cuisine pointu, elle fit son entrée dans le mess des officiers, accusa de calomnie l'officier en question, et, comme il voulait mettre à la porte la courageuse femme, elle lui tomba dessus si énergiquement qu'il fut obligé de tirer l'épée pour se défendre. Mais elle le désarma et jeta son épée brisée à ses pieds, si bien qu'il fut expulsé du régiment.

La vaillante Tyrolienne épousa le bel étudiant, malgré les parents de celui-ci, et tous deux s'enfuirent ensemble. Il prit, à Kœnigsberg, du service dans un régiment de cavalerie prussienne, auquel elle se joignit comme vivandière et qu'elle suivit dans diverses campagnes. Elle y montra une si infatigable et si habile activité, aussi

bien dans la guerre que dans les garnisons, comme cuisinière et pâtissière, qu'elle gagna assez d'argent pour assurer à son mari une existence aisée et pour faire aussi quelques économies. Ils eurent neuf enfants, qu'elle aimait tous avec l'ardeur passionnée qui la caractérisait; mais ils moururent l'un après l'autre. Chacun de ces deuils lui brisait le cœur, mais ce cœur fut plus fort que toutes ses infortunes. Comme, hélas ! jeunesse et beauté avaient à la fin disparu, le hussard son mari se rappela sa condition supérieure et se mit à mépriser sa femme ; car elle lui avait fait, par ses soins, la vie trop douce. Alors elle prit ses économies, acheta la libération de son mari, et le laissa aller où il lui plairait de tenter la fortune ; pour elle, elle retourna toute seule, vers le sud, d'où elle était venue, pour tâcher d'y gagner son pain.

Or, il se trouva qu'à Saint-Blaise, dans la Forêt-Noire, elle avait été recommandée au bailli de Greifensee, qui cherchait une ménagère. Au moment où commence notre histoire, elle le servait depuis deux ans déjà. Agée d'au moins quarante-cinq ans, elle ressemblait plutôt à un vieux hussard qu'à une gouvernante, elle jurait comme un maréchal-des-logis prussien, et, lorsque sa mauvaise humeur se déchaînait, c'était une si effroyable bourrasque que tout le monde se sauvait, et que seul le bailli, riant aux éclats, et sans perdre pied, se gaudissait du vacarme. Mais elle tenait très consciencieusement son ménage ; elle menait la valetaille et les garçons de labour avec une sévérité implacable, gérait la caisse avec une fidélité à toute épreuve, marchandait et liardait partout où c'était possible, quand la générosité du maître ne s'y opposait point ;

d'ailleurs, elle savait si diligemment et si habilement mettre sa cuisine au service de l'humeur hospitalière du bailli, que bientôt il put lui laisser la direction de tout son train de maison, sans aucune restriction.

Et puis, à travers toute la rudesse de son extérieur apparaissait la profondeur de son âme, lorsque de sa voix d'alto encore pure elle chantait au bailli, qui prêtait une oreille attentive, une vieille ballade, ou une chanson d'amour, de chasse, encore plus antique ; et elle n'était pas peu fière lorsque le maître, habile sonneur de trompe, ayant rapidement appris la mélancolique mélodie, la jouait d'une fenêtre du château, par delà le lac, au clair de lune.

Un jour, comme le fils d'un voisin, garçonnet de dix ans, souffrait d'une incurable maladie de langueur, et que ni les exhortations du pasteur ni celles des parents ne pouvaient consoler l'enfant de ses douleurs et de sa crainte de la mort, — car il aurait tant aimé vivre ! — Landolt s'assit, fumant tranquillement sa pipe, au chevet du lit et parla au malade, en termes simples et justes, de son état désespéré et de la nécessité où il était de faire bonne contenance et de souffrir un peu, mais aussi de la douce délivrance qu'apportait la mort, et du repos bienheureux et infini qui attendait un bon petit garçon bien patient comme lui, de l'affection et de l'intérêt qu'il lui portait, lui, un étranger : si bien que l'enfant, dès cet instant, fut tout changé et supporta ses douleurs avec patience et sérénité, jusqu'à ce que la mort vint enfin le délivrer.

Alors Marianne, la vieille passionnée, fit irruption dans la chambre funèbre, s'agenouilla auprès du cercueil, pria avec ferveur, bien longtemps, et recommanda

au petit mort, qui était un saint à ses yeux, tous ses enfants à elle, morts avant lui, afin qu'il les servît auprès de Dieu. Quant au bailli, elle lui baisa la main, comme à un grand évêque, avec tant de componction, que, se dégageant, il se mit à rire en disant : « Etes-vous possédée du démon, vieille folle ? »

Telle était la ménagère de M. le colonel ; c'est avec elle qu'il lui fallait s'entendre pour réunir et faire briller à son foyer ses cinq anciennes flammes.

En entrant dans la cour du château et en descendant de cheval, il l'entendit qui faisait du vacarme à la cuisine, parce que les chiens gémissaient à l'écurie et qu'une servante avait négligé de tremper leur soupe du soir. « Ce n'est pas le moment ! » se dit-il, et sans souffler mot il s'assit dans son fauteuil pour prendre son souper, tandis que la gouvernante lui expliquait, d'un ton d'orageuse humeur, ce qui s'était passé pendant la journée. Il lui versa un verre de bourgogne ; elle l'aimait bien, mais n'en buvait que si son maître l'y invitait, encore qu'elle eût les clefs de la cave. Cela tempéra quelque peu sa colère. Alors il prit au mur son cor de chasse, et sonna dans la nuit au dehors, par delà le lac, une des mélodies favorites de la vieille.

— Mère Marianne, dit-il ensuite, ne voulez-vous pas me chanter l'autre chanson ? Comment est-ce donc....

Tous ceux qui purent voir les bienheureuses femmes,
Là-haut, dans l'éclat des couchants...
— Ne pourront s'envoler leurs âmes
Que par la pierre aux revenants.
Adieu, mes sœurs, mes sœurs bien chères,
Mon corps est endormi sous les douces fougères....

Aussitôt elle chanta la chanson avec toutes ses strophes, qui sautaient capricieusement d'un sujet à un

autre, mais qui toutes exprimaient, avec une égale mélancolie, la nostalgie d'un objet chéri. Elle-même était tout émue de la simple complainte ; elle le fut davantage encore, lorsque le bailli fit résonner dans la nuit les notes prolongées de la chanson.

— Mère Marianne, dit-il en quittant la fenêtre, il nous faudra songer, à l'occasion, à recevoir convenablement une société peu nombreuse, mais choisie !

— Et quelle société, monsieur le bailli ? Qui doit venir ?

— Il doit venir, répondit-il en toussotant, le Chardonneret, le Paillasse, la Fauvette, le Capitaine et le Merle !

La bonne femme, bouche bée et les yeux écarquillés, demanda :

— Qu'est-ce que ces gens-là ? Ça s'asseoit-il sur des chaises, ou si ça se pose sur des perchoirs ?

Mais le bailli était allé dans la chambre voisine pour y chercher sa pipe, qu'il alluma.

— Le Chardonneret, dit-il en chassant la première bouffée, le Chardonneret est une jolie femme !

— Et l'autre ?

— Le Paillasse ? C'est encore une femme, et jolie aussi, dans son genre.

Et il continua ainsi, jusqu'au Merle. Comme ces explications ne suffisaient pas à la gouvernante, M. le bailli dut se décider à donner enfin des détails circonstanciés sur un sujet dont il n'avait jamais dit mot.

— Bref, expliqua-t-il, ce sont toutes les bonnes amies que j'ai eues, et que je veux voir une fois réunies.

— Mais, nom d'un tonnerre ! s'écria la mère Marianne ouvrant des yeux encore plus grands et s'adossant à la cloison, monsieur le bailli, monseigneur le

bailli ! Vous avez été amoureux, et de tant de femmes ! Mais, sacré nom de nom, du diable si jamais personne s'en est douté ! Et vous avez toujours fait comme si vous ne pouviez souffrir les femmes ! Et les pauvres petites créatures, vous les avez toutes attrapées et laissées en plan ?

— Non, dit-il avec un sourire embarrassé, [illegible] lles qui n'ont pas voulu de moi !

— Pas voulu de vous ! s'écria Marianne dont l'exaltation allait croissant ; aucune n'a voulu de vous ?

— Eh non, aucune !

— Ah ! les pécores de malheur ! Mais votr[illegible] est fameuse, monsieur le bailli ! Oui, oui, elles viendront, nous saurons bien les attirer ici, et nous nous [illegible]ons leur tête, car ça doit être une drôle de compagnie ! Je compte bien que nous les fourrerons dans le donjon où perchent les choucas, et que nous les y laisserons mourir de faim. Je me charge de leur chercher querelle !

— Pas de ça, fit le bailli en riant ; au contraire, il faut que vous mettiez, à les bien recevoir, toute votre politesse et tous vos soins; car je veux que ce soit un beau jour pour moi, un jour comme seraient le premier et le dernier jour de mai réunis, s'il y avait vraiment, ce qui n'est pas, un mois de mai pour de bon !

La mère Marianne devina à l'éclat de ses yeux qu'il entendait par là quelque chose de tendre et d'édifiant ; elle courut à lui, saisit sa main, qu'elle couvrit de baisers, et dit à voix basse en s'essuyant les yeux :

— Oui, je comprends bien, monsieur le bailli! Ce jour-là, ce sera comme si j'avais tout à coup autour de moi tous mes enfants qui sont allés au ciel, bienheureux petits anges !

La glace une fois rompue, le bailli mit peu à peu, au hasard des entretiens, la mère Marianne dans le secret de ses cinq flammes, et lui raconta comment chaque aventure s'était passée ; et souvent les boutades du narrateur et de son auditrice venaient brouiller et enchevêtrer le cours du récit. Nous allons redire ces histoires, mais en leur donnant une forme plus ordonnée pour les rendre intelligibles.

I

Le Chardonneret.

Ce surnom, Salomon Landolt l'avait emprunté aux armoiries de famille de sa belle, qui représentaient un chardonneret et se trouvaient peintes au-dessus de la porte de sa demeure. Mainte famille avait dans ses armes un oiseau chanteur, de sorte que nous pourrons trahir le nom de baptême de la ci-devant petite demoiselle, qui s'appelait Salomé. Ou, plutôt, c'était une très imposante jeune fille au moment où Salomon fit sa connaissance.

Il existait à cette époque, outre les seigneuries et prévôtés d'état, un certain nombre d'anciennes propriétés seigneuriales avec châteaux et domaines, avec ou sans juridiction, qui passaient de main en main comme de simples propriétés privées, et que les bourgeois acquéraient ou vendaient suivant l'état de leur fortune. Ce système, — jusqu'à la Révolution la forme usuelle de la propriété foncière et de la grande culture, — procurait aux roturiers l'agrément de se décorer de qualifications qui sonnaient comme des titres de noblesse féodale, et constituaient leur part imaginaire de la sou-

veraineté nationale. Grâce à ce régime, la moitié des habitants passaient la belle saison, soit comme amphitryons soit comme invités, dans ces domaines nationaux ou privés, situés dans les plus belles contrées ; et ils étaient comme les anciens dieux et demi-dieux de l'âge féodal, avec cette différence que, fuyant les querelles et les tracas guerriers, ils jouissaient de la paix la plus complète.

C'est en un de ces domaines que Salomon Landolt, alors dans sa vingt-cinquième année environ, fit rencontre de la jeune Salomé. Tous deux étaient cousins de leur hôte, mais point du même côté, de sorte qu'il n'y avait entre eux aucun lien de parenté et que pourtant ils éprouvaient à l'égard de l'un de l'autre un aimable sentiment de communes relations familiales. Ensuite, à cause de leurs noms qui se ressemblaient beaucoup, ils étaient le sujet de joyeuses réflexions et de mainte plaisanterie qui n'étaient pas pour leur déplaire : par exemple, ils se retournaient tous deux en même temps à l'appel d'un nom, et l'un d'eux s'apercevait qu'il était question de l'autre. Egalement bien faits, également gais et joyeux de vivre, ils semblaient, à des amis bien intentionnés, faire un couple tout assorti, et un mariage ne paraissait pas, à priori, impossible.

Il est vrai que Salomon ne se trouvait pas précisément dans l'état d'esprit désirable pour fonder déjà une maison ; sa barque louvoyait encore, indécise, en vue du port, sans entrer en rade ni prendre le large. Il avait été jadis élève de l'école française d'artillerie de Metz, d'abord pour se perfectionner dans l'étude des armes spéciales, ensuite pour étudier principalement l'art des constructions civiles, dans lequel il devait plus tard

rendre des services à sa ville natale. C'est dans la même intention qu'il était allé à Paris ; mais le compas et les calculs sempiternels avaient lassé son esprit indépendant et sa jeune ardeur turbulente ; si bien qu'il avait passé son temps à cultiver un don inné pour le dessin d'après nature, le croquis et la peinture, ou à acquérir du savoir et de l'expérience en regardant autour de soi et en écoutant, surtout quand il le pouvait faire du haut d'un cheval ; mais ce ne fut point un ingénieur ou un architecte que sa patrie acquit en lui à son retour. Ses parents n'en furent qu'à moitié satisfaits, et leur souci, qu'ils ne cachaient pas, le détermina à revêtir au moins un emploi au tribunal de la ville, afin de s'initier aux affaires. Insouciant, mais aimable et sage, il se laissait vivre, tandis que le sérieux, la profondeur et l'activité ne faisaient que sommeiller doucement en lui.

Il va sans dire que, lorsqu'on examinait l'éventualité d'un mariage, on retournait dans tous les sens et l'on discutait, plus à fond qu'il ne le croyait, cette question : la position incertaine du jeune homme ; de même que les paysans saluent le commencement de l'année de dictons campagnards d'autant plus abondants et plus rigoureux que l'avenir leur est moins connu, de même les mères des jeunes filles à marier discutaient et critiquaient l'innocente aurore de la vie de Salomon.

La gracieuse Salomé, de tout cela, ne retint qu'une chose, c'est qu'on ne pouvait sérieusement songer à l'avenir et au mariage, mais qu'en revanche des relations agréables, intimes même, pouvaient s'établir sans qu'on y trouvât rien à redire. On l'appelait mademoiselle, et elle avait été élevée à la française, avec cette différence

qu'elle avait reçu son éducation dans une société protestante, en toute liberté, et non au couvent : c'est dire qu'elle ne considérait point un léger flirt comme bien dangereux.

Salomon, sans malice, se donna tout entier à une inclination qui n'avait pas manqué de fleurir en son cœur ingénu, mais ne se manifestait point d'une manière indiscrète ou compromettante. Lorsqu'un des deux jeunes gens apparaissait dans le domaine toujours hospitalier de leur parent, l'autre ne se faisait pas longtemps attendre ; et la conséquence de ces rencontres était le jeu de devinette auquel s'amusait la société : « Se prendront! se prendront pas ! »

Un beau jour, cependant, à l'improviste, un dénouement sembla surgir.

Salomon, qui avait acquis jadis toutes sortes de connaissances agronomiques, et les avait encore étendues dans ses voyages, détermina le propriétaire du château à faire planter de cerisiers une prairie située au flanc d'un coteau ensoleillé. Lui-même fit venir les arbustes, jeunes et minces, et se prépara à les mettre en terre de ses propres mains. Il y avait entre autres une nouvelle espèce de cerises blanches qu'il voulait faire alterner avec les cerises rouges, et, comme il s'agissait d'environ cinquante plants, c'était un travail qui devait bien prendre toute une courte journée de printemps.

Or, Salomé ne voulut pas renoncer à être de la partie pour rendre service à l'occasion ; car, disait-elle en riant, peut-être épouserait-elle un jour un propriétaire, et il était bon de faire son apprentissage de bonne heure. Coiffée d'un large chapeau, elle accompagna donc Salomon à la prairie, qui était assez éloignée,

et elle assista à la besogne en donnant de temps en temps un coup de main empressé. Salomon mesurait des lignes droites pour les rangées d'arbres et pour les distances qui devaient les séparer, et Salomé l'aidait à dérouler ses ficelles et à enfoncer ses piquets. Il creusait les trous dans la terre molle, à son idée, et Salomé tenait les délicats arbustes bien droits, tandis qu'il remettait la terre et la tassait convenablement. Ensuite Salomé allait chercher dans un baquet, qu'un domestique remplissait d'eau au fur et à mesure, des arrosoirs du liquide vivifiant, dont elle abreuvait les arbustes aussi abondamment que Salomon lui disait de le faire.

Vers midi, quand l'ombre tourna au pied des arbres nouvellement plantés, les maîtres du château firent porter aux deux jeunes gens affairés, histoire de rire, un repas à la paysanne, comme il convient à des ouvriers des champs; ils le mangèrent de grand appétit, assis sur le gazon vert, et Salomé prétendit que maintenant elle avait bien le droit de boire, comme une campagnarde, quelques verres de vin, puisqu'elle travaillait si diligemment. Ceci, joint au mouvement continuel qu'elle se donna jusque vers le soir, fit circuler son sang plus vivement, et les lumières de son pratique bon sens en subirent une éclipse qui l'obscurcit un moment, comme le soleil se trouve obscurci par le passage de la lune.

Salomon mena son ouvrage avec tant de sérieux et de zèle, il conduisit l'affaire avec une si consciencieuse habileté, et en même temps avec tant de bonne humeur, de familiarité et de drôlerie amusante, et il avait l'air si heureux, sans d'ailleurs se permettre un seul instant, durant tout le jour, un regard ou un mot

indiscret, qu'elle fut convaincue de cette suave idée que la vie entière, aussi bien que ce jour-là, pourrait se passer avec ce compagnon. Elle fut prise pour lui d'une chaude affection, et, lorsque le dernier arbuste fut affermi dans la terre et qu'il n'y eut plus rien à faire, elle dit avec un léger soupir : « Voilà comme tout a une fin ! »

Salomon Landolt, ému par l'accent qui vibrait dans ces mots, la regarda, tout heureux ; mais, à cause du reflet du soleil couchant qui luisait sur son beau visage, il ne put distinguer si c'était la lumière ou l'émotion qui rougissait sa figure : pourtant, à travers l'éclat de son visage, on voyait ses yeux briller ; et involontairement tous deux se tendirent les mains. Et ce fut tout, car le valet vint juste à ce moment chercher le râteau, la bêche, l'arrosoir et les autres outils.

Les constellations avaient donc bien changé lorsqu'ils revinrent au château, en passant par cette gentille allée de cerisiers qu'ils avaient plantée. Comme ils ne pouvaient plus se regarder sans se faire les yeux doux, ils tâchaient de se rencontrer, au château, toujours moins souvent et avec plus de réserve ; et ce fut cette particularité, et plus encore un certain air de contentement qui semblait les animer à la fois et les tranquilliser, qui frappa leur entourage comme indiquant assez clairement qu'il s'était passé quelque chose de nouveau.

Mais Landolt ne laissa pas traîner l'affaire : il souffla à Salomé quelques mots pour l'éprouver ; et, comme elle lui fit bon accueil, il s'en fut à cheval, au grand trot, à Zurich, pour y négocier auprès des deux familles des fiançailles éventuelles.

Mais d'abord il sentit le besoin de mettre son cœur à découvert dans une lettre à sa bien-aimée, et il était à

peine en train d'écrire, il avait à peine dit le plus essentiel, quand il lui prit fantaisie de mettre à l'épreuve la constance de son affection, en lui faisant une description mystérieuse de son origine et de l'avenir qui lui semblait réservé.

Sa descendance était en effet, du côté maternel, fort singulière. Sa mère, Anne-Marguerite, était fille du général d'infanterie hollandais Salomon Hirzel, seigneur de Wulflingen, lequel, avec ses trois fils, recevait des Pays-Bas de fortes pensions, au moyen desquelles ils menaient aux environs de Winterthour un bizarre train de vie. Un loup à la chaîne près de l'entrée, en guise de chien de garde, qui gémissait et hurlait avec vigilance, pouvait dès l'abord servir comme d'emblème à cette singulière maisonnée. La maîtresse de céans étant morte de bonne heure, et le père faisant de fréquentes absences, chacun agissait à sa tête, et les fils, ainsi que les trois filles, s'élevaient tout seuls, à la diable autant que possible. L'ordre ne régnait quelque peu que quand le vieux général était là, car, le matin, le tambour battait le réveil et le soir la retraite. Pour le reste, chacun faisait comme il l'entendait. La sœur aînée, la mère de Landolt, tenait le ménage, et les soucis de cette fonction avaient fait d'elle la personne la meilleure et la plus rassise de la famille. Pourtant elle aussi accompagnait ses frères dans leurs chasses à courre, maniait la cravache et faisait retentir à l'aide de ses doigts des coups de sifflet stridents.

Ces messieurs avaient l'habitude de faire peindre sur les murs de leurs maisons des scènes humoristiques empruntées à leur vie quotidienne et à leurs exploits cynégétiques. C'est ainsi qu'il y avait dans un pavillon

une peinture représentant le vieux général avec ses trois fils et sa fille aînée, déjà mariée, galopant par les rochers et les guérets, et le jeune Salomon Landolt, chevauchant lui aussi, minuscule à côté de la haute stature de sa mère : on eût dit une famille de Centaures.

Ces chevauchées se lançaient parfois à la poursuite d'un cerf apprivoisé, qui était dressé à fuir devant les chasseurs et les chiens et à se laisser forcer à la fin ; mais c'était là un pur exercice d'équitation ; la chasse pour de bon était cultivée sans trêve, et ne faisait qu'alterner avec des banquets et d'innombrables farces, qui s'étendaient même jusqu'à l'exercice de la juridiction seigneuriale.

Au milieu de cette existence sauvage, la mère de Landolt, nous l'avons dit, avait su garder la netteté de son jugement, la gaieté de son humeur et la modestie de ses manières, et elle fut plus tard pour ses enfants une amie éprouvée et fidèle, tandis que s'écroulait la résidence paternelle.

Lorsque le vieux général fut mort, en 1755, et qu'Anne-Marguerite se fut mise elle-même en ménage, les fils menèrent une vie de jour en jour plus déréglée. Leurs chasses dégénérèrent en batailles avec les propriétaires des environs, à propos de bornes de domaines, et en mauvais traitements infligés à leurs justiciables. Un pasteur qui avait prêché contre eux du haut de la chaire fut attaqué par eux dans leur forêt, qu'il traversait à cheval, et chassé à courre par ses agresseurs qui, galopant à sa suite en brandissant leurs cravaches, lui firent traverser la rivière de la Tœss et le poursuivirent à travers la campagne, jusqu'à ce que sa

bête s'abattit et qu'il leur demanda grâce à deux genoux, en tremblant. Des gens de loi, venus chez eux pour chercher la somme assez considérable qu'ils avaient été condamnés à payer pour ce fait, furent assaillis au retour par des hommes masqués qu'ils avaient apostés et qui les soulagèrent de l'argent.

Au gaspillage insensé de leurs biens venait s'ajouter la rage du jeu, qui les possédait des semaines entières sans interruption. Ils attiraient en leur château des malheureux à qui ils gagnaient leur fortune et leurs biens, puis ils leur offraient leur revanche jusqu'à ce qu'ils eussent perdu eux-mêmes le double, — afin de garder intact leur honneur de gentilshommes. Le dénouement de cette existence ne fut pas gai. Il leur fallut s'enfuir l'un après l'autre, et le dernier dut céder, successivement et au grand galop, droits de seigneurie et revenus, forêts et champs, château et dépendances. Un des frères tomba dans une misère si profonde qu'il fut recueilli, à l'étranger, dans une maison de correction ; un second vécut un certain temps tout seul dans une cabane perdue au milieu des bois, et dut ensuite, à cause des dettes dont il était harcelé et des maladies qui le minaient, quitter cette misérable retraite et disparaître dans les ténèbres ; le troisième chercha de nouveau un refuge dans une armée étrangère, où il sombra à son tour.

D'ailleurs, leur sauvage humour ne les quitta point jusqu'au dernier instant. Avant de céder le château, ils firent représenter sur ses murs, par le pinceau rustique de leur peintre attitré, toutes les scènes de brigandages, les méfaits dont ils étaient les héros, jusqu'à la dernière audience seigneuriale qu'ils avaient tenue. Derrière le

poêle resplendissaient les titres de toutes leurs lettres d'investiture, de tous leurs privilèges, et, dans une clairière éclairée par la lune, des renards, des lièvres et des blaireaux jouaient avec les insignes de la seigneurie perdue. Enfin, au-dessus de la porte, ils se firent représenter eux-mêmes, s'en allant dignement, le chapeau sous le bras, et franchissant les bornes de leurs domaines. On lisait au-dessous, en écriture renversée, le mot *Amen!*

Tandis que Salomon Landolt, dans sa lettre à Salomé, détaillait toutes ces histoires fort graves, il exprimait la crainte mélancolique qu'un jour ou l'autre le sang fatal et la destinée tragique de ses trois oncles pussent revivre en lui, car un hasard favorable, ajoutait-il, avait seul épargné sa noble mère. Suivant son raisonnement, il n'en devait redouter que davantage la réapparition en lui-même du mal de famille. Il avait assurément la volonté et le désir le plus ardent de combattre cette fatalité : mais il lui fallait confesser qu'il avait, durant ses voyages, fait des dettes de jeu considérables, et que le secours occulte de sa mère lui avait seul permis de se dégager. Grâce à des subsides étrangers, et à l'insu de son père, il avait aussi entretenu des chevaux au delà de ses moyens; et, pour ce qui concernait l'argent comptant, il était à peu près certain qu'il n'apprendrait jamais à le ménager comme il convient au chef d'une maison bien ordonnée. Même les traits plutôt amusants du caractère de ses oncles, leur goût pour le cheval et la chasse, pour les plaisanteries et les mystifications, revivaient en lui, y compris leur manie de peinturlurer les murs; car, encore gamin, il avait illustré les murailles du château de Wellenberg,

dont son père avait été le gouverneur, de mille silhouettes de soldats, au charbon et au crayon rouge.

Tels étaient les scrupules qu'il ne se croyait pas le droit, en sa qualité de galant homme, de cacher à sa bien-aimée, Mlle Salomé ; il pensait au contraire devoir lui donner l'occasion de méditer et de peser l'importance d'une démarche qui conduisait à un avenir incertain : voudrait-elle tenter avec lui l'aventure du mariage en priant la divine Providence de les secourir ou, par une précaution fort équitable et louable, prévenir une sombre destinée en conservant l'entière disposition de sa précieuse personne ?

La lettre à peine expédiée, Salomon Landolt se repentit de l'avoir écrite ; car, à mesure qu'il écrivait, le contenu en était devenu peu à peu plus sérieux et comme plus plausible qu'il n'avait songé d'abord ; c'est qu'au fond tout ce qu'il disait était absolument vrai, bien qu'il regardât l'avenir en face et sans crainte. Mais il était trop tard désormais, la chose était faite, et puis, après tout, il éprouvait le besoin de connaître, par l'issue de l'affaire, la solidité de l'affection de Salomé.

Il fut bientôt renseigné. Elle avait confié tout de suite à sa mère ce qui s'était passé entre elle et Salomon ; la grande nouvelle fut discutée avec monsieur son père, et, eu égard à l'avenir incertain du jeune homme, qu'on trouvait d'ailleurs aussi charmant que déraisonnable, on déclara un mariage peu souhaitable, dangereux même ; et, quand la lettre de Landolt arriva, les parents s'écrièrent : « Il a raison, il a mille fois raison ! Qu'il soit loué pour sa vaillante franchise ! »

La bonne Salomé, qui ne pouvait se faire à l'idée

d'une existence pleine de soucis, malheureuse même, peut-être, pleura tout un jour des larmes amères, et écrivit ensuite au malavisé examinateur de son cœur un court billet : « Impossible ! impossible pour toutes sortes de bonnes raisons ! Il faut renoncer à donner suite au mariage ; vous me conserverez, sans doute, votre bonne amitié, de même que, de mon côté, je vous garderai une fidèle affection. »

Peu de semaines après, elle se fiançait à un riche personnage dont l'état de fortune et le tempérament ne permettaient aucun doute au sujet de la sécurité et de la solidité de l'avenir.

A cette nouvelle, Landolt fut, une demi-journée, quelque peu soucieux ; puis il secoua son chagrin, fit bonne contenance et se dit qu'en somme il l'avait échappé belle.

GOTTFRIED KELLER.

(*La suite prochainement.*)

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

EN ESPAGNE

Une année et demie s'est écoulée depuis que nous n'avons rendu compte aux lecteurs de cette revue du mouvement bibliographique et littéraire qui s'opère en Espagne. Ce mouvement passe en général trop inaperçu. De ce que ce pays, jadis si grand, ne jouit plus dans le monde d'une influence prépondérante, il ne s'ensuit pas que son action morale et intellectuelle soit devenue une quantité négligeable. De quantités négligeables, il n'en est point parmi les nations civilisées, depuis que ce qui constitue leur vie nationale n'est plus exclusivement la force. La Suisse romande en fournit une preuve. Pays de peu d'étendue, elle a grandement compté dans le monde pendant ces quatre derniers siècles. Que l'Espagne, après son long sommeil, déploie maintenant une égale activité dans les choses de l'esprit, et son importance en Europe ne se mesurera point au nombre de ses vaisseaux et de ses soldats.

Le réveil de cette activité s'est marqué surtout depuis une trentaine d'années. Des quatre directions qu'elle peut

la diplomatie à différentes époques, par Antonio Rodriguez Villa ; les monuments préhistoriques de Mayorque et Minorque, par M. Emilio Hübner, un des membres les plus laborieux de l'Académie; les bronzes épigraphiques de Clunia et de Bilbilis (aujourd'hui Calatayud), par le même ; les archives municipales de Talavera-la-Reina, par Luis Jimenez de la Llave; celles de Tarazone, de Tudela, d'Alfaro et de Borja, par Vicente de la Fuente; l'histoire des conciles de Palencia, en 1100, de Gerona, en 1101, de Carrion, en 1103, et de León en 1107, par Fidel Fita, un autre membre extrêmement diligent de la savante compagnie; des matériaux pour l'histoire d'Espagne, tirés des archives secrètes du Vatican, par Pedro de Madrazo ; les villages préhistoriques de Badajoz, par Luis Villanueva ; le littoral maritime de l'Espagne à l'époque romaine, par Blásquez ; des recherches historiques sur Guipuzcoa, par José Gomez de Arteche ; la colonisation du Mexique, par Joaquin Garcia Icazbalceta, etc. Nous ne voulons pas faire ici un catalogue ; cet échantillon suffit. Le *Boletin* de l'Académie d'histoire joint au mérite de travaux sérieux l'avantage d'être mis à la portée de toutes les bourses. Chaque livraison mensuelle de 80 pages se vend chez Fortanet au prix de quatre ou cinq réaux. Au bout de l'année, l'amateur studieux a dans les mains, pour une somme relativement minime, un gros in-quarto rempli d'études originales faites sur les monuments.

Mais ce n'est point là ce que l'Académie publie de plus important. Le *Boletin* est en partie sa propre histoire: procès-verbaux de ses séances ; élections de ses membres ; compte rendu de ses acquisitions en livres rares et en manuscrits, tout cela ressemble un peu à son journal domestique. Sa grande publication, celle qui est

destinée surtout au public, est le *Memorial Historico Español*, lequel, par une coïncidence singulière, arrive cette année, justement en même temps que le *Boletin*, à son tome XXV. Le dernier volume contient la fin de cette grande histoire de la rébellion de la Catalogne, sous le règne de Philippe IV, qu'avait laissée inachevée la mort subite, survenue il y a deux ans, de M. Pujol y Camps, lequel en avait été chargé par l'Académie. Dans les deux précédents, on trouve un tableau de l'état du Portugal au commencement du siècle, avant l'invasion française, par un membre nouveau de la compagnie, M. Sanchez Moguel, et la première partie d'une histoire du règne de Charles IV, écrite vers l'an 1800 par Andrès Muriel. Cette histoire sera longue ; et les trois volumes qui en ont paru donnent une impression peu favorable du style de l'auteur ; mais elle a une valeur documentaire, parce que Muriel, moitié Espagnol, moitié Français, a été mêlé aux événements qu'il raconte et qu'il paraît les présenter avec impartialité.

A ces publications, pour ainsi dire officielles, il convient de joindre ici celles faites par trois savants éditeurs qui, pour n'avoir pas commission de l'Académie d'histoire, n'en poursuivent pas moins, depuis des années, une entreprise d'intérêt public. Nous voulons parler de la *Coleccion de Documentos ineditos para servir a la Historia de España*, qu'éditaient en collaboration MM. Zabalburu et le marquis de la Fuensanta del Valle. Cette magnifique et riche collection, qui permettra désormais à tout homme studieux de connaître à fond, et d'écrire, s'il le veut, l'histoire d'Espagne, en était arrivée à son 102me volume, quand les deux directeurs et collaborateurs se sont séparés. M. Zabalburu s'est adjoint M. Rayon. Le marquis de la Fuensanta est demeuré

seul. Depuis ce moment, deux œuvres parallèles se sont poursuivies. M. de la Fuensanta del Valle continue l'ancienne série et l'a amenée cette année au tome 108. MM. Zabalburu et Rayon en ont commencé une nouvelle, qui doit en être au Vme volume. Tout cela a créé d'abord un peu de confusion, parce que chacun voulait garder pour soi l'ancien titre. Le bon sens exigeait cependant qu'on distinguât, et désormais il y aura l'*ancienne* et la *nouvelle collection*. Nous osons assurer qu'elles seront toutes les deux précieuses, si la première conserve ses habitudes, si la seconde continue comme elle a commencé.

Et tout cela n'est rien, comparé au nombre d'ouvrages et de travaux qui surgissent du fond des provinces. Il n'est plus de village ignoré du reste du monde qui ne veuille avoir son histoire. Teruel a, cette année, celle de ses évêques, en attendant qu'elle ait la sienne propre ; Gérona entend raconter, en plusieurs volumes, par M. Grahit y Papell, le siège qu'elle a soutenu, en 1684 ; les champs de Calatrava sont étudiés par M. Ramirez de Avellano, avec le même respect qu'on met à reconnaître la campagne de Rome ; l'historien Denia publie une nouvelle chronique d'Alicante ; et M. Ortega y Rubio célèbre, sous le titre des *Fils de Valladolid*, les gloires de la ville et celle de León. Une foule de monographies relatives à de petites localités, à des voies effacées, des ponts détruits, des traces de forteresses devenues presque invisibles, nous aident à suivre les pas des envahisseurs romains, visigoths et maures, à travers la péninsule, et nourrissent ce culte du passé qui est la vertu filiale des peuples.

Une autre académie, celle qu'on nomme en Espagne *Academia de Lengua*, et dont la fonction correspond à

la belle et salutaire fonction de l'Académie française, a entrepris, — nous l'avons déjà dit peut-être, — une œuvre maternelle en faveur des pays hispano-américains. On a pu remarquer, depuis une dixaine d'années, une tendance très marquée de la part des Espagnols et des Américains du Sud à resserrer leurs anciens liens. La grande fête commune de 1892 n'a fait qu'accentuer le mouvement, dû pour une part aux sympathies généreuses des gens de lettres. L'Académie y est entrée très largement ; elle a voulu qu'une vaste anthologie de tous les poètes nés sur le sol des pays découverts et créés par l'Espagne parût sous ses auspices. Les frais d'édition de cette anthologie, qui comprend déjà trois volumes in-quarto et qui est loin d'être terminée, sont pris par elle à sa charge, et, ce qui est davantage, le plus compétent et actif de ses membres, M. Marcelino Menendez Pelayo, a été prié d'en être l'éditeur. Nul mieux que lui, auteur de tant de belles études d'esthétique littéraire, ne pouvait faire le triage et ne trahir ni les bonnes intentions de l'Académie, ni l'intérêt véritable des poètes, qu'en bonne mère de la langue espagnole elle a voulu faire connaître au vieux monde.

Accomplie comme une compilation, la tâche de M. Menendez Pelayo eût été facile ; traitée comme une œuvre d'esthétique, elle devenait extrêmement malaisée. Les premiers essais littéraires des colonies sont tout naturellement des essais d'imitation et, comme tels, ne peuvent pas exciter un grand intérêt. Ce qu'on attend d'un pays nouveau, ce sont surtout des choses nouvelles ; mais il lui faut du temps pour se créer une individualité, pour tirer du climat, des caractères du paysage, des vastes espaces et des habitudes de vie qu'ils engendrent, un génie particulier. Longtemps les colons vivent de

réminiscences. La faculté d'assimilation est pour eux, comme pour l'enfance, la première et la plus nécessaire. Ce n'est que peu à peu qu'ils peuvent, sous l'influence du milieu physique, acquérir une personnalité distincte, comme cela est arrivé dans une grande mesure aux Etats-Unis, et arrive déjà en Australie d'une façon plus marquée encore.

L'élément indigène, en se mêlant à l'élément européen, est le grand facteur de cette naissante originalité. M. Menendez Pelayo a donc eu raison de commencer l'ouvrage confié à ses soins par les morceaux choisis des poètes mexicains. C'est au Mexique que l'influence du peuple conquis s'est fait le plus sentir chez les conquérants. Le Mexique possède dès à présent une littérature, et c'est surtout à ses Indiens qu'il le doit. Les races aztèque et toltèque étaient abominablement cruelles, mais elles étaient énergiques, et leur sang n'a point fait dégénérer celui des soldats de Fernand Cortez. Le peuple mexicain, surtout dans les basses classes, est doué d'une gaieté, d'une vigueur de caractère, d'une violence de passions qui, en littérature, se traduit par beaucoup de naturel et de verve. Nous n'en voulons pour preuve que l'œuvre, si abondante et si riche, de Guillermo Prieto, le poète populaire, le Parny et le Béranger du Mexique. Rien de charmant comme sa *Musa Callejera*, — sa muse des rues, — quand elle nous peint dans un style vif, rapide comme les chevaux de la pampa, les fêtes, les illuminations, les joies foraines qui se déploient autour des églises, sous prétexte de solennités religieuses ; les rixes de la rue entre hommes, entre femmes, entre amants, entre époux. Tout se passe en plein air dans ces heureux pays ; toute tragédie, toute comédie a, dans les passants, des chœurs à l'antique, qui prennent parti

pour et contre les combattants, accompagnent en sourdine les passions, dispensent la louange et le blâme, applaudissent au courage, proclament la victoire. Prieto nous montre tout cela dans des croquis inoubliables. Avec lui, avec sa muse poissarde et bonne fille, nous partageons pour un moment les passions et la vie du *lepero* et de la *china* de Mexico. Le lepero, c'est le voyou ; la china, c'est la fille du peuple, Indienne d'origine, presque toujours teintée d'un mélange de sang européen, plus habituée des rues que des maisons. C'est en elle, beaucoup plus que chez son compagnon, qu'on rencontre les qualités de la race. Vaillante et généreuse comme une Espagnole, elle porte dans ses passions l'ardeur et la simplicité primitives. La china mexicaine est chère à Prieto ; il nous la montre victime de la brutalité masculine, comme l'est partout la femme demi-sauvage, mais dominant son maître par la force de son amour et de son dévouement. *Pepa y el Tuerto, — Joséphine et son borgne, —* est un petit chef-d'œuvre en son genre comme portrait de la fille du peuple mexicaine. La satire contre la vanité qui veut affecter la richesse et qui rougit de la pauvreté comme d'un vice en est un autre en tant que peinture des classes moyennes. Elle est intitulée : *Contra el gran tono cimarron*, titre qu'on peut traduire librement par : *La manie de paraître*. Tout y est mordant et pris sur le vif. Mais Prieto n'est pas un satirique méchant ; il est au contraire aussi plein de bonhomie, de gaieté, de belle humeur que de finesse et de pénétration. C'est là ce qui le rend si populaire, ce qui lui donne dans l'esprit des Mexicains le premier rang parmi les poètes de son pays. A notre avis pourtant, ses compatriotes exagèrent : ils ont des poètes de plus grande envergure, des poètes profonds, comme cet

infortuné Manuel Acuña qu'a conduit au suicide un sentiment trop grand et trop sincère de la vanité de toutes choses ; des poètes religieux, comme Arango y Escandon, Justo Sierra, Agapito Silva ; et surtout comme Francisco Sosa, l'auteur noble et touchant des *Cuatro Plegarias*. La prière du vieillard qui a fini sa tâche et demande à Dieu l'éternel repos est particulièrement admirable. Nous demandons la permission d'en citer un fragment :

Larga ha sido la prueba en este mundo.
Pálida sombra soy de lo que fui ;
Sacame de este pielago profundo,
    Señor, llamame á ti !

Tristes mis horas son, negros mis dias ;
Me arrastro en la vejez y en el dolor ;
Porque de tu presencia me desvias ?
    Llamame á ti, señor !

Envuelven yá las nubes del olvido
Los recuerdos del tiempo en que vivi,
Viajero per la noche sorprendido,
    Señor, llamame á ti !

De la amarga vejez en el remanso,
Sin mas luz en la tierra que tu amor,
Tranquilo espero mi final descanso.
    Llamame á ti, señor[1] !

Nous ne connaissons rien de plus touchant, de plus vrai que cette simple prière du vieillard. Dieu, qui lit

[1] Mon épreuve en ce monde a été longue.
Je ne suis plus que l'ombre de moi-même ;
Tire-moi de l'abîme où je suis,
    Seigneur, appelle-moi !

Mes nuits sont tristes, mes jours sont noirs ;
Je me traîne dans la vieillesse et la souffrance ;
Pourquoi m'éloignes-tu de ta présence ?
    Appelle-moi, Seigneur !

dans les cœurs, doit l'entendre sans cesse monter vers lui comme un vaste concert. Elle est celle de millions d'hommes qui ont achevé leur tâche sur la terre et qui demandent au Maître le salaire de la journée. Nulle autre oreille que la sienne ne l'entend, car bien des sentiments l'arrêtent sur les lèvres des pauvres ouvriers dont les forces sont finies, et qui portent, caché, avec une mélancolie discrète, le poids de l'inutilité. Nous regrettons que M. Pelayo n'ait pas, dans l'anthologie confiée à ses soins, fait une large place à Francisco Sosa et à Prieto, qui, chacun en son genre, personnifient un des traits les plus intéressants du caractère mexicain.

Mais on aurait tort de se plaindre. L'introduction, en deux cents pages, dont il a fait précéder le premier volume, vaut, à elle seule, tout le texte dont il l'a fait suivre. En somme ce premier in-quarto, de plus de 800 pages, est un monument. Le Mexique y est brillamment représenté par Inès de la Cruz, Navarrete, Ortega, Rodriguez Galvan, le dramaturge, et une foule d'autres ; le Centre-Amérique par Landivar, Cordoba, Irissari, Dieguez. Le second volume est consacré aux îles de Cuba et de Puerto-Rico, à Saint-Domingue, au Venezuela ; le troisième à la Colombie, au Pérou, à l'Equateur. Parmi les poètes, — faibles poètes, avouons-le, — de ce dernier pays, figure le regrettable et brave président Garcia Moreno, certainement plus capable comme organisateur

Déjà, pour moi, les nuages de l'oubli
Enveloppent le temps où j'ai vécu ;
Voyageur, je me vois surpris par la nuit.
    Seigneur, appelle-moi !

Plongé dans l'eau dormante de l'amère vieillesse,
Et sans autre lumière que celle de ton amour,
Je n'ai plus d'espérance que l'éternel repos :
    Appelle-moi, Seigneur !

politique que comme homme de lettres et surtout comme rimeur. M. Pelayo donne aussi quelques pièces de Mme Dolorès Veintimilla de Galindo, sœur de l'avant-dernier président de la république équatoriale, et plusieurs morceaux de MM. Jacinto de Hevia, José Olmedo, Julio Zaldumbidé, Vicente Piedrahita. Nous le répétons, et M. Menendez Pelayo le savait, cette volumineuse anthologie est, de la part de l'Académie espagnole, œuvre de mère : une mère ne distingue guère entre ses enfants.

Une autre entreprise littéraire, non moins digne d'elle, aura été la publication du théâtre complet de Juan de la Encina, un poète charmant et peu connu du quinzième siècle. Si peu connu, non seulement comme auteur, mais comme homme, qu'on a jusqu'à présent ignoré son vrai nom et le lieu de sa naissance. C'est M. Manuel Cañeté, le critique érudit, qui aura eu l'honneur de les révéler, avec une presque certitude. L'histoire de ses recherches à ce sujet est une véritable odyssée. Il avait fouillé les archives de toutes les grandes familles nommées dans les écrits du poète ; retourné celles de Salamanque, où la tradition le disait né ; écrit à Rome, où l'on savait que Juan avait passé, et tout cela sans découvrir ce qu'il cherchait. Enfin, un jour, il mit par hasard la main sur un étrange document ; quelque chose comme un billet de confession, délivré à Don Fadrique de Ribera, marquis de Tarifa, par *Joan de Tamayo*, prêtre espagnol, à Jérusalem, le 6 août 1519. Qui eût pu deviner qu'il y avait là une découverte pour l'histoire de la littérature espagnole ? Mais M. Cañeté était, nous l'avons dit, un très grand érudit. Il savait que le marquis de Tarifa avait été à Jérusalem en 1519 ; qu'il avait fait cette année-là le voyage avec Juan de la Encina, récemment ordonné prêtre ; que Juan était son

ami, son confesseur ; et, rapprochant ces circonstances de plusieurs passages du journal de voyage de ce dernier, il put en conclure sûrement que le poète qu'on disait s'être appelé Juan de la Encina et être né à Salamanque, s'appelait en réalité Juan de Tamayo et était né au village de la Encina.

La mort du savant académicien, survenue en 1891, avait interrompu la publication confiée à ses soins par ses confrères; ce n'est que cette année qu'elle a pu être achevée. Elle forme deux beaux volumes qui, par le luxe typographique, font honneur à la munificence de l'Académie. Malgré l'erreur de nom, relevée par M. Cañeté, elle s'appelle toujours *Le théâtre complet de Juan de la Encina.* C'est l'aurore du grand siècle, aurore souvent plus charmante que le jour.

Si l'on ajoute à ces deux entreprises littéraires la *Philologie castillane* du comte de la Vinaza, ouvrage très important de linguistique, également publié par l'Académie, et les encouragements qu'elle a accordés à des travaux de bibliographie, tels que la *Tipografia Hispalense*, ou catalogue des livres sortis des presses de Séville du XVe au XIXe siècle, on aura, croyons-nous, mentionné les principaux services rendus collectivement au public par la savante compagnie en 1893-1894. Cela bien entendu sans préjudice des productions personnelles et particulières des académiciens.

Parmi ces productions, un drame de M. José Echegaray intitulé *Mariana* a fait beaucoup de bruit, non peut-être à cause de ses défauts, moins encore de son mérite, mais parce qu'il a bruyamment disputé le laurier académique à un autre drame, celui-ci d'un auteur catalan encore peu connu, M. Feliep Feliu y Codina. La pièce de M. Feliu, intitulée *Dolores*, nous a paru, osons le dire,

bien meilleure, bien plus vraie surtout, que celle du grand dramaturge ; et, quelle que pût être sa partialité en faveur de ce dernier, l'Académie a longtemps hésité. Le public, lui aussi, s'est formé en deux camps ; les passions de clocher s'en sont mêlées, et l'on a eu pendant plusieurs mois le spectacle d'une petite guerre civile dans la république des lettres. En fin de compte, la Castille et M. Echegaray l'ont emporté. Le prix, qui était de 5 000 fr., lui a été décerné. Il aura fait, sans doute, un bienfaisant usage de cet argent, inutile entre ses mains, et le romantisme dramatique a, dans cette occasion, reçu encore une couronne. Elle pourrait bien être la dernière. En effet, M. Echegaray lui-même commence à céder au goût du jour. Ses *Hijos de Don Juan* sont une imitation des *Revenants* d'Ibsen. Plusieurs autres de ses nouvelles pièces ont quelque ressemblance avec les pièces symboliques à thèses des poètes contemporains du nord. L'ancien caractère philosophique et moral de son œuvre le préparait au reste à cette évolution. M. Echegaray n'a jamais été un simple amuseur de parterre, mais, au contraire, un moraliste et un penseur. Seulement, sa morale et sa philosophie sont préservées par l'esprit chrétien des monstrueuses erreurs de la philosophie et de la morale ibséniennes. Nous sommes heureux de pouvoir rendre ce témoignage à l'excellent poète, à l'admirable maître du vers espagnol qui, depuis un quart de siècle, soutient la gloire du théâtre dans son pays.

Il ne sera peut-être désormais plus seul à la soutenir. Outre que le début de M. Felipe Feliu y Codina fait pressentir un vigoureux talent dramatique, il semble que M. Perez Galdós veuille délaisser un peu le livre pour le théâtre. Le premier rang parmi les romanciers

ne paraît plus lui suffire, et, depuis qu'il a mis *Realidad* à la scène, voici plusieurs pièces qu'il fait jouer avec succès. *La de San-Quintin*, — Mme de Saint-Quentin, — en a obtenu un très vif cette année, quoiqu'elle ait soulevé beaucoup de critiques. *La Rencorosa* — la rancunière, — d'Echegaray a beaucoup moins réussi ; le presque *fiasco* de cette dernière comédie est à notre sens un mauvais son de cloche pour l'illustre dramaturge.

Le roman, est-il besoin de le dire, a, cette année comme les autres, fleuri sur toute la ligne. Nous l'avons souvent fait remarquer, ce genre de composition convient aux temps démocratiques, dont lui-même a peut-être, dans une certaine mesure, hâté l'avènement. Le roman a, sur l'évolution sociale, une influence plus grande qu'on ne croit ; aussi grande peut-être que celle du journal. Par lui, les classes se pénètrent mutuellement davantage. Au moyen de l'illusion qu'il fait naître, la fille du peuple, dans sa mansarde, vit de la vie de la grande dame. L'homme du monde, au milieu de ses richesses, apprend la langue de l'escarpe et du voyou. Le romancier traduit les classes supérieures devant l'opinion populaire, et présente les classes populai[illegible] à la sympathie des classes supérieures. Chez les unes, il [illegible] le respect, chez les autres, il le fait naître, et i[illegible] pa[illegible] sur toutes, à sa manière, le niveau de l'égalité. On a dit, avec raison, que les nouveaux modes de locomotion inaugurés par les diligences publiques, les chemins de fer, les omnibus et les tramways avaient contribué, par le rapprochement forcé des gens de conditions diverses, à amener cette promiscuité des hommes qui, en abolissant le prestige des uns, en augmentant la fierté des autres, prépare l'état démocratique. On peut le dire mieux encore du roman, espèce de kaléidoscope dans

lequel passent et repassent toutes les classes de la société, sous le regard les unes des autres. Le roman, qui est l'épopée en prose des temps modernes, est entré en scène, depuis cinquante ans, comme un des plus puissants facteurs de la révolution des mœurs, dont il suit à la fois et accélère le mouvement.

Sous la plume d'un écrivain aussi puissamment satirique que M. Armando Palacio Valdés, sa sphère s'élargit encore. Il ne s'agit plus pour lui de peindre, avec une vérité plus ou moins cruelle, des classes ou des individus, mais de renverser des idoles. Voici, en moins de trois années, trois romans successifs qui s'attaquent hardiment aux plus grandes puissances du jour : la presse, — c'est-à-dire le journalisme politique ; — la dévotion, — la fausse dévotion, cela va sans dire, celle qui se substitue à la véritable piété ; — la science, — non pas la science en elle-même, mais les travers d'esprit auxquels elle conduit. *El cuarto poder*, — le quatrième pouvoir, — nous montrait à l'œuvre une société de journalistes ridicules, ineptes, vaniteux ; *La fé*, — la foi, — mettait un jeune et honnête prêtre catholique aux prises avec une dévote sortie de l'enfer ; *El origen del pensamiento*, — l'origine de la pensée, — est la mise en scène d'un Bouvard et Pécuchet de la science, que conduit à la folie l'espoir de démontrer expérimentalement, par le jeu des organes cérébraux, le mode de formation des idées. C'est là le dernier et, à notre sens, le plus excellent des romans de M. Valdés, précisément parce que le respect de la science expérimentale a pris de nos jours la forme d'une superstition, et l'autorité de cette science celle d'une religion indiscutable.

Don Pantaléon Sanchez est, comme les deux naïfs et ridicules héros de Flaubert, un de ces hommes dépourvus

de critique, mais bien pourvus de vanité, qui entrent aveuglément dans toutes les voies que la mode leur ouvre. Bouvard se voue à des expériences agronomiques ; Sanchez, à des expériences scientifiques ; tous les deux avec la candeur, l'ignorance, l'honnêteté et la bêtise prudhommesques qui caractérisent en toutes choses la moyenne du gros public. A une époque où la science expérimentale et prétendue positive de la matière prétend se substituer à toutes les expériences morales de l'humanité, le sujet était propre à tenter un satiriste. M. Valdés en a merveilleusement tiré parti. Son faux savant, dupe à la fois des autres et de lui-même, parcourt toutes les étapes qui séparent le bon sens de la folie, et finit par la complète aliénation mentale. Après avoir torturé dans le laboratoire des grenouilles, des cobayes et des chiens vivants, il essaie de torturer un jeune enfant, son propre petit-fils, et d'en faire le sujet de ses expériences. Et lorsque son gendre a, par miracle, arraché l'enfant des mains du fou, et qu'il conduit celui-ci dans un asile d'aliénés, il y a là une scène empreinte de philosophie humaine qui forme un heureux contraste avec la logique insensée et la philosophie scientifique du vieillard. Cette scène fait tableau :

« Le gendre du savant, peut-être parce qu'il était un grand artiste, avait l'âme tendre et miséricordieuse. Il pardonnait au fou le cruel martyre qu'il avait fait subir à son enfant, le cruel martyre qu'il avait souffert lui-même, et s'opposait à la séquestration : « Pauvre vieillard, disait-il, nous allons, si nous l'enfermons dans une maison de fous, hâter probablement sa mort. Essayons de le laisser chez lui, sous une étroite surveillance. » Les avis réunis des médecins et de la famille firent violence à son sentiment. On inventa une comédie, pour que la translation pût s'opérer aisément. On supposa une lettre du directeur de l'asile, adressée à « l'illustre anthropologiste »

don Pantaléon Sanchez. Dans cette lettre, le directeur lui signalait un cas curieux et rare qui se produisait parmi ses pensionnaires, et qui lui semblait digne d'être observé de près par « le plus grand anatomiste, le plus grand embryologiste, et le plus grand savant du monde civilisé. » Cet appeau grossier offert à l'orgueil suffit à Sanchez. A peine eut-il lu la lettre qu'il témoigna à sa famille l'intention de se rendre à l'établissement de Carabanchel. Ses filles, son gendre, plusieurs amis s'offrirent à l'accompagner ; on loua une vaste voiture et l'on arriva avant le coucher du soleil. Tout le monde faisait des efforts désespérés pour cacher son émotion. Sanchez, gonflé de son importance, était plongé dans ses méditations. Le directeur le reçut à la porte et le conduisit dans l'intérieur de l'établissement. Là, on lui dit que le sujet dont le cas l'attirait dormait pour le moment et qu'il fallait attendre. Le directeur revint vers la famille :

» — C'est fait, dit-il, vous pouvez vous retirer.

» — Ne pourrions-nous l'apercevoir encore une fois sans qu'il nous vît ?

» — C'est très facile, et il conduisit parents et amis à une fenêtre d'où ils aperçurent Sanchez, assis sur un banc dans le jardin, entouré d'autres aliénés auxquels il faisait déjà un cours d'anthropologie. Le gendre du pauvre fou n'avait pu supporter ce spectacle ; en sortant, sa femme le vit à distance, baigné dans la lumière du soleil couchant, les yeux tournés vers le ciel.

» L'heure était propice à la méditation. La brise du nord avait amoncelé à l'horizon des villes fantastiques de nuages qui paraissaient brûler en un vaste incendie. Dans la voûte verdâtre s'allumaient quelques étoiles tremblantes ; le soleil se couchait au milieu d'un océan de pourpre, et le silence du soir descendait sur la campagne plongée dans l'ombre violette.

» Le jeune artiste éprouvait une émotion profonde, une ivresse de l'âme : « Oh, pensait-il, que ne puis-je monter sur un de ces nuages d'or et m'élever au-dessus de cette misérable terre ! Glorieux soleil, attire-moi, que j'apprenne, en nageant avec toi dans l'espace, les secrets du Créateur ! J'ai vu mon enfant, innocent, souffrir un horrible martyre ! Je vois l'infortuné, innocent aussi, qui le lui a infligé, près d'en subir un autre !

Pourquoi ? Je ne comprends pas. Mon cœur saigne et ma raison proteste. O forces universelles, ô puissances supérieures de la nature, enlevez-moi à cette terre de ténèbres, conduisez-moi par la porte de la mort dans le sein de cette bonté infinie, où seront résolus tous les doutes, expliquées toutes les contradictions, dévoilés tous les mystères ! Mon Dieu, laissez-moi déposer le fardeau de doutes qui m'accable, en même temps que cette misérable vie ! »

» Un tremblement secouait le corps du grand statuaire ; son visage semblait illuminé d'une lumière immortelle ; dans ses yeux extatiques une larme brillait.

» — Qu'est-ce que Mario fait donc là-bas ? dit sa femme.

» — Laissez-le, reprit Rivera frappé de l'expression mystique du regard, peut-être qu'en ce moment votre mari a compris où se trouve l'origine de la pensée.

» — Oh non, pour Dieu, qu'il ne le sache jamais ! cria la jeune épouse.

» Et elle courut se jeter dans ses bras. »

Nous ne saurions dire si le roman de M. Valdés a eu tout le succès qu'il mérite. Il est toujours dangereux de toucher à une superstition, et notre siècle aussi a les siennes. Nous voyons seulement que les précédents ouvrages du romancier se rééditent souvent, et nous n'en sommes pas surpris.

Mme la comtesse Emilia Pardo Bazan, dont rien ne ralentit le travail, a aussi donné, l'année dernière, une série de petits contes très courts et très jolis, intitulés simplement : *Cuentos nuevos*. *Nuevos* n'est peut-être pas un titre bien exact : il y en a dans le nombre qui ne sont pas tout à fait inconnus et qui ont seulement été légèrement transformés. Mais ils sont tous si fins, si agréablement tournés, qu'on aurait mauvaise grâce à se plaindre de les rencontrer une seconde fois ou même une vingtième fois sur sa route. Parmi les plus aimables, nous distinguons *La femme sans enfants*, tableau

très délicat des tristesses et des humiliations d'une vie presque sans but; *La petite martyre*, autre peinture de la vie ordinaire dont la tristesse passe si souvent inaperçue. C'est l'histoire d'une enfant née délicate que sa famille, par excès de tendresse, conduit du berceau à la tombe, sans que jamais la pauvre créature ait goûté un seul instant de joie ou de liberté ; d'une enfant rassasiée de toutes les recherches du luxe, entourée de médecins, de garde-malades, de femmes de chambre, qui la tyrannisent de soins exagérés, et la font mourir lentement de sa mélancolie et de son esclavage. En contraste, sous le titre de *Temprano y con sol*, on trouve dans cet agréable volume d'amusantes historiettes d'enfants précoces, qui glissent de la passion des timbres-poste à la passion des voyages, et s'évadent de chez leurs parents ; puis, des contes de fées ; des contes symboliques, comme la *Mariposa de Pedrerias;* de mélancoliques souvenirs, comme *Evocacion* et *Confidencia;* des contes de Noël charmants, et beaucoup de philosophie cachée sous beaucoup de grâce. On admire l'heureuse fécondité de l'auteur, qui, directrice d'une revue bi-mensuelle qu'elle fait presque entièrement elle-même, trouve encore le moyen de livrer chaque année un ou plusieurs volumes à la presse.

Pendant ce temps, M. Perez Galdós, malgré ses tendances actuelles vers le théâtre, a écrit son *Torquemada sur la croix*, dont nous parlerons lorsque l'ouvrage (qui formera probablement trilogie) sera complètement terminé. Des romanciers moins connus, mais pleins de promesses, MM. Gonzalez Suarez Bravo, J. Lopez Valdemoro, comte de las Navas, Taboada et Baltasar Ortiz de Zaraté, ont donné quatre romans de mérite inégal, mais dignes tous quatre d'être nommés : *Soledad,*

Chavala, *El mundo festivo* et *Los de Guméa*, étude de mœurs contemporaines. Le nombre des romans traduits du russe, ou du français, est tel en Espagne qu'on s'étonne qu'il reste encore des loisirs au public lisant pour les productions nationales. Et, cependant, le nombre des lecteurs s'accroît si prodigieusement, les femmes, qui autrefois filaient la laine et récitaient le rosaire, font aujourd'hui une telle consommation de *libros de entretenimento*, qu'il y en a pour tout le monde.

Les critiques multiplient en même temps que les auteurs, comme les frelons en même temps que les abeilles, et l'on est inondé des productions d'écrivains qui vivent de l'intérêt et de la curiosité inspirés par les autres. M. Leopoldo Alas (Clarin), quoique dur pour ses confrères, mérite de n'être pas confondu avec les critiques improductifs, parce que lui-même a donné de très distingués ouvrages. M. Bobadilla (Fray Candil), quoique plus dur encore, offre au moins un modèle d'excellent style, ce qui est, ou doit être, la fonction essentielle d'un Aristarque. Nous voudrions pourtant qu'il modérât son humeur, et surtout qu'il choisît des titres plus amènes que *Triquitraques* (cliquetis d'épées), ou *Solfeo* (volée de coups de bâton). Il n'est pas nécessaire, pour être bon critique, de manier des armes si meurtrières, ou si discourtoises. M. Salvador Rueda, dans son petit opuscule intitulé *El ritmo*, M. Pi y Margall, dans *El Pro y el Contra*, M. Valbuena, dans ses *Remarques aigres-douces*, nous en fournissent une preuve. Quant aux satiristes de mœurs, ils ne sauraient manquer dans la patrie de Cervantès et de Quevedo.

M. Eusebio Blasco, l'auteur dramatique connu, a de son côté donné d'agréables souvenirs de Paris et de Madrid, *Recuerdos de Francia y España* ; M. Perez y

Gomez, une série d'articles humoristiques, dont le titre, *El cajon de sastre* (le coffre du tailleur), est peut-être une réminiscence du *Sartor resartus* de Thomas Carlyle; et M. Ibanez Marin des souvenirs de Tolède, *Recuerdos de Toledo*, qui sont pleins de couleur. En somme, et surtout si nous tenons compte du grand nombre de livres réimprimés, livres qui n'étaient presque plus lus à cause de l'état de rareté auquel ils étaient arrivés, et dont les titres seuls demeuraient dans la mémoire du grand public, comme les *Cantiques du Magnifique Caballero Don Pedro Velez de Guevara*, poète du quinzième siècle, les *Avisos de Jeronimo Barrionuevo*, réimprimés aux frais de M. le marquis de Jérèz, en quatre gros in-quarto, les *Tropes en l'honneur de la vierge Marie*, le premier livre imprimé à Valence, véritable curiosité bibliographique, au millésime de 1474, et d'autres ouvrages curieux et rares, on pourra prouver ce que nous disions au commencement, que le mouvement de la production littéraire et de la librairie suit en Espagne le même accroissement que dans le reste de l'Europe : symptôme plus heureux peut-être pour les peuples, chez qui il dénote plus de loisirs, de culture et d'intellectualité, que pour la littérature elle-même.

E. Rios.

LA DICTATURE

EN ITALIE

En Italie, depuis plus d'un an, M. Crispi exerce de fait la dictature. Au moment où il s'apprête sans doute à demander aux élections générales de la légaliser, il est intéressant de se rendre compte de l'état du pays.

Commençons par les finances. Nos lecteurs se rappelleront ce que nous écrivions ici en juin de l'année dernière. Après avoir constaté que le budget soldait par un déficit, lequel, bien que M. Sonnino n'avouât que le chiffre de 177 millions, devait en réalité atteindre 200 millions, nous ajoutions : « Les nouveaux impôts ne le combleront pas. On verra se continuer le phénomène qui se produit depuis plusieurs années, et le rendement des impôts diminuer à mesure que leur quotité augmente. » C'est ce qui est arrivé, en effet. Le rendement des douanes a diminué de 8 1/2 millions. En 1892 on avait augmenté la taxe sur le sucre; le gouvernement espérait une plus-value de 2 300 000 francs en 1893-1894. Ce fut, au contraire, un déficit de 2 892 000 francs qui s'accusa; depuis lors la consommation du sucre

ne cesse de décroître et le produit total de l'impôt se réduit de plus en plus. On a augmenté les droits d'importation sur le blé, et l'importation a diminué de 140 000 tonnes. La conclusion est que le produit total de cette taxe a diminué de 3 123 000 francs. M. Sonnino, dans son discours du 10 décembre 1894, avoue ne pas bien comprendre la chose. S'il avait le temps de jeter les yeux sur quelque traité élémentaire d'économie politique, il y trouverait facilement l'explication qu'il cherche. Les recettes du jeu de *loto* présentent une diminution de 5 millions, et il y aurait lieu de s'en réjouir, s'il n'était malheureusement trop certain que seul le défaut absolu d'argent empêche le peuple de se livrer à sa passion pour ce jeu.

Pendant que les recettes de plusieurs impôts allaient ainsi diminuant, les dépenses augmentaient. Il en résulte que, pour le budget de 1895-1896, le ministre prévoit un déficit de 80 millions. Il propose de le combler avec 53 millions d'économies et 27 millions de nouveaux impôts. Ces comptes empiètent un peu sur le domaine de la fantaisie. Le déficit sera bien supérieur à 80 millions, car M. Sonnino néglige de parti pris plusieurs dépenses assez importantes. Il ignore, paraît-il, que les opérations en Afrique du général Barattieri ne se font pas gratis, et que les dépenses de la fameuse colonie Erythrée vont croissant d'une manière fort sensible. Il ferme les yeux sur les conséquences que peut avoir pour le budget l'état, qui empire de jour en jour, de la société du *Risanamento* de Naples. Il oublie bien d'autres choses, et quand il ne peut décemment feindre de les ignorer, il se tire d'affaire en disant que pour le moment il n'en tiendra pas compte. C'est le prétexte dont il se sert pour négliger entiè-

rement les charges qui retomberont sur le trésor par suite du déficit des caisses de secours, des chemins de fer et de la liquidation de la Banque romaine [1]. Les économies que propose le ministre sont, pour la plupart, illusoires. Un seul exemple suffira pour en donner une idée. L'état est fortement endetté envers les compagnies de chemins de fer. Il doit pourvoir à l'entretien de la voie et à l'augmentation du matériel roulant, et ne verse depuis longtemps que des sommes insuffisantes. Au budget de 1895-1896 on avait inscrit une somme de 4 millions, qui est fort inférieure à celle que l'état devrait payer. Mais, cette somme même, on ne la paiera pas, car, dit le ministre, on est en train d'étudier « une réforme organique » des comptes dans lesquels on porte ces dépenses. Cela suffit pour que le ministre inscrive 4 millions d'économies à son budget. Quant aux nouveaux impôts, c'est encore une illusion que d'en espérer une augmentation de recettes de 27 millions ; leur effet principal sera de faire diminuer les rentrées des autres impôts. On peut mettre autant de robinets qu'on veut à un tonneau, mais il est impossible d'en tirer plus de vin qu'il n'en contient. M. Colajanni a fait analyser le pain qu'on mange dans certaines parties de la Sicile. Ce pain contenait 65 pour cent de matières inorganiques. Que veut-on encore tirer d'un peuple réduit à de telles extrémités ?

Le prix de la rente italienne a augmenté, il est vrai. En laissant de côté ce que pouvaient avoir d'artificiel les cours soutenus par un syndicat bien connu, la hausse a

[1] La chose est tellement singulière qu'il faut citer les propres paroles du ministre : « *A ogni modo, non tenendo conto pel momento nei nostri calcoli di questi due ultimi paurosi problemi, in quanto non ci si presentano ancora dinanzi con cifre precise.* »

eu deux causes principales. D'abord, on observe d'une manière générale que, quand un état opère une réduction forcée de ses rentes, les cours se relèvent lorsque les créanciers sont fixés sur l'importance des sacrifices qu'on exige d'eux. Ensuite, on ne doit pas oublier que l'abondance des capitaux sur le marché a provoqué la hausse non seulement de tous les titres de premier ordre, mais même de fonds d'état tels que les argentins, les brésiliens et autres, qui sont pourtant loin d'offrir une sécurité parfaite.

La situation des banques d'émission est, ainsi que l'avoue le ministre lui-même, assez mauvaise. Une nouvelle revision des comptes a révélé que les immobilisations de capitaux étaient encore plus considérables qu'on ne croyait. Pour la Banque d'Italie seulement ces immobilisations atteignent la somme de 400 millions. On reconnaît maintenant qu'il est impossible de liquider ces comptes dans le terme de dix ans prescrit par la loi de 1893, et l'on propose de prolonger ce terme de cinq ans. Cela servira surtout à conserver l'illusion qu'on pourra intégralement réaliser cette somme. En réalité, la plus grande partie en est perdue, et pour une autre partie la banque ne peut guère agir avec l'énergie nécessaire pour se faire payer, car l'intérêt des politiciens s'y oppose. Les 240 000 francs que M. Crispi devait depuis 1887 à la Banque d'Italie ne sont qu'une somme minime en comparaison d'autres sommes dont, pour des motifs semblables, la banque ne peut pas exiger le paiement. Dans le but de dissimuler autant que possible ces faits, et d'éloigner une catastrophe qui porterait de graves atteintes au crédit du pays, le gouvernement a fait avec la Banque d'Italie une convention assez compliquée, par laquelle il lui

concède des réductions sur les droits de timbre et lui confie le service des fonds de l'état. Mais, par contre, il lui demande d'augmenter de dix millions le prêt qu'elle a fait à l'état, et de prendre à sa charge les pertes sur la liquidation de la Banque romaine. Il est à craindre que tout cela n'aboutisse à rendre de plus en plus difficile la situation de la Banque d'Italie ; et tôt ou tard l'état devra intervenir, si l'on ne veut pas avoir une nouvelle édition des aventures de la Banque romaine. Le syndicat qui opère pour soutenir les cours de la rente italienne a des dessous assez inquiétants. S'il atteint son but, et parvient à se décharger des gros paquets de rente qu'il détient, tout ira pour le mieux ; mais, si le public refuse de mordre à l'hameçon, si l'opération aboutit à un insuccès, les pertes seront considérables et pourront causer bien des ruines. Il ne faut pas oublier que c'est là l'effet qu'ont produit plusieurs syndicats de ce genre constitués dans le passé sous les auspices du gouvernement, et qu'ils n'ont pas été étrangers à la catastrophe de la Banque romaine.

Toutes ces difficultés n'impressionnent guère M. Crispi. Il faut lui rendre cette justice qu'il est beau joueur, et risque volontiers le tout pour le tout. Arrivé au pouvoir avec un très petit nombre de partisans dans la chambre, sous le coup d'un blâme assez sévère que lui avait infligé la commission d'enquête sur les banques, il a su gagner la confiance du roi et s'imposer même pendant un certain temps à la chambre. Le secret du succès de M. Crispi, c'est son énergie et l'absence de tout scrupule qui le caractérise. Dans la vie privée comme dans la vie publique, il va droit au but sans se sentir le moins du monde gêné par les lois positives ou morales. Un Cavour, un Ricasoli, un Minghetti, un Lanza se croyaient tenus

de respecter la constitution, M. Crispi l'ignore avec tant de candeur que ses actes finissent par paraître naturels. A peine arrivé au pouvoir, il décrète l'état de siège en Sicile, et défère aux tribunaux militaires des citoyens sans que rien dans la loi pût l'y autoriser, en contradiction même avec l'article de la constitution qui dit que nul ne pourra être soustrait à ses juges naturels. Un autre ministre aurait senti le besoin de faire ratifier au plus tôt ces mesures par le parlement; lui attend plusieurs mois avant de le réunir. Il refuse aux accusés l'assistance d'un avocat, plus rigoureux en cela que le gouvernement des Bourbons, et que l'Autriche au temps de sa domination en Italie. Un article de la constitution dit formellement que nul impôt ne pourra être ni établi ni perçu s'il n'est approuvé par les chambres et sanctionné par le roi. D'autres ministres avaient, il est vrai, établi provisoirement par décret royal des augmentations de droits de douane, ou d'autres droits fiscaux. Mais ces mesures n'étaient jamais prises que pendant que le parlement siégeait, et en lui demandant immédiatement sa sanction. M. Crispi établit des impôts et proroge le parlement, ce qui met évidemment celui-ci dans l'impossibilité de les accorder ou de les refuser.

Aussi la compagnie Medici, une des plus importantes parmi celles qui exercent l'industrie des allumettes, a-t-elle demandé aux tribunaux de déclarer nulles les dispositions en vertu desquelles on veut la soumettre à un nouvel impôt. Si les magistrats avaient la moindre indépendance, le résultat du procès ne serait pas douteux, car l'article de la constitution est très clair, et les jurisconsultes sont unanimes sur l'interprétation à lui donner.

Non seulement M. Crispi établit et perçoit des impôts

en vertu d'un simple décret royal, mais encore par le même moyen il abroge des articles de lois existantes, par exemple de celle sur les banques, impose de nouvelles dispositions législatives, change l'organisation de l'armée et celle de l'administration civile. Le comte de Cavour avait présenté, en 1851, un projet de loi au parlement du royaume de Sardaigne pour confier le service des fonds de l'état à la banque qui devint ensuite la Banque d'Italie actuelle. Ce projet de loi ne fut pas approuvé, non plus que ceux présentés dans le même sens par Sella, en 1865, et par Cambray-Digny, en 1869. En ce temps, on ne croyait pas pouvoir fabriquer des lois par décret royal. Plus libre que ses devanciers, M. Crispi résout la question sans se soucier de l'approbation du parlement. M. Zanardelli, un des plus illustres jurisconsultes que compte l'Italie, a fait observer, dans son discours d'Iseo, que, quand il était ministre, il avait vu avec anxiété s'approcher, sans que la chambre eût statué, le terme fixé par la loi pour l'affranchissement des dîmes. La chambre avait alors, non sans opposition, accordé une prorogation de ce terme. M. Crispi a eu bien moins de soucis que M. Zanardelli; un simple décret royal lui a suffi pour changer la loi et accorder une nouvelle prorogation. On comprend que, de la sorte, la chambre est devenue un rouage inutile, sans lequel on peut parfaitement gouverner. Il faut bien avouer pourtant qu'elle n'a pas peu contribué elle-même à se discréditer. Elle a laissé déchirer la constitution quand il s'agissait des intérêts du peuple, et par un juste retour des choses elle se trouve elle-même victime de ses procédés.

La tranquille audace de M. Crispi n'est pas moins remarquable dans la vie privée que dans la vie publique.

L'affaire Lobbia, ses aventures avec les chemins de fer Calabro-Siculi, n'étaient pas encore oubliées quand il devint ministre pour la première fois. Son troisième mariage, accompli dans des circonstances qui à la plupart des gens paraissent un peu anormales, le fit tomber du pouvoir. Il demeura impassible et attendit son heure. M. Sonnino, dans son journal *La Rassegna*, l'avait alors violemment pris à partie, le caractérisant en des termes qu'un homme oublie difficilement. Revenu maintenant au pouvoir, M. Crispi n'hésitera pas à prendre M. Sonnino pour collègue. Il faut lire sa déposition à la commission d'enquête sur la Banque romaine. On y voit un homme qui a conscience de sa force. Il parle haut, et paraît ne se soucier que médiocrement des accusations portées contre lui. Il n'abandonnera pas cette attitude à un moment plus critique encore, quand, les documents de M. Giolitti publiés, on voit les demandes d'escompte de M. Crispi à la Banque romaine suivre de près les services que, par ses discours à la chambre, il tâche de rendre à cette banque. Il ne s'émeut ni de cela ni de la lumière qui se faisait sur l'affaire de la décoration obtenue pour Cornélius Herz. Il proroge la chambre, annonce un procès qui ne paraît pas devoir tourner à son avantage et attend patiemment que l'orage soit passé. Au fond il a l'air de dire : « Je sais bien que j'ai des tares, mais j'ai aussi des qualités qui doivent les faire oublier. » C'est ce que répètent ses partisans, et il y a là une grande part de vérité. On ne saurait nier que M. Crispi n'ait de grandes qualités d'homme d'état. Il voit clairement son but, et il y marche avec une fermeté qui n'exclut pas une grande souplesse.

Il faut se garder de croire que la prise de Kassala et

la récente campagne du Tigré soient des faits isolés. M. Crispi a évidemment en Afrique un dessein arrêté dont il poursuit la réalisation. Quelques-uns de ses journaux poussent à la conquête de l'Harrar, d'autres parlent même de la conquête de l'Abyssinie entière. La fortune aime les audacieux, et il n'y aurait rien d'impossible à ce que M. Crispi acquît pour l'Italie de vastes territoires en Afrique. Savoir ce que cela coûtera et ce que cela rapportera, c'est une autre question. Ici encore M. Crispi se montre beau joueur, car il ne peut ignorer qu'une défaite en Afrique lui ferait probablement perdre le pouvoir en Italie.

A l'intérieur, il a su rompre avec d'anciens errements et se séparer entièrement d'amis, — ou de complices, — compromettants. Si plusieurs économies qu'il annonce à grand bruit sont illusoires, il en est d'autres qui sont réelles. Il a eu le courage de les faire et, d'un autre côté, il brave l'impopularité en demandant à l'impôt tout ce qu'il peut donner et en pressurant le contribuable autant qu'il est possible. Il sait aussi éviter les écueils contre lesquels sa barque pourrait se briser. Il a vu la force du parti des « agrariens » et s'est jeté entièrement dans leurs bras. Non seulement il les a exemptés de toute augmentation d'impôts, mais encore, pour les garantir d'une réduction des fermages, il a porté le droit d'entrée sur les blés d'abord à 7 francs et maintenant à 7 fr. 50. Il s'emploie aussi activement pour les débarrasser d'adversaires locaux, parfois un peu gênants. Un très grand nombre d'administrations communales ont été dissoutes et les communes mises sous la tutelle de commissaires royaux chargés d'*épurer* les listes électorales. Il se passe des faits comiques. Des professeurs d'université, des avocats, des médecins, des ingénieurs ont reçu du

commissaire qui gouverne leur commune un avis leur enjoignant de prouver qu'ils savaient lire et écrire. Plusieurs ont négligé cette formalité, qu'ils jugeaient ridicule, et ils ont été rayés des listes électorales. Inutile d'ajouter que ce n'étaient généralement pas des amis du gouvernement ou de ses protégés. Les plus mauvaises têtes sont classées parmi les socialistes et punies comme tels. On n'efface pas seulement des noms des listes électorales, on en ajoute aussi. A Massa et Carrare, le gouvernement n'a pas voulu se contenter de la revision faite par le général Heusch, qui ne saurait être soupçonné de tendances anarchistes ; il a procédé à une nouvelle épuration en inscrivant comme électeurs des femmes et même des citoyens défunts. Le syndic de Carrare a donné sa démission pour protester contre de semblables procédés.

A première vue, on est étonné du nombre prodigieux de procès qu'on fait actuellement aux socialistes en Italie et l'on se demande si M. Crispi ne serait pas un ami méconnu de ces messieurs, auxquels il tâche de procurer une chaire pour répandre leurs doctrines. L'histoire a des côtés fort amusants. Un accusé se déclare *krapotkinien*, et le magistrat, qui n'a jamais entendu parler de cette secte, fait venir des experts en socialisme pour savoir si elle tombe sous les coups de la loi. Un autre accusé se livre à des dissertations sur la culture forcée des légumes. « Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, tonne le ministère public, vous êtes accusé de vouloir porter atteinte à la propriété privée en demandant la *nationalisation* du sol. — Sans doute, reprend imperturbablement notre homme, elle est indispensable à la réussite de mon système, mais c'est par la voie légale que je veux l'obtenir, » et il en revient à ses légumes, tan-

dis que le juge ahuri finit par ne plus rien comprendre au procès. L'avocat Rondani demande au tribunal de Milan comment il doit s'y prendre pour obéir à l'ordre qu'il a reçu de dissoudre une certaine société dont pour le moment il est seul à faire partie. Devant ce même tribunal on avait traduit les chefs du socialisme ; aussi, pendant une quinzaine de jours, on a entendu de doctes dissertations sur la *plus-value* de Marx, sur la *lutte des classes* et sur d'autres sujets analogues. Dans ce tournoi académique, le procureur du roi a paru un peu faible, et ses connaissances en économie politique des plus superficielles. Après avoir entendu ces débats scientifiques, le tribunal n'a pas cru devoir sévir trop rigoureusement contre les orateurs. Il les a seulement condamnés à quelques mois d'exil. Par une attention vraiment délicate et touchante, il a choisi comme lieu d'exil les villes d'Italie où le socialisme compte le moins d'adhérents. Ces villes ayant été jusqu'ici un peu négligées par la propagande socialiste, le tribunal a soin de leur envoyer des apôtres pour leur annoncer la bonne nouvelle. Ils y arriveront le front ceint de l'auréole du martyre, et les plus incrédules seront portés à prendre au sérieux des théories auxquelles les pouvoirs publics donnent tant d'importance.

Les tribunaux ne sont pas toujours aussi bénins, et ils octroient souvent plusieurs mois de prison aux personnes dont les théories économiques ne sont pas trouvées suffisamment orthodoxes. Le député Ferri, un savant dont la réputation est européenne, a été condamné en première instance à des peines variées à cause de ses opinions malséantes sur l'organisation économique de la société. Pour le même motif, on lui a enlevé la chaire qu'il occupait à l'université de Pise ; mais, ce qui

est singulier, on lui a permis d'ouvrir, comme *privat-docent*, un cours à l'université de Rome. Naturellement, les étudiants se pressent à ses leçons et écoutent avidement des théories économiques que, pour notre part, nous ne trouvons nullement malséantes, mais simplement inexactes. L'avocat Philippe Turati a été condamné à trois mois de reclusion pour avoir reproduit des passages d'un livre écrit par un secrétaire de M. Crispi, et d'un autre livre de M. Loria, professeur d'économie politique. Comme le faisait observer un député conservateur, M. Gavazzi, il y a une singulière contradiction dans le fait d'un gouvernement qui laisse donner dans ses universités un enseignement décidément socialiste, et punit ensuite les personnes qui ont le malheur d'en profiter.

Tout cela est puéril et absurde, mais il ne faut pas s'arrêter à la surface. C'est derrière le rideau que se joue le vrai drame. Ces procès ridicules n'ont pour but que de détourner l'attention des procès où l'on condamne en silence les personnes dont on craint l'influence électorale. Les tribunaux ordinaires ne suffisant pas pour la besogne, on a créé, bien que la constitution le défende expressément, des commissions administratives qui peuvent condamner à la relégation (*domicilio coatto*) jusqu'à un terme de cinq ans. Ces commissions jugent à huis clos, et il n'est pas permis à l'accusé de se faire assister d'un avocat. Dans le fait, elles s'occupent beaucoup moins des anarchistes, contre lesquels on les disait dirigées, que des adversaires des députés amis du ministère. A Palerme, on recherchait activement le président du comité, que l'on supposait exister, pour le soutien de la candidature de G. Bosco. Le gouvernement soupçonnait un individu sans avoir de preuves. Il eut recours à une ruse. Par trois fois on fit porter une dépêche avec l'a-

dresse : « Au président du comité G. Bosco » à la personne soupçonnée. Celle-ci fut assez avisée pour refuser la dépêche ; si elle l'avait acceptée, elle aurait été immédiatement condamnée à la relégation. A Bologne, la commission chargée d'appliquer la loi sur le *domicilio coatto* se composait du président du tribunal, du substitut du procureur du roi et du conseiller de préfecture, M. Marescalchi. Elle eut le tort de trouver tout à fait insuffisantes les preuves de culpabilité données contre plusieurs individus qu'on lui avait dénoncés. Qu'il suffise de dire que le seul grief articulé contre un des accusés était d'avoir médit du gouvernement en l'an 1883. En leur âme et conscience, les magistrats chargés de juger ces personnes crurent, à l'unanimité, devoir les absoudre. Ils furent immédiatement réprimandés par le ministère, et M. Marescalchi, ayant risqué quelques observations, fut destitué.

Quels seront les résultats de ces mesures ? S'il s'agit du but immédiat en vue duquel elles sont prises, c'est-à-dire des élections générales, il se peut qu'elles donnent au ministère la majorité désirée. Le succès dépendra surtout des sommes que pourra dépenser le gouvernement. Il tirera une partie de l'argent des banques et une partie des compagnies de chemins de fer, avec lesquelles on prépare des contrats importants. Peut-être M. Crispi ne se fera-t-il pas scrupule de puiser directement au trésor. En outre, il paraît que l'on va recommencer le jeu des chemins de fer électoraux. Jeu fort coûteux, comme chacun sait, et qui n'augmentera pas peu le déficit prévu par M. Sonnino. On parle déjà d'un chemin de fer en Sicile, dont le coût serait de 80 millions ; d'autres viendront ensuite.

Par contre, on pourrait observer que les élections partielles récentes ont été presque toutes favorables à l'opposition. Palerme a élu M. G. Bosco, un des condamnés des tribunaux militaires. Budrio a élu un autre socialiste, M. Costa, contre le général Mirri, actuellement gouverneur militaire de la Sicile. Pour atténuer la gravité de ces faits on a dit que, vu l'imminence de la dissolution de la chambre, les électeurs n'avaient pas voulu se déranger pour des élections à peu près inutiles. Le fait, s'il était vrai, aggraverait au contraire la défaite du gouvernement, car il est notoire qu'il a envoyé voter tous les électeurs sur lesquels il avait la moindre influence. Il attachait une importance énorme au résultat de ces élections, et le préfet de Palerme a été déplacé pour n'avoir pas réussi à empêcher l'élection de M. Bosco. Mais ce qui est encore plus probant, ce sont les chiffres. Aux dernières élections générales, à Budrio, sur 4665 électeurs inscrits 1093 seulement ont voté. A l'élection du 20 janvier 1895, sur 4814 électeurs inscrits, 3863 prirent part au vote, et M. Costa fut élu par 2019 voix. A Catane, M. de Felice, condamné à 20 ans de reclusion par les tribunaux militaires, vient d'être élu membre du conseil de l'ordre des avocats. A moins d'un miracle électoral, tel qu'on en peut faire en changeant les urnes, — en termes techniques cela s'appelle un *blocco*, — la Sicile élira presque exclusivement des députés d'opposition. M. Crispi en paraît lui-même persuadé, puisqu'il renonce, — dit-on, — à poser sa candidature à Palerme. La Lombardie, les Romagnes, Parme et Modène, peut-être aussi le Piémont enverront beaucoup de députés d'opposition soit de droite soit de gauche. Mais, dans le reste de l'Italie centrale et

dans le Napolitain, le ministère a de grandes chances en sa faveur, surtout s'il n'oublie pas l'éloquence des mots dorés.

M. Crispi voudrait en outre pouvoir compter sur l'appui des cléricaux. Pour le moment ceux-ci se réservent, et ils exigent des gages sérieux avant de suivre un homme qui, il n'y a pas bien longtemps, proclamait dans un discours à Palerme la déchéance de toutes les religions et le règne de la « Déesse Raison. » Bien que les cléricaux, en Italie, ne prennent aucune part comme parti aux élections, beaucoup d'entre eux n'en votent pas moins individuellement. Il en sera probablement de même encore cette fois, et, à défaut d'une entente avec le Vatican, le gouvernement pourra tenter des accords partiels dans les différents collèges électoraux. Il ne faut pas juger de l'attitude du parti clérical en entier par le langage que tiennent certains de ses journaux, qui n'en représentent que la fraction intransigeante.

Somme toute, dans la partie qui s'engage, M. Crispi a en main plusieurs atouts. Mais un autre effet qu'il ne désire certes pas se produira ; effet plus lointain, mais fort important, c'est l'accroissement énorme de force que recevra le parti socialiste. Ce n'est pas impunément qu'on pose aux gens chaque jour le dilemme : ou approuver que les politiciens violent les lois et s'approprient l'argent des autres, ou être appelés socialistes. On ne fait ainsi que pousser violemment dans ce parti des personnes qui autrement n'y seraient jamais entrées. Quand les journaux du gouvernement appellent le marquis Di Rudini anarchiste, ils croient faire tort à cet homme d'état, et ils ne s'aperçoivent pas que c'est au contraire aux anarchistes qu'ils font un honneur aussi inattendu qu'immérité.

Avant les persécutions de M. Crispi, les socialistes étaient peu nombreux en Italie et perdaient du terrain au lieu d'en gagner. Ils commençaient à se séparer en différentes sectes qui se déchiraient les unes les autres. Enorgueillis par quelques succès électoraux, ils avaient décidé de repousser toute alliance avec d'autres partis, notamment avec le parti radical et le parti républicain. Très probablement, en suivant cette voie, ils auraient vu diminuer le nombre des sièges qu'ils occupent au parlement. Maintenant tout est changé. Comme toujours, la persécution a étouffé les germes de division, et les sectes ont disparu. Le péril commun réunit tous les partis d'opposition, et le gain le plus considérable sera pour les socialistes. Leurs chefs sont désignés aux suffrages des électeurs par les jugements iniques des cours martiales, ou par les absurdes sentences de tribunaux civils trop complaisants. Le peuple, pliant sous le faix des impôts, pressé par la faim, finit par ne plus espérer qu'en ces sauveurs qui lui promettent monts et merveilles, et qui, en souffrant pour leur cause, attestent la sincérité de leur foi. Le contraste entre le luxe princier, payé avec l'argent des banques, que se permettent certains politiciens, et la misère dignement supportée de la famille de M. de Felice, a opéré plus de conversions au socialisme que n'auraient pu le faire des années de propagande écrite ou orale. Les leçons de *choses* sont celles qui font le plus d'impression sur le peuple, et elles n'ont malheureusement pas manqué en ces derniers temps aux Italiens. Le mouvement s'étend et gagne toutes les classes sociales. C'est en vain qu'à Turin la police s'efforce d'empêcher les conférences où M. de Amicis se fait applaudir même par ses adversaires.

Dans ce conflit, les esprits sincèrement libéraux, les gens qui croient que la loi doit être respectée aussi bien par le gouvernement que par les particuliers, ne trouvent personne qui les écoute. Un parti comme celui du comte de Cavour n'existe plus, et l'on est étonné de voir le roi laisser faire les élections sur une question de morale et d'honnêteté privée de son premier ministre. Personne ne doute qu'il ne soit animé de bonnes intentions ; mais il s'est déjà trompé une fois, et gravement, en défendant envers et contre tous le ministère présidé par M. Giolitti. Celui-ci, fort de l'appui du roi, put d'abord gouverner sans avoir la majorité dans la chambre, et ensuite faire les élections générales qui, grâce à la puissance des moyens mis en jeu, furent favorables aux candidats de son choix. Lui aussi assurait avoir obtenu l'équilibre du budget, lui aussi se vantait d'avoir relevé le crédit du pays, et citait comme preuve la hausse, survenue à un certain moment, du cours de la rente. Les scandales de la Banque romaine et les troubles de Sicile furent la fin de cette aventure. Maintenant, on la recommence tout aussi inconsidérément, et il est probable que ce sera pour aboutir à des résultats fort peu différents.

VILFREDO PARETO.

SOUVENIRS

D'UN PORTRAITISTE

QUATRIÈME ET DERNIÈRE PARTIE[1]

THOMAS COUTURE

Ma première rencontre avec Couture qui, par la suite, devint un de mes meilleurs et de mes plus chers amis, fut tout à fait originale. C'était en 1834. Je n'avais pas encore atteint ma majorité et j'arrivais de ma ville natale, Boston. Je commençais à comprendre quelques mots de français et je faisais partie de l'atelier du grand et malheureux peintre Gros.

Un jour, pendant le repos du modèle, je regardais assez tristement mon dessin, dont j'étais mécontent, lorsqu'un garçon court, trapu, aux yeux bruns très vifs, à la tignasse mal peignée, m'écarta sans la moindre cérémonie en me disant : « Donne-moi ta place, petit ! » J'allais protester, mais, bientôt, le travail de mon camarade m'intéressa au point de me faire oublier mon indignation. Il avait tout bonnement retourné ma feuille de papier gris et faisait un rapide croquis du modèle au repos ; l'attitude abandonnée de cet homme valait cent

[1] Pour les trois premières parties, voir les livraisons de janvier à mars.

fois mieux que la pose qu'il venait de quitter. Cette esquisse était si vivante, si juste de mouvement, si fortement indiquée, que jamais leçon ne me fut plus profitable. Lorsqu'il eut fini, le jeune homme quitta mon tabouret sans un mot d'excuse. Ma présence ne lui importait guère. Il n'en avait certes pas conscience.

Je ne connaissais pas alors le nom de ce camarade plein de désinvolture, mais je serrai précieusement son dessin. J'ai le regret d'ajouter que ma femme de ménage, peu respectueuse des œuvres d'art, ayant eu besoin de papier pour allumer mon feu, prit, un beau matin, une demi-douzaine de dessins à cet effet, et parmi eux, celui de Couture.

Je profitai peu des leçons de mon illustre maître. J'ai déjà raconté comment le baron Gros, ne pouvant supporter la perte de sa popularité, se noya de désespoir. Ses élèves se dispersèrent.

Plusieurs années se passèrent ; le petit Américain dépaysé que j'étais en 1834 était devenu homme et commençait à perdre un peu de sa timidité. Un jour, passant avec un camarade anglais, nommé Toplis, devant la boutique de Desforges, marchand de couleurs et protecteur des beaux-arts, je m'arrêtai pour examiner un tableau exposé à sa vitrine. Ce tableau représentait un jeune Vénitien. Il était d'une couleur superbe. J'essayai de faire partager mon enthousiasme à mon camarade. Mais Toplis avait faim, l'heure s'avançait, et il songeait beaucoup plus à son déjeuner retardé qu'à un tableau, si beau fût-il. Cependant l'admiration finit par le gagner, si bien qu'il s'écria : « *By Jove !* Il faut que mon frère achète ce tableau-là ! » Heureux garçon ! Je me sentis pénétré de respect pour un peintre dont le

frère était assez riche pour acheter de la peinture. Dans ces temps très lointains, les artistes avaient rarement les moyens de se bâtir de beaux ateliers et de les orner délicieusement de riches draperies et de bibelots rares. En général, ils appartenaient à des familles modestes qui déploraient la folie du fils ou du frère qu'une vocation poussait à faire de la peinture.

M. Toplis acheta le tableau, signé Thomas Couture ; il le paya mille francs. Par la suite j'appris que, de ces mille francs, Couture en toucha trois cents. Ce fut moi qu'on chargea d'aller trouver le peintre. Dès que je pénétrai chez lui, je reconnus, en Couture, le camarade qui m'avait dit : « Donne-moi ta place, petit ! » J'en ressentis une joie si vive que l'artiste, qui m'avait complètement oublié, dut me considérer comme destiné à entrer sous peu à Charenton. Je m'écriai : « Que je suis donc content que ce soit vous ! »

Je dois avouer une petite faiblesse. Lorsque je me sens particulièrement joyeux, j'aime à mystifier mes interlocuteurs. Après tout, chacun prend son plaisir où il le trouve. Enfin, on s'expliqua. Couture finit par comprendre que je n'étais nullement le riche amateur qui avait acheté son Vénitien, mais bien un pauvre diable de peintre comme lui-même et son ancien condisciple à l'atelier de Gros. Notre amitié data de ce moment.

Je trouvai au talent de Couture une telle vigueur, tant de franchise, de vie et de sève, que mon admiration pour l'artiste égala bientôt ma sympathie pour l'homme. Comme peintre, il n'appartenait à aucune école, il restait bien lui-même, se tenant aussi loin de la correction froide des académiques que de la fougue des émules de Delacroix. La fameuse querelle des classiques et des

romantiques le laissa indifférent. Il était trop indépendant de nature pour s'enrégimenter ou dans un camp, ou dans un autre. Son but unique était de serrer la nature d'aussi près que possible, de donner à ses personnages la vie et la passion. Et, en cela, il réussit admirablement.

A cette première visite, où je le trouvai dans un grand atelier nu, presque sans meubles, il travaillait à un tableau à peine ébauché. Il me dit : « L'amateur qui m'achètera cela pour un billet de mille en aura pour son argent, n'est-ce pas ? » Mille francs ! La toile était assez vaste et représentait l'enfant prodigue. Le jeune homme, assis au bord du chemin, à peine vêtu d'une peau de bouc, maigre, hâve, les yeux pleins de désespoir, les cheveux noirs en désordre, semblait rêver au passé et maudire sa folie. Dans le fond passaient un homme et une femme; la jeune femme, pleine de compassion, écoutait l'histoire de ce malheureux racontée par son compagnon. Le contraste du prodigue et de ces amoureux, à qui souriait la vie, était fort heureusement indiqué. Les tons rouges des vêtements de l'homme rompaient la monotonie des gris et des bruns du premier plan.

Plus j'examinais ce tableau ébauché et plus il me plaisait. Je finis par dire à mon nouvel ami : « On me donne mille francs pour un portrait. Si vous voulez bien me permettre de m'acquitter envers vous petit à petit, c'est moi qui vous achèterai ce tableau et je vous en offre, non pas mille francs, mais quinze cents, ce qui est encore bien misérable ! »

Je m'en allai, enchanté de mon acquisition ; un peu inquiet tout de même. Les portraits à mille francs

se faisaient parfois attendre et je dus emprunter à M. Toplis, le frère de mon camarade, de quoi payer un premier acompte à Couture. Mais, si c'était là une folie de jeunesse, c'est au moins une de ces folies qu'on ne regrette pas. L'*Enfant prodigue* orna bien longtemps mon atelier à Paris et en Amérique. Puis je le donnai, avec beaucoup d'autres toiles, à la ville de Chicago. Malheureusement, la collection entière fut détruite dans le grand incendie de 1871.

Thomas Couture était sorti du peuple et dut faire tout seul son chemin dans la vie. Il naquit à Senlis, près de Paris, en 1815. Un peu gros de bonne heure, court, doué d'une voix de stentor et méprisant les belles manières, il n'était nullement fait pour plaire aux femmes du monde. La société en général l'ennuyait, et il méprisait profondément mondains et mondaines. Il était grand travailleur, pendant sa jeunesse tout ou moins ; plus tard il en prit plus à son aise avec le travail. Toute sa vie se concentrait dans son atelier ; il aimait le laisser-aller des rapins, adorait les bonnes farces et les histoires un peu grasses.

S'il n'avait été peintre, il eût pu devenir un acteur comique de premier ordre. Lorsqu'il racontait une anecdote, — et sa mémoire à cet égard était remarquablement bien meublée, — il la mimait, il la jouait ; sa figure, extraordinairement mobile, prenait toutes les expressions, ses yeux pétillaient, son nez, avec ses narines qui remontaient, reniflait, et il imitait d'une façon si cocasse la voix, les gestes, les tics de ceux qu'il représentait que, positivement, on les voyait, il arrivait à leur ressembler. Je me souviens que, bien plus tard, lorsque nous n'étions plus jeunes, ni lui, ni moi, il nous

parla d'une vieille dame, fort prétentieuse et assez ridicule, qu'il avait connue jeune ; il avait si bien attrapé le geste de sa tête penchée, l'expression de ses yeux en coulisse, la banalité de ses flatteries mondaines, que je la vis surgir devant moi, non pas seulement telle que je la connaissais, mais telle qu'elle avait dû être trente ans auparavant.

Couture fut un ami loyal et fidèle. Malgré de longues et fréquentes séparations, car j'étais souvent appelé, soit en Angleterre, soit en Amérique, à mon retour je le trouvais toujours tel que je l'avais quitté. Lorsque je le présentai à ma jeune femme, l'impression produite sur elle fut moins favorable que je ne l'aurais voulu. Sa grosse voix, son extrême sans-gêne, et surtout les mauvaises plaisanteries qu'il ne pouvait se résigner à garder exclusivement pour ses camarades, étonnaient et effarouchaient la timide Anglaise. Il y eut un temps où il ne sortait jamais sans un lézard apprivoisé, blotti dans sa poche. Rendu à la liberté, le lézard aimait à se glisser tout près du cou de son maître et en usait de même, très volontiers, avec les étrangers, ce qui n'était pas toujours de leur goût. Puis, très amateur d'huîtres, Couture cherchait à en dégoûter ses voisines de table, en leur montrant qu'elles étaient parfaitement vivantes au moment où on les avalait. Bagatelles que tout cela ! On les lui reprochait pourtant. Plus tard, il se corrigea à peu près de ces petites manies, surtout lorsqu'il prit femme à son tour. Il ne s'en fût pas corrigé, que ses véritables amis n'en eussent pas moins apprécié ses rares qualités de cœur, sa fidélité à toute épreuve, son courage et son énergie.

C'était un original et un indépendant, dont la fierté

n'avançait pas beaucoup les affaires auprès des gens haut placés. Pour lui, l'humanité se divisait en deux classes bien distinctes : les artistes, créés par Dieu pour régner sur le monde entier ; et d'autre part les mortels ordinaires, qu'il nommait avec un superbe mépris « les bourgeois ; » les plus grands hommes d'état, les rois mêmes, les nobles, les boutiquiers, — tous bourgeois : c'est-à-dire de pauvres êtres inférieurs, dont la seule gloire consistait à acheter, le plus cher possible, tableaux et statues. Quant à leur permettre voix au chapitre, jamais de la vie ! Leur rôle était tout tracé : être des admirateurs soumis, reconnaissants et surtout enthousiastes.

Au moment où je faisais, pour quelques compatriotes, le portrait de Guizot, j'eus l'occasion de parler à celui-ci de mon ancien condisciple. Je le fis avec une admiration si chaude que Guizot désira faire sa connaissance. Il avait, du reste, fort goûté le tableau de l'*Enfant prodigue* qui ornait mon atelier. Nous allâmes ensemble chez Couture. Le jeune peintre s'était servi d'un mur nu, — dans son atelier les murs étaient peu encombrés, — pour dessiner à grands traits une vaste composition qui s'appela plus tard *Les Romains de la décadence*. L'ébauche promettait une belle et forte œuvre, et Guizot en fut très frappé. Il était alors tout-puissant, et bien des artistes eussent fait la cour au grand homme. Quant à Couture, il acceptait les compliments du ministre comme lui étant dus, et, lorsque Guizot lui demanda s'il avait trouvé un acquéreur pour cette belle œuvre, il répondit simplement : « J'attends. » Ce n'était pas à lui à courir après les commandes, ou de l'état, ou des particuliers. On savait où le trouver ; cela devait suffire. Guizot sourit, mais continua courtoisement :

— Qui fut votre maître ?

— Delaroche.

Après la mort de Gros, Couture, en effet, entra dans l'atelier de Delaroche ; mais il ne resta guère chez un artiste qu'il n'aimait pas.

— M. Delaroche est de mes amis, poursuivit Guizot, j'aurai grand plaisir à lui parler de vous.

Ce qu'il fit sans doute. Peu de temps après cette conversation, le maître et son ancien élève se rencontrèrent par hasard. Delaroche était à ce moment le peintre à la mode, très apprécié à la cour, aimé non seulement du roi, mais de toute sa famille. Delaroche aborda Couture :

— M. Guizot prétend qu'il a vu de belles choses chez vous. Je lui ai répondu que vous aviez certainement du talent, que vous auriez pu devenir mon meilleur élève, mais que vous n'avez pas suivi le bon chemin. Il m'est donc impossible de vous recommander.

Lorsque la *Décadence* fut exposée au Louvre, — le Salon annuel avait alors lieu au Louvre, les toiles modernes cachant les tableaux des maîtres anciens, — le roi Louis-Philippe, à sa première visite, s'arrangea chaque fois pour tourner le dos à l'œuvre de Couture. Malgré son hautain mépris pour l'opinion des « bourgeois, » cette avanie publique fut très sensible au peintre. Cependant, le succès fut tel que la désapprobation royale n'empêcha pas Couture de devenir célèbre du jour au lendemain, et l'état acheta le tableau pour la somme énorme de ..... six mille francs.

Tout le tapage qui se fit alors autour du jeune peintre donna à réfléchir à Delaroche. En tout cas, il le complimenta et lui dit :

— Monsieur Couture, votre conception de l'art n'est pas la mienne, mais vous avez incontestablement beaucoup de talent. Soyons amis, — le voulez-vous ?

Mais Couture n'était pas homme à se laisser amadouer par quelques bonnes paroles. Il se redressa fièrement et répondit :

— Monsieur Delaroche, vous avez pour vous le succès et la fortune, vous êtes membre de l'Institut et vos admirateurs sont nombreux. Je n'ai jamais été, je ne serai jamais de ces admirateurs. Il ne peut donc être question d'amitié de vous à moi, de moi à vous.

Et, saluant, il quitta le grand homme abasourdi d'une telle franchise.

Couture, excellent peintre, était, on le voit, le moins habile des courtisans. Il le prouva chaque fois qu'il eut affaire aux grands de la terre, — souverains ou membres de l'Institut ! Il était passé maître dans l'art de se nuire à lui-même. La fortune vint à lui, à plusieurs reprises, mais la fortune est femme et veut qu'on la courtise. Sans doute, il cherchait à se raisonner lui-même, mais il ne sut jamais réprimer ni un mouvement d'impatience, ni une boutade.

S'il ne plaisait guère à Louis-Philippe, la réputation de Couture était si bien établie lorsque Napoléon III prit possession du trône qu'il était impossible de ne pas compter avec lui. Son genre de talent, pourtant, était peu fait pour plaire à la cour. Le peintre favori du second empire était Winterhalter, comme Delaroche avait été l'artiste aimé de la famille d'Orléans. Cependant, Couture reçut la commande d'un grand tableau représentant le baptême du prince impérial. Il se mit au travail avec sa fougue habituelle, multipliant croquis

et esquisses, préparant les éléments d'une vaste et noble composition.

Dans le cours de ce travail, les membres de la famille impériale et les grands personnages de la cour lui donnèrent quelques séances. Tout portraitiste, même lorsque ses modèles ne sont pas illustres, connaît l'irritation nerveuse qui résulte parfois d'une mauvaise séance ; lorsque ce portraitiste est peu endurant de sa nature, cette irritation peut aller jusqu'à l'exaspération. Ce fut le cas de Couture. Napoléon III tenait à diriger le travail de son peintre, et, de tous les artistes, Couture était certes le moins facile à mener. Enfin, un jour, n'y tenant plus, tout frémissant, il s'écria brusquement : « Sire, lequel de nous deux doit faire ce tableau ? Si c'est votre majesté, je lui cède la place, si c'est moi... » Il n'acheva pas. De fait, ni l'un ni l'autre ne fit le tableau. L'empereur n'accorda plus de séances, le peintre fut renié par lui et, naturellement, par tous ses courtisans. Le travail de bien des mois se trouva perdu.

Couture ne se consola jamais de cet échec, mais il secoua la poussière de ses sandales et rendit mépris pour mépris. De ce jour il n'exposa plus et peu à peu se retira si bien que beaucoup le crurent mort. Pour ses contemporains, il resta le peintre de la *Décadence*, comme s'il n'avait jamais produit d'autres œuvres. Que de fois j'ai entendu dire aux jeunes gens : « Couture, ah ! oui, Couture des Romains. Mais il y a beau temps qu'il est mort, ou, s'il végète encore quelque part, il doit être vieux comme les rues. Il y a tant d'années qu'il n'a fait parler de lui ! » En réalité, lorsque Couture mourut, au mois de mars 1879, il n'avait pas soixante-quatre ans.

La vérité, c'est que Couture continua à travailler, mais par boutades, en se donnant à lui-même force congés. Il se consolait de son manque de succès auprès de la cour, et des Français en général, en songeant qu'à l'étranger on savait l'apprécier à sa valeur. Une de ses plus charmantes œuvres, *Le fauconnier*, est en Allemagne. Mais, j'ai quelque orgueil à le constater, la plupart de ses toiles furent achetées par mes compatriotes. Il est à remarquer que la « nation de boutiquiers, » comme il est de mode d'appeler l'Amérique, a su montrer une appréciation des choses d'art, une initiative aussi, que pourraient lui envier plus d'un pays de la vieille Europe. Lorsque Millet était, sinon inconnu, du moins encore fort contesté, les Etats-Unis possédaient quelques-uns de ses beaux tableaux ; Barye y était fort apprécié, et Couture ne travaillait guère que pour mon pays.

Couture se maria assez tard ; il eut de ce mariage deux filles. Femme et enfants l'adoraient, et il fut très heureux. A notre point de vue américain, sa théorie de la vie péchait bien un peu, par un côté, tout au moins. Il était profondément convaincu de la supériorité du sexe fort et trouvait tout naturel de se laisser servir et adorer. Il fut, malgré ce travers, le meilleur des maris et des pères, ce qui ne l'empêchait nullement de proclamer bien haut que l'éducation des filles est une des utopies les plus dangereuses de notre temps, si fertile en utopies et en extravagances !

En 1869, il acheta le château de Villiers-le-bel, non loin de Paris. La maison datait du temps de François I[er], et le jardin, — le parc plutôt, — était célèbre par ses beaux arbres centenaires. Il ne quittait plus sa chère

campagne que pour passer deux ou trois mois à Paris chaque hiver. Il trouvait son bonheur à vivre quelque peu en paysan, à porter des sabots pour inspecter ses arbres fruitiers et ses légumes. Sous prétexte qu'il ne faut pas contrarier la nature, il se refusa énergiquement à employer un jardinier, — race détestable du reste, adonnée au vol des fruits et des légumes du maître. Naturellement, sa belle propriété ne produisit bientôt plus ni légumes, ni fruits. S'il méprisait les jardiniers, il ne restait nullement indifférent aux mérites d'un excellent cuisinier. Sa femme avait soin que les repas fussent succulents et les truffes de première qualité. Pour le reste du service, une petite villageoise, selon lui, devait suffire. Une bonne maîtresse de maison ne déroge nullement en s'occupant activement de son ménage, et il trouvait tout naturel de voir Mme Couture et ses filles faire œuvre de leurs dix doigts.

Il ne fut point abandonné, au fond de sa jolie retraite. Des élèves se groupèrent autour du maître, et logeaient au village. Parmi ceux-ci se trouvait M. Ernest Longfellow, fils du grand poète. Excellent professeur, Couture s'intéressait fort aux progrès de ses disciples. Il leur répétait sur tous les tons : « Regardez la nature, copiez la nature. » Il publia même un petit livre tout plein d'excellents conseils aux jeunes peintres. Ses élèves l'aimaient autant qu'ils l'admiraient, ce qui prouve bien que les petits travers qui parfois étonnaient et scandalisaient les étrangers étaient tout extérieurs et que le fond était très bon et très sûr. Un homme adoré des siens, dont les amis restent fidèles et dévoués, qui est apprécié de la jeunesse, — cet homme-là mérite réellement d'être aimé.

Il faut avouer, cependant, que la première impression n'était pas toujours absolument favorable. Une fois, un de mes compatriotes, grand admirateur de Couture, homme très distingué, parfaitement élevé, quelque peu timide aussi, sonna à la porte du château, muni d'une lettre d'introduction. Le maître prenait un bain. Il ordonna qu'on fît entrer quand même, et l'Américain, tiré à quatre épingles, très gêné, trouva le grand homme parfaitement à son aise dans sa baignoire. Comme la plupart des Français, Couture, en causant, faisait beaucoup de gestes, et l'Américain fut quelque peu aspergé.

Couture aimait à raconter l'histoire de son premier élève.

Un beau matin, on frappa à sa porte. « Entrez ! » cria-t-il de sa grosse voix, peu faite pour encourager les gens timides. Un garçon, un peu contrefait, vêtu comme un campagnard aisé, entra et, rougissant, balbutiant, pria le peintre de l'admettre chez lui comme élève. « Je ne prends pas d'élèves et n'en veux point prendre. » Mais le jeune homme, s'il était timide, était pourtant fort tenace.... Il se montrerait si discret, — monsieur Couture pouvait en être sûr, — il prendrait bien peu de place : un coin de l'atelier d'où il pourrait suivre le travail du maître sans être vu de lui, — puis il saurait se rendre utile : il laverait les pinceaux, ferait la palette, — enfin n'importe quelle besogne lui serait douce! Couture refusait toujours. Le jeune homme tenait bon quand même, devenait éloquent à force de sincérité. Impatienté, à la fin, Couture prit sa pipe et se prépara à fumer ; sa blague à tabac était vide : « Va me chercher du tabac ! » s'écria-t-il. Le garçon ne se le fit pas dire deux fois. Couture fuma, s'attendrit, et céda.

Cet élève original resta avec lui une année entière. Couture, plus d'une fois, se demanda comment il vivait. Il semblait pauvre, mais jamais il n'empruntait. Il travaillait ferme, mais, n'ayant pas grand talent, ses progrès furent lents. Couture, qui avait très bon cœur, s'inquiétait. Jamais ce garcon-là n'arriverait à gagner sa vie en faisant de la mauvaise peinture !

Un jour, l'élève demanda à son maître, comme une faveur extrême, de vouloir bien dîner avec lui. Couture, s'attendant à un repas de gargote, consentit. A son extrême surprise, le pauvre élève, humble et doux, qui faisait ses commissions et lavait ses pinceaux, vint le prendre, vêtu en homme du monde, habit et cravate blanche, le mena au premier restaurant de Paris et lui offrit le meilleur dîner que ce restaurant pût servir.

L'élève, qui s'appelait M. Dutuit, invita plus tard son cher maître à l'aller voir à son château, un des plus beaux de la Normandie, et je n'ai pas besoin de dire que le cher maître y fut gâté et fêté de toutes les façons. La passion de l'art, — une passion malheureuse, nous l'avons vu, — avait conduit ce jeune homme à se faire petit et humble. Il savait bien qu'un amateur très riche aurait eu de la peine à se faire admettre comme rapin auprès de l'artiste ; aussi s'était-il présenté en garçon modeste et pauvre.

Voici comment Couture donnait une leçon à ses élèves. Pendant qu'ils le regardaient faire, le maître peignait une tête d'après un modèle quelconque, tout en causant, montrant ici un effet de lumière, là un trait vif et net, ou bien discutant sur les valeurs, les ombres et les tons. Quelques-unes de ces têtes, ébauchées en deux heures, sont absolument charmantes. Le grand ami et ad-

mirateur de Couture, Barbedienne, en possédait plusieurs.

Dans la même collection, — dispersée maintenant, — se trouvaient beaucoup de dessins, de pochades, d'esquisses où l'on suivait le travail de ce très original et très puissant artiste. Entre autres, il y avait la première ébauche de son tableau *L'amour de l'or*. Un homme, à la figure démoniaque, étale, sur une table, des sacs d'écus, des bijoux, des pierres précieuses. Autour de lui, convoitant ces richesses, se pressent des femmes très belles, des poètes prêts à vendre leur plume, des artistes offrant leurs pinceaux, des guerriers leur épée. Le penchant de Couture pour les tableaux symboliques grandit avec les années. Sa vie très retirée, propice aux longues méditations, l'y portait de plus en plus. Il ne suivait guère la marche du siècle, en restait à sa première conception de l'art, refusait même de voir ce que faisaient les peintres, plus jeunes, qui accaparaient l'attention du public.

Un autre tableau symbolique représentait une belle jeune femme, traînée dans un char par un groupe d'hommes, — un poète, un soldat, un vieil amoureux ignoble, — qu'elle menait à grands coups de fouet. Pour ma part, je préfère ses tableaux plus simples, où il se montre bien peintre, et rien que peintre. Parfois, sa verve satirique le menait aux confins de la caricature. Il nourrissait deux haines bien vivaces, haine des avocats, haine des médecins. Il a fait des croquis étonnants de verve cruelle, où les avocats plaident et les magistrats dorment. Quant aux médecins, rien ne put jamais l'amener à leur ouvrir sa porte, même lorsqu'il tomba gravement malade. Personne n'eût pu sans doute

le sauver, mais au moins un médecin habile aurait adouci ses cruelles souffrances.

Mon pauvre ami mourut d'un cancer à l'estomac, le 27 mars 1879. Il me semblait perdre un des miens. Nous avions été jeunes ensemble ; nous avions vu passer les années sans que jamais notre amitié eût eu à souffrir du temps ou des séparations et, lorsqu'à l'un de nous survenait un bonheur, c'était une joie pour l'autre. Je ressentais pour son talent une admiration sans bornes et pour son caractère si viril, si puissant, une sympathie profonde. Il était pour moi, dans l'acception la plus complète du mot, un véritable ami.

GEORGE-P.-A. HEALY.

LA SENSIBILITÉ ET L'IMAGINATION CHEZ GEORGE SAND

Dans un étroit enclos, à peine séparé, par une grille basse, du cimetière triste, envahi d'herbes folles, où se mêlent les tombes de gazon, dort sous une dalle de pierre la femme au cœur maternel en qui si longtemps a chanté l'âme discrète et douce des landes et des blés. Sa grand'mère est couchée près d'elle, et son père, et le fils qu'elle a tant aimé ; au pied d'un érable au délicat feuillage, une haute plante laisse tomber parmi les buis ses fleurs d'or sur le corps de celle qui, après tant de luttes et d'amères douleurs, est entrée, apaisée et souriante, dans le repos de la mort. La croix qui protège les morts s'est brisée, ce n'est plus qu'un tronc de pierre, usé par le temps, que le lierre est venu vêtir de sa verdure éternelle. Les années ont effacé les sentiers qui séparaient les tombes, et dans un coin sont entassées des croix de bois où se peuvent à peine lire encore des noms inconnus de laboureurs. C'est là, entre l'église basse, agenouillée auprès des trois ormes gigantesques qui étendent leurs bras sur les chaumières, et la maison mé-

lancolique où sa vie a tenu presque entière, que continue son rêve la bonne dame de Nohant, sous la garde fidèle des humbles qui ne sont plus. Ils gisent, pêle-mêle, oubliés des vivants, rendus à la terre maternelle, qu'ils ont si longtemps creusée de leurs sillons, mais leur âme est restée derrière eux : elle demeure tout entière dans l'œuvre de celle qui a su donner une voix à la foule muette des paysans de France.

Dans ce Berry, si doux en sa tristesse, persiste, comme attaché aux lieux mêmes et aux choses, le vivant souvenir de George Sand. Tout ce pays est rempli d'elle, il semble à chaque détour des chemins que va apparaître son visage qu'éclairaient d'un si caressant et mystérieux éclat ses grands yeux pensifs. Il est surtout une *traine*, au fond de la vallée, où j'ai cru entendre murmurer encore son âme dans les branches des vieux arbres : c'est un chemin abandonné qui ne conduit nulle part, l'herbe y avait poussé, verdoyante et haute, au pied des peupliers ébranchés qui montent vers le ciel gris, et des chênes taillés sans cesse qui marquent de leurs corps robustes et difformes les limites des champs. Dans une lande, au bord du sentier, s'étendait comme une nappe brodée par les fées la blanche floraison de l'aubépine, et sous le couvert des grands chênes, indomptés et forts, paissaient parmi les fleurs blanches des vaches blanches et rousses. La rivière chante sa chanson joyeuse auprès des aulnes aux feuilles sombres ; c'est à peine si l'on entend son rire doucement railleur qu'étouffe à demi la haie parfumée, et le vent lui répond en murmurant à la cime des peupliers un vieil air monotone, qui emplit le cœur d'une tendre et pénétrante tristesse.

Nul horizon lointain en ce pays qu'elle aima d'un si

patient amour, ni rochers, ni montagne, ni forêt, mais seulement des prairies où méditent gravement les grands bœufs, des arbres, des landes fleuries d'ajoncs et de roses bruyères, des moulins cachés sous les vernes, et, tapissée de vigne, au bord des grandes terres fromentales, parfois une maison blanche à l'ombre d'un noyer. Un grand silence règne que troublent seuls l'appel d'un berger ou l'aboi d'un chien, mais dans ce silence des bruits que font les hommes parlent sans cesse les mille voix des plantes, des insectes et des eaux, et ces voix George Sand ne se lassait point de les écouter. Jamais cependant on ne sent en cette solitude profonde l'impression douloureuse d'être seul, cette angoisse délicieuse qui étreint le cœur dans les forêts, où, comme en un temple inviolé, Dieu seul est présent ; c'est que l'homme que l'on ne voit point est là tout près. Une charrue oubliée au détour du chemin, l'eau qui chante sous les vannes, un pont fait d'un saule jeté en travers du ruisseau, un chien qui passe affairé sur la lande, un cheval qui broute, les entraves aux pieds, tout rappelle à toute heure le maître absent qui va à l'instant revenir. Tout ce pays du Berry est un pays fait pour l'homme et que l'homme à son tour a comme créé une seconde fois ; la terre n'a point résisté là à ses efforts, mais c'est par lui qu'elle est verdoyante et féconde. Entre elle et ceux qui la cultivent, c'est une intime union, un indissoluble mariage. Aussi cette nature est-elle toute pénétrée et comme attendrie d'humanité. Elle porte en elle une âme presque humaine, l'âme qu'ont déposée dans les sillons les laboureurs d'autrefois ; nul pays qui attache et séduise davantage que cette haute vallée de l'Indre en sa médiocre beauté. C'est au milieu seulement de ces prairies et de ces champs, amis

des hommes, que pouvait grandir le génie de George Sand, ce génie fait de bonté féconde et de passionnée tendresse. Il fallait à ces yeux rêveurs ces longs plateaux ondulés où passent dans la brume du soir les visions étranges qu'évoque la terreur des bergers ; il fallait à cet esprit, hanté d'images, ces longues lignes fuyantes aux contours indécis, ces vastes horizons bleus où s'atténue l'éclat du soleil, cette campagne mystérieuse, coupée de haies fleuries, ces chemins qui se perdent dans la lande ou finissent brusquement à un coude de la rivière. George Sand éprouvait l'impérieux besoin de n'être pas trop souvent ni trop violemment appelée hors d'elle-même. Il lui fallait pendant de longues heures vivre repliée sur soi, pensant à peine, tandis que se construisaient en elle, presque sans qu'elle y aidât, ces fictions merveilleuses où elle s'enchantait elle-même, et qu'elle oubliait dès qu'elle leur avait imposé, en les écrivant, une forme définie. Nulle part elle n'avait mieux cette liberté du rêve qu'en sa maison de Nohant.

De tous côtés, la vue est vite arrêtée. La maison est bâtie entre une cour toute remplie de vieux arbres et que dominent de leur haute stature les grands ormes de la place et une pelouse étroite où poussent des mélèzes, des cèdres et des hêtres. Du jardin fleuri, c'est à peine si l'on aperçoit quelques champs où seuls des buissons épars et de rares noyers trouent la nappe d'or des blés. Un petit bois, encadré de grands tilleuls, et un verger, où l'herbe croît épaisse et haute, le séparent de la route de La Châtre. Quelle autre demeure mieux faite pour y vivre cette vie intérieure, cette vie close et à demi muette, où n'arrivaient qu'atténués, et comme amortis par l'éloignement, les bruits du dehors, la

grande voix sonore et parfois discordante de Paris ? George Sand se sentait vite s'échapper à elle-même au milieu des incessantes discussions de ses amis de lettres, des controverses des théoriciens politiques et des philosophes qu'elle fréquentait à la ville. Elle ne savait pas se désintéresser de ce qui se disait autour d'elle, elle écoutait passionnément ; on eût dit qu'elle voulait attirer en elle et faire sienne la pensée de tous ceux qui l'entouraient : philosophie religieuse, réformes sociales, botanique, géologie, esthétique pittoresque ou musicale, tout était bon à son insatiable curiosité. Mais elle ne pouvait elle-même savoir ce qu'elle croyait et jugeait vrai, que lorsqu'elle était seule. Tant qu'elle n'avait point pris possession de sa pensée par une sorte de discussion intérieure, longuement et solitairement prolongée, tant qu'elle ne l'avait pas faite sienne par une lente et patiente rumination, ce n'était point elle qui pensait à vrai dire, c'étaient les autres qui pensaient en elle et parlaient par sa bouche. Aussi n'est-elle vraiment elle-même que dans ces retraites, peuplées d'amis silencieux, qu'elle a su se faire un peu partout, à Nohant et à Venise, à Gargilesse et à Frascati, à Tamaris ou à Palaiseau. Et, lorsqu'à la fin de sa vie elle a vécu, au milieu de ses enfants qu'elle aimait, dans un isolement, un détachement plus complet encore des choses du dehors, elle a pour la première fois pris nettement conscience de cette partie d'elle-même, la plus intime peut-être et la plus cachée de l'âme d'un artiste, les lois auxquelles obéit son esprit pour concevoir et exécuter une œuvre.

Rien ne ressemble moins, bien souvent, aux procédés qu'appliquent inconsciemment un écrivain ou un peintre, que les théories dont il se fait publiquement et de bonne

foi le champion. Presque tous les artistes sont dominés par un sentiment, une aptitude spéciale, une structure particulière de l'imagination et de la mémoire, qui souvent gouverne en même temps que leur vie artistique leur vie personnelle; mais, cette faculté maîtresse, ils n'arrivent pas d'ordinaire à en prendre une très claire conscience. Les artistes très puissants, d'esprit altier et tranchant, transforment pour les adapter à la nature de leur génie les procédés de composition et les théories esthétiques qu'ils empruntent à autrui : ils s'abusent le plus souvent eux-mêmes et ne voient point que les raisons légitimes des innovations qu'ils cherchent à introduire se trouvent non pas dans tel ou tel ordre de considérations générales, mais dans la structure même de leur imagination ou de leur sensibilité ; ils se savent et se sentent originaux, bien qu'ils se méprennent d'ordinaire sur le degré de leur originalité ; ils ressemblent beaucoup moins encore aux autres qu'ils ne le croient, et les règles qu'ils pensent applicables à tous ne valent que pour eux et pour ceux qui sentent comme ils sentent eux-mêmes. Les artistes, au contraire, qui sont doués de cette humilité de cœur et de cette souplesse d'esprit que possédait si pleinement George Sand, flottent longtemps indécis entre les règles instinctives que leur impose leur manière personnelle de voir les objets et les êtres et de sentir les émotions, règles qu'ils appliquent sans le chercher, et les théories qu'ils entendent professer autour d'eux, et qui leur paraissent vraies bien souvent seulement parce qu'elles sont précises. George Sand est de cette famille d'esprits : un sentiment puissant et doux circule à travers son œuvre entière et l'anime d'un souffle de vie, mais elle ne lui a

point toujours obéi, soumise qu'elle était parfois aux influences du dehors. C'est ce sentiment qu'il importe de démêler.

I

George Sand conte en un passage de l'*Histoire de ma vie* une touchante histoire. Il y avait à La Châtre au temps de sa première jeunesse un pauvre fou qui s'en allait le long des chemins, cherchant sans cesse on ne savait quoi ; il entrait dans les maisons, regardait de tous côtés et s'asseyait sans mot dire. Mais, comme on lui demandait un jour ce qu'il désirait : « Rien de nouveau, répondit-il, *je cherche la tendresse.* » Et il la chercha toute sa vie, par les sentiers abandonnés et les *traines* des prés, dans les bois et les landes, comme dans les maisons des hommes. Il ne se lassa point de poursuivre sans trêve cette tendresse qui semblait le fuir d'une incessante fuite, si bien qu'un jour il se jeta dans un puits où il la pensait cachée. L'histoire de George Sand ressemble fort à celle du pauvre chercheur de tendresse. Plus heureuse que lui, elle a trouvé vers la fin de sa vie cette tendresse apaisée et chaude qu'elle avait si longtemps cherchée, elle l'a trouvée lorsqu'elle s'est elle-même reconquise, qu'elle n'a plus obéi qu'à elle-même, à cet instinct de bonté généreuse, de bienveillance tendre qui était en elle.

George Sand avait, dès les premières années de son enfance, un impérieux besoin d'être aimée, un besoin plus impérieux encore d'aimer, mais elle n'aimait point avec cette ardeur passionnée et jalouse qui mêle parfois de si réelles douleurs au bonheur que trouve l'enfant dans les caresses ; elle se laissait aller à la joie

calme et profonde que donne la confiante tendresse. Nulle enfant ne fut plus docile, plus aisée à gouverner : jamais de révolte, ni de lutte, elle aurait trop souffert du chagrin qu'elle aurait causé ; nulle femme non plus moins soupçonneuse. Elle était clairvoyante, cependant, mais elle n'aimait pas de cette affection inquiète, tracassière, tyrannique, que blesse un mot, un regard, un silence ; elle trouvait bon et juste que ses amis eussent les uns pour les autres une étroite amitié, et ne comprenait guère que l'on pût être jaloux de l'affection qu'elle prodiguait si largement à tous. « On m'accuse de n'avoir pas su aimer passionnément, écrit-elle en 1869 ; il me semble que j'ai vécu de tendresse et qu'on pouvait bien s'en contenter. A présent, Dieu merci, on ne m'en demande pas davantage, et ceux qui veulent bien m'aimer malgré le manque d'éclat de ma vie et de mon esprit ne se plaignent pas de moi. » (*Lettre à L. Ulbach, Corresp.* t. V, p. 333.)

La tendresse, c'était là tout ce qu'elle pouvait donner, et c'était là aussi tout ce qu'elle demandait des autres. Les grandes douleurs qui à certaines heures sont venues la frapper, les déchirements où s'abîmait son cœur n'ont eu souvent d'autre cause que la méprise de ceux qui lui ont cru des passions qu'elle n'avait point et qui parfois ont réussi à la convaincre qu'elle était « dévorée » d'ardeurs qu'elle n'avait point senties. Rien n'est pire que les passions artificielles ; elles font aussi cruellement souffrir que celles qui habitent au plus intime de nous-mêmes, et elles n'apportent avec elles que des joies fugitives et légères, qu'on goûte à peine et qu'on oublie sitôt enfuies.

Autant elle avait besoin parfois d'une sorte de recueillement, d'une véritable solitude intellectuelle, autant

elle avait peur de la solitude du cœur ; elle ne pouvait même concevoir qu'elle pût vivre sans aimer. Dès sa première jeunesse, elle avait compris que le tout de la vie c'est d'aimer, et qu'aimer c'est faire abnégation de soi, se donner tout entier et ne rien exiger en retour ; elle sentait tout ce que l'on gagne à ne pas vivre sa seule vie égoïste et étroite, mais la vie de plusieurs. « Très vite, j'ai eu des principes, écrit-elle à Flaubert, ne ris pas, des principes d'enfant très candide qui me sont restés à travers tout, à travers *Lélia* et l'époque romantique, à travers l'amour et le doute, les enthousiasmes et les désenchantements : aimer, se sacrifier, ne se reprendre que quand le sacrifice est nuisible à ceux qui en sont l'objet, et se sacrifier encore dans l'espoir de servir une cause vraie, l'amour. Je ne parle pas ici de la passion personnelle, je parle de l'amour de la race, du sentiment étendu de l'amour de soi, de *l'horreur du moi tout seul.* » (1872, *Corresp.* VI, p. 248.)

Il est souvent arrivé à George Sand de n'avoir auprès d'elle personne qu'elle pût aimer de cette amitié loyale et tendre personne en qui elle pût, confiante, se reposer joyeusement, et alors elle s'est créé à elle-même un ami idéal, conçu d'après le modèle qu'elle portait dans le cœur : c'est là, plus encore peut-être que la joie qu'elle a toujours sentie à vivre en un monde de rêve, peuplé d'éclatantes et douces visions, ce qui a évoqué en son esprit l'étrange figure de *Corambé*, ce compagnon fidèle de son enfance solitaire. Parfois, au contraire, elle a incarné en un homme ou une femme, qui vivait de sa vie, cet idéal d'amitié douce qui l'avait gagnée à lui tout entière, alors qu'elle restait assise durant de longues heures dans la brande parmi les bergers, auprès du feu de bois mort dont la fumée monte lentement vers

le ciel, comme une prière humble et résignée ; c'est de cet amour religieux, de cet amour libre et joyeux qu'elle aima, au couvent des Anglaises, la mère Maria-Alicia, c'est cette amicale tendresse qui l'unit plus tard à François Rollinat, l'ami parfait.

Dans les attaques les plus violentes de George Sand contre la société, il est bien rare qu'il y ait un accent d'amertume et de haine, et, lorsqu'elle se laisse entraîner à ces déclamations ardentes, à ces invectives enflammées qui retentissent à travers toutes les œuvres qu'elle a composées, jusque vers 1850, ce n'est point elle à vrai dire qui parle, mais sous son nom quelqu'un de ses amis politiques. Personne moins qu'elle ne fut porté à dénigrer, à mépriser ou à haïr ; nulle femme ne fut naturellement plus respectueuse, plus déférente que cette éternelle révoltée. Elle n'a jamais varié dans le jugement qu'à ce point de vue elle portait sur elle-même, et, au moment le plus troublé de sa vie, elle était contrainte d'avouer que, si elle avait pris le mariage en aversion et en dégoût, c'était seulement parce qu'elle était mariée à un homme qui ne l'avait jamais tendrement aimée, et qui surtout ne semblait avoir ni grand besoin, ni grand souci de sa tendresse. « O mon Dieu ! s'écrie-t-elle dans une lettre à J. Néraud, que ces chaînes eussent été douces, si un cœur semblable au mien les eût acceptées. » (*Lettres d'un voyageur*, p. 266.)

Ce dont elle était incapable, c'était d'obéir à qui ne l'aimait point : en dépit du culte religieux qu'elle professait pour le devoir, qu'elle appelle « le maître des maîtres, le vrai Zeus des temps modernes » (*Corresp.* VI, p. 333), elle n'a su à aucune époque de sa vie se plier à une règle abstraite. Elle a toujours été despotique-

ment gouvernée par la crainte de faire souffrir, de « faire de la peine, » mais elle n'a jamais consenti à céder à un ordre, si légitime qu'il pût être, si celui qui le donnait ne devait souffrir que dans son orgueil de son refus d'obéissance. « Je ne sais pas, écrit-elle à sa mère en 1834, supporter l'ombre d'une contrainte, c'est là mon principal défaut. Tout ce que l'on m'impose comme devoir me devient odieux, tout ce qu'on me laisse faire de moi-même, je le fais de tout cœur. » (*Corresp.* I, p. 180.) Elle s'accuse d'être ainsi faite, mais elle n'est au fond qu'à demi persuadée que ce soit là un défaut et, avec les années, elle en viendra assez vite à transformer en vertu cette incapacité à obéir, à obéir même à des raisons. C'est là la racine véritable de cet orgueil qui était en elle, de cet orgueil « indomptable et silencieux » dont elle se vante comme d'une haute et précieuse vertu ; si elle méprise la résignation, ce n'est pas qu'à ses yeux elle soit vile, mais c'est parce qu'elle est froide.

On peut se figurer combien la vie dut être, à certaines heures, cruelle pour cette enfant affamée de tendresse, entre sa mère et sa grand'mère. Toutes deux l'aimaient à plein cœur, mais elles ne savaient ni l'une ni l'autre l'aimer comme il aurait fallu. L'amour de sa mère était un amour jaloux et capricieux, tour à tour passionné et oublieux, qui la troublait et ne la satisfaisait point. M[me] Dupin avait une âme d'artiste, une âme toujours vibrante, toujours inquiète ; elle jouissait de toutes choses ardemment, mais elle se lassait vite du plaisir, auquel elle se donnait tout entière ; le charme en était épuisé en un instant. Comme le sont d'ordinaire les gens qui n'ont reçu qu'une demi-culture, elle était méfiante et susceptible à l'excès ; elle se blessait de tout, et les torts

qu'elle avait le plus de peine à pardonner, c'étaient ceux que son imagination seule créait à tous ceux qui vivaient à son contact. Elle ressentait pour les fictions romanesques le même goût passionné que ressentira sa fille, mais c'était dans sa vie même qu'elle leur donnait place ; ce roman qu'elle rêvait et vivait à la fois était pour elle une inépuisable source d'émotions factices et le plus souvent douloureuses ; elle s'indignait parfois lorsque les autres ne les partageaient point. Tantôt cette mère à l'humeur inconstante n'aimait dans le monde rien autant que sa fille ; elle lui faisait même un crime alors de ne se point brouiller à cause d'elle avec sa grand'mère, qui lui volait, disait-elle, le meilleur de son cœur ; tantôt elle ne répondait plus que par une affectueuse froideur à cette tendresse passionnée qu'elle s'était efforcée de développer chez l'enfant. Déconcertée par ces alternatives étranges de sécheresse et de passion, déçue dans son besoin de tendresse paisible et durable, la petite Aurore se retournait vers sa grand'mère, dont elle sentait instinctivement la grande et sérieuse bonté. Mais la mort de son fils avait brisé chez Mme Dupin de Francueil le pouvoir d'exprimer la tendresse qui persistait ensevelie au plus profond d'elle-même. Puis, bien qu'elle n'eût aucune morgue et qu'elle ne fût point entichée de son rang, il y avait dans ses manières une dignité aimable, une sorte de solennité simple, qui intimidait fort l'enfant et l'éloignait, malgré qu'elle en eût, de cette grande dame qui ressemblait si peu à sa mère et à la bonne tante Lucie, les filles du marchand d'oiseaux. Ce n'était pas non plus auprès du précepteur Deschartres, cet étrange composé d'austère honnêteté et de fatuité pédante, ni auprès de son frère, garçon brutal et taquin, en dépit de son bon et franc cœur, qu'Aurore Dupin pouvait trouver

la satisfaction de cet appétit d'être aimée, qui la possédait toute. Aussi se laissait-elle alors fréquemment entraîner à une hallucination douce qui la ravissait hors du monde réel et la transportait au pays enchanté où vivait Corambé.

Cet amour idéal cependant ne lui suffisait pas, il fallait à l'inépuisable tendresse qui était en elle un objet plus réel ; elle se prit à aimer de toute la force de son cœur le petit monde d'enfants qui s'agitait autour d'elle, enfants de métayers et de fermiers, pasteurs de vaches, de porcs ou de moutons. Ce furent eux qui lui enseignèrent à être gaie, à rire, à jouer, à prendre intérêt à autre chose qu'à des rêves. « J'aimais, dit-elle, la solitude de passion, j'aimais la société des autres enfants avec une passion égale. » (*Hist. de ma vie*, t. III. p. 30.) C'est de cette époque que date son désir de partager avec les autres tout ce qu'elle possédait, son rêve naïf et tendre de communisme auquel elle n'a jamais vraiment renoncé. Il lui était douloureux de penser que cette terre où murissaient les moissons, ces troupeaux qui paissaient dans les prés étaient à elle et n'étaient point en même temps à ces enfants qu'elle aimait. Les longues et fastidieuses conversations du brave Deschartres, qui s'employait consciencieusement à l'initier à tous les secrets du métier de propriétaire, alors qu'elle avait douze ans à peine, n'eurent d'autre résultat que de la confirmer dans le dégoût de la possession de la terre, où elle ne vit jamais qu'une charge et qu'un ennui. Ce désir de vie fraternelle, ce souhait passionné que tous participent également à la jouissance de la terre, bien commun des hommes, ne l'a jamais quittée ; c'est l'âme vivante de tous ces systèmes dont elle s'est faite tour à tour la fervente adepte et l'interprète éloquente.

George Sand n'a été si aisément conquise aux doctrines des théoriciens socialistes que parce qu'ils avaient auprès d'elle cause gagnée d'avance ; peu lui importent en réalité les dogmes divers auxquels elle se laisse convertir sans résistance et qu'elle abandonne presque sans regrets, ce sont les formes éphémères et périssables que revêt, sous les multiples influences de ceux qui pensent autour d'elle, ce qui seul est immortel en son cœur, un sentiment de tendre et infinie pitié.

Leurs idées sur l'émancipation de la femme et le rôle qui doit lui appartenir dans la société nouvelle, sur le droit d'aimer à sa guise, sans entraves et sans règles, ont beaucoup moins contribué qu'il ne semble tout d'abord à la ranger au parti des réformateurs dont elle a prêché les doctrines. En dépit des apparences contraires, elle a toujours eu pour la famille un religieux respect; elle n'a jamais pensé que la femme fût appelée à jouer normalement un rôle politique actif, et ce sont précisément les conceptions que s'étaient faites de la femme et de l'amour Enfantin et Fourier qui l'ont toujours empêchée de devenir un disciple orthodoxe des grands utopistes socialistes du commencement du siècle. Si elle est devenue l'adepte des théories les plus avancées, jusqu'au point de mériter de l'un de ses amis l'épithète de *babouviste*, c'est moins par un appétit d'égalité que par ce désir passionné, qui était en elle, d'un bonheur universel où chacun pourrait enfin avoir part. Sa tendresse, toujours frémissante des souffrances d'autrui, est sa vivante inspiration bien plutôt qu'une idée de justice abstraite et, si grand que soit son amour des pauvres, elle serait toute prête à plaindre les riches, s'ils regrettaient dans le nouvel état de choses leurs richesses passées. Son rêve, c'est l'avènement du règne de Dieu

sur la terre, c'est le bonheur et la joie de tous, pauvres et riches d'hier, au sein d'une association égale et fraternelle, où chacun travaillerait pour tous, où l'on ne connaîtrait plus la haine ni l'envie, la violence ni l'injustice. Tous ces rêves de George Sand, ce sont les idées mêmes qui nous paraissent si originales et si neuves lorsqu'elles nous reviennent de Russie ; ce sont celles dont a vécu la France de 1848 et qui en ce temps là n'étaient déjà plus très nouvelles : il y avait longtemps que les disciples ébionites du Christ les avaient annoncées à tout l'Orient.

Mais, alors qu'elle n'était encore qu'une enfant, George Sand ne pouvait guère se consoler par ce rêve d'universelle amitié de ne point trouver autour d'elle la tendresse qu'elle devait, comme le pauvre fou, chercher sans cesse. C'est au couvent des Anglaises, où elle fut placée par sa grand'mère, qu'elle put satisfaire pour la première fois son besoin d'aimer. Elle aima bientôt tout le monde dans le couvent, jusqu'à ses maîtresses, mais c'est surtout sur la mère Maria-Alicia que se reporta la tendresse filiale qui était en elle et dont elle n'avait pu jusqu'alors trouver l'emploi. Ses deux mères l'avaient aimée de passion, et s'étaient jalousement disputé son cœur, sans songer aux tortures qu'elles infligeaient à cette enfant rêveuse et tendre, qui avant toutes choses eût eu besoin de calme, de gaieté, d'une vie libre, ordonnée et souriante. George Sand sentait à cet âge le besoin d'être dirigée sans être opprimée, reprise sans être grondée, aimée sans être adorée ; elle sentira ce même besoin toute sa vie, et elle ne pourra que bien rarement le satisfaire. Cette affection raisonnable et forte où elle aspirait, Maria-Alicia la lui fit goûter, et, cette même amitié tendre, elle la chercha ardemment lorsqu'elle

fut rentrée dans le monde, et au travers, bien souvent, d'étranges aventures de cœur. Mais il ne suffisait point à Aurore Dupin d'être aimée, il lui fallait se donner toute, se sacrifier à ceux qu'elle aimait ; la mère Maria-Alicia n'avait que faire de ce don parfait d'elle-même, elle n'avait à lui demander ni sacrifice ni dévouement. Peut-être est-ce la véritable origine de la crise religieuse qu'eut à traverser cette enfant enivrée de tendresse.

Aurore Dupin n'était pas pieuse lorsqu'elle entra au couvent. On lui avait enseigné la mythologie avant même le catéchisme : légendes sacrées et légendes profanes, contes de fées et récits évangéliques, tout cela vivait en bonne intelligence en son esprit et tout cela avait pour elle même valeur ou peu s'en faut. Elle avait fait à La Châtre une première communion de convenance, et le brave vieux curé de Saint-Chartier, qui dans ses sermons n'entretenait guère ses paroissiens que d'affaires de ménage, n'était pas homme à prendre sur elle une grande influence ; il faut dire, au reste, qu'il n'y tâchait point. Aussi les effusions mystiques de la jeune fille allaient-elles plutôt vers Corambé que vers Jésus et, à dire vrai, lorsqu'elle quitta Nohant, elle n'était chrétienne qu'à demi. La vie du couvent ne la rendit pas beaucoup plus dévote, mais il fallut un objet à cet ardent besoin d'aimer qui chaque jour grandissait en elle. « J'avais une sorte de culte pour M[me] Alicia, écrit-elle, mais c'était un amour tranquille, il me fallait une passion ardente. Tous mes besoins étaient dans mon cœur, et mon cœur s'ennuyait. » (*Hist. de ma vie*, t. III, 177.) Il semble que George Sand se fasse illusion et cède au goût romantique que son éducation lui avait imposé, lorsqu'elle vient parler ici de passion ; elle ne souffrait pas d'être paisi-

blement aimée par celles qui l'aimaient ; ce qui était pour elle une souffrance véritable, c'était de ne se donner point, d'aimer d'un amour inactif ; elle n'était point lasse de l'apaisement qu'avaient fait en elle ces sereines amitiés, mais elle ne les jugeait pas assez exigeantes.

De là cet ennui, ce découragement vague, cette tristesse qui s'emparaient d'elle à certaines heures ; elle sentait en elle comme un trop-plein de forces dont elle ne trouvait pas l'usage. Et cependant elle ne cherchait pas Dieu ; elle n'avait point le sentiment que le Christ serait pour elle cet ami ardent et doux qui exigerait sa vie entière et que depuis longtemps elle appelait. Un soir vint, un soir d'été, embaumé et doux, où, dans la chapelle du couvent, la grâce s'approcha d'elle et la conquit tout entière. « J'en fus si reconnaissante, si ravie, dit-elle, qu'un torrent de larmes inonda mon visage. » Si son confesseur, l'abbé de Prémord, avait encouragé cette ferveur naissante, nul doute qu'elle ne fût entrée dans la vie religieuse, qui exerçait sur elle, à ce moment de libre et heureuse confiance en Dieu, un invincible attrait. Mais il semble que ce vieux prêtre, au cœur droit et simple, ait vu en elle plus clair qu'elle-même et ne se soit point mépris sur le sens de l'inconscient travail qui venait de s'accomplir dans son esprit.

La jeune fille avait pris pour la voix même de Dieu le mystérieux appel de cette tendresse qu'il lui fallait toujours chercher et qui toujours fuyait devant elle. A peine était-elle revenue à Nohant depuis quelques semaines que, tout entière déjà au plaisir de courir les champs, de revoir la rivière, les plantes sauvages, les prés en fleur, elle sentait s'atténuer l'ardeur de son mysticisme. La lecture assidue du *Génie du christianisme*, des métaphysiciens du XVIIe et du XVIIIe siè-

cles, et des poèmes de lord Byron, fit le reste, et, lorsque mourut sa grand'mère, Aurore Dupin avait perdu cette foi vivante dans le Dieu de l'Evangile qui, un instant, lui avait rempli l'âme.

Mais il resta à George Sand, de ces deux années de vie en étroite communion avec le divin, une sorte d'exaltation sans objet, qui vint renforcer et grandir encore ce besoin d'amour qui, toujours plus impérieusement, gouvernait sa vie. Nous pouvons entendre comme un écho affaibli de cette voix qui lui parlait avec une si altière douceur sous la lampe d'argent de la chapelle, embaumée des parfums de la nuit, dans les ardentes prières du père Alexis et de son élève aimé, les disciples du Christ de l'avenir, l'abbé Spiridion. Jamais, au reste, George Sand ne put se désintéresser et se déprendre de cette vie divine qu'elle avait vécue durant les heures brèves de sa vocation chrétienne. Sa religion alla sans doute se dégageant des dogmes et des formules, mais il est un sentiment qui tient dans son œuvre une aussi large place que l'amour même, c'est l'adoration.

Elle sent en toutes choses l'omniprésence de Dieu, elle ne peut se soustraire au victorieux attrait de la majesté divine, qui se révèle sans cesse dans l'éternelle vie de l'univers, sans jamais se dévoiler tout entière ; il lui faut se prosterner devant ce Dieu, qui lui est partout sensible, et, dans le recueillement et le silence, adorer sa volonté, toujours bonne et sainte. Autant elle a peu de respect intérieur pour les lois sociales, qui ne lui paraissent jamais que des conventions établies par les hommes et qu'ils peuvent modifier à leur gré, autant elle éprouve d'intime vénération pour tout ce qui lui apparaît comme un ordre de Dieu ; elle ne connaît point, du jour où elle est sortie de cette crise de désespoir dont est née *Lélia*,

la révolte ni le blasphème. A la mort de son petit-fils, elle écrit à Barbès : « Quelle douleur ! nous n'en sommes pas encore revenus et pourtant je demande, je commande un autre enfant, car il faut aimer, il faut souffrir, il faut espérer, créer, être, il faut vouloir enfin, dans tous les sens, humains et naturels.... Il faut toujours se relever, ramasser, rassembler les lambeaux de son cœur, accrochés à toutes les ronces du chemin et aller toujours à Dieu avec ce sanglant trophée. » (1865, *Corresp*, t. V, 77-78.)

Si elle se résigne ainsi aux volontés du Père, c'est qu'elle le sent bon d'une bonté infinie, de cette bonté qu'elle avait vainement cherchée autour d'elle. Aussi certains dogmes lui font-ils horreur, celui par exemple des peines éternelles ; elle a en haine ce qu'elle appelle la religion de la peur ; l'adoration que Dieu demande, c'est la confiance, le joyeux abandon de l'âme et de la vie entre ses mains paternelles. George Sand avait une ardente foi dans l'universel bonheur que l'avenir tient enfermé en son mystère, et, jusqu'à son dernier jour, elle a espéré qu'en ce monde même serait un jour fondé le royaume de Dieu. Sa religion, vers la fin de sa vie, se réduisait presque à un acte d'amour continuel et silencieux ; elle redoutait les théories compliquées et nuageuses qui l'avaient séduite dans sa jeunesse, parce qu'elles lui semblaient cacher Dieu, qu'il ne faut point chercher à définir, mais sentir toujours tout près de soi, comme un ami qui compatit à vos peines et les console. Elle ne peut vaincre l'aversion que lui inspirent les dogmes qui relèguent Dieu en un lointain paradis d'où il regarde indifférent le jeu immuable des lois éternelles. La nature tout entière est divine, partout fermente et rayonne l'amour sacré du Père universel. « Je ne peux

pas me représenter, écrit-elle, un Dieu hors du monde, hors de la nature, hors de la vie. » (*Nouvelles lettres d'un voyageur*, p. 205). Mais ce Dieu, épandu dans l'univers, est un Dieu personnel cependant, une âme de justice et de bonté.

Lorsque la foi très ardente et très naïve qu'elle avait au dogme catholique s'ébranla chez George Sand en ces années de jeunesse solitaire, une religion personnelle ne vint point toutefois remplacer aussitôt la doctrine où ne se pouvait plus attacher sa croyance. La jeune fille se reprit à rêver ; elle faisait à cheval de longues promenades où rien ne la venait distraire que la rencontre des troupeaux silencieux qui passent, graves et lents, sur la brande, et des bandes d'oiseaux voyageurs qui traversent le ciel. Ses camarades d'enfance avaient grandi ; ils ne pouvaient plus la traiter en égale ; elle était maintenant une demoiselle, ils étaient restés des paysans. Ses jours et ses nuits se passaient auprès du lit de sa grand'mère, à demi paralysée et qui ne se levait plus qu'à peine ; elle ne dormait plus et, réduite à la société maussade de Deschartres et aux entretiens sceptiques d'un jeune gentilhomme du voisinage, qui lui enseignait l'ostéologie, elle se sentit envahie par une profonde tristesse.

L'étude ne la consolait point ; durant des nuits entières elle lisait Leibniz, mais elle n'avait pas l'esprit métaphysique. « Je suis un être de sentiment, dit-elle, et le sentiment seul tranchait les questions à mon usage.» (*Histoire de ma vie*, t. III, p. 303.) Il lui manquait, au reste, pour comprendre ce qu'elle lisait, les premières notions des sciences ; elle tenta de prendre quelques leçons avec Deschartres, mais elle se lassa vite de cet enseignement qui ne lui parlait point au cœur. « Ce cœur

avide se révoltait dans l'inaction où le laissait le travail sec de l'attention et de la mémoire. Il ne voulait vivre que par l'émotion. » (*Histoire de ma vie*, p. 309.)

A une période plus avancée de sa vie, George Sand a rendu à la science un culte sincère, très ardent et très pieux ; elle a aimé de passion la botanique, elle aurait voulu surprendre les plus intimes secrets de cette vie des plantes, qu'il lui semblait parfois vivre elle-même, et il n'est pas de détail, si aride, si minutieux qu'il soit, qui ne l'attache et ne la charme, s'il peut rendre plus évidente encore à ses yeux cette étroite communion, cette parfaite harmonie de la nature et de l'homme qu'elle a si profondément sentie. Elle n'a jamais très nettement distingué la science de la philosophie, elle n'a jamais compris en quelles étroites limites se doit enfermer la science si elle veut demeurer certaine. Bien souvent elle s'est condamnée à étudier des heures entières à la loupe la corolle d'une fleur ; durant des semaines, elle étiquetait des minéraux sans se lasser jamais, elle imposait à sa mémoire rebelle de retenir d'interminables classifications, mais elle espérait que toute cette bonne volonté lui serait comptée, que cette patiente étude des faits lui ferait plus claires les lois éternelles de l'univers et qu'alors elle se sentirait plus près de ce Dieu qu'elle a toujours cherché d'un si ardent amour. La recherche de Dieu, tel est en réalité pour elle l'objet de la science. Elle espère que le voile qui enveloppe l'Eternel deviendra moins épais et que, dès lors, il n'y aura plus d'athées. Cette foi, faite de confiance et d'amour, quelle autre religion eût-on pu attendre de l'obstinée « chercheuse de tendresse ? »

Mais ce n'était pas dans les sèches leçons de mathématiques que lui donnait avec un pédantisme de demi-

savant le bourru et solennel Deschartres, qu'elle pouvait trouver satisfaction à ce besoin toujours croissant en elle d'admiration et d'amour. Elle se sentit bientôt prise d'un dégoût de toutes choses, d'une infinie lassitude de vivre ; cette lassitude fut portée si loin que la jeune fille ne tarda point à être hantée par des pensées de suicide ; un jour qu'elle suivait le bord de l'Indre, elle poussa son cheval dans la rivière et, si elle n'eût craint que son précepteur ne se noyât en tentant de la sauver, elle se fût laissé entraîner au fil de l'eau. Le désespoir ne s'était cependant pas bien solidement installé dans son cœur, et il n'aurait fallu autour d'elle que plus de tendresse et de joie vivante pour qu'elle ne le connût jamais. « La douce gaieté de ma cousine Clotilde, avoue-t-elle elle-même, était un baume pour moi. Quelque malheureuse ou intempestivement tournée aux choses sérieuses que l'on soit, on a besoin de rire et de folâtrer, à dix-sept ans, comme on a besoin d'exister. Oh ! si j'avais eu à Nohant cette adorable compagne, je n'aurais peut-être jamais lu tant de belles choses, mais j'aurais aimé et accepté la vie. » (*Histoire de ma vie*, t. III, p. 382.) Lorsqu'après la mort de sa grand'mère, sa mère l'installa au Plessis chez les Rœttiers, elle retrouva vite dans cette vie saine et libre, si bien faite pour elle, sa bonne et joyeuse humeur de petite fille ; désespérance, angoissantes questions que l'infini oblige à se poser, ardentes aspirations vers un vague idéal, tout fut bien vite oublié. Elle était tendrement et maternellement aimée par Mme Angèle, entourée d'enfants qui se faisaient gâter par elle : il ne lui fallait rien de plus.

Si courte qu'elle ait été, cette période de désespoir que George Sand avait traversée pendant ces mois de solitude dans la maison muette de Nohant marqua son

esprit d'une ineffaçable empreinte. Les déceptions cruelles que lui avaient apportées le mariage et l'amour ne suffiraient point à expliquer l'étrange poème de *Lélia;* elle n'avait point, au reste, au moment où parut son livre, passé par la plus douloureuse épreuve qu'il lui ait fallu subir et, deux mois après qu'il eut été publié, elle en venait même à écrire : « J'ai blasphémé la nature et Dieu peut-être dans *Lélia;* Dieu, qui n'est pas méchant et qui n'a que faire de se venger de nous, m'a fermé la bouche en me rendant la jeunesse du cœur et en me forçant d'avouer qu'il a mis en nous des joies sublimes. » (Arvède Barine, *Alfred de Musset*, p. 59.) Les raisons qu'elle donne dans l'*Histoire de ma vie* de cette désespérance qui lui faisait lancer contre Dieu ces violentes imprécations, exhaler vers lui ces plaintes d'une si douce et pénétrante tristesse, ces raisons n'expliquent rien. Sans doute, c'est « la souffrance de la race humaine » qui lui arrache ces cris de désespoir, mais son cœur ne s'est jamais fermé à l'universelle pitié, et il s'est apaisé cependant, et elle a cessé de maudire la mystérieuse destinée de l'homme et de pleurer sur l'inutile douleur de vivre.

Serait-il juste cependant de ne voir dans *Lélia*, l'œuvre la plus personnelle, la plus émouvante peut-être avec l'*Histoire de ma vie* qu'ait jamais écrite George Sand, qu'un pastiche de la poésie byronienne? Elle écrit elle-même à son ami Rollinat, un an après l'apparition de son livre (1834) : « Ce livre si mauvais et si bon, si vrai et si faux, si sérieux et si railleur, est bien certainement le plus profondément, le plus douloureusement, le plus âcrement senti que cervelle en démence ait jamais produit.... C'est un cœur, tout saignant, mis à nu, objet d'horreur et de pitié. » (*Lettres d'un voyageur*, p. 124.)

George Sand est ici certainement sincère ; Lélia, c'est elle à coup sûr, et Sténio, Trenmor, Pulchérie même, c'est elle encore et elle seule. Le roman tout entier est une œuvre allégorique, un vivant symbole d'une rare et précieuse beauté. Mais les sentiments qu'incarnent les divers personnages de cette lente et douloureuse tragédie, George Sand, alors qu'elle écrivait son livre, ne faisait que s'en ressouvenir. Ils ressuscitaient en sa pensée, et elle revivait les heures où s'enfuyaient de son âme les lueurs pâlissantes de la foi qui naguère l'avait consolée, les heures qu'elle avait vécues, tristement enfermée dans sa petite chambre de Nohant, tandis qu'arrivait jusqu'à elle, parmi les mille rumeurs vagues de l'orgie, le bruit des bouteilles qu'on brisait et le refrain aviné d'une chanson grossière ; elle avait pleuré de longs soirs, songeant comme la vie lui eût semblé douce si seulement elle eût aimé l'homme dont il lui fallait habiter la maison. En ces nuits cruelles, elle écoutait résonner dans son cœur l'écho d'un passé tout proche et cependant déjà lointain pour elle, l'écho des paroles de désespoir et de mort qui chantaient en elle leur chant monotone, durant d'autres nuits douloureuses, ces nuits qu'elle avait veillé près du lit de sa grand'mère pendant les longs mois qu'elle mourut lentement ; la jeune fille avait alors rêvé les yeux grand ouverts toutes les visions éclatantes de malédiction et de néant qu'elle a racontées plus tard dans *Lélia*.

Si la vie qu'elle avait menée au Plessis avait pu se continuer toujours, elle eût oublié peut-être ces heures de doute et de morne tristesse, où elle souffrait de n'être point aimée, mais elle se maria, et la douleur d'être mal aimée, la douleur plus grande de n'aimer point évoquèrent bien vite en elle, assombries encore,

ces rêveries cruelles qui hantaient ses promenades de jeune fille à travers les prés déserts ; elles grandirent dans l'oisiveté de son cœur solitaire.

La vie de Mme Dudevant fut celle même d'Aurore Dupin ; elle ne se lassa point de poursuivre cette tendresse qui lui échappait toujours. Elle ne tarda pas à s'apercevoir que son mari ne se souciait que fort peu d'être tendrement aimé et que la société de ses chiens de chasse lui était plus douce que celle de sa femme. Aurore s'était laissé marier ; elle était fort inerte de volonté et rien n'était plus aisé que de la diriger ; son fiancé du reste ne lui déplaisait pas. Mais, le mariage fait, elle aurait ardemment souhaité d'être une amie pour son mari. Le malheur, c'est qu'il ne le comprit pas ; cette femme de dix-huit ans qui jouait avec des enfants, comme si elle eût été elle-même une petite fille, et qui lisait de gros livres fort savants, qui aimait de passion la campagne et semblait cependant si dépaysée dans une ferme et incapable de rien diriger, c'était pour cet ancien sous-lieutenant une énigme trop difficile et qu'il renonça vite à deviner.

Il était dès lors certain que cette affection intime et tendre que son mari lui refusait, elle serait condamnée à la chercher sans cesse ; c'est cette tendresse confiante qu'elle implore de ses amis, c'est cette tendresse qu'elle espérera à certaines heures de sa vie trouver dans l'amour ; c'est ce même besoin d'aimer et de se dévouer qui pendant dix ans la transformera en une sorte d'apôtre, qui ira prêchant et prophétisant la grande repentance et le proche avènement du royaume de Dieu, selon l'évangile de Pierre Leroux.

Mais, à mesure que venaient les années, et, déjà à l'époque où elle écrivait *Valentine* et *Lélia*, on le pou-

vait pressentir, un changement se faisait dans sa manière d'aimer : elle devenait maternelle. Jusque dans ses passions les plus vives, elle garda d'ordinaire cette attitude protectrice et doucement caressante. Elle craignait de faire souffrir, d'humilier, de blesser ; elle avait plaisir à entourer de « gâteries » ceux qu'elle aimait, à les soigner, à les aider en toutes choses. Elle mettait de côté tout amour-propre, elle se résignait à toutes les concessions, elle n'était point avide de dominer, ni jalouse : c'est que c'était pour eux et non pour elle qu'elle aimait tous ceux à qui elle a donné sa tendresse ; elle en était du moins persuadée. Elle était par-dessus toutes choses d'une exquise et parfaite bonté ; elle a éprouvé sans doute, et plus encore peut-être subi, d'ardentes et violentes passions, mais ce sont les circonstances, c'est le milieu où elle a vécu, le milieu intellectuel surtout qui l'ont faite passionnée. Elle était née bonne et tendre, et telle elle est restée jusqu'aux dernières années de sa vie, ces années qu'elle a vécues, entourée d'amitiés fidèles, dans la sérénité douce de son indulgente vieillesse, les yeux fixés sur ces horizons bleus où elle avait vu, en d'autres temps, passer des visions de désespoir.

Il y avait toujours eu du reste chez George Sand un goût très vif pour la vie intime et familière : c'étaient les enfants surtout qu'elle adorait. « J'aurais dû, dit-elle, être bonne d'enfants ou maîtresse d'école. » (*Histoire de ma vie*, t. IV, p. 335.) Elle écrivait à Flaubert en 1863 : « L'individu nommé George Sand se porte bien, il savoure le merveilleux hiver du Berry, cueille des fleurs, signale des anomalies botaniques intéressantes, découpe des décors, habille des poupées, lit de la musique, mais surtout passe des heures avec sa petite fille Aurore, qui est une fillette charmante. » (*Corresp.*

V, p. 279.) En 1854, elle avait déjà le même plaisir à partager les jeux des enfants, à vivre au milieu des plantes dans le silence de son jardin. « Je me livre avec furie au jardinage par tous les temps, écrit-elle à son ami V. Borie, cinq heures par jour avec Nini (sa petite fille) à côté de moi, piochant et brouettant aussi. » (*Corresp.* IV, p. 5.) Jamais d'ailleurs elle n'avait senti pour le travail des doigts le mépris superbe de certaines femmes de lettres ; alors qu'elle avait en ses premières années de mariage l'âme toute pleine des vers sonores et désespérés des poètes romantiques, elle passait de longues journées cependant à coudre, à broder, à préparer des remèdes pour les pauvres gens du pays.

Mais elle aimait aussi de passion la vie en plein air. Courir à cheval, en voiture ou à pied les sentiers de montagne et les chemins de plaine, dormir à l'ombre douce des bois, manger en un coin de prairie près des eaux mugissantes d'un torrent, ou bien regarder jouer des enfants à la marge d'une source où se penchent les vertes chevelures des plantes fontinales, c'étaient là ses grandes joies. Elle savait « s'amuser » naïvement, et à soixante ans elle jouissait de toutes ces choses enfantines et charmantes, comme au temps où jeune fille elle courait sur les pelouses du Plessis. Mais tout son plaisir était gâté dès qu'elle sentait autour d'elle un chagrin, une tristesse ou même un souci. Les heures plus radieuses de sa vie sont celles peut-être qu'elle a passées en cette retraite de Gargilesse où rien ne la venait troubler, entre les grands bois chanteurs et la rivière d'émeraude où se mirent les rochers noirs.

L. MARILLIER.

(*La fin prochainement.*)

UN INGRAT

NOUVELLE

TROISIÈME ET DERNIÈRE PARTIE [1]

Quand midi sonna et que la cloche du hall annonça le déjeuner, le vieillard descendit. Il pénétra dans la salle à manger avec une sensation nouvelle pour lui d'embarras et de timidité. Dans ses années de richesse et de célébrité, il n'avait jamais été un être sociable. Il avait vécu à sa guise, fuyant le monde en général. Il était resté du peuple, breton et loup de mer jusqu'au fond du cœur et dans toute l'acception de ces deux mots. Sauf avec quelques artistes affranchis comme lui des liens de la convention, il avait toujours pris ses repas seul ; et l'extrême dénuement des vingt dernières années de son existence l'avait habitué à manger comme il vivait, c'est-à-dire tout seul et de la manière sauvage et grossière qu'imposent la solitude et la pauvreté.

C'était donc pour lui un supplice que de paraître au milieu de ces étrangers.

La salle à manger était une vaste pièce aux panneaux de bois, au plafond enluminé ; elle était imposante, belle, richement meublée. L'architecte, les décorateurs et les tapissiers de la maison avaient prodigué leurs talents afin d'arrondir leurs bénéfices. Roscoff se crut dans une église.

Le directeur s'approcha, souriant et cordial :

[1] Pour les deux premières parties, voir les livraisons de février et mars.

— Soyez le bienvenu à notre table, monsieur Roscoff, dit-il aimablement. J'espère que vous nous apportez un bon appétit. C'est la meilleure sauce d'un plat, à ce que prétend un poète anglais.

Le peintre s'avança, — gauche, confus, gêné, — et s'assit tout au bord de la chaise qu'on lui désigna. Il y avait seize personnes, y compris le secrétaire et le directeur, autour de la grande table ovale, couverte d'une nappe damassée, d'argenterie, de cristaux et de fleurs dans des vases de vieux Rouen. Les seize examinèrent Roscoff avec curiosité et une hostilité naissante. Des regards de chiens gras pour le chien égaré et famélique.

Le vieillard était lui-même furieux de son propre embarras. Lui, dont la sauvage indépendance n'avait plié devant aucun homme, il se laissait intimider par la vue de la vaisselle, du linge, et par quelques regards ! Il avait oublié les usages de la bonne compagnie, surtout l'usage de la fourchette et de la serviette; il s'était si longtemps contenté de son couteau de poche pour manger son pauvre dîner sur le coin de sa table bancale ; si longtemps une cuiller d'étain lui avait suffi pour absorber la soupe à l'oignon, quand il était assez riche pour s'en offrir ! Tous ces yeux rivés sur lui tuèrent l'appétit qu'il avait, malgré son embarras, après un si long jeûne. En vain son voisin de droite, un vieux compositeur de musique, à qui son nom était bien connu et qui était un de ses contemporains, essaya de rompre la glace et d'engager la conversation. Le peintre répondit par quelques monosyllabes incompréhensibles ou disgracieux. Les autres parlaient, beaucoup riaient, quelques-uns discutaient les nouvelles du jour, ceux-ci applaudissaient à l'esprit du directeur. Roscoff ne put ni parler, ni écouter et, bien que les plats fussent bons et délicats, il semblait étrangler à chaque bouchée qu'il s'efforçait d'avaler. Oh ! le pain de la charité !

Il sentait également que, avec sa grossièreté, son impolitesse, il ne ressemblait pas aux gens qui l'entouraient. Pourtant c'étaient des pauvres aussi, mais des pauvres qui avaient adopté les manières policées et ternes d'une société sans préjugés. Lui, il avait fui cette société conventionnelle, il s'en était tenu loin, si loin qu'il en avait oublié les manières et le langage.

Il se leva avant les autres, avant que le directeur eût donné le signal de se lever. Il quitta la table et la salle à manger sans adresser la parole à personne.

— Quel ours ! s'écria un des pensionnaires, ancien journaliste qui n'avait pas plus de titres que le premier ramoneur venu à faire partie de la maison.

— Le voir manger suffit à vous couper l'appétit ! ajouta un monsieur qui, dans son temps, avait écrit de jolies petites berquinades et des proverbes pour la scène et qui avait été un des favoris de l'impératrice à Compiègne.

— Messieurs, fit le compositeur, si c'est ici le refuge des hommes de génie, personne n'y est venu avec de meilleurs titres que Pierre Roscoff.

Cette déclaration jeta un froid parmi les Parnassiens. Quelques-uns avaient eu du talent, aucun du génie, et ils le savaient.

Ils secouèrent bientôt cette impression désagréable.

— Alors le génie devrait manger seul dans une cage, comme les bêtes fauves, répliqua avec un ricanement courtois l'auteur d'églogues et d'idylles appréciées à Compiègne.

— Je vous demande pardon, messieurs, du dommage que vous avez pu souffrir, mais la règle... dit le directeur en trempant ses doigts dans l'eau de rose d'un bol de cristal.

Les jours suivants furent une répétition routinière de celui-là. Ils se ressemblaient tous dans leur intolérable monotonie.

Deux fois par jour Roscoff était obligé de supporter ce tourment de manger à la table commune. Deux fois par jour, il allait chercher Pépin, lui faisait faire une promenade, restait dehors avec lui pendant des heures, quelque temps qu'il fît. C'était le seul adoucissement qu'il pouvait apporter à la captivité du chien et à la sienne.

Mais, sans ces longs moments passés dans les champs, dans les bois, dans la campagne, pour consoler Pépin, l'existence eût paru insupportable au peintre. Il n'avait lié connaissance avec personne. Au déjeuner et au dîner il s'enfermait dans son mutisme. Son embarras ne se dissipait pas. Le vieillard ne pardonnait nullement aux pensionnaires leurs curiosités, ni aux employés leur surveillance, leur immixtion dans sa

vie, et son imagination surexcitée amplifiait des torts qui en réalité n'étaient pas bien grands.

Mais, chaque fois qu'il sortait, il devait annoncer cette intention au bureau; chaque fois que pendant la nuit il voulait fumer son tabac fort, il devait aller au fumoir, où il lui semblait, au milieu des divans de cuir, des crachoirs argentés, et sous l'éclat des lumières électriques, que sa courte pipe noire, — une vieille amie, — manquait de saveur et ne lui procurait aucun plaisir.

Il ne dérageait pas dans sa splendide prison, comme Pépin ne dérageait pas dans son hangar, au bout de sa chaîne.

Le vieux compositeur et deux ou trois autres essayèrent d'entrer en relations amicales avec le peintre, mais il repoussa leurs avances et résista à leurs efforts, croyant qu'ils avaient l'intention cachée de le tourner en ridicule.

Ceux-ci firent comme les autres et le laissèrent dans sa solitude. Dans la maison, on l'avait surnommé le hérisson.

Il s'efforça de se conformer aux règlements de l'endroit et de maîtriser son impatience, ses rébellions, son entêtement, ses violences et son indépendance de caractère. Mais il n'y arrivait pas toujours et se livrait souvent à de regrettables incartades. Il était détesté par tout le monde, depuis les domestiques, à qui il ne pouvait graisser la patte, jusqu'aux pensionnaires de talent jouissant comme lui des libéralités des frères Firmin-Fuchs. Il montrait un mépris peu judicieux et trop visible pour le passé et les prétentions de ses collègues.

Il passa pour morose quand il n'était que triste; il passa pour un rustre quand il n'était que peiné, exaspéré par la perte de sa liberté.

Il était en outre perpétuellement obsédé par un doute qui le torturait comme un remords. Est-ce que ce sacrifice si pénible pour lui était réellement utile à l'enfant pour l'amour duquel il le faisait?

A la fin du premier mois, il alla, comme c'était convenu, voir Max à la pension où on l'avait mis.

Celle-ci, située près du Jardin des Plantes, était entourée de parterres : ensoleillée, claire et attrayante, c'était une pension faite exprès pour les rejetons de familles distinguées.

Roscoff fut introduit dans un petit bureau où on le pria d'at-

tendre. « Monsieur Max, lui dit-on, ne tarderait pas à venir. »

Le peintre avait amené Pépin avec lui, et le chien était tout frétillant et joyeux, comme s'il avait deviné qui il allait revoir.

La porte s'ouvrit.

— Monsieur Max ! annonça le domestique.

Max portait un costume bleu clair, — blouse et pantalon court ; — une écharpe de soie blanche entourait sa taille ; ses cheveux bouclés brillaient au soleil ; son visage était déjà moins maigre, moins pâlot. Valbranche avait dit à la maîtresse de la maison : « Qu'il soit bien habillé ; n'économisez pas ; rendez-le heureux et fort. » Et la directrice, croyant sérieusement que le riche et puissant journaliste était le père du petit, avait obéi aux ordres reçus sans ménager les soins ni l'argent.

L'enfant demeurait hésitant sur le seuil de la porte. La surprise, un peu de plaisir, un peu d'appréhension se succédaient sur ses traits mobiles.

— Grand-père et Pépin ! s'écria-t-il avec étonnement, pendant que le chien tournait autour de lui, tout ravi de retrouver son ancien camarade, et dans son délire de joie poussant de petits aboiements de bonheur.

Roscoff n'avait jamais été très expansif avec l'enfant, mais il le serra violemment sur sa poitrine et l'embrassa silencieusement avec une telle ardeur passionnée que Max eut peur :

— Tu es heureux, mon petit homme ? demanda le peintre en regardant l'enfant avec attention et, malgré lui, appelant de toute son âme un non !

— Oui, répondit Max sans hésiter. C'est très beau ici ; on joue tout le temps et on a beaucoup à manger. O grand-père, pourquoi n'avons-nous pas toujours vécu comme ça ?

— Tu le sauras plus tard, répliqua Roscoff évasivement. Tu n'as jamais envie de retourner dans notre mansarde, hein, Max ?

— Oh non ! fit l'enfant, et un rapide frisson le secoua de la tête aux pieds. Comme je voudrais que tu restes ici avec nous ! ajouta-t-il caressant.

— Tu es plus heureux sans moi ! dit brusquement Roscoff retenant la réponse plus amère qui montait à ses lèvres.

— Mais tu ne demeures plus dans la mansarde, toi, non plus, n'est-ce pas ?

— Non, mon chéri. Je suis dans une belle maison.

— Je suis bien content, alors.

Les yeux du bambin scrutaient le vieillard avec cette insistance terrible et sans pitié de l'enfance ; et, dans ces yeux grands ouverts, il y avait moins de tendresse que de curiosité et de désappointement. Le grand-père pouvait y lire toutes les pensées que son petit-fils n'exprimait pas : « Comme tu es vieux ! Quel air dur tu as ! Tu ne ressembles pas aux papas et aux grands-papas de mes camarades de jeu ; ils sont si gentils, ceux-là, ils sont si beaux à regarder ; ils viennent ici en voiture ; ils portent des souliers vernis et du linge qui sent bon ; pourquoi ne leur ressembles-tu pas ?

— Tu es déjà devenu un petit aristocrate, Max ! dit Roscoff tout triste de comprendre le résultat peu favorable pour lui de l'examen qui l'avait remué jusque dans les replis les plus cachés de son cœur.

— Dis-moi, murmura Max doucement, — on me le demande souvent, — qui je suis ? Je ne sais que répondre. Ils savent tous ce qu'ils sont, eux.

— Tu es Maximilien Roscoff, fit le vieillard.

— Oui, je sais bien, reprit l'enfant, mais quoi d'autre ?

— Ah ! tu veux savoir si tu es noble ? dit le peintre avec un rire strident. Eh bien, tu leur diras que mes titres de noblesse sont écrits sur de la toile au Luxembourg, et que ton père est mort en combattant pour la France contre les Pavillons-Noirs. Cette noblesse-là en vaut bien une autre.

— Oui ! répondit Max peu convaincu.

La noblesse, telle qu'il commençait à la comprendre, consistait dans des voitures avec des couronnes sur les panneaux et dans des domestiques avec de belles livrées pour vous mener promener.

« Tu as peu de notre sang dans les veines ! » pensait Roscoff, en regardant l'enfant gracieux, nerveux et délicat. Max ressemblait ou ressemblerait à sa mère, une Parisienne pâle, frêle, mince, les nerfs à fleur de peau, le sang moitié eau, moitié feu, assoiffée de plaisirs incessants et n'ayant pas la force physique nécessaire pour les supporter.

Pépin, trouvant qu'on faisait trop peu attention à lui,

sauta sur son ancien camarade, grattant et geignant pour obtenir une réponse.

Max saisit entre ses mains la tête ébouriffée du terrier et l'embrassa, mais il repoussa aussitôt avec épouvante le chien dont les pattes sales avaient marqué sur le costume bleu clair.

— Tu es décidément déjà un petit-maître! fit remarquer Roscoff avec une certaine impatience. Ni Pépin ni moi ne sommes plus assez beaux pour toi.

— Oh! j'aime Pépin! répondit Max qui, repentant, caressa tendrement son vieil ami. Mais il est... il est un peu sale et crotté, n'est-ce pas? Tandis que madame a un caniche si beau, si blanc, si frisé, et il fait tant de tours, il comprend quatre langues et demande du sucre. Oh! je te le ferai voir.

— Pépin n'a pas de talents de société et moi je ne suis pas noble, Max! répondit Roscoff amusé et blessé. Nous ne pouvons que t'aimer, mon chéri; c'est peu de chose, n'est-ce pas?

Il quitta l'enfant avec un poids sur le cœur. Max, il s'en rendait compte, était aussi irrémédiablement perdu pour lui que s'il était mort. L'abîme qui dorénavant les séparait pouvait s'élargir davantage, mais non se combler.

— Vous avez fait ce que je n'ai ni demandé, ni désiré. Vous avez dépassé la mesure! dit-il sur un ton de reproche violent, quelques jours après, à Valbranche. Vous élevez un pauvre enfant sans le sou comme l'héritier d'un millionnaire. Ce n'est pas là une bonne école pour Max. Vous allez me le perdre. Vous lui donnez des goûts, des habitudes, des désirs, des pensées au-dessus de sa situation et qu'il ne pourra plus tard ni satisfaire ni apaiser. Que Dieu me pardonne si j'ai mal fait en vous le confiant.

Valbranche se mit à rire, tout ensemble fâché et diverti :

— Bah! mon vieux! Il ne faut pas tourner tout au tragique, fit-il avec une aimable impatience. Je fais bien les choses. Je lancerai le petit dans la presse, et il deviendra millionnaire s'il est intelligent. Dépêchez-vous, s'il vous plaît. J'ai affaire.

— Ce ne sera jamais qu'un déclassé! répliqua Roscoff avec violence. Et il n'y a pas sur terre de créatures plus malheureuses.

— Oh ! cela dépend ! riposta Valbranche avec son gros rire jovial. Je suis certainement un déclassé, puisque je suis fils d'une danseuse, comme le sait le monde entier. Mais je me suis très bien tiré d'affaire, très bien, et je ne troquerais pas ma place contre un trône.

— Vous avez deux qualités primordiales pour réussir, fit ironiquement Roscoff, un manque complet de sens moral et un incommensurable amour-propre. Je ne désire pas que Max acquière ces qualités-là. J'aimerais mieux le voir mort.

Valbranche le regarda avec des yeux où se mêlaient l'admiration et la moquerie :

— Que vous êtes donc fou, impolitique et intransigeant ! dit-il sans s'offenser. Mon bon ami, je suis pressé, et le petit Max, excusez-moi, n'est pas l'axe sur lequel tourne le monde, quoique vous le pensiez. Quel ingrat vous faites ! Fi, mon cher, c'est honteux !

Roscoff se retira, comprenant douloureusement son impuissance à faire le bien et à éviter le mal ; le mieux pour lui était encore d'espérer que durerait le caprice charitable de cet homme, fameux, hélas ! pensait-il avec effroi, par son humeur variable et son inconstance.

— Qu'est-ce que tu feras quand tu seras grand ? demanda le peintre à son petit-fils dans une de ses visites, — visites pendant lesquelles le vieillard notait de plus en plus les dissemblances d'esprit et de caractère entre lui et l'enfant.

— Je serai journaliste comme M. Valbranche ! répondit aussitôt le petit garçon. J'aurai mon journal comme lui. Je gagnerai beaucoup d'argent et j'enverrai mes chevaux gagner de grandes courses, et tout Paris parlera de moi.

— L'idéal d'aujourd'hui ! murmura Roscoff avec le dégoût d'un homme qui n'avait cessé de croire en un idéal élevé, bien que tout eût croulé, réduit en poussière, autour de lui.

— J'ai déjà écrit une histoire, continua Max.

— Toi, bébé ? mais tu ne sais même pas lire.

— Ça ne fait rien. J'ai raconté l'histoire à Claire, — c'est la bonne qui a des petites frisettes sous son bonnet, — elle l'a écrite et lue aux autres, et tout le monde a dit que c'était bien ; madame aussi l'a trouvée bien !

— Ah bah ! C'est un grand honneur ! Et de quoi s'agit-il dans ton histoire ?

— D'un petit garçon qui était enfermé dans une cave avec un ogre et qui n'avait rien à manger ni à se mettre ; et une belle fée est venue dans un chariot doré et lui a apporté un melon vert, et elle a coupé le melon et a vidé tout le dedans ; alors elle a fait le petit garçon tout petit, tout petit et l'a mis entre les deux morceaux du melon et l'a emporté dans un palais enchanté. Là il est devenu un homme en une minute et il a été couronné roi.

Roscoff sourit tristement.

— Comme tous les poètes, mon chéri, tu as raconté tes peines et tes joies.

— Quoi ? demanda Max qui ne comprenait pas.

— En parlant de l'ogre, c'est à moi que tu pensais, n'est-ce pas ?

Max rougit et ne répondit pas. Il vit qu'il avait eu tort de raconter son conte de fées. Au bout de quelques instants, il ajouta timidement et poliment, essayant innocemment d'arranger les choses :

— Non ! non ! L'ogre, ce n'est pas toi. Tu as toujours été très bon, très tendre quand....

— Quand je n'étais pas le contraire ! acheva Roscoff avec son rire le plus amer, qui avait déjà souvent cinglé l'enfant comme un coup de fouet cingle la peau d'un épagneul apeuré.

Pépin, pensant qu'il y avait quelque malentendu entre ces deux êtres qu'il aimait, s'assit sur sa petite queue crottée et usée, puis il aboya.

Le peintre se leva pour s'en aller.

— Si jamais tu corriges ton histoire, Max, dit-il, fais que le petit enfant emporte son chien fidèle avec lui, dans l'écorce du melon, jusqu'au palais enchanté. Quant à l'ogre, enferme-le bien dans sa cave.

Il avait accepté la servitude par amour pour cet enfant, et toute la reconnaissance de l'enfant consistait à le tourner en ridicule dans un conte de fées pour amuser ses camarades.

Il en voulait peut-être inconsciemment à son petit-fils à cause de la facilité, de la légèreté avec laquelle il avait aban-

donné son ancienne manière de vivre et accepté la nouvelle.

« Il ne peut pas avoir une goutte de notre sang dans les veines ! » murmurait-il avec mépris.

Ce vieux sang de loup de mer qu'il possédait, lui, avait toujours été si tenace dans ses souvenirs, si fidèle à son origine ! Tous les ressorts de son esprit, tous les nerfs de son corps s'étaient raidis avec l'âge et avaient perdu le peu de flexibilité qu'ils avaient eue jadis. Il ne pouvait pas éprouver de sympathie pour une nature si dissemblable à la sienne et à celle de sa race. Il n'admettait pas l'égoïsme naïf de l'enfant, ni ses paroles, ni ses actes marqués au coin de préférences purement instinctives et irraisonnées. Il ne comprenait pas qu'un enfant n'est en général qu'un petit animal concentré en lui-même, obéissant seulement à ses besoins et à ses désirs physiques, et donnant ce qu'on appelle son affection à ceux qui satisfont ces besoins et ces désirs.

« Ah ! pensait-il avec emportement, pourquoi mon fils n'a-t-il pas choisi une compagne parmi les femmes de notre race, forte, rude, vaillante et fidèle ? Pourquoi son unique enfant est-il né d'une drôlesse, d'une Parisienne tout nerfs, folie, faiblesse ? »

Pour son bien ou pour son mal, le vieillard ne le savait pas encore, l'enfant l'avait quitté, ne devait jamais plus habiter sous son toit et vivre de sa vie. Ne valait-il pas mieux faire le sacrifice jusqu'au bout, s'effacer entièrement et éviter de troubler ce petit cœur égoïste, cette petite conscience faible, en leur demandant au nom du devoir ce qu'on ne pourrait en obtenir par affection ?

Roscoff n'avait pas reçu d'éducation. Lui-même ne s'était pas soucié de s'instruire, sinon dans tout ce qui touchait à son art. Il sentait son ignorance en beaucoup de choses. Il savait que sur maint sujet il était incapable de porter un jugement, tout autant qu'un sauvage de la Corée ou de la Terre-de-feu. Il se pouvait donc que la question du bonheur de l'enfant et de son avenir fût une des questions dépassant ses facultés. Sa présomption s'élèverait-elle au point de croire son opinion meilleure que celle d'un homme du monde consommé comme Valbranche, dont la finesse de jugement était prouvée par le

succès dans toutes ses entreprises? Qu'aurait-il pu faire pour l'enfant? Rien, et à son âge il était destiné d'un moment à l'autre à laisser Max tout seul, sans ami.

Il comprenait que ses forces s'épuisaient.

S'il avait continué son ancienne existence de liberté, avec le bonheur de voir sans cesse l'enfant et de lutter pour lui, peut-être n'eût-il pas de longtemps senti le moindre changement dans sa santé. Mais son internement au Mont-Parnasse, l'irritation constante produite par la détention et les blâmes fréquents, la fatigue causée par la monotonie et la routine de sa vie, ce changement complet de nourriture, cette régularité qu'il était contraint d'observer, les incessants efforts qu'il était obligé de faire pour réprimer son naturel, dompter son caractère, abandonner ses vieilles habitudes, tout cela s'unissait pour lui nuire au point de vue physique et intellectuel, et pour miner lentement cette robustesse de marin qui avait résisté si longtemps à la peine, à la fatigue et à la misère.

Les semaines passèrent et les mois; à l'été succéda l'automne, à l'automne l'hiver, puis à l'hiver un nouveau printemps; mais Roscoff avait perdu la notion du temps: les heures coulaient pour lui pareilles, longues, ternes, sans but, sans couleur. La seule qu'il notait dans ce long chapelet était celle pendant laquelle il lui était permis de voir Max, un jour déterminé de chaque mois.

Mais cette heure-là était sans joie comme les autres, et chaque visite lui prouvait plus clairement l'évidence, la certitude de ce fait que l'enfant se détachait de lui, échappant à son influence, lui donnant une place de moins en moins grande, à mesure que les semaines s'enfuyaient, dans son affection et dans son souvenir.

— Je savais bien qu'il en serait ainsi, se disait Roscoff pour la centième fois. Mais, en réalité, il n'avait pas deviné cela. Il avait toujours cru, dans un coin de son cœur tendre et crédule, que le petit Max ne l'abandonnerait pas, ne l'oublierait pas, ne lui préférerait pas le rire gai, les joujoux, les beaux habits, les lits doux, et la bonne chère. Il avait toujours pensé que le jour viendrait où le petit garçon lui jetterait les bras autour du cou en criant dans ses larmes:

— Reprends-moi, reprends-moi ! Soyons pauvres, mais soyons libres !

Roscoff tombait dans une erreur très commune. Il supposait en effet que l'enfant, ayant de son sang dans les veines, devait en conséquence hériter de tous ses sentiments.

Il attendit longtemps le jour désiré. De mois en mois il vit Max augmenter en force, en couleurs, en santé, en activité, en agilité, en gentillesse ; mais en même temps il remarqua que s'accentuait la distance entre lui et son petit-fils : celui-ci était plus pénétré chaque fois de ses idées et de ses pensées nouvelles ; plus empoigné par ses nouveaux besoins, ses nouveaux désirs, ses nouveaux camarades, ses nouvelles habitudes, cette nouvelle atmosphère morale dans laquelle il vivait. Il sentit que, s'il cessait ses visites, il serait bientôt complètement oublié. Et cela ne vaudrait-il pas mieux ?

L'affection peut-elle réclamer la reconnaissance, le souvenir, comme un huissier le paiement d'une dette ?

« Pour lui, je ne suis qu'un ogre ! pensait-il avec amertume. L'ogre du besoin, de la faim, du froid et des privations. Voilà avec quels souvenirs je suis associé dans sa pensée ! Et c'est naturel ! Il a connu si longtemps ces misères avec moi, hélas ! »

Le jour où cette pensée lui vint était un jour où il avait le droit de voir Max : un jour d'hiver froid et piquant, avec des bourrasques de vent et de la glace par terre. Le vieillard était allé à pied comme d'habitude à la pension de son petit-fils, son chien trottinant à ses côtés. C'était dans l'après-midi, de bonne heure. Les équipages, les fiacres et les omnibus passaient rapidement. Lui n'avait que ses jambes pour le porter. Et depuis un an elles étaient devenues plus raides et plus lentes, et il était obligé de s'appuyer sur son bâton mal dégrossi et noueux, ce bâton auquel Max lançait des regards de dégoût et de mépris.

Depuis longtemps, le peintre ne se portait plus bien, mais il n'avait jamais manqué d'aller voir Pépin plusieurs heures par jour, quelque temps qu'il fît, bon, mauvais, humide.

Jamais non plus, il n'avait manqué d'aller voir Max aux jours régulièrement établis. Mais aujourd'hui, pendant qu'il

marchait, un doute lui était venu. Ne serait-ce pas mieux, ne serait-ce pas plus sage, plus affectueux même de s'abstenir de se rappeler et de rappeler le passé à l'enfant de son fils ? Max, avec son tempérament impressionnable et son égoïsme instinctif, était incapable d'apprécier le sacrifice et n'était sensible qu'aux démonstrations extérieures. Pour beaucoup de choses il était resté un bébé, tout en montrant à d'autres égards une précoce intelligence. Il aimait ses aises et l'existence facile. Il ne se souvenait des années passées auprès de son grand-père qu'avec un frisson de froid et de terreur, comme celui qui agiterait un enfant blotti près du feu et se rappelant quelque nuit où il aurait été perdu dans la neige. De plus, le petit garçon était honteux de ce vieillard qui venait le voir, long, décharné, mal élevé. Max savait maintenant ce que c'est qu'un *gentleman*, et son grand-père n'était nullement un monsieur comme il faut dans l'acception conventionnelle du mot. En outre, ce grand-père vivait de charité, dans une maison de retraite, un asile pour les pauvres, à ce que lui avait appris un de ses camarades plus âgé qui avait fait cette découverte et la racontait d'un petit air dédaigneux.

Voilà ce que disait au peintre, à chaque rencontre, le regard ironique et malicieux de Max. Aussi cette rencontre se faisait-elle de mois en mois moins agréable pour tous deux.

Le monde, qui, subtil, mauvais, attirant, divise tant de cœurs, s'était glissé invisible, mais tout-puissant, entre le vieillard et l'enfant.

Quand il eut atteint la pension de son petit-fils, Roscoff demanda au domestique qui le fit entrer de le conduire auprès de la maîtresse de la maison avant de prévenir « Monsieur Max » de son arrivée. La dame vint trouver le peintre.

— Pardon, madame, fit le vieillard, avez-vous un moyen de me permettre de voir aujourd'hui mon petit-fils sans qu'il s'en doute ?

— Pourquoi désirez-vous cela ? demanda-t-elle avec un sourire. Penseriez-vous qu'il n'est pas heureux ?

— Et vous, croyez-vous qu'il l'est ?

Elle sourit de nouveau.

— C'est l'enfant le plus heureux de la maison. Les autres

ont quitté des demeures où ils ne manquaient de rien... tandis que lui.... Pardonnez-moi, monsieur Roscoff, car je suis sûre que vous avez fait tout ce que vous avez pu.

— Oui, j'ai fait mon possible ! répliqua le peintre sèchement.

— Mais, si vous doutez le moins du monde du bonheur de l'enfant, continua-t-elle, venez avec moi. Je vais vous le montrer sans qu'il le sache ; peut-être vous abusez-vous sur la constance des sentiments à cet âge.

— Tous, nous nous attachons plus ou moins à nos chères et folles illusions, dit Roscoff en la suivant à travers la maison, Pépin sur ses talons.

Elle le mena dans ses appartements particuliers. Dans un petit bureau où elle passait la majeure partie de son temps était ménagé un œil-de-bœuf caché par une épaisse tapisserie et où l'on accédait par quelques marches, le judas étant placé assez haut. Cette sorte de fenêtre permettait de voir dans une salle de jeu spacieuse et bien chauffée.

Cette salle, claire et large, était entièrement vitrée. Dans les coins étaient placés des plantes vertes et des camélias en fleurs. Des pierrots et des serins y volaient en liberté. Sous la surveillance de deux bonnes, les enfants de la maison étaient en train de jouer à une sorte de *foot-ball* avec une grosse balle peinte en rose comme le but. Ils riaient, criaient, tapaient, luttaient au milieu des cris des pierrots et des chants des serins. Parmi eux Max se distinguait. Il portait un chaud costume marin bleu foncé, avec une ceinture de soie et des chaussettes rouges. Sa petite figure ne montrait plus trace de misère ni de pâleur. Elle était radieuse et toute rougie par l'excitation du jeu. Ses jolis cheveux flottaient sur ses épaules. Ses petites jambes couraient çà et là, et les boucles d'argent de ses souliers brillaient, luisaient, chaque fois qu'il lançait un vigoureux coup de pied à la balle rose.

— Vous avez raison ! prononça rapidement le grand-père en s'éloignant du judas. Vous avez raison. Il est tout à fait heureux.

La dame saisit les mains du vieillard dans les siennes, obéissant à un mouvement de sympathie naturelle.

— Ah ! mon pauvre ami, murmurait-elle. C'est toujours ainsi. Ils oublient, et c'est en vain que nous nous brisons le cœur pour eux.

— Il est préférable qu'il en soit ainsi, répondit Roscoff avec une brusquerie que la maîtresse de pension remarqua. Aujourd'hui je ne dérangerai pas Max. Oui, mieux vaut qu'il oublie.

Et il s'en alla, laissant l'enfant à son jeu avec la balle rose.

S'il voulait un peu de fidélité et de souvenir, il lui fallait s'adresser à une petite créature à quatre pattes, classée parmi les animaux inférieurs.

Cet hiver-là parut bien long, bien maussade à Roscoff. Il ne se réchauffait pas à la chaleur des calorifères qui répandaient dans la maison une température toujours égale. Il aurait préféré son petit feu de charbon brûlant jadis sous sa petite marmite pour cuire sa soupe maigre, ou bien le pétillement de quelque fagot gagné autrefois de temps en temps à faire des courses pour un marchand de bois. Il restait seul, excepté aux heures des repas, et alors, de cette société qui lui était imposée, il souffrait après de longs mois autant que le premier jour. Parfois, en contrebande, il introduisait Pépin dans l'asile en le cachant sous un pan de son long manteau peu élégant. Il le gardait comme compagnie pour ses longues nuits de tristesse et de solitude pendant lesquelles il ne faisait que compter les heures sans sommeil et se demander la cause de souffrances et de douleurs qu'il ressentait çà et là. Quand arriva le printemps, ses souffrances augmentèrent et ses forces diminuèrent. Il n'avait vu Max qu'une fois, au nouvel-an, sauf par l'*œil-de-bœuf* où la maîtresse de la maison, le prenant en pitié, lui permettait de venir chaque semaine regarder l'enfant jouer.

— Le hérisson est plus hérissé que jamais, disaient les autres pensionnaires de la maison.

Pourtant Roscoff ne se plaignait pas. Les autres se plaignaient toujours. C'était le Barsac qui était trop sec ou le Saint-Emilion trop jeune. C'était le pain qui avait trop de croûte ou trop de mie. C'étaient les draps qui étaient changés trop souvent ou trop rarement, la lumière qu'on allumait trop tôt ou trop tard, les journaux du cabinet de lecture trop républicains ou trop réactionnaires, trop communards ou trop cléricaux. De ceci ou de cela tous se plaignaient du matin au soir.

Dans les grandes douleurs de l'âme, les tracas ou les petits ennuis de la vie quotidienne ne comptent pas. Roscoff ne se souciait guère de ce qu'il mangeait ou buvait. Il demandait seulement qu'on le laissât seul. Ce qui ne l'empêchait pas de continuer à passer pour un révolté aux yeux du directeur et des employés, d'être considéré comme un élément de désordre et de trouble. Il est plus facile de se faire une mauvaise renommée que de la défaire.

— Toujours ingrat ! disait un jour le directeur en voyant revenir intacts le café et les petits pains blancs du premier déjeuner qu'on portait dans la chambre de Roscoff par faveur spéciale.

Le vieillard entendit l'observation, mais ne souffla mot. Il eût pu répondre qu'il n'avait pas touché au déjeuner à cause d'un mal violent qu'il avait ressenti en se levant. Il préféra garder le silence, en partie parce qu'il craignait qu'on ne lui envoyât le médecin attaché à l'établissement, s'il s'avouait malade.

Cette souffrance physique l'assaillait souvent depuis quelque temps. Elle devint plus fréquente à mesure que les jours devenaient plus longs et plus chauds, alors que les lilas et les arbustes printaniers fleurissaient dans tout Paris et sa banlieue.

— J'irai demander à Rémys ce que cela veut dire, pensa-t-il. La Faculté peut quelquefois indiquer où la machine est détraquée, bien qu'elle sache rarement la rafistoler.

Il alla trouver un docteur qu'il connaissait, un homme de science qui n'exagérait rien et ne trompait personne, et n'avait pas réussi à se faire un nom.

— Je suis malade, Rémys, déclara Roscoff. Je crois que j'ai un cancer. Examine-moi.

Le médecin ausculta le peintre avec soin et établit savamment son diagnostic.

Son visage était grave.

— C'est ce que je pensais ? questionna le vieillard.

— Oui ! répondit le docteur.

— Combien de temps me reste-t-il à vivre ?

Le médecin hésita.

— Tu es brave, dit-il enfin. Il vaut mieux te dire toute la

vérité. Tu as un cancer de l'œsophage. T'opérer à ton âge serait inutile. Cela te tuera dans un mois, deux mois, six mois.... Je ne saurais préciser, mais tu n'en as pas pour un an.

— C'est ce que je désirais savoir ! répliqua le peintre avec calme ; puis il remercia son ami et se retira.

Il descendit les gais boulevards encombrés de monde. La mort ne l'effrayait pas, lui, comme elle effraie les jeunes, les heureux, les riches. Qu'avait-il à regretter ? Pourtant la pensée de la mort certaine et proche pesait lourdement sur lui. La vie n'était pour lui que lutte, ennui, tristesse, depuis qu'il était emprisonné à Neuilly ; néanmoins, il y aurait vécu pour tenir la promesse faite à Valbranche et voir Max se lancer dans l'existence.

Il avançait, la tête baissée, d'un pas plus lent et plus faible qu'il n'aurait voulu.

C'était au commencement de l'après-midi qu'il avait entendu prononcer sa sentence ; il alla d'abord à la pension, dont l'entrée était rue Monge.

— Je sais, dit-il humblement à la maîtresse de la maison, que ce n'est pas le jour où il m'est permis de voir Max, mais je vous remercierai du fond du cœur si vous voulez m'autoriser à devancer cette date. Je ne le retiendrai qu'un moment.

Elle le regarda et vit qu'il était malade. Le teint hâlé avait pris une couleur jaunâtre et terreuse. Les joues étaient creuses, les yeux désespérés. Elle ne le questionna pas, mais lui dit simplement :

— Max est en train de jouer au jardin. Venez d'abord le voir, comme vous faites d'habitude, puis je vous l'enverrai.

— Merci ! répondit Roscoff.

Les enfants étaient sur la pelouse et s'amusaient avec la même balle rose ou une autre semblable. Max portait un costume de tussore et un chapeau de paille posé en arrière sur ses cheveux blonds.

Roscoff, les yeux fixes et pleins de tristesse, suivit ces jeux. Le petit chien, habitué par le malheur au silence et à la patience, attendait, muet aussi, montrant seulement par un léger frémissement de tout son corps son désir de voir son ancien compagnon.

Quand une heure sonna à un clocher voisin, les jeux cessèrent ; les enfants se dirigèrent vers la maison. La maîtresse appela Max.

— Viens, mon enfant, lui dit-elle. Ton grand-père est là.

Max obéit aussitôt, mais sans hâte. Il n'y eut sur son visage ni joyeuse surprise, ni heureuse impatience. Il pénétra lentement par la porte vitrée dans le salon et retira son chapeau de marin.

Pépin sauta de bonheur. Le vieillard examina d'abord l'enfant silencieusement, puis il lui dit enfin d'une voix qui résonna tristement au fond du cœur de Max :

— Je vais partir.

— Partir ? Pour où ?

— Pour un long voyage.

— Avec Pépin ?

— Tu peux être sûr que je ne le laisserai pas.

Max resta muet, étonné, mais non ému. Il entortillait nerveusement autour de ses doigts les rubans bleus de son chapeau. Il comprenait qu'il devait se montrer chagriné, qu'il devait exprimer quelque regret, mais, comme il n'était encore qu'un enfant plein d'honnêteté, il ne trouvait rien à dire.

— Tu n'as pas de chagrin ? lui demanda brusquement le grand-père. Si tu n'en as pas, il est inutile de faire semblant d'en avoir. Il ne faut jamais mentir.

L'enfant devint très rouge.

— Quand reviendras-tu ? demanda-t-il en caressant Pépin.

— Hélas ! A mon âge on ne sait jamais.

Max fut effrayé. L'accent était dur.

Il y eut un long silence. Max continua à rouler et dérouler le ruban, en le regardant, les yeux baissés.

Le vieillard lui posa sa grande main débile sur la tête.

— Max, fit-il, promets-moi que, quoi qu'il arrive, tu seras toujours fidèle, bon et honnête. Les Roscoff ont toujours été de pauvres gens, des matelots, des pêcheurs ou tout comme, mais cela ne les a pas empêchés d'être tous des gens d'honneur. Fais-moi la promesse que je te demande, mon enfant.

— Je te le promets, bégaya le petit, mais son cœur n'était pas dans sa voix. Il était troublé par les mots : matelots, pêcheurs ou tout comme.

Tout à coup Roscoff se pencha, le saisit dans ses bras et l'embrassa à plusieurs reprises. Puis il le repoussa avec un geste de résolution énergique, appela le chien et s'éloigna. Il savait qu'il ne reverrait plus Max ici-bas.

Dans l'antichambre, à côté, la maîtresse de la maison l'attendait.

— Mon cher monsieur, vous êtes souffrant? lui dit-elle en lui prenant la main.

Mais le vieillard l'interrompit :

— Je ne me sens pas bien. Mais, si vous apprenez que je vais plus mal, laissez-le ignorer à Max. Je lui ai dit que je partais pour un voyage, un long voyage. Vous êtes bonne, madame, je crois. Si... si vous ne me revoyez pas, prenez soin de l'enfant, et quand il sera plus âgé, qu'il aura quitté votre maison, continuez à le surveiller et à le préserver des tentations. Il n'a pas de mère.

Puis Roscoff pressa la main de la dame et se retira précipitamment. Il était d'une telle fierté qu'il lui déplaisait de donner libre cours à son émotion devant témoin.

La maîtresse alla dans la pièce où Max jouait toujours avec le ruban de son chapeau.

— Mon enfant chéri, fit-elle avec une tendresse sérieuse, tu ne comprends pas la valeur de l'affection la plus vive qu'il te sera donné de trouver dans ta vie. Prie pour ton grand-père, Max, nuit et jour. J'ai peur qu'il ne revienne pas du grand voyage qu'il entreprend.

L'enfant éclata en sanglots. C'étaient des larmes vraies, de douleur et de repentir. Mais, une heure plus tard, il mangea sa côtelette, un gâteau et un fruit, de très bon appétit.

En quittant la pension, Roscoff traversa Paris, de la rue Monge au Luxembourg.

Il était un peu plus d'une heure. Les jardins étaient pleins de bambins en train de jouer, de nourrices joufflues ou de bonnes d'enfants, de militaires conquérants, de gens sans soucis et heureux.

Le vieillard laissa Pépin à un ami qu'il rencontra auprès de l'Odéon, entra au musée, traversa les couloirs, les galeries, les salles, et atteignit l'endroit où ses trois plus célèbres tableaux étaient suspendus à la place d'honneur. Une lumière, artiste-

ment ménagée, éclairait les toiles. Il y avait là les *Jeunes filles dansant au pré*, la *Lune rousse à Marly* et ce chef-d'œuvre que Valbranche avouait aller voir à chaque printemps, l'*Aube du jour au Vésinet*.

Le peintre s'arrêta, regarda longuement ses œuvres avec le cœur plein d'un regret immense, poignant, inexprimable. Il sentait toujours en lui le génie qui lui avait rendu possibles de tels tableaux ; il sentait toujours comme autrefois la force, la puissance, le sentiment entraînant, fébrile, doux et passionné. Mais il avait perdu la main droite et sa vue se voilait. De plus, la mort était en lui, la mort certaine et proche.

Ses yeux se fixèrent sur les toiles comme le regard mourant de l'amant sur la femme adorée. Comme il se rappelait chaque heure, chaque jour, du temps qu'il avait mis à les peindre pendant l'été où il créait ces bandes de jeunes filles, dansant en rond et chantant les bras entrelacés comme des nymphes des bois sur la rosée de la prairie en mai ! Il avait peint cela dans la verdure et sous les frondaisons de Neuilly : pauvre Neuilly aujourd'hui déserté, défiguré, découronné. Il allait mourir, l'artiste, mais ces jeunes filles vivraient, lui survivraient, dansant pour la postérité avec la même légèreté sur l'herbe émaillée de fleurs.

Elles vivraient ? Oui. Mais pendant combien de temps ? Jusqu'à la prochaine guerre, jusqu'à la prochaine révolution ? Son tableau acheté par Napoléon n'avait-il pas été brûlé, réduit en cendres, par les obus qui détruisirent le palais de Saint-Cloud ?

Il revint deux, trois, quatre fois devant ses œuvres.

— Adieu, mes enfants, leur dit-il doucement.

Puis il les quitta pour toujours.

— Vous avez l'air indisposé, monsieur Roscoff ? lui dit ce soir-là un des employés de l'établissement hospitalier.

— Je ne suis pas très bien ! répondit le peintre. Mais c'est une maladie qui s'en ira toute seule.

Le vieux compositeur, qui était près du vieillard et entendit la réponse, murmura :

— Sa maladie vient de son emprisonnement. On ne peut apprendre à un homme comme lui à être heureux simplement parce qu'il a le ventre plein.

Le lendemain matin, Roscoff dit au bureau :

— Je sors. Je ne rentrerai pas avant la tombée de la nuit.

— Vous êtes toujours dehors ! lui fit remarquer l'employé d'un ton bourru.

— Qu'est-ce que cela vous fait ? demanda le peintre.

— Rien ! répéta le bureaucrate. Mais cela semble une ingratitude à... vos bienfaiteurs. La salle de lecture, le fumoir, le salon sont de belles pièces avec tous les luxes, tous les conforts....

— Ce qui m'importe peu. Il est certain que j'ai tort de ne pas être plus reconnaissant ! fit le vieillard avec un accent qui étonna le fonctionnaire. Puis il déposa sa clé et sortit.

Il se rendit, comme d'ordinaire, à la ferme où on gardait Pépin.

— Viens, mon vieux, dit-il en détachant le chien. Nous passerons encore la journée ensemble.

Il y avait dans sa voix une sorte d'hésitation, comme si les mots qu'il prononçait le choquaient. Mais Pépin sautait autour de lui et ne s'en aperçut pas.

Ils passèrent de longues heures ensoleillées dans ce reste du parc de Neuilly qui était leur but habituel de promenade.

Le chien courut de ci de là jusqu'à ce qu'il fut fatigué. Son maître avait apporté un morceau de pain et un peu de viande, achetés à Paris, la veille. Ce fut une fête pour Pépin.

On était au mois de juin : un ciel sans nuage, l'air doux et clair. Dans les taillis chantaient les grives et les pinsons.

Le peintre s'assit sur un tronc d'arbre et les pensées se succédaient dans son esprit : toujours revenait devant ses yeux l'image de l'enfant si joyeux, jouant avec la balle rose.

Ces heures de clarté radieuse s'enfuirent. Le silence du bois n'était coupé par aucune rumeur de la ville, pourtant si voisine, excepté à de longs intervalles par quelques bruits qu'apportait la brise, le sifflet du chemin de fer, la cloche d'une fabrique, l'écho éloigné d'un tramway : tout cela, trop distant pour troubler la tranquillité des bois.

Le soleil descendit peu à peu. Bientôt seul un petit reflet doré de ses rayons flotta dans l'air et sur les feuilles.

Pépin s'était endormi profondément aux pieds de son maître. Celui-ci lui jeta un regard pensif et triste.

« Pauvre vieil ami ! pensait-il. Il faut nous séparer. Je n ose pas te laisser sans moi. Personne ne prendrait soin de toi. Tu n'es ni jeune, ni beau, ni rare. Tu ne sais faire aucun tour de chien savant. On t'enverrait à la fourrière et, de la fourrière, tu irais agoniser dans quelque salle de la Sorbonne, à moins qu'on ne te torturât à l'Institut Pasteur. Je n'ai qu'une façon de te sauver, mon pauvre ami, une seule.... la seule avec laquelle le monde reconnaît généralement le dévouement. »

Il se baissa vers le petit chien et flatta son poil hirsute et jaune. Pépin le regarda de ses yeux limpides, aimants et honnêtes, puis, comme il était fatigué, il laissa retomber sa tête sur le gazon et se rendormit.

Roscoff se sentait glacé jusqu'à la moelle des os. Tout en continuant à caresser de la main gauche, très légèrement, l'échine du chien, il tira de sa poitrine un court revolver et, se penchant davantage sur Pépin, il lui traversa la tête d'une balle comme le fit pour son trop fidèle compagnon, pour son chien, Henri Crampel, dans les jungles de l'Afrique. Pépin poussa un seul soupir; en même temps, il agita ses membres, puis ne remua plus.

Presque sans s'en apercevoir, il était passé du sommeil à la mort.

De grosses larmes tombèrent des yeux du vieillard sur le corps inanimé, gisant là.

— Pardonne-moi, pardonne-moi ! murmura-t-il. Je ne pouvais rien faire d'autre pour toi.

Quand parurent les étoiles et que la lune se fut levée, il porta Pépin dans le creux du vieux chêne, et le recouvrit de terre, de mousse et d'herbe. Puis il retourna à sa prison, où la parole donnée le rappelait.

Il était en retard. Il fut reçu par des reproches qu'il n'entendit pas. Il monta péniblement jusqu'à sa chambre, se déshabilla avec difficulté et se mit au lit.

Il ne se releva plus.

Il souffrit terriblement, et le terme de ses souffrances fut long à venir.

Souvent, il demanda à voir Valbranche, mais celui-ci ne revint à Paris que presque à la fin de l'automne.

Dès son retour, il se rendit au Parnasse.

— Dois-je vous amener Max ? demanda-t-il pâle de l'émotion qui lui saisit le cœur.

Roscoff secoua la tête.

Pourquoi assombrir, attrister la vie de son enfant ?

— Plût à Dieu que je vous eusse laissé tranquille ! s'écria le journaliste. Croyez-moi, je n'avais que de bonnes intentions.

— Je vous crois, répondit le peintre. Mais promettez-moi aujourd'hui... d'être loyal envers l'enfant, de ne pas en faire un homme semblable à vous, d'en faire un homme comme je le voudrais.

La parole de Valbranche n'était qu'une planche pourrie qui avait souvent trompé l'espoir de ceux qui s'y étaient cramponnés, mais il y eut une expression sur le visage du journaliste, une intonation dans sa voix qui firent comprendre au mourant que Max pouvait compter dorénavant sur Valbranche.

Les spasmes de la mort s'emparèrent du peintre. Ses yeux se fermèrent, ses lèvres se contractèrent, sa gorge râla, et pendant quelque temps il resta si immobile, la respiration si imperceptible, qu'on eût dit un cadavre.

Le soleil éclairait la chambre et, quand ses rayons touchèrent les paupières de Roscoff, ces paupières s'ouvrirent, les yeux remuèrent, mais dans ces yeux il n'y avait plus de regard.

— Viens, Max ! Viens, Pépin ! murmura-t-il en souriant vaguement à la lumière. Venez, nous irons ensemble dans les bois pour la journée. On m'a rendu ma liberté. Je peindrai et vous jouerez, mes enfants !

Il étendit avidement les bras vers le soleil qu'il ne voyait plus, sa tête retomba en arrière, un peu de sang lui vint aux lèvres : Roscoff était mort.

OUIDA.

CHRONIQUE PARISIENNE

Les effets du froid. — La saison parisienne ; idées et préoccupations ; tendances du roman. — Sophie Kovalevsky et le mouvement féministe. — Livres nouveaux.

L'hiver s'est terminé aussi mélancoliquement qu'il avait commencé. Le dégel a ramené l'influenza, qui a été moins meurtrière, mais aussi répandue que lors des dernières grandes épidémies. J'ai vu des maisons où il ne restait personne debout ; maîtres et domestiques, tout le monde était au lit. Les enfants ont été frappés en grand nombre. Chez eux, la maladie prenait très vite la forme de la pneumonie, et, s'il n'y a pas eu plus de petites victimes, on l'a dû à la décision avec laquelle les médecins parisiens ont appliqué à l'enfance le nouveau traitement par le froid. Ils y ont eu un certain mérite, car les parents ne pouvaient s'empêcher de résister. C'est si effrayant.

Un enfant a une fièvre violente et une toux creuse. La température du corps est très élevée, les deux poumons sont pris. Le docteur ordonne de le plonger dans un bain froid, ou de l'envelopper dans des compresses d'eau glacée. Le moyen de ne pas se récrier ? de ne pas trembler ? Un père de famille, à qui son médecin avait mis le marché à la main, et auquel il semblait qu'en obéissant il se faisait le bourreau de son enfant, racontait ensuite que le traitement agissait avec la régularité des procédés mécaniques. Chaque application d'eau glacée était suivie d'un abaissement régulier de la température, dans un nombre de minutes toujours le même. L'enfant avait été aux portes de la mort ; il fut guéri en trois jours.

On se souviendra longtemps de l'hiver 1895. La santé publique mise à part, il a causé d'énormes désastres. Dans plusieurs provinces, les récoltes sont compromises. Aux environs de Paris, arbres fruitiers et plantes d'ornement ont beaucoup

souffert. On cite des variétés de rosiers qui sont entièrement détruites. Les constructions ont aussi été endommagées ; certains matériaux n'ont pu supporter de pareilles gelées ; ils se sont fendus, craquelés, désagrégés. Le propriétaire d'une simple maison de campagne, sans aucune prétention à l'architecture, calculait devant moi qu'entre le pépiniériste et les différents corps de métier, il en aurait au bas mot pour quatre ou cinq mille francs.

— La saison parisienne continue à se ressentir d'un ensemble de circonstances aussi défavorable. On assure qu'elle s'animera après Pâques. En attendant, elle languit. Les salons littéraires n'échappent pas à la dépression générale. Les discussions y portent plus souvent que d'ordinaire sur des sujets moroses. On y envisage le présent avec découragement, l'avenir avec inquiétude. La race insupportable des mondains anarchistes y déblatère en dégustant des vins de cru contre la corruption et l'égoïsme de la bourgeoisie, et prophétise au dessert la prochaine destruction de la société par les bombes et autres moyens violents. C'est une mode très en faveur chez les poètes. Elle prête aux développements oratoires et ne coûte rien à ses adeptes, qui n'en sacrifient ni un coup de dent ni un bibelot sur l'autel de la « pitié humaine. » Je dois dire qu'ils n'ont aucun succès dans le monde. Paris n'aime pas les poseurs. Ils sont immédiatement percés à jour, et l'on ne fait grâce qu'aux manies innocentes. La pose à l'anarchie a été trouvée de mauvais goût, et l'on ne s'est pas gêné pour le dire.

La discussion sur la banqueroute de la science se continue sans apporter d'arguments nouveaux. Chacun reste sur son terrain, et celui que les savants ont choisi est inattaquable, comme je l'ai dit l'autre mois. Ils se contentent de répéter sur tous les tons qu'ils n'ont pu manquer à leurs promesses, n'en ayant point fait. A la vérité, Renan s'était engagé pour eux dans un livre écrit à vingt ans, au sortir des bancs ; mais ils refusent de se tenir pour compromis par les illusions d'un tout jeune homme, qui en a suffisamment rappelé depuis.

Il est à remarquer que l'église romaine se tient coite tandis qu'on rompt des lances en sa faveur. Elle n'a jamais dit quelles conditions elle poserait à sa réconciliation avec la science moderne. Se résigne-t-elle à ne plus intervenir quand

une découverte scientifique mettra en péril une idée catholique? En a-t-elle le droit, et ne serait-ce pas faillir, dans l'esprit de ses chefs, à sa mission de gardienne de la foi? On voudrait qu'elle répondît à ces questions par la bouche de ses docteurs ou de ses prélats, et elle laisse parler les laïques, comme si elle se réservait de leur donner ou non un démenti, selon les événements.

En attendant, le groupe d'hommes distingués dont il a été question dans une précédente chronique continue à étudier le moyen de faire rentrer Dieu dans l'école primaire. La bonne volonté est grande parmi eux. Détail frappant, le plus zélé peut-être de la réunion est un homme qui a beaucoup contribué, dans une situation officielle, à amener l'état de choses actuel, en expulsant la religion de l'école. Mais il est honnête et sincère. Il croit voir qu'il s'est trompé, qu'il a fait du mal en voulant faire du bien, et il travaille à détruire son œuvre avec autant d'ardeur qu'il en avait apporté à l'exécuter.

Est-ce à dire qu'on ait obtenu un résultat, qu'on soit arrivé à une conclusion pratique? Non. On échange des idées intéressantes, on fait preuve de bons sentiments, et c'est tout. Il sera impossible d'aller plus loin tant que députés et gouvernants seront absolument contraires à toute influence religieuse dans l'enseignement public.

En littérature, nos romanciers se font de plus en plus une spécialité des beaux messieurs canailles et des belles dames vicieuses. Ils ont l'air de s'être donné le mot. Quel monde! Quelle fange! J'en veux aux écrivains qui calomnient ainsi leur patrie. D'autant que ce n'est même pas amusant. M. Sarcey écrivait l'autre jour avec son bon sens accoutumé, à propos d'une pièce nouvelle de Gyp:

« *Mademoiselle Eve* est ou a la prétention d'être une étude du monde chic. Je ne sais de ce monde que ce qu'en disent ceux qui en ce moment s'évertuent à les peindre, les Gyp, les Maurice Donnay, les Léon Lavedan, les Abel Hermant, les Paul Hervieu. Ils m'ont rendu un service inappréciable; ils m'ont consolé de ne l'avoir pas connu, et ils m'ont enlevé toute envie d'y pénétrer jamais. Si c'est là le monde chic, il n'y a pas un homme sensé qui ne préférât vivre dans un autre. La plupart des personnages que ces messieurs nous pré-

sentent sont des sots ou de malhonnêtes gens; souvent même les deux à la fois. Leur conversation est un ramas de papotages ineptes, d'où la frivolité n'exclut ni la prétention, ni le faux bel esprit. Ce qui m'agace un peu, c'est que les étrangers nous jugent sur ces peintures. Outre que cette petite société sur laquelle tant de moralistes tiennent aujourd'hui leur objectif braqué est une société d'exception, les types qu'ils choisissent pour la reproduire font exception eux-mêmes dans cette société exceptionnelle, et encore se plaît-on, j'imagine, à en grossir démesurément le ridicule. »

C'est la vérité même. Morale de l'histoire : nous continuerons à ne parler que très rarement des romans nouveaux dans cette chronique.

— Il a paru ce mois-ci un livre charmant et utile, à recommander aux femmes qui sympathisent avec le mouvement féministe. Elles y verront les dangers des nouvelles idées, retracés par deux plumes qui ne sont point suspectes, car ce sont celles de deux représentantes de l'esprit révolutionnaire.

Le volume se compose des *Souvenirs d'enfance* de Sophie Kovalevsky, et de la biographie de cette femme de génie par une romancière suédoise, Mme Leffler (1 vol., Hachette), qui occupe une place très distinguée dans la littérature de son pays. L'auteur des *Souvenirs d'enfance* était, comme on sait, une grande mathématicienne; l'Académie des sciences de Paris lui a décerné en 1888 le prix Bordin, à la suite d'un concours dont le sujet avait été proposé six ans de suite, sans succès, par l'Académie de Berlin : « Perfectionner en un point important la théorie du mouvement d'un corps solide. » Mme Leffler était très liée avec elle, et les deux amies ne s'étaient pas contentées de professer des opinions révolutionnaires sur le rôle de la femme dans la société moderne : elles avaient mis leurs idées en pratique. Le livre qui vient de paraître nous apprend ce qu'il en est résulté pour le bonheur de Mme Kovalevsky.

Elle appartenait à une famille de l'aristocratie russe, aussi encroûtée, aussi imbue de préjugés qu'il était possible de l'être. Son père, le général Kroukovsky, avait conservé les traditions quasi-orientales de son pays sur l'autorité paternelle, qu'il voulait absolue et sans limites, et sur l'infériorité de la femme, dont il bornait la fonction à briller dans un salon ou

à se rendre utile à la cuisine, selon le rang et la fortune. Il éleva ses deux filles en conséquence. Les Kroukovsky étaient riches et de haute noblesse. Aniouta et Sophie furent destinées à être de jolies poupées, bien habillées, n'ayant du reste ni une idée, ni une volonté.

Les plans de leur père furent déjoués par le grand mouvement libéral qui remua la Russie de fond en comble vers 1860. « La fin de la guerre d'Orient, a dit l'un des biographes de Sophie Kovalevsky [1], avait été suivie dans le grand empire slave d'une période de joyeuse attente et d'espoirs infinis, qu'on peut comparer, malgré toutes les différences, à l'état d'esprit de la France en 1789. Une explosion d'enthousiasme saluait les réformes gigantesques qui allaient en finir, et pour toujours, avec tous les abus et toutes les injustices.... Tout le monde était libéral, tout le monde était humanitaire. Les salons russes offraient le même spectacle que les boudoirs parisiens à l'époque où nos belles dames se passionnaient pour les *Dialogues sur le commerce des bleds*, ou pour les réformes de Turgot. Les conversations frivoles en étaient bannies. On n'y parlait que science sociale, libre-échange, self-government local, pédagogie et autres sujets aussi graves.... »

Il serait trop long d'expliquer ici comment le nihilisme naquit de ces aspirations généreuses, d'abord encouragées, puis cruellement déçues. Nous rappellerons seulement que la jeunesse des deux sexes compta de nombreux nihilistes parmi les classes supérieures et cultivées, et que ce phénomène étrange amena une scission entre l'ancienne génération et la nouvelle. « On peut dire, écrivait Mme Kovalevsky, que dans la période de temps comprise entre 1860 et 1870, toutes les classes intelligentes de la société russe ne furent occupées que d'une seule chose : la discorde domestique entre les vieux et les jeunes. Quelle est la famille noble à propos de laquelle on n'entendît pas faire toujours la même question, et répondre non moins invariablement : les parents sont brouillés avec les enfants ? Et jamais les querelles n'avaient été causées par des questions matérielles. Elles étaient toujours nées, sans exception, de questions purement théoriques et d'un caractère abstrait : ils n'étaient pas de la même opinion. — Rien de plus,

[1] Arvède Barine : *Portraits de femmes*, 2e édition (Hachette).

et c'était assez pour que les enfants abandonnassent les parents, pour que les parents reniassent les enfants. »

Mlles Kroukovsky furent gagnées par l'effervescence générale. Elles secouèrent le joug paternel et abandonnèrent le foyer des ancêtres pour aller faire leurs études dans des universités étrangères. Elles firent partie de cette avant-garde d'étudiantes qui révélèrent le mouvement féministe à l'Occident, bien des années avant qu'il eût son contre-coup dans nos pays. Ni l'une ni l'autre ne trouva le bonheur dans cette aventure. Aniouta épousa un communard français, et mourut jeune, ayant eu néanmoins le temps de perdre beaucoup d'illusions. La destinée de Sophie fut plus triste encore. Elle avait réussi au delà de toute espérance, et conquis une situation scientifique qu'aucune femme n'avait encore atteinte. Professeur de mathématiques supérieures à l'université de Stockholm, citée par les savants à côté de Lagrange et d'Euler, elle était célèbre dans toute l'Europe, admirée, fêtée, enviée. La femme n'avait pas moins de succès que la mathématicienne. Si quelqu'un semblait avoir réussi, c'était elle.

La vérité est qu'elle est morte de chagrin à quarante ans, tuée par les conflits de sentiments qui naissaient de sa situation exceptionnelle. Elle avait des occupations d'homme, qui l'absorbaient ; des intérêts d'homme, qui lui faisaient paraître bien mesquines les besognes ordinaires de la femme. Elle ne pouvait plus s'astreindre aux soins de la ménagère, ni sacrifier ses travaux et sa situation à un mari et des enfants. D'un autre côté, c'était une âme tendre et passionnée, incapable de vivre solitaire, de se passer de la tendresse et de l'appui d'un époux.

Elle essaya d'abord de renverser les rôles. Son mari, Vladimir Kovalevsky, tenait le ménage, faisait les courses, achetait les chapeaux de sa femme et lui commandait ses robes, pendant que Sophie étudiait les mathématiques. L'expérience ne réussit pas. Vladimir en perdit la tête et se tua. Sa veuve eut le malheur, quelques années plus tard, de s'éprendre d'un homme distingué, qui eut peur d'épouser une grande mathématicienne. Elle n'était pas tout à fait une femme pour lui. Il craignait que la science ne fût entre eux, et elle-même sentait qu'il avait raison : tout en l'adorant, elle était forcée de le

mettre à la porte pour préparer un cours ou achever un mémoire. Elle lutta, cependant, de toutes ses forces pour lui faire oublier la savante, mais elle ne réussit pas. Il retourna en Russie, où il est professeur dans une université. La pauvre Sophie languit quelques mois, absorbée dans la contemplation de son malheur et se répétant qu'elle avait manqué sa vie, qu'aucune gloire ne remplace, pour la femme, les joies intimes du foyer. Elle avait fait promettre à son amie, Mme Leffler, d'écrire sa biographie, pour servir d'avertissement aux jeunes filles qui ignorent ce qu'elles sacrifient en l'imitant, et qui seraient ensuite inconsolables, comme elle, d'avoir renoncé au vrai bonheur pour la gloire.

Le volume qui contient ses *Souvenirs d'enfance* met tout cela en lumière. Il est tantôt délicieux, tantôt tragique et passionnant. C'est une saine lecture, par le temps qui court. Je ne le recommande pourtant pas aux très jeunes filles, à cause de certains détails pittoresques sur les mœurs de la jeunessse nihiliste.

— Le volume de M. Louis Proal sur *La criminalité politique* (in-8°; Félix Alcan) est dirigé contre les politiciens sans vergogne qui traitent la France en pays conquis : « Avant 1789, dit M. Proal, les nobles croyaient avoir droit à des pensions et Fénelon lui-même s'affligeait, quand il les voyait languir dans l'antichambre de Versailles sans recevoir aucun bienfait. Aujourd'hui, les politiciens croient avoir droit à des pensions, et les députés s'affligent quand ils voient leurs électeurs languir dans l'antichambre des ministres sans obtenir une pension sous la forme d'une sinécure. »

Ils croient aussi avoir droit à l'intolérance, à l'impunité, aux courbettes, à la richesse, à la puissance, et ils estiment que tous les moyens sont bons pour obtenir leur dû. La politique est devenue immorale. Le livre de M. Proal est une protestation éloquente contre cette corruption néfaste et honteuse de l'esprit public.

— *Les localisations cérébrales en psychologie. — Pourquoi sommes-nous distraits?* par Georges Hirth (Félix Alcan). Ce n'est qu'un tout petit livre, traduit de l'allemand. Je l'ai trouvé bien intéressant. Quel est le mécanisme « psychophysique »

de la distraction? Quelles sont les causes du phénomène? Dans quels cas peut-on être guéri de ses distractions par la médecine? La science ne répond encore à ces questions qu'avec de grandes réserves, mais elle commence à y répondre.

— Suite des mémoires sur le premier empire : *Les souvenirs* du général baron Paulin (1 vol. in-12; Plon et Nourrit). Le baron Paulin n'a pas la verve et l'éclat des Marbot, mais son récit est nourri de faits et de renseignements, exposés d'un ton qui inspire la confiance. L'un des chapitres les plus curieux est celui du débarquement au golfe Jouan. L'auteur se trouvait ce jour-là en excursion, avec des amis et des dames, à l'île de Sainte-Marguerite. La surprise des populations, le désarroi des autorités, l'émotion des troupes et leurs hésitations et, finalement, leur entraînement vers Napoléon : tout cela est raconté avec une sobriété et une netteté qui ne rendent le tableau que plus saisissant.

— Chez Perrin, *La vie et les mœurs au jour le jour*, par M. René Doumic, un nouveau venu qui s'est fait rapidement une belle place dans la critique. Il est jeune, spirituel, il a une jolie langue, et il n'a pas l'air de partager, ni d'aimer, le scepticisme des renanistes. C'est déjà une autre génération, qui pousse doucement vers les vieilles lunes les jeunes d'hier, les Jules Lemaître et les Anatole France. Il s'agit de savoir ce que leurs successeurs vont nous apporter. Jusqu'à présent, il semble que ce soient des sentiments plutôt que des idées, des aspirations plutôt que des opinions. Mais il faut leur laisser le temps de se dégager, et leur tenir compte, en attendant, de leurs désirs de foi et d'affirmation.

— *La femme en gris* (Perrin), de M. Sudermann, l'auteur de *Magda*, a paru d'abord en feuilleton dans les *Débats*. Pourquoi a-t-on changé le titre allemand, *Frau Sorge, Madame Souci?* Il était joli, et avait l'avantage de résumer en deux mots le sujet du roman, mélancolique récit plein de sensibilité et de délicatesse, qui peut se mettre dans toutes les mains.

CHRONIQUE ITALIENNE

Le nouveau tableau de Botticelli. — Cesare Cantù. — Gaetano Milanesi. — La veuve de Giovanni Lanza. — La vérité sur l'Afrique italienne.

Il me plaît de donner la première place de cette chronique d'avril à un tableau de Botticelli. Et, si l'on m'objecte que l'argument est vieux, je répondrai qu'il n'y a pas de maître plus jeune que l'adorable Sandro de Florence. Et, si l'on m'objecte qu'il est mince, je répondrai que cela dépend. Les peintres, les artistes, les érudits ou les curieux de la peinture, qui sont légion, tiennent évidemment pour l'événement le plus considérable de la saison la découverte qu'on vient de faire à Florence de cette toile illustre, toute fraîche et juvénile, une des meilleures du maître et à peine restaurée.

Elle était accrochée dans un corridor obscur et dans un appartement privé du palais Pitti. On ne sait pourquoi, par exemple. Un Anglais, M. William Spense, allant faire une visite au duc d'Aoste, la remarqua. Il courut communiquer cette remarque à M. Enrico Ridolfi. Et M. Enrico Ridolfi, le savant et complaisant directeur des musées florentins, n'eut pas de peine à en apprécier la valeur non plus qu'à classer le tableau.

Il s'agit d'une œuvre charmante, dont Vasari parle en ses *Vies* et qu'on croyait égarée. Elle fut faite pour Laurent le Magnifique, vraisemblablement en 1480. Elle est de la même inspiration et du même genre que le *Printemps* et la *Naissance de Vénus*. Comme celles-ci, elle fut commandée pour quelque villa des Médicis. Et elle traite aussi d'une allégorie.

Pallas domine le Centaure. Pallas n'a point de casque, point de cuirasse, point d'égide. Elle est vêtue de mousseline blanche, de frondaisons d'olivier grises et d'une draperie verte qui ceint ses flancs gracieux. Elle s'en va tête nue, ses cheveux blonds envolés sur les épaules, dans tout l'éclat de sa jeunesse et de sa liberté. En sa main gauche une hallebarde précieusement ouvrée par un artisan de la Renaissance; de fines sandales à

ses pieds aux doigts longs ; une grâce et une élégance heureuse répandues dans toute sa personne. Elle triomphe de la bête de douleur, sans peine apparente, d'un mouvement aisé et léger qui indique bien son essence supérieure de déesse sachant combattre et broder. En apaisant le désordre, l'inharmonie, la colère, elle remplit sa fonction. Il ne lui faut que son sourire pour triompher du mal. Et elle a des bras très longs, un cou un peu maigre et un visage d'un modelé infiniment délicat.

Les anneaux d'or au chaton de diamant, la bague mystérieuse des Médicis, dont sa robe est brodée, indiquent l'allégorie. Et, de fait, elle symbolise la sagesse du Magnifique qui venait de contraindre et de rallier son adversaire, Ferrante de Naples, non par des armes, mais par des raisons. L'entrevue fut un des premiers exploits de la diplomatie italienne. On l'a comparée à celle de Tilsitt. Il y a de ça.

Dans son ensemble, l'œuvre est d'une réelle importance. C'est un des meilleurs Botticelli qu'on vient de retrouver. L'empreinte du maître est indéniable. Au premier coup d'œil, on reconnaît que cette créature svelte, fuselée et agile est une fille de ses mains. Elle lui est née dans un moment de joie, quand Florence souriait à la paix et que lui-même n'avait pas encore entendu Savonarole. Et ce tableau remis à sa place et à sa marque semble réjouir le printemps.

Maintenant, parlons de nos deuils.

— Cesare Cantù vient de mourir.

Il était le dernier débris de cette Italie littéraire qui jeta un si grand éclat au commencement du siècle, l'ami de Manzoni, le bon soldat de lettres qui a blanchi à la bataille et à la lutte avec l'idée. Sans doute que sa gloire n'est pas une de ces gloires incontestables et incontestées qui font l'honneur d'un pays. Cantù n'aura pas enrichi sensiblement le domaine de la pensée. Il groupa, recueillit et produisit plus qu'il ne créa. Reste qu'il fut un immense travailleur, un homme de bien dans toute la beauté de la parole, et que c'est une âme candide, claire et généreuse qui vient de mourir pour l'Italie et pour l'humanité. Les hommes de plume perdent en lui leur doyen. L'exemple de ce vaillant qui écrivit toute sa vie et qui n'écrivit jamais que selon sa conscience semblait réhabiliter le

métier. Jamais le métier n'a eu plus besoin d'un idéal ou d'un répondant.

Né en 1804, à Brivio, dans le Milanais, ayant de très bonne heure pris les ordres, il dut renoncer à la carrière pour s'occuper de ses frères et de ses sœurs. Ses parents venaient de mourir et de les laisser dans la misère ; ce fut Cesare qui les soutint. Et il soutint, éleva, fortifia de la sorte non seulement sa famille, mais son pays. Cantù travailla à lui donner une âme. Les deux ou trois générations d'Italiens qui se sont succédé depuis cinquante ans sont plus ou moins ses enfants.

On ne s'attend pas à ce que je dresse la bibliographie de son œuvre. Elle remplit une bibliothèque et comprend 250 volumes. Elle touche à tout et à d'autres choses encore. Cantù était principalement et premièrement un esprit universel, merveilleusement souple et apte à l'assimilation. Et si, dans cet amas énorme d'histoires, de romans, de poésies, de monographies, de biographies, de polémiques, de critiques, de traités, de guides, de livres d'enfants, de brochures populaires, d'ouvrages d'éducation, il y a sans doute un peu de fatras, beaucoup de répétitions, un infini délayage, on ne peut qu'admirer, dans cette époque et dans ce pays de spécialisation à outrance, la facilité et la fertilité de cet esprit prompt à la synthèse, rapide, facile et lucide, qui s'appliqua à tous les genres et qui ne fut médiocre en aucun. Son œuvre de vie est certainement sa *Storia universale.* Il l'accomplit en neuf années de jeunesse ; non seulement elle fit fortune, puisqu'on ne compte plus ses éditions et ses traductions, mais elle fit la fortune de son auteur et de son éditeur. Cantù y gagna trois cent mille francs, c'est-à-dire cet *otium cum dignitate* qui est le rêve de tout plumitif et dont personne ne profita si peu. Il faut y joindre les dix volumes de la *Storia degli Italiani*, qui parurent à leur époque, et donnèrent aux peuples de la Péninsule en face des étrangers le sentiment de leur grandeur nationale et la conscience de leur dignité. Il y a là dedans beaucoup d'erreurs, et beaucoup d'amusantes bévues. Il y a aussi beaucoup d'idées. Personne ne fut, pour employer un mot qu'il n'aurait pas compris, plus suggestif que ce vieillard.

Cantù était fort catholique, attaché par toutes sortes de

racines au passé et à la tradition. L'Italie qu'il rêvait dans ses années de jeunesse n'était pas celle des autres. Il se serait fort bien contenté d'un gouvernement constitutionnel et libéral avec les Autrichiens. Il aurait laissé au temps le soin de l'unification, qu'on hâta par tous les moyens et par toutes les alliances. En tous cas, il n'aurait jamais pris Rome. On comprend qu'avec de tels principes sa carrière politique ne put être que limitée. Nommé député dans les premières années, il ne devint jamais sénateur. Il n'aurait jamais d'ailleurs consenti à le devenir. De bonne heure, il s'était éloigné de la mêlée parlementaire, fidèle au mot d'ordre clérical : ni électeurs, ni élus. On lui en garda longtemps rancune. Puis, on finit par lui pardonner. Il était si vieux, si courtois, devenu presque innocent et sacré sous la belle couronne de ses cheveux blancs ! Pourquoi contrister cette activité verte et facile qui datait de l'épopée italienne ?

Et puis lui aussi avait souffert du tyran. Il avait été exilé. Il avait été mis en prison. Il avait collaboré à l'Italie, en somme, si bien que la vénération unanime peu à peu était allée à cet homme vénérable, qui de son vivant était honoré comme un mort. On ne considérait plus cette vie et cette œuvre que dans son ensemble et dans son passé, à la hauteur où les détails disparaissent devant la masse. Et le nombre des jours et des livres apparaissait si imposant, que les uns rachetaient les autres et que les meilleurs valaient pour les moins bons. C'est une chance pour un homme de beaucoup travailler et de beaucoup vivre. La glorieuse vieillesse de Cantù suffit à le prouver.

On l'enterrera dans le petit cimetière de son village où il a voulu dormir : « Sans cela, qui se souviendra de moi dans dix ans ? » demandait-il. Et on gravera sur sa pierre cette épitaphe qu'il s'est lui-même choisie : « En étudiant l'histoire, il apprit la vanité des grandeurs et des misères. »

— Un de ses contemporains, ou quasi contemporains, Gaetano Milanesi, ne lui a pas beaucoup survécu. Né à Sienne en 1813, il vient de mourir à Florence le 11 mars.

Surintendant des archives d'état de Florence, archiconsul de la Crusca, Gaetano Milanesi est un nom moins sonore. Ce

n'est pas un nom moins utile. L'histoire des lettres italiennes et plus particulièrement celle de l'art italien perdent en lui un maître qu'on ne remplacera pas aisément. Ses trois volumes de *Documents pour l'histoire de l'art siennois*, ses *Ecrits variés sur l'art toscan*, ses *Discours sur l'histoire civile et artistique de Sienne* sont d'excellents ouvrages d'une érudition sûre et d'une copiosité infinie. Il collabora en outre à l'édition d'une quantité de textes qu'il enrichissait de notes, de commentaires et d'explications lumineuses. Je n'en citerai qu'une dans la masse. C'est la superbe publication de la correspondance de Michel-Ange. Mais son œuvre de vie, sa *Storia universale* à lui, c'est l'édition en neuf volumes des *Vies* de Vasari.

On semble un peu revenir dans ce moment à ce précieux et naïf biographe d'Italie que l'érudition contemporaine et particulièrement étrangère malmena par trop violemment. Sans doute que Vasari ne répond point à toutes les exigences d'exactitude minutieuse auxquelles l'histoire prétend aujourd'hui. Il en prend à son aise, se contente de l'à-peu-près, ne vérifie pas toujours. Trop souvent, il admet sans discussion l'opinion ou la légende en cours. En outre, il est artiste, c'est-à-dire qu'il a ses préférences et ses haines. Mais il est artiste, c'est-à-dire encore qu'il s'y entend. Quelle intelligence fine et gracieuse il garde des choses de son métier ! Comme il saisit vite et note vite, en un mot trouvé, le fort et le faible de chacun ! Et, en dépit des erreurs inévitables, des fautes, parfois grossières, de dates et de faits, quelle source inépuisable, bigarrée et diverse de la Renaissance !

Aujourd'hui, on ne peut consulter Vasari qu'avec le commentaire de Milanesi. C'est lui qui le redresse et qui le complète. Il l'a enrichi des découvertes postérieures, l'a mis au point, en a fait un livre de toute première nécessité.

Milanesi était fort modeste, puisque les grands le sont toujours. Il recevait en souriant la foule de doctes de tous les pays et de tous les degrés qui allaient à lui comme à la source et ne se faisaient point faute de le voler au besoin. Il les éclairait, les guidait, mettait à leur disposition les fruits de sa vie de recherches dont il n'était point avare. Il avait tellement qu'il

pouvait donner. Aucune des belles synthèses ou des savantes monographies que nous possédons aujourd'hui sur l'histoire de la peinture italienne ne serait née, si pendant soixante ans de vie ce patient et ce consciencieux n'avait confronté, amassé et recueilli. On ne lui en est pas assez reconnaissant.

— Puisque je suis en train de porter des couronnes sur des tombes, je veux en déposer une sur la simple pierre d'une honnête femme, qui n'eut d'autre mérite que d'être une Italienne de grande âme : la veuve de Giovanni Lanza.

Ce brave homme, d'une austérité antique, tout d'une pièce et tout d'un cœur, avait choisi une compagne à sa taille. Elle sut le comprendre, et, quand il fut mort, le continuer. Effacée, mais droite au devoir, c'est elle qui le soutint dans les difficultés et les angoisses innombrables de sa charge de premier ministre : « Tes angoisses et tes inquiétudes, lui écrit-elle, furent par moi toutes senties et partagées. Et le chagrin que j'en éprouvai fut si grand que j'en eus un trouble qui me rendit malade. Aujourd'hui je vais mieux et je m'empresse aussitôt à te répondre. Je ne doute pas que tu ne réussisses à former le ministère selon ton désir et celui de la nation ; néanmoins, il faut que tu t'armes d'une force herculéenne, afin que les colères et les haines que tu vas affronter ne puissent porter atteinte à ta santé.... L'écurie s'est accrue d'un joli petit veau. Le vin blanc, le vin *di torchiatura*, a été changé, et je ne crois pas qu'il faille le changer encore, parce qu'il est très doux. » Elle vivait à la campagne, loin de la cour, des cérémonies et des honneurs, d'abord parce qu'elle était pauvre et ensuite parce qu'elle était modeste. Son mari estimait qu'il y avait mieux pour elle que de montrer ses épaules à un bal officiel. Et, séparé de sa femme qu'il adorait, il lui écrivait chaque jour des mots d'amitié au milieu des plus grosses affaires, et il lui envoyait le jour de sa fête un beau bouquet de fleurs. Quand le premier ministre fut mort, elle persista dans les traditions qu'il lui avait laissées d'obscurité et de simplicité. Ce fut Humbert qui alla la voir. « Je la croyais, écrit-il, une femme timide, nouvelle au monde. Je m'aperçus au contraire que j'étais en face d'une femme d'une société choisie, très intelligente. » Et la reine ne put s'empêcher de l'embrasser. Veuve d'un premier ministre, Col-

laresse de l'Annonciade, cousine de la famille royale, elle aurait pu siéger à la cour sur un trône. Elle ne le voulut jamais. Elle aurait pu accepter une pension. Elle la refusa toujours. « S'il était vivant, répondait-elle aux instances qu'on lui en faisait, il n'accepterait pas. Je ne veux pas, lui mort, lui donner ce déplaisir. » Il s'agissait de 1200 francs de rente.

On le voit, ce fut la digne compagne de ce Lanza qui ne voulut jamais toucher son traitement de ministre. Autres temps, autres mœurs. Elle est morte au début de l'hiver. Le train qui nous mène fait supposer qu'elle est morte pour toujours.

— L'Afrique est la grande question du jour. La marche en avant du général Baratieri, les dernières victoires de Coatit et de Sénafé, les nouvelles difficultés qui sont attendues, et les nouveaux sacrifices qu'on va demander, constituent, dans l'éclipse parlementaire que nous traversons, autant de sujets de causerie et d'inquiétude. Laissez-moi sur l'argument vous donner un témoignage bien curieux. C'est la lettre d'un soldat de là-bas que je transcris en en respectant la ponctuation et le style, puisque je ne peux, hélas ! en conserver l'orthographe.

Afrique Massaua 4 octobre.

« Mon très cher ami,

» Je n'ai pas pu tarder davantage à t'écrire j'attendais toujours avant ta réponse et je n'ai encore rien reçu que je t'écrivis à Capoue et je donnai l'adresse pour l'Afrique et je te mandai la photographie, je pense qu'elles se sont égarées la mienne ou bien la tienne faites-moi savoir si vous avez reçu mon portrait.

» Cher ami, je te fais savoir l'excellent état de ma santé et j'en espère autant de vous et de toute votre famille. Cher ami, je te fais savoir que je me trouve proprement au milieu d'une fournaise ardente pleine de feu pire qu'on n'y peut résister, je me brûle de chaud et de soif on ne peut reposer ni nuits et ni jours pour la chaleur que nous brûlons. Cher ami si vous voyiez le soleil il te ferait peur tant il tremble regardez comme brûle une fournaise quand elle a brûlé un jour deux qu'alors elle ne fait plus de fumée alors regardez sur la fournaise la chaleur comme elle tremble et ainsi fait le soleil en Afrique.

Cher ami je te fais savoir que pour la grande chaleur nous trempons nos mouchoirs dans l'eau et puis nous nous les mettons sur le front, la température de la chaleur est toujours cinquante-cinq et cinquante-six au jour et quarante à la fraîcheur donc vous voyez cher ami je me trouve proprement où naît le soleil, à présent je veux encore te parler des vivres, les vivres sont très chers et sont très mauvais, le vin coûte un cinquante le litre une bouteille de gazeuse coûte vingt-quatre sous, le manger fait dégoût plein de mouches, le pain coûte cinq sous en Italie il coûte deux sous, la ration du quartier il faut la jeter loin parce qu'elle empoisonne et sans sel, pour pain ils nous passent des galettes qu'on ne sait pas depuis combien de centaines d'années elles ont été faites il y faut les pierres pour la casser ils nous passent cinq litres d'eau par jour et avec ces cinq litres il nous faut faire la gamelle il en reste deux litres pour boire et ils sont comme de la soupe.

» O cher ami, heureux que tu es heureux que tu es toi qui es dans le paradis terrestre et moi je me trouve au milieu de l'enfer au milieu d'une mer de feu. O cher ami quel malheur ai-je reçu moi de revenir mourir en Afrique à Dieu plaise que non. Cher ami quels beaux fruits on méprise en notre pays et moi je n'ai pas connu le mois de septembre, quel beau raisin, quelles belles figues, quel beau vin, quelles belles réjouissances spécialement maintenant que c'est le temps des vendanges, ah! oui, quelles belles réjouissances, si je pouvais une fois de retour en santé jouir de ces belles réjouissances avec vous cher ami il ne me reste rien d'autre à te dire que de te saluer de vrai cœur et de saluer toute ma famille spécialement ma mère et dites-lui que je me trouve bien et qu'elle me mande quelque chose et que je pense toujours à elle, et salue encore pour moi ma sœur Chiarina et tant de choses au révérend Matteo avec toute sa famille, et tu feras tant de saluts à votre commère Judita. »

On sent la vérité, n'est-ce pas ?

CHRONIQUE ALLEMANDE

Tout à la politique. — Une grande solennité nationale : le quatre-vingtième anniversaire de Bismarck. — Le rôle du Reichstag. — La littérature bismarckienne : MM. Hans Blum et de Poschinger. — Un auteur heureux. — Féerie macabre : la *Blonde Catherine*, de Richard Voss.

Les préoccupations politiques n'ont pas manqué à l'Allemagne depuis quelques semaines. Le projet de loi contre les tendances subversives vient de sortir d'un premier bain parlementaire : le débat dans la commission du Reichstag. Il en émerge écourté de ci, allongé de là, déformé plus qu'embelli. D'un bout de l'empire à l'autre, on le montre du doigt, comme violateur de la liberté de la pensée. D'autre part, le mouvement agrarien sollicite au plus haut point l'attention. C'est comme un vent de folie qui passe. La protection douanière ne suffisant plus, chacun fait appel à l'état pour amener l'eau à son moulin. Les producteurs de blé demandent la nationalisation du commerce d'importation des céréales ; quelques vignerons des bords de la Moselle réclament la même main-mise sur les vins étrangers ; les sucriers sollicitent des primes d'exportation ; les meuniers et les maltiers en veulent autant pour leur industrie. J'en passe, et d'aussi intéressants. Il n'y a pas de raison pour que le mouvement s'arrête. Le conseil d'état prussien, qui n'avait pas siégé depuis plusieurs années, en délibère doctement sous la présidence de l'empereur lui-même. Il n'est pas étonnant que le public et la presse prennent vivement parti dans cette course au clocher dont l'enjeu pourrait bien être le renchérissement de la vie.

— Cependant, toutes ces préoccupations pâlissent à l'approche de la date qui figurera en tête du présent numéro de la *Bibliothèque universelle* : 1er avril 1895. Ce jour-là, M. de Bismarck aura quatre-vingts ans. On se prépare depuis des mois à cette solennité, qui promet d'être une des plus grandes

fêtes nationales que l'Allemagne ait jamais célébrées, une sorte d'apothéose de son plus illustre citoyen.

La grande poussée qui se produit en cette occasion montre à quel point l'empereur fut avisé en se réconciliant avec le vieil homme d'état. Se figure-t-on l'Allemagne tout entière couvrant de fleurs et d'hommages un disgracié, en lutte ouverte ou sourde avec le gouvernement impérial et avec le souverain ? C'est là ce qui serait arrivé sans l'envoi de l'historique bouteille de vin du Rhin que le comte de Moltke, premier adjudant de l'empereur, porta à Friedrichsruhe le 23 janvier 1894.

Depuis, il n'est pas d'attentions dont Guillaume II n'ait comblé le fondateur de l'unité allemande : il n'a pas laissé échapper une occasion de lui envoyer des télégrammes de sympathie ; il lui a rendu visite à Varzin; il lui a fait la joie de congédier M. de Caprivi ; il a envoyé le prince de Hohenlohe prendre ses conseils ; il s'est servi de son nom pour amener les membres du Reichstag à augmenter la flotte allemande ; il vient de nommer le comte Guillaume, fils cadet de l'ex-chancelier, président supérieur de la Prusse orientale ; il réserve au comte Herbert, son fils aîné, l'ambassade allemande à Saint-Pétersbourg, d'après les uns, celle de Londres, d'après les autres. Devant tant de prévenances, l'attitude de l'ex-chancelier reste un peu énigmatique. Sans doute, il remercie, mais tout juste. Personne n'oserait garantir qu'il a pardonné au repentir imprévu de son jeune maître les contrariétés et les affronts si amèrement ressentis.

Qu'est-ce que Guillaume II fera pour le 1er avril ? Les bruits les plus variés ont couru. Quelques-uns étaient extravagants, entre autres l'annonce de la création, pour Bismarck et sa dynastie, d'une couronne grand-ducale d'Alsace-Lorraine. L'empereur accordera-t-il à l'octogénaire le titre d'altesse ? Transformera-t-il en dignité héréditaire le titre personnel et viager de prince dont son aïeul a paré M. de Bismarck ? Peut-être. On l'a annoncé, comme pour sonder le jubilaire. Celui-ci a fait répondre par ses officieux de façon peu encourageante. Il n'a que faire de titres nouveaux. Quand s'est-il dit « duc de Lauenbourg ? » Il a pris à son compte la fière devise des Rohan: « Lauenbourg ne daigne, Bismarck suis. » Le faire altesse à quatre-vingts ans, ce ne serait pas ajouter un milli-

mètre à sa taille et à sa gloire. Il a fait le roi de Prusse empereur allemand. Celui-ci chercherait en vain à rendre complètement la politesse.

Quant aux autorités et au peuple, ils se sont également mis la cervelle à l'envers pour ajouter quelque hommage ou quelque titre inédit à ceux dont M. de Bismarck est déjà comblé. Un grand nombre de villes, surtout en Saxe et dans l'Allemagne du sud, lui ont accordé leur bourgeoisie d'honneur et ont confié à des artistes en renom l'exécution de mirifiques parchemins lui conférant cette qualité. On a donné son nom à une montagne. On prépare une avalanche de télégrammes et de fleurs. Des délégations innombrables vont affluer à Friedrichsruhe sur les 35 trains à prix réduits organisés par les chemins de fer de l'état. C'est une formidable surenchère dans les hommages d'admiration et de reconnaissance.

— Pourtant il y a des ombres au tableau. La plus épaisse est l'attitude du Reichstag. Il paraît certain qu'une manifestation en l'honneur de l'homme auquel il doit le jour n'y trouverait pas une majorité, ou du moins n'y passerait pas sans des protestations qui jetteraient dans le concert national une note fâcheusement discordante. Seuls, les partis du cartel sont prêts à s'y rallier. Mais les catholiques ne pardonnent pas le Kulturkampf ; les socialistes se souviennent du petit état de siège et des lois d'exception ; les progressistes hurlent encore sous les sarcasmes du grand chancelier ; les guelfes de Hanovre lui gardent un mortel ressentiment d'être aujourd'hui Prussiens ; les Alsaciens, d'être Allemands ; les Polonais, de la haine implacable qu'il leur a vouée. Et toutes ces rancunes coalisées empêchent la représentation nationale de l'empire allemand de fêter le fondateur de l'empire allemand. Il semble qu'en se plaçant au point de vue purement national, il eût été possible de trouver une rédaction capable de rallier tous ceux du moins qui ne sont pas malgré eux citoyens de l'empire. On n'y est pas parvenu. En présence des manifestations du peuple, où l'esprit de parti pousse des racines moins profondes que chez les politiciens professionnels, cette situation est étrange. Plus étrange encore, le refus formel du conseil municipal de Berlin de prendre sa part dans les fêtes du 1er avril.

— L'occasion a fait éclore toute une nouvelle couvée de livres sur le grand homme. On a écrit sur lui des bibliothèques. On a déjà éclairé les moindres recoins de sa vie publique et de sa vie privée. Mais ses admirateurs sont loin d'être à court.

D'abord on a vu paraître coup sur coup, depuis quelques semaines, le second, le troisième et le quatrième volume de la grande biographie populaire du Dr Hans Blum : *Le prince Bismarck et son temps*, dont je vous ai jadis signalé le tome premier. Le plan primitif de l'auteur était d'achever son œuvre pour le quatre-vingtième anniversaire de son héros, afin de la lui présenter à cette occasion. Mais il a changé d'idée : il veut que son dernier chapitre soit consacré à raconter cette solennité, et il ne fera paraître son cinquième volume que dans deux ou trois mois.

A plusieurs reprises, les renseignements donnés par M. Blum sur celui dont il s'est constitué le thuriféraire et dont il fut l'hôte assidu, ont été reconnus inexacts. Son enthousiasme l'a entraîné loin des chemins arides du vrai, pour le faire vagabonder par les sentiers fleuris de sa propre imagination. Ce n'est pas un historien de tout repos. Naguère encore, il lançait le récit d'un prétendu complot de socialistes allemands, achetés par le général Boulanger, pour faire une révolution combinée avec une invasion française. Cette histoire n'a été prise au sérieux par personne. Elle suffirait à mettre en garde contre l'écrivain.

Le second volume va de 1853 à 1863, le troisième de 1863 à 1867, le quatrième enfin, de 1867 à 1871. On y trouve, au milieu de beaucoup de choses archiconnues, des détails piquants et neufs, qui peuvent être vrais. Ainsi, de curieux renseignements sur les négociations de la Prusse avec la France pendant la guerre de 1866. Napoléon III ne cessait alors de demander pour prix de sa neutralité bienveillante la cession de quelque territoire de la rive gauche du Rhin, qui permît à l'opinion française d'accepter, sans en prendre ombrage, l'agrandissement de la Prusse. Le 7 août, le premier ministre de Guillaume s'en expliquait en ces termes avec le comte Benedetti : « Vous devez savoir qu'il nous est impossible de céder la moindre parcelle de terre allemande. Ce serait une banque-

route. Si vous persistez dans ces prétentions, nous emploierons tous les moyens contre vous. Nous appellerons à nous la nation allemande. Nous ferons même, à n'importe quel prix, la paix avec l'Autriche, dussions-nous pour cela lui laisser tous les états du sud. Puis les deux armées en campagne, fortes de 800000 hommes, marcheront immédiatement ensemble sur le Rhin et nous vous prendrons l'Alsace.... » Quel singulier coup de théâtre si ces menaces se fussent réalisées : les deux belligérants de la guerre de Bohême se réconciliant après Sadowa pour faire cause commune contre la France ! Et comme, après de tels avertissements, il est inadmissible qu'on ait cru à Paris, en 1870 encore, pouvoir compter sur l'alliance du Wurtemberg et de la Bavière !

Dans son quatrième volume, M. Hans Blum s'attache à justifier M. de Bismarck dans l'affaire de la fameuse dépêche d'Ems. Il soutient qu'à cette occasion le chancelier de la Confédération du Nord a transcrit, en les adoucissant, les termes dont le roi de Prusse s'était servi, et que la fameuse transformation de la chamade en fanfare est pure légende.

— M. Henri de Poschinger y est allé également de son volume. Il nous avait déjà donné *La Prusse à la diète germanique ; Le prince Bismarck économiste ; Le prince Bismarck et les parlementaires*. Aujourd'hui, il imagine de réunir les interviews accordés par le grand homme aux journalistes de tous les pays. C'est plutôt, me semble-t-il, lui rendre un mauvais service.

— Il y a longtemps que je ne vous ai parlé théâtre. L'hiver ne nous a pas apporté de nouveautés retentissantes. Dans les polémiques, *Les tisserands*, de Gerhardt Hauptmann, tiennent encore la corde. Ils font laborieusement leur tour d'Allemagne, interdits par certaines municipalités, autorisés par d'autres. En fulminant contre cette pièce au Landtag, le ministre de l'intérieur, M. de Koeller, lui a fait une formidable réclame. Il a encouragé les autorités à en interdire la représentation et blâmé le tribunal qui avait déclaré une telle mesure arbitraire. Le monde des lettres et le monde des tribunaux ont protesté avec une égale énergie, l'un au nom de la liberté artistique, l'autre en invoquant l'indépendance de la magistrature. M. de Wil-

denbruch a été l'un des plus chaleureux dans cette campagne. Et cela est singulièrement significatif de la part du poète de l'absolutisme, du favori de l'empereur. M. Hauptmann est, en tout cela, l'enfant gâté de la fortune. Tout le monde veut aller voir la pièce qui fait couler tant d'encre et de discours.

— C'est indirectement de lui que procède une féerie étrange, *La blonde Catherine*, de Richard Voss, évidemment inspirée par le succès de l'*Assomption d'Hannele*.

C'est une allégorie cruelle, réaliste et fantastique à la fois, œuvre d'un visionnaire sombre....

La blonde Catherine est une jeune ouvrière laborieuse et rangée. Elle a un fils de six ans, tout son tourment, tout son espoir, dont le père, un officier, est mort au champ d'honneur. Eric, — c'est son nom, — tombe dangereusement malade. Une voisine avertit sa mère du danger qu'il court. Alors la pauvre jeune femme se jette devant l'image de sainte Catherine, sa patronne, et, dans une invocation d'une intensité poignante, la supplie de sauver son enfant. L'amour maternel peut tout; il fait des miracles. On l'a toujours dit à Catherine; elle en est sûre; elle arrachera son bien-aimé à la mort. Dieu ne peut pas vouloir que ce bel innocent lui soit enlevé....

Et la Mort vient! Catherine ne la reconnaît pas, car elle a pris les traits, non du classique squelette qui porte une faux, mais d'un ange resplendissant, beau comme un rêve et la tête couronnée de fleurs. Cet ange joue du violon, divinement. Il en vient à raconter son histoire : jadis il lui répugnait de servir de jeune auxiliaire à la mort, mais, maintenant, il a compris qu'il y a des choses bien plus terribles que de mourir.... Catherine y voit clair. Elle pleure, elle supplie, elle cherche à ruser. Mais c'est Eric lui-même qui veut partir, il se cramponne à l'ange, jette à sa mère un signe d'adieu et s'envole dans les bras du ravisseur. La mère affolée veut les suivre. Elle se précipite vers la porte. O miracle! l'image de sainte Catherine descend de la muraille et s'envole avec l'infortunée comme son esprit protecteur!

Le second acte nous transporte aux pays des visions surnaturelles, qui doivent, je pense, symboliser les souffrances de l'amour maternel. Les personnages se nomment le Chagrin, la Misère, le Souci, la Haine. Ils guettent Catherine sur la route

où elle suit son enfant. Elle doit chanter pour endormir le Souci, sacrifier au Chagrin sa chevelure dorée, calmer la Haine en lui donnant ses deux yeux bleus, que celle-ci réclame comme parure. L'amour maternel accepte toutes ces tortures. Misérable, vieille, aveugle, Catherine poursuit sa course. Enfin, la voilà au jardin du Paradis, où l'on entend une musique céleste chantée par les petites âmes des enfants et des anges. Elle est au port, Catherine, elle reprend son fils....

« — La vie n'a pas de prix, lui a dit l'ange de la Mort. Vous verrez en rêve ce que devient un enfant gâté, et alors vous me ramènerez vous-même votre fils.... » C'est là ce que doit nous montrer le troisième acte, conception plus étrange encore que les deux premiers, que seule pouvait risquer l'imagination débordante d'un Richard Voss. La scène se passe dans une chambre pauvrement et banalement meublée ; les personnages y sont réels et parlent la langue de tous les jours, mais, ne l'oubliez pas, c'est un rêve, le rêve qui amènera Catherine à accepter son sort, le rêve qui donne à la féerie sa moralité et doit, je pense, dans l'esprit de l'auteur, consoler les mères qui ont perdu leurs enfants.

Vingt ans sont passés. Eric est un homme, il est devenu soldat, puis sergent. Sa mère l'adore toujours. Mais lui aime Lene, la petite compagne des jeux de son enfance. Lene répond à son amour. La pauvre Catherine n'a plus dans le cœur de son enfant qu'une seconde place, et encore ! La guerre éclate. Il part. Mais, quand l'armée rentre victorieuse, Eric n'est pas là. Il ne figure pourtant ni parmi les morts, ni parmi les disparus. Lene désespère, pas Catherine.... Et tout d'un coup voici le sergent qui rentre en secret : il a déserté comme un lâche, mais il est toujours amoureux. Sa mère lui fait les plus justes et les plus douloureux reproches. Lui, il la maudit pour l'avoir arraché à la mort, tire un pistolet et se tue.

Ainsi finit le long rêve.... Revoici Catherine, couchée sur la lande où elle a lutté avec tant d'esprits mauvais. Revoici l'Ange de la Mort ; il tient encore le petit Eric du premier acte. Catherine le laisse aller volontiers. Des amies l'emmènent éplorée. Et la toile tombe....

Le théâtre de Dresde a donné de cette étrange composition dramatique une représentation splendide. La mise en scène est

une des plus belles qu'on ait vues. Le second acte est saisissant. Le succès a été grandiose. Il est certain que, d'un bout à l'autre, cette allégorie macabre est d'une puissance de poésie rare. Elle est montée de telle sorte que le spectateur imaginatif vit réellement quelques heures dans l'au-delà. Il en sort fiévreux et désolé.

Mais, en Allemagne, on soupe en sortant du théâtre. C'est la seule manière de se remettre d'aussi fortes émotions.

CHRONIQUE ANGLAISE

L'influenza. — A la recherche du soleil. — Politique et élections. — Angleterre contre Australie. — Le Palais du peuple. — Vie de William Laud.

C'est l'influenza qui fait le sujet de toutes les conversations depuis que les grands froids ont cessé. Elle règne presque partout; les docteurs ne savent plus où donner de la tête. Les dames, privées de domestiques, font de grands progrès dans la cuisine et la tenue de la maison, et les hommes ont leurs bureaux tout désorganisés. Mais, si l'épidémie est largement répandue, elle a un caractère plus bénin qu'en 1892; les victimes, cependant, sont nombreuses, surtout parmi les personnes âgées, et la mortalité de Londres a plus que doublé. Heureusement qu'en ce moment le fléau est en train de perdre de son intensité.

Le froid a été si rude que les fontaines de nos parcs sont encore revêtues de glace, au milieu de mars, et que beaucoup de conduites d'eau, sous terre, sont bouchées; à chaque instant, dans les rues, on voit jaillir de petites sources qui proviennent de tuyaux brisés, et à certains endroits le sol est si détrempé qu'il ne forme plus qu'un amas de boue. J'ai remarqué que c'est dans les quartiers aristocratiques qu'il y a eu le plus de mal, par exemple à Grosvenor Square et Belgrave Square, qui sont macadamisés; le pavé de bois, adopté dans les quartiers commerçants, a beaucoup mieux résisté.

— Pour fuir le brouillard, ou se refaire la santé, ou peut-être pour permettre aux plombiers de réparer les conduites qui ont sauté, les habitants de Londres se rendent en foule à la côte. J'écris à Eastbourne, après une brillante et chaude journée où le soleil s'est montré dans tout son éclat. Tout le monde est assis dehors; on a de la peine à trouver une place sur l'esplanade qui s'étend tout le long du rivage sur un espace de plus d'un mille. C'est une belle promenade aux larges allées pavées en ciment, — elle est, par conséquent, toujours sèche, — et dominée par des rochers abrupts. A quoi bon aller à la Rivière, entendais-je dire de tous côtés, quand nous avons un pareil site dans notre propre pays, à une heure et demie de Londres? Cependant, là aussi, les traces du froid sont évidentes : bien des arbustes ont été grillés par la gelée, en particulier les tamaris, la plante par excellence des bords de la mer; et même les giroflées, qui poussent en abondance sur les pentes aboutissant à l'esplanade et qui devraient être en fleurs à l'heure qu'il est, n'offrent plus guère que des tiges dépouillées. Mais l'hiver est fini; du moins, je l'espère. Les hôtels sont bondés, et la foule des promeneurs est aussi bigarrée et aussi amusante qu'en août. Si l'on préfère la solitude, on n'a qu'à suivre la grève, en ramassant des coquillages et des anémones de mer dans de délicieux petits étangs formés par les roches, bien que l'eau, chargée de craie, ne soit pas aussi claire que sur les rives de l'Atlantique. Une promenade de quatre kilomètres nous amène au pied des rochers à pic de Beechy Head, qui s'élèvent à près de 180 mètres au-dessus de la mer. C'est là, je crois, que se trouve la craie la plus pure du globe. Dans un jour comme aujourd'hui, où le soleil brillait au travers d'une légère brume, ces rocs, vus d'en bas, paraissent gigantesques, avec leurs pointes d'un blanc éclatant et leurs contreforts couronnés d'une bande de gazon gris-brun qui s'harmonise et semble se fondre avec le gris-bleu du ciel. Mais le spectacle devient terrible lorsque la tempête est déchaînée, et les marins redoutent beaucoup ce cap, qu'ils doivent doubler pour passer la Manche.

Si l'on veut aller plus loin encore, il y a une quantité de jolis villages dans les Dunes du Sud qui se terminent par la pointe de Beechy Head, et les amateurs de souvenirs historiques pourront visiter, à moins de huit kilomètres, le fort de Neven-

say, dont les murailles romaines étaient déjà vieilles de plusieurs siècles lorsque Guillaume de Normandie y aborda en 1066, et, par la victoire d'Hastings, à quelques milles de là, s'acquit le titre de Guillaume le Conquérant.

Avec tant de sujets d'attraction, il n'est pas étonnant qu'Eastbourne soit devenue une ville à la mode et ait actuellement 40 000 habitants. Elle doit sans doute en grande partie son développement aux sages mesures et à la bonne administration de ses propriétaires ; le plus important de ceux-ci est le duc de Devonshire, qui se fait sûrement, pour sa part, de beaux revenus. L'ancienne ville est bâtie à une certaine distance de la mer ; la nouvelle occupe la partie plate du rivage et commence à s'étendre sur les hauteurs qui avoisinent Beechy Head. Elles font un curieux contraste quand on les voit du haut des falaises. Dans la vieille ville, les maisons sont badigeonnées en gris et leurs toits couverts d'ardoises bleues ou rouges ; la nouvelle est construite en briques rouges, et les toits sont revêtus de tuiles également rouges. Çà et là se détachent des maisons bâties en silex blanc des dunes. Les rues sont bordées de beaux arbres, qui font un effet d'autant plus agréable que tout le pays environnant est nu. A l'arrière-plan, de grands prés où l'on joue au *golf*, et de nombreux enclos particuliers où les élèves des pensionnats qui pullulent à Eastbourne presque autant qu'à Brighton viennent se livrer aux douceurs du football ou du cricket.

— Au parlement, rien de saillant à mentionner, si ce n'est le débat sur le droit de 5 % imposé aux Indes sur tous les articles de coton, malgré la vigoureuse opposition de tous les manufacturiers du Lancashire. La discussion n'a pas été politique, mais purement d'affaires; ce qui l'a rendue intéressante, c'est qu'elle a remis en question le libre échange, le bimétallisme et la situation de la Grande-Bretagne vis-à-vis de ses colonies. A part cela, la chambre des lords a étudié quelques sujets importants, mais arides, tels que la transmission des terres ; aux communes, les projets présentés au gouvernement pour le désétablissement de l'église dans le pays de Galles, et pour la réforme de la loi agraire en Irlande, ont été longuement discutés; mais, comme on ne s'attend guère à voir ces projets passer à l'état de lois, du moins cette année, il serait oiseux de s'y arrêter.

En fait, l'événement le plus intéressant de notre politique intérieure a été l'élection triennale des nouveaux conseils de comté, à Londres et ailleurs. A Londres, ce corps est devenu la forteresse des radicaux avancés depuis les précédentes élections, où ils avaient introduit la politique, tandis que les conservateurs cherchaient à l'en écarter, comme cela se passe dans la plupart des autres comtés. Il en résulta que ces derniers, bien qu'ils fussent les auteurs de la réforme de l'administration locale de 1888, furent complètement battus par les radicaux, et que le conseil se rendit bientôt impopulaire par ses dépenses extravagantes, sa débauche de théories plus ou moins révolutionnaires, et ses demandes de pouvoirs nouveaux, que le parlement ne jugea pas à propos de lui accorder. Cette fois, les élections se sont faites, des deux côtés, sur le terrain politique ; elles ont été très disputées et ont abouti à l'effondrement de la majorité progressiste, chaque parti ayant obtenu 59 sièges ; et encore les modérés n'ont pas eu de chance, car le total des voix qu'ils ont réunies dépasse de beaucoup celui qu'ont obtenu leurs adversaires. Un trait particulier de ces conseils est l'adjonction aux membres élus par le peuple d'un petit nombre d'*aldermen*, qui sont nommés par le conseil lui-même. On cherche ainsi à s'assurer les services d'hommes distingués ou compétents qui, pour une raison ou pour une autre, ne veulent pas se soumettre aux ennuis d'une élection. A Londres, il y a 19 aldermen en sus des 118 membres élus. Les premiers sont nommés pour six ans, les seconds pour trois ans. A chaque élection la moitié des aldermen se retire, et, comme le parti vainqueur prend toujours ceux-ci dans son sein, il s'ensuit que, grâce aux huit aldermen restants, les radicaux disposent d'une petite majorité et ont pu s'assurer la présidence et plusieurs charges importantes. Mais il est clair que le nouveau conseil se comportera tout autrement que l'ancien, et il faut espérer que le beau temps des « faiseurs » est passé et que la bonne administration des deniers publics sera le premier souci de nos conseillers londoniens.

On a beaucoup remarqué, dans ces élections, la défaite éclatante de tous les candidats indépendants. Il n'y en avait pas autant que d'habitude, mais tous leurs noms sont restés au fond de l'urne. Cela ne doit pas être considéré comme un in-

dice de la situation des socialistes ou des autres partis ouvriers, car plusieurs candidats se rattachant ouvertement à ces partis ont été élus sous le patronage des progressistes : ainsi le socialiste Sidney Webb, dont je vous ai signalé il y a quelques mois le livre sur les *Trades Unions*, est sorti en tête de liste à Deptford, et John Burns, le chef ouvrier, a été réélu à Battersea, avec 1200 voix de moins, il est vrai, soit une diminution de 20 %, dont ont bénéficié en majeure partie les modérés.

— Un étranger qui aurait vu dernièrement les grandes annonces des journaux : *Angleterre contre Australie*, et l'intérêt qu'elles excitaient, aurait pu croire que l'empire britannique était en décomposition et qu'il y avait hostilité déclarée entre la mère-patrie et ses colonies des antipodes. Le sujet, à en juger par la grandeur des caractères employés, était bien autrement important que la guerre entre la Chine et le Japon. Il s'agissait, en effet, d'un combat, en Australie, mais d'un combat entre deux camps de 11 champions qui, au moyen de balles et de raquettes, luttaient pour obtenir la palme au jeu de cricket. Il y a eu cinq grands *matches*. Les Anglais ont gagné les deux premiers, les Australiens les deux suivants. Le résultat dépendait donc du match final, qui eut lieu à Melbourne. Les Australiens furent heureux pour commencer ; les Anglais les rattrapèrent ; l'excitation était à son comble ; tout Melbourne assistait à la lutte, et le nombre des spectateurs allait bien au delà des 20 ou 30 000 qui se réunissent à nos plus grands matches de cricket ou de football. Enfin une défaillance subite des Australiens, et le jeu serré des Anglais, donnèrent la victoire à ceux-ci.

Quel dommage que les conflits internationaux ne puissent pas être réglés de cette manière, au lieu de faire verser tant de sang ! Il n'y a pas plus de quatre siècles, on y était presque arrivé en Italie, où les chefs mercenaires, qui servaient pour la gloire et l'argent sans se soucier de nationalités ou de suzerainetés, aplanissaient les différends entre princes et villes libres suivant toutes les règles de la guerre ; après quoi leurs troupes étaient considérées comme victorieuses ou comme battues, s'avançaient ou se retiraient, sans qu'il leur en coûtât un homme, sauf en cas d'accident ! Mais l'arrivée des Français, sous Charles VIII, coupa court à ce système.

— Je vous ai déjà parlé plus d'une fois du Palais du peuple, ce grand édifice bâti dans le but d'humaniser et d'élever la population d'East-End. J'y ai entendu il y a peu de temps un concert donné par la Société Haendel, chœur et orchestre d'amateurs de West-End. J'ai reconnu parmi les exécutants un conseiller privé, qui fait partie du gouvernement actuel, un fils de M. Gladstone, un général qui a conduit une armée en campagne et siège maintenant à la chambre des lords, mais qui aujourd'hui, en sa qualité de flûtiste, suivait docilement le bâton du chef d'orchestre. Il y avait aussi des avocats, et d'autres représentants des professions libérales, avec leurs femmes et leurs filles : en un mot, plus de deux cents personnes de la partie fashionable de Londres, faisant leur invasion annuelle dans le quartier pauvre pour apporter quelque distraction à ses habitants. La salle de concerts du Palais du peuple est immense ; les places coûtaient six sous et étaient toutes prises. L'auditoire, très enthousiaste, était composé en grande majorité d'ouvriers et d'ouvrières ayant fort bonne façon ; dans le nombre passablement de jeunes gens des deux sexes. Certaines personnes se figurent que le Palais du peuple a manqué son but, parce qu'il n'est pas fréquenté par le « dixième submergé, » c'est-à-dire par les plus misérables de la classe déshéritée. Pour ma part, je ne conçois pas comment des gens qui connaissent tant soit peu East End ont pu s'imaginer que le Palais du peuple serait jamais une ressource pour ces malheureux. Mais il attire les vrais travailleurs, comme ce concert me l'a bien montré. On pourrait croire qu'ils ne devaient guère apprécier des œuvres classiques comme celles qui étaient portées sur le programme, le *Te Deum de Dettingen*, de Haendel, et l'*Athalie* de Mendelssohn ; mais les applaudissements et les *bis* répétés prouvaient le contraire.

Des grandes écoles techniques que renferme le palais je ne vous dirai rien, si ce n'est qu'elles ont servi de modèle aux nombreux *polytechnicums* qui ont surgi ces dernières années à Londres, grâce aux dons généreux des commerçants de la Cité ; on y a aussi appliqué de fortes sommes destinées autrefois à certaines œuvres de charité de ce quartier et qu'avec l'assentiment du parlement on a détournées de leur emploi primitif.

— *La vie de William Laud, archevêque de Cantorbéry*, par le révérend C. H. Simpkinson (Londres, Murray, 1895), est la biographie fort bien faite du dernier ecclésiastique qui ait été premier ministre d'Angleterre. Comme homme d'église, Laud est resté hors ligne, et son œuvre a été durable ; comme homme d'état, sa chute a été retentissante, et a servi à démontrer qu'il est impossible à un seul homme de remplir à la fois deux charges si différentes, quels que puissent être son énergie et ses talents. Richelieu, son contemporain, ne tarda pas à sacrifier le prêtre à l'homme d'état. Pour Laud ce fut le contraire : l'église conserva toujours le premier rang. Ennemi du sang, il jugeait indigne d'un évêque de déclarer la guerre. C'est pourquoi il fit défaut au moment le plus important de sa carrière, alors que le roi Charles, réprimant par les armes la révolte des Ecossais, avait besoin d'un ministre énergique pour maintenir sa ligne de conduite. Peu de caractères ont été jugés aussi différemment que celui de l'archevêque Laud. Sa mort sur l'échafaud, entre celles de son ami Strafford et de son maître, le roi Charles, a mis une auréole autour de son nom. Il fut regardé comme un martyr par une bonne moitié de ses contemporains, et vénéré comme un saint par la génération suivante, qui restaura l'église d'Angleterre. Maintenant, grâce surtout au jugement sévère de Macaulay et à la froide critique de Hallam, bien des gens le considèrent comme un pédant, un bigot et un persécuteur, qui ne méritait à aucun titre la haute situation qu'il occupa. Mais le simple fait que fils d'un pauvre tailleur il se fit connaître tout jeune comme prédicateur et réformateur à l'université d'Oxford et qu'il arriva bientôt aux premières charges de l'église et de l'état prouve de reste que c'était un homme de caractère, et bien des passages du livre montrent que son idéal fut toujours élevé, quand même ses actes furent quelquefois incompris. « Laud fut de tout temps l'adversaire des prétentions de l'aristocratie ; il craignit toute sa vie l'alliance des nobles avec les papistes ou avec les puritains, car il lui semblait que les événements avaient clairement démontré que la couronne était l'instrument choisi de la Providence pour le salut du pays. » Et plus loin : « A l'époque critique de notre histoire nationale où vivait Laud, il se crut expressément appelé par Dieu à défendre l'influence de l'église contre

es grands du royaume. Si l'on ne tient pas compte de cette idée fixe, on ne saurait juger le caractère de Laud. » Il est difficile, à la fin du dix-neuvième siècle, d'apprécier les motifs qui faisaient agir un homme au commencement du dix-septième. Nos institutions parlementaires sont si vieilles, il reste si peu de pouvoir à l'aristocratie, que nous avons peine à nous représenter le danger que pouvaient faire courir à l'état les nobles qui se mettaient au-dessus de la loi et dominaient le parlement lorsque le roi ne savait pas faire valoir son autorité.

Pendant un siècle, les Tudor érigèrent en principe que le pouvoir royal devait aller en s'accroissant; le danger de passer de cette théorie à l'absolutisme d'un Louis XIV n'était pas si évident pour les contemporains que pour nous, et ils ne pouvaient se rendre compte aussi bien que nous que c'était un corollaire de la doctrine du droit divin que pratiquaient les Stuart. Bien plus, si un historien du seizième siècle se reportait à une période d'avant les Stuart, lorsque le parlement avait plus d'autorité et que le gouvernement était plus constitutionnel, il ne voyait que guerres civiles, et un pays bien moins puissant et bien moins riche qu'il ne l'était de son temps, et, comparant les deux époques, il trouvait les mêmes questions soumises au parlement, les mêmes efforts en vue d'intérêts privés, les mêmes débats sur la constitution, les mêmes refus des crédits nécessaires pour mettre l'Angleterre en état de se défendre, de jouer son rôle dans les affaires du continent et de favoriser par une flotte suffisante le développement de son commerce extérieur. Laud n'aimait pas le parlement; et il n'y avait là rien d'étonnant, si l'on songe à l'importance que celui-ci donnait aux deux classes qu'il détestait le plus, les nobles campagnards et les puritains. Les principes d'absolutisme sur lesquels il s'appuyait le mettaient aussi en opposition avec les hommes de valeur qui travaillaient à l'extension des libertés constitutionnelles. Il ne les comprenait pas plus qu'eux ne le comprenaient. Enfin et surtout ses efforts pour réintroduire le cérémonial dans l'église, bien qu'ils fussent inspirés par une profonde piété et par le désir de donner à l'enseignement religieux un caractère plus libéral et plus pratique, ne firent qu'exciter la colère des puritains, qui finirent par causer sa ruine.

belle des planètes, que l'Europe est ce qu'il y a de plus beau sur la terre, que la Suisse est la plus belle partie de l'Europe, qu'en Suisse il n'y a rien de mieux que le canton de Vaud, « si beau, » et resserrant toujours le cercle de son admiration, il s'écriait : « Nous n'oserions pas affirmer d'une manière absolue que le plus beau site de l'univers se trouve exactement entre Thierrens et Villars-le-Comte, mais nous avons au moins de fortes raisons pour croire que c'est le plus admirable lieu de notre système solaire. »

Sous l'air paradoxal et badin de cette déclaration, il y a la conviction fort sérieuse d'un Vaudois vraiment épris. Le charme de ces promenades du philosophe, c'est son amour profond du sol natal. Et puis, ceux qui l'ont entendu causer l'y retrouvent tout entier, avec ce qu'il y avait d'un peu voulu dans son humour, avec l'imprévu de ses boutades parfois assez malignes. « La langue du canton de Vaud, dit-il par exemple, la langue du canton de Vaud, *qui ressemble tant au français à certains égards....* » Ce sont là de ces choses que nous souffrons sous la plume d'un des nôtres. Mais, si un Parisien s'était permis semblable plaisanterie, la lui pardonnerions-nous jamais ?

Les *Paysages vaudois* de Charles Secrétan couraient le risque d'être à jamais oubliés, si un amateur de lettres aussi intelligent que modeste n'avait eu l'idée heureuse de les cueillir dans la collection de la *Gazette*, pour les réunir en un petit volume de près de cent pages, que la maison Bridel vient d'offrir au public. Après le *Canton de Vaud* d'Olivier, après celui de Vulliemin, les esquisses du philosophe, moins didactiques et d'une plus libre fantaisie, ont leur prix et leur saveur. Si, comme le dit modestement l'avertissement des éditeurs, ces pages ne s'adressent pas au « grand public, » il faut se souvenir que c'est déjà un fort joli public que celui de la Suisse française, et qu'il fournit à lui seul un nombre de lecteurs dont plus d'un écrivain se contenterait.

— Mme de Gasparin a consacré les dernières heures de sa vie extraordinairement active à récrire un de ses premiers ouvrages : *Le mariage au point de vue chrétien*, publié en 1843. Des trois volumes primitifs, elle a tiré un petit volume, *La femme et le mariage*, qui vient de paraître. (Chez Fischbacher, à Paris,

in-12, avec une préface de Philippe Godet.) Elle a conservé l'ordonnance générale de l'ouvrage, qui avait obtenu l'approbation de Vinet : notre grand critique louait « la simple et judicieuse distribution des matières, » le « plan vaste et lumineux » suivi par l'auteur. Et, s'il faisait des réserves sur plusieurs points, Vinet rendait un plein hommage à cette œuvre « tout à la fois de conviction et de compassion. » Sous sa forme nouvelle, — « revu, récrit, réduit, » comme dit Mme de Gasparin dans un court avant-propos, — sous sa forme nouvelle, le livre est demeuré le même par l'esprit qui l'anime et l'inspiration franchement chrétienne qui le porte d'un bout à l'autre. C'est un plaidoyer d'une haute et forte éloquence en faveur du mariage ; et quiconque observe les faits et les mœurs conviendra que ce plaidoyer est plus actuel que jamais. La question du mariage se confond, aux yeux de l'auteur, avec la question sociale; telle est la pensée qui se dégage de sa belle *Introduction :*

« Ayez un nivellement général, vous aurez un embrasement général. Après, ce que laissent les incendies : un tas de cendres.

» Ayez des lois paternelles, qui prévoient tout, dirigent tout, subviennent à tout : d'un coup de dynamite, la prochaine révolution emportera tout.

» Ayez, autant que vous voudrez, des ordres religieux: les ordres religieux pourront s'élever très haut dans leur spiritualité quintessenciée : plus ils monteront, plus ils laisseront la société bas assise aux infimes régions de l'ignorance, du matérialisme et de la pauvreté. — Si vous en doutez, interrogez le monde au temps des triomphes monastiques.

» Mais savez-vous ce qui, avec et par l'Evangile, sauvera la société ? Savez-vous ce qui en fait la force, l'âme, la vie, le tout ? La famille, la famille chrétienne ! — Cette famille chrétienne, savez-vous ce qui vous la donnera ? Le mariage chrétien.

» Ayez-le, retrouvez-le ! la société vous renaîtra vierge, jeune et puissante.

» Il y a longtemps, écrivait Turgot, que notre nation a besoin qu'on lui prêche le mariage, *et le bon mariage.*

» L'auteur le pense avec Turgot. Puissent les lecteurs le penser avec l'auteur. »

Ce livre est spécialement « dédié aux jeunes femmes du monde, » mais il trouvera sans doute accueil auprès de toutes les âmes sérieuses. Il touche avec une sorte de candeur hardie aux questions les plus délicates ; il fouille très profond dans les mystères du cœur humain et y porte bravement la vive lumière de l'Evangile. Certains chapitres d'analyse morale sont d'une rare pénétration, en même temps que d'une chaleur persuasive qui tient à la ferveur de sympathie dont l'auteur est visiblement animée. Aux appels vibrants de la moraliste chrétienne se mêlent parfois d'admirables pages descriptives, qui ne laissent point oublier le paysagiste des *Horizons prochains.* La libre allure de l'ouvrage contraste fortement avec le ton ordinaire des livres didactiques ; et rien n'est plus éloigné de la banalité que ce style fougueux, emporté, d'un tour parfois étrange, toujours expressif et vivant. Il y a, dans cette œuvre d'une octogénaire, un élan, une jeunesse, une fraîcheur de sentiment, une puissance de sève qui nous étonneraient plus encore, si nous n'avions entendu Mme de Gasparin, dans les derniers temps de sa vie, causer avec une vivacité, une chaleur d'éloquence auxquelles les années n'avaient rien pu ôter. Son secret, c'était l'amour ardent des âmes et la profondeur de la conviction. Et c'est là aussi ce qu'on trouvera dans le noble livre auquel elle a consacré ses dernières forces et sa dernière pensée.

— M. Eugène Ritter vient de publier une curieuse correspondance entre Sainte-Beuve et le professeur E. Gaullieur [1]. Celui-ci, qui était fils de la plus intime amie de Mme de Charrière, se trouvait en possession de tous les papiers laissés par cette femme remarquable. Il eut l'honneur de fournir à Sainte-Beuve des documents qui parurent dans la *Revue des deux mondes* sur *Benjamin Constant et Mme de Charrière.* Gaullieur fut, comme de juste, associé au succès de l'article. Les lettres qu'il reçut de Sainte-Beuve ont trait à cette publication, et nous font pénétrer, d'une façon assez amusante, dans l'atelier, si j'ose dire ainsi, du célèbre critique. Ce qui n'est pas moins piquant, c'est la façon dont il parle de son « rébarbatif directeur, » M. Buloz. Le passage que voici est

[1] In-8°, sans nom d'éditeur.

caractéristique : « Après quinze années de collaboration, je me sens moins chez moi que le premier jour. Buloz, homme de sens et de vigueur, manque d'horizon étendu, d'élévation dans les vues ;... il ne croit qu'au positif, à l'intérêt du moment. Enfin, il est utile et nécessaire à son entreprise ; mais que d'idées gracieuses autour de lui il a empêché de naître, sans s'en douter ! Avec lui, on n'a jamais des échecs d'amour-propre, on a des mécomptes d'affaires, voilà tout. Ai-je jamais pu y installer les Olivier comme je l'aurais voulu ? ils lui auraient été pourtant utiles. »

Ce qui nous frappe aussi dans ces lettres, c'est l'attachement à notre pays dont elles renferment plus d'un témoignage. Le 17 décembre 1845, Sainte-Beuve écrit, à propos de la révolution vaudoise : « J'ai ressenti le contre-coup de tous ces événements qui atteignent la plupart de mes amis du canton de Vaud. Je me considérais moi-même comme *en étant*. » — Et, quelques mois plus tard : « Jouissez, monsieur, de ce qui est encore si bon dans votre excellent pays, la beauté de la nature qui ne change pas, le calme de votre lac et la grandeur de vos horizons. »

Comme le remarque M. Ritter dans son introduction, la carrière d'érudit, où Gaullieur venait d'entrer, fut courte. Cet homme instruit et laborieux mourut déjà en 1859 ; il ne put tirer parti de tous les documents qu'il avait amassés et dont il faisait si libéralement profiter son illustre confrère parisien. Celui-ci méritait d'ailleurs cette aubaine par l'intérêt particulier qu'il porta toujours à notre pays, à notre littérature, et qui faisait dire à Amiel, lorsqu'il apprit la mort de Sainte-Beuve : « Cette perte est immense pour nous autres Suisses romands, car il était le mieux informé, le plus accueillant et le plus impartial des critiques français. »

— Ne quittons pas le passé, puisque nous y sommes. Je rencontre, dans un agréable livre de M. Adolphe Schaeffer, le vénéré pasteur de Colmar, quelques pages qui nous intéressent plus spécialement. Ce livre, intitulé *Tempi passati* [1], est un recueil de souvenirs remontant aux années 1840 à 1858. Je n'ai pas à parler des jolis chapitres consacrés à l'Alsace, mais

[1] In-12. Lausanne, Payot, 1894.

il faut signaler celui qui est intitulé *Genève*, et qui contient des détails attachants sur la vie des étudiants et sur la faculté de théologie, vers 1849. C'est le moment où Munier était le prédicateur le plus en vogue ; M. Schaeffer cite l'opinion d'un de ses amis, qui allait tout uniment jusqu'à mettre Munier de niveau avec Bourdaloue et Bossuet. Il avait reçu des leçons de Talma, et il enseignait l'art de la prédication, dans lequel il excellait lui-même, sans négliger l'art de la déclamation : « Je me rappelle fort bien le jour, raconte M. Schaeffer, où je dus reproduire devant lui le sermon de M. Prévère, tiré du *Presbytère* de Tœpffer.... Ses critiques terminées, il lisait le morceau que nous avions choisi. C'était un régal littéraire que de l'entendre, un plaisir infini de voir son geste si bien approprié à ses paroles, son œil profond noyé de mélancolie, sa forte tête que couronnait une forêt de cheveux bouclés. »

A côté de Munier enseignaient Chastel, Chenevière, Cellérier, Diodati. Mais l'auteur paraît avoir surtout goûté les cours libres de M. Ernest Naville, et les leçons d'Edmond Schérer, qui précisément à cette époque rompit avec l'orthodoxie. « Au point de vue religieux, ajoute M. Schaeffer, Genève était, en 1850, une ville des plus intéressantes. Il était aisé d'y étudier les manifestations les plus diverses de la pensée religieuse, d'assister, le même jour, au culte catholique, pour finir par le culte protestant de l'église nationale ou de quelque chapelle séparatiste. Ce dernier n'était pas le moins curieux. » Suit la description d'une réunion de « mômiers » dans le petit temple de la Pélisserie, d'où le jeune étudiant paraît avoir emporté une impression assez peu favorable. Heureusement, son impression générale sur Genève est meilleure ; elle est résumée en cette phrase, dont la concision plaira à mes lecteurs genevois : « Genève est la plus délicieuse des villes. »

— Que pensez-vous des rapports de l'art et de la morale? Dites-vous avec Herbert Spencer que le propre du beau, c'est d'être inutile ? ou estimez-vous au contraire, avec Guyau, que l'art est utile, parce qu'il a un rôle moral et social ? Telles sont les questions qu'examine très finement M. Adrien Naville dans une « leçon académique, » où il marque nettement la différence profonde, essentielle, entre les œuvres esthétiques et les œuvres

utilitaires [1]. Mais il n'entend [point, pour autant, supprimer tout lien entre l'esthétique et la morale, ni fournir de nouveaux arguments à l'appui de la théorie de l'art pour l'art. Il estime que la jouissance esthétique est un bien en soi, un des buts légitimes de l'activité humaine, et que l'art doit par conséquent être cultivé pour lui-même ; mais il ne doit pas l'être pour lui-même *seulement* ; car, s'il est vrai que tout se tient dans la vie, l'activité de nos facultés contemplatives ne saurait demeurer sans effet sur notre activité pratique. Donc, la morale a bien quelque chose à voir dans un ordre de jouissances qui ont pour effet d'abaisser ou d'élever l'âme, et qui par conséquent ne la laissent jamais telle qu'elle était avant de les ressentir.

La partie la plus originale de cette dissertation est celle où l'auteur, s'appuyant sur les progrès de la psychologie, montre les associations d'idées qui lient les perceptions de la vue et de l'ouïe à la vie totale de l'homme, et en déduit l'existence de relations intimes entre la morale et l'esthétique.

Je ne contesterai qu'un point. M. Naville me paraît attribuer aux théories d'art une influence sur l'art, qu'elles n'ont point, à mon avis : Wagner, dit-il, fut un esthéticien profond avant d'être un puissant compositeur. Peut-être. Mais je me permets de croire qu'il pouvait être un aussi puissant compositeur sans être un aussi profond esthéticien. Je ne saurais croire à la vertu créatrice des systèmes et des théories, ni oublier ce mot si joli de Voltaire sur le trop fameux poème de Chapelain : « A la honte des règles, cette épopée est construite plus régulièrement que l'*Iliade.* »

— T. Combe a sans doute ses idées très arrêtées sur les rapports de l'esthétique et de la morale. Nos lecteurs sont bien placés pour savoir combien il y a d'*art*, et du plus fin, dans son œuvre. Mais chacun sait aussi que les préoccupations d'art ne sont que secondaires aux yeux de cet écrivain tout pénétré de sa responsabilité. T. Combe ne saurait demeurer insensible à l'effet moral produit par ses ouvrages ; et même nous l'avons vue, depuis quelque temps, entrer bravement dans la voie de

[1] *Remarques sur les rapports de l'esthétique avec la morale,* par Adrien Naville. — In-8°. Genève, Kundig, 1894.

la littérature utile. Ainsi sont nées ces excellentes petites brochures à 10 centimes, adressées aux femmes, aux jeunes filles. La merveille, c'est que ces traités, qui affichent un but moral, sont une lecture charmante[1]. Voyez-vous, le talent sert à tout, même à faire des sermons amusants. Qui donc a posé le principe qu'un livre ne doit pas prêcher? Il fallait se contenter de dire que les livres ennuyeux ne valent rien. Et de ceux-là on en fait beaucoup en Suisse française. Mais ils ne sont pas ennuyeux parce qu'ils prêchent; ils sont ennuyeux parce qu'ils prêchent mal, sans esprit, sans style. Ayez de l'esprit, et faites ce que vous voudrez! C'est là tout le secret de T. Combe. Je conviens qu'il n'est pas à la portée de chacun... ni de chacune.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

Le canal de Chicago : Chicago relié à la Nouvelle-Orléans. — L'alcoolisme : alcool de dattes. — Chauffe-eau automatique. — Vitesse des torpilleurs. — Les funiculaires à Saint-Louis. Funiculaires de luxe. — Une *Histoire de l'industrie*. — Le tannage électrique. — Statistiques d'un groupe de papeteries. — Locomotive à pétrole. — Electroculture.

Les microbes compliquent singulièrement l'existence. Leur présence retentit sur la législation aussi bien que sur les mœurs: et qui sait si ces infiniment petits, dont tout le monde parle, mais que si peu de personnes ont vus, ne pourront devenir une cause de guerre civile? C'était déjà bien peu de chose qu'Hélène, en regard de la guerre de Troie: mais qu'est-ce qu'un microbe en regard d'un démembrement de pays? Il est vrai que la guerre n'est pas inévitable. Tout dépend de la façon dont on prend les choses, et, à vrai dire, il ne nous paraît pas vraisemblable que les riverains du Mississipi soient disposés à prendre les armes pour empêcher

[1] *Petites mains. — Avez-vous des dettes?* Deux brochures éditées à Neuchâtel, chez Attinger.

Chicago de souiller les eaux du grand fleuve. Cela tient peut-être à ce que la médaille a son revers : les eaux seront moins pures, mais le trafic y sera incomparablement plus actif, et, du moment où il y a un bénéfice pécuniaire, l'Américain regarde à deux fois avant de se fâcher (l'Européen aussi, d'ailleurs). Voici quelque temps que l'idée du canal de Chicago au Mississipi est dans l'air. A mesure qu'ils se multipliaient de la façon que chacun sait, les habitants de Chicago, qui prennent leur eau potable au lac Michigan, s'avisèrent que la pureté de cette eau diminuait de façon inquiétante. Et il n'en pouvait être autrement. L'eau qu'ils empruntaient au lac, ils la lui rendaient, avec bien d'autres choses ; tous les égouts de la ville se vident dans celui-ci, et si l'huître et la moule jouissent du pouvoir de filtrer et de purifier les eaux, il n'en va pas de même, tant s'en faut, de l'homme et de ses industries multiples. Alors naquit l'idée d'évacuer les eaux souillées vers le Mississipi, chose relativement facile, en raison du voisinage de la rivière Illinois qui va se jeter dans ce dernier. Dès 1889, une loi autorisa le projet. Il ne s'agissait que d'évacuer les eaux d'égout : mais la loi et l'opinion publique demandèrent que les eaux fussent abondamment diluées dans des eaux pures. Il fallut adopter des dimensions de beaucoup supérieures à celles que l'on prévoyait au début et, après avoir rêvé un simple égout, on se trouva devoir construire un véritable canal. A l'heure qu'il est, c'est à un canal navigable que l'on travaille, canal qui partira de la rivière Chicago (dans la banlieue de la ville), en dérivera les eaux, qui jusqu'ici sont allées au Michigan, et aboutira à la rivière Illinois. Ce ne sera ni le plus long, ni le plus profond canal du monde, mais soyez assurés que l'habitant de Chicago ne manquera pas de vous faire remarquer que ce sera le plus large. La partie artificielle du canal (opposée aux parties naturelles, aux parties empruntées à des cours d'eau existants) sera de 67 kilomètres, la profondeur de 7 ou 8 mètres au plus : la largeur de 50 ou 60 mètres au fond, de 60 ou 90 mètres à la superficie. Le cube à extraire est d'environ 9 millions de mètres cubes de roche, et de 27 millions de mètres cubes de terre. On est à l'œuvre. Le nouveau canal apportera 28290 mètres cubes d'eau par minute au Mississipi, — qui n'en a guère besoin : en revanche, quel plaisir cela ferait

au Mançanarès ! — et Chicago sera relié directement aux 24000 kilomètres d'eaux navigables du bassin du Mississipi, à la Nouvelle-Orléans, au golfe du Mexique. Il y aura bien quelques petits travaux à faire çà et là pour accroître la profondeur, mais qu'est-ce que cela en regard de l'œuvre et des résultats commerciaux qu'elle va donner ? Ne croyez pas toutefois que les choses aillent « toutes seules » pour cela. Si Chicago exulte, et si les états du centre acceptent les microbes qu'on leur dorera somptueusement, des cris discordants se font entendre dans l'est. « Vous allez tuer New-York, disent les uns : le trafic européen se portera sur la voie la plus courte et la moins coûteuse, sur le Canada, dont les voies navigables aboutissent aux lacs; vous ferez les affaires du Canada et vous tuerez New-York. »

S'il n'y a que ces considérations pour arrêter Chicago, on peut être tranquille : le canal se fera ; peut-être se fera-t-il même un peu plus vite, voilà tout. D'autre part, le Niagara se démène. Les industriels qui ont entrepris de le faire travailler déclarent que, si le Michigan fait au Mississipi la largesse que nous venons de chiffrer, ce sera au détriment du Niagara : jamais il ne pourra suffire à la tâche, et il s'épuisera, ruinant du coup les exploitants des chutes célèbres. A vrai dire, ces protestations nous semblent avoir peu de fondement, et le Michigan, — ou, pour mieux dire « le système des grands lacs, » — sera en état de subvenir aux deux besognes. Le canal de Chicago se fera donc. Et voilà comment, à vouloir simplement se débarrasser de ses eaux sales, Chicago va se trouver en possession d'une nouvelle et incalculable source de richesse. N'est-ce pas un admirable apologue en faveur de la propreté ?

— L'alcoolisme s'accroît démesurément : c'est la grosse maladie de l'époque. Il y a des chiffres formidables ; celui-ci par exemple : Paris, en 1885, consommait 57 732 hectolitres d'absinthe, et, en 1894, il en consomme 165000 hectolitres. La bonne absinthe est déjà un poison : mais quel nom donner à celle qui se débite à 10 et 5 centimes le verre, et que l'ouvrier boit dans ces « distillations » à marquises tapageuses et flamboyantes qu'il faudrait exterminer jusqu'à la dernière, et dont une révolution seule permettra de venir à bout ? Et n'oubliez pas que toutes les autres liqueurs se boivent, également frelatées

et toxiques, elles aussi, et que pas un député ne voudra présenter un projet de loi contre l'alcoolisme, s'il tient à son siège. Le marchand de vins est roi. Le marchand de liqueurs, faudrait-il dire, car on boit de moins en moins de vin. L'alcool a pris sa place, et chacun s'ingénie à fournir l'alcool à bas prix. Voici une source nouvelle de poison : elle est fournie par M. Leluy, qui préconise la datte. Le fruit cher au chameau, — et à l'Arabe, — contient en effet 66 % de glucose (pour 100 de pulpe) et des matières amylacées. Tout cela, sous l'influence du ferment, se transformera aisément en alcool, et 100 kilogrammes de fruit (coûtant de 10 à 15 francs sur place) fourniront bien 37 ou 38 litres d'alcool. On parle des méfaits des microbes pathogènes : le plus dangereux de tous les microorganismes ne serait-il pas, en somme, celui qui opère la transformation du sucre en alcool ? Ne serait-ce pas celui dont l'extermination serait le plus désirable ?

— Un Américain, M. W.-C. Clarke, a inventé un appareil pour chauffer l'eau qui paraît fort bien conçu. Figurez-vous un tube en cuivre enroulé plusieurs fois autour d'un rectangle imaginaire, et dont les différents tours se touchent presque : l'eau passe dans ce tube, long de 10 mètres environ. Sous ce rectangle placez neuf brûleurs à large couronne, et enfermez le tout dans une boîte métallique percée de quelques trous seulement, de façon à réduire au minimum la déperdition de chaleur. Voilà le principe de l'appareil ; mais il y a un détail important : c'est son automatisme. L'eau ne circule et ne s'échauffe que lorsqu'on ouvre le robinet pour obtenir l'eau chaude. L'ouverture de ce robinet détermine (chose facile à obtenir par la pression de l'eau) la montée d'un petit piston qui, par son extrémité inférieure placée dans la conduite de gaz, laisse passer celui-ci. Il s'allume aussitôt, grâce à un petit brûleur permanent, et brûle tant qu'on laisse couler l'eau. Fermez le robinet, aussitôt le piston retombe et ferme le passage au gaz. L'eau cesse de se chauffer dès qu'on n'a plus besoin d'eau chaude. Cela est simple et ingénieux.

— L'amirauté anglaise, qui s'occupe activement à développer les forces navales de l'Angleterre à un degré extraordinaire, vient de prendre livraison d'un torpilleur, ayant nom *Boxer*,

qui possède une vitesse exceptionnelle. Il fait, en effet, 53 600 mètres à l'heure. Entre la vitesse de ce bateau et celle des express ordinaires on voit qu'il y a peu de différence.

— La rapidité des communications intra-urbaines est un besoin que l'Europe commence à ressentir ; mais les Etats-Unis laissent celle-ci bien loin derrière eux dans la satisfaction de ce besoin. Tandis qu'en France, par exemple, le conseil municipal de Paris, malgré l'approche de l'exposition universelle, s'est refusé à l'entreprise du chemin de fer métropolitain, — pour des raisons d'ailleurs très claires : il sait que, du jour où l'habitant actuel de Paris pourra se loger aux environs sans dommage pour ses affaires, et avec économie pour sa bourse, il le fera, et le budget de la ville diminuera naturellement, — et qu'on en est réduit à imaginer quelques lignes de tramway nouvelles, la ville de Saint-Louis a, en 1893-1894 seulement, dépensé 28 millions environ pour ses véhicules publics. A l'heure qu'il est, il ne subsiste que deux lignes d'omnibus à chevaux, que l'on garde sans doute pour montrer aux jeunes générations de quelle façon les barbares de la préhistoire comprenaient la locomotion : une leçon de choses simple et démonstrative. Le trafic s'est accru dans la proportion de 20 %, et tout le monde est content. Il y a bien quelques accidents, mais cela est inévitable. On ne peut pourtant pas se condamner à l'immobilité sous prétexte que le mouvement expose aux chocs. Au reste, on a vu des gens périr dans leur chambre, écrasés par leur ciel de lit, et en définitive il faut se résoudre à « courir les chances. » A propos de véhicules publics, une innovation bostonienne est à signaler. Il s'agit de tramways, — ou mieux de *trolleys*, de funiculaires, — de luxe. Vous voulez emmener au théâtre, ou à un pique-nique dans la banlieue, une société d'amis ? Au lieu de retenir trois ou quatre voitures, vous demandez pour telle heure un *palace trolley*, et à l'heure dite une voiture funiculaire est à votre porte, peinte en noir, avec filets d'or, doublée de velours rouge, avec panneaux écarlates, le reste étant peint au vert (le perroquet est à peu près complet). Au dedans, 20 chaises, avec 20 patères pour chapeaux et manteaux, ornements de bronze, plafond à « fresque, » lumière électrique. C'est l'omnibus de luxe. Plusieurs de ces voitures

ont été mises à la disposition du public, entre Boston et les environs, pour attirer les habitants de Cambridge et des autres localités avoisinantes aux églises de Boston.

— C'est une très intéressante et utile œuvre que celle qu'a entreprise et achevée M. Bleunard, sous le titre de *Histoire générale de l'industrie*. Ce n'est pas trop de trois gros in-8o (H. Laurens, Paris) pour une matière aussi vaste. La classification en est logique : industries du règne végétal (papiers, textiles et non textiles) ; industries du règne animal (non alimentaires, alimentaires azotées, alimentaires non azotées), et industries du règne minéral (combustibles, constructions, et industries mécaniques). Il ne faudrait toutefois pas s'arrêter trop à ce mot d'*histoire* qui figure dans le titre. M. Bleunard rappelle bien les origines des industries diverses, mais en passant, et c'est en somme surtout à l'exposé des procédés et méthodes du temps présent qu'il s'attache. Par là, l'œuvre a moins de l'intérêt historique qu'elle pourrait avoir, mais elle acquiert toute la valeur d'un document actuel, et très actuel. C'est un excellent travail, et des mieux documentés. J'y trouve la mention d'une application encore récente de l'électricité, qui n'est peut-être pas familière à tous, et comme tout néophyte j'ai hâte de la signaler. Il s'agit du tannage électrique. La vieille méthode de tannage, — celle qu'on emploie encore un peu partout, — consiste à baigner les peaux dans un mélange d'eau et de tan. Au fond de la fosse on place une couche de tan épuisé, et au-dessus on empile des couches alternatives de cuir et de tan, jusqu'à ce que la fosse soit remplie, et l'on ajoute l'eau. Après un premier bain de dix semaines environ, on sort les peaux pour les replacer dans une seconde fosse, en mettant en haut celles qui étaient en bas, et réciproquement. Ce second bain peut durer trois ou quatre mois, et l'on continuera de la sorte, selon l'épaisseur du cuir, les peaux épaisses de bœuf demandant jusqu'à trois ans de mise en fosse. Cela est long. On peut aller plus vite en tannant à la jusée, en faisant baigner de deux à dix semaines dans l'extrait aqueux du tan : mais, avec l'électricité, il suffit de deux, trois, cinq, ou six jours au plus. Les peaux baignent dans de l'extrait de tan, et un courant de dix ampères environ traverse le bain. Grâce

au courant électrique la pénétration du tannin est très rapide, et l'on gagne beaucoup de temps.

— C'est à M. Bleunard encore que nous emprunterons une statistique de la production du papier des papeteries d'Essonnes. Au total elles produisent quelque 40 millions de kilogrammes et les matières premières sont représentées par :

5	millions	de	kilogrammes	de chiffons.
7	»	»	»	de paille.
25	»	»	»	de bois en poudre.
60	»	»	»	de bois en pâte.
5	»	»	»	d'alfa.

On voit combien le rôle du chiffon, en matière de papeterie, est devenu insignifiant (moins de 5 %). Le bois a tout pris. L'alfa devrait prendre : en fait il prend très bien, mais en Angleterre, et c'est une chose bizarre de voir que le produit algérien peut être avantageusement transporté en Angleterre, tandis qu'il y a des obstacles à son utilisation en France.

Au risque de provoquer les plus désobligeantes suppositions, — par ce temps de réclame à outrance, — empruntons aussi à M. Bleunard le chiffre de consommation du *Petit Journal*. Le *Petit Journal* consomme 40 000 stères de bois par an ; 120 000 sapins de 20 mètres de hauteur sont annuellement immolés pour être transformés en papier destiné à cette gazette bien connue. Je serais curieux de connaître la consommation du *Times* de Londres, et de quelques autres journaux de ce genre. Pauvres forêts ! La mort par le feu a quelque chose de moins humiliant, semble-t-il.

— Le pétrole continue à faire la guerre à la houille et à ses produits. Non content d'avoir pris, depuis deux ou trois ans, une grande place dans l'éclairage des maisons particulières, au détriment de l'huile et du pauvre gaz, le voici qui envahit les locomotives. On a pu voir à Chicago, dans une des plus admirables et impressionnantes subdivisions de la *World's Fair* tant décriée (par ceux-là qui ne l'ont point vue), une batterie de 50 et quelques chaudières cubiques, hautes de deux étages environ, d'où s'échappait un formidable ronflement de flamme

et de vapeur; on a pu voir cette source monstre de force, où le pétrole était le seul combustible, marcher avec une parfaite régularité et une propreté irréprochable. Songez qu'il suffit de tourner un robinet et de mettre l'allumette; pas de cendres, pas de main-d'œuvre. Et ce groupe de chaudières, source de toute l'électricité de l'exposition, était manœuvré par deux ou trois hommes au plus qui, vêtements et mains propres, n'avaient qu'à surveiller en tournant çà et là une manette. Il est tout naturel que le pétrole, déjà appliqué aux navires, soit utilisé pour les locomotives. Le *Génie civil* donne les plans d'une locomotive construite pour la *Great Eastern C*[o], sur le réseau de laquelle elle fait un parcours régulier de 90 ou 95 kilomètres. En raison de l'incertitude où l'on peut et doit être au sujet des variations possibles du prix du pétrole, qui n'est point aussi répandu par le globe que la houille, la *Great Eastern* a voulu une locomotive se chauffant à la houille et au pétrole à la fois. En conduite normale, il y a une couche d'environ huit centimètres d'épaisseur de combustible solide. Une tonne de combustible liquide remplace deux tonnes de charbon, et jusqu'ici les résultats sont parfaitement satisfaisants.

— L'électroculture, préconisée par différents physiciens, et vulgarisée récemment par les bons soins de MM. Pabst et Crépeaux, est essayée de différents côtés. Un agriculteur de Christiania vient de communiquer les résultats obtenus par lui avec un géomagnétifère du genre de celui qu'a imaginé M. Paulin de Beauvais. Le rendement des pommes de terre a été accru de 10 %, les tubercules étant de cette proportion plus volumineux, et la qualité en étant par surcroît meilleure. La richesse de la fécule a été augmentée. Si l'on considère que les frais d'installation d'un géomagnétifère sont fort peu de chose, et qu'à tout prendre il exerce une influence favorable, bien qu'incompréhensible, il y a lieu de penser que l'emploi de cette forme de l'électroculture ira se répandant.

CHRONIQUE POLITIQUE

Le printemps. — La situation générale en Europe et l'anniversaire du prince Bismarck. — La session des chambres fédérales en Suisse. — Banque d'état. — Rachat des chemins de fer. — Questions constitutionnelles. — Les relations commerciales franco-suisses.

L'hiver a pris fin; on peut l'espérer tout au moins. Il a duré encore pendant la première décade de mars, à partir de laquelle un grand changement s'est opéré. Le régime des vents, depuis longtemps sous la domination du nord et du nord-est, a passé au sud et sud-ouest. Dans certaines parties de la Suisse, pendant quelques jours, le föhn s'est établi, réchauffant l'atmosphère et fondant des quantités notables de neige, dans la plaine, sans qu'il en résultât pourtant une grande abondance d'eau. Dans la seconde décade, il y a eu une série de journées splendides, qui ont été une jouissance pour tout le monde; les nuits restaient fraîches. Dans d'autres pays, en France particulièrement, la neige des grandes plaines a fondu plus rapidement et a produit en maintes contrées des crues considérables de fleuves et de rivières, avec des débordements ici et là. La troisième décade a amené un nouveau et grand changement. Une tempête, avec bourrasques, d'une violence extraordinaire, s'est abattue sur Londres et sans doute sur une bonne partie de l'Angleterre, et les journaux nous apprennent qu'elle a causé de grands dommages et malheureusement trop de morts d'hommes. La mer a été aussi absolument démontée, et l'on peut s'attendre à de nombreux sinistres. L'ouragan s'est éloigné dans la direction de la Suède, sans que nous sachions encore ce qu'il y a produit, mais il s'est étendu, atténué à mesure qu'il s'éloignait de son centre, sur la Hollande, la Belgique, le nord de la France et la Suisse. Dans ce dernier pays, il s'est manifesté d'abord par des pluies fortes et persistantes, assez chaudes, qui ont activé d'une manière extraordinaire la fonte des neiges, grossissant fleuves et torrents

jusqu'à les rendre menaçants, puis le vent du sud-ouest s'est mis de la partie, soufflant en rafales, et la pluie continuant par violentes ondées. Le baromètre est fortement tombé, mais, au moment où nous écrivons, il tend à remonter et l'on peut espérer la fin prochaine de la crise. Sur les montagnes, la chute de neige doit avoir été assez forte. Peut-être faut-il s'attendre à un printemps très mélangé de bons et de mauvais jours. La quantité de neige est encore si forte qu'il faudra une somme très grande de calorique pour la fondre et qu'on peut prévoir par cela même une température plutôt basse et des retours de froid. S'ils ne se produisent pas, il y aura lieu de s'en féliciter.

La santé publique n'a pas été des meilleures. On pouvait s'attendre à ce qu'un changement du régime atmosphérique aussi accentué aurait une influence fâcheuse. Elle n'a pas manqué.

— En Europe, la situation politique laisse beaucoup à désirer. Si l'opinion publique est tranquille, si rien ne laisse présager des conflits entre nations, si bien des choses indiquent une certaine confiance dans le maintien de la paix : ainsi l'expédition de Madagascar, les dispositions meilleures entre la France et l'Allemagne, le soin que met Guillaume II à se rendre agréable à ses voisins du sud-ouest, l'invitation acceptée par la France et la Russie d'assister avec une escadre aux fêtes d'inauguration du canal du Nord, il en est d'autres qui sont en sens contraire et montrent combien les garanties de paix sont précaires et insuffisantes.

L'une des premières à mentionner est la condition des affaires en Russie. Lors de la mort d'Alexandre III, on a beaucoup célébré et avec raison le service immense rendu par le tsar défunt à l'Europe en maintenant la paix pendant tout le cours de son règne. Il était peut-être inutile à ce moment de rappeler que notre continent en a payé le prix en plein. Aujourd'hui, cela doit être dit. Si Alexandre III a maintenu la paix, il l'a fait par un exercice de sa volonté solitaire. Jamais il n'a pris aucun engagement, ni vis-à-vis de ses voisins, ni probablement même vis-à-vis de ses amis de France. Il est demeuré l'arbitre complet de la guerre, d'autant plus complet qu'il avait accumulé en Pologne une force immense, prête à se mettre en

mouvement au premier ordre pour envahir l'Allemagne et l'Autriche. Il n'en a pas fait usage pour la guerre, mais il était libre de le faire à son heure, sans consulter personne. C'est ce qui a pesé sur l'Europe et l'a contrainte en partie à multiplier les préparatifs et les dépenses de guerre. Lors du rapprochement de la France et de la Russie, l'Allemagne a augmenté considérablement ses forces agressives par des réformes qui ont mis l'armée en mesure de marcher au premier signal, sans attendre la mobilisation de ses réserves.

Quand Nicolas II est monté sur le trône, on pouvait espérer dans sa politique intérieure un changement qui aurait eu son contre-coup sur la politique extérieure. Toute illusion à ce sujet doit être maintenant dissipée. Le nouveau tsar est un souverain intelligent, beaucoup moins libéral qu'on ne l'avait pensé, qui a gardé la plupart des anciens serviteurs de son père, n'abandonnant guère qu'un côté fâcheux de sa politique, les persécutions religieuses, et maintenant le pouvoir sans contrôle de la police secrète, nécessaire pour sa sauvegarde personnelle, mais terriblement oppressif pour son peuple. Le sentiment de la continuité de la tradition gouvernementale paraît être vif en lui, et il s'est manifesté dans la politique étrangère. Les formes à l'égard des puissances étrangères sont devenues plus courtoises, mais c'est tout. Pas un régiment n'a été rappelé de Pologne; du côté des Balkans et de la Turquie la politique est demeurée la même. Rien n'est changé à la situation antérieure. On peut sans doute espérer que, comme son père, Nicolas II sera un ami de la paix, qu'il sentira l'écrasante responsabilité du souverain qui ouvrira les écluses de la guerre, mais rien, absolument rien ne le garantit; il est libre de faire ce qu'il veut, sans consulter personne, et le poids qui pesait sur l'Europe est resté. On s'y est accoutumé, — n'arrive-t-on pas à dormir en paix à côté d'une poudrière? — néanmoins le danger subsiste et a des conséquences graves, car il nécessite de la part de tous les gouvernements une vigilance incessante, et il paralyse complètement tout esprit d'entreprise.

Chose étrange, c'est en France que ce sentiment s'est manifesté récemment avec le plus de vivacité. Au commencement du mois, M. Jules Roche a prononcé dans la chambre des

députés un discours qui a produit une sensation profonde, et non pas seulement en France. Il a montré en effet que ce pays, après des sacrifices immenses, écrasants pour toute autre communauté moins riche, n'était pas en réalité préparé à soutenir une grande guerre ; qu'il devrait faire beaucoup plus et surtout augmenter considérablement ses dépenses militaires pour être prêt à tout événement. Par ses réformes récentes, Guillaume II est arrivé à posséder deux armées, l'une de 550 000 hommes prête à marcher, et l'autre de plusieurs millions d'hommes pour en combler les vides et la renforcer. La France, au contraire, bien qu'ayant aussi des millions de soldats plus ou moins exercés en réserve, ne possède qu'une armée de 406 000 hommes mobiles, dont 60 000 en Algérie. Il aurait pu ajouter 15 000 à Madagascar, où sont entrés volontairement les individualités les plus fortes et les plus énergiques. Et ce n'est pas tout : il a montré que ces chiffres mêmes ne sont pas vrais, qu'il faut en déduire beaucoup d'hommes qui pour une raison ou pour une autre ne font pas de service actif et ne seraient pas préparés à marcher le moment venu. Or, dans la guerre moderne, une campagne dépendra des premiers coups portés, et le succès sera pour ceux qui amèneront le plus rapidement en ligne les troupes les mieux préparées, les plus nombreuses et les plus puissantes.

Le nouveau ministre de la guerre, général Zurlinden, s'est déclaré d'accord avec l'orateur, et le président de la république, M. Félix Faure, relevant un des droits de la présidence, tombé en désuétude, a voulu présider lui-même le conseil supérieur de la guerre, où ces questions ont certainement été traitées. Il est à remarquer que, dans tout son discours, M. Jules Roche a appuyé sur le danger urgent que la France courait du côté de l'Allemagne. On doit admettre qu'il l'a fait comme moyen oratoire d'impressionner ses auditeurs, ce qui n'était point nécessaire, car la France est disposée à faire sans marchander les sacrifices exigés par sa sécurité, comme l'Allemagne l'a fait avec plus de peine il y a deux ans, comme l'Angleterre vient de s'y résoudre elle aussi.

Car, presque en même temps, le parlement britannique votait un énorme accroissement de force de sa marine militaire.

Celle-ci avait été déjà considérablement développée ces dernières années. On va l'augmenter encore dans de vastes proportions. Non seulement au parlement, mais dans la nation, aucune opposition ne s'est manifestée. Tous les partis ont accepté ces dépenses nouvelles, parce qu'elles sont parfaitement comprises de tous. Le seul moyen, dit-on, d'empêcher la France et la Russie d'augmenter leurs forces maritimes, c'est pour l'Angleterre de montrer qu'elle est décidée à aller plus loin encore et à maintenir coûte que coûte sa supériorité sur mer. L'Angleterre veut assurer son existence, autant que la prévoyance le peut, et l'enjeu en vaut la peine.

Nous voyons donc partout les sacrifices imposés aux peuples devenir de plus en plus grands, sans qu'on puisse prévoir où et comment finira cette concurrence ruineuse qui tarit en même temps les sources de production, car il n'y a pas de sécurité que la paix sera maintenue, et les conditions économiques de tous en souffrent profondément.

Tout le monde connaît la cause de cette situation. Or, par une coïncidence étrange, c'est au moment même où ces faits se produisent que l'Allemagne s'apprête à fêter, à aduler de toute manière l'homme qui en portera la principale responsabilité devant l'histoire, comme il en a recueilli la gloire et les bénéfices dans le temps présent. Le prince Bismarck atteignant sa 80e année le 1er avril, une partie de l'Allemagne va le fêter comme peu d'hommes probablement l'auront jamais été. Non pourtant qu'il y ait unanimité : une partie de la nation ne l'a jamais aimé. Les habitants des provinces incorporées de force dans l'empire allemand, le Sleswig, le Hanovre, l'Alsace-Lorraine, ont montré qu'ils n'avaient rien oublié. Les Polonais, traités durement, non plus. Les socialistes encore moins. Les catholiques eux-mêmes n'ont pas rendu les armes. Et tous ces partis, réunis dans un commun sentiment, ont voté au Reichstag que cette assemblée ne prendrait aucune part à l'ovation qui se prépare.

On les en a blâmés. Non pas nous. Faire autrement eût été un acte d'hypocrisie, et l'hypocrisie ne vaut pas mieux en politique qu'ailleurs. Mais il y a eu, semble-t-il, dans leur opposition, des sentiments personnels que l'on peut regretter quand

on songe surtout qu'elle pouvait se placer sur un terrain plus élevé et meilleur. La question qui se posait pour l'Allemagne, qui se posera certainement un jour ou l'autre, c'est de savoir si les services incontestables que lui a rendus le prince Bismarck n'ont pas été payés bien au delà de leur valeur ? Si les énormes sacrifices qu'elle s'est imposés depuis 1870, qui croissent d'année en année, au lieu de diminuer, et sont partagés par l'Europe entière, les impôts écrasants et insuffisants, les conditions économiques fâcheuses, les menaces à la liberté, la misère de nombreux travailleurs, ont trouvé des compensations qui permettent de les porter allégrement et sans regrets. Tout un grand parti, les agrariens, se plaint de ne pouvoir vivre de son travail, de ne point trouver d'argent à bas prix au moment où les capitaux sans emploi abondent. Il cherche un remède impossible dans le monopole des grains, sans voir que ce qui l'empêche de se relever, ce sont les impôts d'une part, et de l'autre l'insécurité qui tue l'esprit d'entreprise, empêche le travail et la richesse de se développer en multipliant les consommateurs de ses produits. Mais qui songe aujourd'hui que les difficultés de l'heure présente sont la conséquence inéluctable de la politique passée ?

Toutefois, ce que les peuples oublient ou ne comprennent pas n'en subsiste pas moins. Dans vingt ou trente ans, plus tôt peut-être, la vérité sera connue de tous, elle aura éclaté avec une évidence irrésistible. Que pensera-t-on alors des fêtes de Friedrichsruhe ? L'ancien chancelier impérial, lui, le saura sans doute plus tôt. A l'âge où il est parvenu, le moment ne peut plus être très éloigné où pour lui tous les voiles seront tombés, et où il verra sa vie et toute son œuvre telles que Dieu les a vus, où il estimera à leur exacte valeur les encensements dont il est l'objet. S'il pouvait parler d'au delà de la tombe, que dirait-il à son pays ? Mais peut-être alors ne serait-il pas écouté, et l'Europe continuerait, comme elle va le faire, à marcher dans une voie dont on n'ose pas sonder les perspectives.

Passons aux affaires de Suisse. L'assemblée fédérale a repris au commencement de la dernière semaine de mars sa session, qui durera jusqu'à Pâques. L'objet principal en sera

le projet de banque d'état, pour lequel le conseil national a la priorité. Nous y reviendrons tout à l'heure. Une autre question est celle de la réorganisation du conseil fédéral. Tandis que le conseil des états a décidé de renvoyer le projet au pouvoir exécutif, en lui laissant toute liberté de s'organiser comme il l'entend, la commission du conseil national envisage avec raison que c'est une matière dont l'assemblée fédérale ne peut se désintéresser ; elle aborde donc en détail le projet du conseil fédéral, et y apporte de profondes modifications, tellement qu'un seul point de ce projet reste debout, celui qui rend au président de la confédération la direction du département des affaires étrangères. Ce serait fort bien si le président était nommé pour trois ans, mais, s'il change chaque année, la conséquence en sera le manque d'esprit de suite dans le domaine qui en réclame peut-être le plus ; on s'en apercevra sans doute plus tard, comme on l'avait fait précédemment, et il faudra revenir à l'état de choses qu'on veut aujourd'hui modifier.

— Que fera le conseil national de la banque d'état ? La réunion de la commision qui a eu lieu au commencement de mars a accentué définitivement les divergences d'opinions. La majorité (7 membres) persiste à proposer d'adhérer au projet de la majorité du conseil fédéral, en y apportant deux modifications principales : l'une qui permet aux cantons de participer au capital de fondation, l'autre qui interdit à la confédération de devenir débitrice à découvert de la banque d'état. La minorité (4 membres) adopte à peu près sur tous les points le projet de M. Hauser, sauf en ce qui concerne la disposition fondamentale du système. Elle veut, au lieu d'une banque d'état, une banque d'actionnaires, mais elle la place d'une manière directe sous le contrôle de la confédération. Ce sont les autorités fédérales qui en nommeront le directeur et une partie des administrateurs. Le bénéfice que pourra faire la banque est strictement limité. Bref, les auteurs du contre-projet sont entrés autant que possible dans les vues de leurs adversaires, mais la question capitale du système à adopter forme entre les deux groupes un fossé infranchissable. Les partisans de la banque d'état objectent qu'ils ne veulent pas remettre à des particuliers intéressés le maniement du principal instrument de

crédit du pays. Les partisans de la banque privée répondent que l'état est un mauvais distributeur du crédit ; qu'au lieu de traiter les affaires comme des affaires, il sera fatalement conduit à les considérer à des points de vue tout autres, nuisibles à la bonne marche de l'établissement ; que son propre crédit s'en ressentira, et que le contre-coup atteindra l'industrie et le commerce du pays ; qu'une banque d'état, non seulement présente des dangers plus grands en temps de guerre, mais se trouve directement à la merci des politiciens et des surprises de l'initiative formulée. Nos lecteurs savent de quel côté nous nous plaçons. La création d'une banque d'état nous paraît être une des plus funestes conceptions de l'esprit qui règne actuellement dans les sphères fédérales. Mais nous avons fort peu d'espoir de voir les chambres se rendre aux sages raisons de la minorité de la commission et du conseil fédéral. C'est une partie qu'il faudra sans doute débattre en fin de compte devant le peuple. Nous serions surpris qu'il se laissât séduire par le mirage des gros bénéfices de la banque d'état, ou entraîner par l'appel aux mauvaises passions qui ne manquera pas de se produire. Ceux qui savent le mieux comment une banque d'état doit être organisée pour rendre des services au pays sont les industriels et les commerçants ; c'est eux aussi qui auront à pâtir en tout premier lieu si la banque fonctionne mal. Or, ils se sont prononcés avec une grande énergie et à l'unanimité, ou peu s'en faut, contre une banque d'état, lorsqu'ils ont été consultés par le Vorort de l'Union suisse du commerce et l'industrie. Il est à espérer que dans le peuple leur voix pèsera plus que celle des politiciens, car c'est une banque d'affaires que la Suisse veut créer, et non une banque pour les besoins de la politique. On sait, par l'exemple de l'Italie, où mènent les banques qui sont sous la coupe de l'état.

— La question des chemins de fer viendra aussi sur le tapis sous la forme d'un projet de loi dont nous nous sommes déjà occupé et qui a pour but de restreindre le droit des actionnaires et l'immixtion des financiers étrangers dans la direction des compagnies. Au conseil des états, M. Richard, de Genève, a déjà prononcé un discours extrêmement remarqua-

ble contre le projet, véritable spoliation, qui n'en paraît pas moins avoir de nombreux partisans dans l'assemblée fédérale, surtout parmi les députés de langue allemande. Son adoption serait d'autant plus fâcheuse qu'il semble bien difficile de soumettre la question au peuple par le referendum. Mais qui vivra verra.

Nous avions vu à ce projet, lors de son apparition, une regrettable liaison avec les idées qui ont amené la chute de M. Welti. Il nous est agréable d'apprendre que M. Zemp n'est pas disposé à suivre sous ce rapport les errements de son prédécesseur. Les journaux annoncent, en effet, que son intention est d'étudier à fond la question du rachat, et, quand il sera fixé sur ses conséquences, de proposer un vote de principe sur l'adjonction d'un article constitutionnel qui donnerait ce droit à la confédération. C'est une marche prudente. D'aucuns soutiennent sans doute que la confédération possède le droit de rachat, puisqu'elle se l'est réservé expressément dans les concessions. Mais il est très différent de celui dont on voudrait se saisir. Le peuple lui-même n'a jamais eu d'ailleurs l'occasion de dire ce qu'il en pense ; il sera donc bon de la lui fournir, et d'autant mieux que, dans la seule occasion où il ait eu à se prononcer sur un rachat, il l'a repoussé à une énorme majorité.

Dans l'enquête à laquelle M. Zemp se livre rentrera sans doute l'examen des résultats obtenus en d'autres pays, notamment en Prusse et en Autriche, par la mesure du rachat des chemins de fer. L'expérience faite dans ces deux pays, après avoir paru brillante au début, a donné des résultats fort peu satisfaisants ou franchement mauvais. De même en Italie et ailleurs. Non seulement les lignes de l'état coûtent davantage de toutes manières, mais on ne constate pas qu'elles servent mieux le public, au contraire. Si la Suisse se mettait à la fois sur les bras une banque d'état et le rachat des chemins de fer, son crédit subirait une terrible épreuve, qui nous laisserait d'amers regrets. C'est pour cela qu'on fera bien de ne pas s'emballer, mais d'examiner toutes choses de sang froid.

— Les projets de revision constitutionnelle pleuvent d'ailleurs. On dit que les nouveaux articles concernant la centralisation militaire sont déjà préparés. Avant de se lancer dans

cette voie, ne conviendrait-il pas d'examiner tout d'abord si l'organisation actuelle du département militaire serait à la hauteur d'une tâche si lourde? On entend parler dans le monde militaire de grincements, de tiraillements qui se produisent entre les différents services, et qui prouveraient que l'unité d'action n'existe pas. Ce serait un point essentiel à corriger, s'il y a lieu, et avant toute chose. L'idée de la centralisation militaire a fait de grands progrès, mais elle ne sera généralement acceptée que si l'on a le sentiment que l'administration fédérale est bien en mesure d'assumer cette grosse responsabilité.

Une autre revision partielle vise la police des aliments. Il est certain que la confédération est seule en mesure de fixer les règles générales suivant lesquelles cette police doit s'exercer, et jusqu'à un certain point de les faire observer, parce qu'elle a en mains le service douanier. Mais elle fera bien de ne pas aller trop loin dans ce domaine, et de laisser beaucoup à faire aux cantons eux-mêmes, qui, pour les détails d'exécution, et aussi pour la réglementation de certaines parties de cette police, sont beaucoup mieux placés que l'autorité fédérale. Ce qu'on peut principalement redouter dans cette intervention, c'est l'esprit protectionniste que certains dicastères ne manqueraient pas d'y apporter. Il sera nécessaire de prendre quelques garanties à cet égard.

A ces projets de revision viennent s'ajouter celui du monopole des allumettes, qui mûrira sans doute dans cette session, sauf à courir au devant d'un échec populaire certain, et divers autres qui sont moins avancés, comme l'unification du droit civil et pénal, sans parler des pétards que l'initiative allumera entre deux. « Nous avons, dit un journal radical, du pain sur la planche. Mais il faudrait y prendre garde. Le peuple suisse n'aime pas à être gavé, et il pourrait bien se rebiffer contre ses nourriciers trop zélés. » C'est bien aussi le sentiment que nous avons exprimé dans nos dernières chroniques. Il ne nous est pas désagréable de voir qu'on pense de même un peu partout et dans tous les partis.

— Si les pourparlers pour la reprise des négociations commerciales franco-suisses semblent n'avoir pas fait grande

avance depuis l'année dernière, tout au moins la difficulté au sujet des zones franches de la Savoie et du pays de Gex a-t-elle enfin trouvé une heureuse solution. Depuis le 1er mars, les produits de ces contrées sont de nouveau admis en Suisse au taux de la nation la plus favorisée. En outre, la franchise de droits a été accordée unilatéralement pour un certain nombre d'articles qui ont le caractère d'approvisionnements de marché. On doit le dire, le conseil fédéral, après avoir un peu trop tardé à prendre cette mesure d'équité, a bien fait les choses. Aussi est-on satisfait à Genève, et généralement aussi dans les zones franches. Il y a bien, à Annemasse et ailleurs, des gens qui trouveront la solution insuffisante et qui ne demanderaient ni plus ni moins que l'entrée en franchise de tous les produits savoisiens. Mais, comme il est permis de supposer que ces gens-là verraient avec plus de satisfaction encore la douane française placée à la frontière du canton de Genève, leurs réclamations pourraient ne pas avoir un grand fond de sincérité, et l'on peut par conséquent les ignorer.

BULLETIN LITTÉRAIRE

ET BIBLIOGRAPHIQUE

Le monde physique. Essai de conception expérimentale, par le docteur *Julien Pioger*. — 1 vol. in-12. Paris, Alcan.

M. le docteur Pioger, ancien interne des hôpitaux de Paris, qui collabore à la *Revue philosophique* de M. Ribot et à la *Revue socialiste*, a publié dans la *Bibliothèque de philosophie contemporaine* de l'éditeur Alcan un ouvrage intéressant et original. Il voudrait contribuer à renouveler la philosophie à l'aide d'une méthode rigoureuse. Cette idée date de Bacon, mais les conséquences n'en ont été tirées que dans une époque fort rapprochée de la nôtre. Appliquer la méthode des sciences aux recherches philosophiques, ce n'est pas seulement s'astreindre à l'observation des faits et à l'expérimentation, c'est écarter les questions qui ont fait pendant des siècles l'objet de la métaphysique. La science constate des successions régulières de phénomènes et les appelle des lois ; mais qu'est-ce qui constitue les faits ? qu'est-ce qu'un corps, qu'est-ce que l'esprit, la substance, la cause, la force ? Voilà ce qu'il ne faudra plus se demander. Bornons-nous à étudier les rapports des phénomènes. La philosophie ne sera plus que la synthèse des sciences positives. M. Pioger oublie, nous semble-t-il, que certaines questions ne peuvent être résolues par la méthode expérimentale et n'en sont pas moins pressantes. Les philosophes ont toujours eu la prétention d'exercer une influence directe ou indirecte sur la conduite de leurs adeptes. Mais comment fonder une morale exclusive de toute métaphysique ? Et comment expliquer certaines notions de notre esprit, qui sont des faits en tant qu'elles existent dans notre esprit, et qui ne paraissent point provenir de l'expérience ? Ainsi l'idée de but, celle de cause.

Sans examiner en détail les vues de M. Pioger, signalons la hardiesse et l'originalité de sa théorie de l'équilibration. Partir du fait le plus simple que nous puissions concevoir et montrer comment d'autres faits en découlent, reconstituer ainsi l'univers dans son infinie complexité, tel est le plan de cet ouvrage. Le fait élémentaire, c'est le groupement, — l'équilibration, — de deux infinitésimes, quelque chose comme des atomes sans autre propriété que le mouvement. M. Pioger passe en revue les lois générales de l'astronomie, de la chimie, de la physique, et les fait rentrer dans sa théorie de l'équilibration. Il conclut en montrant que les corps sont produits par les groupements variés des infinitésimes, qui deviennent étroitement solidaires dans les organismes qu'ils constituent. De plus, les corps, les organismes sont solidaires entre eux, et la théorie de l'équilibration s'achève dans une autre théorie, celle du solidarisme universel.

M. Pioger expose plutôt qu'il ne démontre. Souhaitons qu'il nous donne les preuves que le cadre restreint de son livre ne lui a peut-être pas permis de faire valoir. L'étendue de sa science et la richesse de son érudition nous permettent d'attendre beaucoup de lui. M.

Critique de combat, par *Georges Renard*. — 1 vol. in-12. Paris, Dentu, 1894.

Ce n'est point de la critique banale que nous offre M. Renard. Il ne met pas son ambition, après tant d'autres, à disséquer et à expliquer les livres, à leur assigner leur rang dans une hiérarchie passagère et factice. Ce n'est pas même en homme de lettres qu'il les juge ; c'est en homme d'une idée et d'un drapeau. Il ne s'en cache pas, d'ailleurs, ni ne sent le besoin de s'en excuser. Il arbore hautement ses convictions socialistes ; et je ne vois rien là que de naturel d'abord, ces articles ayant été écrits pour la *Petite République française;* que de légitime ensuite, l'art ne pouvant décidément s'abstraire de la vie, et ceux mêmes qui prétendent ne porter que des jugements désintéressés n'étant pas plus que les autres insensibles aux influences politiques, sociales ou religieuses. Sans doute quelques hauts esprits font effort vers l'impartialité, essaient de comprendre toutes les idées et toutes les âmes, même celles

qui pourraient leur paraître le plus étrangères. Mais ces calmes spectateurs, quelque intelligents qu'ils puissent être, ne feront pas avancer beaucoup leur race ni leur siècle. L'intelligence n'y saurait suffire ; il y faut de plus la volonté. Ceux qui sont les vrais ouvriers de l'avenir, les créateurs de l'humanité future, ce sont ceux qui ont un idéal et qui le proclament, fût-il chimérique. Je n'emploie pas ce mot à l'adresse de M. Renard. Ce que je voulais dire, c'est qu'à côté de la critique purement littéraire, il y a place pour celle qu'il nomme si bien « critique de combat ; » c'est que tout livre est en même temps une action, qu'il aura sur les âmes un retentissement réel, quoique immesurable, et qu'il est légitime de le juger, comme l'arbre, à ses fruits.

Je m'aperçois que je plaide la cause de M. Renard, au lieu de vous analyser simplement son livre. Mais comment résumer des chroniques ? Ne suffit-il pas de dire que celles-ci sont vives, lestement troussées, enlevées d'une plume alerte et spirituelle ? C'est un charme de lire cette prose limpide, franche, qui va droit au but, ne dit rien de trop et dit tout ce qu'elle veut dire, entraînante avec cela, pleine de verve et de chaleur communicative. Il me semble que M. Renard n'a jamais rien écrit de mieux venu et de plus vivant.

Ce n'est pourtant pas seulement un plaisir de dilettante que j'ai goûté à lire ces causeries. Pourquoi ne pas le dire ? J'en aime aussi la pensée. Je ne sais pas si la doctrine de l'auteur est vraie dans tous ses points ; mais du moins l'inspiration est généreuse, l'idéal haut placé : « Préparer un régime social qui tassure à tous et à chacun le maximum de bonheur, de culture et de liberté. » Voilà une formule, je crois, suffisamment large, à laquelle tout homme de bonne volonté peut souscrire. Il n'y a rien de plus dans le socialisme de M. Renard. Mais, tandis que nous nous contentons de vœux pies, d'inefficaces élans vers un état meilleur, que, la plupart, nous ne faisons rien pour avancer, lui se fait le soldat de cet idéal et sait vouloir ce qu'il veut. Au fond, toute la différence est là entre maint socialiste militant et maint rêveur humanitaire.

Il y a aussi en M. Renard un moraliste clairvoyant, un satirique parfois acerbe. Lisez par exemple les pages qu'il consacre à l'internat des lycées. Sur ce point nos lecteurs suisses

seront tous de son avis. Il en sera de même de beaucoup d'autres, car l'influence de nos institutions, de nos mœurs véritablement démocratiques a été grande sur l'écrivain. Il ne s'en cache pas, d'ailleurs. Il a écrit sur Louis Ruchonnet des pages qui iront au cœur de tous les compatriotes de l'éminent homme d'état. Et vraiment nous trouvons-nous si mal de notre simplicité républicaine, de notre régime politique et social, que nous ayons le droit de blâmer ceux qui voudraient introduire dans leur pays quelque chose d'analogue, aller plus loin, peut-être, mais dans la même direction? C'est pourtant ce que nous faisons souvent, quand nous jugeons les choses de France. H. W.

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DE L'ART. GUIDE DU COLLECTIONNEUR. DICTIONNAIRE DE LA CÉRAMIQUE. FAÏENCES, GRÈS, POTERIES, par *Edouard Garnier*, conservateur du musée et des collections à la manufacture nationale de Sèvres. Vingt planches en couleur hors texte reproduisant 150 motifs variés, et 550 marques et monogrammes dans le texte, d'après les dessins de l'auteur. — 1 vol. in-8°. Paris, Librairie de l'Art.

Ce livre, d'un intérêt spécial, est destiné avant tout aux collectionneurs. Ils y trouveront, outre des planches fort bien faites reproduisant les principaux motifs d'ornementation employés dans la céramique, une foule de marques d'artistes plus ou moins célèbres qui leur permettront de classer leurs trésors en connaissance de cause. Ceux pour qui les objets tangibles ne sont pas tout et qui s'intéressent à la vie et à l'œuvre des maîtres qui les ont produits, à l'histoire générale de l'art de la poterie, aux discussions soulevées par l'origine de tel ou tel chef-d'œuvre, n'auront qu'à puiser dans le dictionnaire tous les renseignements qu'ils pourront désirer. Bref, l'ouvrage de M. Garnier ne sera pas seulement utile aux initiés; il donnera à de nombreux profanes l'envie de devenir, eux aussi, collectionneurs, en leur offrant ainsi le moyen de se mettre au courant des secrets du métier, d'y faire de rapides progrès et d'être à leur tour connaisseurs.

Nous espérons que l'auteur ne s'en tiendra pas à ce volume

et qu'il complètera son œuvre en nous donnant prochainement un dictionnaire de la porcelaine. S'il est aussi réussi que le premier, il ne peut manquer d'être bien accueilli.

A. V.

RÉSUMÉ DE L'HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE, par *Alfred Anspach.* — 1 vol. in-12, relié. Heidelberg, Gross.

Résumé bien fait et pouvant rendre d'utiles services à qui le prendra pour guide dans l'étude des lettres françaises ; il contient moins des leçons de littérature que des indications sur les grands écrivains et leurs œuvres ; à l'élève de profiter de ces indications et de compléter son instruction par ses propres lectures. N'est-ce point la meilleure manière d'enseigner la littérature dans les établissements secondaires : donner peu de théorie, mais faire faire beaucoup de lectures ? M. Anspach prend la littérature française à ses origines, mais ne s'y arrête pas trop, heureusement ; il en dit juste ce qu'il faut pour donner les quelques notions indispensables à tout écolier. Puis il passe rapidement en revue les écrivains qui ont occupé un rang honorable dans la littérature depuis le seizième siècle jusqu'à nos jours. Cette revue est complète et témoigne de consciencieuses lectures, mais prête le flanc à quelques critiques.

Pourquoi M. Anspach procède-t-il tantôt par genres, tantôt par individus ? Voltaire est étudié en un chapitre à lui seul consacré, Victor Hugo figure sous plusieurs rubriques. A notre avis, il vaut toujours mieux prendre en bloc l'œuvre et la personnalité d'un écrivain : les disséminer en plusieurs notices rend l'étude plus compliquée et moins claire.

Autre critique. Dans un résumé de la littérature française, que viennent faire des écrivains aussi secondaires que Victorin Fabre, Charles de Bernard et autres ?

Quand nous aurons ajouté qu'on sent trop que M. Anspach n'a négligé, comme il le déclare lui-même, « l'étude d'aucun des critiques influents faisant autorité dans la matière, » et que la langue de l'auteur pourrait avoir parfois plus de précision et même de correction (« un mouvement poétique qui redouble de concert ! » p. 264), nous avons fait les réserves que suggère un volume auquel nous avons reconnu de sérieuses qualités.

A.

FABLES, d'*Hermann Chappuis*, illustrées de six planches et de douze dessins. Première livraison. — In-4°. Neuchâtel, Attinger, 1894.

Si l'on admet que le genre fable excuse ou même exige un certain laisser-aller dans le style ; que ce genre autorise des inversions telles que celles-ci :

Souvent l'amitié paralyse
D'un méchant le projèt,

ou des rimes telles que forêt et voyageait, lac et estomac, je n'ai absolument aucune critique à faire à l'auteur.

Car ces fables illustrent des pensées justes, originales, d'une ironie incisive, d'une ironie charmante même pour ceux qu'elle atteint et qui, une fois de plus, se garderont bien de se croire visés. Ce sont des coups droits portés à la sottise, à l'égoïsme, à la cruauté. Quel dommage que les méchants et les sots soient incorrigibles !

LE CHAMOIS ET LE SANGLIER

Un jour, au fond des bois,
Un paisible chamois,
Honnête et débonnaire,
Disait au sanglier : « Mon frère,
Pourquoi dans le canton
Me poursuit-on ?
Cela m'étonne !
Je ne fais de mal à personne,
Et ne ravage pas les champs !
Les hommes sont-ils si méchants !
— Pauvret, lui répondit le sage,
Parlant ainsi, tu montres ton jeune âge !
Sache que l'homme ne connaît
Ici-bas que son intérêt....
Que veux-tu donc qui le retienne ?
Il vend ta peau comme la mienne ! »

Les gravures, très suggestives, d'un caractère absolument personnel et nouveau, sont de M. David Estoppey, le peintre sympathique et audacieux qui réalise ses conceptions sans s'inquiéter du goût du jour, et auquel nous souhaitons de continuer comme il a commencé. A. D.

UN AMOUR AU QUARTIER-LATIN. LE MARIAGE D'UNE ÉTUDIANTE, par *A. Lardy*. — 1 vol. in-12. Neuchâtel, Attinger, 1894.

L'auteur d'un *Amour au Quartier-Latin* doit être encore bien jeune, du moins son livre m'en laisse persuadé. C'est dire que le récit ne manque ni d'entrain ni d'imagination, mais bien de vraisemblance et de cohésion. C'est l'histoire des amours d'une pauvre petite étudiante polonaise et d'un jeune médecin non moins pauvre, quoique très distingué, qui réussissent à échapper à un vieux et riche séducteur et à un tuteur affreux. La misère les pousse à une résolution tragique, mais leur jeunesse et les conseils d'un brave curé les font triompher de leur lugubre dessein, et tout finit pour le mieux. Je ne sais si M. Lardy a pensé donner plus de piquant à son récit en mariant ses héros à la fin de leur voyage de noces au lieu de les unir au début. Ce retard fait que son livre ne peut être mis entre les mains de ceux ou plutôt de celles qu'il intéresserait le plus. J'espère que M. Lardy, dans son prochain volume, consacrera ses très réelles qualités de conteur à une histoire plus simple et moins « fin de siècle. »

V. M.

AVEC HECTOR. Récit, par *L. C.* — 1 vol. in-12. Lausanne, Mignot, 1894.

UNE VIE CONJUGALE, 1842-1849. Nouvelle historique lausannoise, par *F. Soutter*. — 1 vol. in-12. Lausanne, Duvoisin. 1893.

Le premier de ces ouvrages est destiné aux enfants, le second s'adresse plutôt aux adultes. Ils sont tous deux écrits pour les lecteurs qui ne sont pas encore blasés, que les menus détails d'un récit n'effraient pas, au contraire ; pour les lecteurs qui ont beaucoup de loisirs et qui, pour sortir « d'eux-mêmes, » comme on dit, et abréger les longs soirs d'hiver, se plaisent à dévorer volumes sur volumes, tous plus moraux et édifiants, intéressants et instructifs les uns que les autres. Et l'on doit rendre aux auteurs cette justice qu'ils nous offrent aujourd'hui une pâture abondante et variée. A. D.

PAR LES ROUTES... par *Joseph Desgenêts*. — In-12. Malines, L. et A. Godenne.

C'est une série de courts tableaux brossés avec soin et qui nous montrent un bord de canal, un intérieur de cabaret, une rue de village, un coucher de soleil, autant d'aspects différents de cette Belgique qui a su garder à travers les âges un cachet si pittoresque et si particulier. Puis, pour finir, le récit dramatique de l'amour coupable d'une femme de pêcheur pour son beau-frère. Ces quelques pages, écrites dans une langue nerveuse et imagée, rehaussée çà et là d'un mot fin de siècle ou d'une tournure de phrase décadente, nous donnent un aperçu intéressant de la littérature belge contemporaine, si peu connue chez nous, et cependant bien vivante.

A. V.

AU FOYER ROMAND. Etrennes littéraires pour 1895. — 1 vol. in-12. Lausanne, Payot, 1894.

Chaque fin d'année qui réveille en nous des souvenirs si divers, joyeux ou tristes, et de sérieuses pensées, nous ramène aussi les amis dispersés; c'est le moment où l'on se réunit.

Un ami fidèle que nous revoyons toujours à cette époque avec un nouveau plaisir, toujours différent et toujours le même, c'est ce bon *Foyer romand*, le compagnon de mainte longue soirée d'hiver, qu'il a abrégée par ses récits gais ou tristes, graves ou badins, mais toujours bien choisis et que les enfants peuvent écouter.

Quelques noms des années passées manquent à la liste de 1895, mais ils sont remplacés par d'autres qu'on sera heureux d'y voir figurer : MM. Emile Yung et Paul Seippel; M. Durand, un nouveau, s'annonce par une poésie qui n'est point banale.

Donc nous disons aux fidèles du *Foyer romand* qu'ils peuvent l'accueillir avec la même confiance que par le passé, et, à ceux qui ne le connaissent pas encore, nous recommandons de faire l'acquisition de cet excellent ami.

V. M.

LA QUESTION DU MAROC

Tandis que, au déclin de ce siècle, la civilisation européenne pénètre dans les régions jusqu'ici rebelles à son influence, que les Anglais dans l'Afrique australe, les Français à Madagascar, les Japonais, eux-mêmes élèves de l'Europe, en Corée et en Chine forcent les derniers retranchements de la barbarie, seul le Maroc se dresse irréductible au seuil du monde chrétien comme le dernier rempart de l'islamisme des premiers âges. Tout paraissait destiner cet empire à une prompte dissolution : sa proximité de l'Europe, son état de division, ses richesses naturelles et les convoitises des puissances chrétiennes, et il persiste cependant dans son isolement et son fanatisme, bravant les atteintes d'une civilisation qui semble reculer étonnée et impuissante devant cette étrange retraite où se conservent les mœurs et les idées d'il y a cinq cents ans.

Cette situation, pour ainsi dire unique au monde, suffirait à faire du Maroc un pays digne d'étude, et les voya-

geurs n'ont pas manqué, comme G. Rohlfs, de Amicis et Pierre Loti, qui ont su faire passer devant nos yeux les paysages, les habitants, les coutumes de cet autre « Royaume de l'Ermite. » Mais le Maroc, en même temps qu'une contrée immobilisée dans son antique civilisation et son aspect pittoresque, est un de ces territoires que le caprice de la nature semble avoir placés tout exprès sur la carte du monde pour y être un sujet de contestations et de conflits. Par le promontoire de Tanger, le Maroc possède à l'égard des pays du nord de l'Europe une des clefs de la route des Indes; à l'égard des pays méditerranéens, une de celles de la route d'Amérique et de l'Afrique occidentale. Ces deux grandes routes commerciales sont restées libres jusqu'ici, ni le Maroc, ni l'Espagne qui garde l'autre côté du passage, ni l'Angleterre qui a su s'emparer de la position de Gibraltar n'ayant eu soit le pouvoir, soit l'occasion de les fermer; mais on peut prévoir le cas où cela se ferait assez facilement, si quelque grande puissance venait à s'installer solidement à Tanger, et l'on peut juger en même temps de quelles perturbations seraient atteintes les relations commerciales des autres puissances. Cette éventualité, qui, il faut le reconnaître, dépasse de beaucoup en gravité pour l'ensemble de l'Europe celle de l'occupation des détroits du Bosphore et des Dardanelles par la Russie, a fait naître la question marocaine, la question d'Occident, comme on l'appelle déjà parfois.

Ainsi envisagé, le Maroc prend une importance capitale, et c'est à ce point de vue que nous nous placerons pour raconter le passé de cet empire, examiner ses relations avec les diverses puissances sous le dernier règne

et depuis l'avènement du nouveau sultan, et analyser enfin les solutions du problème marocain qui ont été présentées.

I

Le Maroc actuel ou, comme l'appellent ses habitants d'un nom simple mais expressif, el Maghreb el Aksa (l'extrémité de l'occident), fut envahi par les Arabes vers la fin du septième siècle. Nominalement rattaché à Byzance depuis la conquête de Justinien, ce pays était en fait presque indépendant, et ce fut moins contre les Grecs que contre les Berbères, descendants des diverses populations numides et puniques, que l'Islam eut à lutter. Leur résistance ne fut d'ailleurs pas aussi énergique qu'elle l'avait été jadis à l'époque romaine : les mœurs, la langue, la religion des nouveaux envahisseurs convenaient mieux aux Berbères, qui peu à peu se convertirent à l'islamisme. Si, comme dans le reste de l'ancienne Mauritanie, le fond de la population est resté berbère, l'assimilation s'est faite assez rapidement entre les races primitives et les Arabes : ce qui le prouve le mieux, c'est que les Maures, issus du mélange de ces éléments ethniques, ont participé à la conquête de l'Espagne et sont considérés aujourd'hui comme la race dominante au Maroc, sinon en nombre, du moins en importance politique. Quant aux tribus arabes restées pures de tout mélange, aux Bédouins, ils sont à peine plus nombreux que les nègres et les juifs qui complètent la population du Maroc (8 à 9 millions d'habitants, d'après E. Reclus).

L'histoire du Maroc n'offre guère d'intérêt pendant plusieurs siècles ; tour à tour se succèdent au milieu de compétitions et de guerres civiles les dynasties plus ou

moins fameuses des Edrissites, des Fatimites, des Almoravides, des Almohades, des Mérinides, qui régnèrent également sur la plus grande partie de l'Espagne. C'est dans la péninsule qu'il faut suivre les péripéties du duel de l'Islam et du christianisme, duel plusieurs fois séculaire et dont il est resté dans le sang espagnol comme une haine héréditaire du nom musulman. Réduits au commencement du treizième siècle à la possession du royaume de Grenade, chassés définitivement d'Espagne par Ferdinand d'Aragon à la fin du quinzième, les Maures repassèrent le détroit, et ce sont leurs descendants qui forment aujourd'hui la majeure partie de la population des villes et occupent généralement les fonctions du gouvernement.

Avant même d'être complètement relégués en Afrique, les Maures avaient perdu une des places du Maroc, Ceuta, conquise par les Portugais en 1415. Cette ville, dont nous aurons souvent à reparler au cours de cette étude, offre une grande ressemblance géographique avec Gibraltar, qui lui fait vis-à-vis ; elle est bâtie, comme la forteresse anglaise, sur un étroit promontoire, et sa baie, avec quelques travaux, serait assez profonde pour recevoir les plus grands bâtiments de guerre.

C'est donc aux Portugais que revient l'honneur d'avoir les premiers pris pied sur le territoire marocain. Pendant tout le quinzième siècle, une série d'expéditions heureuses permirent au Portugal de lever tribut sur un grand nombre de provinces et de villes même à l'intérieur du pays. Peut-être, à cette époque, le Maroc aurait-il pu être soumis tout entier à la domination chrétienne, si la découverte des Indes n'avait détourné les Portugais vers des conquêtes plus faciles et plus lucratives.

Concurremment avec leurs voisins et rivaux, mais avec moins de succès qu'eux au début, les Espagnols avaient poursuivi sur la terre africaine l'ennemi qui occupait encore leur territoire ; en 1400 ils venaient mettre à sac la ville de Tétouan, en 1510 ils s'emparaient de Larache, sur le littoral atlantique, et lorsque, en 1580, Philippe II plaça sur sa tête la couronne du Portugal, il réunit du même coup à son vaste empire les possessions portugaises au Maroc.

Une transformation des plus curieuses et encore mal étudiée s'était, au cours de ces luttes, produite dans les mœurs du Maroc. D'après le témoignage des historiens, les premiers souverains de ce pays n'avaient pour les chrétiens ni aversion, ni mépris ; ils entretenaient avec certaines puissances de l'Europe, et notamment avec les républiques italiennes, des rapports pleins de courtoisie, et leur permettaient de fonder à Fez, à Méquinez, à Merakech (Maroc) des églises dont les évêques recevaient directement l'investiture de Rome. Tout changea, au seizième siècle, avec le règne d'Hassan, descendant du prophète et fondateur de la dynastie actuelle : sous le coup des persécutions dont leurs frères étaient l'objet en Espagne, les Maures prirent en haine le nom chrétien et se livrèrent désormais à un fanatisme que le temps n'a guère atténué. Ce fut aussi vers cette époque que, négligeant l'agriculture jusque-là si fort en honneur, les populations du Maroc commencèrent sur mer leurs fameuses incursions et devinrent la terreur des trafiquants européens.

Les Espagnols ne conservèrent pas longtemps leurs conquêtes : le faible Charles II ordonna l'évacuation de presque tous les points occupés, et Ceuta, qu'il eut l'heu-

reuse inspiration de garder, subit de la part des Marocains un long blocus dont Philippe V la délivra au bout de vingt-six ans seulement.

Tanger avait pendant ce temps échappé à l'Espagne, au moment où le Portugal s'était rendu indépendant (1640), mais ce port devait avoir une fortune étrange : donné en dot avec Bombay à l'infante doña Catalina de Portugal à l'occasion de son mariage avec Charles II d'Angleterre (1660), il tomba aux mains des Anglais, qui parurent d'abord y attacher la plus sérieuse importance et y commencèrent de grands travaux. Mais le manque d'argent, la mortalité qui sévit sur la garnison, les attaques incessantes des Maures amenèrent le gouvernement britannique à délaisser cette place ; toutefois, en l'abandonnant, les Anglais prirent soin de lui enlever une partie des avantages auxquels ils renonçaient : ils comblèrent le port, qui est resté depuis impraticable pour les navires d'un fort tonnage.

A la fin du dix-septième siècle, les sultans du Maroc se trouvaient donc délivrés de la croisade dirigée contre eux depuis trois cents ans par les Portugais et les Espagnols. Ceuta et Melilla, sur la côte du Riff, restaient seuls aux mains de ces derniers, possessions précaires, constamment menacées d'une surprise de la part des Berbères, mais opiniâtrement défendues par l'Espagne, comme si elle eût, dans les jours les plus troublés de son histoire, pressenti que les « Présides[1] » seraient plus tard pour elle le meilleur témoignage de ses droits à la succession du Maroc.

[1] Traduction de l'espagnol *presidio*, dont l'un des sens est garnison et l'autre bagne. Les Espagnols se sont en effet servis de certaines de ces places pour y envoyer leurs condamnés aux travaux forcés.

Les Maures reprirent même l'offensive contre les chrétiens par le moyen de la piraterie, institution parfaitement organisée et dont le commerce européen eut longtemps à souffrir. Equipages et cargaisons affluaient dans les ports du Maghreb, et les gouvernements, incapables de se concerter pour une action commune, en étaient réduits à négocier pour le rachat des prisonniers ou leur échange à raison de huit Maures contre un chrétien. Certaines nations très commerçantes, comme la Hollande, finirent même par payer un tribut aux sultans pour que leurs navires ne fussent pas inquiétés.

L'orgueilleux Louis XIV essaya de faire cesser cet humiliant état de choses : une expédition maritime conduite par Château-Renaud aboutit à la destruction de plusieurs bâtiments corsaires de Salé sur la côte de l'Atlantique, et au blocus prolongé de ce nid de pirates. Mouley-Ismaïl, le sultan d'alors, qui semble avoir été très au courant des événements d'Europe, jugea dangereux d'attirer plus longtemps sur son empire les armes du Grand Roi ; à l'exemple de la Porte ottomane, il rechercha l'amitié de la France, voire même son alliance, puisqu'il sollicita la main de la princesse de Conti, fille naturelle de Louis XIV, et offrit à celui-ci des troupes pour sa lutte contre la maison d'Autriche. Des ambassades furent échangées, sans donner du reste les résultats qu'en espérait le sultan.

Le prestige du nom français s'affaiblit par la suite : l'alliance avec l'Espagne, nation détestée des Marocains, l'établissement des Anglais à Gibraltar et la complaisance avec laquelle le Régent, pour plaire à Georges I[er], rappela le consul que la France avait obtenu le droit d'entretenir à Salé dès 1577, tous ces faits ramenèrent

sur le commerce français, privilégié jusque-là, des mesures vexatoires. En 1765, le gouvernement de Louis XV se décida à agir : le bombardement de Rabat et de Salé, l'incendie de la flotte marocaine à Larache facilitèrent la conclusion du traité de paix et d'amitié signé en 1767. Ce traité, qui a été solennellement confirmé en 1825 et que la France peut encore invoquer, eut pour effet un développement des relations entre les deux pays. Le consulat de Salé fut rétabli, quelques Français vinrent au Maroc pour y faire le commerce, et nous voyons en 1777 le sultan envoyer à Louis XVI un ambassadeur pour traiter de l'échange éventuel des prisonniers des deux nations.

Dans le même temps l'Espagne, après une lutte obscurément glorieuse pour la défense de Ceuta et de Melilla, était parvenue à entrer en relations diplomatiques avec le Maghzen [1] (1780). Le sultan, convaincu de l'inutilité de ses efforts contre les Présides et se rendant, en vrai fataliste, à la décision de la Providence, reconnut le droit de l'Espagne à la possession de ces places et depuis lors, malgré les embarras de l'Espagne et les sollicitations de l'Angleterre, tint loyalement sa parole.

S'il n'avait pu expulser les Espagnols de son empire, Sidi Mohammed avait eu du moins la satisfaction de reprendre aux Portugais Mazagan, la seule place qu'ils y eussent conservée. Le marquis de Pombal n'hésita pas à l'abandonner quand, en 1769, le sultan vint l'investir, et cet acte de faiblesse du cabinet de Lisbonne marqua la fin de l'influence portugaise au Maroc.

Quant à l'Angleterre, après l'abandon de Tanger, elle se contenta d'une part de surveiller les succès des autres

[1] On désigne sous ce nom le gouvernement du Maroc.

puissances au Maroc pour les contrebalancer, de l'autre d'obtenir des facilités pour son commerce et des garanties pour ses nationaux. Jalouse de toutes les influences rivales de la sienne, elle n'hésita pas à fournir des armes aux Maures contre les Espagnols. Pendant la guerre de l'indépendance des Etats-Unis, elle chercha dans le sultan un allié et le pressa d'attaquer les Présides sans défense, afin de détourner une partie des forces espagnoles en Afrique.

Ces intrigues échouèrent, comme nous l'avons vu, ce qui n'empêcha pas les Anglais de les renouveler, cette fois contre la France, lors de la campagne de Bonaparte en Egypte. On a souvent remarqué avec quelle rapidité, en pays musulmans, se propagent les nouvelles ; celle de l'expédition française en Egypte fut vite connue au Maroc et y causa une vive émotion. N'était-ce pas la reprise des Croisades que ce débarquement des chrétiens sur une terre voisine du berceau de l'Islam, et n'était-il pas du devoir de tous les vrais croyants d'aller porter secours à leurs coreligionnaires ? L'Angleterre mit tout en œuvre pour persuader au sultan Mouley-Soliman de se placer à la tête de ce mouvement religieux qui se dessinait dans tout le Maghreb. Loin de céder à ces conseils et d'opérer en Egypte une diversion qui aurait pu avoir d'importantes conséquences, le sultan calma l'effervescence de ses sujets. La diplomatie française eut du reste l'habileté de protéger en Egypte le passage des pèlerins marocains se rendant à la Mecque.

Plus tard, le bruit des victoires de Napoléon eut un profond retentissement à la cour de Mouley-Soliman, et celui-ci envoya une ambassade extraordinaire à l'empereur. Les relations se refroidirent un peu lors de l'avè-

nement de Joseph au trône d'Espagne ; l'extension de la puissance française inquiéta le sultan qui, s'il faut en croire une lettre comminatoire que lui adressa Napoléon, aurait prêté une oreille plus complaisante aux suggestions anglaises. Napoléon lui dicta son attitude en l'avertissant « qu'il n'était pas ami ou ennemi à moitié,» et Mouley-Soliman, occupé d'ailleurs à soumettre des tribus rebelles, resta neutre pendant la guerre d'Espagne.

II

Vingt ans après, la France, en entreprenant la conquête de l'Algérie, devint par ce fait voisine de l'empire chérifien et dut, dès lors, exercer une surveillance plus active sur les choses du Maroc. La similitude de races, l'incertitude des frontières, la contagion du fanatisme religieux, tout tendait en cette circonstance à transformer le Maroc en un camp retranché ouvert aux tribus restées insoumises et à reculer l'époque de la conquête entière de l'Algérie. Les généraux français ne tardèrent pas à constater l'ingérence du sultan dans les luttes dirigées contre les tribus de la province d'Oran, mais deux ambassades consécutives envoyées à Abd-er-Rhaman furent impuissantes à lui faire observer une réelle neutralité.

Vers la fin de 1843, Abd-el-Kader, poursuivi par les troupes françaises, vint se réfugier sur le territoire marocain et, grâce à l'appui intéressé de l'Angleterre qui lui procurait par Gibraltar des armes et des munitions, obtint du sultan l'investiture d'une partie de la côte de la province d'Oran. Le gouvernement français, qui avait réclamé l'internement du cheik, aurait pu considérer

l'acte du sultan comme un *casus belli* ; il préféra user de ménagements et entama des négociations (juin 1844). On sait comment la conférence du général Bedeau avec le caïd El-Guenanoui se termina par un guet-apens, du reste avorté, et comment le sanglant combat d'Oudjda fut le signal inattendu des hostilités. Malgré son extrême désir d'éviter une guerre en règle avec le Maroc, force fut au gouvernement de Louis-Philippe d'agir vigoureusement : un ultimatum demandant notamment le désaveu et la punition de l'agression des Marocains fut envoyé au sultan, à qui le consul d'Angleterre, M. Drummond Hay, inquiet de la tournure des événements, conseilla de céder ; mais la réponse dictée par l'agent anglais fut considérée comme tardive et insuffisante ; d'autre part, la France avait officiellement décliné la médiation de l'Angleterre : la parole était au canon (juillet 1844).

Les armes françaises semblèrent vouloir regagner, par la rapidité et la vigueur de leurs coups, le temps et le prestige que les atermoiements de la diplomatie avaient fait perdre à la France au Maroc. Le prince de Joinville, qui commandait l'escadre, ouvrit le feu, dès le 6 août, sur Tanger, en ayant soin d'épargner le quartier européen ; mais, quand il eut imposé silence aux batteries marocaines, il s'abstint, comme du reste il en avait reçu l'ordre, d'opérer un débarquement : aussi cette démonstration, gênée par des préoccupations humanitaires et par la crainte de complications diplomatiques, ne suffit-elle pas à amener le sultan à la paix.

Pendant que le prince de Joinville se dirigeait vers la côte occidentale, cherchant un point plus vulnérable par où atteindre la puissance chérifienne, le maréchal

Bugeaud, impatient d'en venir aux mains avec l'armée réunie sous les ordres du fils du sultan, passa la rivière Isly et livra bataille le 14 août 1844.

La bataille de l'Isly, qui est considérée comme un des plus brillants faits d'armes de la conquête de l'Algérie, fut longue et acharnée ; la cavalerie marocaine déploya un grand courage, et ce ne fut pas trop de la valeur de l'infanterie française et de la supériorité de l'artillerie du maréchal pour repousser et mettre en déroute les troupes du sultan. Une chaleur étouffante de 45° empêcha seule les vainqueurs de porter plus avant leurs succès ; la retraite fut néanmoins désastreuse pour l'armée vaincue, qui eut à combattre contre les redoutables tribus du Riff, persuadées dans leur fanatisme de l'indignité de ces croyants, dont les Roumis avaient pu avoir raison.

Le lendemain de ce jour, c'est-à-dire le 15 août, le prince de Joinville complétait cette victoire par le bombardement de Mogador. Cette ville, construite au dix-huitième siècle et dont le port est aujourd'hui le troisième du Maroc en importance commerciale, à cause du débouché qu'il offre aux régions méridionales de l'Atlas, avait été fort heureusement choisie comme point d'attaque. Mogador est, en effet, la fortune particulière du sultan, qui en loue les maisons et les terrains et tire de cette propriété une des sources les plus importantes de son revenu. Là aussi, la résistance fut remarquable : les nombreuses batteries qui défendaient la ville ne furent abandonnées qu'après un long combat, et l'occupation de la petite île de Dzirah, qui ferme l'entrée du port, coûta la vie à plusieurs officiers français.

Consterné par ces défaites, Abd-er-Rhaman demanda la paix. Elle lui fut littéralement dictée par la

France : le traité, rédigé par ses plénipotentiaires, MM. de Nyon, consul général à Tanger, et le comte Decazes, duc de Glucksbourg, fut, en effet, envoyé à Fez pour y être soumis à la signature du sultan sans qu'il pût en changer un mot (10 septembre 1844).

Il faut se hâter d'ajouter, pour justifier ce procédé sommaire, que les conditions renfermées dans le traité de Tanger étaient des plus modérées. Ni indemnité, ni cession de territoire ne s'y trouvaient stipulées : la France se contentait d'exiger la mise hors la loi d'Abd-el-Kader et la neutralité absolue du sultan dans la lutte qui se poursuivait contre les tribus algériennes encore insoumises. Il était, en outre, stipulé qu'une mission spéciale serait chargée de négocier et de déterminer sur place la délimitation du Maroc et de l'Algérie.

Cette commission, composée du général La Rue, plénipotentiaire de la France, et du gouverneur d'Oudjda, entreprit sur-le-champ sa tâche et la termina par la signature de la convention du 18 mars 1845. La hâte avec laquelle le gouvernement français fit procéder à une délimitation très difficile, et pour laquelle son représentant était insuffisamment préparé, eut des conséquences fâcheuses. Dans le Tell, au lieu de prendre comme frontière la Moulouya et l'Oued Ghir, qui formaient la limite de la Tingitane et constituaient une barrière naturelle entre les deux empires, on s'arrêta à l'Adjeroud, ruisseau situé un peu plus à l'est, de telle sorte que depuis cinquante ans les incursions sur le territoire algérien se renouvellent périodiquement, les tribus marocaines n'étant pas arrêtées par un obstacle suffisant. Une rectification de frontières, demandée depuis longtemps, mais en vain, mettrait les tranquilles populations de la province d'Oran à l'abri des razzias

des Marocains. Dans le Sahara, le travail de la commission était encore plus malaisé, mais là aussi le commissaire français se laissa abuser par les témoignages des caïds ; il abandonna l'oasis de Figuig, point stratégique important, au Maroc, alors qu'il eût dû le revendiquer pour l'Algérie. De plus, l'article 18 de la convention, relatif à toute cette portion de la frontière, fut rédigé dans les termes les plus ambigus, puisqu'il n'établit aucune limite territoriale et se borne à énumérer les tribus marocaines et les tribus algériennes, en permettant, soit au Maroc, soit à la France, d'exercer respectivement sur celles qui leur appartiennent la plénitude de leur autorité, même si ces tribus viennent à se mélanger avec celles de l'autre état.

Somme toute, la France ne retira pas de la brillante campagne de 1844 les avantages qu'elle eût été en droit de réclamer. Comme il y a deux ans, au Siam, elle ne sortit son épée du fourreau que pour l'y remettre aussitôt que l'adversaire parla de négocier. Etait-elle assez riche pour payer sa gloire, comme le dit M. Guizot à la tribune de la chambre, ou plutôt ne fut-elle pas arrêtée, en 1844 comme en 1893, par l'attitude hostile de l'Angleterre? Toujours est-il qu'elle ne sut même pas profiter d'une des clauses de son traité pour négocier avec le sultan une convention de commerce et laissa l'Angleterre, dont l'influence et le trafic se développaient incessamment, prendre l'initiative d'une négociation de ce genre : sir John Hay, fils et successeur de M. Drummond Hay, obtint, en 1856, de sérieux avantages commerciaux qui furent étendus, il est vrai, à la France, en vertu de la clause du traitement de la nation la plus favorisée.

D'autre part l'Espagne, inquiète de l'occupation de

l'Algérie, renforça sa situation sur la côte du Riff par l'acquisition des îles Chafarines, à l'embouchure de la Moulouya (1848). Les Français se laissèrent devancer de quelques heures dans la prise de possession de ces îles, que le sultan ne revendiqua pas, et qui sont non seulement un excellent mouillage, mais un point stratégique important. Mais, pas plus qu'à Ceuta et à Melilla ou encore à Peñon de Velez et à Alhucemas, deux petites îles séparées de la côte par un étroit chenal et occupées, l'une au seizième, l'autre au dix-septième siècle, l'Espagne n'a rien su créer d'important dans les Présides : ni ports, ni phares, ni magasins, ni communications fréquentes avec la péninsule. Les garnisons insuffisantes qu'elle y entretient ont toujours été impuissantes à imposer respect aux indigènes.

Quinze ans après la France, l'Espagne eut comme elle, et dans des conditions analogues, à soutenir une guerre avec le Maroc. Ceuta, dont le sultan avait à plusieurs reprises reconnu à l'Espagne la propriété, était séparé, depuis 1845, du territoire marocain par une zone neutre. Cette précaution n'empêcha point les Maures de violer cette zone et de pousser l'insolence jusqu'à arracher les piliers marquant la frontière et à déchirer le drapeau espagnol. Le gouvernement de la reine exigea, par un fier ultimatum, la prompte et complète réparation de cette insulte, et, la réponse du sultan ayant été jugée inacceptable, la guerre fut déclarée dans un de ces mouvements d'enthousiasme où revit en Espagne le souvenir des luttes héroïques du passé[1].

Cet événement causa un vif déplaisir à l'Angleterre,

[1] Un article paru ici-même (livraison de mars 1891) sous la signature de M. E. Rios contient d'intéressants renseignements sur les préliminaires de la guerre de 1859, et en général sur les rapports de l'Espagne et du Maroc.

qui fit tout son possible, d'abord pour aplanir le différend, ensuite pour circonscrire le terrain de la lutte et empêcher les Espagnols de tirer de leur campagne un meilleur parti que n'avaient fait les Français. Poussé par l'opinion tory, lord Russell exigea et obtint du gouvernement espagnol l'engagement de n'occuper sur le détroit aucun point *dont la position serait de nature à donner à l'Espagne une supériorité dangereuse pour la navigation.* Aucun engagement de ce genre ne fut réclamé par la France, qui eût pu s'alarmer du voisinage éventuel de l'Espagne en Afrique, et qui, au contraire, lui prêta en ces circonstances, son appui moral.

La campagne menée par le maréchal O'Donnell contient plus d'une page brillante pour l'histoire militaire de l'Espagne ; la marche de Ceuta sur Tétouan, où le généralissime espagnol avait résolu de frapper un grand coup, fut marquée de plusieurs combats sanglants, dont le dernier, celui du 23 janvier 1860, fut décisif : Tétouan ouvrit ses portes, et le sultan demanda la paix.

L'intervention anglaise joua ici un rôle considérable : ni les Espagnols ni même les Marocains, laissés libres de combattre, n'auraient songé à traiter après une si courte lutte. L'Angleterre les y obligea. Tandis que sir John Hay, usant du même langage que son père en 1844, représentait au sultan que l'Espagne, soutenue par la neutralité bienveillante de la France, pourrait être tentée après ses premières victoires de garder Tétouan ou de s'emparer de Tanger, le gouvernement anglais, déjà fort de la promesse du gouvernement espagnol de ne pas occuper le détroit, exploitait sans ménagement la situation financière embarrassée de celui-ci en l'invitant à acquitter le plus tôt possible une dette de plusieurs

millions de pesetas contractée d'ancienne date envers le Royaume-Uni. L'attitude menaçante de l'Angleterre fit même craindre aux vainqueurs une intervention britannique sur le sol du Maroc qui annihilerait leurs propres succès et les exposerait à de graves complications. La paix fut décidée.

Le traité d'Oued-Ras ou de Wadras, signé le 16 avril 1860, fut en réalité l'œuvre de sir John Hay. Pas plus que celui de Tanger de 1844, il n'était en rapport avec les difficultés de la lutte et les sacrifices en hommes et en argent qui avaient été consentis. Par ce traité, le sultan reconnaissait les droits séculaires de l'Espagne sur les Présides et notamment sur Ceuta et Melilla, dont les zones étaient agrandies, les Espagnols étant libres d'y élever des fortifications ; un point de la côte atlantique, au sud de Mogador, désigné sous le nom de Santa-Cruz de la Mar Pequeña et dont la revendication ultérieure devait donner lieu, comme nous le verrons, à d'épineuses discussions, était cédé à l'Espagne ; les Franciscains, mission essentiellement espagnole et qui contribua souvent au maintien de l'influence nationale dans certaines villes du Maroc, à Tétouan par exemple, obtenaient certains avantages pour leur culte et leur propagande ; enfin, une indemnité de guerre de 100 millions de pesetas était stipulée et garantie par l'occupation provisoire de Tétouan. Cette occupation ne fut pas d'ailleurs de longue durée : l'Angleterre, inquiète de sa prolongation possible, avança au Maghzen la somme nécessaire pour obtenir l'évacuation de cette place par les Espagnols. Le reste de l'indemnité fut payé en 25 ans, au moyen d'un prélèvement de moitié sur le produit des douanes.

Comme la France en 1844, l'Espagne en 1860 avait

renoncé, devant l'attitude de l'Angleterre, à faire vraiment œuvre de conquête et de civilisation au Maroc. D'autre part, l'expérience de ces deux guerres malheureuses avait éclairé Sidi-Mohammed, mêlé à la première comme généralissime de son père, à la seconde comme sultan, sur les dangers d'un conflit armé avec une puissance européenne. Désormais, la politique du gouvernement chérifien sera d'éviter tout conflit de ce genre en cédant aux réclamations des ministres européens ou mieux encore en utilisant les rivalités des puissances pour les mettre en échec l'une par l'autre. C'est cette politique qui fait le principal intérêt du règne de Mouley-Hassan (1873-1894), au cours duquel la question marocaine va prendre pour l'Europe une importance de plus en plus grande.

III

Mouley-Hassan, fils de Sidi-Mohammed, succéda à son père à l'âge de 38 ans. Il était le fils aîné du sultan défunt, mais cette qualité n'aurait pas suffi à lui donner le trône s'il n'avait été désigné par son père pour l'occuper. Au Maroc, en effet, il n'y a pas de loi de succession : il appartient au sultan régnant de choisir son héritier présomptif. Cette désignation n'a elle-même aux yeux des Marocains que la valeur d'une indication : les compétitions de famille, les révoltes de tribus, les soulèvements de certaines villes ont souvent occasionné, avec des guerres civiles, des changements de règne ou même de dynastie.

Mouley-Hassan connut dès le début quelques-unes de ces difficultés. Très aimé de l'armée à cause de sa bra-

voure, il ne rencontra pas d'opposition dans sa famille, mais il eut à soumettre plusieurs tribus et surtout à se faire reconnaître et proclamer à Fez, ville frondeuse, toujours prête à l'insurrection, moins par esprit d'indépendance que par un sentiment de fanatisme qui la porte à ne jamais trouver le sultan assez saint. Fez, la première des cités saintes de l'Islam après la Mecque, est le centre des études théologiques du Maghreb ; le chapitre des chérifs de Mouley-Idriss, gardien du tombeau du fondateur de la ville, est la corporation religieuse la plus puissante de l'empire. Or le sultan, étant le chef spirituel de ses sujets, ne peut être tenu pour le vrai chérif s'il n'a été proclamé dans la grande mosquée de Fez. Mouley-Hassan dut employer la force pour obtenir cette espèce d'investiture : tandis que la nouvelle ville se déclarait en sa faveur, l'ancienne ville, Fez-el-Bali, se laissait canonner pendant trois jours sans ouvrir ses portes, et le sultan ne parvenait à triompher de cette résistance que grâce à une trahison des Filali, gens du Tafilet, oasis du sud d'où la famille régnante tire son origine.

La reconnaissance du nouveau sultan avait été facilitée ailleurs par la visite que M. Tissot, ministre de France, lui rendit à Méquinez, aussitôt son avènement connu. Cette démarche eut un certain retentissement auprès des tribus hésitantes, qui y virent une preuve de la puissance du nouveau chérif. Mouley-Hassan, qui avait pu douter de l'influence de la France après ses défaites de 1870, prit dès lors de ce pays une meilleure opinion, et quand, quelques années après, étant venu guerroyer contre les tribus voisines de la frontière algérienne, il reçut du général Osmond une visite de courtoisie, le

spectacle de la parade qui lui fut offerte l'émerveilla si fort qu'il demanda des officiers d'artillerie français pour instruire ses propres soldats.

Ces missions militaires, que le Japon lui aussi attirait naguère, prirent par la suite un certain développement. Chaque grande puissance voulut en entretenir une auprès de Mouley-Hassan. La mission française, la première en date, aurait pu jouer un rôle très important sans de fréquents et maladroits changements d'officiers, même de ceux qui avaient su conquérir les bonnes grâces du sultan. L'Angleterre qui, dès 1844, offrait des ingénieurs et des officiers à Abd-er-Rhaman pour relever et défendre les fortifications de Tanger et de Mogador, est représentée sous ce rapport à Fez par un ancien officier de Gibraltar, Maclean, qui, ayant furtivement quitté le service de sa majesté britannique, est devenu peu à peu si influent comme instructeur d'infanterie dans l'armée marocaine que sa légation, après l'avoir méconnu, trouve maintenant en lui un précieux auxiliaire. Les Italiens ont obtenu, dans des conditions curieuses que nous exposerons plus loin, d'établir à Fez une fabrique d'armes et de munitions. Les Espagnols ont constitué une mission qui n'a jamais reçu d'emploi, sans doute à cause de l'antipathie qu'ils inspirent aux Marocains. Enfin les Allemands ont à diverses reprises fourni des canons à Mouley-Hassan. On peut s'étonner de voir les puissances européennes concourir par l'envoi de ces missions et de ces armes à la défense d'un empire dont l'existence est un défi à la civilisation, mais ce fait s'explique par leur désir de développer concurremment leur influence au Maroc, et peut-être aussi par la crainte qu'elles ont de laisser cet empire tomber dans un tel état de faiblesse,

que sa fin deviendrait inévitable et sa succession vacante. Mouley-Hassan comprit si bien de son côté la nécessité de tenir autant que possible son armée à la hauteur des progrès de l'art militaire qu'il envoya des jeunes gens en Europe pour y faire leur instruction d'officiers; mais tel est le fanatisme des Marocains, qu'à leur retour ces jeunes gens étaient mal reçus par leurs compatriotes et n'obtenaient aucun avantage, parce qu'ils avaient vécu dans la fréquentation des Roumis.

Les goûts de Mouley-Hassan le portaient du reste vers tout ce qui touche à la guerre : les présents qu'il recevait le plus volontiers des puissances européennes, c'étaient des canons de Bange ou de Krupp, qu'il se plaisait à pointer lui-même. Sidi-Mohammed, dont la fuite précipitée à l'Isly prouve assez qu'il n'était pas un foudre de guerre, paraît avoir voulu que son fils ne lui ressemblât pas à cet égard; il lui fit donner par Ismaïl-Ingliz, officier anglais de Gibraltar réfugié au Maroc après un duel, une éducation militaire qui explique le caractère particulier à ce règne. Mouley-Hassan ne s'est pas borné en effet à être, ce qui est le rôle essentiel d'un sultan, le chef spirituel de son empire, comme le prouvent les prières qu'il disait chaque jour, levé régulièrement à trois heures du matin, il a voulu être et a été aussi un chef militaire.

Les occasions ne lui manquaient pas pour satisfaire, sans sortir de son empire, ses passions belliqueuses. Le Maroc offre une certaine ressemblance avec les royaumes du moyen âge : une féodalité de tribus plus ou moins soumises occupe les deux tiers du territoire nominalement dépendant de l'autorité du sultan. Les unes, comme les Riffains, refusent l'impôt et vivent dans une complète

indépendance; les autres paient tribut, mais irrégulièrement et n'acceptent les caïds du sultan que comme fonctionnaires fainéants dépourvus d'action. Une tribu est rarement soumise pour longtemps; les révoltes éclatent souvent sur des points où jusqu'alors le sultan avait été obéi. En somme celui-ci, comme les premiers Capétiens, n'est maître absolu et incontesté que dans son domaine propre, dont les grandes villes et leurs environs forment la majeure partie.

Mouley-Hassan n'aurait pu venir à bout de toutes les résistances et les rébellions sans une bonne armée ; il mit tous ses soins à s'en former une et à la perfectionner. Les transfuges de Gibraltar, d'Algérie et d'Espagne l'y aidèrent, principalement pour la constitution d'une artillerie. Déjà sous le règne précédent, un Français renégat, Abd-er-Rhaman, ancien lieutenant du génie à Alger, avait instruit celui qui fut le chef de l'artillerie de Mouley-Hassan et s'était efforcé de construire quelques ouvrages et surtout des ponts pour faciliter le passage des armées. Ismaïl-Ingliz travailla pour sa part à organiser une infanterie régulière. Beaucoup de déserteurs espagnols constituèrent le noyau du corps des artilleurs. Enfin la mission militaire française contribua, dans une large mesure, au succès des armes du sultan.

Son règne n'est donc qu'une longue série d'expéditions contre les tribus rebelles. Presque chaque année en a été marquée par une ou plusieurs campagnes qui, préparées dans le plus grand secret pendant l'hiver et précédées de savantes intrigues, étaient dirigées au printemps, soit vers la frontière algérienne, soit dans les vallées de l'Atlas, soit sur la côte de l'Atlantique. Presque toujours le sultan commandait en personne, et l'on peut dire que

son camp a été sa vraie capitale. Il visait moins du reste dans ses expéditions à soumettre définitivement les rebelles qu'à les battre et à leur faire payer les impôts arriérés, quitte à être obligé de recommencer quelques années plus tard. Ce fut, avec les essais d'administration en moins, le Louis VI du Maroc, toujours à cheval et guerroyant sans cesse contre des vassaux insoumis. Il serait fastidieux d'énumérer les expéditions conduites par Mouley-Hassan, d'autant qu'elles sont restées presque toutes sans importance politique et n'ont jamais eu que des conséquences peu durables ; on peut cependant noter qu'il ne s'aventura jamais dans le Riff, dont il redoutait les indomptables montagnards.

La passion du sultan pour la guerre ne le détournait pas néanmoins des soins de la diplomatie, qui devint fort active vers 1880. Mais, avant de parler de la conférence internationale de Madrid, il convient d'expliquer comment au Maroc se poursuivent les négociations des puissances étrangères.

Le sultan ne réside point à Tanger qui, depuis 1856, est tenu en quarantaine morale par les Marocains à cause de la présence des agents des nations chrétiennes ; c'est exceptionnellement qu'en 1889 Mouley-Hassan s'y rendit. Les trois villes de l'empire qui servent de résidences au sultan dans l'intervalle de ses expéditions sont Fez, Mequinez et Merakech. Lui-même est représenté à Tanger par le ministre des affaires étrangères, avec qui négocient les représentants des puissances. Mais aucune affaire de quelque importance (et au Maroc on attache de l'importance aux moindres choses) ne saurait recevoir de solution sans que l'empereur ait été consulté. Or, de Tanger à Fez il y a dix jours de marche, à cause

de la difficulté des communications, et si le sultan est à Merakech ou dirige une expédition, il n'y a guère moyen de recevoir de lui une réponse. Même si une réponse arrive ; il est rare qu'elle mette fin à l'affaire, presque toujours elle n'est que de pure forme ou dilatoire. Les légations européennes connaissent si bien les procédés de la cour chérifienne qu'elles ont pris l'habitude, quand elles veulent obtenir le règlement d'une question, de se rendre auprès du sultan. C'est ainsi que chaque année on voit un ou plusieurs des ministres plénipotentiaires se diriger avec une nombreuse suite vers l'intérieur de l'empire et joindre le sultan dans une de ses capitales. Ces ambassades ont permis aux Européens de visiter sans danger le Maroc, et c'est à elles que nous devons les descriptions de Gabriel Charmes, De Amicis et Pierre Loti. Il faut lire dans un de ces auteurs le récit de la réception qui est faite en telle circonstance par le sultan aux représentants des plus grandes puissances ; il y a là un mélange de grandiose et de grotesque tout à fait original ; mais ce qui ressort surtout de ces entrevues, c'est l'attitude de supériorité que prend le sultan vis-à-vis des Européens : seul à cheval, seul abrité d'un parasol, signe de la souveraineté, il laisse les ministres et leur suite se morfondre à pied et au soleil avant d'apparaître et leur applique en somme un cérémonial analogue à celui qui est réservé aux envoyés des tribus venant acquitter l'impôt. Les négociations ont lieu ensuite avec le grand-vizir et durent souvent fort longtemps ; elles sont même parfois brusquement interrompues par le départ du sultan, qui trouve dans la nécessité d'une expédition un excellent prétexte pour se dérober à des demandes auxquelles il ne veut pas satisfaire.

Il ne reste plus alors à la puissance ainsi éconduite que la ressource d'une démonstration navale devant Tanger; mais ce moyen d'intimidation, qui a réussi à diverses reprises, est un peu usé, et le sultan, qui connaît à fond les rivalités de l'Europe, ne croit guère à la possibilité d'un débarquement sur la côte du détroit.

Ce mode de négociations est donc des plus incommodes et des plus humiliants pour les puissances européennes. Nul doute que, si elles se fussent entendues, elles n'eussent déjà obtenu un changement de cet état de choses. Si par exemple les légations pouvaient être transférées à Fez, qui est la véritable capitale, on atteindrait du même coup un double résultat : faciliter les relations diplomatiques avec le Maghzen, propager la civilisation au sein de cet empire systématiquement fermé à son influence. Mais l'accord des puissances est ici autant et plus qu'ailleurs chose chimérique, et celles qui n'ont pas, au moins pour le moment, intérêt à ouvrir le Maroc aux réformes préfèrent même laisser subsister ces usages, qui sont comme les prérogatives de sa farouche indépendance.

PIERRE MARTEL.

(*La suite prochainement.*)

UNE APPARITION

NOUVELLE

L'avocat Derlin et les trois ou quatre amis qu'il avait à dîner ce jour-là causaient gaiement dans son fumoir japonais. La conversation était tombée sur le monde invisible, sur l'atmosphère mystérieuse qui enveloppe nos âmes et parfois laisse arriver jusqu'à elles des vibrations étranges. Chacun avait raconté quelque incident singulier, quelque aventure inexplicable dont il avait été le témoin ou le héros : une invincible antipathie à première vue pour quelqu'un dont l'extérieur était agréable, mais dont on devait plus tard ressentir l'influence fatale ; un pressentiment douloureux éprouvé en pleine joie et que les événements avaient justifié ; des paysages, des villes qu'on n'avait jamais vus et qu'on reconnaissait ; le souvenir net et persistant de choses que l'on ne devait, que l'on ne pouvait avoir connues, sinon dans une existence antérieure ; un rêve extraordinaire qui s'était réalisé de point en point ; l'apparition à l'état de veille d'une personne aimée, à l'instant même

où elle mourait en pays lointain; et tel autre de ces faits battus et rebattus où se complaisent les esprits avides de merveilleux, que même sceptique on écoute avec intérêt quand des amis vous les rapportent, que l'on croit par politesse et dont on doute par raison.

Le peintre Georges Herbert était le seul qui n'eût rien dit. On lui demanda la cause de son silence; il était impossible qu'un artiste, être impressionnable par état, n'eût pas, comme tout le monde, quelque chose d'intéressant à raconter.

— En effet, répondit-il, il m'est arrivé il y a quelque dix ans, une aventure assez étrange; mais, pour que vous puissiez la comprendre, il me faudrait reprendre les choses de si haut....

— Reprends-les au déluge, si tu veux, dit en riant l'avocat; nous avons tout le temps de t'écouter; et puis, tu contes bien et ne prodigues pas tes récits.

— Certainement, appuya le jeune compositeur Ulrich, on dit ordinairement « court et bon, » mais avec Herbert on peut dire « long et meilleur. »

Les autres ayant approuvé :

— Eh bien soit, dit le peintre, et il commença :

« Je ne remonterai pas au déluge, mais à mon enfance. J'étais orphelin, élevé par un oncle et sa femme, tous deux excellents, mais sévères, mais austères comme on ne l'est plus. Ils étaient âgés, n'avaient jamais eu d'enfants, et ne pouvaient supporter autour d'eux le mouvement et la vie. Leur maison était un couvent de trappistes : nulle détente, nul plaisir; pour toute société deux ou trois vieilles dames et autant de vieux messieurs qui, gravement, solennellement, jouaient aux cartes et ne parlaient que pour vanter le temps passé et blâmer

tout ce qui était jeune et nouveau, tout ce qui n'était pas ankylosé, rhumatisant, momifié, tout ce qui voyait sans lunettes, tout ce qui marchait sans béquilles, tout ce qui vivait enfin.

» Quelle maison pour un enfant! Mes meilleures heures, les seules bonnes, étaient celles que je passais au collège; aussi j'étais un excellent écolier. Moins bon camarade, par exemple ! A force de vivre avec des vieux, j'avais désappris le mouvement de mon âge ; j'étais gauche et maladroit, je ne savais ni sauter ni courir, ou plutôt je n'osais pas ; mes compagnons, si joyeux, si remuants, si pétulants, m'inspiraient une sorte de terreur ; et puis, mes parents m'ayant déclaré que je ne devais jamais amener aucun collégien à la maison, je me sentais gêné, les voyant s'inviter entre eux sans façon : « J'irai chez toi ce soir ; tu viendras chez moi » demain. » Ne pouvant en user de même, je n'avais qu'une chose à faire, éviter tous rapports, et c'est ce que je fis. Je restais pendant les quarts d'heure de récréation assis à mon banc, à lire. On m'avait taquiné d'abord, m'appelant « le petit saint ; » mais, quand on vit que je n'avais nul dessein de me faire valoir auprès des maîtres, on me laissa tranquille et on m'appela « le petit vieux. »

» Donc, je réussissais très bien dans mes études. La seule leçon qui m'offrît des difficultés était celle d'allemand. Or, l'allemand était obligatoire au collège, déjà dans ce temps-là ; le maître déclara à mon oncle qu'il fallait absolument que je prisse des leçons particulières, autrement, fort sur toutes les branches, je serais obligé, à cause de ce malheureux allemand, de doubler ma quatrième. Mes parents gémirent de cette dépense imprévue qui allait diminuer mon petit avoir, car ils tenaient fort

mes intérêts, mais enfin, puisqu'il le fallait.... On m'envoya trois fois par semaine chez une maîtresse d'allemand fort en vogue, Mlle Pilgriner.

» Si vous aviez vécu à X., mes chers amis, il ne me serait point nécessaire de vous faire son portrait ; vous connaîtriez, comme tout le monde, Mlle Maximilienne Pilgriner, que l'on a vue pendant quarante ans arpenter la ville de l'aube au soir, à grands pas masculins, toujours la même, ni plus jeune, ni plus vieille, un type et un caractère. Grande, assez maigre, point sèche cependant, la démarche et les mouvements décidés, une belle tête classique dont les lignes sérieuses, même un peu dures, prenaient aisément une expression de cordialité et de gaieté ; elle était uniformément vêtue, été comme hiver, d'une robe de laine noire tout unie, élimée et rendue luisante par le long usage, et d'une rotonde, noire aussi ; aux pieds, de gros souliers de curé de campagne ; sur la tête, un chapeau de paille garni d'une plume défrisée ; jamais de gants, pour ne pas cacher, disait-elle, « la main, ce chef-d'œuvre de la nature ; » jamais de parasol, non plus, mais un parapluie toutes les fois que le temps était douteux. Mlle Pilgriner répétait souvent le proverbe : « Quand il fait beau.... » mais son parapluie était toujours revêtu d'un fourreau de toile cirée. Pour qu'il en sortît, il fallait une pluie torrentielle, un déluge ; autrement, pourquoi l'user ? la rotonde ni la robe ne risquaient rien, et, quant au chapeau, il avait été tant et si souvent mouillé qu'il ne risquait rien non plus.

» Mlle Pilgriner portait toujours sous sa rotonde tantôt un paquet de livres d'étude, tantôt une miche de pain, un panier de viande ou d'épicerie, car, n'ayant point de

servante, elle devait faire toutes ses commissions elle-même. Et, malgré cette tenue singulière, elle avait un air qui imposait, l'air de quelqu'un. Elle était étrange, mais non ridicule, et la gent écolière, si rétive au respect, si encline à la raillerie, ne s'est jamais moquée d'elle. »

Herbert s'interrompit et, regardant ses amis :

— Je ne vous ennuie pas ? demanda-t-il.

— Au contraire, au contraire, lui fut-il répondu.

— Je continue donc. Ma connaissance avec Mlle Pilgriner fut un événement dans ma vie. Elle était si différente de ma tante et de ses vieilles dames que je l'aimai tout de suite, et elle aussi me prit à gré, si bien que je finis par aller chez elle tous les jours. Tandis qu'elle donnait ses leçons, je faisais mes devoirs de collège sur un bout de sa grande table. Mon oncle et ma tante étaient enchantés de cet arrangement; ils me savaient en bonnes mains, et, si peu de bruit que je fisse, la maison était encore plus silencieuse quand je n'y étais pas.

» Mlle Pilgriner habitait tout près de la cathédrale ; elle occupait le rez-de-chaussée d'une fort belle maison du dix-septième siècle, à perron gironné, à balcon de pierre soutenu par des cariatides. Si elle ne tenait nullement à être bien mise, elle entendait être bien logée.

» Me voyant plus sérieux que mon âge, elle s'entretenait avec moi comme avec une grande personne, en sorte que je sus bientôt son histoire.

» Elle était née dans la Prusse rhénane, fille d'un de ces riches meuniers qui sont de grands propriétaires et de grands industriels. Mais son père s'était ruiné dans des entreprises hasardeuses, et après sa mort ses enfants firent ce qu'ils purent. Maximilienne fut d'abord

institutrice dans de grandes maisons, mais cette situation s'accordait peu avec la liberté d'allures à laquelle elle avait été accoutumée ; se plier aux petites convenances mondaines, aux manières de salon, lui était impossible, et d'ailleurs ses appointements fort maigres (on paie si peu les gouvernantes en Allemagne !) ne lui permettaient pas d'aider ses frères et ses sœurs, ce qu'elle regardait comme son devoir d'aînée. Energique, entreprenante, elle était venue à X., s'y était établie professeur d'allemand, et, les circonstances lui ayant été favorables, elle s'était fait très vite une belle clientèle.

» Levée à l'aube, ne perdant point de temps à sa toilette, elle donnait chaque jour douze ou quinze heures de leçons; étonnamment frugale, dînant d'un morceau de pain et de fromage arrosé d'un doigt de vin, soupant de même, elle arriva assez vite, gagnant beaucoup et ne dépensant quasi rien, à se constituer une petite fortune, et aussitôt elle donna carrière à sa générosité envers sa famille et à ses goûts de confort. Elle s'était jusque-là contentée d'une petite chambre ; elle loua dans la vieille ville le bel appartement dont j'ai parlé et le meubla richement. Elle était très fière de son salon en acajou et en velours grenat, de sa salle à manger garnie de meubles Louis XIII authentiques, de sa chambre à coucher en cretonne bleue, style Louis XVI ; plus fière de ses piles de beau linge calandré suivant la mode allemande, de sa belle vaisselle, de son argenterie ; fière de sa bibliothèque riche en livres français, anglais et allemands; fière surtout de sa collection de photographies artistiques arrangées dans une trentaine d'élégants albums.

» Elle aimait à ouvrir ses armoires et à vous faire remarquer les nombreuses confections et les pièces d'étoffe qui les remplissaient, et ses cartons pleins de dentelles, et ses boîtes pleines de gants, tous trésors dont elle n'usait point.

» Les parents de ses élèves, la voyant si mesquinement, si pauvrement mise, lui faisaient cadeau au jour de l'an et à sa fête d'objets de toilette choisis dans les magasins à la mode. Elle prenait, remerciait, et serrait soigneusement ces nouveautés, dont aucune ne parvint jamais à détrôner la rotonde et le chapeau rond.

» Sa clientèle était singulièrement composée : enfants de l'aristocratie de X. et de la noblesse étrangère, élèves des écoles primaires, jeunes ouvriers, servantes, que sais-je ? Ses prix étaient très variés : la même leçon que les élèves du monde aristocratique payaient cinq francs, ceux de la classe bourgeoise trois, tombaient à quinze sous ou même à cinquante centimes pour les derniers. Elle ne voulait pas, disait-elle, donner des leçons gratis, parce que les gens ne font absolument point de cas de ce qui ne leur coûte rien.

» Ses leçons étaient-elles bonnes ? C'est une autre question, à laquelle on peut répondre à la fois oui et non. Très routinière, elle suivait les anciennes méthodes, nous faisant faire, d'après de vieilles grammaires, des thèmes qu'elle corrigeait consciencieusement ; mais elle n'essayait pas de nous parler allemand, s'exerçant au contraire elle-même à parler le français que, chose étrange, intelligente comme elle l'était, elle estropia toujours. Elle s'exprimait avec volubilité, voire avec une certaine éloquence, mêlant à tous ses discours « et voilà ici. » Elle nous faisait beaucoup de morale : « Et

voilà ici, il faut travailler ; » mais le travail qui lui semblait le plus utile et le plus intéressant, c'était l'étude de l'allemand, et aussi l'esthétique. Ah, l'esthétique !....

» Avec cela d'une bonté, d'une complaisance inépuisables. Ceux de ses élèves qui habitaient la campagne passaient chez elle les heures qui leur restaient libres entre leurs leçons ; elle leur donnait à dîner, à goûter, leur permettait de répéter sur son piano leurs exercices et leurs études, leur ouvrait sa bibliothèque, leur mettait ses albums entre les mains :

» — Voilà ici, amusez-vous à regarder les photographies.

» Et, toujours de bonne humeur, elle riait d'un grand rire sonore qui montrait toutes ses dents restées fort belles.

» On ne s'ennuyait jamais avec elle, tant elle vous inspirait de confiance. Ses écoliers lui contaient leurs chagrins, et lui avouaient leurs fredaines. Elle faisait une petite morale, et « voilà ici » elle allait auprès de qui de droit plaider la cause du coupable.... Mais vraiment, messieurs, si je vous ennuie....

— Point du tout, s'écria l'avocat ; ta demoiselle Pilgriner me plaît beaucoup, et « voilà ici » j'aurais aimé à être son élève.

— Nous aussi, firent les autres.

— Quelquefois, continua Herbert, Mlle Pilgriner m'emmenait à la promenade. J'avais de la peine à suivre les grands pas de ses longues jambes ; elle s'en étonnait : « Voilà ici, est-ce qu'un garçon se lasse? » Elle me laissait pourtant me reposer, quoique, infatigable, elle ne comprît guère la fatigue des autres.

» Une chose qui me mettait un peu mal à l'aise dans ces promenades, c'est qu'elle les utilisait pour faire la

chasse ou la pêche aux élèves, car elle n'en avait jamais assez. Et, dès qu'elle se trouvait en face d'une personne nouvelle, dans un tramway, un bateau à vapeur, un jardin public, n'importe où, et quels que fussent l'âge et le sexe de cette personne, après quelques phrases d'introduction : « Mais, voilà ici, il vous faut apprendre l'alle» mand. Venez chez moi; si vous ne voulez pas de leçons » particulières, j'ai des cours. » Si l'on répondait : « Je » n'ai pas le temps, je suis occupé toute la journée, » elle demandait à quelle heure commençaient les dites occupations. Si l'on disait, je suppose, à sept heures, elle répliquait aussitôt : « Je vous donnerai la leçon à » six. — Je demeure trop loin de votre quartier, il me » serait impossible.... —Eh! voilà ici, j'irai chez vous. »

» Si l'on rétorquait : « Je sais l'allemand. — Mais, » voilà ici, vous ne connaissez pas la littérature ; je » vous donnerai des leçons de littérature. — Eh si, je » la sais ! — Eh bien, vous la repasserez avec moi, il » n'y a rien de si bon que de repasser ce qu'on sait. Il » faut toujours avoir un travail qui occupe l'esprit, qui » l'élève. Les occupations matérielles, c'est très bien, » mais ce n'est pas assez ; nous ne sommes pas seule» ment de chair, notre intellect veut être nourri. »

» Une fois son élève, il n'était plus question de vacances. Si l'on avait le malheur de manquer une leçon dans la semaine, « voilà ici, » il fallait venir le dimanche. Inutile de parler de jours de fête, ils n'existaient pas pour elle. Je l'ai vue forcer de jeunes Anglaises à prendre leur leçon d'allemand le jour de l'Ascension, parce que, « voilà ici, » faire de l'allemand ce n'était pas un travail, mais une récréation.

» Quand je fis la connaissance de Mlle Pilgriner, elle devait avoir plus de cinquante ans, mais on lui en aurait

donné à peine quarante. J'ai souvent remarqué qu'une existence très active est beaucoup moins fatigante pour une femme que la vie mondaine.

» Elle me faisait l'effet d'une fée, originale et bienfaisante ; j'avais pour elle une espèce de culte ; je la trouvais belle, et je me disais que, si un jour la robe noire, la rotonde, le chapeau plat faisaient place à la couronne de diamants et à la robe d'or, elle serait éblouissante.

» Bonne pour tous ses élèves, je crois bien qu'elle avait un faible pour moi, car elle me disait souvent :

» — Venez de bonne heure, et voilà ici, nous prendrons le thé ensemble.

» Elle me retenait aussi fréquemment à souper ; et alors, au fromage traditionnel s'ajoutaient du jambon, du beurre, des pâtisseries, tout un régal. Nourri très frugalement chez mon oncle, je jouissais fort de ces petites fêtes.

» — Et voilà ici, puisque vous avez bien travaillé, je vous mènerai dimanche à la montagne.

» Elle m'y menait, et de nouveau me régalait.

» A la foire du nouvel an :

» — Voilà ici, nous irons *chez* la baleine, *chez* les serpents à sonnette, etc.

» Nous y allions, et elle s'embarbouillait dans des explications pas trop claires, d'où se dégageait une certaine poésie qui me chatouillait agréablement les nerfs.

» Mais ce que j'aimais par-dessus tout, c'était qu'elle ouvrît ses albums de photographies, et me montrât les œuvres des maîtres italiens en me parlant d'esthétique. C'est à elle et à ses albums que je dois d'être devenu peintre ; je n'appris que très peu l'allemand dans ses leçons, mais j'y gagnai le goût des arts et je lui en aurai une reconnaissance éternelle.

» Elle applaudit très fort à mon désir de devenir artiste (mes parents auraient préféré pour moi le pastorat, mais je ne m'en sentais pas la vocation). Quand je fus entré à l'école des beaux-arts, je venais très régulièrement montrer mes dessins à mon amie Pilgriner en prenant ma leçon d'allemand. Renoncer à cet allemand eût été me brouiller avec elle, et je ne l'eusse pas fait pour un empire.

» Elle regardait très attentivement mes essais, éloignait et rapprochait le papier de ses yeux, l'examinait avec et sans lunettes, puis se lançait dans des dissertations étranges où se mêlaient une esthétique singulière et une philosophie nuageuse, mais où toujours néanmoins il y avait quelques remarques utiles, quelques aperçus originaux, paillettes d'or qu'il s'agissait seulement de dégager du fatras qui les enveloppait.

» Quand j'eus remporté le premier prix de peinture, elle voulut que je lui fisse son portrait. Je me réjouis de retracer cette belle tête accentuée, et j'esquissai un buste de grandeur naturelle. Mais cela ne lui plut pas ; elle voulait être prise jusqu'aux genoux, afin qu'on vît ses mains, « ce chef-d'œuvre de la nature. » Je me conformai à son désir, croyant du moins qu'elle se ferait peindre avec la robe noire qui était depuis tant d'années partie intégrante de sa personne. Mais point; il me fallut la représenter vêtue d'une belle robe de damas couleur pensée, qu'elle n'avait jamais mise auparavant, avec du point de Bruxelles, et une belle agrafe d'or et de perles, présent d'une princesse russe à qui elle avait donné des leçons. Toute cette parure la changeait fort ; en dépit de la ressemblance, cette soie, ces perles, ces dentelles déroutaient les gens, qui lui disaient :

» — C'est le portrait d'une de vos sœurs ? Ah ! comme elle vous ressemble !

» Vous pensez bien que je ne voulus pas accepter d'argent pour cette peinture, d'autant moins que je ne la trouvais pas trop bonne. Le paysage m'attirait déjà plus que la tête.

» En 1879, je partis pour l'Italie ; Mlle Pilgriner me souhaita un bon voyage, me recommanda de bien étudier les grands maîtres, et de lui écrire quelquefois, ce que je fis, en lui envoyant de temps à autre quelques photographies qui manquaient à sa collection.

» Je revins au bout de trois ans et retrouvai Mlle Pilgriner toujours vaillante, courante, enseignante, mais se plaignant fort de la diminution de ses élèves. Elle avait maintenant force concurrents et concurrentes ; elle avait beau multiplier les annonces dans les journaux, et accabler de visites les directrices de pensionnats, ses efforts redoublés ne lui amenaient pas grand chose : sa vogue était passée. Elle ne gagnait plus assez pour son entretien ; il lui fallait toucher à ses rentes, et « voilà ici » cela lui faisait du chagrin. Bien des familles encore lui restaient fidèles, mais, à moins de travailler quinze heures par jour, elle n'était pas contente.

» Pour lui faire plaisir, je lui demandai deux heures d'allemand par semaine, deux heures que nous employâmes à parler d'esthétique. Elle n'était plus seule dans son vaste appartement. Une sœur, veuve, de deux ans plus âgée qu'elle, était venue prendre la direction du ménage, et la déchargeait de tout souci matériel. Mme Wilhelmine ressemblait beaucoup à sa cadette, mais ses traits étaient plus doux et son abord plus

féminin. Elle m'était infiniment sympathique, quoiqu'elle ne sût pas un mot de français ; quant à moi, j'avais appris si peu d'allemand sous la férule de sa sœur, que tout ce que je pouvais faire, c'était de lui dire bonjour dans sa langue maternelle. Nos conversations étaient fort courtes, mais Mlle Pilgriner, un peu jalouse de nature, n'aurait pas voulu qu'elles fussent plus longues. J'avoue que ses perpétuelles doléances sur la diminution de ses leçons me laissaient froid ; je la savais fort à son aise, et je trouvais assez juste que chacun pût glaner à son tour quelques épis dans le champ de l'enseignement. Je prenais plus de part aux inquiétudes qu'elle éprouvait au sujet de ses yeux. Elle les avait tant fatigués, ses pauvres yeux, à corriger des thèmes allemands et à étudier à la loupe les moindres détails de très petites photographies artistiques, qu'elle était menacée de la cataracte.

» De plus elle avait eu une légère attaque d'apoplexie qui lui donnait des craintes plus sérieuses :

» — C'est un avertissement, disait-elle, je n'irai plus bien loin.

» — Comment donc? lui répondais-je, vous vivrez cent ans.

» Mais, au fond du cœur, je pensais comme elle, qu'elle n'en avait plus pour longtemps, et je lui donnais toutes les heures dont je pouvais disposer.

» Mon oncle et ma tante vivaient toujours (ils vivent encore), mais je ne logeais plus chez eux ; l'existence d'un artiste, forcément animée, leur eût paru d'une insupportable turbulence. Je m'étais établi tout près de la cathédrale, dans une vieille maison où j'avais trouvé un petit appartement et un grand atelier. J'étais ainsi presque voisin de Mlle Pilgriner, qui me devenait plus

chère à mesure que je la voyais descendre la pente fatale, et qu'augmentait ma crainte de la perdre.

» Après tout, c'était elle qui était ma vraie famille. Je respectais infiniment mon oncle et ma tante, mais le respect est bien froid, quand il est seul, sans l'affection pour le réchauffer. Elle, je l'aimais. J'allais voir mes parents une fois par semaine ; c'était assez pour moi, peut-être trop pour eux ; mais, chaque soir, aussitôt que je quittais mon chevalet, je courais chez ma vieille amie.

» Elle possédait quelques tableaux de valeur, ayant donné des leçons aux enfants de plusieurs peintres célèbres et leur ayant demandé des peintures en paiement. Elle me fit le même honneur, et me prit deux petites vues de Naples pour l'argent que je lui devais, car nos leçons d'allemand allaient toujours leur train. Mais souvent nous les passions en promenades, car elle avait parfois des vertiges et craignait maintenant de sortir seule, comme elle aimait tant à le faire autrefois. Nous allions ainsi, dans la belle saison, entre chien et loup, admirer le lac et les montagnes, et quelquefois écouter le rossignol dans les chemins ombragés. Elle ne voulait jamais prendre mon bras :

» — Non, non, disait-elle, je peux très bien marcher seule, mais ça me fait plaisir de vous sentir à côté de moi ; je m'appuierais sur vous si un étourdissement me prenait, mais, tant que ma tête se comporte raisonnablement, voilà ici, je veux être indépendante.

» L'indépendance avait été en effet le culte de sa vie : elle s'y cramponnait de tout son reste de force, elle la défendait pied à pied contre l'âge et la maladie. C'était vraiment une nature vaillante.

— Elle nous intéresse beaucoup, mon cher Herbert,

interrompit l'avocat, nous te l'avons déjà dit ; mais tu nous avais promis une aventure extraordinaire.

— Attendez. Je vous ai prévenus que je serais long ; donc je vous prie de vouloir bien m'écouter encore un moment.

— Nous écoutons, nous écoutons, va, mon cher !

— Quelquefois, reprit le narrateur, nous allions entendre ensemble sous les voûtes de la cathédrale les beaux concerts de musique sacrée que donnait M. B..., l'habile organiste. Ces concerts avaient lieu trois fois la semaine, de huit à neuf heures, pendant toute la belle saison. Ils commençaient au printemps avec les premières fleurs, ils finissaient à l'automne avec les dernières feuilles. Nous en jouissions chacun à notre manière : Mlle Pilgriner, musicienne dans l'âme comme la plupart des Allemandes, et familière dès son enfance avec les classiques, sentait et comprenait ; moi, qui ne connais pas une note, je sentais seulement, mais je sentais profondément, et j'avais ce plaisir, à mon avis très grand, d'un profane point sot en face des manifes tations d'un art qu'il ignore, et pour qui tout est par conséquent mystère et merveille. Et puis je ne jouissais pas seulement par les oreilles, mes yeux aussi avaient leur fête ; comme peintre, j'étais absolument ravi de ces concerts, d'où la mondanité était bannie, où, vu l'insuffisance de l'éclairage, les femmes les plus brillantes venaient pour entendre et non pour être vues.

» On arrivait quelques minutes avant huit heures, on traversait lentement la nef sombre où de rares petites lampes attachées aux piliers mettaient des lueurs incertaines. On gagnait la place de son choix, on s'y établissait, puis on regardait les nouveaux arrivants glisser comme des fantômes dans cette vague obscurité, car des

nattes étendues sur le sol étouffaient le bruit des pas. Parfois un faible rayon effleurait les plis d'un vêtement clair, une pâle étincelle jaillissait d'un bijou, puis tout s'effaçait. L'ombre, un instant troublée par de fugitives ondulations, de légers frôlements, redevenait immobile et silencieuse, et l'œil, se fatiguant à y plonger, devinait plutôt qu'il ne distinguait des formes indécises et comme immatérielles qui faisaient penser à quelque vision mystique. Etait-on sur la terre des vivants ou dans le pays des âmes? On ne savait trop. L'esprit flottait dans une atmosphère étrange qui préludait admirablement à ce qu'on allait entendre.

» En levant les yeux, on voyait encore l'or et l'azur des vitraux, dont toutes les autres couleurs s'étaient assombries, et, plus haut, les étroites verrières laissaient passer une lumière blanche qui frappait les tuyaux de l'orgue, et le faisait ressembler à la nappe d'argent d'une cascade.

» Et voilà que les sons de l'instrument pieux commencent à vibrer, lointains, faibles et suaves, murmures et caresses; puis, s'enflant, se rapprochant, emplissent les voûtes de leurs ondes puissantes. Ce sont les voix des saints, les voix des anges, la voix de Jéhovah lui-même. La crainte, le repentir, l'espérance, la joie agitent le cœur tour à tour; les mains se joignent, de douces larmes viennent aux paupières ; on se sent très loin de la terre, très près du ciel.

» En ces instants, j'aimais à observer ma compagne. Elle était littéralement en extase: les yeux en haut, les narines dilatées, les lèvres entr'ouvertes, tous ses traits prenaient une expression sublime de béatitude. Ce n'était plus Mlle Pilgriner, la maîtresse d'allemand, c'était une sainte voyant s'ouvrir les parvis célestes.

» Le costume qu'elle portait ajoutait encore à l'illusion. Elle avait enfin abandonné le chapeau fripé, la rotonde usée. Un soir que cette rotonde était dans les mains de Mme Wilhelmine qui essayait encore de la réparer, sa sœur voulait venir au concert sans rien mettre sur ses épaules, sous prétexte qu'il faisait chaud. Je me fâchai :

» — Non, non, plus il fait chaud dehors, plus il faut redouter la perfide fraîcheur de ces grands édifices de pierre ; vous allez mettre un manteau, — vous en avez tant ! — ou un châle, ce que vous voudrez, mais j'entends que vous soyez suffisamment vêtue.

» Et, comme elle résistait, j'ouvris moi-même l'armoire aux confections et me mis à y fourrager. Elle riait :

» — Voilà ici, la pauvre Wilhelmine aura bien affaire à replier tout ce que vous me chiffonnez, méchant garçon !

» Mme Wilhelmine riait aussi :

» — Laisse-le faire, Maximilienne, je saurai bien remettre tout en ordre ; il a raison, il ne faut pas que tu prennes froid.

» Enfin, je mis la main sur un grand cache-poussière en flanelle gris-clair, muni d'un capuchon :

» — Voilà qui ira, c'est léger et douillet.

» — Ça ! mais je ressemblerais à une nonne !

» — Et qu'est-ce que ça fait, puisque nous allons dans une église entendre de la musique sacrée ?

» Elle se le laissa mettre sur les épaules, et tira elle-même le capuchon sur sa tête :

» — C'est tout à fait un froc de moine, dit-elle en se regardant au miroir, mais, voilà ici, puisqu'il fait nuit, ça ne fait rien.

» Elle se trouva si à son aise et si chaudement dans son froc qu'elle le remit, sans que je l'en priasse, chaque

fois que nous allions au concert. Peut-être, avec ses goûts esthétiques, était-elle, sans s'en rendre compte, sensible à l'harmonie que ce vêtement clair, aux longs plis, à l'ample cagoule, formait avec les arceaux gothiques de la cathédrale et les stalles sculptées dans lesquelles nous nous placions.

» Je vous demande pardon, messieurs, d'avoir insisté sur ce cache-poussière, vous verrez plus tard que j'avais mes raisons.

» Rentrés après le concert dans le salon de Mlle Pilgriner, il fallait, en prenant un biscuit et un verre de malaga, l'écouter résumer ses impressions. Elle les expliquait fort mal, mais peu importait, je les avais comprises en la regardant.

» De temps à autre, elle donnait une soirée, « une société, » comme elle disait. Elle réunissait d'anciens et d'anciennes élèves et quelques artistes. On faisait de la musique, on causait d'art, quelquefois on dansait un peu, et toujours cela finissait par un excellent souper froid qu'elle servait elle-même avec sa sœur.

» — Voilà ici, disait-elle, est-ce que ce n'est pas bien plus hospitalier que d'avoir un tas de domestiques qui espionnent tout ce qu'on dit, et qui se moquent entre eux de leurs maîtres et des invités ?

» Ces soupers faisaient la joie et l'orgueil de ma bonne vieille amie. En regardant sa table couverte de cristaux, de porcelaine, d'argenterie, et d'une profusion de bonnes choses, ses yeux brillaient et un sourire fier arquait ses lèvres ; elle pouvait se dire en toute vérité : « Tout cela, » je l'ai gagné, peu à peu, comme la fourmi fait ses pro- » visions. Mon travail, mon économie, ma frugalité m'ont » faite riche, et maintenant j'ai le plaisir de réunir mes » amis. »

» Mais quand, au moment de se séparer, elle nous versait le *maitrank*, il y avait quelque tristesse dans son sourire, et presque une larme dans ses yeux, au souvenir de son pays natal. Elle avait beau avoir adopté la ville de X. pour sa patrie, quelque chose de son cœur d'enfant et de jeune fille était resté au bord du Rhin, et sa pensée s'y envolait souvent.

» Au lendemain de ces petites fêtes, elle me demandait régulièrement si aucune des jolies demoiselles avec lesquelles j'avais dansé ne m'avait touché le cœur, et comme je répondais non, elle répliquait:

» — Voilà ici, il faut pourtant songer à vous marier; c'est un devoir, puisque vous gagnez largement votre vie à présent.

» Je riais, elle insistait, et alors je finissais par lui dire :

» — Trouvez-moi une femme qui vous ressemble, qui soit intelligente comme vous, laborieuse comme vous, simple comme vous, qui aime les arts comme vous, et je l'épouserai dès demain.

» Ce n'était pas absolument par courtoisie que je lui disais cela ; je le pensais. J'avais trop vu de ces femmes frêles, petites-maitresses qui, en voyage, ont peur de tout, s'évanouissent pour une souris, pour une chenille, et se font suivre de bagages rappelant ceux du duc de Bourgogne à Morat, pour ne m'être pas souvent dit que ce qu'il fallait à un artiste, c'était une femme infatigable, d'égale et belle humeur, n'ayant peur de rien, voyageant avec une petite valise, s'accommodant de tous les gîtes, et qui aurait en même temps l'esprit cultivé ; une femme enfin comme Mlle Pilgriner aurait pu l'être, si les circonstances, les combats de la vie ne l'avaient de bonne heure un peu trop masculinisée.

» Un jour que je lui répétais mon petit compliment :

» — Trouvez-moi une femme qui vous ressemble...

» — Eh! eh! fit-elle, ce n'est pas impossible, puisque vous y tenez. Après vos courses de l'été, revenez vite me voir, et, voilà ici, peut-être que je vous la montrerai.

» Je la questionnai pour en savoir davantage, elle ne voulut pas me répondre :

» — A votre retour, répétait-elle en riant, pas avant.

» Cette année-là, je fus absent trois mois. Quand je revins, à la fin d'août, je courus au débotté chez ma vieille amie lui porter un gros paquet de rhododendrons et un petit bouquet d'edelweiss, sa fleur favorite. Je fus bien douloureusement surpris de la trouver à demi paralysée. Elle avait eu une nouvelle attaque.

» — Un second coup de cloche, me dit-elle. Quand sonnera le troisième, il faudra partir.

» J'aurais cru que cette personne si vive, si active, si remuante, se serait révoltée contre le sort, se serait livrée au désespoir en voyant morte la moitié de son corps. Eh bien, non ; dans cette cruelle épreuve, elle se montrait doucement soumise, et bien intéressante, bien touchante en sa résignation.

» Les natures très énergiques à l'ordinaire, impatientes de tout joug, sont parfois dans la maladie d'une sérénité admirable. Tandis que trop souvent le faible, le doux s'agite, se révolte, le fort reste calme et applique son énergie à souffrir patiemment.

» Au reste, Mlle Pilgriner avait toujours eu un grand fonds de piété, piété sans phrases, la bonne, la vraie ; persuadée que Dieu avait dirigé tous les événements de sa vie, que ses succès et ses joies lui avaient été dispensés par sa main, il lui était aisé d'accepter l'affliction tombée de cette même main.

» Je ne me serais pas figuré que l'amitié si ancienne et si vive que je lui portais pût s'accroître encore ; c'est pourtant ce qui arriva quand je la vis si éprouvée et si soumise, et cette affection augmentée fut, infiniment plus qu'autrefois, tendre et respectueuse.

» Réduite à une complète inaction, ne pouvant plus lire à cause de l'état de ses yeux, la pauvre M[lle] Pilgriner était bien reconnaissante des visites qu'on lui faisait. Pour moi, je lui consacrais tout le temps que je pouvais dérober à la peinture.

» Quand elle le voulait, je lui faisais un bout de lecture, mais elle en était vite fatiguée et me disait :

» — Posez votre livre et causons.

» Nous causions.

» Il semblait en vérité que l'attaque d'apoplexie qui avait lié ses membres avait délié son esprit et sa langue. Elle s'exprimait mieux, plus clairement, ne disait presque plus « voilà ici ; » elle avait de belles envolées poétiques, pour lesquelles les expressions ne lui manquaient plus, et j'avais un plaisir infini à l'entendre parler, avec l'originalité qui la distingua toujours, des choses qui intéressent les âmes sérieuses et les esprits cultivés.

» Souvent elle m'entretenait de mon avenir. Je devais ne jamais abandonner l'art véritable, le grand art ; je devais me soucier du beau et du vrai, non de la mode ; mépriser les petits succès, ne jamais me lasser de la poursuite de l'idéal, être un grand peintre enfin.

» Elle s'imaginait que je pouvais le devenir, et je lui promettais de faire de mon mieux pour y arriver.

» Cependant, elle ne me parlait jamais de cette femme qu'elle m'avait en quelque sorte promise. Un jour, je m'avisai de lui en demander des nouvelles :

» — Chut! me dit-elle avec un sourire, vous saurez cela plus tard.

» Il n'en fut plus question.

» Le temps passait, et la soumission de la pauvre malade ne se démentait pas, sa douceur restait inaltérable. Elle disait même souvent :

» — Comme je suis heureuse, et combien mon triste état a de compensations ! Mes amis ne m'abandonnent pas, il viennent me voir, ils m'entourent, ils me gâtent, et ma chère et bonne sœur me soigne si bien, si tendrement ! Oh ! je suis bien heureuse ! Ce que je regrette le plus, ajoutait-elle parfois, ce sont mes concerts d'orgue ; il m'en arrive bien quelques sons par la fenêtre ouverte, mais ce n'est plus la même chose.

» J'offris un jour de lui procurer un fauteuil roulant, que je conduirais jusqu'à la cathédrale.

» — Non, non, répondit-elle, voyez-vous l'infatigable marcheuse, la *pèlerine*, en fauteuil roulant ! Non, non, ça ne va pas. Il faut bien apprendre à se passer de quelque chose. J'ai beaucoup joui l'an dernier de ces concerts ; je souffre un peu d'en être privée, mais, bah ! après ma mort je reviendrai pour les entendre.

» — Je ne le pense pas, lui dis-je, le ciel en aura de plus beaux.

» — Oui, oui, probablement, sûrement même. Mais ne croyez-vous pas qu'au ciel on doit continuer d'aimer la terre ? Un de nos contes allemands dit qu'un berger devenu roi quittait souvent son palais pour aller revoir sa cabane. Nous ferons de même quand nous serons là-haut ; nous viendrons revoir notre petit logis d'ici-bas. Oui, oui, je reviendrai. Je ne donne pas dans le spiritisme, mais je crois qu'il nous est permis de revenir. A notre gré, bien entendu, non à l'ordre des charlatans :

ce serait une drôle de manière d'être dans un meilleur monde ! Les gens qui voudraient des leçons d'allemand gratis m'évoqueraient pour leur en donner ! Ah ! non, par exemple, je ne veux pas de ça ! Mais revenir à volonté pour voir les gens qu'on aime, à la bonne heure ! Je suis très persuadée que je pourrai apparaître à mes amis. Ne vous étonnez donc pas si vous me revoyez quelque jour, car je vous aime bien, vous savez.

» — Et j'en serai charmé, lui répondis-je, car moi aussi je vous aime bien.

» L'automne et l'hiver se passèrent ainsi. La belle saison revenue, Mlle Pilgriner reprit un peu de mouvement. Elle pouvait même faire quelques pas dans sa chambre en s'appuyant sur sa sœur et sur moi :

» — Vous voyez, lui dis-je, que vous guérissez.

» — Je ne crois pas, répondit-elle, vous savez bien qu'avant de s'éteindre les bougies se raniment un instant. Il est bien certain que j'aimerais guérir, pouvoir reprendre mon activité ; mon rêve, c'était de mourir à la brèche, en donnant une leçon, là, tout d'un coup ; Dieu ne le veut pas, que Sa volonté soit faite !

» J'essayai de lui dire que peut-être son rêve s'accomplirait encore ; elle secoua la tête :

» — Tout est possible, si Dieu le veut ; mais j'ai le pressentiment du contraire. Aussi, je vous en prie, ne restez pas si longtemps absent que l'an dernier ; autrement, vous pourriez bien ne pas me retrouver.... Et elle ajouta après un instant de silence : N'oubliez pas mon bouquet d'edelweiss.

» Je partis tard, et à regret ; j'avais peine à quitter ma vieille amie. Je ne restai que trois semaines dans les Alpes, et à mon retour je courus bien vite lui porter ses edelweiss. Hélas ! son pressentiment ne l'avait point

trompée : la troisième attaque était venue et l'avait clouée sur son lit. Elle ne pouvait plus parler.

» Cependant elle me reconnut, me sourit ; de sa main gauche, qui n'avait presque plus de force, elle me pressa la main, puis elle prit les fleurs que je lui présentais, et ses lèvres remuèrent ; je compris qu'elle me remerciait.

» Je baisai ses pauvres doigts, qui étaient retombés sur la couverture, et je m'enfuis, car je pleure aussi facilement qu'une femme, et je sentais que j'allais fondre en larmes.

» Le soir même, l'agonie commençait ; le lendemain, ma vieille amie était morte.

» Ses anciens élèves apportèrent tous des fleurs ; la chambre en était pleine, jonché le lit sur lequel elle reposait, blanche et sereine comme une belle figure de marbre. Sa sœur lui avait mis sur la poitrine mon petit bouquet d'edelweiss.

» Deux jours après, nous l'accompagnions à sa dernière demeure.

» Sa sœur Wilhelmine était son héritière, à charge de remettre quelques legs à d'autres parents.

» Pressée de retourner en Allemagne, Mme Wilhelmine fit tout de suite emballer ce qu'elle voulait conserver des effets de sa sœur, vendit le reste aux marchands de bric à brac, et partit, moins d'une semaine après les obsèques.

» Cette mort m'avait profondément affecté ; chaque fois que je passais devant la maison qu'elle avait habitée, que je voyais ses fenêtres fermées avec l'écriteau : *Appartement à louer*, j'avais le cœur serré à la pensée que c'était fini, que jamais plus je ne franchirais ce seuil hospitalier.

» L'appartement n'était pas encore loué lorsque je partis l'année suivante pour mes tournées de montagne. Quand je revins au mois d'août, les fenêtres étaient toujours fermées, mais l'écriteau n'y était plus. Sans doute, fatigué d'une vaine attente, le propriétaire de ce bel immeuble s'était décidé à garder son rez-de-chaussée.

Le jeune peintre s'arrêta un instant et regarda ses interlocuteurs en souriant :

— J'ai mis votre patience à une longue épreuve, mais tout vient à point pour qui sait attendre ; j'arrive donc à mon aventure.

— A la bonne heure, lui répondit-on, car enfin tu nous avais promis....

— Chose due. Je vais m'acquitter. Les concerts d'orgue dont je vous ai parlé avaient toujours lieu, et cette année-là une cantatrice distinguée ajoutait à leur attrait celui d'une voix splendide. Je vous ai dit combien j'aimais la grave musique de l'orgue et de quelles impressions pittoresques elle était accompagnée pour moi ; aussi, j'étais un des fidèles et n'en manquais pas un. Chaque fois, je choisissais une place différente, afin de voir tous les jeux de la lumière, ou plutôt de l'ombre, dans ce grand vaisseau gothique, le long des colonnes, sur les nervures des arceaux, sur les balustres des galeries, sur les sculptures des pendentifs et des chapiteaux.

» Un soir, j'avais pris place dans une stalle du chœur. Les yeux fixés sur l'orgue qui laissait tomber comme des larmes les notes d'une marche funèbre, je pensais à Mlle Pilgriner. C'était précisément le 27 septembre, jour anniversaire de sa mort. « Je suis persuadée, » m'avait-elle dit, qu'on peut revenir ici-bas pour voir » ceux qu'on aime ; ne vous étonnez donc pas si je

» vous apparais. » Pauvre chère vieille amie, elle n'avait pas tenu sa promesse !

» Le morceau d'orgue s'achevait en accords d'une tristesse pénétrante, quand tout à côté de moi un frôlement très léger, comme celui que produiraient les ailes d'un phalène, me fit tourner la tête. Une femme s'asseyait dans la troisième stalle.

» Grande, élancée, enveloppée de ce froc clair que je connaissais si bien: c'était elle. Une seule place nous séparait.

» Elle était maintenant assise dans une entière immobilité ; son profil blanc se dessinait sur le chêne noir de la stalle ; les plis de son vêtement tombaient rigides autour d'elle ; ses mains étaient jointes sur ses genoux, et à sa poitrine était attaché un bouquet d'edelweiss.

» De nouveau l'orgue se fit entendre, et alors le profil d'abord baissé se releva ; l'œil se fixa sur l'instrument qui épandait ses flots d'harmonie, avec cette expression d'extase que je n'avais pas oubliée.

» La voilà donc, l'apparition annoncée ; impossible de la nier. Mais pourquoi ne me regardait-elle point ?

» Placé comme je l'étais, et tout de noir vêtu, une personne vivante n'aurait pu me voir, mais elle.... N'était-elle donc revenue que pour écouter cet orgue qu'elle aimait tant ?

» Je la regardai longtemps, retenant mon souffle, si bien que j'éprouvai cette fatigue des nerfs optiques qui rend la vision confuse. L'apparition devint indécise et flottante, et je me dis en haussant les épaules : « Je suis fou ! »

» En ce moment, l'admirable voix de la cantatrice attaquait le *Stabat mater*, et ramena malgré moi mon regard et mon attention sur la tribune de l'orgue. Le

chant était si beau que j'oubliai pour un instant l'incident qui m'avait si fort troublé. Mais, quand l'hymne de douleur fut achevée, je me retournai vers cette stalle où j'avais cru voir.... Plus rien, elle était vide.

« C'est bien cela, me dis-je, riant en moi-même, j'ai eu tout bonnement un instant d'hallucination. »

» Mais non, car au pied de la stalle je voyais briller dans l'ombre une petite étoile blanche, une fleur d'edelweiss.

» Je me baisse et la ramasse, et au même instant, jetant un regard dans la profondeur de la nef, il me semble voir une forme blanche qui s'éloigne.

» Je m'élance, et traverse l'église aussi vite que je le puis sans troubler le recueillement des auditeurs ; la figure blanche n'est plus qu'à quelques pas de moi.

» Je la suis, le cœur ému comme vous pouvez le penser. Elle franchit la porte, descend lentement les degrés ; la voilà sur la place ; elle se dirige vers la maison qui fut si longtemps sa demeure. Elle monte l'escalier, la porte s'ouvre, se referme sur elle, et je reste pétrifié.

» On a beau être du dix-neuvième siècle et rétif au merveilleux, une telle aventure ne saurait vous laisser indifférent. Je ne pouvais pas me dire que je m'étais endormi aux sons de l'orgue et que j'avais rêvé ; la fleur d'edelweiss était là pour me prouver le contraire.

» Je rôdai longtemps autour de cette maison déserte, car les propriétaires passaient l'été à la campagne. A tous les étages les volets étaient clos : pas une lumière, pas un bruit ; tout était sombre et muet, comme dans les maisons hantées.

» J'attendis longtemps. Quoi ? je ne savais trop. A la fin je rentrai, mais je ne vous étonnerai point en vous disant que je ne fermai pas l'œil de la nuit.

— Certes, fit l'avocat, on resterait éveillé à moins.

— Je ne faisais, continua Herbert, que regarder ma petite fleur en me disant : « Les apparitions n'ont » jamais été prouvées, mais on n'a jamais prouvé non » plus qu'elles ne peuvent avoir lieu. »

» Le jour, cependant, dissipa le trouble où m'avait jeté cette aventure ; je me dis qu'il devait y avoir là-dessous quelque chose de simple, de naturel, et qu'il fallait essayer de le tirer au clair.

» Je me rendis à la maison que vous savez. La grande porte était ouverte, j'entrai dans le vestibule, et je revis, non sans étonnement, sur la porte, la plaque de cuivre où se lisait gravé : « Mlle Maximilienne Pilgriner, professeur d'allemand. »

» Je sonnai.

» Un pas léger se fit entendre, on ouvrit, et je vis devant moi l'apparition de la veille, non plus en froc clair, mais dans la sévère robe noire.

» C'était bien ma vieille amie, mais à vingt ans, avec la fraîcheur et l'éclat de cet âge printanier; c'était elle... avec, en plus, le charme féminin.

» — Que désirez-vous, monsieur ? me dit-elle d'une voix qui était aussi la voix de la défunte, quoique le timbre en fût plus doux.

» — Mademoiselle, répondis-je, j'étais l'élève et l'ami de Mlle Pilgriner.

» Et je présentai ma carte.

» Elle y jeta les yeux.

» — Vous, c'est vous, monsieur Georges Herbert, que ma pauvre marraine aimait tant ?... Elle me tendit les deux mains.... Entrez donc, je vous prie.

» J'entrai, et je me retrouvai dans le salon à moi si connu. Rien n'y était changé. Les mêmes meubles aux

mêmes places, les mêmes tableaux sur la même tapisserie ; à droite de la chambre la bibliothèque, à gauche le piano, au-dessus de la console, entre les deux fenêtres, le portrait qu'avait tracé mon pinceau novice ; cet intérieur aimé que je croyais à jamais détruit était reconstitué, et je commençais à deviner la cause de ce prodige.

» — Ma pauvre bonne tante, qui était aussi ma marraine, me dit l'étrangère, avait toujours désiré me prendre chez elle ; je ne pus cependant lui faire que de courtes visites, retenue que j'étais en Allemagne par des devoirs auxquels elle n'aurait pas voulu m'enlever : un père infirme à soigner, puis une mère aveugle. Quand je me trouvai libre, elle commençait à être malade : « Viens vite, m'écrivit-elle, je me fais vieille, j'ai eu une attaque d'apoplexie, je n'en ai plus pour longtemps. Je voudrais t'installer à X., te passer ma clientèle, qui diminue, mais que ta belle jeunesse ramènera, et puis j'ai encore un autre projet.... Quel était-il ? je ne l'ai jamais su.

» — Je crois le savoir, mademoiselle, lui dis-je, et je vous l'apprendrai, mais continuez, je vous prie.

» — J'allais partir pour X., quand je pris la fièvre typhoïde. Elle me mit en grand danger, et la convalescence fut pénible et très longue ; des mois passèrent avant qu'il pût être question pour moi de voyager. Pendant ce temps, l'état de ma pauvre marraine empira, et....

» — Vous n'eûtes pas la joie de la revoir ; mais, vous souvenant de son désir de vous établir à X., vous y êtes venue dès que vous l'avez pu.

» — C'est cela. Elle m'avait légué ses livres, ses tableaux, ses effets personnels ; ma tante Wilhelmine m'avait tout apporté en Allemagne ; je n'ouvris pas

même les caisses, je les renvoyai au lieu d'où elles venaient. Je me mis en route après elles, décidée que j'étais à vivre à X., et à suivre, si possible, la même carrière que ma tante. Je trouvai son appartement libre encore ; je l'ai loué bien vite ; j'ai recherché les meubles qui avaient été vendus, je les ai rachetés en grande partie, et vous les voyez à leur place.

» — Et, comme vous portez les mêmes noms et prénoms que votre tante, vous avez pu remettre sa plaque sur votre porte ? Je comprends. Mais vous avez donc aussi tous ses goûts, car hier vous étiez au concert d'orgue, n'est-ce pas ?

» — En effet, j'ai la passion de la musique sacrée, et ces concerts sont, continua-t-elle en me montrant sa robe de deuil, la seule distraction que je puisse me permettre de longtemps.

» — Vous aimez aussi les edelweiss, car hier vous en aviez sur vous ?

» — J'aime les edelweiss ; c'était la fleur favorite de ma tante ; hier, jour anniversaire de sa mort, j'en ai porté sur sa tombe, et j'en ai gardé quelques-uns en souvenir. Les voici, ajouta-t-elle en me montrant deux ou trois fleurs qu'elle avait collées sur du carton noir. »

— Et maintenant, messieurs, mon histoire est finie, car vous savez le reste.

Berthe Vadier.

L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

ET LES CAISSES LIBRES

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE[1]

V

Dans la première partie de cette étude, nous nous sommes principalement occupé de la question des accidents, qui, nous l'avons vu, est le point de départ de toute la discussion. Nous avons vu également qu'en Allemagne et en Autriche on a, pour des raisons pratiques et peut-être aussi politiques, rattaché étroitement l'assurance-accidents à l'assurance-maladie, tellement qu'elles semblent procéder toutes deux de la même origine : la responsabilité patronale. Pourtant, personne, en dehors des milieux socialistes, n'a osé soutenir d'une manière catégorique cette doctrine extensive. Il est vrai qu'au congrès de Berne M. Bodenheimer disait dans son rapport (procès-verbaux, page 229) : « Malade, l'ouvrier est aussi digne de pitié que s'il est blessé. Si on lui doit l'indemnité-accidents, on lui doit, *pour la même raison sociale*, l'indemnité-maladie. » Mais il avait plutôt l'air

[1] Pour la première partie, voir la livraison d'avril.

de parler seulement des maladies professionnelles, de celles que l'ouvrier contracte « en introduisant dans ses bronches les fibres textiles dont l'atmosphère de la filature est saturée, ou dans ses voies gastriques le sel de plomb à la fabrication duquel il est employé. » De son côté, M. Schuler, inspecteur fédéral des fabriques, voulait renvoyer à une seule caisse d'assurances « tous les cas d'accidents et de maladie *dans une certaine limite,* » et estimait qu'il fallait « transférer la responsabilité civile du patron, c'est-à-dire une obligation de droit privé, dans le domaine du droit public, par le fait même que l'état doit pourvoir aux besoins de l'ouvrier par le moyen légal de l'assurance obligatoire. » Mais M. Cheysson rappelait ensuite, sans être contredit, « que la maladie (non professionnelle) n'engage pas la responsabilité patronale, » tout en admettant d'ailleurs une obligation morale pour l'industriel de venir en aide à l'ouvrier qui a vieilli à son service et contribué à faire sa fortune.

Or, ceci est une considération de sentiment qui n'a rien à faire avec la question de responsabilité civile. Il ne s'agit pas seulement de savoir, en effet, si moralement le patron doit assistance à l'ouvrier en cas de maladie ordinaire, mais s'il peut y être tenu par la loi, et dans quelle mesure. Des affirmations vagues comme celles de M. Schuler ne suffisent pas pour fixer les parts de responsabilité. Du moment qu'on exige du patron une prestation matérielle, il faut savoir sur quoi elle se fonde. Jusqu'ici, en matière de maladie, il n'existe pas d'obligation civile comme pour l'accident, car on n'a pas encore envisagé que l'employeur fût responsable de la maladie en général comme d'un dommage dont il serait la cause. La maladie ordinaire est très souvent le fait de la mauvaise hygiène ou de la mauvaise conduite du ma-

lade; d'autres fois elle a un caractère épidémique auquel on ne peut se soustraire. Si l'employeur en était déclaré responsable, il devrait en subir, à rigueur de droit, toutes les conséquences, comme pour l'accident du travail. Ce serait évidemment injuste. De plus, ce serait funeste à l'intérêt de l'ouvrier, qui ne serait plus admis dans un atelier qu'après un examen médical minutieux. Le code suisse des obligations a bien pu prévoir (article 341) que, pour une maladie passagère, contractée sans qu'il y ait de la faute du malade, le maître doit au serviteur qui vit dans le même ménage que lui les soins et les secours médicaux nécessaires. Mais, à ma connaissance, aucune loi civile ne va au delà. Ni en France, ni en Italie, ni, je crois, dans les autres pays, on ne songe à assimiler légalement la maladie ordinaire à l'accident sous le rapport de la responsabilité patronale. Et le congrès de Berne lui-même, où se trouvaient des représentants de toutes les opinions, a admis le même point de vue, lorsqu'il a pris à l'unanimité la résolution suivante :

« En organisant ces assurances (contre les accidents), il paraît avantageux d'en détacher les accidents dont la conséquence est de courte durée, pour les rattacher, autant que possible, à la même organisation que celle qui se rapporte aux maladies en général. »

Cette résolution montre bien que le congrès de Berne n'a pas voulu confondre en principe les deux sortes d'assurances. S'il recommande d'établir un certain rapport entre elles, c'est parce que cela « paraît avantageux. » Et il n'envisage pas que ce soit indispensable pour une bonne solution de la question de réparation des accidents, mais il estime seulement qu'il faut le faire « autant que possible. »

On perd beaucoup trop de vue, dans certains milieux,

cette distinction essentielle. Aux yeux de bien des gens, l'accident et la maladie ordinaire se confondent, comme ayant la même origine, comme impliquant la même responsabilité pour le patron, et comme devant donner lieu nécessairement à des mesures de réparation tout à fait semblables. En Suisse, cette confusion résulte peut-être du libellé de la disposition constitutionnelle du 17 décembre 1890, dont le premier alinéa porte :

« La confédération introduira, par voie législative, l'assurance en cas d'accident et de maladie, en tenant compte des caisses de secours existantes. »

La cause du dommage étant différente, il s'ensuit que l'obligation de le réparer ne peut être la même. Pour l'accident, dès l'instant que le patron est déclaré responsable, il doit logiquement en supporter toutes les conséquences. Mais pour la maladie, où, dans la règle, il n'y a pas de tiers responsable, qui est-ce qui, en bon droit, peut être tenu d'en réparer les suites ?

En premier lieu, sans contredit, l'intéressé, en vertu du devoir personnel de prévoyance qui lui incombe, pour ce risque comme pour d'autres de l'existence. En second lieu, la société, qui, par un devoir d'humanité, doit le secours aux malades indigents. Quant aux employeurs, on peut bien leur imposer comme devoir strict les premiers soins et secours médicaux, mais on ne saurait aller au delà sans tomber dans l'arbitraire et les impossibilités.

J'ajoute, sans craindre la contradiction, que c'est là aussi le principe sur lequel repose la législation allemande. Car, bien que dans l'assurance-maladie l'ouvrier allemand ne soit appelé à verser que les deux tiers des cotisations, en réalité lui seul fait face aux frais de l'assu-

rance, puisque le tiers versé par les patrons représente la contribution de ceux-ci pour les petits accidents, dont ils sont responsables, mais que la loi met à la charge des caisses de malades. En conséquence, on peut dire que, dans tous les pays, le législateur a jusqu'ici considéré la maladie ordinaire comme un fait humain pour lequel l'intéressé doit se prémunir par ses propres ressources. L'Allemagne elle-même n'a pas organisé l'assurance-maladie obligatoire pour contraindre les patrons à remplir une obligation civile qui leur incomberait, comme c'est le cas pour l'accident, mais parce qu'elle a cru résoudre ainsi une question sociale. La différence est capitale : elle doit être notée.

Cela étant, il est permis de se demander si la contrainte dans ce domaine se justifie en soi et aboutit bien au résultat qu'on se propose. En général, les devoirs envers soi-même ne relèvent pas de la loi civile, mais de la loi morale, de la conscience individuelle[1]. Sans doute, la société a intérêt à ce que chacun de ses membres économise pour les mauvais jours, spécialement pour les jours de maladie. Mais tous ne peuvent le faire, et beaucoup qui le pourraient ne le feront pas, même avec la contrainte. Quelle sera alors la sanction ? Les privera-t-on des secours médicaux ? Ce serait contraire à l'humanité. Leur refusera-t-on l'indemnité de chômage ? S'ils n'ont rien fait pour l'acquérir, cette indemnité ne représente plus une chose due, mais un don gratuit ; ce n'est plus de l'assurance, c'est de l'assistance. Or, de l'as-

[1] On a voulu assimiler l'assurance-maladie obligatoire à l'instruction primaire obligatoire. Mais la comparaison ne se soutient pas. Dans ce dernier domaine, le père de famille est contraint à remplir un devoir envers les siens, et, pour que les indigents et les récalcitrants ne puissent s'y soustraire, on a institué, à côté des amendes et de la prison, la gratuité. Voudrait-on aller jusque-là pour l'assurance-maladie ?

surance ou de l'assistance faite dans ces conditions ne peut avoir que des effets démoralisants ; c'est une véritable prime à la fainéantise et à l'impéritie.

Ces considérations, qui ne se laissent pas éliminer par de beaux raisonnements, parce qu'elles reposent sur des données et des prévisions certaines, empêchent beaucoup d'esprits éclairés et d'ailleurs bienveillants d'admettre la nécessité, même l'opportunité, de rendre obligatoire l'assurance-maladie. Qu'est-ce en effet qu'une assurance obligatoire qui ne le sera en définitive que pour ceux qui voudront bien en remplir les conditions ? Avec l'accident, l'obligation devient une réalité, puisqu'elle atteint tous les patrons, gens qui ont de la surface, peu ou beaucoup, et auxquels on peut interdire d'embaucher des ouvriers lorsqu'ils ne fournissent pas les garanties nécessaires. Si, dans certains pays, on laisse des professions en dehors de l'assurance obligatoire, comme par exemple l'agriculture, c'est par raison d'opportunité, afin de ne pas dépopulariser l'institution ; mais, à la rigueur, on peut les atteindre aussi, et c'est le cas en Allemagne. Avec la maladie, il en est tout autrement : on se trouve en face d'un nombre très considérable de personnes qui ne peuvent supporter les charges de l'assurance, mais pour lesquelles, précisément, non seulement les secours médicaux, mais l'indemnité de chômage seraient un véritable bienfait ; sans parler des fainéants, des ivrognes qui boivent tout leur gain et d'autres gens desquels on n'obtiendra pas plus la contribution d'assurance que la modique capitation qu'ils devraient payer au fisc [1].

[1] Un inspecteur de l'impôt me citait le fait que, dans une localité industrielle suisse, sur 12 000 contribuables, il y en avait 3000 dont on ne pouvait obtenir 60 centimes de taxe annuelle.

Le projet suisse tourne la difficulté en excluant de l'obligation les journaliers et les petits ouvriers à domicile, parce qu'ils n'ont pas de patron auquel on puisse imposer la retenue sur leur salaire. C'est un cruel illogisme. On proclame, d'une part, la nécessité de l'obligation pour venir en aide, bon gré mal gré, à la classe ouvrière, et on laisse de côté ceux qui en auraient le plus besoin ! Ils peuvent seulement, s'ils le veulent bien, se faire recevoir d'une caisse à l'assurance entière ou à la demi-assurance. Mais, s'ils ne paient pas leurs cotisations, on les laisse simplement courir, et ils perdent tout droit à l'assurance ! N'est-ce pas la preuve que sur ce terrain la contrainte ne peut être réellement efficace ?

Ce n'est pas l'unique difficulté que rencontre l'assurance-maladie obligatoire. Depuis longtemps, les ouvriers prévoyants ont fondé des caisses libres qui, par la contagion du bon exemple, se sont développées d'une manière étonnante et qui vont se développant tous les jours davantage. Souvent elles tâtonnent au début et font de dures expériences, faute de reposer sur des bases techniques solides. Mais, même alors, les participants tiennent à leur œuvre, qu'ils affectionnent parce qu'ils l'ont créée, et, en général, ils la corrigent jusqu'à ce qu'elle soit consolidée. Peu à peu, l'expérience des uns profite à tous; aujourd'hui, un grand nombre de ces caisses sont bien organisées. Que doivent-elles devenir avec l'assurance obligatoire ?

En 1888, lorsque nous discutions au conseil fédéral l'article constitutionnel permettant à la confédération d'introduire l'assurance obligatoire, les partisans les plus décidés de cette mesure voulaient faire abstraction des caisses libres. Ils alléguaient très logiquement que ces caisses ne rentraient pas dans le système,

qu'on verrait plus tard s'il était possible de leur faire une place dans la nouvelle organisation, mais qu'il fallait se garder de consacrer d'avance leur existence. J'ai fortement insisté, à plusieurs reprises, pour qu'on fît, au contraire, une réserve en leur faveur. Sans être convaincu de la possibilité d'introduire en Suisse l'assurance-maladie obligatoire, je voulais cependant que la question fût étudiée ; or, il me paraissait indubitable que, si l'on ne donnait pas de garanties aux caisses existantes, l'article constitutionnel ne passerait pas ; il aurait contre lui les 200 000 membres de ces caisses avec leurs tenants et aboutissants.

C'est en soupirant qu'on s'est décidé à introduire cette réserve. Plus tard, le rédacteur du projet de loi suisse a dû reconnaître qu'elle était en effet extraordinairement gênante ; il a voulu réduire les caisses libres à la portion congrue, et cela pour d'excellents motifs, qu'on ne peut qu'approuver en plein si l'on se place au point de vue de l'obligation et des conséquences qu'elle entraîne. Mais il a dû ensuite battre en retraite devant l'opposition formidable des caisses libres, et je suis persuadé qu'il est aujourd'hui navré des concessions qu'il a dû faire et qui sont de nature à fausser le système.

On ne saurait en disconvenir, toutes les raisons qu'on donne contre l'admissibilité des caisses libres dans l'assurance-accidents s'appliquent, d'une manière complète, à l'assurance-maladie. Dès l'instant que les caisses libres jouissent du droit à l'existence, sous la seule condition qu'elles offrent les garanties strictement nécessaires, — et non point des garanties exagérées à plaisir par l'autorité de surveillance, — elles recruteront les bons risques et les bons payeurs, et laisseront les

mauvais à la charge des caisses officielles. Qui devra combler les déficits de celles-ci? A coup sûr, les communes, ou, ce qui revient au même, l'état. Nous arrivons ainsi à l'assistance par l'impôt, même avec les assurés qui ont un patron pour répondre des cotisations; car les gens maladifs seront repoussés des caisses libres et tomberont à la charge des caisses officielles, qui devront les secourir, alors même que le patron n'aura plus l'obligation de payer la cotisation.

C'est là ce qui m'a rendu toujours hésitant sur l'opportunité de rendre obligatoire l'assurance-maladie. Je l'ai écrit en 1885, je l'ai dit en 1893 dans la commission consultative pour les projets de lois suisses, il ne me paraît guère possible d'aboutir à de bons résultats sur ce terrain. Je suis confirmé dans cette opinion par le rapport que M. Kaan, inspecteur supérieur au département des assurances du ministère de l'intérieur à Vienne, a présenté à Milan sur les caisses-maladies territoriales en Autriche :

« Ces caisses, dit-il, vrai support du principe obligatoire, se trouvaient, surtout dans les premiers temps de leur existence, dans une situation fort défavorable ; cela était, d'ailleurs, inévitable, car elles devaient concourir avec les caisses d'ancienne fondation, alors qu'elles ne possédaient pas une organisation proprement dite, ni de capital, ni d'assurés. Ces caisses devant accepter toutes les personnes assujetties à l'assurance, même celles qui ne sont occupées que casuellement, le nombre de leurs sociétaires est susceptible de subir de très fortes fluctuations: en effet, ce nombre est très élevé durant les mois d'été et très bas au milieu de l'hiver, et c'est ce qui empêche leur développement constant et progressif. Il faut ajouter aussi que, surtout au début, les autres catégories de caisses étaient mal disposées en faveur des caisses territoriales. Etant donné ces circonstances, il est facile de comprendre que toutes les caisses territoriales n'ont pu surmonter les difficultés qui

s'opposèrent à leur développement et qu'un nombre considérable d'entre elles se trouvent même aujourd'hui dans une situation précaire. »

En Suisse, l'organisation de ces caisses présente d'ailleurs une autre grosse difficulté provenant de nos institutions fédératives. Pour la surmonter, le projet suisse est obligé de bousculer ces institutions et de pénétrer dans le domaine de la législation sur les communes, jusqu'ici réservé exclusivement aux cantons. Il est douteux que, dans un pays si attaché à son autonomie communale, on accepte ces empiétements, d'ailleurs inévitables, si l'on veut faire une œuvre qui, au point de vue de la technique de l'assurance, puisse tenir debout.

Mais mon but n'est nullement d'examiner ici le projet suisse ; ce projet n'est du reste pas encore sorti des délibérations du conseil fédéral, et on ne sait quelles modifications il subira. J'en ai dit assez pour montrer à quels obstacles se heurte, en Suisse comme ailleurs, l'assurance obligatoire en cas de maladie.

VI

Peut-on organiser l'assurance obligatoire pour les accidents sans l'organiser en même temps pour la maladie ?

Non, disent les uns, car le rapport est si étroit entre la maladie professionnelle, qu'on doit assimiler aux accidents, et la maladie ordinaire ; en outre, la surveillance sur les petits accidents est tellement difficile à exercer par les organes de l'assurance-accidents, qu'on ne peut guère faire autrement que de charger les caisses de malades du soin des petits accidents, ainsi que des

maladies professionnelles pendant la première période. Or, pour cela, il faut que l'assurance-maladie soit aussi organisée par l'état.

Ainsi donc, c'est une simple raison de convenance qu'on invoque pour justifier cette dernière mesure. Sans doute, d'autres personnes prétendent que l'assurance-maladie obligatoire s'impose au même titre que l'assurance-accidents, comme une conséquence de la responsabilité patronale. Mais nous avons déjà reconnu que ce principe n'est admis dans aucune législation, pas même en Allemagne et en Autriche.

Faut-il, pour une simple raison de convenance, se lancer dans une voie hérissée de difficultés, au terme de laquelle, l'expérience le prouve, on n'atteindra pas, tant s'en faut, le résultat ambitionné : celui d'une assurance obligatoire embrassant réellement ceux qui en ont surtout besoin? En d'autres termes, ne peut-on obtenir le bon fonctionnement de l'assurance-accidents sans créer un outil plus gros encore et qui refuse en bonne partie le service auquel il est destiné?

En France, où la chambre des députés admet l'assurance-accidents obligatoire, elle ne charge pas les caisses de malades des petits accidents, mais elle les met simplement, pour les trente premiers jours, au compte de l'employeur, qui y fait face par lui-même ou au moyen d'arrangements avec les caisses de malades. On peut prévoir aussi une entente générale entre l'assurance-accidents et les caisses libres, surveillées par l'état. Y a-t-il réellement là un obstacle insurmontable?

Je n'hésiterais pas à tirer, pour la maladie, les mêmes conclusions que pour l'accident, c'est-à-dire à admettre, comme l'une des solutions possibles, l'organisation de l'assurance par l'état, si je n'étais absolument

convaincu : 1° que, le point de départ étant différent, les résultats ne peuvent être les mêmes ; 2° que l'existence des caisses libres s'opposera toujours à une organisation rationnelle de l'assurance obligatoire ; 3° que l'obligation restera lettre morte précisément pour ceux qui en auraient le plus besoin.

Dans ces circonstances, ne vaudrait-il pas mieux renoncer à chercher dans cette voie la solution du problème, et se borner à des mesures qui peuvent produire tous les bons résultats probables avec l'obligation, sans se heurter de toutes parts à des difficultés majeures ? A mes yeux, ces mesures consisteraient dans le subventionnement des caisses libres, à la double condition qu'elles se soumettent au contrôle de l'état et qu'elles prennent à leur charge les petits accidents en échange d'une contribution à déterminer, qui leur serait versée par les patrons ou l'assurance-accidents.

Cette combinaison me paraît tenir compte de toutes les exigences légitimes. Le très grand intérêt social que présente l'assurance-maladie justifie une subvention de l'état. Sans doute on peut en discuter le principe, et personne ne l'a fait avec plus d'indépendance que M. Moser, le mathématicien chargé au département suisse de l'industrie de préparer l'assurance obligatoire. Au début, les subventions de l'état n'étaient pas prévues et n'ont été admises plus tard que pour calmer l'agriculture, qui protestait contre les primes élevées en perspective. M. Moser est entré à contre-cœur dans cette manière de voir ; dans son rapport au congrès de Milan, il s'exprime franchement à ce sujet.

« Que reste-t-il de l'assurance si l'on demande à l'impôt le paiement des primes ? Est-ce qu'elle ne dégénère pas en simple assistance ? Autant vaudrait élargir tout simplement les insti-

tutions destinées à secourir les pauvres et se dispenser de créer une assurance qui n'en aurait que le nom. C'est ce que nous ne voulons pas. En rendant l'assurance obligatoire, on la dénature déjà; mais, si les prestations qu'elle promet aux assurés dégénèrent en aumônes de l'état, l'assurance perd la valeur morale qu'elle tirait de l'effort individuel nécessité par le versement des primes. Les avantages garantis à l'assuré ont plus de prix à ses yeux s'il les a conquis personnellement que s'il les tient de la munificence de l'état ou de la commune. La valeur de tout bien se mesurant à la satisfaction qu'il nous procure, celle de l'assurance dépend donc, non seulement de l'importance des secours, mais aussi de leur qualité. »

J'applaudis des deux mains à ce langage en tant qu'il s'agit de subventionner l'assurance obligatoire. Déjà en 1885 je montrais la pente irrésistible sur laquelle on roule et se précipite aussitôt que l'état veut se charger lui-même du service de l'assurance en cas de maladie ou de décès ; c'est en fin de compte l'impôt qui sera chargé d'en faire tous les frais. Mais mon raisonnement ne s'applique ni à l'assurance-accidents organisée comme je l'ai indiqué, ni au subventionnement des caisses libres. Ainsi, en Suisse, la confédération et les cantons subventionnent l'assurance contre la grêle, sans assumer la responsabilité des engagements contractés par l'assureur. C'est un encouragement, rien de plus. Il n'y a pas de doute qu'une mesure semblable contribuerait notablement à développer l'assurance-maladie ; je crois qu'en peu de temps le nombre des membres des caisses libres serait doublé et triplé. On atteindrait ainsi les mêmes résultats ou à peu près qu'avec la contrainte, sans en avoir les énormes inconvénients.

La première condition que je mettrais au subventionnement, celle du contrôle de l'état, en est à proprement parler tout à fait indépendante, car, à mon avis, même

si l'état ne juge pas à propos d'organiser ou de subventionner l'assurance, il n'en a pas moins le devoir de surveiller les caisses libres soit d'accidents, soit de maladies, de contrôler leurs bases techniques et d'exiger d'elles les garanties nécessaires pour l'accomplissement de leurs obligations. Dans plus d'un pays, on a constaté que l'organisation défectueuse ou la mauvaise gestion des caisses de secours nuisait considérablement à leur popularité et à leur développement. Lorsque, comme par exemple en Angleterre, ce pays si respectueux de la liberté individuelle, l'état est intervenu pour assainir la situation, ce genre d'assurance a gagné en peu de temps un terrain immense. Il y a là une mesure de la plus haute importance pour tous les pays qui ont des caisses libres.

Quant à la seconde condition, celle de prendre à leur charge les petits accidents, elle peut présenter quelques difficultés d'exécution, mais qui sont loin d'être insurmontables. J'estime que la chose pourrait se régler par exemple ainsi qu'il suit. La loi fixerait la durée pendant laquelle l'accident est à la charge de la caisse de malades ; disons trois semaines. C'est ce qu'on appelle en Allemagne *die Carenzzeit*. L'accident serait immédiatement annoncé à la caisse libre, qui en prendrait soin et paierait pendant la *Carenzzeit* l'indemnité fixée par la loi. Les ouvriers qui ne font pas partie volontairement de caisses libres seraient attribués, disons par l'autorité locale, à l'une ou à l'autre de ces caisses, mais seulement en vue des cas d'accident et de la *Carenzzeit*. Les patrons ou l'assurance-accidents verseraient à la caisse libre un tant pour cent du salaire de chaque ouvrier se trouvant au bénéfice de la loi sur les accidents et qui serait inscrit à la caisse soit comme membre régulier, soit seulement pour la *Carenzzeit*. Les membres de cette

dernière catégorie n'auraient pas voix au chapitre ou n'exerceraient que des droits limités.

Ce n'est qu'après de longues réflexions que je suis arrivé à cette conclusion. Pendant un certain temps, entre autres à l'époque du congrès de Berne, j'inclinais à croire, avec beaucoup d'autres personnes, que l'assurance-maladie obligatoire était le corollaire obligé de l'assurance-accidents obligatoire. Mais, en voyant les embarras inextricables dans lesquels se débat depuis bien des années le rédacteur du projet suisse, et en creusant moi-même le problème, j'ai dû réformer ma manière de voir. Et je suis aujourd'hui pleinement persuadé qu'on peut organiser l'assurance-accidents obligatoire en s'en tenant, pour la maladie, aux services des caisses libres contrôlées et subventionnées par l'état, à charge pour elles, si on le juge à propos, de s'occuper des petits accidents, soit en vertu d'une disposition légale, soit à la suite d'une entente avec ceux qui ont à pourvoir aux soins de l'accident.

Je n'ai pas abordé ici l'assurance en cas d'invalidité et de vieillesse, qui touche par certains côtés au même ordre de questions. Mais le sujet est moins actuel, et il faut d'abord savoir ce qu'on fera pour l'accident et la maladie.

VII

Voici maintenant mes conclusions. Je me suis efforcé de les faire aussi générales que possible pour qu'elles puissent embrasser le plus grand nombre des pays qui étudient encore le meilleur système à adopter.

D'abord, je suis de ceux qui pensent qu'il faut tâcher d'aboutir sans plus tarder, en profitant des expériences

acquises, afin de ne pas regretter ensuite ce qu'on aura fait.

Dans ce but, les règles suivantes me paraissent devoir être recommandées :

1° Les seuls systèmes logiques, entre lesquels il faut choisir, sont, soit pour l'accident, soit pour la maladie, ceux de la liberté de l'assurance, d'une part, et de l'assurance obligatoire organisée par l'état, d'autre part. Toute combinaison intermédiaire donne lieu à des difficultés pratiques extrêmement grandes, sinon insurmontables.

2° La question de savoir si, pour l'accident, le système de la responsabilité civile produit des résultats meilleurs ou plus mauvais que l'assurance obligatoire telle qu'elle fonctionne en Allemagne et en Autriche ne pourrait être appréciée sûrement que si, en regard des statistiques certainement peu satisfaisantes de ces deux pays, on pouvait mettre des données précises provenant d'un pays qui a le risque professionnel sans l'assurance obligatoire. Ces données font défaut et la Suisse seule pourrait les procurer. Il serait désirable qu'elle le fît.

3° Il faut se garder, à cause des conséquences, de confondre l'assurance-accidents et l'assurance-maladie comme si elles procédaient du même principe. Le seul lien qu'on puisse équitablement établir entre elles est un lien de convenance, pour la surveillance des accidents pendant la première période. Ce lien peut être créé non seulement entre deux assurances obligatoires, mais aussi entre une assurance-accidents obligatoire et des caisses libres de malades, entre des caisses libres des deux sortes, entre des employeurs et des caisses libres.

4° L'assurance obligatoire contre la maladie présente, même en supprimant les caisses libres, des difficultés

considérables. Comme elle ne se justifie pas au nom de la responsabilité patronale, mais au nom de l'intérêt social, elle ne saurait, sans mentir à son principe, laisser en dehors ceux qui en ont le plus besoin. Mais alors elle tombe inévitablement dans l'assistance. C'est pourquoi il est douteux que la contrainte produise ici des résultats meilleurs que la liberté.

5° C'est le devoir de l'état d'exercer une surveillance sur les caisses libres, soit quant à leurs bases techniques, soit quant à leur gestion. En échange, il est utile de les subventionner, surtout si l'on arrive à mettre à leur charge, moyennant une équitable contribution, le soin des accidents pendant la première période.

Je me suis abstenu de toute phraséologie sentimentale dans une question qui y prête cependant beaucoup. J'envisage qu'en principe chacun doit être d'accord pour améliorer la condition des classes ouvrières. Mais le choix des meilleurs moyens doit être une œuvre de raison et non le résultat d'un entraînement.

NUMA DROZ.

A LA POURSUITE

DES GRANDS FAUVES AFRICAINS

Au mois d'avril 1893, les journaux parisiens annonçaient la mort d'un jeune explorateur, M. Edouard Foà, dévoré par un lion, au commencement de l'année, pendant une excusion dans le bassin du Zambèze. Cette nouvelle fit connaître au public un nom qu'il ignorait; en dehors du monde savant et des habitués de la Société de géographie, bien peu de personnes savaient qui était M. Foà.

On apprit alors qu'il était né à Marseille, en 1862, qu'il avait été mis au collège de Bône, mais que la mort de son père l'avait forcé à abandonner ses études avant même qu'il eût affronté l'épreuve du baccalauréat. Il lui avait fallu gagner sa vie. Parlant facilement plusieurs langues, il trouva à Tunis une place d'interprète, puis il songea à entrer dans une maison de commerce, pour faire un premier apprentissage. Mais il aimait la vie aventureuse ; des rêves de gloire le hantaient. Le négoce l'intéressait peu ; il préférait l'honneur à l'argent. Il s'engagea dans la cavalerie et fut envoyé dans

un régiment de chasseurs à cheval qui tenait garnison dans les Vosges, c'est-à-dire en première ligne... si on avait dû se battre.

Malheureusement, l'armée en temps de paix n'offre pas d'aliments à la curiosité et à l'ardeur d'un jeune homme dont l'humeur est belliqueuse : la vie y est monotone, réglée comme dans un établissement d'instruction. C'est avec raison qu'on dit que la caserne est une école. Rien ne ressemble moins aux péripéties d'une campagne que l'existence paisible qu'on y mène ; rien n'est moins accidenté : la part d'imprévu y est fort restreinte ; les jours se suivent et se ressemblent. Les seules distractions sont, une fois par an, les étapes et les grandes manœuvres. Le reste du temps se passe dans la garnison, et, quand cette garnison est le bourg de Bruyères, dénué de ressources, où le froid règne pendant six mois, de sorte que, de l'automne au printemps, les joyeuses chevauchées au grand air sont remplacées par d'insipides reprises de manège, il est aisé de comprendre qu'un adolescent en ait vite assez, surtout s'il est habitué au soleil du midi et si du sang africain coule dans ses veines.

Ajoutons que, dans la cavalerie française, l'avancement est fort lent. Quiconque n'a pas un nom et de la fortune est condamné à y marquer le pas pendant de longues années dans les bas grades. Notre jeune homme, après cinq ans de service, n'avait pu obtenir que les « baguettes » de fourrier. Il désespérait d'entrer à Saumur et d'en sortir avec le galon de sous-lieutenant. Il avait soif de soleil, de grand air, de liberté, et aussi de péril. Il avait déjà chassé en Tunisie et en Algérie, pays autrement giboyeux que notre pauvre terre de France et où, le braconnage n'étant pas réprimé, il n'y a pas de

braconniers. Il avait poursuivi la gazelle. Mais il ambitionnait de plus hautes destinées et rêvait de plus brillants exploits. Il était impatient de se trouver face à face avec les grands fauves et de devenir un tueur de lions, comme Jules Gérard et Bombonnel.

« Je ne suis pas, dit-il, de ces amateurs qui chassent par désœuvrement ou pour suivre la mode, pendant trois ou quatre mois de l'année, qui ont la patience d'attendre, à un endroit donné, un animal que leur meute leur amène, ou bien encore de suivre à la course, pendant plusieurs heures, un pauvre cerf ahuri ; je ne comprends guère l'attrait des tirés au lapin dans un lieu habituel, ni les massacres de grouses et de faisans que l'on fait en Angleterre.

» Ce que je rêvais, c'était l'imprévu : l'animal, dangereux ou non, rencontré au coin d'un fourré ; sa ruse instinctive déjouée par l'expérience humaine ; sa défense quelquefois désespérée, et enfin sa mort, due à la fois à la sûreté de main, au coup d'œil, à la prudence et à l'habileté du chasseur.

» Cette passion tient de la rage, du délire ; elle m'a fait oublier quelquefois même l'instinct de ma propre conservation : mais, en revanche, elle fut ma seule compensation, ma seule distraction pendant les années où je vécus dans les bois, privé de tout, loin de tous, sans un livre, restant souvent pendant des mois sans une lettre d'Europe ; elle m'occupa, me fortifia et fit de moi un marcheur infatigable ; elle m'évita les regrets, ces longues heures de réflexion, où, le cœur gros, on pense à son pays, à ceux qu'on aime ; enfin, la nuit, harassé de fatigue, je dormis toujours d'un sommeil réparateur, revoyant souvent en songe les péripéties cynégétiques de la journée.

» Voilà surtout le penchant qui me décida à tenter les aventures dans des pays inconnus, d'un accès réputé difficile, peuplés de noirs belliqueux et indépendants ; il me fit supporter, le cœur léger, les fatigues, des tracasseries continuelles, la faim même, me soutenant dans mes découragements ; et aujourd'hui encore, si je regarde en arrière pour revoir ces années, j'en oublie les maux, et n'y retrouve que

les bons moments ; je pense aux braves gens qui partagèrent mes dangers et mes triomphes, et je ne puis retenir de gros soupirs de regrets. »

Donc, s'étant enfin décidé à dépouiller cet uniforme qu'il avait si vivement désiré revêtir et qu'il avait été si fier de porter, M. Foà entra dans une maison de commerce de Marseille, pour aller diriger un comptoir à Porto-Novo. Il habita quatre ans le Dahomey, d'où il revint en 1890, après avoir pris part à la première campagne des Français contre Behanzin. Pendant ce long séjour dans le pays que nos troupes ne devaient pas tarder à aller envahir, le jeune négociant employa ses loisirs à perfectionner son instruction, qui était restée incomplète par suite des circonstances que j'ai indiquées. Il se mit résolument à l'étude et peu à peu arriva à avoir des connaissances extrêmement variées et étendues. Il voulut que sa patrie et que la science en profitassent, et il se mit à la disposition de la Société de géographie ainsi que du Muséum d'histoire naturelle de Paris. A leur instigation, il entreprit des explorations : il remonta le Whémé, dressant une carte que le général Dodds a utilisée dans son expédition sur Cana et Abomey, faisant des observations astronomiques et géodésiques, étudiant la flore du pays, sa constitution géologique, les ressources qu'il offre pour le trafic ou l'agriculture, les mœurs et les caractères ethnographiques de ses habitants.

Tous les documents qu'il a ainsi recueillis, il les a employés à composer un gros livre qui vient de paraître enfin [1]. C'est l'ouvrage le plus complet qui existe

[1] Sa publication a été retardée par l'absence de l'explorateur, d'abord, puis par les campagnes de 1890-1894, dont il a fallu tenir compte, pour que l'ouvrage fût au courant des derniers évènements.

sur le Dahomey, le plus sérieux, le plus intéressant aussi, étant fait de première main par un homme duquel on peut dire que rien ne lui est étranger et qui a des clartés de tout. Nous reviendrons quelque jour sur ce que ce volume contient de neuf et de curieux. Nous ne comptons parler aujourd'hui que de l'expédition de M. Foà au Zambèze.

C'est, en effet, sur cette région qu'il se dirigea après avoir pris, au retour de Porto-Novo, un repos nécessaire. Il fut chargé d'une mission dont le but était de déterminer les ressources de toutes sortes que présentent les possessions portugaises dans le bassin du Zambèze, autour de la ville de Tête. C'est au cours de cette expédition, dans laquelle il entremêlait les exploits cynégétiques et les investigations scientifiques, que M. Foà rencontra un lion ou plutôt une lionne qu'il blessa maladroitement et qui, dans sa fureur, se jeta sur lui avec des bonds si terribles, que... ses compagnons l'abandonnèrent, détalant à toutes jambes. Les noirs, qu'il appelle ses « chasseurs fidèles, » — par antiphrase, sans doute, — rentrèrent précipitamment à Tête, rapportant la nouvelle que le « blanc » avait été dévoré.

« Les gens que vous tuez se portent assez bien, » dit je ne sais plus quel personnage de je ne sais plus quelle pièce. Pendant que le bruit de ce triste évènement parvenait en France, le « blanc » arrivait à Tête, où on le prit pour un revenant. Jonas moderne, mais sorti des entrailles d'un lion, et non de l'estomac d'une baleine, il se hâta d'écrire à sa famille pour la rassurer, lui expliquant qu'il avait bien failli être mangé, mais qu'il ne l'avait pas été ; qu'il avait eu à la vérité grand'peur, mais qu'il en avait été quitte pour cette peur ; qu'au surplus il allait se rembarquer pour l'Eu-

rope et qu'on verrait bien qu'il était sain et sauf. En effet, il arrivait à Paris en chair et en os (ou plutôt en peau et en os) vers la fin de 1893, bien changé, fort amaigri, mais dans un état qui témoignait qu'il n'avait jamais été mâché ni... assimilé par le roi des animaux ou par d'autres fauves.

Ce n'est pas que l'occasion lui eût manqué de faire intime connaissance avec leurs griffes et leurs crocs. Bien que n'étant pas chasseur de profession, il l'avait été tantôt par goût, tantôt par nécessité, pour avoir de quoi vivre et de quoi nourrir son nombreux personnel. Il se livrait à sa passion en marge de l'expédition, dans les moments de loisir dont il pouvait disposer. Pendant que le gros de la colonne faisait l'étape par le plus court chemin, il battait l'estrade sur les flancs ou en avant, en quête de gibier. Il arriva même un moment où son seul souci fut de trouver de la nourriture. Bloqué par des rivières débordées dans un pays hostile (il avait rencontré là deux tribus qui se faisaient la guerre : chacun des deux partis le supposait allié à l'autre, et il était entre les deux adversaires comme entre le marteau et l'enclume), il lui fallut connaître les horreurs de la famine. Dans ces conditions, d'amateur qu'il était, c'est par nécessité qu'il devint chasseur :

« Les jours où je ne tuais rien, on se couchait sans manger. J'avais quatorze personnes à nourrir, moi compris. Aussi tous les stratagèmes me furent-ils bons ; avec Msiambiri, je posais tous les matins des lacets à pintades faits avec les fibres d'une espèce d'aloès. Je fis des pièges pour les petits animaux, je garnis des branches de glu, je fabriquai des filets et des nasses pour pêcher dans un petit ruisseau qui coulait près du camp, et je construisis des ratières indigènes, qui fournirent leur part à notre ordinaire. Je dressai les hommes à attraper des grenouilles qu'il y avait dans une mare unique, et je les man-

geai jusqu'à la dernière. A défaut de grand gibier, je tuais tout ce que je voyais ; j'apportais au camp des tourterelles, des pigeons sauvages, des perdrix, des pintades, des petits oiseaux, des agoutis, des hérissons, des porcs-épics, au hasard de la rencontre. Il semblerait que tous les moyens que j'ai employés dussent donner beaucoup, et pourtant, si je n'abattais pas de grosse pièce, on faisait des repas excessivement maigres. »

On se nourrissait de rats, de miel, de termites, de lézards, de caméléons, de chenilles... quand on en trouvait. Un jour, on vit des vautours s'envoler : on se dirigea sur le point d'où ils venaient de partir, et on y découvrit les restes complètement pourris d'un éléphant. Malgré les exhortations de M. Foà, telles étaient les souffrances de la faim, que trois de ses hommes « ne purent résister au désir de manger de cette charogne. L'un d'eux mourut en chemin, les autres en arrivant à Tchiouta ; tous montrèrent les mêmes symptômes d'empoisonnement. »

En résumé, et bien qu'il ne soit pas ce qu'on pourrait appeler un professionnel, M. Foà a acquis une grande expérience des fauves de l'Afrique centrale. Il a, en trente mois (mai 1891-octobre 1893), tué trois cents pièces, et, si les éléphants ne figurent au tableau que pour cinq et les lions pour quatre seulement, le récit de ces expéditions, qui vient de paraître en un superbe volume, illustré avec beaucoup de soin[1], présente un intérêt très vif, plus vif peut-être que si le narrateur eût été une homme du métier, au lieu d'être ce qu'il est, c'est-à-dire avant tout un explorateur à l'esprit curieux et cultivé, à l'intelligence alerte et non confinée dans une étroite et unique préoccupation. Ceci explique le succès

[1] *Mes grandes chasses dans l'Afrique centrale.* Grand in-8° de 340 pages, illustré de 76 gravures d'après les dessins et les documents de l'auteur. — Paris, Firmin-Didot, 1895.

d'un ouvrage écrit à la diable, par un voyageur qui ne se pique pas de littérature et qui n'a pas eu grand temps, dans les six mois qu'il a passés en Europe, pour en soigner la rédaction. Des voyages au Portugal, en Angleterre, des conférences, des interviews, l'exposition des objets qu'il avait rapportés du Zambèze, la revision de sa monographie du Dahomey, la préparation d'une nouvelle expédition, pour laquelle il est parti en juillet, tout cela, et bien d'autres choses encore, lui a laissé peu de loisirs pour perfectionner la forme, et c'est surtout par le fond que vaut son récit.

I

Chez nous, lorsqu'un « disciple de Nemrod » se met en campagne, il commence par se munir d'un permis de chasse. Il décroche un fusil de sa panoplie, prend des cartouches avec des plombs de numéros convenables, met un carnier en bandoulière, appelle son chien, et, préalablement lesté d'un bon déjeuner, se dirige vers le bois ou la prairie où il a le droit d'aller chercher du gibier. En règle avec les gendarmes et les gardes-champêtres, il n'a d'autre souci que de découvrir sa proie ; mais c'est Médor qui est chargé de ce soin : dès que celui-ci a flairé une piste, il la suit, avertissant son maître par des signes de la queue. Arrive-t-il en présence de l'animal, il l'arrête par la fascination de son regard jusqu'à ce que le chasseur soit prêt à tirer. Il suffit alors à ce dernier de viser à peu près dans la bonne direction : l'éparpillement des plombs compense le manque de précision, et le coup fait une victime, que le chien ramasse ; le maître, après l'avoir contemplée complaisamment, la fourre dans sa gibecière. Lorsque celle-ci contient suffisamment

de plume ou de poil, ou tout simplement lorsque l'heure avance et que la fatigue se fait sentir, notre homme rentre au logis. Il ne lui déplaît pas d'acquitter de forts droits d'octroi, et plus il est chargé, plus il se rengorge. Arrivé chez lui, il se débarrasse de son précieux fardeau, et la cuisinière se charge d'en faire des salmis ou des fricassées, des pâtés ou des rôtis.

Soit qu'on se livre à ce sport par pur agrément, soit qu'on le pratique par intérêt, pour rapporter de l'ivoire ou pour se procurer de la viande, toujours est-il que la chasse dans la jungle d'Afrique présente avec celle de nos régions des différences spécifiques considérables, sur lesquelles il importe d'insister.

D'abord, on n'a pas à craindre la maréchaussée ni à respecter les propriétés, par la bonne raison qu'il n'y a ni maréchaussée ni propriété. N'étant à personne, la brousse est à tout le monde. Donc on économise les frais de permis et on n'est pas arrêté à tout bout de champ par un écriteau comminatoire : *Défense d'entrer sous peine d'amende !* ou *Prenez garde aux pièges à loup !* Mais c'est peut-être la seule supériorité réelle que présente la poursuite des grands fauves, par rapport à celle du petit gibier, si on ne compte pas pour un avantage les dangers mêmes auxquels elle expose et dont les émotions sont le vrai régal de ceux qui recherchent ces divertissements. A chasser sans péril, on massacre sans gloire et sans plaisir. Se promener dans des pays inconnus, pleins de bêtes dangereuses, sur lesquelles, à chaque pas, on risque de marcher; tirer sur des éléphants, des rhinocéros, des lions, qui, si on les manque, se jettent sur vous et vous écharpent : la voilà bien, la vraie, l'unique, l'incomparable satisfaction des hardis gaillards qui ont cette

passion au cœur. Mais le bon bourgeois dont nous parlions tout à l'heure n'en goûte que médiocrement le charme.

L'auxiliaire de ce bon bourgeois, le meilleur ami de l'homme, le chien, puisqu'il faut l'appeler par son nom, ne peut vivre en Afrique, et les services de cet utile compagnon font grand défaut, hélas !

« Il ne vit pas dans ces régions, non que le climat lui soit défavorable, mais parce qu'il y rencontre la tsétsé, l'ennemi commun de tous les animaux domestiques [1]. Il y a bien des chiens indigènes qui ressemblent beaucoup à ceux que les Bédouins et les Kabyles possèdent pour garder leurs gourbis, mais ils ne sont bons qu'à attraper les rongeurs ou parfois les petites antilopes, quand ils les voient : ils chassent à vue. Pourtant M. Selous, dans les dernières chasses qu'il a faites dans l'Afrique du Sud [2], parle de quelques chiens indigènes auxquels il tenait beaucoup et qu'il avait dressés à tous les genres de poursuite. »

Privé de ce secours étranger, le chasseur de fauves doit se suffire à lui-même. Il y arrive par les procédés de « profond et subtil discernement » qui ont permis à Zadig de décrire, sans les avoir vus, le cheval du roi Mobdar et le chien de la reine de Babylone.

« J'ai vu sur le sable les traces d'un animal, raconte-t-il, et j'ai jugé aisément que c'étaient celles d'un petit chien. Des sillons légers et longs, imprimés sur de petites éminences de sable entre les traces des pattes, m'ont fait connaître que c'était une chienne dont les mamelles étaient pendantes, et qu'ainsi elle avait eu des petits il y a peu de jours. D'autres traces, en un sens différent, qui paraissaient toujours avoir rasé la surface du sable à côté des pattes de devant, m'ont appris qu'elle avait

[1] La tsétsé est une mouche venimeuse dont la piqûre empoisonne plus ou moins lentement le bétail : ses effets sont en général terribles, la mort survient parfois avec une rapidité foudroyante.

[2] *A Hunter's Wanderings in South Africa.*

les oreilles très longues ; et, comme j'ai remarqué que le sable était toujours moins creusé par une patte que par les trois autres, j'ai compris que la chienne de notre auguste reine était un peu boîteuse, si je l'ose dire.

» A l'égard du cheval du roi des rois, vous saurez que, me promenant dans les routes de ce bois, j'ai aperçu les marques des fers d'un cheval ; elles étaient toutes à égales distances. — Voilà, ai-je dit, un cheval qui a un galop parfait. La poussière des arbres, dans une route étroite qui n'a que sept pieds de large, était un peu enlevée à droite et à gauche, à trois pieds et demi du milieu de la route. — Ce cheval, ai-je dit, a une queue de trois pieds et demi qui, par ses mouvements de droite et de gauche, a balayé cette poussière. J'ai vu sous les arbres, qui formaient un berceau de cinq pieds de haut, les feuilles des branches nouvellement tombées ; et j'ai connu que le cheval y avait touché, et qu'ainsi il avait cinq pieds de haut. Quant à son mors, il doit être d'or à vingt-trois carats, car il en a frotté les bossettes contre une pierre que j'ai reconnue être une pierre de touche, et dont j'ai fait l'essai. J'ai jugé enfin, par les marques que ses fers ont laissées sur des cailloux d'une autre espèce, qu'il était ferré d'argent à onze deniers de fin. »

C'est avec la sagacité du sage oriental que les tueurs de lions ou d'éléphants doivent lire le sol et recueillir sur les arbres, sur les pierres, des indices qui les renseignent et leur apprennent s'ils doivent continuer la poursuite ou l'abandonner. Si un premier examen a montré qu'un animal a pris telle direction, encore faut-il savoir s'il y a longtemps qu'il est passé, et s'il a dû prendre beaucoup d'avance. Allait-il vite ou lentement ? A-t-il, à un moment donné, accéléré l'allure ? Flânait-il, se promenant pour son plaisir, ou avait-il un but déterminé, comme d'attraper une gazelle ou de chercher de l'eau ? Vaut-il la peine qu'on cherche à le capturer ? Et, au surplus, pourquoi songe-t-on à l'attaquer ? Est-ce pour avoir de la nourriture ? En ce cas, il vaut mieux, si on

a le choix, suivre une bête jeune et grasse, dont la viande est tendre. S'agit-il plutôt d'emporter ses dépouilles, de se procurer de belles défenses, on préfèrera qu'elle soit âgée et qu'elle ait atteint tout son développement.

Le premier point est de découvrir les traces d'un passage récent. Or, ce n'est pas chose aisée. La végétation tropicale est très fournie. L'herbe épaisse ne garde aucun vestige de ceux qui s'y aventurent, elle se referme derrière eux, les tiges courbées se redressent, le sillage un instant visible ne tarde pas à disparaître. Quant au sol, on ne peut l'apercevoir sous l'épais tapis de verdure qui le recouvre. En juin, juillet, août, outre qu'on ne peut discerner les pistes, il est difficile d'avancer dans cet enchevêtrement de végétaux qui croissent librement et follement. De plus, ils commencent déjà à jaunir et à se dessécher. On entend de fort loin le bruissement des enjambées à travers les broussailles et dans les tiges déjà desséchées, et, quoique les habitants de la brousse aient l'odorat plus fin que l'ouïe, ils n'en perçoivent pas moins les bruits suspects, et souvent la chute même d'une feuille les fait détaler à toutes jambes. M. Foà prétend pourtant qu'ils discernent fort bien à qui ils ont affaire, et si c'est un de leurs congénères, un de leurs camarades, ou si c'est un ennemi dont ils entendent la marche.

Toujours est-il qu'il faut n'avancer qu'avec des précautions infinies.

« Dans les bois, on ne s'appelle jamais ; on se siffle d'une certaine façon pour communiquer ou se faire des signaux, même à quelques pas. La voix humaine s'entend dans la solitude des forêts à une distance étonnante ; il faut donc éviter de parler. On chuchote tout doucement quand on est ensemble,

et seulement quand c'est nécessaire, car, en général, les animaux ont l'oreille fine, et c'est bien assez difficile de ne pas se faire sentir pour s'exposer sans motif à être entendu.

» La façon de marcher sans bruit avec des chaussures est tout un art qui ne s'acquiert qu'avec beaucoup de pratique; mais on y arrive. Il faut aussi éviter les petites branches sèches, les tas de feuilles, les cailloux roulants, ce qui est assez aisé, puisqu'on a toujours le regard fixé à terre. C'est plus qu'une habileté d'étouffer ses pas : c'est bien un art. Les noirs, qui vont pieds nus, font du bruit s'ils ne sont pas du métier. Il faut retenir un éternuement, une quinte de toux, ou savoir la changer en un souffle silencieux. En un mot, il faut que chacun de vos gestes soit volontaire et calculé, car il y a des branches sèches et des feuilles aussi bien devant vos bras que devant vos jambes, et vous ne devez pas les frôler. Toutes ces précautions sont essentielles quand on cherche à se rapprocher d'un animal méfiant, et c'est un triomphe pour le chasseur quand, malgré tous les obstacles amoncelés sur son chemin, il arrive à portée d'une antilope qui est sur le qui-vive et qui a l'œil et l'oreille aux aguets. »

L'œil, l'oreille.... et le nez ! Car, je l'ai dit, l'odorat est chez les fauves le sens le plus développé, le plus vigilant, le plus perçant. A chaque instant, dans les récits de M. Foà, nous trouvons les expressions : « prendre le vent, » « sortir du vent. » Quand on est poursuivi par un animal blessé qui vous charge, si, par de rapides bonds en zigzags, on a pu échapper à sa vue et à son flair, on est sauvé. Si, lorsqu'on poursuit un animal, il se trouve sous le vent, de telle sorte que les émanations des hommes arrivent à lui, c'est lui qui se sauve.... et qui est sauvé. La constante préoccupation du chasseur est donc de savoir d'où vient le vent. En levant le doigt mouillé, en faisant voler de la poussière ou de la cendre avec le pied, on se renseigne sur ce point. Le vent vient-il à changer ou la piste tourne-t-elle de telle

sorte qu'on puisse être senti, le mieux est d'abandonner la partie ; aussi bien, en continuant à avancer, ne tarderait-on pas à reconnaître que l'animal a accéléré l'allure, et qu'il s'est dérobé par la fuite.

Ainsi donc, il faut s'arranger de façon à n'être ni vu, ni entendu, ni senti. Or, il y a des saisons particulièrement désavantageuses à cet égard. Dans les herbes sèches on est entendu, et sur la cendre également.

« Tous les ans, vers la fin de la saison sèche, c'est-à-dire au mois d'août, on met le feu aux grandes herbes et à toute cette végétation épaisse qui couvre le pays. Partant des abords des villages, le feu se propage rapidement et couvre des espaces immenses; activées par le vent, les flammes marchent avec une rapidité effrayante, laissant derrière elles des lits de cendres qui conservent la forme des plantes brûlées ; tout disparaît devant le terrible élément, les arbres et les arbustes seuls sortent indemnes de cette fournaise, et, quoique leur vitalité les sauve, ils n'atteignent jamais une dimension extraordinaire. Telle est vraisemblablement l'origine de ces forêts basses, rabougries, qui couvrent le centre du grand continent. Ce qui confirme cette hypothèse, c'est que, dans les endroits humides, autour des nappes d'eau, des marais, des étangs, la végétation ne sèche jamais complètement, étant protégée par l'ombre et l'humidité ; aussi les arbres qui se développent dans ces endroits ne sont-ils pas léchés par les flammes et atteignent-ils une taille considérable : on ne trouve de beaux et grands végétaux en Afrique que sur le bord des rivières. Les grandes forêts se protègent d'elles-mêmes, parce qu'elles sont toujours un peu humides; sous leur ombrage ne pousse qu'une herbe presque rase ou des plantes aimant l'humidité : l'incendie n'y trouve rien à consumer.

» Le feu est un grand bienfaiteur pour l'homme en Afrique ; ce qu'il détruit de parasites, d'insectes nuisibles, de petits animaux malfaisants, est incalculable. Sans lui, les voyages à travers la jungle seraient souvent impossibles ou tout au moins d'une difficulté excessive. On peut à peine avancer dans les

broussailles au mois d'avril, alors que la végétation est arrivée au faîte de sa croissance et qu'elle n'est pas encore assez sèche pour être brûlée ; lorsque le feu a passé, on marche facilement; l'air, intercepté jusqu'alors par les broussailles, circule librement, on voit et entend de loin ; c'est pourquoi on ne peut chasser ou voyager avec plaisir que du mois d'août au mois de novembre. »

A la vérité, on est dans de mauvaises conditions lorsque le feu vient de tout raser, puisqu'on ne peut plus trouver à se dissimuler. M. Foà a eu d'excellentes journées, en juillet, avant que tout fût brûlé : le feu avait seulement ouvert quelques passages, mais il restait des touffes de végétation au milieu d'espaces nus. Notre voyageur compare la région vue à vol d'oiseau, vers cette époque, à une gigantesque peau de léopard, dont la végétation formerait le fond jaune, et dont les parties incendiées figureraient les taches noires. L'avantage de cette saison est d'ailleurs que les animaux sont gras, dodus, alourdis et paresseux. La paix dont ils viennent de jouir pendant les mois de hautes herbes a assoupi leur méfiance ; ils se gardent avec moins de vigilance et on peut les approcher de plus près. D'autre part, pendant la saison des pluies qui a précédé, ils ont eu peu à marcher et ils ont pu se cantonner dans un rayon restreint. C'est le besoin d'eau, en effet, qui occasionne surtout ce que les journaux mondains appelleraient leurs déplacements et villégiatures. Or, par les pluies, il se forme des mares et il y a partout de quoi boire. Raison de plus pour ne pas se mettre en chasse. Toute la faune est, en effet, disséminée. Par la sécheresse, au contraire, elle se concentre aux endroits où elle trouve de quoi s'abreuver, et ces endroits se font de plus en plus rares, les mares se vidant, s'évaporant,

l'une après l'autre. Celles qui persistent sont très fréquentées et attirent une nombreuse clientèle, qui leur reste fidèle. Aussi le sol est-il tout autour piétiné par des centaines, par des milliers de pieds. C'est là que le chasseur va faire son choix, à peu près comme une cuisinière va au marché faire ses achats : il se décide à guetter un léopard ou un hippopotame, à emboîter le pas derrière un lion ou une antilope, suivant ses dispositions ou les besoins du moment.

Qu'il ait été la prendre au bord d'un abreuvoir ou qu'il l'ait rencontrée par hasard, voici notre chasseur sur une piste qu'il est décidé à suivre. Accompagnons-le. D'ailleurs, il ne peut s'aventurer seul, et ceci pour plusieurs raisons. D'abord, il est exposé à de mauvaises rencontres : parti pour abattre une antilope, il risque de se trouver nez à nez avec un rhinocéros. Il faut des armes variées, suivant la nature du gibier et d'après les circonstances. M. Foà avait emporté, en 1891, un express-rifle d'une puissance et d'une précision remarquables, une canardière et deux carabines rayées à double canon, l'une du calibre de 12, l'autre, — plus semblable à une couleuvrine qu'à un fusil, — du calibre de 8. Il est vrai que l'expérience lui a démontré l'inutilité d'un arsenal aussi compliqué, et il n'a pris, en 1894, que deux express-rifles, avec deux sortes de balles : des balles expansives, creuses, pour tirer sur les félins et les antilopes, jusqu'à l'élan inclus ; des balles pleines pour le buffle, le rhinocéros, l'hippopotame et l'éléphant. Mais c'est le récit de ses chasses passées qui nous guide en ce moment.

« Il est indispensable, dit-il, d'être en nombre : qu'on abatte, par exemple, une antilope de taille moyenne, il faut au moins six hommes pour la porter ; on doit, dans ce cas, envoyer un

homme au camp chercher du renfort, on en laisse un autre auprès de l'animal, et on en a encore deux pour continuer la chasse. Pour les très grands animaux, c'est au contraire le camp tout entier que l'on transporte sur les lieux et qu'on rapproche autant que les ressources en eau le permettent. J'emmenais donc au minimum quatre hommes avec moi, et il ne fallait pas s'éloigner outre mesure du campement, car les porteurs de l'expédition n'auraient pas eu le temps de venir chercher la bête et d'en profiter; quelquefois, si nous avions quatre ou cinq heures de marche à faire pour rentrer et ramener du renfort, nous renonçions à ce dernier moyen et nous rentrions chargés chacun d'autant de viande que nous en pouvions porter.

» ... Voici maintenant l'ordre dans lequel nous marchâmes presque invariablement pendant près d'un an et demi : devant moi, un homme avec mon calibre 12; derrière moi, le calibre 8, et, en dernier lieu, la canardière; je portais moi-même mon express; tous ces fusils chargés, le chien au repos.

»... Selon le gibier rencontré, je prenais l'une ou l'autre de mes carabines; mais, jusqu'au dernier moment, je laissais porter aux noirs les calibres 12 et 8, à cause de leur grand poids qui, me fatiguant inutilement les bras, m'eût fait manquer au moment décisif. En cas d'attaque brusque, de danger imminent, la canardière chargée à chevrotines était préférable à une arme de précision. Elle servait aussi le soir, lorsqu'on revenait bredouille, à abattre quelques pintades pour le repas quotidien. »

C'est dans ces conditions qu'on emboîtait le pas derrière une harde de zèbres ou une troupe de buffles, voire derrière un lion ou un éléphant. Ces derniers, s'ils ne sont pas les plus faciles à attraper, car ils font des dix lieues tout d'une traite, sont du moins les plus faciles à suivre, parce qu'ils ouvrent sur leur chemin une avenue suffisamment large et proprement déblayée : ce n'est qu'une ruelle, mais elle semble un boulevard à des gens qui n'ont plus l'habitude des chemins frayés. M. Foà dit que le passage d'une famille de ces pachy-

dermes dans la forêt vierge y fait l'effet de ces cylindres compresseurs qu'on emploie en Europe pour écraser le ballast des voies macadamisées. « Des herbes couchées pour toujours, des branches énormes brisées, des arbustes jonchant le sol, une traînée de près de deux mètres de large où vous marchez aussi à l'aise que sur une route départementale, telle est la piste d'un troupeau d'éléphants. En évitant les ornières que les pieds de ces animaux creusent dans le sol, on peut donc suivre fort commodément leur sillage, et, naturellement, on y fait trois fois plus de chemin qu'en se frayant un passage dans la jungle. » Notre auteur peut en parler savamment, ayant poursuivi une famille d'éléphants du 20 décembre 1892 au 5 janvier 1893. En ces dix-sept jours, il avait marché 166 heures à un train qui représente un itinéraire de 820 kilomètres, ou plus de deux cents lieues, soit la distance de Paris à Pau ou de Lausanne à Calais. Ouf !

II

Après de longues courses, dont il est inutile de retracer les péripéties (découragement des noirs, désertion de certains d'entre eux, perte de la piste, que sais-je encore ?), voici enfin que le chasseur est près de l'objet de sa poursuite. Il lui reste à l'atteindre... et à n'être pas atteint par lui. Car, si jamais lièvre ni perdreau, ni même chevreuil, ne se retourne contre son agresseur, il arrive fréquemment qu'un léopard ou un hippopotame attaque l'homme qui le poursuit. Encore faut-il pourtant qu'ils y soient provoqués par la souffrance. Le rhinocéros est peut-être le seul des habitants de la brousse africaine que l'odeur humaine ne fasse pas fuir. Le lion

n'est pas plus brave que les autres, bien qu'il affecte de l'être, et qu'il ne prenne pas « ses jambes à son cou, manière de courir pas commode du tout, » comme dit la complainte. Il se retire majestueusement, à pas comptés, comme s'il condescendait à s'en aller. Il ne détale au trot que lorsqu'il se croit hors de vue. La plupart de ses compagnons du désert, dès qu'ils se supposent poursuivis, se dérobent aussi rapidement qu'ils le peuvent. Beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, se gardent pendant les haltes : tandis que le reste du troupeau se repose, ils établissent des vigies qui assurent la sécurité. Les solitaires se couchent rarement, ils ont toujours l'air inquiet et sont constamment sur le qui-vive. Les animaux que leur sociabilité ou leur intérêt réunit à d'autres choisissent un chef expérimenté : c'est un vieil invalide, chevronné, dont la corne cassée ou la démarche boiteuse ou la face cicatrisée indiquent qu'il a déjà reçu des balles, ou qu'un félin a cherché à l'égorger. A défaut de l'expérience ainsi acquise, c'est parfois sur l'instinct de l'amour maternel que compte la harde. Elle se laisse guider par une mère qui a son petit à protéger.

Divers indices, au surplus, peuvent la renseigner et lui révéler l'approche de l'ennemi. Lorsqu'elle voit les oiseaux et les singes s'enfuir, la panique la gagne. Les buffles, les rhinocéros, les sangliers, les élans, sans avoir appris la fable de Florian, *L'aveugle et le paralytique,* mettent souvent en pratique la leçon qu'elle renferme. Ils ont dans le pli de leur cuir des parasites semblables aux tiques de l'espèce canine, et certains oiseaux insectivores se chargent de les en débarrasser : aussi accompagnent-ils la grosse bête, lui montant sur le dos, voltigeant autour d'elle, s'accrochant à ses flancs. Si, dans leurs ébats, ils aperçoivent quelque

chose de suspect, leurs piaulements effarés avertissent leur compagnon, qui prend ses précautions, c'est-à-dire, en général, la fuite.

Il faut donc, pour s'approcher, redoubler de prudence, si on ne veut pas perdre le bénéfice de longues heures de poursuite, et, plus on se sent impatient, plus on doit se contenir, par crainte d'effaroucher le gibier. Plus que jamais, il faut « prendre le vent, » se dissimuler, éviter le bruit.

Enfin, nous y sommes parvenus. Nous voyons devant nous à bonne portée l'animal que nous cherchions. Il s'agit maintenant de l'atteindre, de bien l'atteindre, par un coup, sinon immédiatement mortel, du moins capable d'amener la mort à bref délai. Mais mieux vaut encore qu'il entraîne l'immobilisation immédiate. Un éléphant qui a la jambe cassée ne peut plus bouger, tandis que, s'il a le cœur perforé, il lui reste assez de vitalité pour se jeter sur le chasseur et le découdre. Le choix du point à frapper est donc très important..., quand on a le choix, ce qui n'a pas toujours lieu. Bien des fois on en est réduit à tirer où l'on peut et non où l'on veut. Encore est-il bon de bien connaître l'anatomie pour éviter des coups maladroits, qui, occasionnant des blessures légères et douloureuses, n'ont d'autre effet que d'exaspérer la victime ou de la faire filer à fond de train, pendant des kilomètres et des kilomètres.

En même temps qu'on ajuste, on examine d'où vient le vent, on étudie le chemin qu'on pourra prendre si on est chargé, on regarde s'il y a dans le voisinage un arbre sur lequel on puisse grimper : tout cela à la dérobée, bien entendu, du coin de l'œil et sans perdre de vue un seul instant la proie que l'on guette et qu'on s'est donné tant de mal à découvrir. Le moment est

critique : on tient l'occasion; il s'agit de ne pas la perdre, et de ne pas perdre la vie non plus ! Jamais on n'a plus besoin de son sang-froid. Jamais on n'est plus exposé à en manquer. M. Foà raconte qu'il lui est arrivé, tirant un éléphant à vingt-cinq mètres, de ne pas l'atteindre. « Le lecteur sourira, dit-il, et taxera le chasseur de maladresse, mais celui-ci fait valoir à sa décharge que, dans l'enchevêtrement de la végétation, sous l'empire de la violente émotion qu'une pareille chasse donne à l'homme le plus calme, rien n'est plus aisé que de mettre à côté. On porte un fusil excessivement lourd (mon calibre 8, chargé, pèse 18 livres et demie) ; on parcourt au pas de course un terrain accidenté, on se contorsionne pour éviter dans sa course les branches, les lianes et les épines ; et on a le sentiment continuel (qu'il faut avoir garde d'oublier) d'être exposé à un danger imminent. »

Mal blessé, l'animal se jette sur le chasseur, qui n'a de salut qu'en « sortant du vent » ou en grimpant à un arbre. Cette dernière ressource manque aux noirs, qui ne savent pas grimper comme nous, en se servant des jambes ; ils embrassent le tronc avec les mains, appuient les pieds contre lui et s'aident des branches. Mais, si ces branches sont basses, ils ont vite fait de s'y accrocher et de se hisser à la hâte hors de la portée du buffle ou du rhinocéros. Celui-ci n'abandonne pas la partie pour cela, et il n'est pas rare qu'il se poste au pied de l'arbre et y fasse sentinelle pendant des heures. Le chasseur, ayant perdu son fusil dans sa fuite ou l'ayant jeté pour grimper plus aisément, sans danger d'accident, se trouve fort embarrassé. Heureux s'il a eu la prévoyance de se munir d'un peloton de ficelle et d'un crochet avec lequel il constitue une ligne et essaie de pêcher son arme en la ramenant par le pontet ou la bretelle.

Au lieu de se retourner contre leur agresseur, certains animaux commencent par fuir et se réfugient dans un fourré, où ils le guettent pour sauter sur lui, quand, suivant la piste tracée par le sang, il arrive auprès de sa victime qu'il croit trouver morte. Avec les buffles surtout, ces désagréables surprises sont fort à redouter: la bête vend chèrement sa peau et lutte désespérément.

Si, avec les petites antilopes, ces retours offensifs ne sont pas à craindre, par contre on est fort exposé à courir longtemps après elles et même à ne pas les rattraper, fussent-elles mortellement atteintes et eussent-elles la jambe cassée. Sur trois pattes, un pachyderme ne peut plus avancer, il est cloué sur place. Au contraire, une gazelle n'en court que mieux avec un membre de moins! Elle file, battant les arbustes de sa pauvre jambe fracassée. L'énergie de ces malheureuses bêtes est admirable, leur vitalité incroyable. M. Foà en cite de nombreux exemples et donne à ce sujet des détails vraiment horribles. Un jour, une de ses balles atteignit une impala (sorte de gazelle), dans le ventre de laquelle elle éclata, ouvrant complètement l'abdomen, d'où les intestins s'échappèrent au milieu d'un flot de sang. Quoiqu'éventrée, quoique mortellement frappée, peut-être dans l'affolement de la douleur, et insensibilisée par l'excès du mal, l'antilope eut la force de se sauver et de soutenir une poursuite qui dura *trois heures et demie*. Les chasseurs ne virent d'abord que des « rougeurs, » comme on dit en termes de vènerie, c'est-à-dire des taches de sang :

« Puis nous trouvâmes, accrochés aux branches et aux épines, des débris de boyaux sanguinolents que l'animal s'était arrachés dans sa fuite. Mes hommes les ramassaient au fur et à

mesure, et, après les avoir vidés, les roulaient, Msiambiri disant, avec raison, que, si nous perdions l'animal, nous aurions du moins un plat de tripes. La pauvre bête devait souffrir atrocement, mais elle ne tomba pas : malgré ses blessures, elle continua à fuir, le ventre vidé, les veines à sec. »

L'explorateur cite d'autres faits analogues, dont celui-ci : une femelle de guib ayant essuyé un coup de fusil, se mit à fuir si vite qu'elle parut ne pas avoir été atteinte: elle avait pourtant un membre antérieur cassé. Au bout de cinquante mètres d'un galop emporté, elle tomba, roula plusieurs fois sur elle-même, entraînée par la force d'impulsion, se releva et partit de plus belle pour s'abattre encore...

Lorsque la victime est de la taille d'une chèvre, voire d'un cerf, on vient assez facilement à bout de la dépecer. Il n'en est plus de même lorsqu'on a affaire à quelque lourd pachyderme. Il faut beaucoup de monde pour le débiter et pour préparer la viande, qui ne tarderait pas à se corrompre si l'on attendait trop longtemps après la mort pour la boucaner, la saler, la fumer. Voici un spécimen des problèmes qui se présentent en pareille circonstance :

Après une longue poursuite, deux éléphants venaient d'être tués, un vieux mâle et une femelle. Mais ils étaient tombés à une centaine de mètres l'un de l'autre. Il fallut les faire garder l'un et l'autre, faute de quoi on eût risqué de les voir disparaître. Sans être conviés à prendre part au festin, les hyènes et les vautours seraient venus profiter de la bonne aubaine. Le lion lui-même, qu'on représente comme se nourrissant exclusivement de chair fraîche, ne dédaigne pas un morceau de charogne. M. Foà n'avait avec lui qu'une douzaine d'auxiliaires, nombre insuffisant pour opérer le dépeçage.

Un de ses noirs lui ayant affirmé qu'il connaissait un village à dix ou douze lieues du point où on était, car on se trouvait beaucoup trop loin du campement pour aller y chercher du renfort, il l'envoya avec un camarade demander de l'aide. L'absence de ces deux émissaires, c'est-à-dire l'attente du personnel indispensable, ne pouvant pas durer moins de vingt-quatre heures, il était urgent de prendre certaines mesures de préservation, comme d'ouvrir la poitrine des deux géants, d'en retirer le cœur et les intestins : dix hommes ne furent pas de trop pour ce travail, qui fut des plus pénibles. On se régala en mangeant les deux cœurs, après les avoir fait cuire tant bien que mal. C'est la seule partie tendre de l'animal. Le reste est coriace, le pied et la trompe sont tout muscles, et, par conséquent, donnent, une fois cuits, une gélatine qui a quelque analogie avec le pied de bœuf, mais il faut une trentaine d'heures de cuisson pour que la dent humaine en ait raison.

Il était nécessaire d'établir un bivouac à proximité de chacun des cadavres. Comme il pleuvait épouvantablement et que le terrain était découvert, on dut passer le reste de la journée, tout harassé qu'on était, à construire des abris avec des branches, à préparer des boucans et à allumer du feu. Malheureusement, le bois sec qu'on trouva était.... mouillé ! On eut grand'peine à entretenir deux maigres foyers. Le lendemain, le chef du village, qu'on avait été quérir, arriva avec ses administrés. On fit marché avec lui. Moyennant la promesse d'un peu de calicot et d'une certaine quantité de viande, il s'engagea à faire débiter les deux colosses par les soixante hommes qu'il avait amenés. L'obscurité força à interrompre ce travail au bout de trois heures : les carcasses étaient à moitié déchiquetées. Après la nuit, qui fut

troublée, comme la précédente, par les lamentables gémissements des hyènes, furieuses de n'avoir rien à se mettre sous la dent, l'opération fut reprise, et bientôt il ne resta plus des deux éléphants que des fragments de squelette aux côtes nettoyées, «semblables à de grandes grilles roses,» et quelques os épars.

Pour conserver la viande, on la fait sécher au soleil, après l'avoir préalablement salée, si on a du sel, ou bien on la fume. La première préparation la transforme en «beltong;» la seconde la «boucane.» Le beltong, bien préparé, est fort agréable à manger, paraît-il. M. Foà conte qu'il avait l'habitude d'en mettre dans sa bouche des morceaux qu'il mâchait en marchant, comme des tablettes de Liebig. «C'est une nourriture très substantielle sous peu de volume. Cuit, le beltong peut faire de fort bons plats : il ne s'agit que de savoir le préparer convenablement.»

Cette dernière phrase nous rappelle que souvent on chasse pour se nourrir et qu'un véritable explorateur doit pratiquer l'art d'accommoder les restes, quoique souvent il ait à assaisonner peu de chose avec rien. On trouvera dans l'ouvrage de M. Foà des recettes de cuisine, assez peu variées à vrai dire, car presque tout se mange à la croque au sel, quand on possède ce précieux condiment, aussi recherché par les indigènes que par les Européens. En outre de la préparation du gibier, on a parfois à faire griller des termites ou à piler des grains pour préparer de la bouillie.

Ces détails culinaires, mêlés à des anecdotes, à des scènes épisodiques, à des descriptions pittoresques, donnent un intérêt très vif et une grande diversité, comme je l'ai déjà dit, au beau volume dans lequel le jeune explorateur a consigné ses impressions et relaté ses

prouesses cynégétiques... sans d'ailleurs dissimuler ses fautes, ses maladresses et ses insuccès. Autant qu'on en peut juger quand on n'y a pas été, et quelque défiance que nous doive donner la superbe assurance des chasseurs, qu'on accuse de n'être pas toujours suffisamment véridiques, il nous paraît que ce livre-ci est un « livre de bonne foy, » chose rare ! Nous y renvoyons les amateurs de chasses et d'aventures, les personnes qui aiment voir jusqu'où on peut aller avec de la volonté et de l'intelligence, celles que passionne la lutte de l'homme, — simple roseau, mais roseau pensant; être frêle, mais être calculateur, — contre la force animale dénuée de tout sens inventif. Que serait un chasseur en présence de fauves comme le lion, de géants comme l'éléphant, s'il n'avait pour lui la supériorité de l'esprit?

Du récit de M. Foà nous n'avons voulu, pour notre part, que résumer ce qu'on pourrait appeler la technique du tueur de lions et écrire une sorte de *Manuel abrégé du parfait chasseur de fauves*. Peut-être est-ce moins utile qu'un *Guide de la conversation*, ou qu'un *Secrétaire pour tous* : les applications n'en sont assurément pas aussi fréquentes; mais l'intérêt n'en est-il pas de beaucoup supérieur?

ABEL VEUGLAIRE.

LE
BAILLI DE GREIFENSEE

NOUVELLE

SECONDE PARTIE[1]

Le Paillasse.

Le nom de celle de ses flammes que Landolt appelait le Paillasse peut être dit en toutes lettres, sa famille étant aujourd'hui éteinte. Elle portait le prénom archaïque de Figura, et était la nièce du spirituel conseiller d'état et d'église Leu. Figura Leu, donc, était une nature prime-sautière, et les mèches folles de ses cheveux d'or, impatientes de la tyrannie des coiffures à la mode, livraient au perruquier de la maison des combats quotidiens. Danser et sauter, c'était presque toute la vie de Figura, qui aimait aussi à machiner une foule de mystifications aussitôt exécutées, devant ou sans témoins. Vers la nouvelle lune seulement, elle se calmait un peu; ses yeux, tout au fond desquels la malice se cachait, ressemblaient alors à une nappe d'eau bleuâtre, où les petits poissons d'argent se tiennent immobiles, ne se précipitant à la surface que si une mouche effleure de trop près le miroir de l'onde.

[1] Pour la première partie, voir la livraison d'avril.

Mais, à l'ordinaire, ses diableries commençaient dès le dimanche matin. En sa qualité de membre de la Chambre de Réforme, c'est-à-dire du conseil chargé de veiller aux progrès de la religion et de la moralité, son oncle devait donner à tous ceux qui voulaient sortir le dimanche des portes de la ville la permission de s'en aller, en même temps qu'un jeton qu'ils remettaient aux gardiens. Car, sans cette autorisation, défense était faite, en vertu de mandements fort sévères, de quitter la ville les jours de culte.

La fonction dévolue à M. Leu égayait fort, au fond, cet homme d'esprit, lorsqu'elle ne l'ennuyait pas trop ; car certains dimanches amenaient leurs cent quémandeurs tâchant de gagner le large sous les prétextes les plus divers. Mlle Figura s'amusait plus encore que son oncle, tandis qu'elle classait sommairement les solliciteurs dans le vestibule spacieux, d'après le genre des motifs allégués, et qu'elle les conduisait ensuite par catégories dans le cabinet du conseiller. Or, ces catégories n'étaient nullement fondées sur les prétextes des bonnes gens, mais bien sur leurs raisons véritables, qu'elle lisait dans leurs yeux. Par exemple, elle ne manquait pas de réunir apprentis, compagnons et servantes qui voulaient aller danser à quelque fête de village ou de moisson, sous couleur de quérir, pour leurs « bourgeois » malades, un médecin du dehors. Comme preuve de leur dire, ils avaient tous un flacon vide, un pot à onguent, une boîte à pilules, ou même une petite bouteille remplie d'eau ; et tous, sur l'injonction de la joyeuse jeune fille, tenaient bien soigneusement ces objets à la main, lorsqu'ils étaient introduits. Puis venait la troupe des petits bourgeois modestes, qui désiraient user de leurs droits et privilèges et s'en aller pêcher

tranquillement au bord de l'eau, et qui déjà avaient en poche leurs boîtes pleines de vers de terre. Ils prétextaient, ceux-là, trente-six affaires importantes, baptêmes, héritages, pièces de bétail à reconnaître, etc. Suivait un essaim de gaillards plus dangereux, des dissipés notoires, qui faisaient voile vers quelque coin perdu de la campagne pour y joindre une bande de joueurs, ou retrouver, dans le cas le plus heureux, un jeu de quilles ou une tablée de buveurs. Et, pour terminer la marche, les amoureux, pressés de s'échapper des murs de la ville afin de cueillir les fleurs des champs et d'endommager avec leurs couteaux l'écorce des arbres dans les bois....

Figura organisait son classement avec beaucoup de compétence, et l'oncle trouvait les solliciteurs si bien groupés, qu'il pouvait, sans perdre de temps, mettre à part la catégorie à laquelle il donnerait, humainement et raisonnablement, la volée ce jour-là, et renvoyer les autres, pour ne pas laisser sortir un trop grand nombre de déserteurs.

Salomon Landolt entendit parler de la revue comique passée chaque dimanche matin par Figura Leu. Il lui prit fantaisie de risquer l'aventure, lui aussi ; et, bien que son titre d'officier lui donnât le droit de passer les portes en toute occasion et en toute liberté, il s'en fut à cheval devant la maison de M. Leu, et entra, botté et éperonné, dans le vestibule, où justement s'achevait le classement drôlatique des amateurs de pérégrinations.

Figura, prête à partir pour l'église, était debout sur l'escalier, habillée, comme l'exigeaient les mandements, toute de noir, la tête enveloppée du voile prescrit, semblable à celui des religieuses, et, autour de son mignon cou d'albâtre, la mince chaîne d'or qu'ils autorisaient.

Surpris par cette fine et légère apparition, Landolt hésita un instant à saluer, puis demanda poliment, retenant à peine un sourire, qu'elle voulût bien lui indiquer sa place.

Elle fit une gracieuse révérence, et, devinant l'intention espiègle de son interlocuteur, elle répondit :

— Quel genre d'affaires force monsieur à voyager?

— Je voudrais bien tuer un lièvre pour ma mère, qui a ce soir du monde à dîner et pas de rôti à offrir, répliqua Landolt aussi innocemment que possible.

— Alors, monsieur voudra bien se mettre là-bas, dit-elle non moins sérieusement.

Et elle l'envoya rejoindre la petite troupe des amoureux, reconnaissables à leur air timide et sentimental, dont on lui avait fait la description. Puis elle lui fit de nouveau la révérence, tandis qu'un peu ahuri, malgré tout, il se dirigeait vers son groupe, et, légère comme une ombre, elle sortit, laissant tout en plan pour se rendre à l'église. Dès qu'elle eut disparu, Landolt s'esquiva doucement du vestibule, monta à cheval et trotta, tout rêveur, vers la porte la plus proche, qui lui fut complaisamment ouverte.

Il avait du moins fait la connaissance de la singulière jeune fille, et celle-ci semblait de son côté ne pas le trouver désagréable, car, lorsqu'il rencontrait Figura, elle répondait avec beaucoup d'amitié à son salut, le prévenait même souvent d'un signe de tête enjoué, n'ayant pas l'habitude de s'inquiéter des règles de l'étiquette. Un jour même, dans la rue, elle vint, comme portée par le vent, se planter devant lui à l'improviste et lui dit :

— Je sais à présent qui est mon chasseur de lièvres ! Adieu, monsieur Landolt !

La nature franche et spontanée de Landolt trouvait un plaisir extrême aux libres allures de Figura, et son cœur, auquel le Chardonneret avait donné les premiers coups de bec, s'emplissait pour elle d'une tendre sympathie. Pour l'approcher plus aisément, il chercha à se lier avec son frère, qui demeurait, comme elle, chez leur oncle, parce qu'ils étaient orphelins depuis l'enfance. Salomon avait appris que Martin Leu était membre d'une association de jeunes gens, qui s'intitulait la Société pour l'étude de l'histoire nationale, et tenait ses séances dans un local situé au Neumarkt.

C'étaient les avancés et les ardents, parmi la jeunesse des classes dirigeantes, qui s'étaient unis sous cette désignation pour tâcher de préparer un avenir meilleur, et de s'échapper de la geôle sombre où les tenaient les « deux pouvoirs, » c'est-à-dire l'autorité religieuse et le gouvernement laïque. Tout ce qui touchait à la libre-pensée, à l'éducation, à l'instruction, à la dignité humaine, mais surtout le thème dangereux de la liberté civique, était le sujet de conférences et de conversations. On y mettait d'autant plus d'empressement que messieurs les papas veillaient à empêcher toute réalisation de projets subversifs, et que la souveraineté de la vieille ville sur la campagne était hors de cause : Zurich n'avait-elle pas, au cours des siècles, acquis avec de bel et bon argent sa suzeraineté sur le territoire et les habitants du canton, et les parchemins de l'état n'avaient-ils pas exactement la même valeur que les titres de propriété d'un particulier ?

En revanche, on examinait si le droit de légiférer et de reviser la constitution appartenait à l'assemblée des citoyens ou bien à l'autorité ; et ce plaisir, on se l'offrait avec une certaine volupté, parce qu'il ne pouvait être

goûté qu'en secret, le bourreau n'étant pas loin, à portée de la main, prêt à corriger du tranchant de son outil les intempérances de pensée. Quand la bourgeoisie de Zurich, — une des plus difficiles à mener, suivant ces messieurs du gouvernement, — s'avisait de remuer, on éloignait vivement le bourreau jusqu'à la fin de l'orage; ensuite il reprenait sa place, comme le bonhomme du baromètre, et l'autorité était, après comme avant, le même être mystérieux et abstrait, dont la puissance procédait de Dieu seul.

C'est dire qu'il fallait à ces jeunes gens, dans leur lutte avec les idées, une grande dose d'ardeur et de sérieux ; quelques-uns allaient jusqu'à adopter un puritanisme austère. De même qu'on donne au sac les coups de bâton destinés à l'âne, ils s'élevaient contre le goût du luxe et des jouissances, mais dans un tout autre esprit que les mandements somptuaires. Ils voulaient, eux, non la tempérance du sujet chrétien, mais la vertu du républicain austère. Cette tendance avait donné naissance à deux fractions, celle des tolérants, plus faciles à vivre, et celle des ascètes ténébreux, lesquels surveillaient les premiers et les chargeaient d'anathèmes. Un membre de la société, qui portait une montre en or et ne voulait pas s'en défaire, avait déjà été expulsé : d'autres, qui menaient une vie trop confortable, reçurent des avertissements et furent mis en observation. Le mentor en chef était M. le professeur Jean-Jacques Bodmer, qui avait déjà fait son temps comme littérateur et réformateur du goût, mais qui, comme bourgeois de Zurich, politicien et moraliste, était un homme sage, éclairé et libéral, tel qu'il n'y en avait guère alors, et qu'on n'en voit plus aujourd'hui. Il savait bien que gouvernants et orthodoxes le tenaient pour un séducteur de la

jeunesse ; mais il jouissait d'une considération trop bien établie pour craindre n'importe qui ; les jeunes gens qui formaient le parti des puritains austères étaient sa garde du corps particulière.

C'est dans cette société que Landolt pénétra un jour, et d'emblée il se fit présenter au jeune Leu, qui trouva fort à son goût son nouvel ami. Mais ils furent obligés d'être bien sages, car M. le professeur Bodmer en personne était apparu pour une demi-heure, afin de lire aux jeunes gens une dissertation morale et de leur proposer un sujet analogue de composition. Landolt n'était guère attentif ; ses pensées vagabondaient bien loin de là. De temps en temps, il regardait le frère de Figura Leu, qui avait l'air de s'ennuyer encore plus que lui ; et tous deux se sentirent plus légers quand les discussions proprement dites eurent pris fin.

Mais alors vint le moment critique : pour les gens sérieux, c'était affaire d'honneur que de rester encore ensemble au moins une petite demi-heure, à deviser de choses et d'autres ; les têtes frivoles, au contraire, n'avaient rien de plus pressé que de filer encore à temps pour se donner, dans quelque auberge, un peu d'agrément. Ces fuites étaient soulignées, par ceux qui restaient, de remarques dédaigneuses ou indignées, suivant la valeur des fuyards, et de regards obliques jetés sur les voisins. Après que plusieurs assistants se furent esquivés de la sorte, Martin Leu à son tour tira par la manche Landolt, qui ne se méfiait de rien, et l'invita tout bas à venir encore prendre un verre de vin. Landolt le suivit tout bonnement, et s'étonna fort quand l'autre, arrivé dans la rue, la franchit d'un bond en entraînant son compagnon derrière lui, puis, escaladant la Steingasse aussi vite que possible, tra-

versa le labyrinthe obscur de l'Auberge des indigents, pour gagner la sombre Löwengässlein, passer ensuite, près de la Maison-Rouge, dans l'Eselgässlein, comme un cerf traqué se lance à travers une clairière, longer la Metzg par derrière, franchir au pas de course le Pont inférieur et le Weinplatz pour remonter la Weggengasse, prendre ensuite la Schlüsselgasse, couper près de l'*Homme-Rouge* la Storchengasse, puis, au bout de la Kämbelgasse, de nouveau arrivé au bord de la Limmat, tourner à droite et entrer enfin dans le somptueux palais neuf de la corporation de la Mésange.

Hors d'haleine à force de rire et de courir, les deux jeunes gens soufflèrent un peu, se tenant à la rampe de fer de l'escalier, qui excite encore aujourd'hui l'admiration, car c'est un chef-d'œuvre dont peut être fier l'art de la ferronnerie. Alors Leu renseigna son nouvel ami sur la situation, et lui fit comprendre combien il avait été nécessaire de dérouter les espions en faisant cette course en zigzag. Landolt, grand ennemi de toute espèce d'hypocrisie, s'égaya fort de l'aventure, d'autant plus qu'il y avait été entraîné par le frère de la personne qui lui plaisait tant ; et ils entrèrent de belle humeur dans la salle d'auberge éclatante de lumière, dont les murs étaient garnis de nombreuses épées et de tricornes appartenant aux consommateurs assis à de longues tables.

Des petites saucisses, des petits pâtés, du muscat et du malvoisie, telles étaient les friandises qu'absorbait, de nouveau réunie, la plus jeune moitié de la Société pour l'étude de l'histoire nationale. Et qui en prenait soigneusement note? L'émissaire de la moitié austère, lequel avait suivi les deux derniers évadés par des ruelles latérales, et maintenant, le chapeau enfoncé

sur le front, se tenait sur le seuil de la porte, sans laisser échapper la plus modeste portion. Et cela avant le souper qui pourtant les attendait au logis, et après un discours de l'illustre Bodmer sur la *Nécessité de l'empire sur soi-même, comme levain d'une bourgeoisie libre !*

Les jeunes épicuriens n'en avaient pas moins bon appétit ; du reste l'amitié, une vertu bien virile, triomphait aussi à cette table, car Martin conclut avec Salomon Landolt une alliance pour la vie, sans se douter que son ami n'en voulait qu'à sa sœur, et qu'il était d'ailleurs un compagnon très sobre qui ne recherchait pas les plaisirs de la table pour eux-mêmes.

Les suites de ce scandale ne se firent pas longtemps attendre. A l'insu de Bodmer, les puritains se mirent en campagne et allèrent jusqu'à dénoncer secrètement leurs camarades à cette autorité dont ils songeaient pourtant à secouer le joug. L'affaire vint, en effet, devant le conseil supérieur des mœurs, la Chambre de Réforme, où elle fut l'objet d'une délibération officieuse. Mais on jugea prudent de traiter les délinquants, fils de familles considérées, en jeunes gens d'avenir, après tout, et de les condamner à recevoir simplement une bonne petite admonestation verbale ; et pour ce, chacun des membres du Conseil de Réforme fut chargé d'un ou deux des coupables, à qui il devait, sans fracas, dire leur fait au mieux des intérêts de la morale.

Le vieux M. Leu eut, comme de juste, à morigéner son propre neveu et le complice particulier de celui-ci, Salomon Landolt. Ce dernier, lorsqu'il fut invité à dîner chez le conseiller, un dimanche à midi précis, avait déjà été avisé par Martin de quoi il s'agissait. Il traversa très impatient la ville presque déserte à cause de la sévérité

des règlements sur l'observation du dimanche ; on ne voyait guère dans les rues, sur les places et les ponts, qu'un nombre considérable de lourdes mannes pleines de pâtés qui louvoyaient à la main de domestiques comme autant de graves vaisseaux de guerre hollandais. Salomon suivit à quelque distance un de ces navires, dont il connaissait le pilote, et son émotion, causée par l'espoir de revoir Figura Leu et aussi par la crainte de recevoir en sa présence une admonestation, croissait à chaque instant.

— Monsieur, vous allez avoir un sermon à subir, lui cria-t-elle en venant à sa rencontre à travers le vestibule. Mais consolez-vous, moi aussi, j'ai désobéi aux mandements. Voyez plutôt !

Elle se planta, gracieuse, devant lui, et il vit qu'elle portait une robe de soie lourde, de belles dentelles, et un collier où étaient enchâssées des pierres étincelantes.

— Tout cela, fit-elle, pour que ces messieurs n'aient pas à rougir devant moi quand ils se mettront à table, honteux d'avoir reçu un sermon en règle. Au revoir !

Et elle disparut, aussi vite qu'elle était apparue. Les mandements interdisaient en effet aux femmes tous les atours dont Figura avait paré sa svelte personne.

Salomon Landolt fut conduit aussitôt dans le cabinet du conseiller de réforme, où il trouva Martin Leu, qui lui secoua la main en riant.

— Messieurs, commença l'oncle après que les jeunes gens se furent postés dans une attitude attentive l'un à côté de l'autre, il y a deux points de vue auxquels je désire me placer pour vous faire sentir la gravité de la chose que vous savez. D'abord, il est malsain d'absorber des aliments et des boissons, — surtout des vins du Midi, — avant le souper, à une heure inaccoutumée, et

d'habituer le palais à ce genre de douceurs. De jeunes officiers, surtout, devraient s'abstenir de ces friandises qui rendent l'homme obèse avant l'âge et impropre au service. Ensuite, à supposer pourtant que ce soit chose nécessaire et que ces messieurs aient besoin d'une collation, je trouve qu'il est indigne de jeunes citoyens et officiers de s'esquiver en cachette et de courir à travers je ne sais combien de ruelles sombres. Il me semble que, sans détours ni cachotteries, de vrais jeunes hommes font tout simplement ce qu'ils croient pouvoir justifier devant leur conscience !... Et maintenant, mettons-nous à table, car la soupe va se refroidir !

Figura Leu reçut les trois messieurs dans la salle à manger et joua avec une dignité comique son rôle de maîtresse de maison, car son oncle était veuf. Tout étonné, celui-ci regardait sa toilette étincelante, et elle lui déclara aussitôt qu'elle transgressait à dessein le règlement pour ne pas laisser son pauvre petit frère tout seul au pilori. Le conseiller rit de bon cœur de cette idée, tandis que Figura remplissait si copieusement l'assiette de Landolt que celui-ci dut protester.

— L'admonestation aurait-elle déjà porté ses fruits ? demanda-t-elle avec un regard qui riait.

La bonne humeur de Landolt s'éveilla à son tour; il fut si gai, il dit mille drôleries si amusantes, que le rire argentin de Figura résonnait presque sans interruption, et que la jeune fille, tellement elle était attentive, ne trouvait plus le temps de plaisanter elle-même. Le conseiller seul le relevait parfois dans ses fonctions de boute-en-train en contant de plaisantes anecdotes qu'il retrouvait dans ses souvenirs lointains, surtout des incidents caractéristiques de la carrière administrative

ou de l'obscurantisme toujours si passionné du clergé. L'influence profonde exercée par les femmes dans les choses de l'état et de l'église était aussi mise en lumière par des exemples comiques, et l'on voyait bien que le conseiller de réforme connaissait son Voltaire.

— Monsieur Landolt, s'écria Figura d'un ton presque passionné, nous deux, nous ne nous marierons jamais, pour que pareil affront ne nous arrive pas ! Topez là !

Et elle lui tendit sa main, que Landolt saisit et secoua.

— C'est entendu ! dit-il en riant.

Mais le cœur lui battait, car il pensait tout le contraire, et les paroles de la jolie fille lui semblaient une sorte d'avance déguisée ou d'encouragement. Le conseiller rit aussi, mais il devint bientôt tout morose, car les cloches de l'église se mirent à sonner, donnant le premier signal du service de l'après-midi.

— De nouveau ces mandements ! s'écria-t-il.

Il était interdit, en effet, de prolonger, dans les familles, le repas de midi au delà du commencement du service divin ; et, sans qu'on s'en fût aperçu, deux heures avaient sonné. Tous considéraient la table avec mélancolie : elle était encore bien garnie, on y serait si volontiers resté ! Martin, le neveu, déboucha vite encore une bouteille de vin fin, tandis que le conseiller s'empressait d'aller revêtir son costume d'église, car son rang et les convenances l'obligeaient à se rendre à la cathédrale. Il reparut bientôt, vêtu de sa longue robe noire, une large fraise blanche autour du cou et le chapeau conique sur la tête. Il voulait seulement vider encore un petit verre ; mais, comme Landolt était en train de narrer une nouvelle drôlerie, il s'assit un instant ; la conversation reprit de plus belle et se ralen-

tit seulement quand les cloches, qui sonnaient à toute volée depuis longtemps, s'arrêtèrent soudain, faisant un grand silence.

Tout effaré, l'oncle Leu s'écria :

— Maintenant il est trop tard. Martin, verse à boire ! Nous allons nous tenir ici sans bouger, jusqu'à ce que le temps du service soit passé !

Figura Leu battit des mains :

— Or ça, s'écria-t-elle joyeusement, nous voici tous des mécréants, et de la belle espèce !... Là-dessus, trinquons.

Souriante, elle levait son verre poli, où scintillaient les reflets ambrés du vin ; un rayon de soleil, qui faisait resplendir, en même temps que le verre et les bagues de ses doigts, l'or de ses cheveux, les roses tendres de ses joues, la pourpre de sa bouche et les diamants de son collier, mettait autour d'elle comme une auréole : on eût dit un ange du ciel célébrant un mystère.

Même son frère, l'insouciant Martin, fut frappé de ce qu'il y avait d'édifiant dans son aspect ; volontiers il eût pris dans ses bras l'étincelante apparition, s'il n'eût craint de rompre le charme. L'oncle, de son côté, considérait la jeune fille avec complaisance ; et il étouffa un soupir en songeant à l'incertitude de sa destinée.

Lorsqu'une petite heure encore se fut écoulée, comme le soir approchait, le conseiller proposa aux deux camarades de faire un tour à la promenade du Stand, où, le long des deux rivières qui l'enserrent, se trouvent de belles allées bordées d'arbres.

— C'est là-bas, dit-il, qu'en ce moment se promène le noble Bodmer, entouré d'amis et de disciples ; il prononce des paroles excellentes qu'on a tout profit à écouter. En nous joignant à lui, nous nous réhabiliterons ;

Figura aussi y retrouvera ses compagnes du dimanche, qui, suivant l'usage, viennent faire un tour avant d'aller déguster les cerises confites qu'elles s'offrent dans leurs innocentes réceptions.

La proposition fut acceptée : les hommes s'en furent donc à l'endroit en question, où divers groupes étaient en train de se mouvoir comme des troupes en ordre serré. Bodmer s'y trouvait, en effet, accompagné de sa suite ; et, tout en marchant, il traitait de la différence qu'il y a entre l'idéal et la réalité, entre la république de Platon et une république bourgeoise de la Suisse ; et, partant de là, il arrivait à parler de toute espèce d'événements, et à donner en passant des coups de boutoir peu déguisés à l'adresse de toutes sortes de sottises et de maladresses.

MM. Leu et Landolt, après avoir fait les courbettes voulues, se joignirent au cortège de Bodmer et se promenèrent avec lui. Salomon, qui avait de la vivacité et dont l'attention d'ailleurs n'était que modérément excitée, se trouva bientôt en avance de quelques pas ; cependant, Bodmer passait au chapitre de l'éducation publique dirigée par l'état d'après certains principes politiques.

Un groupe de jeunes filles traversait en ce moment la grande allée, débouchant d'une allée latérale, et Figura Leu, pareillement, le précédait de plusieurs pas ; Landolt fit son salut le plus cérémonieux, et tous les autres messieurs tirèrent aussi leurs tricornes en esquissant une révérence ; leurs épées, derrière eux, se dressèrent toutes droites ; Figura s'inclina avec un sérieux inimitable et fort cérémonieux, et les demoiselles qui l'escortaient, au nombre d'une vingtaine, suivirent son exemple.

Bodmer critiquait un ouvrage pédagogique de Basedow, lorsque le cortège des dames vint de nouveau croiser, en sens inverse, la troupe masculine ; et de nouveau ce furent des salutations, qui durèrent encore plus longtemps, jusqu'à ce qu'on se fût dépassé. Bodmer abordait l'utilité du théâtre, non sans faire des allusions à ses propres tentatives dramatiques, quand derechef il fut interrompu par la même cérémonie, si bien qu'on n'en finissait plus d'agiter les chapeaux et de courber les échines, et que le digne vieux maître en était presque marri.

C'était bien un peu la faute de Salomon Landolt, qui, en sa qualité de chasseur et de soldat, savait ne pas perdre de vue les mouvements de l'adversaire; et puis il avait le talent de faire toujours prendre aux savants auditeurs de Bodmer, à leur insu, les chemins qui amenaient ces rencontres. Figura, de son côté, y allait si régulièrement et immanquablement de ses révérences exagérées, que Landolt ne se repentait pas de sa tactique. Et ce jour-là, quand vint le soir, lui parut avoir été le plus beau de sa vie.

La joyeuse jeune fille hantait absolument son esprit ; mais la sereine tranquillité dont il ne s'était point départi auprès de Salomé le Chardonneret s'était évanouie ; et, lorsqu'il restait quelque temps sans voir Figura, il était tout triste et craignait qu'il ne lui fallût passer sa vie sans elle. De son côté, elle paraissait fort bien disposée à son égard ; car elle facilitait les efforts qu'il faisait pour se trouver auprès d'elle ; elle était avec lui comme un bon camarade, ayant toujours en réserve quelque plaisanterie, toujours prête à se réjouir et à l'ensoleiller de sa bonne humeur. Vingt fois elle lui mit la main sur l'épaule ou même le bras autour du cou ; mais, dès qu'il

voulait saisir tendrement sa main, elle la retirait avec une sorte de précipitation ; risquait-il une parole un peu tendre ou un regard significatif, elle laissait l'un et l'autre glisser sur elle, d'un air de froide indifférence. Parfois, elle se permettait des observations moqueuses, qu'elle lui adressait à propos de vétilles, et il les supportait en silence, sans remarquer, tant il était embarrassé, qu'elle avait pourtant dirigé vers lui un regard de chaude sympathie.

Le frère et l'oncle n'étaient pas sans s'apercevoir de ce singulier manège, mais ils laissaient pleine liberté aux jeunes gens et acceptaient ces manières de Figura comme quelque chose d'impossible à changer ; et puis, ils connaissaient Salomon, et son caractère honnête et loyal.

Un jour, cependant, leur liaison prit fin. L'été venu, Salomon Gessner, le poète, était retourné habiter sa maison située dans la forêt de la Sihl, dont l'inspection lui avait été confiée par ses concitoyens. Remplissait-il vraiment ces fonctions lui-même ? C'est ce qu'on ne saurait affirmer aujourd'hui : ce qui est sûr, c'est que, dans cette résidence d'été, il écrivait, peignait et s'égayait avec les amis qui souvent venaient le visiter. Ce nouveau Salomon qui apparaît dans notre histoire était alors dans la pleine fleur de sa vie et de sa renommée déjà répandue en tous pays. Ce que cette gloire avait de mérité, il l'acceptait avec l'aimable simplicité qui n'appartient qu'au vrai talent. Les idylles de Gessner ne sont point du tout de faibles et insignifiantes productions, à considérer l'époque où elles furent écrites (et il faut être un héros pour dépasser les bornes du temps où l'on vit). Ce sont de petits ouvrages d'un art achevé et d'un style accompli. Aujourd'hui, c'est à peine si nous leur

accordons un regard, et nous ne songeons pas à ce qu'on dira dans cinquante ans de tout ce qui se publie de nos jours.

Quoi qu'il en soit, dans l'atmosphère qui entourait ce personnage lorsqu'il résidait dans sa maison des bois, flottaient comme des effluves d'art et de poésie, et le charme de ses nombreux talents, uni à son humeur cordiale, entretenait autour de lui une gaieté dorée. Ses gravures, aussi bien que celles de Zingg et de Kolbe exécutées d'après ses tableaux, seront dans cent ans fort recherchées par les collectionneurs d'estampes, au lieu qu'aujourd'hui pour quelques sous nous n'en voulons pas.

Il était collaborateur d'une fabrique de porcelaines, et avait essayé, de sa main habile, des innovations dans l'art de décorer les vases; après un court apprentissage, il avait entrepris la décoration d'un grand service à thé, et il avait réussi. Le gracieux ouvrage devait être étrenné dans la forêt de la Sihl; amis et amies avaient été invités à la petite fête; la table était mise sous les érables magnifiques derrière lesquels la verte colline aux coteaux étagés s'élevait jusqu'au ciel bleu de l'été.

Et, sur la nappe dont la blancheur éclatante s'égayait de mille dessins, étaient placées les théières, les tasses, les assiettes et les soucoupes, ornées de ravissants sujets de différentes grandeurs: c'était un petit motif, une idylle, une épigramme; tous charmants, ces satyres, ces nymphes, ces pâtres et ces bergères, ces paysages et ces fleurs, ces enfants, peints d'une main légère et sûre, et mis chacun à sa place : non point l'ouvrage d'un peintre mercenaire, mais bien le délassement d'un artiste.

Et la table, ainsi ornée, était aussi comme semée de

plaques de soleil, que les érables laissaient passer à travers leur feuillage découpé, et qui dansaient suivant la cadence silencieuse du zéphyr agitant les branches; et c'était par moments comme un doux et solennel menuet que dansaient ces taches de lumière.

Gessner était déjà perdu dans la contemplation de ce spectacle lorsqu'arriva la première voiture de ses invités. Le sage Bodmer s'y trouvait, le « Cicéron de Zurich, » comme Sulzer aimait à l'appeler, et le conseiller ecclésiastique Breitinger, qui avait jadis avec Bodmer fait une campagne contre Gottsched. Mais ces messieurs étaient juchés sur les sièges de derrière de la voiture, car ils avaient avec eux leurs dignes compagnes. D'autres équipages amenèrent d'autres hôtes, amis et savants, qui tous parlaient une sorte d'argot fort enjoué et spirituel, composé d'un mélange de préciosité littéraire et de rudesse helvétique, ou, si l'on veut, de satisfaction bourgeoise.

Une dernière voiture, pleine de jeunes filles, parmi lesquelles Figura, était escortée par Martin Leu et Salomon Landolt à cheval.

Tout ce beau monde se promena bientôt sous les arbres, fort joyeusement; les porcelaines peintes furent examinées et hautement louées; puis Salomon Gessner se mit à représenter avec Figura une scène où un berger niais reçoit d'une bergère une leçon de danse; et il s'acquitta de son rôle avec tant de drôlerie et de naturel, qu'un fou-rire gagna toute la société, et que la jolie Mme Gessner, née Heidegger, eut bien du mal à faire enfin asseoir ses hôtes.

La conversation plus calme qui put alors s'établir à l'aise fut entretenue par un de ces exaltés qui se croient obligés de raconter tout ce qu'ils savent sur un

personnage célèbre. Il était déjà au courant des plus récents détails de la vie de Gessner, grâce à son excellente femme. Plusieurs lettres de Paris étaient arrivées ; Rousseau écrivait à M. Huber, traducteur de Gessner, les compliments les plus flatteurs à l'adresse de ce dernier : « Il avait sans cesse, disait-il, ses œuvres entre les mains. » Diderot allait jusqu'à souhaiter de faire paraître quelques-uns de ses contes, dans un même volume, avec les plus récentes idylles de Gessner. Que Rousseau fût enthousiaste de l'idéal de nature de ce monde idyllique, c'était, en somme, fort compréhensible ; mais que le maître réaliste, le grand encyclopédiste, ambitionnât de se présenter au public bras dessus, bras dessous avec le doux poète pastoral, voilà qui semblait vraiment le plus flatteur de tous les éloges ; et ce fut, à la grande confusion de Gessner, le point de départ de considérations qui n'en finissaient pas.

Bodmer perdit, en entendant ce concert de louanges, son bel équilibre, si bien que l'humaine sottise, qui niche au fond du plus sage même, se trouva lâchée, et que le Cicéron zurichois se mit à faire valoir, sans mesure ni discrétion, son talent de poète. Il rappela mélancoliquement que jadis, lié avec le jeune Wieland d'une amitié passionnée, il n'avait pas dédaigné, lui le plus âgé, et qui avait fait ses preuves, de rivaliser avec l'astre naissant, en composant nombre de poèmes sacrés ! Mais où étaient-elles aujourd'hui, ces nobles joies du temps passé ?

Ses jambes minces croisées, Bodmer, appuyé au dossier de sa chaise, et pittoresquement drapé, à cause de la fraîcheur de la forêt, dans un léger manteau gris, se laissait aller, en sa mélancolie communicative, au fil de ses souvenirs : il rappelait les tristes expériences de jadis, et comment Klopstock et Wieland, l'un après l'autre,

jeunes séraphins qu'il avait fait venir à Zurich, s'étaient indignement joués de sa sainte et paternelle affection, de sa sympathie de frère en poésie ; l'un s'était joint à une bande de jeunes camarades amis de la bouteille, témoignant ainsi terriblement de goût pour les choses profanes, au lieu de travailler à sa *Messiade*; l'autre s'était mis à fréquenter de plus en plus toutes sortes de femmes, et avait fini par devenir le versificateur le plus frivole et le plus dissipé, lui semblait-il, qui eût jamais existé ; si bien que Bodmer avait eu fort affaire à flétrir à coup d'inépuisables hexamètres, en de vénérables patriarcades, cette honteuse défection.

Il en vint ainsi à parler de l'*Epreuve d'Abraham*, du *Retour de Jacob*, de la *Noachide*, et du *Déluge*, et de tous les monuments de son infatigable activité ; et il récita des passages nombreux et éclatants de ses œuvres. Il y intercalait le récit de nouvelles scandaleuses que lui apportait sa correspondance, qui s'étendait partout ; le conseil de Dantzig, par exemple, venait d'interdire aux jeunes bourgeois poétisants de se servir de l'hexamètre, « véhicule peu convenable et dangereux pour les affaires de l'état. »

Il raconta aussi, avec un malicieux sourire, et comme un trait caractéristique de l'amitié moderne, de quelle façon il avait appris confidentiellement à un de ses amis, un pasteur, l'apparition d'un pamphlet hostile et fielleux qui l'attaquait, sous le titre de *Bodmeriade ;* comment l'ami s'était montré indigné de ce qu'on eût l'audace de ternir de si méchante et basse manière le plaisir que faisaient goûter les œuvres immortelles de Bodmer ; il espérait que tout homme d'honneur se garderait de lire de telles gamineries, etc.; mais, en terminant, l'ecclésiastique, friand de scandale, demandait à Bodmer s'il ne

pourrait pas lui prêter ce pamphlet pour un jour ; car, une fois son indignation digérée, il trouverait ensuite un double plaisir à relire les poésies si estimées de son ami!

L'auditoire souriait, amusé de la curiosité du pasteur, que chacun croyait reconnaître. Mais Bodmer, très monté, laissa tomber sur ses reins son manteau, et, se penchant en avant comme un sénateur romain, prononça :

— Pour sa punition, il perdra l'honneur d'être nommé dans mon œuvre, et ne figurera point à la place que je lui avais réservée dans la nouvelle édition de la *Noachide !* Car il ne s'est pas montré assez pur pour passer à la postérité la main dans la mienne !

Il exposa alors quels privilégiés, parmi ses amis, avaient déjà eu l'honneur d'être cités dans ses diverses épopées, et à qui il songeait encore à accorder cette faveur, en un plus ou moins grand nombre de vers, suivant la valeur de l'homme et le plus ou moins d'envergure de ses œuvres.

Son regard inquisiteur allait de l'un à l'autre, et tous tenaient les yeux à terre, les uns rougissant, les autres pâlissant, mais aucun ne disait mot, car c'était une sérieuse revue qu'il semblait passer là.

Peu à peu son humeur s'adoucit ; de nouveau appuyé au dossier de sa chaise, il pensait aux jours écoulés et, la voix attendrie, les yeux levés vers la verte colline, il s'écria :

— Ah! où est-il, cet âge d'or de ma vie, où mon jeune ami Wieland annonçait nos chants communs en ajoutant ces mots : « C'est surtout à notre divine religion que nous devons d'être, par les qualités morales de nos poèmes, plus que des Homères! »

Au moment où son regard redescendait sur la terre,

il aperçut une scène bizarre, qui le fit soudain bondir et s'écrier d'un ton sévère :

— Qu'est-ce qu'elle fait, la sotte ?

C'est que, depuis un bon moment, Salomon Landolt s'était réfugié sous les arbres, à l'écart, et se promenait de long en large, songeant à ses affaires de cœur et se demandant si aujourd'hui peut-être quelque événement décisif se produirait.

Il portait alors les cheveux dans une bourse avec de longs rubans. Figura Leu s'était procuré dans la maison un petit miroir de poche et une glace à main ronde. Elle parvint à attacher le miroir au catogan de Landolt, en feignant d'y arranger quelque chose, et lui, sans se douter de rien, reprit ensuite tranquillement sa promenade. Aussitôt, elle se mit à marcher derrière lui, sur la mousse qui assourdissait ses pas, en faisant des gestes de pantomime ; et, avec la légèreté et l'élégance d'une sylphide, elle représenta une ravissante scène : elle se considérait alternativement dans le miroir fixé au dos de Landolt et dans la plage qu'elle tenait à la main, et de temps en temps, tout en dansant, tournait la glace et son propre buste, de façon qu'on vît bien qu'elle se mirait dans tous les sens à la fois.

L'esprit alerte et subtil de Bodmer fut aussitôt traversé par un soupçon : ces jeunes impertinents ne représentaient-ils point l'image d'une vanité qui se mire partout avec complaisance, sa vanité, à lui, et n'était-ce pas comme la mise en scène des propos qu'il tenait ? Tous les regards se portèrent dans la direction indiquée par son long doigt osseux, et chacun rit du gentil spectacle, jusqu'au moment où Landolt, rendu attentif à son tour, se retourna étonné, et surprit Figura comme elle enlevait prestement le petit miroir attaché à son dos.

— Qu'est-ce que cela signifie? demanda d'une voix tranquille et douce le vieux professeur, qui avait repris contenance. La jeunesse veut-elle railler la bavarde vieillesse?

On ne put jamais savoir ce qu'avait voulu faire Figura; mais il est certain qu'elle était au comble de l'embarras et du remords; dans son angoisse, elle montra Landolt et dit :

— Ne voyez-vous pas que je plaisante simplement avec monsieur?

Salomon rougit, puis pâlit, car c'était lui qu'on devait croire le dindon de la farce et, comme il y avait dans cette scène quelque chose de peu clair, un sentiment de gêne silencieuse assez pénible envahit l'assistance. Alors, Salomon Gessner se leva vivement, s'empara de la glace à main et s'écria :

— Il ne s'agit pas le moins du monde d'une raillerie! Mademoiselle a voulu tout simplement représenter la Vérité qui fait escorte à la Vertu, car voilà une qualité que personne, j'espère, ne contestera à notre ami Landolt Mais la jeune actrice a commis une faute en oubliant que la vérité ne doit dépendre que d'elle-même, et non de la vertu ni du vice. Voyons un peu si je serai plus heureux!

Là dessus, il s'empara du voile de la dame la plus voisine, s'en drapa comme d'un vêtement antique, et, le miroir en main, il grimpa sur une grosse pierre; puis, du haut de ce piédestal, le buste incliné, il fit des grimaces si amusantes pour représenter une statue de la Vérité en style rococo, que le rire et la gaieté reprirent.

Salomon Landolt seul resta de mauvaise humeur et s'évada, à la recherche d'un sentier écarté, pour rassembler ses pensées et tirer ensuite, vaillamment, son

épingle du jeu. Il n'était pas encore bien éloigné que tout à coup Figura s'accrochait à son bras.

— Est-il permis de se promener avec vous ? murmura-t-elle à son oreille.

Et, d'un pas léger, elle marcha quelque temps à côté de Landolt silencieux, qui, d'ailleurs, n'avait pas retiré son bras. Quand ils furent arrivés à une certaine hauteur, où personne ne pouvait les voir, elle s'arrêta et dit:

— Il faut une bonne fois que je vous parle, car sans cela je sombrerai misérablement. Mais d'abord....

Elle lui mit les deux bras autour du cou, et l'embrassa. Lui voulait continuer ce petit jeu, mais elle le repoussa résolument :

— Voici ce que j'ai à dire, continua-t-elle ; je vous aime bien, et je sais que c'est réciproque ! Mais c'est tout : un point final, c'est tout, absolument tout ! Car, il faut que vous le sachiez, j'ai promis à ma mère, à son lit de mort, une minute avant sa fin, que jamais je ne me marierais ! Et cette promesse, je veux, je dois la tenir. Maman avait l'esprit dérangé... de la mélancolie d'abord, puis ce fut plus grave ; dans ses derniers moments seulement elle eut encore un instant de lucidité, et elle put me parler. C'est dans la famille, ce mal ; il surgit tantôt ici, tantôt là ; jadis il sautait une génération régulièrement, mais ma grand'mère l'a eu, puis ma mère, et l'on craint à présent que ce ne soit mon tour.

Elle s'assit sur le sol, se cacha la figure et se mit à pleurer à chaudes larmes. Landolt s'agenouilla à côté d'elle, prit ses mains, essaya de la calmer. Il cherchait des mots pour exprimer sa reconnaissance et son affection, mais ne pouvait que dire:

— Du courage, nous arrangerons cela ! Ah ce serait du beau ! Mais non, ce ne sera rien ! etc.

Mais elle cria d'une voix effrayante de conviction :

— Non, non! Déjà maintenant, si je suis si gaie et si folle, c'est pour chasser la sombre mélancolie qui rôde derrière moi comme un fantôme nocturne, je le sens bien.

Il n'y avait à cette époque, dans notre Suisse, pas encore d'établissements pour ce genre de maladie ; les aliénés, lorsqu'ils n'étaient pas fous furieux, étaient gardés dans les familles, et longtemps on conservait le souvenir de ces pauvres êtres étranges.

Mais la jeune fille en larmes se releva plus tôt qu'il n'espérait ; elle s'essuya soigneusement les yeux, et secoua spontanément son chagrin loin d'elle.

— Assez pour le moment, dit-elle. Vous voilà renseigné! Il faut épouser une belle et bonne créature qui soit plus raisonnable que moi!... Taisez-vous !... C'est là l'essentiel.

Landolt ne sut tout d'un coup plus que dire : il était ému et troublé en songeant à cette sombre destinée qui la menaçait ; mais il sentait aussi en lui-même le ravissement d'un bonheur qu'il était sûr de ne perdre jamais. Longtemps encore ils continuèrent leur promenade à deux, jusqu'à ce que les traces d'émotion eussent disparu du beau visage de Figura ; ils rejoignirent alors la compagnie. Un petit bal avait été organisé par la jeunesse, car Gessner avait fait venir quelques ménétriers de campagne.

Lorsque Figura parut, Bodmer lui-même, réconcilié avec elle, l'engagea pour une contredanse : il voulait encore faire montre de sa verdeur. Ensuite elle dansa, autant que cela était possible sans attirer l'attention, avec Landolt, à qui elle dit tout bas que ce jour devait être le dernier de leur intimité, car elle ne savait

pas quand elle serait appelée dans la contrée inconnue où vaguent les esprits.

Au retour, il galopait à côté de la voiture de Figura. La petite langue de celle-ci était sans cesse en mouvement; et lui, en passant sous un cerisier couvert de fruits, rompit rapidement une branche chargée de cerises rouges comme du corail, et la jeta sur ses genoux.

— Merci bien, dit-elle.

Et elle conserva précieusement la branche. Elle la gardait, avec ses fruits racornis, encore trente ans après; car elle ne tomba point malade, et la catastrophe qu'elle prévoyait ne s'accomplit pas. Cependant elle persista inébranlablement dans son dessein ; et son frère Martin, que Salomon alla trouver le lendemain de bon matin pour causer avec lui, confirma son dire : c'était une tradition dans la famille que cette maladie, à laquelle, de tout temps, les femmes avaient été plus sujettes que les hommes. Personne, assura Martin, n'eût été pour lui un plus cher beau-frère ; mais lui-même devait supplier son ami, dans l'intérêt du repos et de la paix intime de sa sœur, que rien n'était venu troubler jusqu'ici, de renoncer à son projet.

Landolt ne se résigna point tout de suite ; il attendit, au contraire, des années entières, sans mot dire et sans que le moindre changement se produisît. S'il gardait un peu de vaillance au cœur, c'est parce que, chaque fois qu'il revoyait Figura Leu, ses yeux lui disaient clairement qu'il était son meilleur, son plus cher ami.

GOTTFRIED KELLER.

(*La suite prochainement.*)

LA
SENSIBILITÉ ET L'IMAGINATION
CHEZ GEORGE SAND

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE [1]

II

Cette tendresse douce, cette universelle amitié pour toute vie, qui a été l'âme même du génie de George Sand, s'associait chez elle à l'imagination la plus active et la plus féconde qui fut jamais. Tout enfant, elle avait déjà les yeux grand ouverts sur le monde du dehors ; elle s'intéressait à tout ce qu'elle voyait : un beau nuage, une tache de soleil sur le vert plus sombre d'un bois, une eau claire et courante fixaient son attention, la prenaient tout entière. A la marge d'un chemin, elle voit pour la première fois, lors du voyage en Espagne, des liserons en fleurs. « Ces clochettes roses, délicatement rayées de blanc, me frappèrent beaucoup, » dit-elle ; elle n'avait alors que quatre ans. Les mameluks qui font boire leurs chevaux sur la place de Madrid, la boule dorée d'un clocher qu'on aperçoit de sa fenêtre, le clair regard de l'empereur qui rencontre à une revue ses

[1] Pour la première partie, voir la livraison d'avril.

yeux d'enfant, un air de flageolet entendu dans la douce lumière d'un après-midi de printemps, autant d'images qui pénètrent en elle sans presque qu'elle y songe, et elle ne les oublie plus.

Sa mère lui avait donné un vieil abrégé de mythologie; elle passait des journées entières à en regarder les planches avec une inépuisable admiration. On la menait parfois à des féeries, on lui contait les contes de Perrault, on lui parlait du Paradis où vont les enfants bien sages, « et les anges et les amours, la bonne Vierge et la bonne fée, les polichinelles et les magiciens, les diablotins de théâtre et les saints de l'Eglise » se mêlaient dans son esprit en une étrange confusion et devenaient les héros de ces interminables « romans » qu'elle se racontait à elle-même entre les quatre chaises où on avait coutume de l'enfermer. Toutes les images demeuraient en elle, précises et intenses, si intenses même parfois qu'elle fut sujette pendant toute son enfance et sa première jeunesse à de véritables hallucinations.

Elle était encore toute petite que déjà cependant s'associait chez elle aux images nettes toute cette longue suite d'impressions confuses, de sentiments vagues et forts, qui donnent aux événements leur mystère et leur poésie ; elle entend un jour une fillette chanter deux vers d'une ronde enfantine :

Nous n'irons plus au bois,
Les lauriers sont coupés,

et une étrange émotion s'empare d'elle. « Je n'avais pas été dans les bois, que je sache, et peut-être n'avais-je jamais vu de lauriers, mais apparemment je savais ce que c'était, car ces deux petits vers me firent beaucoup

rêver. Je me retirai de la danse pour y penser et je tombai dans une grande mélancolie. Je ne voulus faire part de ma préoccupation à personne, mais j'aurais volontiers pleuré, tant je me sentais triste et privée de ce charmant bois où je n'étais entrée en rêve que pour en être aussitôt dépossédée. » (*Histoire de ma vie*, II, p. 161.)

Mais c'est surtout à Nohant que grandit et se développa l'imagination de George Sand : chaque jour elle devenait plus précise et à la fois plus romanesque, plus inventive, plus riche en brillantes et fugitives fictions. La fillette s'amusait un jour dans la chambre de sa mère avec son frère Hippolyte et sa petite amie Ursule à franchir à gué une rivière qu'elle avait dessinée avec de la craie sur le plancher; elle devint si bien la dupe de ce voyage imaginaire qu'elle mimait en son jeu, qu'au bout de peu d'instants elle crut voir les arbres, les eaux, les rochers, une vaste campagne et le ciel tantôt clair, tantôt chargé de nuages qui allaient crever et augmenter le danger de passer la rivière. (*Loc. cit.*, II, p. 251.) Et chaque fois c'était ainsi. Elle voyait les figures allégoriques qui décoraient la tenture de sa chambre s'en détacher, et les Silènes, les Flores et les Bacchantes danser autour des meubles de fantastiques rondes. Il lui semblait s'envoler jusqu'en Russie et planer silencieusement dans le ciel sombre, guidant l'armée à travers les plaines glacées. Elle s'enchantait aux airs de jadis que de sa voix brisée disait sa grand'mère à son vieux clavecin ; ils l'entraînaient par leur charme mystérieux en ce monde de beaux songes où se plaisait à vivre son esprit d'enfant.

Dès qu'on eut commencé à lui enseigner l'histoire, elle s'y intéressa de passion. C'était pour elle un roman

merveilleux, qu'elle rendait plus merveilleux encore par les fictions qu'elle prenait plaisir à y mêler. A onze ans, elle lisait l'*Iliade* et la *Jérusalem délivrée*, et cette histoire légendaire des hauts faits des héros lui apparaissait plus belle, plus brillante encore que l'histoire véritable, et par là-même plus vraie.

C'est alors que se créa dans son esprit le mystérieux personnage de Corambé, ce dieu doux et tendre, gracieux comme une femme au noble corps, qui revêtait en ses rêveries de si multiples apparences; elle en vint à lui rendre un véritable culte sur un autel rustique, fait de mousse et de coquillages. Corambé fut le héros d'un interminable poème que George Sand n'écrivit jamais et auquel s'ajoutèrent interminablement des chants nouveaux, que sans cesse elle se récitait à elle-même tout bas, jusqu'au moment où elle entreprit de travailler à des œuvres moins éloignées des événements de ce monde où nous vivons. Du jour où elle eut composé son premier roman, Corambé s'envola pour ne plus revenir. Les images fortes et précises avaient chassé devant elles les images indécises et fuyantes, ces images qui semblent faites de la brume d'argent où sourit le soleil matinal. George Sand regretta longtemps ce compagnon de sa jeunesse qui avait si souvent passé dans ses rêves, entouré « d'êtres mélancoliques et tendres qu'il conduisait parmi des paysages délicieux au bonheur et à la vertu. »

A ce moment de sa vie, l'imagination de la petite fille transformait à son gré le parc et les champs où elle vivait ; sa fantaisie faisait « d'une butte haute de trois pieds une montagne, de quelques arbres une forêt, du sentier qui allait de la maison à la prairie le chemin qui mène au bout du monde, de la mare bordée de vieux saules

un gouffre ou un lac. » (*Histoire de ma vie*, III, p. 20.) Elle avait néanmoins de tout ce qui l'entourait une très nette vision ; elle avait gardé des vieilles amies de sa grand'mère, de son grand-oncle de Beaumont, les plus précis et les plus pittoresques souvenirs. Tout ce pays de Nohant, elle le voyait dès lors tel qu'il est en réalité, avec « ses sillons de terre brune et grasse, ses petits chemins ombragés, ses maisonnettes de paysans, entourées de leurs jolis enclos, de leurs berceaux de vigne, de leurs vertes chenevières, ses grands ormeaux ébranchés ;» mais son imagination s'y plaisait d'autant mieux qu'elle pouvait le peupler à sa guise de ces mille visions qui hantent l'esprit des paysans. Les pasteurs, réunis autour du feu d'ajoncs secs, dans les *pâtureaux* ou les landes, lui contaient les merveilleuses légendes des bonnes dames qui dansent sous la lumière mystérieuse des nuits d'automne ou qui appellent du fond des marais verdissants les voyageurs attardés. Elle s'attendait parfois à rencontrer au détour d'un chemin la grande bête, dont sonne le pas pesant, sous les longues chevelures emmêlées, qui tombent, étoilées d'argent, des haies de clématites. Puis c'étaient les grandes veillées où les chanvreurs broyaient le chanvre près de la porte du cimetière. Quelles terribles histoires se disaient là ! Quelles sombres histoires de mort, tandis que la lune éclairait de sa lueur pâlissante et troublée les grands ormes de la place et les tombes couvertes d'herbe haute !

Lorsqu'elle revint du couvent, la jeune fille se laissa gagner plus complètement encore au charme infini qui sort des prairies et des brandes ; elle comprit l'étrange beauté de la nature hivernale, alors que le soleil, rayonnant doucement dans le bleu fin du ciel, jette sur les vastes plaines, toutes vertes du blé naissant, « ses

grandes flammes d'émeraude. » Elle avait du reste porté à Paris ce sentiment vif de la caressante splendeur de la lumière, de la joie très douce qui descend du ciel nocturne, et les heures les plus heureuses peut-être qu'elle passa au couvent, ce furent celles où elle écoutait, de la fenêtre étroite de sa cellule, les rossignols chanter dans les marronniers en fleurs sous le regard des étoiles.

Pendant les années qui suivirent son mariage, George Sand apprit à regarder avec plus d'attention encore ce pays dont elle sentait depuis sa rêveuse enfance l'enveloppante douceur. Elle a empli ses yeux et sa mémoire des teintes du ciel et des couleurs des bois ou de la terre, du frémissement des feuilles agitées du vent, du miroitement des eaux où s'inclinent les tiges frêles des joncs. Elle a vécu en communion étroite et directe avec cette multiple vie des plantes et des champs, l'âme même de la terre a passé en elle ; aussi nul peintre n'a-t-il su comme elle communiquer l'émotion spéciale et précise que cause un paysage et le faire revivre en vous tout entier. Seul peut-être, avec elle, Fromentin a possédé ce don merveilleux de voir la nature du dedans et de la raconter, si j'ose dire, en même temps qu'il la dépeint.

George Sand ne sait point seulement, comme Flaubert par exemple, faire voir ce qu'elle décrit, mais aussi le faire sentir et rêver. Sans doute, les tableaux qu'elle peint n'ont pas la sculpturale et lumineuse splendeur des descriptions de Flaubert ; mais elle ne décrit point pour décrire, elle pense avec ses personnages les paysages où ils doivent vivre, et elle les imagine fidèlement dans leurs traits généraux, parce qu'elle les a longtemps regardés, sans du reste jamais presque les

étudier, ni les analyser, mais surtout parce qu'elle les a longtemps sentis. Aussi ses descriptions sont-elles rarement froides et communiquent-elles l'impression même de la vie, de la vie spontanée et libre. Lorsqu'elle veut expressément dépeindre un pays, faire œuvre d'art, comme un paysagiste devant sa toile, l'inspiration la quitte souvent. Le dessin s'encombre de traits inutiles, la phrase se charge de termes techniques, de détails scientifiques ou archéologiques ; les couleurs minutieusement rapportées n'apparaissent point aux yeux et la vie s'en va. Le tout pour George Sand n'est point de voir, mais d'être émue ; dès qu'elle a senti en elle cette chaleur intérieure, cette poignante et forte émotion que lui cause presque toujours l'intime et prolongé contact avec la nature, elle ne cherche plus à copier ; elle regarde en son esprit où s'est reflétée la colline, la prairie ou la forêt, et l'impression qu'elle nous communiquera, ce sera celle même que nous aurions éprouvée devant ce paysage et qu'aucun autre n'aurait pu nous faire sentir.

Quand elle eut conquis la maîtrise de son art, elle s'essaya souvent à peindre ces paysages de montagne ou de mer où l'avait fait vivre son goût ardent pour les voyages, mais il arrive parfois alors que le peintre tue en elle le poète. Elle est encombrée de richesses ; ces détails trop accusés, trop précis, dont l'éclatante beauté l'enchante, sont pour elle une gêne ; elle ne peut se résigner cependant à en sacrifier aucun, elle voudrait faire passer tout entière dans l'esprit du lecteur la joie qu'elle a sentie, et pour cela elle s'efforce de lui montrer tout ce qu'elle-même a vu. Elle ne consent point à le priver d'une vague, d'un rocher, d'un bassin de marbre où se mirent des fleurs ni d'une statue brisée qui rit sous les charmilles. Tout entière au spectacle qui a

captivé ses yeux, elle s'oublie elle-même pour ainsi dire, elle ne se mêle point à la nature, ne vit point de sa vie ; elle la regarde du dehors et la décrit comme quelque chose d'extérieur à elle, au lieu de se raconter elle-même.

Aussi, malgré la splendeur qui illumine certaines d'entre elles, ses descriptions de l'Italie, de l'Auvergne ou de la Provence ne communiquent-elles point cette même émotion mystérieuse et douce dont sont imprégnées les œuvres qu'elle a situées en ce pays mélancolique et souriant où se sont écoulées ses premières années. Pour que son œuvre ait toute sa valeur, il faut qu'elle soit à demi involontaire, qu'elle-même soit devenue les choses qu'elle décrit, à tel point que ce soient ces choses qui s'expriment spontanément dans son livre, sans qu'elle ait presque à intervenir. Une ville a mis ainsi en George Sand une âme nouvelle, sœur de son âme du Berry : c'est une ville de mystère et de rêve, Venise ; le chant des matelots des lagunes chante en son cœur, intime et pénétrant, comme le chant sacré des laboureurs qui excitent au travail les grands bœufs sous le ciel doré des soirs.

Il se produisait d'ordinaire chez George Sand une sorte de dédoublement, tandis qu'elle observait un paysage : « Je prends des notes intérieures d'une fidélité scrupuleuse et je sais que sur ce point ma mémoire ne me trompera pas. Cela est très vite fait, grâce à l'habitude que j'ai de voir et, tout de suite après, je jouis de ce que je vois pour mon propre compte. Je le savoure en gourmand, je suis assouvi, je suis heureux. » (*Impressions et souvenirs*, p. 153.) George Sand se souvenait de tout ce qu'elle avait vu et elle ignorait s'en souvenir ; les multiples et fuyantes images du ciel, des plantes et des

eaux qui s'étaient déposées en elle, tandis qu'elle jouissait d'être au bord d'un grand lac paisible sous l'ombre chantante des pins ou dans une douce et verte vallée où les châtaigniers anciens laissaient tomber leurs feuilles, venaient d'elles-mêmes se grouper autour de ces quelques traits plus frappants d'un paysage qu'elle avait volontairement notés dans sa mémoire, et les scènes se reconstituaient sous sa plume, simplifiées et poétisées, sans qu'elle eût jamais à les évoquer tout entières devant ses yeux, ni à les repenser dans leur ensemble. Nul écrivain n'a porté en lui un tel trésor d'images, aussi variées, aussi souples, aussi changeantes, et d'elles-mêmes, sans que l'auteur ait à faire un effort pour reconstruire les paysages où il a longtemps vécu, elles s'organisaient en des ensembles naturels et vivants, qui communiquent au lecteur le sentiment que lui donneraient les sites dont ils ne sont point peut-être après tout la minutieuse et fidèle copie.

George Sand écrivait en 1863: « Le monde extérieur a toujours agi sur moi plus que je n'ai pu agir sur lui ; je suis devenu un miroir d'où mon propre reflet s'est effacé, tant il s'est rempli du reflet des objets et des figures qui s'y confondent. Quand j'essaie de me regarder dans ce miroir, j'y vois passer des plantes, des insectes, des paysages, de l'eau, des profils de montagnes, des nuages, et sur tout cela des lumières inouïes, et dans tout cela des êtres excellents ou splendides. » (*Impressions et souvenirs*, p. 43.) Et c'était là l'exacte expression de la vérité : nulle âme ne fut plus que la sienne absente d'elle-même. « Il y a des heures, a-t-elle pu dire, où je me sens herbe, oiseau, cime d'arbre, nuage, eau courante, horizon, couleur, forme, et sensations changeantes, mobiles, infinies. » Ce qu'elle a écrit est, à certains égards, plus impersonnel que les romans de

Flaubert et de l'école naturaliste, que la poésie de Théophile Gautier, de Leconte de Lisle et du Parnasse tout entier. Son œuvre n'exprime point, en effet, un aspect de la réalité systématiquement et arbitrairement choisi, elle ne trahit pas une conception d'art spéciale, son esprit n'inflige à ce qu'elle peint nulle déformation particulière et toujours uniforme.

Et cependant, s'il est peu d'écrivains dont l'œuvre soit moins volontaire que celle de George Sand, il en est peu qui y soient aussi constamment présents. Elle ne saurait rester en dehors de ce qu'elle raconte ou de ce qu'elle décrit, elle se révèle pleinement, au contraire, dans tout ce qu'elle a composé ; on la connaîtrait tout entière, si même il ne subsistait d'elle que ses romans. George Sand ne conçoit point, au reste, que le livre qu'on écrit puisse vous demeurer extérieur, n'être point vous-même : « Ne pas se donner tout entier dans son œuvre, écrit-elle à Flaubert en 1863, me paraît aussi impossible que de pleurer avec autre chose que ses yeux ou de penser avec autre chose que son cerveau. » (*Correspondance*, IV, p. 338.) Seulement, ce qui en elle ne vient point d'elle-même, elle est en réalité les choses et les gens parmi lesquels elle a vécu et qu'elle reflète passivement. En dépit des apparences George Sand n'a que très peu médité, et c'est seulement à la fin de sa vie qu'elle a appris à réfléchir ; jusque-là elle n'a guère possédé en propre et bien à elle que ce don infini d'aimer qui attendrit son œuvre entière. C'est à cette absence d'elle-même que tout ce qui est sorti de sa plume doit cette inimitable grâce, ce naturel, cette aisance, cette liberté que nul autre romancier français n'a su retrouver : c'est là sa merveilleuse et rare originalité. Tout en elle vient du dehors : les idées,

les images, les caractères des personnages, le cadre où ils se meuvent, tout, sauf ce qui donne à tout cela cette vie étrange et douce qui surprend et qui charme, la sensibilité tendre qui vient du plus profond d'elle-même et l'imagination fantaisiste et romanesque qui combine de mille manières, en se jouant, ces éléments divers qu'elle n'a point choisis, mais acceptés de toutes mains.

La conséquence, c'est que les romans de George Sand ne sont presque jamais composés ; on ne sait pas très bien le plus souvent où elle veut vous mener, mais c'est qu'elle-même ne le sait pas non plus très clairement ; à dire vrai, elle ne s'en inquiète guère et cela importe si peu ! La route est charmante, elle se déroule en infinis méandres, auprès des eaux qui murmurent parmi les tiges vertes des plantes fontinales ; les avenues succèdent aux avenues et alignent en files interminables leurs robustes chênes : que nous fait après tout le but du voyage, grotte d'ermite ou palais de fée ? Nous savons d'avance que le même charme nous y attend qui nous a accompagnés le long du chemin.

Cette tournure d'esprit fit qu'en dépit de sa passion pour l'art dramatique, George Sand ne put jamais faire très vivantes et vraiment fortes les pièces qu'elle composa ; elle n'était pas douée pour le théâtre. Nulle part plus qu'à la scène n'est indispensable le parti pris, la volonté arrêtée de faire telle chose et non telle autre, et c'est cette volonté-là qu'elle ne sut jamais avoir. Une pièce lui coûtait à coup sûr plus d'efforts qu'un roman, mais, malgré tout ce qu'elle dépensait, pour une comédie ou un drame, de temps et de travail, elle n'eut jamais que deux grands succès au théâtre : *Le mariage de Victorine* et *Le marquis de Villemer*. Encore faut-il ajouter qu'elle eut des collaborateurs pour les deux

pièces : pour la première, Sedaine, et pour la seconde, M. Alexandre Dumas.

Le goût très vif que ressentit toujours George Sand pour toutes les formes improvisées de l'art dramatique, pour la *Commedia dell'arte*, par exemple, et les pièces que créaient en les jouant ses enfants et ses hôtes sur le petit théâtre de Nohant, a sa raison profonde dans cette indéfinie souplesse et cette liberté de son imagination qu'emprisonnent et que gênent les lignes trop arrêtées des œuvres fortement construites. Tout la charmait en cet art facile et mouvant, et il n'était point jusqu'aux marionnettes qui ne fussent capables de lui ouvrir les portes de ce monde de rêves où elle aimait tant à vivre. Ces marionnettes de Nohant ont tenu une très large place dans sa vie et sa pensée; elle s'enchantait des nuits entières à suivre les aventures merveilleuses où la fantaisie de son fils se plaisait à promener ses dociles acteurs de bois. Peut-être prenait-elle plus de plaisir encore à ces libres et fuyantes épopées, tantôt burlesques, tantôt tragiques, où se mêlaient Arlequin et la grande bête, la bonne fée et Colombine, les paysans et les marquises en une fantastique ronde, qu'aux drames dont l'action, une et forte, ne laisse pas place aux rêveries des auditeurs.

Ce n'est point, au reste, un parti-pris chez George Sand que cette manière fantaisiste et comme insouciante de composer, que cette habitude plutôt de ne composer pas. Aucun écrivain n'eut jamais peut-être la même sincérité naïve : elle écrit comme on parle, comme on respire, sans trop réfléchir à ce qu'elle dira, sans aucun plan fait d'avance, mais ce n'est point qu'elle soit très persuadée qu'il vaille mieux n'avoir pas d'avance conçu l'ensemble de son œuvre, n'en avoir pas savamment

agencé toutes les parties avant d'en commencer l'exécution. « J'aime ce qui est bien fait, n'importe par quel procédé, écrit-elle en 1865, et pour mon compte je n'en ai pas, ou si j'en ai, c'est sans m'en rendre compte. » (Lettre à E. Perigois, *Corresp.* V, p. 84.) Parfois même, elle éprouve comme un remords de ne pas se donner plus de peine, de se laisser aller, comme elle fait, à cette prodigieuse facilité dont elle est douée ; l'écrasant travail auquel se condamne Flaubert lui cause une sorte de honte : « Quand je vois le mal que se donne mon vieux pour faire un roman, lui écrit-elle, ça me décourage de ma facilité et je me dis que je fais de la littérature savetée. » (1867, *Corresp.* V, p. 209.)

Mais, d'ordinaire, elle se résigne à être elle-même ; elle s'inquiète assez peu de la forme écrite que prendront les images qui vivent en elle : « Quant au style, j'en fais meilleur marché que vous. Le vent joue de ma vieille harpe comme il lui plaît d'en jouer. Il a ses hauts et ses bas, ses grandes notes et ses défaillances ; au fond, ça m'est égal, pourvu que l'émotion vienne. » (Lettre à Flaubert, 1866, *Corresp.* V, p. 154). Il lui faut bien au reste accepter de composer et d'écrire comme il lui est naturel de le faire : il y a chez elle une étrange impuissance à remanier ce qu'elle a fait, à retoucher les détails d'un roman, à alléger le récit d'épisodes inutiles, à donner plus de puissance ou de couleur à une phrase en modifiant une épithète ou en changeant l'ordre des mots. Elle écrit du premier jet, la page, une fois écrite, reste telle qu'elle est venue. « *L'entrain* épuisé, dit-elle, il ne me reste plus la moindre certitude sur la valeur de la forme que mon livre a prise, et je changerais tout s'il me fallait changer quelque chose. » (*Hist. de ma vie,* IV, p. 144.)

Une imagination capricieuse et libre, une imagination romanesque, c'est essentiellement une imagination passive, une imagination qui est gouvernée du dehors et n'a point sur elle-même de pouvoir. Ce qui fait illusion parfois, c'est que ses créations ne ressemblent guère de coutume à la réalité; mais y a-t-il rien qui ressemble moins au monde où nous vivons que nos rêves ? Y a-t-il rien qui soit moins gouverné par notre pensée abstraite et raisonneuse? Telle fut l'imagination de George Sand, passionnée et rêveuse, fantaisiste et ailée, miroir plus fidèle cependant des scènes qui passèrent devant elle, des caractères et des visages, des rues des villes et des sentiers fleuris, que ne le fut jamais l'esprit précis et net de Stendhal ou l'intelligence pénétrante et colorée de Balzac, toujours emplie de ces types où il unissait et fondait avec une inoubliable puissance les traits épars en des centaines de caractères individuels.

Seulement, ces images qui se jouent dans sa fantaisie ne sont point toutes empruntées à la nature ; elles ne sont point toutes les traces qu'ont laissées en sa mémoire le caractère et la vie des hommes et des femmes qu'elle a connus : elle en a puisé bon nombre dans ses lectures, et, celles-là, elle ne les distingue point des autres. Elles vivent en son esprit côte à côte, quelle que soit leur origine, et se combinent entre elles au hasard. Aussi dans un même roman se coudoie-t-il des personnages avec qui il semble qu'on ait causé la veille au coin d'un champ ou bien en un salon, et des êtres de raison qui n'ont jamais existé que dans l'âme enthousiaste des poètes, le forçat philosophe et philanthrope, par exemple, le prêtre maudit, dévoré par le désir de la chair et la terreur de l'enfer, l'ouvrier prophète, le paysan homme de lettres. Tous ces types, à coup sûr,

se peuvent retrouver dans la réalité, mais les individus en qui ils s'incarnent sont vivants ; en même temps que prêtre et maudit, ouvrier et prophète, ils sont hommes, ils sentent et pensent comme des hommes et ne semblent point égarés dans la vie, ainsi que des acteurs échappés de quelque mélodrame et qui traînent à l'église ou à l'atelier leurs costumes de théâtre et leurs attitudes de convention. Ils se sont au contraire tellement simplifiés dans l'esprit de George Sand, que parfois on pourrait les prendre pour de simples marionnettes qui font les gestes, tandis que le *recitante* déclame d'éloquentes invectives contre la perversité des riches ou adresse au Dieu vengeur du crime d'émouvantes prières.

Une autre conséquence, c'est qu'un même caractère est souvent tissé des matériaux les plus disparates : fictions puisées dans les livres, traits involontairement et fidèlement observés, sentiments très personnels et très profondément sentis, tout cela se confond et se mêle, et plus souvent encore se juxtapose seulement en un même individu. Impossible d'accuser l'un de ces personnages étranges de ne point rester fidèle à son caractère : ils ont tant de caractères divers qu'il leur serait bien difficile vraiment de ne se pas conformer à l'un d'entre eux.

Jamais, cependant, on n'est choqué ni entravé dans son plaisir par l'invraisemblance des situations ou la bizarrerie des personnages ; il faut faire un effort sur soi pour en prendre conscience. Cela tient à coup sûr en partie à l'aisance, au charme lumineux et doux de la langue en laquelle toutes ces prodigieuses aventures sont contées ; mais la vraie raison, c'est que jamais dans l'œuvre de George Sand il n'y a d'étrangetés voulues,

d'oppositions violentes, accumulées pour produire un effet. Tout nous semble acceptable et naturel, parce que tout a semblé naturel à l'auteur, que les choses lui sont venues ainsi, et qu'il nous les a dites comme elles lui sont venues. Nous sommes transportés en un monde lointain où tout nous est enchantement, parce qu'en lui subsiste ce qui, dans ce monde où nous vivons, nous trouble et nous émeut et qu'en lui toutes choses cependant s'embellissent et se nimbent d'une auréole de rêves; dans cet univers, qui semble pourtant le frère du nôtre, rien ne saurait nous heurter, car nous sentons bien que jusqu'à cette heure nous n'y avions vécu que dans nos songes.

Lorsque nous sommes contraints de comprendre que c'est bien sur cette même terre où nous marchons que posent aussi leurs pieds tous ces êtres légers et fragiles qu'une fantaisie a pour un instant appelés à vivre, l'illusion cesse et le charme s'évanouit. Il faut subir alors les interminables prédications de ces réformateurs qui rêvent de changer la face du monde en poussant leur rabot ou en bêchant leur jardin; les fées sont parties et il ne reste plus devant nous que Michel (de Bourges) ou Pierre Leroux. Dès que George Sand cesse de décrire et de conter, qu'elle veut analyser ou prouver, les incohérences, les inconséquences apparaissent à chaque page, et l'on ne peut se défendre d'un mouvement d'humeur contre le merveilleux conteur qui vient ainsi gâter un plaisir qu'il peut, quand il veut, faire si charmant, et troubler l'illusion douce où il nous fait vivre aussi longtemps qu'il le souhaite. Lorsque George Sand cherche à faire servir un récit à la démonstration d'une thèse, tout aussitôt les personnages qu'elle met en scène cessent de vivre, et par cela seul qu'elle les a voulus tels ou tels ; c'est chose

frappante dans *Mlle de la Quintinie*, où seuls le vieux M. de Turdy et son jeune ami Henri ont parfois l'apparence d'exister pour eux-mêmes et de n'être point seulement les porte-parole de l'auteur. Quel contraste avec les personnages de Flaubert, Bouvard et Pécuchet par exemple, allégoriques cependant et symboliques au premier chef, et en même temps si réels, si vivants, d'une vie si naturelle et si intense à la fois !

Mais il est arrivé à George Sand beaucoup moins souvent qu'on ne l'imagine de vouloir rien prouver. Si ses héros déclament souvent, c'est qu'elle a la tête remplie de déclamations et que tout ce qui est en elle s'exprime involontairement dans ce qu'elle écrit. La plupart du temps, elle conte pour conter ; elle le déclare elle-même dans l'avant-propos de *Mont-Revêche* : « C'est un préjugé très accrédité dans l'histoire des arts que le roman doit fournir une conclusion aux idées qu'il soulève et prouver quelque chose. Je n'ai jamais songé à demander rien de ce genre aux ouvrages d'art : voilà pourquoi je n'ai jamais songé à m'imposer rien de pareil. »

Peut-être George Sand a-t-elle cédé plus souvent qu'elle ne croit au désir de faire des personnages de ses romans les apôtres de la foi nouvelle qu'on lui avait révélée la veille et qui pour quelques mois devait lui emplir l'âme tout entière. Mais ce n'est point parce qu'elle le voulait qu'elle transformait ainsi ses héros en prédicants et en professeurs de science politique et sociale, c'est parce qu'elle était impuissante à n'épancher point son cœur et son esprit dans le livre qu'elle écrivait. Elle ne savait pas ne pas parler dans le roman auquel elle travaillait des choses dont elle causait, une heure auparavant, avec ses amis ; elle ne pouvait choisir entre ces idées qu'on venait d'agiter, opérer entre elles

un triage nécessaire, laisser de côté celles qui n'avaient que faire en son livre. Elle était trop abandonnée à ses impressions, elle reflétait trop docilement la pensée des autres pour s'acquitter utilement de cette besogne réfléchie. Ce qu'elle écrivait dans l'avant-propos de *Mont-Revèche* est très évidemment vrai en tous cas de ses premiers romans, où l'esprit de système ne joue aucun rôle et qui ne sont que la naïve et involontaire confession des sentiments qui alors s'agitaient en elle. Les personnages, ce sont, sans qu'elle ait voulu les peindre, les gens mêmes avec qui elle vivait; le cadre où elle les a placés, ce sont les paysages qu'elle avait encore dans les yeux. A cela venaient s'ajouter les inconscients ressouvenirs de ses lectures et les récits que lui faisait par exemple son ami Néraud de son séjour à l'Ile-de-France ou le capitaine Rœttiers de ses campagnes à travers l'Europe. Des caractères comme ceux de Sylvia, de Jacques ou de Ralph, elle ne les a point imaginés à coup sûr pour les besoins d'une thèse ; elle s'est seulement souvenue. Elle avait lu prodigieusement à Nohant, et elle pouvait à la fin de sa vie écrire avec une entière vérité : « Je ne sais rien parce que je n'ai plus de mémoire, mais j'ai beaucoup appris et à dix-sept ans je passais mes nuits à apprendre. Si les choses ne sont pas restées en moi à l'état distinct, elles ont fait tout de même leur miel dans mon esprit. » (Lettre à H. Amic, 1876, *Corresp.* VI, p. 385.)

Où se montre peut-être mieux que partout ailleurs cette impuissance de George Sand à faire une œuvre sur un plan arrêté d'avance et marchant à un but dès l'abord fixé, c'est dans les allégories qu'elle a si fréquemment tentées. Elle avait le don merveilleux de créer des symboles, elle le possédait plus pleinement qu'Hugo lui-

même : il n'en faut d'autre preuve que ce mystérieux poème de *Lélia*, qui pourrait en quelques parties soutenir sans désavantage la comparaison avec les poèmes philosophiques d'Alfred de Vigny. Mais la condition essentielle pour qu'elle puisse créer ces allégories d'une si rare et pénétrante beauté et leur donner la vie, c'est qu'elle ne songe point aux allégories, ni aux symboles, et qu'elle évoque seulement à nos yeux les images, éclatantes ou voilées, qui défilent en son esprit, et fasse ainsi passer en nous les sentiments d'une amère et cruelle douceur qu'elles éveillent dans son âme ; il suffit pour n'en douter point de relire, après *Lélia*, la *Coupe*, par exemple, ou les *Sept cordes de la lyre*. Les sentiments s'expriment naturellement chez George Sand par des images, et ces images ne sont point celles que semblent devoir lui suggérer la nature intime et comme la couleur de l'émotion, mais celles que des circonstances extérieures ont associées aux mouvements divers de son âme : un paysage en vient ainsi à raconter l'histoire entière d'une passion. Et tout cela est involontaire ; ce symbole a une sorte d'incommunicable individualité, ce n'est point une allégorie froide, mais la forme plastique que revêtent dans un esprit des émotions personnelles. Seulement, comme ces émotions ont toujours un caractère d'extrême généralité, que George Sand a eu ce don précieux d'avoir une âme qui n'était qu'un exemplaire plus parfait et plus beau de l'âme commune, le symbole acquiert, sans que l'auteur y ait un instant songé, une valeur universelle, et ce sont les sentiments éternels de l'humanité qui s'incarnent en des images précises, en des sites nettement individuels, en des événements qui se sont passés en un pays et un temps défini, un pays et un temps qui ne correspondent peut-être à rien dans l'univers extérieur,

mais qui du moins ont eu dans l'esprit de l'écrivain une existence distincte et particulière. Dès lors, au contraire, que George Sand veut expressément composer une allégorie, elle a recours aux images communes, aux comparaisons que lui ont fournies ses lectures ; toute originalité, toute vie personnelle et propre disparaissent de son œuvre.

Il ne semble pas que George Sand ait toujours vu très clairement en elle-même, ou peut-être du moins cherchait-elle inconsciemment à se faire illusion. Si elle avoue fréquemment à ses amis qu'elle ne sait point trop où elle va, lorsqu'elle commence un livre, elle déclare dans la *Notice* de *Lucrezia Floriani*, qu'elle s'est assigné pour tâche « l'analyse vraie des caractères et des sentiments humains. » Stendhal ou quelqu'un des modernes tenants du roman psychologique ne s'exprimerait point autrement. Mais il faut bien avouer que, si c'était là le but que s'était proposé George Sand, elle ne l'a pas atteint. Ce n'est pas dans son œuvre qu'il faut rechercher de ces patientes et minutieuses analyses du secret mécanisme qui détermine chacun des personnages à sentir, à penser, à agir comme il fait. Si un roman comme *Lucrezia Floriani* même peut nous donner l'illusion que George Sand était douée de cette sagacité méthodique qui fait toute la valeur d'un psychologue, c'est qu'en dépit des dénégations qu'elle a multipliées, ce roman n'est guère qu'une page détachée de sa vie, une confession personnelle. Il est probable que cette idée d'une étude à demi scientifique de l'âme humaine ne lui est venue qu'après coup et lorsque les œuvres qui les devaient appliquer étaient déjà faites. Seulement, il y avait en elle, et elle le dit expressément dans cette même notice, un sentiment très vif des dan-

gers qui menaçaient alors le roman : il allait s'égarant en mille bizarreries ; elle veut revenir à la nature, non parce qu'elle est plus vraie, mais parce qu'elle est plus belle. Si elle se laisse séduire aux peintures exactes et fidèles, c'est que leur simplicité même les fait plus gracieuses à la fois, plus vivantes et plus variées que les conceptions contournées et monotones des romanciers à succès.

George Sand avait bien quelque mérite à s'obliger à être simple au risque de perdre des lecteurs, car elle aimait beaucoup, elle le déclare elle-même, les événements romanesques, l'imprévu, l'intrigue, l'action. Elle se défendait, au reste, d'avoir jamais copié la réalité : « Cent fois, dit-elle, on m'a proposé des sujets à traiter. On me racontait une histoire intéressante, on me décrivait les héros, on me les montrait même ; jamais il ne m'a été possible de faire usage de ces précieux documents. » (Notice de *Lucrezia Floriani.*) George Sand avait raison : elle n'a jamais copié le modèle que le hasard avait placé sous ses yeux, mais le modèle intérieur qui guidait sa main, c'était bien souvent à la réalité que, sans le vouloir, elle l'avait emprunté. Elle avait l'imagination ainsi faite, qu'elle ne pouvait isoler entièrement des fictions romanesques, des poétiques rêves où elle aimait à se laisser entraîner, des souvenirs qu'avaient imprimés en elle les choses et les gens parmi lesquels elle avait vécu; mais il arrivait cependant parfois, lorsqu'elle n'avait à mettre en scène que des personnages aux sentiments simples et naïfs, et que l'action où elle les engageait demeurait aussi peu compliquée que leurs caractères, qu'il ne se mêlât rien d'étranger aux images laissées en sa mémoire par la vie rustique, sinon les sentiments mêmes qu'avait éveillés dans son âme fraîche et douce le spectacle de cette vie.

Ces vrais sentiments ne sont point à coup sûr les vrais sentiments des paysans, mais ils en diffèrent beaucoup moins que ne le pensent les écrivains qui connaissent mal les gens de campagne, et la raison, c'est que non seulement George Sand avait longuement et patiemment observé les paysans, mais que la plus large part de sa vie, elle l'avait vécue au milieu d'eux, partageant leurs espoirs et leurs craintes, prenant intérêt aux mêmes choses qui les intéressaient eux-mêmes, parlant leur langue savoureuse et naïve. Elle en était venue à être impressionnée par les grands événements de la vie, par la naissance et par la mort, par le mariage et par l'absence, comme les gens simples qui l'entouraient. Toutes les émotions qu'elle met au cœur de ses personnages rustiques, au cœur de Fadette ou de Landry, du brave Germain ou de Madeleine Blanchet, la bonne meunière, ils les peuvent éprouver, s'ils ne les éprouvent point toujours, ou plutôt s'ils ne savent point toujours qu'ils les éprouvent.

C'est un jugement vite et aisément porté que de traiter de bergeries d'opéra-comique tous les idylliques et frais poèmes où George Sand a exprimé l'âme douce et profonde des paysans ; mais c'est un jugement auquel souscrivent seuls ceux qui ne connaissent les gens de campagne qu'à travers Balzac ou Maupassant. Sans doute, tous les sentiments de féroce cupidité, de brutalité haineuse, de lâche et cynique perfidie que les écrivains réalistes ont découverts en eux, ils les possèdent ; mais ils ne possèdent point que ceux-là. C'est chose complexe qu'une âme d'homme, et les romanciers l'oublient souvent, les romanciers réalistes comme les autres.

Il faut d'ailleurs aimer vraiment la scolastique pour

parler du paysan en soi et s'imaginer que tous les travailleurs de la terre doivent être nécessairement taillés dans le même bloc : c'est une conception qui rappelle celle du sauvage ou du criminel type et qui a tout juste le même degré de réalité. Certes, des œuvres comme la *Mare au diable* ou *François le Champi* sont des poèmes, bien plutôt encore que des romans, et il est fort probable qu'un Anglais ou un Allemand les eût écrits en vers; mais ce qui les éclaire ainsi d'une idéale lumière, ce sont les paysages d'une grâce pénétrante et amie où se déroule l'action, ce sont les sentiments forts et naïfs, fleurant une fraîche odeur, comme l'aubépine en mai, qui emplissent l'âme d'une Fadette ou d'un Landry. Les caractères de tous les personnages secondaires sont d'une fidélité, je dirai même d'un réalisme, qui frappera tous ceux qui connaissent ces pays du centre, où l'esprit des paysans est si différent de ce qu'il est en Normandie ou en Bourgogne ; les scènes de la vie rustique sont décrites avec une exactitude qui fait de ces livres de précieux documents pour l'étude de nos coutumes populaires, et, si l'on veut absolument que ce soient là des bergeries, il faut du moins avouer que les loups n'y manquent point, à moins qu'on ne veuille faire une sainte de cette Sévère qui s'entend si bien à dépouiller les gens, et qui pourrait en remontrer, pour l'esprit d'intrigue, au plus retors des agents d'affaires.

Il est au reste deux des romans rustiques de George Sand qui échappent à toutes les critiques, bien ou mal fondées, qu'on a dirigées contre quelques-uns d'entre eux : je veux parler des *Maîtres Sonneurs* et de *Nanon*. Taine disait des *Maîtres Sonneurs* : « C'est beau comme du Virgile, » et il semble en effet qu'un

souffle du poète en qui a si doucement pleuré l'âme sacrée des prairies et des champs ait passé dans ces pages où George Sand évoque les grandes forêts frémissantes, les vastes plaines que les vents d'été sillonnent de vagues d'or, empourprées de fleurs, les bruyères sauvages, que broutent, dédaigneux et pensifs, les bœufs, travailleurs de la terre; mais jamais peut-être on n'a fait revivre en de plus réelles peintures la vie joyeuse et rude des coupeurs de chênes qui chantent dans le bois sonore tant que dure la journée et dorment des nuits pleines dans les huttes de genêt, où flotte une fine odeur de fougère et de baume.

Nanon n'a point conquis dans l'estime des lettres la place très haute où ce livre avait droit : c'est une œuvre de vieillesse (George Sand avait 68 ans lorsqu'elle l'écrivit) et elle passa inaperçue dans ces années cruelles où la France se cherchait elle-même et ne se trouvait point. Il n'est aucun des livres de George Sand qui communique cette même impression de mystère majestueux et charmant. Ce sont d'incomparables pages que celles où elle raconte la vie que menaient dans la rude maison de pierre brute, hantée des génies et des fées, les deux enfants en fuite devant les colères de cette république, qu'ils vénèrent cependant comme l'âme vivante de la France. Ils passent leurs journées sous l'ombre verte des châtaigniers qui ont poussé aux fentes du granit, à se dire sans se parler qu'ils s'aiment, et il semble qu'au fond de la forêt d'arbres très anciens passent dans l'ombre d'un rêve ces troupeaux de grands cerfs et d'aurochs, qui bramaient par les bois alors que la Gaule était libre encore. Et, dans ce même roman où elle a su mettre tant de profonde et rêveuse poésie, George Sand a esquissé la plus frappante histoire qu'on

ait peut-être écrite des espérances, des craintes, des manières de sentir et de penser des paysans à la veille de la révolution, et cette histoire, elle la conte en une langue éloquente et sobre où s'exprime, avec une puissance qu'elle n'avait point encore atteinte, cette âme de bonté tendre et de patiente justice qui était en elle. Tous ces gens de campagne semblent copiés sur le vif : c'est que ce livre, elle l'a écrit déjà vieille, alors que les souvenirs de ses lectures s'effaçaient en elle, et que ses années d'enfance, qu'elle avait vécues au milieu des hommes, témoins de ces choses, émergeaient dans sa mémoire, toutes dorées de la gloire lumineuse du passé.

III

Il semble que cette imagination, tout imprégnée de la vie frémissante et sacrée de la nature, et familière en même temps et romanesque qui s'unissait chez George Sand à une sensibilité tendre, à un ardent besoin d'aimer, de consoler, de se donner, explique pleinement ce beau génie, fait de liberté, de grâce et de tendresse. Sa conception de l'amour, telle qu'elle la formule par exemple dans *Valentine*, ne semble point tout d'abord pouvoir s'accorder avec cette crainte exquise de faire souffrir, d'attrister les cœurs, de mettre dans une vie un trouble ou une douleur, qu'elle n'a jamais cessé d'éprouver. Mais il ne faut pas se laisser prendre aux apparences ; tout d'abord cette théorie de l'amour irrésistible et fatal, qui va légitimement à son but, sans avoir à se soucier des larmes et des désespoirs qui marquent sa route, c'est dans la bouche de Bénédict qu'elle la place, et elle avouait dans la préface de la *Marquise* (1861) toute la peine qu'elle avait eue dans ses pre-

miers romans à peindre avec vérité des caractères d'hommes. Elle construisait ses personnages masculins, les caractères surtout du mari, de l'amant, du héros du livre enfin, avec les souvenirs que lui avaient laissés ses lectures, aussi les a-t-elle faits longtemps faux, exagérés, incohérents.

Et les théories qu'elle intercale çà et là dans ses romans sont beaucoup moins l'expression de sa pensée personnelle que les idées qu'elle attribue à ses personnages. Si elle n'a jamais pu s'abstraire de son œuvre et n'y rien faire passer d'elle-même, elle s'est fréquemment laissé conquérir à son tour par les êtres qu'elle avait créés, et elle a subi la domination des sentiments et des pensées dont elle les avait elle-même doués. A mesure qu'elle prenait d'elle-même une plus claire conscience et se soustrayait à l'influence de ses personnages, dont elle avait trouvé dans ses lectures les types originaux, sa conception de l'amour changeait, et elle en arrivait à la fin de sa vie à créer cette figure étrange du marquis de Salcède (*Flamarande*), qui, pour épargner un chagrin à celle qu'il a désirée une heure, tue en lui jusqu'au désir qu'elle soit jamais sienne ; il l'adore en silence, chastement et saintement, après lui avoir sacrifié sa jeunesse et toutes ses espérances d'homme. Cette fois, c'est l'âme même de George Sand qui anime le personnage qu'elle a imaginé, c'est sa voix qu'on entend dire toutes ces phrases héroïques et douces qu'elle a mises dans la bouche du beau marquis aux yeux noirs et aux cheveux d'argent.

C'était déjà cette même idée d'abnégation, de sacrifice, d'effacement de soi, qui lui avait inspiré *Valvèdre*, le *Dernier amour*, *Monsieur Sylvestre*. Et, tout au début de sa carrière littéraire, n'a-t-elle point déjà

donné au « vieux » Jacques, cette même crainte de la douleur des autres, ce même désir passionné de n'être pour personne une cause de souffrance ? Il aime ardemment sa femme, et cependant il se tue pour lui épargner un remords, pour lui assurer la jouissance paisible d'un nouvel amour : rien cependant ne lui serait peut-être plus aisé que de la reconquérir. Sous les grandes phrases romantiques qu'il déclame solennellement vit caché un instinct d'exquise tendresse, et c'est par cet amour humble et timide, passionné pourtant jusqu'à la mort, qu'en dépit des années qui vieillissent tant de choses, il nous émeut encore.

George Sand a gardé d'un bout à l'autre de sa vie la même vision poétique et vraie de la nature, le même sens robuste et fin des émotions tendres, la même bonté pour tout ce qui aime, souffre et travaille, la même foi naïve dans la justice immanente des choses. Pendant les quarante années qu'elle a fait œuvre d'écrivain, elle est restée semblable à elle-même. Comment au reste son talent aurait-il pu subir une évolution régulière ? Il n'était que l'expression d'une imagination capricieuse et libre, que sa souplesse même et sa mobilité soustrayaient aux profondes et lentes transformations. Mais, si elle a toujours vu le monde, le monde où grandissent les arbres, où rayonne la lumière du soleil divin, avec ses yeux à elle, si c'est avec son cœur à elle qu'elle a toujours senti, elle a pensé jusqu'à la fin presque de sa longue carrière avec l'intelligence des autres. C'est de là que proviennent toutes ces contradictions, ces hésitations, ces incohérences dont son œuvre est semée.

On a cherché à caractériser d'un mot la nature même de son génie : c'est, a-t-on dit, un romancier idéaliste. Mais, à parler net, qu'entend-on par là ? qu'elle n'ob-

serve point ? qu'elle n'a jamais peint la réalité, ou qu'elle ne l'a jamais peinte avec vérité ? Il faudrait, pour oser l'affirmer, ignorer son œuvre presque entière. Sans doute, c'est à travers son esprit, à travers ses émotions, ses sentiments, ses douleurs, ses joies, à travers tout cet infini mouvant d'images qu'elle portait en elle, qu'elle a vu le monde qui l'entourait, les arbres des champs et les maisons des villes, les bourgeois et les paysans. Mais peut-on voir avec d'autres yeux que les siens, et n'est-ce point une chimère qu'une œuvre d'art impersonnelle ? N'est-ce point toujours l'âme d'un écrivain qui s'exprime en un livre, et son imagination n'imprime-t-elle pas sa forme aux événements qu'il raconte, aux paysages qu'il décrit, aux caractères même qu'il analyse ? Composer, c'est choisir : qui guidera le romancier dans son choix, sinon ses préférences, ses goûts, la structure même de son esprit ? C'est une duperie que de vouloir transformer un roman en une œuvre scientifique : on voit bien tout ce qu'il y peut perdre en beauté et en puissance, on ne voit guère ce qu'il y peut gagner.

Seuls des littérateurs peuvent se complaire dans l'illusion que l'on aide aux progrès de la psychologie en analysant minutieusement les caractères de personnages qui n'ont eu d'existence réelle que dans l'imagination de l'écrivain même qui les étudie. Qu'importe que tous les traits dont vous les avez composés soient empruntés à la réalité, s'ils ne sont point groupés comme dans la réalité même ? Et les âmes réelles, les âmes d'hommes qui ont vraiment vécu, ce n'est pas dans les romans qu'on les ira chercher, si l'on met à part quelques autobiographies, mais dans les correspondances, les mémoires, les journaux tenus au jour le jour. Veut-on au contraire étudier une catégorie donnée

de phénomènes psychologiques ? c'est en comparant et en classant méthodiquement les phénomènes analogues qu'on peut dissocier les éléments qui les composent et formuler les lois générales auxquelles ils obéissent, et non pas en les combinant artificiellement en des êtres factices. Une œuvre d'art n'a pas pour fonction d'augmenter la connaissance que nous avons des choses. La tâche de l'artiste est autre et plus grande peut-être : il doit faire la nature plus émouvante et plus belle, plus humaine et plus mystérieuse à la fois. Une œuvre est vraie lorsqu'elle donne une impression forte de beauté et de vie ; il n'y a point en art d'autre vérité que celle-là.

L. MARILLIER.

CHRONIQUE PARISIENNE

Le banquet de Saint-Mandé. La science se laisse confisquer par les francs-maçons et les radicaux. Effet produit. — Une enquête franco-allemande. Lettres d'écrivains et de savants. Lequel boude l'autre? — Livres nouveaux.

Le mois a été mauvais pour la science. Elle avait eu la partie belle. Il était si simple de rester dans son coin ! Le plus simple bon sens indiquait qu'il fallait répondre le moins possible aux attaques, refuser absolument de se laisser poser en adversaire de la religion, et éviter les promiscuités compromettantes. Mais cela ne faisait pas le compte des radicaux libres-penseurs, pour lesquels il n'y a pas de fête sans « manger du curé. » Ils ont attiré cette pauvre naïve de science, représentée dans la circonstance par M. Berthelot, le grand chimiste, à un banquet où la société était très mêlée au point de vue des intelligences, et ce n'est pas leur faute s'ils ne l'ont pas étranglée séance tenante.

Ce guet-apens (prévu du reste et annoncé) a eu lieu le jeudi 4 avril dans le Salon des familles, vaste restaurant d'un faubourg populaire. On avait eu l'idée d'y organiser un banquet par souscription en l'honneur de M. Berthelot, à l'occasion de sa polémique avec M. Brunetière sur la fameuse « banqueroute de la science. » Le monde des lettres était censé offrir ce banquet, auquel il était effectivement représenté ; mais il n'y était pas seul. On s'en apercevait immédiatement en ouvrant une brochure qu'on vous offrait pour un sou. Elle contenait l'article de M. Berthelot intitulé *La science et la morale*, dont nous avons donné une citation dans cette chronique, mais on lisait à la première page : « Brochure de propagande publiée par le Grand-Orient de France. » Inscription pleine de promesses inquiétantes qui n'ont été que trop tenues par de nombreux orateurs.

L'impartialité m'oblige à constater avec regret que M. Berthelot a donné le mauvais exemple. C'est lui, le premier, qui s'est attaché dans son discours à établir un antagonisme irréductible entre la religion et la science, à les représenter comme deux adversaires acharnés à se détruire, parce qu'il leur est impossible de coexister. « La morale naturelle, a-t-il dit, préexiste aux révélations théologiques. Ce qui est propre aux théologiens, c'est la prétention de la fixer en des maximes immobiles qui en arrêtent le progrès. Durant de longs siècles on a systématiquement cultivé l'ignorance et le fanatisme. La science a émancipé la pensée qui, à son tour, a émancipé les peuples.

» Socrate fut mis à mort pour avoir professé la morale indépendante. Vint le christianisme, qui enveloppa d'un dogmatisme nouveau les pensées les plus pures des philosophes antiques. Les persécutions religieuses du seizième siècle n'empêchèrent pas les découvertes de la Renaissance de développer leur vertu émancipatrice. Et Bossuet le déclare : « On ne fait » pas sa part à la liberté d'examen. »

» Enfin, la Révolution de 1789 acheva la ruine des dogmes et voulut asseoir les sociétés sur le seul fondement de la raison et de la vérité.

» La science a été la cause unique de tous les progrès réalisés depuis son origine par l'humanité. Mais son domaine n'est pas seulement matériel, il est surtout de l'ordre moral et social. Mais la morale sociale et les institutions qui en dérivent changent et progressent. Elles s'avancent vers un idéal supérieur aux conceptions chrétiennes, fondées sur la résignation à l'oppression. »

C'est-à-dire que le christianisme est le boulet qui retarde l'humanité dans la voie du progrès moral et social, aussi bien que scientifique. Il est l'ennemi. Sus à l'ennemi !

Ils étaient là plusieurs qui ne se le sont pas fait dire deux fois, parmi les huit ou neuf cents personnes qui avaient assisté au banquet. M. Goblet, l'ancien ministre, a pris la balle au bond :

« Je ne suis nullement un savant, a-t-il dit, mais peut-on dire que la politique soit étrangère à cette grande lutte d'idées,

dans laquelle vous venez de prendre si généreusement parti? Puisque nous assistons en cette fin de siècle à un réveil de cette idée théocratique et cléricale, il était bon qu'une voix autorisée comme la vôtre s'élevât pour protester.

» Vous n'avez pas seulement, monsieur Berthelot, rendu un grand service, mais encore donné un grand exemple, car il faut quelque courage, en ce temps de relâchement d'esprit, pour affirmer ses convictions. »

Le président du conseil municipal a emboîté le pas, puis un sénateur, M. Delpech, puis le docteur Blatin, président du conseil de l'ordre du Grand-Orient de France. Ce dernier a fait l'éloge de la franc-maçonnerie, qui « occupe, parmi les groupes divers des libres-penseurs, une place particulière et légitimement prépondérante. » Il a dit aussi : « La science secoue les mortels de la passivité où les endorment les dogmes religieux. » Enfin, il s'est approprié le mot de Gambetta : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! »

M. Brisson, président de la chambre des députés, a abondé dans le même sens :

« Cette « banqueroute de la science » est une formule, non une formule jetée au hasard de controverses, mais bien plutôt un mot d'ordre politique.

» C'est une manière, et des plus dangereuses, de préconiser les tentatives de réaction cléricale que nous avons vues se produire en des lieux où on ne les attendait pas et sous des patronages plus étonnants encore.

» Mais notre cause a subi de plus rudes assauts : elle les a repoussés et elle repoussera ceux-ci encore. »

M. Zola, toujours pratique, a engagé ses auditeurs à méditer sur les inconvénients commerciaux de la Foi. S'il n'y avait pas de Foi, il n'y aurait pas d'index, et s'il n'y avait pas d'index, *Lourdes* se serait vendu à quelques milliers de plus. Donc, la Foi est une mauvaise affaire. (J'arrange un peu, ou plutôt je traduis.)

Le banquet de Saint-Mandé n'a pas eu de succès auprès du public. On a été dur pour lui, et il le méritait. Il n'est pas permis de gâcher aussi bêtement une bonne cause, qui était aussi, avant cette gaffe formidable, une belle cause.

— Les Allemands nous reprochent volontiers de les bouder. On peut leur répondre qu'ils en font tout autant à notre égard, sans avoir les mêmes excuses. Ils boudent même beaucoup plus que nous, témoin l'enquête ouverte dernièrement par l'une des « jeunes revues, » le *Mercure de France*. Le *Mercure* avait adressé la question suivante à un certain nombre d'hommes en vue de notre pays : « Toute politique mise de côté, êtes-vous partisan de relations intellectuelles et sociales plus suivies entre la France et l'Allemagne, et quels seraient, selon vous, les meilleurs moyens pour y parvenir ? »

D'accord avec le *Mercure*, une jeune revue allemande, la *Neue Deutsche Rundschau*, avait adressé simultanément la même question aux principaux savants, hommes de lettres, professeurs, sociologues, etc., de son pays. J'ai les réponses sous les yeux. Il y en a vingt-sept pour les terres de langue française, y compris la Belgique, et vingt-six du côté allemand, où figurent l'Autriche et la Suisse allemande. Sur les vingt-sept réponses françaises, une seule est hostile à l'Allemagne, et elle est d'un Polonais, M. de Wyzewa. Une seconde est ambiguë, celle de M. Henri de Régnier, jeune poète de grand talent, qui méprise malheureusement la clarté. Voici le passage essentiel de sa lettre :

« Les relations de la France et de l'Allemagne me paraissent excellentes. Il suffit à deux pays de communiquer par leurs génies ; les intimités individuelles ou sociales m'intéressent moins ; c'est une sorte d'entente inférieure et accidentelle que des barrages politiques ou personnels interrompent : la vraie solidarité est plus haut et subsiste en un échange supérieur. Il suffit que Gœthe traduise Diderot et que Nerval ait traduit Heine pour que ces deux pensées allemandes et françaises correspondent et s'interpénètrent. »

Je ne comprends pas bien.

Les vingt-cinq autres lettres françaises, sans exception, se prononcent nettement et, dans plusieurs cas, chaleureusement, pour de bonnes relations intellectuelles et sociales avec l'Allemagne.

M. Berthelot. — « Je suis partisan des relations intellectuelles et sociales les plus étroites possibles entre les peuples

civilisés, et spécialement entre la France et l'Allemagne ; chaque nation doit conserver dans ses relations son originalité et son caractère propre, en s'efforçant toujours de devenir meilleure par la connaissance et l'assimilation des bonnes qualités de ses voisines. C'est dans cet esprit que je me suis tenu constamment au courant des découvertes et des idées allemandes, et que j'ai cherché à conserver les meilleures relations avec les savants germaniques ; leur sympathie, en général, ne nous fait pas défaut.... »

M. Anatole Leroy-Beaulieu, membre de l'Institut. — « A mon sens, aucun doute : la France et l'Allemagne ont tout intérêt à un rapprochement intellectuel. Les souvenirs de la guerre ne doivent pas nous arrêter.... »

M. Mæterlinck, Belge, auteur de contes de fées shakespeariens. — « Il va sans dire que je suis partisan de relations intellectuelles et sociales plus suivies entre la France et l'Allemagne. Dans les domaines spirituels, l'échange crée toujours des richesses invisibles, » etc.

M. Octave Mirbeau, journaliste terrible. — « Non seulement je suis partisan de relations intellectuelles et sociales entre la France et l'Allemagne, mais je déplore profondément qu'elles ne soient pas plus suivies. Français et Allemands, il est clair que nous aurions grand profit à nous connaître autrement que par des rapports d'espions.... »

M. Th. Ribot, professeur au Collège de France, directeur de la *Revue philosophique* (rien du ministre). — « Je suis partisan, autant que personne, des relations intellectuelles et sociales les plus intimes avec l'Allemagne. Je fais souvent usage des travaux de ce pays, et, en ce qui me concerne, je ne peux qu'y admirer le dévouement à la science, l'abnégation et la patience pour des recherches ingrates ou ignorées.... Le dix-septième siècle, malgré les guerres incessantes que vous savez, laissait planer au-dessus d'elles cet idéal de la culture intellectuelle qui s'appelait « la République des lettres. » A deux cents ans de distance, ferions-nous moins ? »

MM. Rosny, romanciers très goûtés de la jeunesse pensante. — « A notre avis, il est de la plus haute importance que nous augmentions nos relations *intellectuelles* avec l'Allemagne.... »

Les citations qui précèdent ont été choisies parce qu'elles étaient signées de noms universellement connus, mais elles donnent bien la note générale des réponses françaises. On y est allé franchement chez nous; on y a mis de la bonne grâce. Voyons les Allemands.

M. Félix Dahn, professeur à Breslau, romancier, poète et dramaturge. — « Certainement l'inimitié entre les deux grands peuples civilisés.... est très regrettable.... Cependant, nous n'avons pas été les agresseurs en 1870 et nous ne sommes pas cause de cette inimitié : c'est plutôt la vanité enfantine de ce peuple qui, au huitième siècle déjà, revendiquait le « prestige » devant tous les peuples et même devant le bon Dieu....

» Dans ces circonstances, il faut éviter, du côté allemand, toute nouvelle avance. En Allemagne, on est déjà allé beaucoup trop loin dans cette voie.... En général, toute avance de notre part a été et sera interprétée comme un signe de *peur* devant la force armée française, si puissamment rétablie et alliée avec la Russie... »

Plus loin, à propos d'un journal français que M. Dahn ne nomme pas, et qui réclame « la rive gauche du Rhin : » — « Voilà donc les intentions de rapprochement des Français. Nous n'avions pas le droit de reprendre pour notre défense des domaines volés à l'Allemagne, mais ils veulent nous arracher des pays allemands depuis le quatorzième siècle. Avons-nous besoin de nous laisser faire et de courir après les Français lorsque plusieurs fois déjà nos avances ont été repoussées? Je crois que non.... »

(La lettre de M. Dahn étant très longue, nous avons dû nous borner aux passages les plus saillants.)

M. Louis Fulda, poète et auteur dramatique. — « Un plus grand rapprochement des civilisations allemande et française ne peut partir que de la France. Nous autres, en Allemagne, nous nous tenons au courant des plus importantes manifestations de l'esprit français.... »

M. Gerhardt Hauptmann, auteur des *Tisserands*. — « Je ne puis pas donner de réponse à la question. Je n'en sais point.... Je n'ai... point de goût pour les aphorismes.... »

M. Herkner, professeur à Carlsruhe. — « Les relations entre

les deux peuples dépendent, selon moi, en première ligne, du développement des institutions en Alsace-Lorraine. Tant que ce pays sera privé d'un gouvernement populaire.... » (Suit un programme démocratique.)

M. Lehmann-Hohenberg, professeur à Kiel. — « Le rapprochement exigé par la destinée de l'humanité n'est possible que par une union générale, un syndicat des grands journaux quotidiens indépendants des partis politiques et du capitalisme. La noblesse intellectuelle de toutes les nations se mettrait à leur service. »

M. Spielhagen, romancier. — « Tous ceux pour qui « l'éducation de l'humanité, » dans le sens de Lessing, n'est pas un vain mot, doivent « désirer ardemment » avoir pour but le rapprochement, disons l'amitié, des deux plus grandes nations civilisées du continent.... »

La lettre de M. Spielhagen est tout entière de ce même ton amical. Celles de l'illustre Hæckel et de deux ou trois socialistes ou humanitaires sont également favorables à un rapprochement. Le reste n'est pas aimable. Les uns parlent d'autre chose, — on en a vu des échantillons, — comme s'ils craignaient de se compromettre en approuvant de bonnes relations entre les deux pays. Les autres sont disgracieux, ou même hargneux. En définitive, l'enquête du *Mercure* établit que la bonne volonté en cette affaire n'existe guère qu'en France. J'ajouterai qu'elle y est agissante, et non platonique. Nous avons beaucoup travaillé, depuis quinze ou vingt ans, à nous familiariser avec l'Allemagne moderne. Nos grands journaux, les *Débats* en tête, et nos grandes revues, se sont efforcés d'initier leurs lecteurs au mouvement intellectuel de nos puissants voisins, et ils l'ont fait, sauf de rares et regrettables exceptions, dans un esprit de justice auquel des écrivains français avaient, il faut en convenir, un certain mérite. On vient de voir le résultat. Il ne nous découragera pas. Amie ou ennemie, nous estimons qu'il est de notre intérêt, à tous les points de vue, de connaître l'Allemagne, et de ne plus la voir à travers des préjugés chauvins ou des récits de commis-voyageurs. Nous avons eu jadis cette aberration, et elle nous a coûté cher. Nous continuerons donc à étudier le grand empire ; seulement, ce sera sans illu-

sion, sans nous flatter d'être récompensés de notre impartialité par le moindre grain de sympathie.

— Beaucoup de livres nouveaux, depuis un mois. En voici un charmant : *L'âme d'un résigné*, par Emile Trolliet (Perrin). Ce nom ne m'était pas inconnu, bien que l'auteur soit jeune et nouveau venu dans les lettres. J'avais lu de lui, il y a un an ou deux, de très jolis vers, doux et discrets, tirés d'un volume qui s'appelait *La vie silencieuse*. Ils répondaient si bien, ces jolis vers, au titre du recueil, qu'on en recevait une impression de vérité. C'était comme l'écho d'une âme délicate, et le même écho résonne délicieusement dans le livre que j'ai sous les yeux. Serions-nous à la veille d'un réveil lamartinien ? M. Trolliet, en tout cas, est bien de la lignée spirituelle du poète des *Méditations*. Il l'est par le sentiment, et aussi par la forme, légèrement vieillotte dans sa simplicité.

Le sujet du livre ? Le titre vous l'indique suffisamment. Le héros se raconte, et, s'il meurt de la poitrine au dénouement, c'est sans doute pour vous dérouter ; *L'âme d'un résigné* aurait trop l'air, sans cela, d'une autobiographie.

— *L'Afrique romaine*, par M. Gaston Boissier (Hachette), contient une série de promenades archéologiques en Algérie et en Tunisie. Je puis garantir, ayant fait une partie de ces mêmes promenades, que le récit de M. Gaston Boissier est à la fois très exact et extraordinairement suggestif. Il était impossible de faire sortir plus d'enseignements des ruines antiques dont est couvert le sol du nord de l'Afrique, et il était impossible aussi de donner à des leçons d'histoire une forme plus élégante et plus agréable.

— Chez Calmann Lévy, le volume X des *Etudes sur la littérature contemporaine*, d'Edmond Scherer. Je voudrais pouvoir dire l'impression que produit sur le public l'œuvre de Scherer, vue ainsi d'ensemble, dans une édition complète. Je ne le puis pas, n'en sachant rien. On n'en parle pas. Il y a pourtant peu d'années que l'auteur est mort, et ce n'était certes pas le premier venu. J'y reviendrai un jour que la place me sera moins mesurée. Il y a tel jugement de Scherer qui est resté définitif, bien que controversé au moment où il a été prononcé. Il y en

a tel autre que le public n'a jamais ratifié. Il serait intéressant de rechercher, dans l'un et l'autre cas, le pourquoi des choses.

— *La mythologie et les dieux*, par M. de La Ville de Mirmont (1 vol. in-8°, Hachette).

Il y a une espèce d'imprudence à parler en six lignes d'un ouvrage de cette importance, qui a coûté des années de recherches. Mon seul espoir, pour me faire pardonner, est que l'auteur aimera mieux une simple annonce que rien du tout. Donc, le but du livre est de « démontrer que la mythologie de l'*Enéide* ne serait pas ce qu'elle est si Virgile n'avait eu à sa disposition d'autres épopées grecques que l'*Iliade* et l'*Odyssée*. » Je suppose que l'intérêt d'une pareille affirmation n'échappe à personne, et j'ajoute que les preuves données par M. de La Ville de Mirmont, les conclusions qu'il tire de ses preuves, feront la joie des lettrés (il y en a encore) qui se passionnent pour un vers latin ou une épithète grecque.

— M. Barthélemy Saint-Hilaire, bientôt centenaire et toujours infatigable, publie *Victor Cousin, sa vie et sa correspondance*, trois volumes in-8° (Félix Alcan). Ce gros ouvrage sera un trésor pour les historiens de l'avenir. Il est bourré de lettres de personnages célèbres ou, simplement, distingués, et de renseignements de toutes sortes. J'ai relevé, en passant, une erreur, tome I, page 156. M. Barthélemy Saint-Hilaire attribue la première traduction française du théâtre de Goethe, parue en 1821 et dans les années suivantes, à Philippe-Albert Stapfer, ministre plénipotentiaire de Suisse à Paris. C'est un lapsus. La traduction de Goethe est du fils, Albert Stapfer, rédacteur au *National*, ami d'Armand Carrel, de Mérimée, de Stendhal, de Mignet, et de M. Barthélemy Saint-Hilaire lui-même.

— Séries continuées : le tome V des *Mémoires du chancelier Pasquier* (Plon et Nourrit) ; le tome II de *Mes souvenirs*, du général Du Barail (Plon et Nourrit) ; le tome IV de la traduction de l'*Allemagne*, de Jean Janssen (Plon et Nourrit).

Le reste au mois prochain.

CHRONIQUE ITALIENNE

Les fêtes pour Tasso. — Le *Torquato Tasso*, de M. Angelo Solerti. — Nouvelles lettres inédites de Cavour. — Le *Manuel de la littérature italienne*, de MM. d'Ancona et Bacci. — Choses et autres.

L'Italie se prépare à célébrer par toutes sortes de magnificences la mort de son poète Torquato Tasso, survenue le 25 avril 1595 au couvent paisible et bienveillant de Santo-Onofrio à Rome. Les différentes villes, — elles sont innombrables, — où ce génie malheureux passa et vécut, se souviendront de lui en cette occurrence. Il y aura ici et là des expositions de ses manuscrits et de ses affaires. Des conférences seront prononcées. Des discours seront débités. L'université récompensera en une séance solennelle le meilleur travail qu'aura composé un étudiant sur le poète. Enfin, on représentera l'*Aminta* avec ses intermèdes et sa vieille musique récemment remise au jour.

Ces solennités seront sans doute fort belles. Leur éclat ne vaudra point le travail patient, minutieux et obscur que depuis tantôt dix années M. Angelo Solerti consacre au héros de ce jour. M. Angelo Soletti est l'homme d'Italie qui connaît le mieux son Tasso. Il l'a étudié et pénétré dans ses moindres retraites et dans ses moindres détails. Il s'est mis à la tête de la publication de ses *Opere minori*, dont sept volumes feront l'affaire et dont trois ont déjà paru [1]. Il s'est mis à la tête de la publication de la *Gerusalemme liberata* qui, revue sur les textes originaux, diffère sensiblement de la version en cours. Il a fourni sur les alentours du sujet et particulièrement sur les Este, sur la cour de Ferrare durant la seconde moitié du seizième siècle, des monographies qui font date et qui font

[1] Le troisième volume vient de paraître : *Opere minori in versi di Torquato Tasso*. Edizione critica, a cura di Angelo Solerti. Teatro. Bologna, Zanichelli, 1895.

autorité. Enfin, non content de tant de recherches et de tant d'efforts, il donne aujourd'hui en trois volumes et en près de 2000 pages grand in-octavo la vie de son intime confident [1].

Il y aurait un chapitre ingénieux à écrire sur les légendes auxquelles a donné lieu ce poète de cour, chevalier et chrétien, amoureux et gentilhomme, platonicien et érudit, philosophe et aliéné. La matière était riche, séduisante et gracieuse. Les hommes les plus divers s'y sont rués : critiques, romanciers, poètes, dramaturges, médecins, abbés, libres-penseurs, orthodoxes, artistes, idéologues, théoriciens se sont tour à tour disputé les lambeaux de cette vie, chacun dans son sens et chacun à son profit. Ils ont accumulé beaucoup de raisons, soulevé beaucoup de tintamarre, remué beaucoup de poussière : le malheur est qu'il n'en reste rien. Autant de mots, hélas ! autant d'erreurs. Une réaction était nécessaire : elle arriva de France et fut l'œuvre d'un des vôtres : « Victor Cherbuliez, déclare M. Angelo Solerti, fut le premier qui, avec un roman très attrayant publié en 1863, commença à tourner en ridicule les opinions systématiques. » Je pense que vous avez lu le *Prince Vitale :* si vous ne vous êtes pas encore donné ce plaisir, je vous envie. C'est un des livres les plus nourris, les plus suggestifs que je connaisse. C'est aussi un des livres que la science d'aujourd'hui déclare les plus exacts. « Il faut vraiment reconnaître, continue M. Solerti, que Cherbuliez signale une date capitale dans les études tassiennes, parce qu'il indiqua la voie à suivre en bannissant les fables ; il faut encore lui rendre hommage parce qu'il sut pressentir beaucoup de choses dont aujourd'hui nous avons les preuves. »

Et, de fait, M. Victor Cherbuliez, écrivant il y a trente ans, n'avait pas le moyen, non plus d'ailleurs que le désir, de fournir ces preuves. Il appartenait à la diligence de M. Solerti d'en dresser l'immense appareil. Celui-ci ne s'est pas contenté de lire sur les manuscrits l'œuvre considérable de Torquato. Il n'a pas été satisfait de se mettre exactement au courant de la bibliothèque immense composée sur lui. Il a été aux sources.

[1] Angelo Solerti : *Vita di Torquato Tasso*. Lœscher, 1895. Trois forts vol. in-8°, ornés de fac-simile, de plans, d'illustrations.

Il a fouillé les archives de Modène, des Gonzague, de Florence, de Turin, de Venise, de Parme, et, dans ces archives, tout ce qui de près ou de loin pouvait se rapporter à sa matière, et non seulement les lettres des princes, la correspondance des érudits, les consultations des médecins, les dépêches des ambassadeurs, les minutes des notaires, mais les livres de comptes, les registres de dépenses, les états de cuisine. Ne sourions pas. C'est grâce à un registre de cuisine qu'il a pu fixer la date de la première représentation de l'*Aminta.* Et c'est grâce à cette montagne de documents, papiers, médailles, plans, portraits, bustes et cartes, grâce à cette longue et minutieuse élaboration dont il ne nous épargne point le détail, qu'il a pu renverser de fond en comble la légende en cours. La poésie y perd sans doute. Mais la vérité y gagne.

Il faut donc que vous sachiez que Torquato Tasso n'est point cet amoureux de la Renaissance qui chantait de passion dans les jardins de myrtes et qui pour avoir regardé trop haut fut précipité dans l'abîme. Il n'a jamais aimé Lucrezia d'Este. Il n'a jamais aimé Leonora d'Este. Hélas ! il n'a jamais aimé personne. Et, s'il connut les fredaines de la jeunesse, et si son imagination s'éprit d'une passion toute littéraire pour Lucrezia Bendidio, jeune fille de la cour ferraraise, son cœur resta parfaitement libre. Il faut que vous sachiez encore que l'Inquisition ne le persécuta nullement ; ce fut lui au contraire qui n'eut de répit ni de cesse qu'il ne se fût soumis à son jugement, jamais content de l'absolution donnée, se torturant de doutes sur l'orthodoxie de sa pensée, accusant auprès du terrible tribunal les familiers des Este, s'accusant lui-même. Il croyait sentir le fagot ; il en sentait l'odeur chez tous les autres. Sans doute que sa destinée heureuse souleva des jalousies et des envies ; elle n'en souleva pas davantage que pour les trois quarts des hommes qui sont bénis. On l'aimait, au contraire. On le recherchait et le caressait comme un astre naissant. C'était lui qui devait répandre la lumière de gloire sur Ferrare. Alfonso II, loin de le malmener, usa envers lui de toutes sortes de courtoisies et d'indulgences. Il lui pardonna constamment, le combla de sinécures et de bienfaits, le traita en enfant gâté et terrible, souscrivant à toutes ses requêtes, faisant droit à tous ses

caprices. Et s'il le mit en prison, il le mit en prison à l'hôpital, et il le mit en prison à l'extrémité dernière, quand il dut se convaincre que le pauvre malade devenait dangereux aux autres et à lui. Cette prison ne fut plus une geôle étroite dès qu'elle put ne l'être plus. Le Tasso y recevait ses amis, y écrivait ses ouvrages, mangeait du beurre à ses repas et dormait dans un lit à baldaquin. Voilà ce qu'on apprend à fouiller les archives. Torquato n'eut qu'un malheur, le plus grand de tous, d'être un fou. C'est un pauvre irresponsable, en proie à la bêtise, comme dit Montaigne, chez qui on peut mesurer étape par étape les progrès de la terrible aliénation. D'abord le soupçon, une vague inquiétude qui l'effleure et se fixe sur toute espèce de sujets ; puis, le besoin de se mouvoir, d'être ailleurs, uniquement bien là où il n'est pas, courant de lieu en lieu, de ville en ville, de prince en prince ; travaillé par une hâte fébrile, éclatant en intempestives et brusques gaietés : puis, la manie de la persécution, des envieux qui détournent ses lettres, fouillent ses papiers, complotent contre le salut de son âme et de ses jours. On ne l'aime plus ; ses amis les meilleurs se refroidissent à son égard ; on met en circulation des bruits infâmants sur son compte. Puis, le délire, la folie furieuse, l'attaque un couteau à la main d'un domestique qui le regarde. Et en même temps, presque toujours, la nette conscience de son art, la possibilité de composer des rimes, des dialogues, des lettres. Le pauvre homme! Torquato fut une volonté faible, un caractère faible, un cerveau faible. Il n'y avait qu'un côté développé dans cet être incomplet et malade, celui d'une sensibilité frémissante et d'une imagination adorable. Hélas! ceux-là ne sont point faits pour vivre, même à la cour de Ferrare, parmi les jardins de myrtes et de roses. Ils ne voient pas l'enchantement qui les entoure, et les mascarades, et les bals, et les joutes et les fresques, et les belles femmes, et les glorieuses fêtes qui naissent au bruit des instruments légers. Ils ne voient qu'eux-mêmes. Ils sont marqués pour l'éternelle douleur qu'ils emportent avec eux. Rien ne sert que leur couche soit de plumes blanches et de batiste brodée : ils y sentiront toujours le pli d'une rose.

Victor Cherbuliez, et après lui toute la critique italienne, a

attribué la disgrâce du poète au temps où il vécut. Comme Musset, il serait né trop tard, dans un siècle trop vieux. « Il eut, dit Carducci, la maladie des époques de transition, celle de Châteaubriand, de Byron, de Leopardi. » Il eut surtout, hélas ! la maladie des hommes de lettres. Le premier d'eux tous, Pétrarque, comme lui conscience tourmentée, âme inquiète, fantaisie portant l'incurable nostalgie de *l'ailleurs*, la connut jusqu'à la douleur. Tasso la connut jusqu'à la folie. Depuis son aventure, que de cas analogues dans tous les pays et dans toutes les littératures ! Jadis ils étaient l'exception. Ils tendent à devenir la règle. Ces hommes qui font métier de leur sensibilité et la cultivent exclusivement, en dépit de la bonne hygiène intellectuelle et morale, sont des malades, des dégénérés, comme s'exprime Nordau, des candidats à la folie, comme s'exprime la faculté. Leur histoire à tous est commune, ils passent par le même calvaire, ils souffrent pour de pareilles raisons d'orgueil. A travers le cours des siècles les mêmes causes produisent les mêmes effets. Torquato ressemble à Jean-Jacques, comme toute la gentdelettrerie, ou plus, ou moins, peut se reconnaître dans Rousseau.

M. Angelo Solerti a donc bien fait de lui conter dans le détail le cas de son malheureux ancêtre. Cette histoire est une simple biographie, conduite année par année, mois par mois, souvent jour à jour. Elle se défie, — peut-être un peu trop, — des idées générales. Elle entre, — sans doute avec un plaisir trop manifeste, — dans l'infiniment petit. Elle n'est qu'un amas magnifique de faits, de chiffres et de dates. Telle quelle, avec sa masse de documents, ses gravures, ses nombreuses lettres inédites du poète, son exactitude et sa rigueur, elle représente un monument que j'espère définitif. M. Angelo Solerti peut monter dessus. Il est assez haut pour qu'on l'y voie de partout.

— Entre Torquato Tasso et Camillo de Cavour il n'y a pas de transition. Il y a deux siècles de somnolence, de décadence, et si l'on veut de gestation. Tasso est le dernier homme de l'Italie ancienne. Cavour est le premier homme de l'Italie nouvelle. Si ces deux Italiens s'étaient rencontrés dans un chemin, ils ne se seraient pas dit bonjour, parce qu'ils ne se seraient pas reconnus. Cavour ne souffrit point d'une imagination déver-

gondée. Sa fantaisie ne lui créa point de fantômes épouvantables ou charmants. Son souci littéraire ne fut que médiocre, et je crois bien que, pour bon catholique qu'il fût, aucune inquisition ne l'aurait empêché d'aller à Rome. Esprit merveilleusement en équilibre, lucide et dispos, agissant toujours, ne rêvant jamais, pensant avec des chiffres plus qu'avec des pensées, enfermé dans une vie rectiligne et dans une volonté mathématique, courant à un but possible et l'atteignant toujours, il est tout justement l'opposé de ce pauvre fou perdu dans ses rêves et dans ses infirmités. Et c'est ainsi qu'il apparaît une fois de plus dans le nouveau recueil de sa correspondance que vient de publier M. Edmondo Mayor, secrétaire de l'ambassade italienne à Berne [1]. Cette correspondance comprend cinq cents lettres et s'étend de l'année 1853 à l'année 1858. Cavour était alors ministre des finances, ministre des affaires étrangères ou plus simplement ministre, sans autre, du Piémont. Il faisait ses premières armes dans la carrière, et si l'on réfléchit que nous avons là, jour par jour, l'homme à la veille du congrès de Paris et de Plombières, on comprendra quelle utilité et quel intérêt peut offrir cette correspondance. Elle est adressée à toutes sortes de personnes et elle traite de toutes sortes d'affaires. Elle est adressée surtout au marquis di Villamarina, envoyé plénipotentiaire de la Sardaigne à Paris, et, dans cette partie, elle fait un digne pendant à la correspondance de Cavour au marquis d'Azeglio, publiée par Bianchi. Le comte piémontais y témoigne de son universalité merveilleuse. Tout l'intéresse, les petites affaires comme les grandes, celles de son pays comme celles de ses amis. Il s'y occupe tour à tour et en même temps du casino d'Aix-les-Bains, des chemins de fer de Savoie, des candidatures aux prochaines élections, d'opérations financières, de la guerre de Crimée, de questions d'engrais, de Mazzini, de la propagande protestante en Italie, des classes misérables en Angleterre, d'un journaliste qui lui demande des conseils, d'une femme qui lui demande des franchises, d'un curé qui lui raconte ses embarras d'argent. Les lettres, adressées à Jocteau, ministre à Berne, sont pour vous intéresser

[1] *Nuove lettere inedite del conte Camillo di Cavour*, con prefazione e note di Edmondo Mayor. Roux, 1895.

plus spécialement. Et sur tout, partout, en un clin d'œil, d'un seul mot, il voit juste, il voit par lui-même, étudiant les projets, les lois, les questions, sans intermédiaire, allant jusqu'au fond, jugeant net, sans phrases. Mon Dieu, où avait-il trouvé le temps de savoir tant de choses? Et comment pouvait-il, au milieu de telles occupations, expédier autant d'affaires? — Mais, si ces nouvelles lettres nous font admirer une fois de plus l'homme d'état, elles nous font aussi connaître plus intimement l'époque où elles naquirent. Sans doute qu'elles n'apportent rien d'extrêmement nouveau. Néanmoins, on ne pourra pas désormais écrire l'histoire de ce petit Piémont sans elles. Et c'est une fière et gaillarde histoire. Depuis quelques années, il était né à la liberté. Il savait mieux s'en servir que ne le fait l'Italie contemporaine. Aussi jeune qu'il fût, aussi restreint qu'il semblât, il était grand de sagesse et vieux d'expérience. C'est pourquoi il put faire l'Italie, qui ne s'est pas montrée reconnaissante. Il lui avait donné Cavour. Que lui a-t-elle rendu?

— Je vous ai parlé, — et il y a de çà trois ans, — du manuel de la littérature italienne compilé par les soins réunis de M. Alessandro d'Ancona et de son élève, M. Orazio Bacci. Il apparaissait alors. Il vient de finir aujourd'hui [1]. Il a tenu toutes les promesses de son début. Nous avons là, en cinq volumes de plusieurs milliers de pages et d'un prix abordable pour toutes les bourses, la fine fleur de la littérature italienne, classée avec méthode, ornée d'introductions, illustrée de notices et de commentaires. Les débutants, les dilettanti, les curieux ne savent trop comment aborder l'étude de cette langue d'Italie qui compte cinq ou six siècles de chefs-d'œuvre. Les éditions sont souvent difficiles à se procurer. Les renseignements, égarés dans de gros livres d'une science trop hérissée. Qu'ils achètent ce manuel d'un maniement commode, d'un format léger, d'une clarté et d'un ordre parfaits. C'est une joie que de s'y enfoncer. Il est un guide instruit et discret. Il est une chrestomathie judicieuse et nombreuse. Il a de tout, et d'autres choses encore, et l'indication des sources, et le renvoi aux ouvra-

[1] *Manuale della letteratura italiana.* Compilato dai professori Alessandro d'Ancona ed Orazio Bacci. 5 vol. Florence, Barbera, 1895.

ges spéciaux, et les tout grands noms, et les plus petits. Ce dernier tome, par exemple, comprend le dix-neuvième siècle, rien que les morts, bien entendu. Il s'ouvre par une introduction historique et par une introduction littéraire. Suivent les protagonistes de l'époque, chacun accompagné d'une notice bibliographique, chacun présenté de lui-même sous la forme de ses meilleurs morceaux. Il sera curieux de savoir qui MM. d'Ancona et Bacci ont mis hors pair du siècle auquel ils appartiennent. Ce sont Monti, Foscolo, Manzoni et Leopardi. Nul autre. On peut au besoin aller lire ces personnages chez eux. Mais qui se procurera les soixante autres qui figurent au programme ? Où trouver des renseignements exacts sur leur compte ? Comment s'appellent leurs ouvrages ? quand ont-ils paru ? qui a prononcé sur leur œuvre le meilleur jugement ? Le manuel que je vous présente vous le dira. Et, encore qu'ici et là de légères réserves pourraient être faites, force est de convenir que dans l'ensemble il vous le dira exactement. Il faut donc remercier les deux auteurs de leur courageuse entreprise, appelée à rendre des services à tous et aussi aux ignorants. Nous serions trop heureux si la France, qui compte d'ailleurs des ouvrages d'école de premier ordre, pouvait offrir à ses élèves ou à ses maîtres un manuel conçu avec cette clarté, cette intelligence et ce savoir.

— Il ne me reste plus la place de vous parler de vingt autres choses qui ont leur intérêt. Les livres ont cette fois tout absorbé, et je ne suis pas quitte envers eux. Cependant, Pise a célébré de belles réjouissances en l'honneur du poète Giusti, le philosophe Ferri est mort, le général Barattieri a remporté de grandes victoires en Afrique, et le printemps est revenu plus radieux que jamais. Nous jouissons dans ce moment de couchers de soleil qui valent toutes les chroniques et tous les volumes du monde. Ils semblent faits exprès pour ces deux enfants de Savoie et de France qui vont se marier dans quelques jours. On leur enverra des cadeaux magnifiques et des compliments éloquents. Mais ce sera cette vieille nature qui leur chantera le plus glorieux *Hymen*. Ils ont bien de la chance.

CHRONIQUE ALLEMANDE

Succession disputée. — Un état féodal en pleine Allemagne de 1895. — Le Landtag mecklembourgeois. — Un demi-frère du roi de Rome. — Roman sensationnel.

La succession de Lippe-Detmold ne fera pas couler des torrents de sang comme la succession d'Autriche ou la succession d'Espagne au siècle dernier, mais elle fera couler des flots d'encre. C'est un morceau de choix pour les docteurs *utriusque juris*.

Voici comment elle se présente : Le prince Woldemar, souverain de ce petit état de 128 000 âmes, vient de mourir sans enfants. Il laisse un frère cadet, Alexandre, complètement fou depuis de nombreuses années. Ce malheureux prince est monté sur le trône à la façon d'Othon de Bavière. Ainsi le veut la fiction monarchique.

Mais qui exercera le pouvoir à sa place avec le titre de régent ? C'est ici que les difficultés commencent et que les consultations pleuvent. Trois branches rivales se disputent la succession : les Lippe-Biesterfeld, les Lippe-Weissenfeld et les Schaumbourg. Les chefs des deux premières maisons sont issus de mésalliances, c'est-à-dire d'unions légitimes et non morganatiques, dans lesquelles l'un des conjoints n'était pas de naissance suffisante d'après le droit privé des familles souveraines. Le fait de procéder d'un tel mariage exclut-il un prince de ses droits au trône ? Les maîtres du droit public allemand ont pâli et pâliront encore sur ce redoutable problème et donnent, comme fruits de leurs veilles, des solutions contradictoires. Le défunt prince Woldemar l'a tranché par testament en excluant Lippe-Biesterfeld et Lippe-Weissenfeld et en désignant comme régent le prince de Schaumbourg-Lippe, mari d'une sœur de l'impératrice.

En avait-il le droit ? Pouvait-il ainsi disposer de la couronne, — le régent en héritera certainement à la mort du pauvre

Alexandre, — comme des biens de son domaine privé ? Nouvelle énigme. Le Landtag de la principauté prétend avoir son mot à dire. Les textes ne sont pas clairs. Si l'accord ne se fait pas entre la couronne et les représentants de la principauté, ou même si les Lippe-Biesterfeld, qui prétendent être les agnats les plus rapprochés, maintiennent leur protestation solennelle, la constitution veut que la question soit portée devant le Bundesrath allemand et tranchée par lui sous forme de loi, c'est-à-dire avec l'assentiment du Reichstag. Bundesrath et Reichstag sont rarement d'accord. Il y a même gros à parier que, quand le premier a dit blanc, le second dira noir. Qu'adviendra-t-il s'ils divergent sur le successeur de Woldemar ? C'est un casse-tête... lippois ! Il se complique encore par la mort subite de l'unique ministre de la principauté, à laquelle il reste seulement un maréchal-sénéchal et chambellan de la cour, un grand-écuyer et un aide-de-camp du prince.

La force des traditions locales et de l'esprit monarchique est telle que personne ne paraît se demander si, l'héritier du trône étant fou et la régence si difficile à repourvoir, le plus simple ne serait pas de faire l'économie de cet état liliputien, de sa dynastie, de sa cour et de sa liste civile, pour le réunir à la Prusse. Notez que l'empire possède quatre monarchies confédérées plus petites encore : Reuss-Greiz, Reuss-Schleiz, Schaumbourg-Lippe et Schwarzbourg-Rudolstadt. Jadis ces principautés minuscules étaient le thème d'innombrables plaisanteries, dont quelques-unes étaient classiques. Bismarck en a fait un abatis en 1866. Quand l'empire s'est constitué, tout le monde croyait que les survivantes étaient condamnées à bref délai. Elles sont plus vivaces que jamais.

— Rien de plus étrange à ce point de vue que la survivance d'un régime quasi féodal en pleine Allemagne, alors que tous les citoyens, placés sur le même pied en vertu de la constitution de l'empire, nomment par leurs suffrages universels et égaux des députés au parlement germanique. Ce spectacle nous est donné dans les deux grands-duchés de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg-Strelitz. Quoique indépendants l'un de l'autre et gouvernés par des souverains distincts, ces deux états sont unis depuis 1523, date à laquelle les chevaliers, prélats et députés des villes déclarèrent s'opposer pour l'avenir à la séparation

des deux pays. La convention héréditaire conclue alors a été revisée en... 1755. Elle comporte cinq cents articles. C'est certainement la constitution la plus longue et la plus vieille qui régisse à cette heure un état de l'Europe.

Elle fait trois parts des sujets auxquels elle s'applique. Deux cinquièmes du pays constituent les domaines directs du grand-duc et n'ont aucune représentation quelconque, aucun droit politique. Les villes, qui forment un cinquième, délèguent au Landtag leurs bourgmestres désignés par le gouvernement. Les deux derniers cinquièmes appartiennent aux propriétaires nobles, à l'ordre équestre (*Ritterschaft*). On compte 1020 biens nobles aux mains de 800 propriétaires. Ils sont tous de droit membres de la diète dès qu'ils sont entrés en possession de leur fief, et ce privilège, attaché à la terre, ne peut même pas leur être enlevé par une sentence pénale qui les priverait de leurs droits civiques.

Comme il n'existe pas de budget, recettes et dépenses sont enveloppées de profondes ténèbres. Les habitants ne savent pas à quoi passent les impôts qu'on lève sur eux. « Paie et tais-toi ! » est la règle de droit public qui leur est appliquée. Le député Pogge décrivant, en 1874, cet état de choses à la tribune du Reichstag, disait : « Le souverain tire de son domaine et de ses droits régaliens des revenus qu'il applique indifféremment à ses propres besoins et à ceux du pays. Cela donne naissance aux plus désagréables équivoques ; la méfiance règne en permanence et les bruits les plus fâcheux ont cours. Le grand-duc de Schwerin a construit un chemin de fer, on ignore avec quelles ressources ; maintenant il l'a revendu, et personne n'est en droit de lui demander où a passé l'argent. Des propriétés de l'état, comme les bains de Heiligendamm, vendus récemment 600 000 marcs, sont aliénées, sans que personne ait rien à y voir. En Prusse, on n'a émis que pour $^5/_6$ de thalers de papier-monnaie par habitant; le Mecklembourg-Strelitz, avec 98 000 âmes, en a pour 800 000 thalers, soit 8 $^1/_2$ par tête. De tels faits conduisent les grands états à la révolution ; les petits à la détresse économique. »

Le régime foncier n'est pas moins suranné. Aucune liberté de vendre et d'acheter : une propriété de plus de deux acres ne peut être diminuée sans l'autorisation du gouverne-

ment. Les familles nobles voient leurs biens et l'éclat de leur nom protégés par des fidéicommis. Il en résulte que la population rurale est très clairsemée. Les paysans ne peuvent pas devenir propriétaires, mais seulement fermiers héréditaires ; ils sont chargés de lourdes redevances, qui constituent l'un des plus gros revenus du trésor grand-ducal. Ce régime a de plus en plus éclairci leurs rangs, de sorte que le paysan devient un article rare. Le célèbre professeur de Treitschke, parlant de cet état de choses à la tribune du Reichstag, disait un jour : « Est-ce là un régime qu'une nation civilisée puisse tolérer sans rougir et qui cadre avec les droits que la patrie régénérée a garantis à tous ses citoyens ? Les mêmes hommes qui élisent les députés au parlement de l'empire restent privés de tout droit de contrôle sur leurs propres affaires. La constitution de l'Allemagne unifiée proclame la liberté de commerce, mais les lois vieillies de ce petit pays font ce droit illusoire et rendent impossible aux petites gens l'acquisition du sol. En fait, l'organisation du Mecklembourg est la risée de tout le monde. »

Pour compléter le tableau, il faut ajouter que le gros gibier qui orne les forêts des propriétés nobles vient par troupeaux brouter les champs des paysans, leur enlevant souvent un tiers de leurs récoltes et ne leur laissant parfois rien du tout. L'abus est devenu si criant, que les seigneurs ont promis une loi pour les réprimer quand sont venues les dernières élections au Reichstag. Mais ils n'ont tenu parole que de la façon la plus incomplète.

Le Landtag commun de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg-Strelitz siège alternativement une année à Sternberg, une année à Malchin. Ces petites villes ne pourraient héberger les membres de l'assemblée s'ils paraissaient en nombre aux séances. Mais, sur les huit cents chevaliers qui, de droit, sont législateurs, et les quarante-cinq bourgmestres, quarante *Landräthe* au plus répondent à la convocation grand-ducale, rédigée dans le charabia moyenageux le plus comique. Ces personnages siègent en frac rouge, ce qui leur a valu dans le peuple le surnom « d'écrevisses. » Ils portent de beaux boutons dorés, des parements noirs, un chapeau gansé, une épée et des culottes blanches. Le *directorium* du Landtag se compose de trois maréchaux[1], de huit conseillers et du

bourgmestre de Rostock. Quand un poste est vacant, le grand-duc y pourvoit sur une triple présentation des directeurs, devant porter exclusivement sur des personnes nobles. L'élu est alors « sérénissime » pour le reste de ses jours. Les trois maréchaux servent de trait d'union entre le souverain et les états. Leur poste est héréditaire dans les trois familles de Lutzow-Eickhof, de Malzahn-Peuglin et Hahn-Pleez. Quand le chef d'une de ces familles est un mineur, le grand-duc nomme un vice-maréchal, chargé de l'intérim.

Chaque grand-duché a son *commissarius*, qui ouvre le Landtag au nom du souverain. Cette cérémonie se pratique suivant un rite invariable et séculaire : Les maréchaux annoncent au *commissarius* la présence des membres de la chambre ; le *commissarius* pour Schwerin lit alors au maréchal de son pays les propositions du gouvernement, qu'on appelle les *capita*, et le *commissarius* pour Strelitz en fait autant. La séance s'ouvre ensuite. Aucun ordre du jour n'est fixé. Le *Landrath* chargé de la présidence lit à sa fantaisie telle ou telle proposition, qui est immédiatement adoptée sans que personne, le plus souvent, sache ce dont il s'agit. Mais une question touchant aux privilèges des nobles est-elle à l'horizon, les *Ritter* battent le rappel et, en vingt-quatre heures, l'effectif de l'assemblée est quadruplé. Quand quelqu'un a quelque chose à dire, il prend la parole sans la demander et la garde aussi longtemps qu'il lui plaît. Cela n'empêche pas d'autres membres de parler aussi en même temps. Alors les deux, trois ou quatre orateurs, quelquefois plus, — on en a compté jusqu'à vingt-deux, — se lèvent, s'époumonnent et tapent sur la table pour couvrir la voix de leurs collègues. C'est souvent la plus étrange et la plus grotesque pétaudière.

Pour le vote, on procède par ordres : les bourgmestres d'un côté et les *Ritter* de l'autre, comme aux états-généraux de Versailles avant le serment du Jeu de Paume.

Un soir par an, le Landtag est une institution brillante : il s'offre un bal. Les fracs rouges paradent avec éclat, même ceux qui n'ont jamais figuré dans la salle des délibérations.... Fritz Reuter a décrit cette solennité mecklembourgeoise dans des pages d'un humour exquis.

Il est presque superflu de dire qu'avec une organisation

pareille, les lois d'empire sont presque non existantes pour les deux grands-duchés unis et manquent complètement d'organes d'exécution sur leur territoire.

Par quel argument défend-on cette constitution gothique? Par aucun. Seuls les *Ritter* privilégiés l'apprennent, mais ils ne se mettent pas en frais d'arguments pour la justifier. Tout ce qui existe de bourgeoisie et de citoyens éclairés est d'accord que cela ne peut plus durer. En attendant, ça dure et ça durera. Les tentatives pour amener une réforme ne se comptent plus. En 1848, le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin autorisa la convocation d'une constituante, dont l'œuvre se heurta à l'obstinée résistance de l'ancien Landtag et échoua. En 1872, le projet de créer un troisième état composé de membres élus par les habitants des biens domaniaux et de limiter le nombre des voix de l'ordre équestre n'a pas été plus heureuse. Depuis la résurrection de l'empire, le Reichstag a été saisi à cinq reprises de propositions tendant à obliger « tout état confédéré à posséder un corps représentatif issu du suffrage de la population. » Quatre fois il l'a votée. Mais le Bundesrath l'a arrêtée en chemin, jugeant, par esprit fédéraliste, que l'empire n'a pas à s'immiscer dans l'organisation intérieure des différents états. En 1875, il avait cependant émis officiellement l'espoir que le Mecklembourg se donnerait de lui-même une constitution plus conforme à l'esprit du temps. Ce vœu pie n'a pas été entendu. M. Paschnicke, l'un des représentants du Mecklembourg au Reichstag, a renouvelé cette année la proposition tant de fois adoptée. Il a exposé qu'abandonnés à eux-mêmes, ses compatriotes ne peuvent rien. Les grands-ducs, beaucoup plus libéraux que leurs féaux chevaliers, ne demanderaient pas mieux que de faire un pas en avant. Mais il y faut l'assentiment de l'ordre équestre, qui ne veut pas et ne voudra pas. Eh bien! cette année, pour la première fois, le Reichstag lui-même a abandonné les Mecklembourgeois à leur sort. Le centre catholique a donné de son poids tout-puissant contre la proposition Paschnicke, qui a été rejetée.

Le vingtième siècle étonné verra sans doute encore les fracs rouges des chevaliers mecklembourgeois à Sternberg et à Malchin.

— Grâce à *Madame Sans-Gêne,* l'impératrice Marie-Louise et le comte de Neipperg ont maintenant dans l'Europe entière un regain de popularité. On n'a pas appris sans curiosité qu'ils avaient un fils, et que ce fils vient seulement de mourir.

Il était né le 9 août 1821 à Parme. Sa mère y régnait sous le titre de duchesse de Parme, de Plaisance et de Guastalla. Napoléon étant mort le 5 mars 1821, sa veuve s'empressa d'épouser morganatiquement le comte Adam-Adalbert de Neipperg, que Metternich avait placé auprès d'elle pour lui faire oublier le prisonnier de Sainte-Hélène et qui, depuis sept ans déjà, réussissait fort bien dans cette mission. On traduisit en italien le nom du père pour baptiser le fils. *Neipperg,* corruption de *Neuberg,* devint *Montenuovo.* Et le demi-frère du roi de Rome fut appelé le comte Guillaume de Montenuovo.

De bonne heure, il entra dans l'armée autrichienne, où son avancement de prince fut justifié par des actions d'éclat. A vingt-sept ans, nous le trouvons colonel, puis brigadier dans les sanglants combats de la guerre de Hongrie. Ses charges, à la tête de ses cuirassiers, étaient légendaires et répandaient la terreur dans les rangs des insurgés. Plusieurs fois son intervention décida de la victoire. Il fut moins heureux, mais non moins brave, sur les champs de bataille de Magenta et de Solferino. Et, à la suite de la campagne de 1859, il fut comblé de faveurs : il devint divisionnaire, plus tard prince héréditaire, propriétaire d'un régiment de dragons, et reçut la permission de porter les armes de l'ex-impératrice Marie-Louise, duchesse de Parme, et de les substituer au blason comtal des Neipperg.

Il avait épousé une comtesse Batthyany, qui mourut en 1871 déjà et laissa deux filles, les comtesses Wielopolski et Apponyi, et un fils, le prince Alfred de Montenuovo.

Quand il eut pris sa retraite, il vint s'installer à Vienne, où sa figure était très sympathique. Rien ne l'amusait autant que de se mêler *incognito* aux fêtes foraines et aux réjouissances de toute nature qui constellent la vie de la plus gaie des capitales. Le vrai nom de ce gentleman de grand air, élégant et svelte, qui s'amusait de si bon cœur avec tout le monde, se chuchotait bientôt à la ronde. On le fêtait doublement, avec une cordialité respectueuse....

Hélas, il y a tantôt quinze ans, cet aimable grand seigneur fut atteint d'un mal terrible et devint fou. Il vécut d'abord dans une terre retirée, puis fut interné à l'asile d'Ober-Döbling, où, grâce à l'influenza, il vient d'achever de se survivre.

Le prince de Montenuovo tenait de sa mère, dont les gracieuses romances avaient enchanté le vainqueur d'Austerlitz, un goût passionné pour la musique. Il a même composé de jolies valses, que tout Vienne jouait et dansait il y a trente ans, avant l'avènement des Strauss. Il était alors l'un des plus brillants cavaliers de l'aristocratie autrichienne. Cela, il le devait à son père, dont les qualités mondaines avaient facilité l'étrange roman.

— La vie réelle en fournit peut-être encore d'aussi attachants, mais non la librairie. J'en demande pardon à l'auteur anonyme de *Dans l'aire de l'Aigle rouge, roman d'hier !* Ce livre porte, sur la couverture, le royal oiseau qui sert d'emblème à la Prusse, et un grand point d'interrogation suggestif et troublant. La marchandise ne répond pas en tous points à cette enseigne alléchante. Pourtant le récit met en scène toute une série d'illustrations. Il nous fait assister à l'arrivée de M. de Bismarck à Berlin, en 1894, après la réconciliation avec l'empereur. Nous y retrouvons l'ex-chancelier à Friedrichsruhe et nous faisons connaissance avec le général Caprivi, avec M. Chrysander, avec le prince Henri de Prusse, avec vingt autres notabilités. Et cela ne manque pas de piquant. Mais l'intrigue que ces actualités épicent est assez pauvre et triviale. Elle roule sur les amours de Mme de Saint-Circé, espionne française, satanique ensorceleuse, à laquelle l'auteur, — judicieusement chauvin, — attribue « tous les vices de sa race, » et du reporter hanovrien Hermann Marck, qu'il prétend nous donner comme un modèle des vertus germaniques, mais qu'il fait agir comme un goujat.

Il semble y avoir dans cette histoire une tentative pour lancer une version de deux des scandales qui ont le plus piqué depuis quelques mois la curiosité berlinoise : les mystérieuses lettres anonymes longtemps attribuées au chambellan de Kotze, qui vient d'être acquitté, et les confidences de cour faites au *Vorwärts*, l'organe officiel du parti socialiste. Mme de Saint-Circé, l'espionne déjà mentionnée, en relations étroites

avec un prince de la famille royale, paraît être vaguement accusée des lettres anonymes. Quant aux indiscrétions socialistes, l'auteur nous raconte des aventures semblables d'un malheureux employé, nommé Bylle, dont la fille a été séduite et délaissée par un haut personnage, et qui se venge ainsi des gens dont il porte la livrée, mais qu'il hait de toute son âme. Le romancier voudrait sans doute accréditer ces deux hypothèses.

Est-il mieux renseigné que vous ou moi ? J'en doute. Mais, pour pousser à la vente, ce relent de mystère et de divulgation est très efficace. Il en a usé avec une certaine virtuosité. Je ne saurais pourtant vous engager à lire son livre que si vous avez du temps à perdre. J'en ai parlé par acquit de conscience, parce qu'un chroniqueur ne saurait négliger les livres qui font beaucoup de bruit, ne fût-ce que pour ramener les choses au point.

CHRONIQUE RUSSE

Nicolas II et l'enseignement populaire. — Un don impérial aux journalistes. — Le tsar idéal. — La mort de Nicolas Lesskov et de Wsevolod Krestovsky. — Exposition russe de l'imprimerie. — « Le patron et l'ouvrier » de Tolstoï. — Tolstoï mondain. — Le secret des lettres en Russie.

Le nouveau règne reste toujours une énigme. Pourtant la célèbre déclaration de Nicolas II aux représentants des Zemstvos n'a surpris personne en Russie. Nous savons tous parfaitement que nous sommes encore très loin de la constitution, et nous nous demandons seulement quels motifs ont pu déterminer le jeune empereur à faire solennellement cette profession de foi dont l'opportunité est discutable. La presse libérale s'est abstenue de commentaires et n'a pas même reproduit le discours impérial. Quant à la presse conservatrice, elle s'est trop pressée d'acclamer dans les paroles de Nicolas II la promesse d'un gouvernement réactionnaire, d'un retour vers la Russie

de Nicolas Ier, avec son militarisme exagéré, sa justice inique et le servage.

Heureusement ces espérances des *Krépostniki* (cette partie de la noblesse qui n'a pas encore pris son parti de l'émancipation des serfs) ne reposent sur rien. Au contraire, tout indique chez Nicolas II la volonté, non d'abolir les réformes accomplies par Alexandre II, mais bien de les compléter, sans secousse, il est vrai, et avec la lenteur que comportent les voies administratives. Cette tendance s'accuse dans les décisions significatives que le tsar vient de prendre au sujet de l'instruction des moujiks.

Tout le monde sait que l'enseignement primaire existe à peine chez nous. Notre vaste empire, qui a donné au monde Tourguéneff et Tolstoï, est le pays d'Europe où se trouve le plus grand nombre d'illettrés. Nos paysannes n'apprennent pas même à lire. Cependant la génération actuelle de moujiks, qui est née de paysans libres, réclame déjà des écoles, et l'empereur Nicolas II semble disposé à exaucer ce vœu. On assure qu'après avoir lu le rapport du gouverneur d'Astrakhan exprimant les désirs de la population rurale de cette province, qui demande qu'on lui accorde l'instruction primaire, l'empereur a écrit en marge cette remarque : *Il faut le plus vite possible donner satisfaction à ce vœu légitime.* De même, en marge du rapport du gouverneur de Kherson constatant que toutes les écoles de cette province sont surpeuplées et que beaucoup d'écoliers sont refusés faute de place, Nicolas II a écrit : *J'attire très sérieusement l'attention du ministre de l'instruction publique sur ces faits.* Enfin, ce qui est encore plus significatif, ces notes de l'empereur ont été examinées dans le conseil des ministres présidé par le souverain, et le conseil a décidé à l'unanimité que le ministre de l'instruction publique les ferait insérer dans les journaux, afin que tout le monde sache que le gouvernement va s'occuper tout de bon de l'instruction du peuple.

— C'est toujours dans le même ordre d'idées que l'empereur vient d'octroyer à l'Académie un don annuel de 50 000 roubles pour être distribué aux savants, aux écrivains et aux journalistes. Oui, les journalistes participeront désormais chez nous aux libéralités impériales, tandis que jusqu'à ce jour le gou-

vernement n'avait daigné s'occuper d'eux que par l'intermédiaire de la censure. Aujourd'hui, le journaliste est officiellement reconnu, on le traite en ami du gouvernement qui peut mériter à l'occasion des encouragements et même des récompenses ! Beaucoup de gens se tâtent encore pour s'assurer que c'est bien arrivé, et qu'ils ne sont point l'objet d'une mystification.

Nicolas II a continué en cela l'œuvre d'Alexandre II, qui lors de la fondation de la *Société des gens de lettres russes* avait fait à cette association un don annuel de 1000 roubles. D'autres membres de la famille impériale ont d'ailleurs à différentes reprises favorisé la Société de quelques donations. Alexandre III avait marqué sa préférence pour les musiciens en faisant à Pierre Tchaïkowsky une pension de 3000 roubles. Mais il n'y avait là que des actes isolés, tandis qu'à présent les secours donnés aux écrivains feront chaque année partie du budget de l'instruction publique. C'est un nouveau principe qu'inaugure le gouvernement ; l'empereur a voulu que, de même que le ministère de la guerre dispose chaque année de sommes fixes destinées à récompenser le mérite dans l'armée, le ministère de l'instruction publique puisse assurer des encouragements aux travailleurs de la pensée.

Naturellement, la presse libérale a reçu cette marque de bienveillance du tsar avec de grandes manifestations de joie, mais elle n'a pu s'empêcher d'ajouter : « Puisque le gouvernement reconnait que les écrivains et les journalistes ont droit à sa sollicitude, nous espérons qu'il portera aussi son attention sur les conditions juridiques de l'activité de l'écrivain. Certes, la situation matérielle est d'une grande importance pour lui, mais sa situation morale l'est encore bien davantage, car la liberté de la pensée peut seule faire éclore les talents. » Vous voyez, on n'est jamais content de ce qu'on reçoit. La presse libérale russe a-t-elle tort de se montrer si gourmande ?

— Bien que le *Messager russe* ait perdu beaucoup de son autorité depuis la mort de Katkoff, son ancien directeur, néanmoins cette revue peut encore être considérée comme l'organe le plus accrédité des conservateurs moscovites. A ce point de vue il n'est point sans intérêt d'apprendre, par l'intermédiaire de M. Rosanoff, quelle idée le parti conservateur se fait de l'auto-

cratie russe. « Le nom même de tsar, assure M. Rosanoff dans une série d'articles, a une signification morale encore plus profonde que sa signification politique. Le tsar est un homme supérieur, exempt des faiblesses humaines et qui possède à l'exclusion des autres mortels des traits lumineux, idéals. Le tsar doit être plus beau et plus humain que nous, sans avoir nos défauts, nos ridicules ni nos vices. Notre église ne voit pas en lui un réformateur, ni un conquérant, mais un « homme saint. » Notre peuple souhaite par-dessus tout d'avoir l'âme pure. Nous sommes tous accablés par la vie, dominés par ses misères et ses exigences, — aussi notre peuple est heureux de pouvoir contempler un homme qui plane au-dessus de toute misère, de toute dépendance, qui réalise l'idéal de l'homme libre.... Mais cette liberté suprême, le peuple ne peut la contempler qu'incarnée en un *seul homme*, car, du moment qu'il y en aurait deux, ils se gêneraient mutuellement.... »

Et plus loin, pour mieux accentuer sa pensée, le représentant du conservatisme russe reprend : « Chez les Russes, l'idée de tsar est une conception historico-morale ; le tsar appartient plus au peuple qu'à la bureaucratie, il est plutôt un phénomène ethnographique qu'administratif, il est beaucoup plus nécessaire à la paix de l'âme du pays qu'à sa sûreté. Le peuple russe ne demande au tsar que de réaliser la perfection, — être parfait, telle est sa fonction ; le moujik attend du tsar qu'il soit pur et saint, afin qu'avant sa mort, lui indigne, il ait pu contempler sur cette terre le seul être qui soit parfait.... »

La presse libérale, et entre autres la *Nédiclia*, a fait remarquer un peu malicieusement que le parti conservateur avait des exigences déraisonnables à l'égard du tsar, car non seulement les souverains, mais les papes et les patriarches, pour qui la sainteté est un devoir professionnel, ne réalisent pas toujours cet idéal. Enfin, il n'est pas vrai que le tsar puisse incarner pour le peuple l'idéal de l'homme libre, car la liberté du tsar est une des prérogatives de son pouvoir, et les sujets du tsar ne peuvent aspirer au pouvoir, source de sa liberté.... Il faut avouer que la conception du pouvoir impérial est obscurcie chez les ultra-conservateurs russes par une dose de mysticisme qui ne supporte pas l'examen.

— On parle beaucoup en ce moment, chez nous, de la mort de Nicolas Semenovitch Lesskov, à cause de la situation curieuse qu'il occupait parmi nos hommes de lettres. C'était un homme de talent qui débuta, vers 1860, dans les revues où collaboraient les écrivains les plus radicaux de l'époque, entre autres Tchernichevsky et le poète Nékrassoff. Lesskov, obéissant à des motifs qu'on n'a pas encore réussi à démêler, publia un roman, *Nékouda*, où il tourne en ridicule les écrivains de son parti. Lesskov, possédant un talent très réel, aurait facilement trouvé une place dans les revues du camp opposé, et il a reçu des propositions séduisantes, mais, s'il n'aimait pas ses confrères libéraux, il restait lui-même foncièrement libéral et se refusait à transiger. Il se trouva donc dans cette situation tragique : ceux dont il partageait les idées le repoussaient, et ceux qui lui faisaient des avances ne voulaient pas accepter sa manière de voir. Pendant vingt ans, Lesskov expia par l'isolement son roman satirique, mais, dans ces dernières années, ce péché de jeunesse fut oublié et des revues libérales, comme le *Messager d'Europe* et la *Pensée russe*, se décidèrent à faire bon accueil à l'écrivain repentant. Le bagage littéraire de Lesskov se ressent de l'ostracisme qui a si longtemps pesé sur lui ; il laisse pourtant douze volumes écrits d'une langue savoureuse, riche, très moderne et en même temps bien russe ; ses romans, *Soboriane*, *Le voyageur enchanté*, *Aux confins du monde*, resteront comme des monuments de notre littérature.

Il y a quelques années Lesskov est devenu un disciple du sage de Yassnaia Poliana. Sous l'influence de Tolstoï il a cessé de fumer, s'est fait végétarien et a revêtu la blouse du moujik. Dans son testament, que les journaux ont publié le lendemain de sa mort, Lesskov écrit :

« Je sais que je possède beaucoup de défauts, et je ne mérite ni louanges ni regrets, mais que celui qui voudra me blâmer sache que je me suis blâmé moi-même. »

Là-dessus l'écrivain prie les critiques de ne dire de lui ni bien ni mal, mais de le passer sous silence. Selon toutes probabilités, cette prière ne sera pas exaucée ; Lesskov occupe dans l'histoire des lettres russes une place trop marquante, et son attitude a été trop belliqueuse, pour qu'on le laisse en repos de si tôt.

— Nous avons perdu un autre romancier russe, Wsevolod-Wladimirovitch Krestovsky, décédé à Varsovie presque au même moment que Lesskov. Krestovsky, à l'âge de 24 ans, s'était révélé bruyamment par la publication d'un roman à sensation, *Les repaires de Saint-Pétersbourg*, qui a paru en 1864. Mais, au lieu de s'en tenir au roman, Krestovsky entra peu après au service dans les uhlans, et écrivit l'histoire de son régiment, qu'il dédia à la grande-duchesse Marie Alexandrovna. Pour récompenser le jeune écrivain, Alexandre II le fit entrer dans la garde et le chargea d'écrire l'histoire des uhlans de la garde. A côté de ces travaux historiques, le jeune officier publia des romans empreints d'antisémitisme et surtout d'une violente hostilité envers les Polonais. Pendant la guerre 1877-1878, Krestovsky fut envoyé par le *Journal officiel* du gouvernement russe comme correspondant spécial attaché à l'état-major. Plus tard, il fut nommé rédacteur en chef du *Warchavsky-Dnevnik*, journal officiel publié à Varsovie. Krestovsky, dont les sentiments haineux à l'égard des Polonais étaient connus partout, n'était pas à sa place à la tête de ce journal, où il aurait fallu un esprit libéral, capable de présenter la Russie sous un aspect sympathique à un public disposé à la voir de mauvais œil. Krestovsky laisse une fille qui a débuté dans la carrière littéraire avec quelque succès. Il est permis d'espérer qu'elle rendra au nom de son père une popularité qu'il a perdue à cause de l'étroitesse de son patriotisme.

— L'exposition russe de l'imprimerie attire toujours beaucoup de monde dans le Solianoï-Gorodok, et c'est justice, car elle est intéressante et instructive, bien qu'elle ne puisse donner l'histoire complète de notre imprimerie jusqu'à ce jour, ni même un tableau sans lacunes de cè que nous produisons actuellement dans l'art des Estienne. On s'écrase devant un grand mannequin qui représente le diacre Ivan Fiodoroff imprimant sous le règne d'Ivan le Terrible la première feuille du premier livre russe : *Les Actes Apostoliques de saint Paul.* A partir de ce moment jusqu'à Pierre-le-Grand on constate mélancoliquement que les progrès sont nuls, aussi est-ce avec une satisfaction d'autant plus vive que nous restons en arrêt devant une feuille d'épreuves corrigées par la main de Pierre-le-Grand lui-même. Ces épreuves ont plus d'un titre à notre attention :

c'est d'elles que date le changement de l'alphabet slave en alphabet civil, transformation introduite par Pierre-le-Grand pour rapprocher la Russie de l'Occident.

Au grand empereur revient aussi la gloire d'avoir publié le 2 janvier 1703 le premier périodique russe sous ce titre: *Journal des actes militaires et autres dignes d'être connus et qui intéressent la Moscovie et les pays limitrophes*. Malheureusement, les livres édités à cette époque par les soins du gouvernement sont devenus introuvables. Ce n'est pourtant pas que la vente en ait été trop active; loin de se les arracher, nos pères les laissèrent tranquillement moisir dans l'imprimerie du synode, où le gouvernement les avait fait remiser. Vers 1752, le stock de ces volumes était si considérable que le gouvernement découragé les vendit à des fabricants de papier.

Une autre attraction est le tableau graphique du développement de l'imprimerie dans le monde entier.

La plus grande place revient de droit aux Etats-Unis; ensuite défilent la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, la Suisse, l'Italie.... Je suis contraint d'avouer que la place de la Russie est bien modeste, presque la dernière. Je souffre encore dans mon patriotisme en remarquant qu'à cette exposition *russe* de l'imprimerie, les imprimeurs, les fabricants de papier, les éditeurs et les libraires sont pour la plupart des Allemands ou des juifs, et que les Russes sont en très faible minorité. Ce n'est pas tout : les presses viennent d'Allemagne, les machinistes sont allemands, les propriétaires des grandes imprimeries et lithographies sont allemands, les maisons de dépôt et de commission sont allemandes, de même que nos meilleurs relieurs. Les noms des exposants l'indiquent d'ailleurs nettement. Dans la salle *F* je lis: Iouknan, Helle, Martini, Winnand, Ronniger, Nobel, Wahl, Chultz, Lewenson, et un seul nom russe: Jacovlev. Sur 226 exposants, il n'y a que trente Russes. Ce fait, très significatif et qu'il est bon de noter, car je pense qu'il ne se répètera pas, est d'ailleurs facile à expliquer: la bourgeoisie industrielle ici est formée par les descendants de familles d'ancienne bourgeoisie allemande venus en Russie pour faire fortune. Notre paysan ne veut pas quitter sa charrue, et, profondément attaché au sol cultivé par ses aïeux, refuse obstinément de le quitter pour essayer d'un autre métier.

— L'événement littéraire du jour est la publication de la dernière nouvelle du comte Léon Tolstoï : *Le patron et l'ouvrier*. Il ne s'agit nullement d'un traité socialiste, comme le titre semble l'indiquer, mais d'une de ces brochures moralisantes sous forme de récit évangélique qu'affectionne aujourd'hui l'auteur d'*Anna Karénine*. Cette dernière production mérite d'être lue, car la griffe du maître se retrouve dans la description de l'agonie de ces deux hommes et de l'intéressant cheval Moukhorty surpris par une tourmente de neige.

Tolstoï, qui n'admet plus la propriété littéraire, a fait paraître *Le patron et l'ouvrier* simultanément dans plusieurs revues et dans presque tous nos journaux quotidiens. Un éditeur de bons livres à l'usage du peuple a publié cette nouvelle dans une brochure, et l'on assure qu'en moins d'une semaine 15 000 exemplaires ont été vendus, chiffre énorme pour ce pays. On prépare en ce moment une nouvelle édition à trois kopeks, qui est destinée aux populations rurales.

Tolstoï lui-même n'a pas toujours été l'apôtre de la simplification. Un de ses amis, le prince Obolenski, publie actuellement dans une revue, l'*Archive russe* de Moscou, des souvenirs sur le grand romancier.

« Je me souviens du temps, écrit le prince Obolenski, où l'auteur de *Patron et ouvrier* était très mondain, et où il aimait les bals. Je me rappelle cette remarque qu'il fit devant moi. « — Regardez, me dit-il un soir dans le monde en me désignant une jeune dame, que de poésie il y a dans la toilette de bal d'une femme, que d'élégance, que d'idées, que de charme rien que dans ces fleurs piquées sur la robe ! »

Et maintenant Tolstoï ne trouve plus de poésie dans des fleurs ornant une jolie tête ! Il devrait pourtant comme psychologue se rappeler ses sensations d'il y a trente ans et se demander si sa soif de simplicité n'est pas un effet de l'âge ?

— La société juridique de Saint-Pétersbourg a eu l'heureuse idée de faire une enquête sur la manière dont le secret des lettres est respecté en Russie. En 1782 déjà, le gouvernement impérial avait décrété que le secret des lettres serait inviolable et respecté par tous les pouvoirs, afin de ne pas discréditer aux yeux du public l'institution des postes. Pourtant, en 1864, le ministère de la justice ordonna aux bureaux de poste de livrer

aux tribunaux les lettres suspectes. Mais le ministère des postes refusa de se conformer à ces ordres, affirmant que cette mesure ne faciliterait pas la découverte des crimes, mais prêterait à beaucoup d'abus et surtout affaiblirait la confiance du public dans le service de la poste et diminuerait les recettes. Ce différend entre les deux ministères fut tranché par un ukase confirmant l'inviolabilité de la correspondance, et ne faisant de réserves que pour des cas extraordinaires et moyennant une autorisation spéciale du tsar.

Cependant la loi ne sévit contre celui qui viole le secret d'une lettre que si cette indiscrétion est commise par un employé de la poste ; toute autre personne s'appropriant une lettre qui ne lui appartient pas échappe à toute pénalité. L'employé convaincu d'indiscrétion peut être puni de la déportation en Sibérie ou de la prison.

Telle est la loi russe, mais je dois ajouter que dans le public on a été très surpris en apprenant l'existence de cette loi. Nous avons tous encore présent à l'esprit le directeur des postes de la comédie de Gogol, le *Reviseur*, dont la distraction favorite consistait précisément à lire toutes les lettres qui passaient par ses mains. C'est ainsi, d'ailleurs, qu'il découvrit que le reviseur devant lequel tremblait toute la ville était un faux reviseur....

CHRONIQUE SUISSE

A Genève : perspectives d'exposition ; la peinture ; les ombres chinoises. — *La fuite du Téméraire.* — Le manifeste de M. S. Cornut. — En Afrique.

C'est dans une année, à pareille époque, que doit s'ouvrir à Genève l'exposition nationale. A cette heure déjà, cette perspective hante toutes les cervelles genevoises ; toutes les préoccupations convergent vers ce but ; on sent qu'une grande manifestation se prépare et que les esprits ne sauraient s'attarder aux choses secondaires, quand l'objectif principal réclame l'accord de toutes les bonnes volontés et de tous les talents.

Cela nous est apparu lors de notre visite à l'exposition municipale des beaux-arts. Le salon de 1895 doit seulement nous faire prendre patience jusqu'à celui de 1896 : c'est le léger lunch pris sur le pouce, en attendant le riche et somptueux festin qu'on prépare. Nous ne médirons pas de ce que nous avons vu au musée Rath. Sur les 284 objets d'art qui s'y trouvaient réunis, il y en a certainement un bon nombre qui sont en effet de l'art et que nous avons pris plaisir à contempler. Nous constatons seulement que les grandes œuvres n'y abondaient pas et que l'ensemble laissait une impression un peu maigre, — quoique charmante.

Ce dernier adjectif n'est pas choisi au hasard. Nous avons vraiment noté une foule de jolies choses, qui annoncent beaucoup de talent, beaucoup d'habileté, un sentiment souvent très fin de la nature. Car le paysage dominait. Les tableaux de figures, de genre, étaient rares, et les tableaux annonçant un effort de composition pouvaient aisément se compter. Plusieurs avaient déjà figuré à Berne, l'an dernier, et sont l'œuvre de vétérans de nos expositions. Mais nous avons naturellement prêté une attention particulière à la jeune école genevoise, qui s'affirme avec un certain ensemble dans de nombreux paysages d'une tournure très moderne, dans des pages claires et lumineuses, d'une élégance toute française. C'est là le caractère saillant de ce groupe d'artistes : ils semblent avoir rapporté de Paris une façon particulière de sentir et de noter leurs sensations ; ils ont même attrapé très gentiment ce qu'en un autre domaine on appelle « l'écriture artiste, » par quoi on désigne tout bêtement le jargon à la mode. Je ne leur en veux point, ni ne m'en effraie : Paris fascine toujours ceux qui se mettent à son école, et nous avons tant à y apprendre ! D'autre part, nous aurons quelque sujet de nous inquiéter si nos jeunes peintres, avec toute la dextérité qu'ils savent si bien acquérir, ne réussissent qu'à nous raconter des choses connues et mieux dites avant eux par leurs maîtres parisiens. Nous sommes en droit d'attendre d'eux la révélation d'une originalité propre, et à cet égard nous ne sommes point sans quelque appréhension : nous ne voyons pas surgir beaucoup d'individualités puissantes, capables de renouveler notre art national.

La génération précédente, déjà si cruellement décimée, mon-

trait peut-être moins de souplesse, moins de facilité d'assimilation ; mais on ne m'ôtera pas de l'esprit que les vieux (cet adjectif est respectueux sous ma plume) y allaient avec plus de naïveté, avaient des impressions plus profondes et montraient, sinon autant d'assurance que certains jeunes, du moins une sève plus puissante et plus riche. C'est comme en poésie : quel jeune aujourd'hui ne sait faire les vers ? Il n'y a plus de secrets d'école : on est effroyablement malin. Mais l'émotion simple et vraie ?... Allons, il faut m'arrêter, sinon je m'attirerai les injures des fervents de l'esthétique nouvelle. Oh ! ces jeunes, qu'ils sont dégourdis, mais qu'ils sont inquiétants ! Marc Monnier disait : « Le Suisse romand est un être à qui Dieu a dit : « Tu ne » te débrouilleras jamais. » Plusieurs de nos artistes et quelques-uns de nos écrivains sont si débrouillards qu'on ne reconnaît plus leur origine romande.

Et Genève elle-même devient une grande ville où fleurissent sans effort, et comme en pleine terre, les amusantes et bizarres végétations de Montmartre.

— Ne croyez pas que je plaisante : ceci est d'un sérieux profond. C'est même avec quelque effroi que je suis témoin d'un phénomène d'ailleurs prévu et inévitable : l'effacement graduel de notre originalité locale. Que voulez-vous ? Il y a trop de lignes ferrées en ce monde pour qu'il subsiste encore des frontières : Paris et Genève finiront par se divertir des mêmes choses, comme ils lisent déjà les mêmes livres et portent les mêmes modes. N'avons-nous pas vu, il y a quelques semaines, à l'Athénée, des ombres chinoises imitées de celles du *Chat-Noir ?* Et je m'empresse d'ajouter que cette imitation était de tous points réussie. Les bonshommes découpés dans une feuille de zinc et dont la silhouette se projette sur une surface blanche sont un spectacle enfantin, devenu un régal de raffinés. On peut dire de très grandes choses par ce simple langage, et des choses très malicieuses et très fines aussi ; on peut représenter d'une façon bien expressive les mille incidents de la vie mondaine et les péripéties dramatiques de la vie militaire. On peut raconter des contes de fées, évoquer de glorieux souvenirs.

Les artistes genevois que nous applaudissions récemment ont fait tout cela devant un public très amusé et très sympathique. Et, en entendant les bons rires de cette assemblée, nous cons-

tations une fois de plus combien est injuste la réputation de froideur qu'on a faite au public de Genève, ou du moins nous nous disions que, si elle fut jamais fondée, il a cessé de la mériter.

Les croquis genevois de l'humoriste Godefroy ont ouvert le spectacle ; un impresario plein de verve faisait le boniment, tandis que Jaques-Dalcroze soulignait la drôlerie des figures par les fantaisies ironiques de son piano : c'est ainsi que nous avons assisté à des scènes de patinage et à un bal « dans la haute, » puis dans la « moyenne » et dans la « basse. » L'intention satirique était discrètement, mais finement marquée, et l'auteur de *M. Jabot* y eût pris certainement plaisir. Ce fut ensuite le conte de *Peau d'âne*, conté en vers élégants et richement rimés, par M. Jules Cougnard, et illustré par les images très ingénieuses de M. H. van Muyden. Après le conte de fées, l'histoire et l'épopée : nous avons vu passer devant nos yeux les épisodes pittoresques de la Restauration genevoise, reconstitués avec beaucoup d'art par M. Dunki. Il y eut là des effets de défilés militaires avec fanfare et grosse caisse, qui faisaient courir dans la salle un petit frisson d'enthousiasme. Et l'on s'étonnait d'être ému par des moyens si simples en apparence, presque enfantins, mais en réalité très savants.

Le défaut de ce spectacle, c'est qu'il peut facilement devenir monotone par la reproduction des mêmes effets. Il y faut beaucoup d'esprit, beaucoup d'invention. Et ce n'est pas ce qui manque aux artistes genevois qui ont entrepris d'acclimater chez nous les ombres chinoises. Au reste, leurs représentations de ce printemps sont surtout un ballon d'essai : ce qu'ils rêvent, c'est de monter un théâtre d'ombres chinoises pendant l'exposition. L'idée peut être féconde ; mais, si nous avions un conseil à donner, nous leur dirions : « Avant tout, oubliez Montmartre et le *Chat-Noir;* ne retenez de ce que vous avez vu là-bas que la donnée artistique, le procédé, et efforcez-vous d'en tirer parti au point de vue local et national; servez-vous des ombres chinoises pour traduire les particularités de la vie suisse. »

Quelle mine féconde à exploiter, pour le plus grand plaisir du public ! Que de piquants motifs fourniraient nos mœurs militaires, rustiques, universitaires ! Que d'effets comiques à tirer

du passage des étrangers qui affluent dans notre pays pendant la belle saison ! Que de types variés à mettre en scène et que de contrastes à faire valoir ! Et notre vie publique, nos fêtes nationales, sans parler de nos glorieuses légendes ! Il y a là de quoi fournir à des spectacles tour à tour émouvants ou comiques qui auraient un vrai succès populaire. Mais les promoteurs des ombres chinoises ont sans doute pensé à tout cela. Nous leur souhaitons bon courage et... des capitaux.

— Notre peuple est loin de se montrer indifférent aux choses d'art. Il faut seulement savoir le prendre. N'est-ce pas l'an dernier que des foules de visiteurs affluaient au musée de Neuchâtel pour contempler les peintures décoratives de Paul Robert ? Et nous avons vu se reproduire, dans des proportions plus modestes, quelque chose de semblable à l'occasion du nouveau tableau d'Eugène Burnand, *La fuite de Charles-le-Téméraire*, dont l'exposition fut un événement pour la vallée de la Broie. L'atelier de l'artiste, à Sépey, près Moudon, devint pendant quelques jours un lieu de pèlerinage. Il n'est pas bien surprenant que des artistes, et des journalistes, et des amateurs de peinture aient tenu à voir cet important tableau, qui allait partir pour le Champ-de-Mars. Ce qui nous paraît plus significatif, c'est de voir la masse de la population témoigner le plus vif intérêt pour une œuvre d'art, accourir spontanément, envahir l'atelier du peintre, admirer avec recueillement.

Le temps n'était certes pas bien engageant, par ce dimanche des Rameaux où le vent d'ouest soufflait en tempête et où la pluie tombait sans merci. Ce jour-là pourtant, plus de mille personnes ont défilé devant Charles-le-Téméraire ; et la plupart de ces visiteurs étaient des paysans, en général absorbés par d'autres soucis que ceux de l'art ; et des écoles sont venues à leur tour, garçons et fillettes, conduits par leurs régents et leurs institutrices ; et les chants patriotiques ont jailli de ces lèvres enfantines.

Tout cela est très touchant et très réjouissant. Il faut convenir d'ailleurs que — mérite artistique à part, — le tableau de Burnand devait, par le sujet seul, parler à l'imagination populaire. Quelle page plus belle, je ne dis pas dans l'histoire vaudoise, mais dans l'histoire suisse, que celle des guerres de

Bourgogne? Et quelle vision étrange que ce duc insolent et magnifique, battu ignominieusement et forcé de fuir d'un galop désordonné, avec son escorte de grands seigneurs, « comme bétail épévanté par le loup, » selon l'image expressive du chanoine-chroniqueur de Neuchâtel!

On conçoit qu'un peintre, et qu'un peintre-animalier, ait été séduit par ce saisissant épisode, qui parlait tout ensemble à son âme de patriote et à son imagination d'artiste; qui lui fournissait une occasion sans pareille de faire une œuvre vraiment nationale, tout en exerçant ses aptitudes particulières. Il devait réussir; il a réussi. Sa composition, très habile, est d'un mouvement, d'une expression intenses; mais ce vaste tableau ne nous a pas seulement saisi par le caractère dramatique de la scène et par l'éclat de la couleur; toute une philosophie s'en dégage, qui se peut résumer dans la parole biblique : « L'orgueil va devant l'écrasement, la fierté d'esprit devant la ruine. » C'est ce que dit éloquemment la figure du Téméraire, où se lit la rage concentrée du vaincu qui se croyait invincible.

Mon intention n'est point d'analyser en détail une œuvre qui sans doute est destinée à revenir et à demeurer en Suisse; nous aurons l'occasion de l'examiner plus à loisir. Je note seulement que l'artiste s'est montré excellent archéologue, en ajoutant que, dans cette restitution du passé, il a été secondé de la façon la plus obligeante par plusieurs de nos musées historiques qui lui ont confié nombre de documents indispensables. Nous aimons à voir la science et l'art s'entr'aider ainsi, pour le plus grand honneur de l'une et de l'autre.

— Parmi les livres récemment parus en Suisse, il en est un qui mérite tout particulièrement l'attention de la critique. Il a pour auteur M. Samuel Cornut et pour titre : *Regards vers la montagne* (in-12, Lausanne, Payot). Titre symbolique, vous le voyez : on met aujourd'hui du symbole partout, même dans le roman; celui du jeune écrivain vaudois est teinté de tolstoïsme et même d'ibsénisme : son héros ressemble à un bon moujik; son héroïne à une dame un peu détraquée d'Ibsen. Ce sont néanmoins des Suisses romands. Pourquoi pas? Comme le dit, dans une comédie de Marc Monnier, ce personnage à qui l'on demande : « — Monsieur est de Carouge? » et qui répond d'un

ton rogue : « — Il y a des braves gens partout ! » il peut y avoir partout aussi un Jean de la montagne, espèce de philosophe inconscient, à l'âme simple et grande ; partout, une femme pareille à cette Emilie Devenoge, aigrie par les tracas domestiques, par les mauvais procédés de ses trois sœurs, et devenue la proie de sa rancune et de sa haine. Sous l'empire de ce sentiment, son cœur se rétrécit, se ferme à l'époux et à l'enfant que pourtant elle aimait ; il faut toute une cure morale pour ramener à la santé cette âme malade ; et c'est l'époux qui, avec sa droite et virile et compatissante sagesse de montagnard, accomplit ce miracle de relèvement et de rédemption.

Vous sentez comme tout cela est noble de pensée, élevé de conception, et neuf dans notre littérature indigène. Est-ce à dire que nous admirions sans réserve ? Tant s'en faut. Le livre est inégal, parfois bizarre, parfois obscur aussi ; mais on y sent s'agiter et bouillonner une inspiration très personnelle, un esprit vaillant et hardi. Nous sommes bien au-dessus de la banalité de tant de nos conteurs. Et l'on comprend de quels sentiments a jailli la *Déclaration* qui sert de préface à l'ouvrage.

M. Cornut fait bravement le procès au « roman romand, » et dit ce qu'il pourrait être. Beaucoup le trouveront sévère. Quelqu'un le trouvera-t-il injuste ? Ce ne sera pas nous. Certes, nous ne méconnaissons pas les œuvres d'imagination sincères et vraies que notre littérature a produites, et ce serait ici, moins encore qu'ailleurs, le lieu de les oublier. Mais combien d'œuvres incolores et fades inondent notre marché ! Ce que M. Cornut leur reproche à bon droit, c'est de ne pas donner une idée vraie de notre vie (j'entends de notre vie morale et intérieure), c'est de nous montrer des êtres artificiels et non des hommes vivants et des personnages vraiment *humains*. Il est sûr qu'il existe une « convention » romande, qui se plaît dans les demi-teintes d'un optimisme banal. M. Cornut pense que notre pays pourrait produire une forme de roman originale et neuve, roman qui serait pensé en Suisse et écrit en français, ou, si vous voulez, roman protestant par l'inspiration, par le fond moral, et artistique par l'élégance et la beauté de la forme. Il développe ces idées avec une verve éloquente, avec une chaleur de conviction qui nous plaît d'autant plus,

que les « jeunes » sont aujourd'hui plus habiles que convaincus. M. Cornut est avant tout un sincère. Il pourra se fourvoyer dans son ardeur à gravir le sommet rêvé ; mais il ne se mentira jamais à lui-même et ne reniera jamais l'idéal entrevu. Il ne se contentera jamais, comme tel autre, de l'imitation banale ou de la vérité par *à peu près*. C'est un sincère, vous dis-je, et j'ajoute avec regret : « Cela est beaucoup plus rare qu'on ne croit. »

— Un curieux ouvrage m'arrive du fond de l'Afrique. C'est un recueil de *Contes et traditions du Haut-Zambèze*, dû à un missionnaire neuchâtelois, M. Edouard Jacottet (in-8°, Paris, Chevalier & Leroux). Notre compatriote, qui est un lettré, met à profit son séjour dans le Basoutoland pour noter les traditions populaires de ces contrées. C'est ainsi qu'il a recueilli de la bouche de deux jeunes Zambéziens, en séjour auprès de lui, les textes dont sa brochure nous apporte la traduction. L'intérêt particulier qu'ils offrent, c'est qu'ils proviennent de tribus éloignées, très primitives encore, et nous donnent, selon l'expression de M. Jacottet, « le folklore du centre africain dans toute sa saveur et sa nudité primitives. »

Les *contes* sont de la plus enfantine incohérence. Ce sont pour la plupart des aventures d'animaux, parmi lequels le lièvre joue le rôle attribué au renard dans la vieille littérature populaire des peuples européens. Quant aux *traditions*, elles sont surtout remarquables par les croyances qu'elles nous révèlent sur les origines de l'humanité, sur Dieu (*Leza*), sur la vie future. Nous voudrions pouvoir transcrire tout entière l'étonnante légende d'un être mystérieux que Leza irrité envoya vers les hommes et que ceux-ci virent remonter au ciel : « Lorsqu'ils l'eurent vu partir ainsi, eux aussi essayèrent de s'envoler, disant : « Nous aussi, montons auprès de notre chef, Leza. » Mais ils ne purent s'envoler. Ils disaient : « Envolons-nous, » et arrivons jusqu'aux nuages. » Ils ne le purent, et cessèrent leurs efforts. »

Cela n'est-il pas d'une tristesse poignante et d'une signification profonde ?

---

que jeux d'enfants auprès du pont — toujours suspendu — que les New-Yorkais méditent de jeter en travers du noble, mais malpropre Hudson. Ce pont reliera New-York à l'agglomération voisine de New-Jersey, dont il n'est séparé que par la largeur du fleuve, et servira surtout au trafic des chemins de fer. Pour aller de New-York à Washington, et dans le sud des Etats-Unis, il faut toujours commencer par traverser l'Hudson et prendre le chemin de fer à New-Jersey : le pont suspendu mettra la tête de ligne dans New-York même. Ce pont portera sur deux piliers, et la partie qui se trouve entre les deux piliers aura 930 mètres de longueur. Il coûtera une centaine de millions de francs. Les piliers seront en acier, portant sur de la maçonnerie reposant elle-même sur du roc, et les câbles seront en fil d'acier d'au moins 6 millimètres de diamètre, et de 540 mètres de longueur. Ce pont sera une œuvre grandiose, et cela consolera pour un temps New-York de pouvoir se vanter de posséder quelque chose que Chicago n'a point. Mais le ciel seul sait ce que Chicago pourra bien imaginer pour se rattraper. En tous cas, au point de vue de l'art de l'ingénieur, l'entreprise mérite attention, et pourra susciter des imitateurs.

— Les projets ont leur intérêt : mais les choses réalisées ont la réalité en plus, et c'est là une différence appréciable. Chacun a pu prévoir, depuis quelques années, que la découverte des microbes et de leur rôle dans certaines maladies conduirait presque certainement à la découverte de méthodes propres à guérir ou prévenir ces dernières. M. Behring a ouvert la voie à l'une des méthodes, et voici qu'il est suivi par des expérimentateurs français, MM. Roger, Charrin et Marmorek. C'est à la diphtérie que s'est attaqué M. Behring ; ces derniers ont entrepris de combattre les maladies causées par un microbe fort répandu et nuisible, par le streptocoque, qui détermine la fièvre puerpérale, l'érysipèle, la septicémie.

A vrai dire, un médecin épris de propreté et d'antisepsie, — d'asepsie plutôt, — ne doit plus avoir de cas de septicémie ou de fièvre puerpérale : mais l'érysipèle est difficile à éviter dans bien des cas. Il serait donc de haut intérêt de pouvoir traiter les symptômes dus au streptocoque qui, en outre des maladies précédentes, cause encore certaines pneumonies infectieuses, et passablement de maux d'oreille du même genre. C'est par la

sérumthérapie que MM. Roger et Charrin ont procédé, et les quelques cas traités par eux, jusqu'ici, ont donné d'excellents résultats. L'un d'eux, M. Marmorek, a, de son côté, fait des recherches analogues, et il a apporté à la Société de biologie des chiffres très satisfaisants. Dans 46 cas d'érysipèle, il a eu 45 guérisons, et dans l'unique cas de mort, celle-ci avait pour cause une pneumonie à pneumocoques (femme de 76 ans) surajoutée à l'érysipèle. Cela est très encourageant, et, à ce train, les maladies infectieuses vont devenir bientôt choses insignifiantes. Il serait bon de trouver bientôt le remède à l'une des plus meurtrières de celles-ci, à la fièvre typhoïde : mais cela viendra sans doute.

Pour la tuberculose, plus meurtrière encore, ce sera probablement plus long. Pourtant beaucoup de chercheurs sont attelés à la question, et la solution peut en être plus proche qu'on ne pense.

Il faut s'en réjouir, assurément : mais il est incontestable que l'accroissement de population qui résultera forcément de la diminution du taux de mortalité de certaines maladies ne sera pas de nature à simplifier les questions économiques et sociales. Le nombre de bouches plus grand accroîtra la concurrence, la lutte pour la vie ; l'existence sera plus dure à la fois, et plus médiocre. Le malthusianisme interviendra-t-il ? L'homme limitera-t-il de propos délibéré la natalité ? Il est peut-être un peu tôt pour se préoccuper de ces questions, mais certainement elles se poseront, et l'art de guérir aura beaucoup fait pour les mettre à l'ordre du jour. Il y aura des philosophes qu'on dira moroses ou chagrins, pour n'être point enchantés de l'état nouveau.

— Toujours la santé publique... Le siphon de Clichy-Asnières, dont nous parlions il y a peu de mois, donne de telles satisfactions, qu'on a décidé de lui adjoindre un frère, à Paris. Du moment où l'épandage va se pratiquer en grand, et où les matières fécales iront périr à l'égout, on ne peut plus empoisonner la Seine avec les eaux d'égout, et force est d'éviter la contamination. Le siphon de la place de la Concorde fera traverser la Seine — en tunnel — aux eaux de la rive gauche, et les déversera dans le grand collecteur d'Asnières, qui passe

place de la Concorde. Ce siphon sera construit par M. Berlier qui pense l'avoir achevé en quatorze mois.

— Il y aurait beaucoup à dire sur les bienfaits de l'imprimerie, même pour un ami du progrès. A coup sûr, il ne serait pas désirable qu'elle n'existât point : mais, quand on considère le nombre d'erreurs, de mensonges et de malpropretés morales que l'invention de Gutenberg sert à répandre, on éprouve une joie mitigée. Cela ne nous empêchera pas d'admirer la *manoline.* La manoline n'est pas un combustible nouveau : elle ne se boit ni ne se mange ; c'est une machine, et une fort ingénieuse machine. Elle sert à composer : elle fait le travail du compositeur d'imprimerie. Ce travail, chacun le sait, consiste à tirer de petits casiers les caractères nécessaires à la composition des mots dont se compose la *copie,* à les disposer dans l'ordre voulu, et dans le sens voulu, à les espacer différemment selon qu'ils appartiennent au même mot ou à des mots différents, et à assembler les mots en lignes. La manoline fait tout cela, avec une économie de temps notable : elle va cinq ou six fois plus vite que l'homme. Croyez bien, toutefois, qu'elle n'a rien de commun avec l'automate de Vaucanson : elle fait toute cette besogne à condition qu'un compositeur la dirige. Elle consiste en un clavier dont chaque touche correspond à une lettre différente, et en un magasin, non pas de caractères, mais de matrices. Touchez une note de ce piano d'un nouveau genre, et une matrice sort. Elle porte 12 lettres différentes, mais la machine la dispose de telle façon que la matrice de la lettre voulue se trouve fixée à un certain niveau. Touchez la note correspondant à la lettre suivante : nouvelle matrice qui se place correctement aussi. La ligne achevée, un mécanisme enlève là série de matrices, et les dispose dans un moule de telle façon que les lettres en creux seules choisies reçoivent un alliage fondu qui, une fois refroidi, reproduit en relief, en caractères saillants, la ligne composée. Chaque ligne fournit de la sorte un cliché, et en juxtaposant les clichés, on a de quoi rouler, de quoi imprimer immédiatement. La machine remet en place les matrices, qui sont prêtes à servir de nouveau. En une heure, on compose et on moule 300 lignes. Les machines à composer existantes sont fort inférieures à celle-ci, et pourtant

elles ont très bien réussi. Aux Etats-Unis, on en comptait déjà 900 en 1893, dans 132 imprimeries. L'économie immédiate a été celle du salaire de 2036 compositeurs ; mais ceux-ci n'y ont rien perdu : grâce à l'abaissement du prix de la composition, il s'est fondé de nouveaux journaux et périodiques qui leur ont fourni du travail. De la sorte le flot des imprimés a monté encore, et on voudrait pouvoir s'en réjouir sans réserves....

— Un zoologiste anglais ne dédaigne pas de faire connaître à ses concitoyens, par l'intermédiaire de l'excellent journal *Nature* (Londres), un moyen pratique et simple de nettoyer les pipes. L'Anglais fume volontiers la pipe, à la maison quand il est dans son île, n'importe où quand il voyage, en vertu du précepte que tout ce qui n'est pas sol anglais est pays sauvage où l'on ne se gêne pas. M. Carus Wilson conseille donc de se procurer un siphon d'eau de seltz et un bouchon assez gros pour boucher l'entrée du fourneau. On perce le bouchon de façon qu'il permette l'entrée du bec métallique du siphon, et on fait jaillir le jet qui inonde le fourneau, traverse le tuyau, et sort au dehors par l'embout après avoir rincé l'instrument. Un bouchon de caoutchouc à une seule tubulure vaut mieux que le bouchon de liège : mais il coûte plus cher.

— La hauteur de l'atmosphère demeure encore problématique, et si les uns penchent pour 80 kilomètres, d'autres admettent des chiffres doubles et triples. Cela n'a d'ailleurs qu'un intérêt théorique : nous savons à n'en pouvoir douter qu'en pratique, l'air va se raréfiant de plus en plus, et qu'à partir de 8000 ou 10 000 mètres, il est à tel point « rare et subtil, » comme disaient les alchimistes, qu'il ne saurait suffire à entretenir la vie chez l'homme, par exemple, accoutumé à un gaz plus « dense » et plus riche en oxygène. On s'en doutait, mais les ascensions de Glaisher à 8 800 (et peut-être 10 000) mètres, et de Sivel et Crocé-Spinelli (8 600 mètres) ont prouvé la chose de façon certaine. M. Berson, en décembre 1894, a atteint la hauteur de 9 100 mètres, et son ascension a sur les précédentes l'avantage d'avoir été faite dans de meilleures conditions, et contribuera plus que celles-ci aux progrès de la science. Sauf un petit évanouissement passager, M. Berson, en effet, a pu conserver toute sa lucidité, et noter les phé-

nomènes. Parti à 10 h. 28 du matin, dans un ballon gonflé avec du gaz d'eau, M. Berson se trouvait à 6000 mètres à 11 h. 49 m. La température, de + 6° C., à 1400 mètres, tomba à — 17° à 5000 mètres, et à — 25° à 6000 mètres. A 7000 mètres, le thermomètre marque — 28°8, et M. Berson éprouve le besoin de pratiquer des inhalations d'oxygène. Il monte toujours, à 8700 mètres (T = — 38°8), puis à 8900 mètres, où il traverse une petite couche de cirrus composés de flocons de neige ; et enfin à 9100 mètres, où il fait — 47°8 à l'ombre, et — 23°9 au soleil. Il est à une altitude supérieure à celle de la plus haute sommité du globe (Gaurisankar, 8840 mètres), et cesse de s'élever : il redescend près de Kiel après un voyage de 5 h. 20 m., en parfaite santé, confirmant le froid intense qui règne dans les régions supérieures de l'atmosphère, et montrant une fois de plus que l'homme ne peut vivre au-dessus de 6000 ou 7000 mètres qu'en faisant emploi d'artifices, et en remédiant à la pauvreté de l'air par des inhalations d'oxygène. Si jamais l'homme met le pied sur le Gaurisankar — et cela se fera — il y sera venu en ballon, et non à pied : notre physiologie actuelle ne s'accommoderait pas d'une ascension à de pareilles hauteurs exigeant le moindre effort physique. C'est tout au plus si nous pouvons supporter l'altitude, sans avoir à exécuter de travail pour y atteindre. Rappelons en passant qu'une expédition aéronautique intéressante aura lieu l'année prochaine : M. Andrée se propose de gagner le pôle nord en ballon et embarquera au Spitzberg, à 900 kilomètres environ du pôle.

— Londres, pensant joindre la beauté à l'énormité, a cru peut-être ravir à Paris son plus beau joyau en construisant une tour dans le genre de celle qui, par elle-même, et par le nom de celui qui l'a faite, enlaidit une partie de la capitale française. La nouvelle tour aura quatre pieds et formera une pyramide. Elle sera particulièrement bien pourvue de distractions de toutes sortes.

— Il y a quelques mois à peine, on nous a annoncé à grand fracas la découverte d'un échantillon de « notre grand-père » à tous, de l'espèce disparue, qui a dû faire la transition entre le singe et le sauvage de qui nous descendons. C'est à Java

que ces restes intéressants ont été découverts, et point n'est besoin de dire qu'ils ont été attentivement examinés et commentés. Décidément, paraît-il, il faut en rabattre : nous ne sommes pas arrivés à la solution du problème. Les restes découverts par M. Dubois à Java sont incontestablement humains ; ils se rapprochent fort des restes de Neanderthal, par exemple, et rien n'autorise à créer pour eux une espèce ou même une variété nouvelle. Ce sont des ossements d'hommes, mais d'homme au-dessous de la normale : d'un idiot préhistorique. Nous ne tenons point encore le *missing link*. Du reste, il n'a probablement jamais existé ; l'homme est bien plutôt le *cousin* que le *fils* du singe : le premier ne procède pas du second ; mais les deux ont un parent commun, ou, plutôt, une même souche.

— L'argon continue à attirer l'attention. Deux faits intéressants se sont produits depuis la mémorable découverte de lord Rayleigh et de M. Ramsay (publiée *in extenso* dans le dernier numéro, paru en avril, des *Proceedings of the Royal Society*). L'un est le fait que l'argon peut se préparer de façon plus simple que par le procédé originel des chimistes anglais, en absorbant l'azote, non par le magnésium, mais par le lithium ; l'autre est la découverte d'un composé de l'argon. Ce corps ment à son nom déjà : on croyait qu'il ne se combinait à aucune substance, et voilà que M. Ramsay le découvre dans un minéral naturel, assez rare, d'ailleurs, dans la clévéite, formée d'argon et d'uranites divers. Cette même clévéite contient encore une subtance dont on avait découvert la présence dans le soleil, mais qu'on n'avait point encore trouvée sur le modeste satellite avec qui nous roulons par les cieux : cette substance est l'hélium, ou du moins un composé d'hélium. M. Crookes s'occupe à étudier à fond les caractères spectroscopiques de la clévéite, et nous pouvons attendre de curieuses communications à cet égard.

CHRONIQUE POLITIQUE

La tempérarure. — Traité de paix entre la Chine et le Japon. — La dernière session des chambres fédérales en Suisse. — Monopole des allumettes. — Loi contre les actionnaires de chemins de fer. — Banque d'état. — Scission du parti radical.

La température du mois d'avril n'a pas été de tous points agréable. Nous avons passé les deux premières décades du mois et au delà à Paris, et jusqu'au 15 le temps a été généralement froid, avec des périodes de pluie et de soleil, et dans les derniers jours de la quinzaine un vent du nord-est extrêmement violent, désagréable et rude. A Pâques, l'hiver semblait être revenu. Mais le lendemain le vent avait beaucoup diminué, et la journée a été splendide. Une nouvelle période commençait, avec de belles journées, un air printanier et une végétation active. Le boulevard Saint-Germain, avec ses marronniers, était magnifique d'un bout à l'autre, tandis qu'ailleurs les arbres d'autres essences avaient à peine bougé. Aux autres boulevards, en particulier, les arbres, encore chargés de confetti, ne montraient pas trace de verdure. De fortes pluies ont marqué la fin de la période. En Suisse, le temps a été assez pareil, avec des extrêmes plus marqués : des jours plus chauds, et des vents plus violents encore, quoique moins prolongés. En y rentrant, nous avons pu nous rendre compte des différences : dans le bassin du Léman, un air plus doux et plus chaud qu'à Paris et une végétation un peu plus développée, une lumière diffuse notablement plus grande. La dernière semaine du mois a été en partie pluvieuse avec quelques éclaircies.

En somme, le printemps ne s'est établi que lentement et avec peine, mais jusqu'ici les retours de froid accentués et les gelées ont été évités et la campagne n'a pas souffert ; elle commence, au contraire, à devenir fort belle. Dans les montagnes, de grandes quantités de neige ont disparu, mais il en reste encore

beaucoup sur les hauteurs. La Suisse n'a pas eu d'inondations; d'autres pays d'Europe ont été moins favorisés et, sur plusieurs points, les dégâts ont été grands. Un tremblement de terre très violent a atteint les provinces méridionales de l'Autriche et s'est étendu jusqu'à la Vénétie. Son centre paraît avoir été Laybach, chef-lieu de la Carniole, qui a été en partie ruiné, et où les morts d'hommes ont été nombreuses. La santé publique, en général, paraît avoir été plutôt bonne ; aucune épidémie n'a été signalée.

— L'événement capital du mois a été la conclusion de la paix entre le Japon et la Chine. Aujourd'hui encore, on n'en connaît pas les conditions exactes et complètes. Dans les nouvelles qui en sont parvenues en Europe, on peut distinguer deux courants très marqués. Les Japonais, habiles comme toujours, ont mis en vedette les points de nature à plaire à l'Europe : l'indemnité de guerre modérée comme somme et conditions de paiement ; l'ouverture de la Chine au commerce et à l'industrie de toutes les nations, d'autres conditions plus onéreuses étant présentées plus modestement. Les Chinois, au contraire, c'est-à-dire sans doute Li-Hung-Chang, ont appuyé sur ces dernières, très probablement afin d'émouvoir les puissances intéressées, et ont obtenu un brillant succès, car toutes se sont émues, des pourparlers ont eu lieu entre elles, et il a été fortement question d'intervenir pour arracher au Japon le fruit de sa campagne, notamment les acquisitions territoriales qu'il a faites, et surtout la péninsule de Liaotong, avec le grand arsenal maritime de Port-Arthur, et l'île de Formose, y compris les Pescadores. L'indépendance de la Corée est aussi proclamée, mais elle sera purement nominale, car le Japon y sera le maître absolu.

De toutes les puissances européennes, la Russie est la seule qui soit directement et immédiatement touchée par la Corée et la péninsule de Liaotong. Mais, comme avenir, l'Angleterre semble menacée par les Indes et spécialement par le Burmah, la France par le Tonkin, l'Allemagne par les intérêts généraux de son commerce. Il est évident aussi que des pays moindres, qui ont des possessions dans l'extrême Orient, la Hollande, l'Espagne, le Portugal, ne peuvent être satisfaits de voir surgir

une grande puissance asiatique avec laquelle ils peuvent avoir à compter. Comment parer à ces périls nouveaux ? Immédiatement, tous les regards se sont tournés du côté de l'Angleterre, seule peut-être en mesure de faire face au Japon. On se souvient sans doute qu'au début de la guerre, lord Rosebery, par deux fois, avait tenté d'établir un accord pour intervenir en commun afin d'y mettre un terme. Ses avances furent repoussées, et même ici et là d'une manière assez brusque et peu courtoise. Maintenant, il vient de prendre sa revanche en refusant nettement son concours. Naturellement, ses raisons ne sont encore connues que des chancelleries européennes. Cependant la presse anglaise, qui approuve son gouvernement, peut nous les fournir, en gros tout au moins.

Examinons-les. On ne saurait douter que l'ensemble des états n'ait le droit d'intervenir pour modifier des traités conclus à la suite d'une guerre lorsqu'ils contiennent des clauses contraires à l'intérêt général. C'est ce qui a eu lieu, il n'y a pas si longtemps, pour le traité de San-Stephano, qui fut fortement amendé à Berlin. C'est ce qui aurait pu se faire pour le traité de Francfort, s'il avait suivi le traité de San-Stephano au lieu de le précéder, et si la Russie avait demandé alors, conjointement avec d'autres états, que l'Alsace-Lorraine demeurât à la France, et on a pu voir depuis combien cela aurait été heureux pour l'Europe et pour l'Allemagne elle-même. Evidemment, ce qui s'est fait ou aurait pu se faire en Europe pourrait être cherché en Asie. Toutefois avant de rien commencer, il importe de savoir les conditions exactes du traité entre le Japon et la Chine et d'en examiner de près les conséquences.

Elles ne sont pas peut-être si terribles qu'on le prétend. Le *Times* et d'autres journaux ont dit que le fait important de la guerre était la naissance d'une grande puissance au cœur de l'extrême Orient, et que ceci ne pouvait être défait. Or, tout en rendant pleine justice à l'habileté, à la persévérance, à l'étonnante transformation du Japon, il importe de ne rien exagérer et de se demander ce qu'est sa puissance et ce qu'il peut en faire. Son succès, il ne faut pas le perdre de vue, a dépendu de ce qu'il était une force organisée, soigneusement préparée et bien menée, qui a eu affaire à une masse énorme, mais incohérente,

sans organisation, sans armée, en proie à une corruption administrative incommensurable. Les Japonais n'ont pas gagné une seule bataille, parce qu'ils n'ont jamais trouvé devant eux une force capable de leur résister. Leurs mouvements ont été lents, et ils n'ont pu arriver à Pékin, leur grand objectif. Les Anglais et les Français l'ont fait en beaucoup moins de temps et avec des forces trois ou quatre fois moindres. Quant à leurs succès maritimes, ils laissent des doutes : non seulement la flotte chinoise était mal équipée et mal commandée, mais on sait aujourd'hui que, sans une révolte à bord, il est probable que l'escadre de l'amiral Ting n'aurait pu être capturée. La valeur exacte des troupes de terre et des forces maritimes du Japon ne pourra se mesurer que lorsqu'elles seront aux prises avec les Européens, et il y a tout lieu de croire qu'elles ne pourraient pas tenir devant ceux-ci, même avec la supériorité des effectifs.

Maintenant, que va faire le Japon ? Entreprendra-t-il de relever la Chine, au risque plus tard d'être écrasé par elle ? S'arrangera-t-il à lui reconstituer seulement une armée, dont il serait le maître ? Assurément, ce pays possède en hommes et autres ressources matérielles tout ce qu'il faut pour établir une puissance très grande. Dès que les Chinois seraient commandés, nourris et payés convenablement, ils deviendraient d'excellents soldats, et avec eux les Japonais obtiendraient une prépondérance absolue en Asie, d'autant plus que les transports de troupes d'Europe seraient très difficiles et coûteux. Cependant, la puissance qui serait surtout menacée, c'est la Russie, et les Anglais disent avec assez de raison que c'est à elle de se défendre, et qu'ils n'ont pas à tirer les marrons du feu dans son intérêt, qu'eux-mêmes ne se sentent nullement en péril pour le moment, et qu'il y aura lieu d'aviser lorsque le temps en sera venu. D'ailleurs, une guerre entreprise pour parer à des dangers très hypothétiques ne se justifierait pas moralement et aurait probablement des conséquences désastreuses. Lorsque, en 1875, le prince Bismarck fut accusé de vouloir engager une guerre contre la France, qui se relevait trop rapidement à son gré, afin d'anéantir sa puissance pour longtemps, toute l'Europe en fut soulevée. Et il n'y a pas bien longtemps,

M. de Caprivi, examinant devant le Reichstag la même éventualité d'une guerre aggressive contre la France en vue d'écarter le danger d'une lutte future engagée peut-être dans un moment défavorable, proclamait hautement qu'une guerre pareille ne pourrait se justifier moralement. Ce qui est vrai pour l'Europe l'est aussi pour l'Asie.

D'ailleurs, toutes ces sombres perspectives seront peut-être absolument vaines. Le Japon a certainement accru ses forces dans la dernière guerre parce qu'il les a essayées et mises à l'épreuve; l'indemnité de guerre qu'il recevra de la Chine lui permettra de les augmenter beaucoup. Mais il a fait aussi un effort qui laissera après lui de la fatigue et de l'épuisement. A elle seule, la Corée va lui imposer une tâche ardue. Ses acquisitions en Chine ne lui seront pas moins onéreuses. Trouvera-t-il en hommes, en administrateurs, les ressources nécessaires pour y pourvoir? Et, s'il a peine à y suffire, que fera-t-il de ces masses chinoises figées dans l'ignorance et les préjugés, pleines d'une haine secrète contre ceux qui les ont humiliées, et lui opposant pour le moins une inertie insurmontable? Nous entrevoyons là des difficultés tellement grandes que les craintes exprimées en Europe nous paraissent très chimériques.

On peut s'en rendre compte au moyen d'exemples tirés de la situation actuelle dans le monde. Depuis quelques années, on nous a beaucoup menacés d'un envahissement de la race jaune, des Chinois surtout, qui devaient, disait-on, submerger peu à peu notre civilisation sous le poids de leur nombre, de leur sobriété, de leur travail à bas prix. Nous avons sous les yeux tout un volume, fort intéressant d'ailleurs, consacré à soutenir cette thèse[1]. Que reste-t-il de tout ceci après la guerre qui a dévoilé l'immense et peut-être incurable faiblesse du grand empire chinois, si redoutable en apparence, et si redouté il y a quelques jours à peine?

Et les Etats-Unis d'Amérique! Le temps n'est pas éloigné non plus où l'Europe craignait de voir son commerce, son industrie, ses richesses, son bien-être, engloutis par cette jeune nation pourvue de ressources naturelles immenses, pleine

[1] *National life and character*. A forecast, by Charles H. Pierson. London, 1893.

d'énergie et d'ambition, d'intelligence et de savoir-faire, libre des charges écrasantes et des entraves que les siècles, et surtout le dernier, ont imposées à l'Europe. Il était question alors pour celle-ci de s'unir en une vaste confédération douanière, seule capable de mettre une digue à l'inondation des produits américains qui devait nous submerger à bref délai.

Que sont devenues toutes ces craintes? Les Américains, laissés à eux-mêmes, se sont chargés de les dissiper. La corruption politique, avec ses conséquences : protectionnisme outré, achats d'argent aux propriétaires de mines, pensions énormes données aux survivants de la dernière guerre, et bien d'autres choses encore, les ligues de capitalistes, celles des ouvriers, leurs grèves organisées en batailles ont mis bon ordre à la prospérité et à la puissance industrielle qui faisaient trembler l'Europe, et rien n'indique que les Etats-Unis soient à la veille de sortir de la voie fatale où ils sont engagés. Au contraire, après un effort pour en sortir, ils paraissent vouloir y retomber plus profondément.

En Europe, nous voyons les mêmes choses sous d'autres formes. Combien n'y trouverait-on pas d'états qui s'affaiblissent en croyant se fortifier, qui ont de grandes armées et de mauvaises finances, et qui se paralysent elles-mêmes en cherchant à s'agrandir? Et c'est pourquoi elles feront bien de ne pas ajouter aux autres causes de ruine une guerre en Orient, qui n'est certainement pas nécessaire maintenant et ne le deviendra probablement jamais. Qu'on laisse le Japon aux prises avec la tâche dont il s'est chargé dans sa jeune ardeur. Il en résultera sans doute quelque bien pour la civilisation, et, jusqu'à ce qu'il devienne dangereux, l'Europe aura amplement le temps d'aviser.

Si nous portons nos regards vers la Suisse, nous verrons aussi qu'il est plus facile de remporter une victoire que d'en recueillir les fruits. Cette réflexion s'impose quand on se reporte d'une part à la journée du 4 novembre, où le peuple suisse, dans sa grande majorité a affirmé son attachement à la confédération, et qu'on voit d'autre part comment les autorités fédérales, mal inspirées, ont dirigé dès lors la barque qui leur

est confiée. C'est le sort commun des majorités trop fortes de se diviser après une victoire : des éléments qui les constituent, les plus actifs, les plus remuants croient alors le moment venu de s'imposer aux autres, méconnaissant presque toujours les vœux véritables du pays. Jamais peut-être, en Suisse, le contraste entre l'enthousiasme de la veille et les déceptions du lendemain n'a été plus sensible que dans la dernière session fédérale, qui a occupé la fin du mois de mars et les deux premières semaines d'avril. On l'a appelée « la session du monopole, » et ce nom est bien justifié, puisque les trois principaux objets qui y ont été abordés ne tendent à rien moins qu'à l'accaparement par l'état de fonctions laissées jusqu'ici à l'activité privée : la fabrication des allumettes, l'administration intérieure des chemins de fer, les opérations de banque.

Sur ces trois objets, une profonde divergence s'est établie entre deux groupes de députés : l'un, séduit par le socialisme d'état, qui ne va pas sans une centralisation complète, l'autre, qui ne veut pas de l'état-providence ou tout au moins qui désire conserver aux cantons une certaine autonomie, une certaine influence sur les affaires fédérales. Ce dernier groupe est surtout formé des Suisses romands de toutes opinions, et à eux viennent se joindre la plupart des membres de la droite catholique et du centre. De l'autre côté, nous ne trouvons que des Suisses allemands, pour la plupart radicaux ou démocrates plus ou moins teintés de socialisme. Cette coupure nette et franche au point de vue de la race est significative ; elle ne nous inquiète d'ailleurs nullement, nous dirions presque plutôt que nous la voyons avec plaisir, car, sans impliquer en réalité un conflit de races, elle est un sérieux garde-à-vous pour les politiciens d'outre-Aar, qui ont déjà fait plus d'une fois l'expérience qu'il ne leur est pas possible de gouverner sans le concours des Suisses romands. Nous avons heureusement conservé dans nos cantons occidentaux l'amour profond de la liberté, ce principe fécond qui est la raison d'être de la Suisse, et dont elle ne s'est jamais écartée sans dommage ; nous ne nous sommes pas laissé envahir par les doctrines politiques et économiques des théoriciens allemands, visant un ordre de choses bien différent du nôtre ; les programmes pleins de pro-

messes de la démocratie sociale ne réussissent pas à nous éblouir ; notre sentiment de la dignité humaine se concilie mal avec les allures d'un état qui tend à verser dans une bureaucratie toujours plus omnipotente. Nous voulons vivre et laisser vivre, et c'est pourquoi nous réagissons de toutes nos forces contre le courant autoritaire qui nous vient des bords du Rhin et du lac de Constance. En le faisant, nous estimons servir la patrie commune mieux que si, par gain de paix, nous laissions faire ceux qui croient nous octroyer notre bonheur malgré nous, mais qui, selon notre ferme conviction, n'ont ni le bon droit, ni la force du nombre de leur côté.

— On le verra bien lorsqu'il s'agira du monopole des allumettes, sur lequel le peuple et les cantons vont être appelés prochainement à se prononcer. De guerre lasse, le conseil national a fini par adhérer au conseil des états, qui s'est obstiné à vouloir ce monopole. La plupart des députés se rendent parfaitement compte que le peuple n'en voudra pas, mais ils n'ont pas su résister à la pression exercée sur eux par la députation bernoise et par le parti socialiste. Une votation populaire aura donc lieu. On ne manquera pas de faire appel aux sentiments humanitaires des confédérés pour les engager à accepter le nouvel article constitutionnel. On leur présentera le tableau lamentable des pauvres victimes de la nécrose, et on affirmera qu'il n'y a d'autre moyen de leur venir en aide que d'adopter le monopole. Certes, nous sympathisons aussi avec les huit ou dix malheureux que la nécrose a pu faire dans les dernières années, mais nous avons beaucoup moins de commisération pour les fabricants qui, par leur négligence plus ou moins calculée, par leur inobservation des règlements fédéraux, ont favorisé le développement de cette affreuse maladie. Il ne paraît pas juste qu'ils tirent profit du mal qu'ils ont causé. Si l'on voulait exproprier toutes les industries dans lesquelles des accidents graves peuvent se produire à cause de l'impéritie des employeurs, on n'en finirait pas. Ainsi, on peut voir continuellement des ouvriers couvreurs qui, malgré les prescriptions formelles de la police, travaillent sur les toits sans être attachés. Va-t-on demander que la confédération se charge exclusivement des toitures de nos demeures ? Comment s'y prendra-

t-elle pour faire mieux observer les règlements ? Les ouvriers employés dans ses poudrières ne sautent-ils jamais ? Il est vrai de dire que les chambres veulent interdire de nouveau la fabrication des allumettes au phosphore jaune, cette interdiction qui avait si mal réussi pendant les années 1879-1882; mais, comme elles en permettent néanmoins la vente, — pour tenir compte de ceux qui veulent une allumette s'allumant sur toute surface dure, — la conséquence en sera la fabrication clandestine, plus redoutable encore que celle qui est pratiquée jusqu'ici. A tous les points de vue donc, le nouvel article constitutionnel doit être repoussé, et nous serions fort surpris s'il ne l'était pas.

— Au conseil des états, la discussion de la loi qu'on a appelée avec raison « loi contre les actionnaires de chemins de fer » a mis une fois de plus en pleine évidence le manque de caractère d'un certain nombre de députés. La plupart de ceux qui ont pris la parole ont exprimé très sincèrement leurs doutes, et même leur incrédulité complète quant à l'efficacité des mesures projetées. Et cependant, ils ont voté la loi. Pourquoi ? Pour donner satisfaction, ont-ils dit, à un courant populaire. Comment donc ? vous envisagez qu'une loi est mauvaise ou inefficace, et, au lieu de montrer au peuple le vrai chemin en repoussant un projet qui n'est qu'un trompe-l'œil, vous l'adoptez malgré les murmures de votre conscience ! Est-ce là le devoir d'un député, d'un conseiller populaire ?

Les réflexions se pressent sous la plume quand il faut signaler de telles défaillances. Nous préférons y couper court pour aujourd'hui, sauf à y revenir quand le conseil national aura parlé à son tour. S'il était permis d'espérer que dans cette chambre chaque député votera selon son sentiment intime, le sort de la loi serait réglé ; c'est tout au plus si quelques dispositions survivraient au naufrage de l'ensemble. Mais nous n'avons pas cet espoir, et nous craignons bien plutôt une nouvelle faute grave venant s'ajouter à toutes celles qui ont été déjà commises dans le domaine des chemins de fer. Ce n'est pas ainsi à coup sûr qu'on favorisera le rachat ; la grande commission extraparlementaire qui vient d'être constituée pour étudier ce difficile problème aura lieu de s'en convaincre.

— La question qui a surtout captivé l'attention générale pendant la dernière session est celle de la banque d'état. Au début, il semblait que le projet de M. Hauser fût assuré d'une majorité considérable et compacte. On avait tout fait pour déterminer un courant favorable. Les journaux annonçaient à l'envi que l'opinion de l'assemblée fédérale était fixée *ne varietur* ; que le peuple exigeait une banque d'état pure, se confondant avec la confédération de la manière la plus complète ; que toute tentative de réagir contre cette manière de voir, devenue un véritable dogme, était d'avance vouée à un insuccès lamentable. Un chant de triomphe s'élevait dans les milieux radicaux et socialistes. Surpris, ébouriffés, on peut bien le dire, par ces manifestations bruyantes, les députés dont l'opinion était chancelante, bon nombre même de ceux qui jusqu'ici pensaient qu'une banque mixte était préférable à une banque d'état pure, inclinaient à se joindre au courant plutôt qu'à lui résister. Cette fois, pourtant, la discussion a jeté de grandes clartés dans les esprits.

De l'avis à peu près général, les partisans du projet Hauser se sont montrés d'une grande faiblesse dans leur argumentation. Obligés de faire, contre tous les hommes compétents, la preuve que la banque d'escompte qu'il s'agit de fonder fonctionnerait mieux et garantirait mieux le crédit du pays si elle est aux mains exclusives d'autorités politiques que si la direction en est partagée avec les représentants du commerce et de l'industrie, ils n'avaient pas une tâche facile. La vraie raison de leur attitude, ils n'osaient pas l'alléguer ; ils n'osaient pas dire qu'ils veulent avoir en mains un instrument de centralisation et de progrès à leur façon, c'est-à-dire dans le sens du socialisme d'état.

Leurs adversaires, dont les forces augmentaient chaque jour, n'ont pas eu trop de peine à démontrer tous les dangers d'une banque d'état pure, ainsi que la nécessité de séparer nettement le crédit de la confédération de celui de la banque. Diverses propositions ont surgi quant au système suivant lequel la banque centrale pourrait être construite sans offrir les graves inconvénients du projet. MM. Cramer-Frey et Ador étaient pour une banque mixte, dont les capitaux seraient fournis par

les particuliers, et dont la direction serait essentiellement aux mains de l'état. Les députés vaudois proposaient une banque d'état au capital fourni par la confédération et les cantons (ou les banques cantonales), et qui aurait un conseil d'administration nommé en partie par l'autorité fédérale, en partie par les autorités cantonales. M. Keel (Saint-Gall) voulait que le capital fût constitué un tiers par la confédération, un tiers par les cantons, un tiers par les particuliers. M. Steiger (Berne) préférait un établissement comme la *Reichsbank* allemande. Tous demandaient le renvoi au conseil fédéral pour nouvelle étude. M. Hauser s'y est opposé. Il a déclaré qu'il s'en tenait à son projet, et qu'il ne pourra faire aux cantons d'autre concession que celle de leur permettre de contribuer à la formation du capital. Cette raideur, qui lui est habituelle, a produit un mauvais effet : 75 députés l'ont suivi, mais beaucoup sans conviction ; 54 ont rejeté l'entrée en matière.

C'est un gros chiffre si l'on tient compte de la situation telle qu'elle se présentait à l'ouverture de la session. Il est, dès aujourd'hui, absolument certain que le projet Hauser ne pourra être maintenu tel quel. Son auteur devra se plier aux circonstances ou renoncer à l'espoir de le faire passer.

Ce qui nous parait devoir être garanti avant tout, étant donné qu'on arrive à un projet conforme aux expériences faites en cette matière, c'est qu'on dote l'établissement d'une stabilité complète pour une durée d'au moins vingt ou trente années. Il règne dans certains milieux de si étranges idées sur la nature du crédit et sur les devoirs de l'état à ce sujet, qu'on ne peut se défendre des plus vives inquiétudes en songeant qu'une initiative formulée pourra venir, du jour au lendemain, détruire les combinaisons les plus judicieuses, et ruiner complètement notre crédit public et privé. Ce danger est si grand que, si l'on ne peut se prémunir suffisamment à ce sujet, il serait de beaucoup préférable de maintenir l'état de choses actuel, qui n'est pas l'idéal, sans doute, mais qui ne donne cependant pas lieu à des plaintes nombreuses, et qui fonctionne, d'une manière générale, au gré des intéressés. Le mieux est souvent l'ennemi du bien. Si M. Hauser s'était placé sur le terrain solide de l'expérience acquise dans tous les autres pays, au lieu

de vouloir nous faire courir les aventures, on aurait pu le suivre volontiers, dans la conviction qu'un établissement central peut rendre des services au pays. Mais, au point où les choses en sont, ce qui semble le plus désirable, c'est qu'on ne fasse rien du tout, et c'est probablement ainsi que cette grosse querelle finira, soit à l'assemblée fédérale, soit devant le peuple.

— Toutes ces divisions ne pouvaient manquer d'avoir leur contre-coup sur les partis eux-mêmes. La droite et le centre s'en sont assez peu ressentis ; quelques-uns seulement de leurs membres se sont laissé gagner par le courant centralisateur. Mais la gauche a été atteinte plus gravement. Les radicaux romands se sont nettement détachés de la majorité du groupe, et la scission durera, selon toute probabilité, aussi longtemps que les causes qui l'ont fait naître. C'est à tel point qu'une grande réunion du parti radical suisse; qui devait avoir lieu à Olten le 12 mai, a dû être ajournée à des temps meilleurs. Les politiciens de la gauche sentent fort bien que des concessions devront être faites à la Suisse romande; les marchandages ont déjà commencé dans la coulisse. Il est à désirer que les radicaux romands ne vendent pas leur droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Le marché ne serait pas ratifié par leurs électeurs.

Lausanne, 27 avril 1895.

BULLETIN LITTÉRAIRE

ET BIBLIOGRAPHIQUE

La diplomatie française et la Ligue des neutres de 1780, par *P. Fauchille*. — 1 vol. in-8°. Paris, Pedone-Lauriel.

Il a été publié dans presque toutes les langues d'Europe des histoires, souvent consciencieuses et intéressantes, de la neutralité armée de 1780. Celle que M. Paul Fauchille vient de faire paraître à Paris chez Pedone-Lauriel présente, sur toutes celles qui l'ont précédée, un avantage signalé : l'auteur a pu mettre à contribution des sources d'informations autrefois fermées ou inconnues, qui lui ont fourni un grand nombre de faits inédits, indispensables pour l'intelligence complète et définitive de cette grande affaire, j'allais écrire de cette vaste intrigue politique. Nous avons ainsi un tableau très documenté, bien vivant, de cet épisode capital de la guerre d'indépendance des Etats-Unis. Du reste, pour indiquer tout de suite qu'il s'agit d'une œuvre de valeur, il suffit de dire que l'ouvrage a été l'objet d'nne distinction flatteuse de la part de l'Académie des sciences morales et politiques, qui lui a décerné un prix à la suite d'un rapport élogieux de M. Desjardins.

Les principaux acteurs de cette tragi-comédie sont la France, l'Angleterre, la Russie et la Hollande. L'auteur a développé avec un soin extrême le rôle de chacun, et une impression nette se dégage de son exposé. Les deux pays belligérants se disputent l'alliance de Catherine, non pas qu'ils fondent l'un et l'autre beaucoup d'espoir sur les secours directs qu'ils en pourraient tirer; mais ils calculent avec raison que son influence dans le nord de l'Europe n'est pas à dédaigner. Il dépend d'elle en somme que la mer Baltique se ferme devant l'un des adversaires en présence, et que la source principale des

approvisionnements navals se trouve ainsi tarie; de là résulterait pour lui une cause grave d'infériorité dans la guerre présente. M. Fauchille nous fait assister à la lutte diplomatique que les deux gouvernements se livrent dans ce but, parallèlement à leur lutte armée. Mais à Pétersbourg ils ont affaire à forte partie. Catherine, en effet, n'était pas femme à s'engager à l'étourdie dans une question de cette gravité, et elle avait d'autant plus lieu d'hésiter, que la situation était pour elle extrêmement compliquée. Il lui fallait ménager l'Angleterre, avec laquelle ses sujets avaient des relations de commerce fort étendues et fort étroites; elle craignait aussi de se mettre à dos la France, qui pouvait contrecarrer sérieusement sa politique orientale. Elle avait donc le doigt pris entre l'arbre et l'écorce, et toute son ingéniosité devait tendre à se dégager sans trop froisser personne et sans trop s'engager pourtant, soit d'un côté, soit de l'autre. Elle crut faire un coup de maître en inventant la fameuse combinaison connue sous le nom de neutralité armée. Quelle en était donc la portée?

Par cet arrangement, qui fit alors tant de bruit, Catherine réalisa du même coup trois vues différentes. D'abord elle tira sans dommage son épingle du jeu, chose à laquelle elle tenait avant tout; en second lieu, elle se donna la posture d'une grande souveraine, libérale et pacificatrice, intervenant avec autorité entre les plus grands états dans l'intérêt de la paix et du trafic universels; enfin elle réussit à préserver des atteintes de la guerre maritime, au moins dans une certaine mesure, le commerce des mers du nord, auquel la Russie était surtout intéressée.

Au fond, la France et l'Angleterre furent jouées toutes deux à la fois par cette femme astucieuse, mais cela à un degré inégal. En fin de compte, il semble bien que l'Angleterre profita plus que la France, et d'une manière très sensible, des dispositions prises par la Russie. Elle put continuer sans difficulté à s'approvisionner de bois, de chanvre, de goudron, de viande et de poissons salés dans le nord, tandis qu'elle savait intercepter les arrivages à l'entrée des ports français. De plus, l'intervention moscovite fit perdre à la France toute chance de grouper les petits états maritimes exaspérés par les procédés anglais. Si la Hollande fut engagée dans la lutte, c'est que

l'Angleterre voyait à la combattre plus d'avantages qu'à respecter sa neutralité. Aussi fut-elle abandonnée par la Russie, en dépit de l'alliance de neutralité, aux avides vengeances de la Grande-Bretagne.

Le livre de M. Fauchille abonde en renseignements sur toutes les péripéties de cette longue négociation, où l'on trouve de tout : l'intrigue, les plus nobles principes, le trait pittoresque, et à l'occasion le détail franchement comique. Aussi la lecture en est-elle aisée et agréable. Le seul reproche un peu grave que l'on puisse faire à l'auteur, c'est le caractère flottant, indécis de ses conclusions. Il n'a pas tiré, à ce point de vue, tout le parti possible de l'énorme masse de renseignements qui se trouvent réunis dans son travail. Cette réserve faite, nous ne pouvons que recommander cette importante contribution à l'histoire du XVIII[e] siècle.

L. P.

LA VIE FUTURE ET LA SCIENCE MODERNE. Lettre à M. le pasteur X.X.X., par *G.-A. Hirn*. — 1 vol. in-12. Colmar, Barth.

Cette réédition de l'intéressante brochure de M. Hirn a été faite à la demande de ses amis. L'éminent astronome à qui les habitants de Colmar ont élevé récemment une statue était passionné des problèmes moraux et religieux, si l'on peut parler de passion chez un homme foncièrement pacifique et tolérant. La lettre préface adressée à M. Büchner est un bel exemple de polémique courtoise. Que n'a-t-on toujours discuté de cette façon ! La vérité n'y perd rien.

M. Hirn était un spiritualiste convaincu. Il avait écrit ce petit livre pour réfuter les assertions du matérialisme touchant l'âme et la vie future. M. Büchner, qui n'a jamais refusé la bataille, publia de son côté, sous le même titre, une série de lettres dédiées à une dame qui ne paraissait pas en avoir besoin pour croire à la matière, et rien qu'à la matière, aussi fermement que M. Büchner lui-même. A cette malice, le fameux coryphée du matérialisme allemand ajouta celle d'envoyer ses lettres à M. Hirn. Dans sa réponse, qui sert de préface à la nouvelle édition de son ouvrage, l'astronome de Colmar se borne à reprendre quelques-uns des arguments de son adversaire et particulièrement à démontrer que l'espace interstellaire ne

contient pas de matière pondérable, qu'il faut par conséquent supposer autre chose que la matière et ses propriétés pour expliquer les relations des astres entre eux, l'attraction par exemple, ainsi que la radiation lumineuse et calorifique.

« Dans l'interprétation des seuls phénomènes du monde inorganique, un physicien ne peut donc pas être matérialiste. » Telle est la thèse de la préface et du livre tout entier. Nous ne pouvons expliquer ni la force, ni l'attraction, ni le mouvement ; nous en constatons l'existence sans les comprendre, et, de plus, nous sommes forcés d'admettre la réalité d'un être infini, créateur des éléments, sans lequel la nébuleuse primitive d'où notre univers est issu ne se fût jamais formée. S'il existe un Dieu, nous avons une âme, et, comme l'âme est immatérielle, indécomposable par conséquent, il s'ensuit qu'elle est immortelle. On peut aussi prouver l'existence de Dieu par celle de l'âme, et celle de l'âme par l'étude attentive de notre être, que les combinaisons des atomes ne suffisent point à constituer. Ni la pensée, ni la conscience psychologique et morale ne peuvent jaillir d'un choc de corps élastiques. Or, si l'âme existe, elle est immortelle, car c'est un fait acquis aujourd'hui que rien ne périt. Les organismes se dissolvent, mais leurs éléments subsistent, et l'âme est un élément simple.

Cette démonstration pourrait être plus nette, plus suivie surtout. Les digressions qui l'interrompent n'en affaiblissent point la vigueur, mais dispersent peut-être l'attention. Le style de ces pages est clair, simple et précis. Il porte la marque de l'auteur, de sa bonne humeur, de sa conviction, de sa bienveillance. Sans doute, toutes ces discussions sont assez loin de nous. L'école matérialiste, qui a fait beaucoup de bruit vers le milieu de ce siècle, grâce au talent de ses chefs, était trop peu philosophique pour durer. Elle n'a pu résister à une critique serrée de la notion de matière. Un savant consciencieux parle de corps, de phénomènes, de faits et de lois, il ne parle plus de la matière considérée comme une substance, car on ne sait ce que cela signifie. Cette critique de la notion de matière, M. Hirn ne la fait pas. Il ne pourrait tout dire en si peu de pages, mais ce qu'il dit est bien dit, et son ouvrage peut être encore fort utile.

M.

LE VÉGÉTARISME ET LE RÉGIME VÉGÉTARIEN RATIONNEL. Dogmatisme, histoire et pratique, par le Dr *Bonnejoy* (du Vexin), membre de plusieurs sociétés savantes, etc. Précédé d'une introduction par le Dr *Dujardin-Beaumetz*. — 1 vol. in-12. Paris, Baillière.

Les végétariens disent que, si tout le monde adoptait leurs idées et les mettait en pratique, l'humanité serait métamorphosée... en bien. Ils affirment que l'habitude du meurtre en vue de l'alimentation empêche la férocité de l'homme de disparaître pour faire place à la douceur qui lui conviendrait mieux. La paix deviendrait universelle ; l'âge d'or régnerait de nouveau sur la terre.

Les végétariens prétendent cela : il n'est ni étrange, ni nouveau que telle secte présente ses idées comme le remède à tous les maux, le salut général, la pierre philosophale, mais ce qui est vraiment surprenant, c'est que les végétariens pourraient bien avoir raison. Comparé à l'usage des viandes (qui nécessite les horreurs de l'abattoir, etc., qui expose à l'ingestion de microbes dangereux) le régime végétarien est, d'après le Dr Dock, — auteur d'une très remarquable brochure, — plus naturel, plus humain, plus esthétique, plus sain et plus économique.

L'objection qu'il faut à l'homme une nourriture azotée n'a pas de valeur, puisque plusieurs végétaux, le lait, les œufs, contiennent l'azote nécessaire à la vie.

L'objection touchant au peu de variété des mets qui restent au végétarien ne vaut guère davantage. Les rapports commerciaux ont tellement augmenté nos richesses alimentaires que le végétarisme est compatible avec les raffinements du gourmet le plus convaincu. Essayez d'un vol-au-vent aux crosnes japonais avec sauce tomates, et vous me devrez quelque reconnaissance.

L'ouvrage du Dr Bonnejoy est une véritable encyclopédie. Il renferme une foule d'excellents conseils sur l'hygiène. (Voir le chapitre sur les cinq propretés.) Il est plein de choses instructives et qui seront nouvelles pour bien des lecteurs : ainsi la théorie de la phagocythose.

L'auteur, après avoir prouvé la haute antiquité du végétarisme, fait des citations extrêmement intéressantes d'Ovide, de

Cheyne, de Ménard, de Gleizès, de Mme Kinsford et du Dr Dock, nommé plus haut.

Nous nous permettrons d'adresser à M. Bonnejoy quelques petites critiques dont il pourrait tirer profit pour une prochaine édition de son volume. M. Bonnejoy cite comme végétariens plusieurs personnages préhistoriques dont l'existence même n'a pas été démontrée.

Il fait de même pour certains grands hommes des siècles passés, sans indiquer un seul texte sur lequel baser pareille affirmation. Pourquoi d'ailleurs argumenter de cette manière? Une idée est-elle plus ou moins juste d'après le plus ou moins grand nombre de ses partisans?

Le végétarisme, dans la Bible, se réduit à peu de chose; le nombre des textes qui lui sont opposés est beaucoup plus considérable. A la page 222, M. Bonnejoy, qui est un grand savant, commet à propos de Caïn une erreur qui fait sourire. C'est Abel et non Caïn qui tuait les premiers-nés de son troupeau pour les offrir à l'Eternel.

Le chapitre sur Pierre Leroux est parfaitement digne d'être retranché du volume. Ce sont là des critiques de détails. Le livre mérite d'être recommandé parce qu'il défend une idée juste qui, peu accueillie en France, a des milliers d'adhérents en Allemagne, en Angleterre et en Amérique. A. D.

REVUE HISTORIQUE VAUDOISE (BULLETIN HISTORIQUE DE LA SUISSE ROMANDE), publiée sous la direction de ***Paul Maillefer,*** professeur, avec le concours de savants et d'historiens nationaux. Troisième année. — In-8°. Lausanne, Vincent.

La *Revue historique vaudoise* vient d'entrer dans sa troisième année. Elle a donc franchi les écueils du début et peut voguer à pleines voiles, en regardant avec confiance vers l'avenir. Mais sa rédaction, tout en considérant avec une juste satisfaction le chemin parcouru, ne se dissimule pas qu'il lui reste une chose à faire : c'est de continuer ce qu'elle a si bien commencé. Aussi, dans l'avant-propos de sa livraison de janvier, esquisse-t-elle tout un programme des plus attrayants, parlant même d'y ajouter des illustrations hors texte. Dans ces conditions, il n'est pas douteux que ses lecteurs lui restent

fidèles. Or c'est là l'ambition de toute revue sérieuse, plus peut-être que d'en conquérir de nouveaux, lors même que ceux-ci sont toujours les bienvenus. Un coup d'œil sur la table des matières nous fera voir qu'en 1894 les abonnés de la *Revue historique vaudoise* n'ont pas eu à se plaindre. Nous mentionnerons, parmi les principaux articles, ceux de MM. Georges Favey à propos d'une *Complainte sur la conspiration d'Isbrand Daux;* Georges Renard, sur *Une querelle littéraire dans la Suisse romande au dix-huitième siècle*; Eugène Mottaz, sur *Edmond Ludlow;* P. Maillefer, sur *Louis Ruchonnet;* H. de Schaller, sur le *Régiment de Watteville au service de l'Angleterre;* H. Jaccard, sur *Une chronique de Sainte-Croix de 1774 à 1817*, etc. Cette courte énumération suffit à montrer la variété des sujets traités et l'utilité que peut avoir un semblable recueil pour maintenir dans nos cantons romands le goût des recherches historiques. Nous souhaitons à la *Revue historique vaudoise* bonheur et prospérité dans sa troisième année et dans celles qui suivront.

A. V.

SOUS LE CIEL BRETON, par *Emile Yung*. — 1 vol. in-32 elzévir. Genève, Eggimann, 1894.

Depuis que Loti a mis la Bretagne à la mode, tous ceux qui ont passé huit jours dans la patrie de « mon frère Yves » croient devoir nous faire part de leurs impressions, et dans pas longtemps ce pays unique au monde sera devenu un lieu commun. Avant que ce soit un fait accompli, lisez le petit livre de M. Yung. Celui-ci n'est point allé passer quelques jours en Bretagne pour en rapporter des notes qui pussent lui faire un livre. Depuis bien des années il y fait des recherches scientifiques, et la connaissance approfondie de la mer et de la terre bretonne, du peuple breton, lui a donné l'amour de ce coin de pays et de ses habitants. Il les voit et il les décrit non seulement avec l'exactitude du savant, mais il les aime avec la passion mélancolique du poète, et les peint avec la délicatesse de touche de l'artiste. En lisant son délicieux petit volume, on se sent vraiment transporté « sous le ciel breton, » l'âme bretonne nous est révélée, et l'amour de ce pays si beau dans sa tristesse sauvage entre en vous. Il fallait le cœur et le talent

de M. Yung pour parler dignement de ce pays au charme puissant.

Une page prise au hasard :

« Deux rochers de granit contribuent à l'enchantement de Roscoff, deux vieux rochers sans cesse usés, creusés, dévorés par l'âpre vent de la mer qui souffle et qui rugit en cette région sauvage plus fort peut-être qu'en aucun autre lieu de la terre. Mais, malgré cette étreinte toujours renouvelée, ils sont solides encore, les deux vieux rochers, et ils dressent glorieusement leur tête vers le ciel......

» Ils ont précédé sur la terre les plus humbles créatures. Alors que la vie n'était pas encore créée, ils existaient déjà, eux, et ils sauraient sans doute résoudre ces mystères des origines, insondables pour la science ; ils ont assurément, comme les nymphes et les sylphides, les fées de la Manche et des mers du Nord, les lutins et les Korriganes, ces nains légendaires qui vivent encore dans quelques imaginations d'enfants, ils ont vu passer les corsaires, et des drames de piraterie sont empreints dans leur mémoire...... Ils racontent aussi leur émotion de chaque jour, l'attaque formidable et sans arrêt de l'élément solide par l'élément liquide, de la lutte entre le granit et la mer, et les étranges modulations du vent qui souffle en tempête, et l'ineffable musique des flots en courroux, la plus sonore qui soit au monde. Et, comme tous les vieillards confondent les années dans leurs souvenirs, eux confondent les siècles pour en avoir trop vécu : traditions chrétiennes et légendes païennes, temps préhistoriques et époque contemporaine, récits profanes et sacrés s'entremêlent dans leurs discours et imprègnent ceux-ci d'un charme extraordinaire. »

Puis, parlant de la mer aux jours de grande marée :

« Elle s'approche d'abord câline et nonchalante, par petites vagues imperceptibles qui ne tardent pas à grandir, sillonnant la grève de mille petits ruisseaux, mouchetant d'écume les algues vertes et roses. Elle commence par la douceur, humectant d'embrun le granit comme d'une rosée matinale, chatouillant le sable du rivage, jouant avec les galets et soulevant des myriades de ravissantes créatures ; elle s'avance en chantant une douce mélopée, et sa belle robe d'azur frissonne sous les souffles de l'air.

» Mais, bientôt, sa marche s'accélère sous l'étreinte des attractions sidérales ; elle monte et le spectacle change, elle monte encore et sa voix grossit ; la chanson si douce de tout à l'heure est devenue une immense rumeur, et les caresses, à présent, font des blessures. Lorsque la mer est dans sa pleine puissance, elle fait l'assaut des deux vieux rochers et, victorieuse, elle les rapetisse et les diminue. Alors Roch-Kramm et Roch-yl-Evek se distinguent à peine des autres pierres du rivage, ils sont là comme deux pointes confondues dans les mille dentelures de la côte. » V. M.

AU RETOUR, par *Henri Ardel*. — 1 vol. in-12. Paris, Plon.

Ce livre est destiné aux amateurs de romans honnêtes et calmes; à ceux qu'intéresse davantage l'étude approfondie des caractères et des sentiments qu'une succession d'événements palpitants, et qui apprécient un bon style.

Je ne veux pas vous raconter la jolie et délicate intrigue, mais je puis vous dévoiler que Jean de Bryès, qui était parti par amour pour Thérèse de Bressane, mariée à un autre, accourt à la mort de celui-ci pour épouser son amie devenue libre. Comment il la retrouve la même, et cependant changée, comment son propre sentiment se transforme, les combats qu'il livre à la jeune femme et ceux qu'il se livre à lui-même, les hésitations de Thérèse, la jalousie maladive de sa fille unique, tout cela est étudié avec finesse et rendu avec délicatesse et vérité. A côté de l'homme loyal et fidèle et de la jeune femme un peu triste, la charmante jeune fille intelligente, si bonne et spirituelle, moderne dans son indépendance, relève le tableau d'une façon heureuse. Ces personnages, les principaux, quoique très variés d'aspect et de caractère, ont un trait commun : l'attachement au devoir. C'est ce qui rend ce livre bon et bienfaisant. La petite comtesse d'Artaud, une Parisienne pur sang, bavarde mais bonne, superficielle mais pratique, et quelques autres types pris sur le vif dans les salons du grand monde mettent une note gaie, voire amusante. Le livre est bien écrit, il fait passer d'agréables moments en bonne compagnie.

V. M.

POUR UN ANE.... Scènes enfantines, par *Lucie Achard*. Illustrations de Mlle *L. Attinger*. — 1 vol. in-8°. Genève, Eggiman, 1895.

L'auteur de ce charmant volume rose a su résoudre le problème difficile de rester spirituelle en écrivant pour les enfants et même pour de très jeunes enfants. Elle s'est inspirée de ce vers de La Fontaine :

Pour un âne à gagner, quatre enfants s'escrimaient,

et a brodé sur ce thème les variations les plus folâtres. Folâtres, mais édifiantes aussi, car on devine aisément que cet âne servira à récompenser la politesse, l'application au travail, la persévérance, toutes vertus que l'intéressant quatuor n'a pas encore poussées à la perfection.

Que pourrait-on offrir de mieux, comme récréation aux jeunes lecteurs qui rient encore de si bon cœur à ce qui ne nous fait plus que sourire ?

Les illustrations, bien réussies, méritent les mêmes éloges que le texte.

A. D.

LA SOCIÉTÉ MODERNE ET LA QUESTION SOCIALE, par *J. Borin-Fournet*. — 1 vol. in-12. Paris, Guillaumin.

Dans cet ouvrage, d'une actualité indiscutable, l'auteur recherche les causes du malaise social. Il donne sur chacune d'elles des aperçus originaux avec une indépendance et une franchise qui font plaisir. Il passe ensuite en revue les remèdes principaux que diverses écoles ont proposés et s'efforce de montrer la raison de leur insuccès. Après y avoir été, lui aussi, de son petit programme de réformes destinées à réconcilier le travail et le capital ainsi qu'à fonder la société nouvelle, l'auteur met un point final.

Nous n'osons pas espérer que ces 454 pages exerceront sur la crise sociale l'influence que tant d'autres avant elles ont vainement recherchée. Leur contenu n'en fournit pas moins un aliment substantiel aux préoccupations du jour.

A. C.

DEUX AGNOSTIQUES ANGLAIS

De tant d'intéressants spectacles qu'a fournis dans tous les siècles l'évolution de la pensée philosophique, il n'en est pas de plus instructif que celui offert de nos jours par cette phalange de grands esprits et d'hommes de bien qui, de Comte et Littré en France à Spencer et Huxley en Angleterre, ont voulu, par le secours de la seule raison, poser les bases d'une morale nouvelle. Nous ne nommons que les plus connus. Mais non seulement ces hommes sont légion, ils ont attiré dans leur orbite le public pensant contemporain presque tout entier. Prenant pour leur point de départ, l'un, comme Bentham, l'intérêt bien entendu, l'autre, comme Herbert Spencer, l'enchaînement des faits naturels, ils ont voulu montrer que l'idée d'une autorité divine, créatrice et gardienne des lois morales, n'est, dans la croyance des hommes, qu'un antique symbole, désormais superflu. Dieu, pour eux, c'est la *nature des choses ;* la loi morale, c'est l'*enchaînement logique des faits ;* la sanction de la loi, c'est la *nécessité.*

A cet ensemble de considérations philosophiques, à ces efforts de la raison indépendante pour trouver, en dehors de la base religieuse, un fondement à la morale, on a très justement donné le nom d'agnosticisme. Un agnostique, c'est un homme qui fait simplement profession d'ignorer l'idée de Dieu. Ce n'est pas un athée, car l'athée affirme qu'il n'y a pas de Dieu, et l'agnostique n'affirme rien. Il se désintéresse de tout ce qu'il ne peut vérifier par l'expérience, et tâche de tirer de lui-même, comme le mollusque ou le ver à soie, la maison dont il a besoin pour s'abriter.

Cet effort, disons-nous, est un intéressant et bien instructif spectacle : intéressant, parce qu'il est toujours beau d'assister à un tel déploiement des facultés humaines ; instructif, parce que la leçon qui en ressort finalement est celle-ci : si jamais, dans l'antiquité, la pensée des philosophes ne s'est élevée jusqu'à l'intuition de la morale chrétienne, jamais de nos jours, même aidée par cette morale dont l'air ambiant est saturé, elle ne peut parvenir à la dépasser.

C'est beaucoup quand elle l'égale ; c'est le plus beau triomphe que l'agnostique obtienne. Quand, après de laborieux détours, il revient à ce point de départ, sa victoire semble complète. Et c'est là, pour le dire en passant, ce qui fait que tous les systèmes de philosophie morale, si séduisants, si parfaitement construits qu'ils puissent être, pâlissent et s'éteignent les uns après les autres comme des lueurs fugitives : ils ne sont que des reflets.

L'année 1893 a vu (ou du moins devait voir) un grand événement dans l'histoire de la philosophie. Cet événement, c'était l'achèvement de l'immense monument élevé par Herbert Spencer à la science de l'observation pure.

Rien de plus respectable et de plus touchant que la persévérance, le courage, la continuité de vouloir avec lesquels il a poursuivi son œuvre. Quand, se sentant déjà malade en 1879, il avait commencé à écrire *The Data of Ethics*, il comprenait qu'une morale était le complément nécessaire de cette œuvre, et craignait de mourir avant d'avoir couronné l'édifice. Heureusement, après quelques années de santé chancelante, M. Spencer a recouvré ses forces ; et, en 1891, il a pu donner la partie quatrième des *Principles of Ethics*, intitulée *Justice*. A ce moment, il promettait, si son état se soutenait, de traiter, dans les parties V et VI, de la morale sociale, sous le titre de *Ethics of Social Life : Negative and Positive Beneficence*. Cette promesse a pu être tenue : en deux années, l'infatigable architecte a élevé les derniers étages et posé le faîte de ce palais d'idées, où il nous convie à venir tous goûter le repos.

Cependant, comme il arrive à tous les grands artistes, un sentiment de tristesse et de désappointement paraît l'avoir saisi devant son ouvrage achevé. Tant que le but fuyait devant lui, il marchait avec une superbe confiance. Maintenant qu'il l'a touché, M. Spencer avoue, dans la préface des *Principles of Ethics*, que la doctrine évolutionniste ne donne pas, en matière d'éthique, des résultats très satisfaisants. A vrai dire, nous nous en doutions bien un peu ; déjà des mains hardies, qui avaient aidé à poser les bases scientifiques de l'édifice, commencent à le démolir, en l'attaquant par le sommet. Dans une conférence qu'on pourrait qualifier de délicieuse, si le terme n'était pas impropre en ce grave sujet, M. le professeur Huxley, un des plus solides soutiens de la doctrine, n'a pas craint de faire ressortir ce qu'il y a d'immoral dans le principe de la

sélection naturelle. « La survivance du mieux doué (*the fittest*), dit-il, n'est pas nécessairement la survivance du meilleur (*the best*). » Nous dirons même qu'elle est, selon toute probabilité, la survivance du plus mauvais. Si la vie est le prix de la force employée sans scrupule, une suprême injustice règne sur la nature. Le principe primordial que M. Spencer pose à la base du monde matériel, et dont il déduit sa morale, c'est que chacun doit porter la peine, ou goûter les avantages de sa propre organisation : que l'être inférieur doit souffrir, dépérir, disparaître ; l'être supérieur, jouir, grandir, s'affirmer de plus en plus. Le but souverain de la nature, c'est la conservation et le développement des espèces, c'est-à-dire la vie. Tout est, tout doit être sacrifié à ce but, et la vie triompher par des hécatombes de morts.

Qu'il y ait là une loi matérielle, c'est possible ; mais une loi morale, la conscience se refuse à le croire. Jusqu'ici la loi morale nous semblait, au contraire, être une force destinée à maintenir l'équilibre entre les tendances physiques de la nature et le sentiment intérieur de l'homme, à empêcher que le fort n'abusât de sa supériorité, que le faible ne pérît dans la lutte, que ne fût « écrasé le ver de terre, étouffée la mèche qui fume encore. » Jamais nous n'avions admis, et très probablement jamais nous n'admettrons que le triomphe de la supériorité, en tant que conditions d'adaptation plus favorables, soit le triomphe de la morale, ou, pour parler comme M. Spencer, la morale elle-même.

Repassons rapidement, puisque l'heure en est venue, les grands traits de son système ; non pas depuis les assises qu'il a posées dans ses premiers volumes par l'observation des faits naturels et des faits historiques,

mais à partir de son livre de la *Justice*, qui est le commencement de ses conclusions.

La *conduite* (la façon dont se conduisent l'animal et l'homme) est, dit-il, la *matière* de la morale. Il n'y a point de morale existante en soi. Si la morale peut être appelée une chose abstraite, ce n'est qu'en tant que composée de lois générales, abstraites des faits particuliers. La conduite commence à la plante, qui se tourne vers le soleil pour recevoir ses rayons ; se continue dans l'infusoire, dans le poisson, dans l'insecte, qui tous assurent de leur mieux la continuité de leur espèce en cherchant pour leur progéniture un milieu favorable ; elle s'élève chez le vertébré, qui nourrit ses petits avec sollicitude, et elle atteint chez l'homme le plus haut point de son développement. Le but suprême de la nature est la vie ; le but suprême de la vie est le bonheur ; et la conduite qui peut procurer le développement de la vie et du bonheur chez les êtres sentants est la conduite morale par excellence.

Cette base posée, M. Spencer démontre que, parce qu'il y a plusieurs moyens d'arriver à ce double but : la vie et le bonheur, il y a aussi plusieurs morales. Il y en a notamment deux, qu'il appelle *the Ethics of enmity* et *the Ethics of amity*, — la morale de l'inimitié et la morale de l'amitié, — autrement dit, en langage courant, l'esprit guerrier et l'esprit de paix. La morale de l'inimitié, qui est celle des siècles de luttes où les sociétés se fondent, — de l'âge militant de l'humanité, comme il nomme les époques où les différentes branches de la famille humaine se cantonnent sur différentes portions de la surface terrestre, — comprend le patriotisme, la vaillance, les haines nationales, la joie de tuer sur les champs de bataille. Tous

ces sentiments composent la morale des temps militaires, et cette morale est aussi vraie en elle-même que la morale opposée, parce qu'elle sert à former les corps politiques qui serviront, eux, à augmenter la somme de vie répandue sur la terre, et la somme de bonheur que les hommes auront à se partager entre eux. La morale de l'amitié, qui est celle des âges industriels, exclut, comme étant désormais inutiles, tous les sentiments qui étaient des vertus dans les temps militaires, et elle leur substitue la sincérité, la bienfaisance, l'altruisme, qui, après tout, sont de l'égoïsme bien entendu. La cohésion et le triomphe de l'un ou de l'autre de ces deux groupes de principes de conduite, selon que l'humanité est dans sa période de croissance, ou qu'elle est arrivée à son âge adulte, est le triomphe de la morale, morale qui est évolutionniste comme on voit, et corrélative à son double objet : vie et bonheur.

Dans le système spencérien, ce n'est pas la morale qui est la source de la justice, c'est la justice qui est la source de la morale, et cette justice exige, comme nous l'avons dit en commençant, que chacun reçoive non pas seulement selon ses œuvres, mais selon sa valeur intrinsèque. Pourtant, cette justice comporte une bifurcation : le jeune de l'animal et de l'homme doit, au contraire, recevoir en raison inverse de ses œuvres et de sa valeur. Et cela toujours par cette raison que la conservation, la multiplication et l'amélioration des espèces sont le but suprême de la nature. Le jeune, qui ne produit rien et ne vaut ni comme force ni comme intelligence, a tous les droits à être nourri et protégé, et il ne doit pour cela nulle reconnaissance, puisqu'en lui c'est l'espèce qu'on soigne et l'avenir qu'on crée. Inversement, l'être adulte qui ne peut soutenir la compéti-

tion avec ses semblables doit disparaître dans l'intérêt de la race. Une philanthropie mal entendue, qui s'applique à sauver les faibles, à conserver les infirmes, à réhabiliter les mauvais, va contre le but de la nature et le sien propre. Cette philanthropie qui, en réalité, est antiphilanthropique, introduit une perversion funeste dans la loi de justice.

Nous ne faisons que traduire et résumer. Si l'auteur du système allait jusqu'au bout de ses déductions logiques, il conclurait à la suppression des enfants mal constitués, comme à Sparte ; à celle des filles, là où il y a trop de filles, comme dans l'Inde ; à l'interdiction du mariage pour les sujets faibles ou de taille exiguë. Heureusement, les philosophes s'arrêtent presque toujours à mi-chemin de leurs raisonnements.

La justice pourrait donc s'appeler la justification des faits naturels. Car il est certain que le plus fort, le plus intelligent, le plus résolu s'est toujours attribué la part du lion et a toujours eu, en toutes choses, le bénéfice de sa supériorité; pareillement, que l'incapable a supporté les conséquences de son incapacité. Toutefois, si c'est là, dans le système spencérien, la manifestation fondamentale du juste, il y en a une autre qu'amène la nécessité. Cette raison de nécessité, M. Spencer la voit poindre chez les animaux qui vivent en société, et elle est la même chez l'homme, qui est l'animal sociable par excellence. Il faut, pour que l'existence de la famille, de la tribu, de la nation, devienne possible, que le droit de chaque individu soit limité par le droit de son semblable, et que l'intérêt de tous soit mis par la société au-dessus de l'intérêt de chacun, comme l'intérêt de l'espèce est mis par la nature au-dessus de l'intérêt du sujet. Tout homme a droit au libre développement de

ses moyens et de sa force, mais dans la limite posée par le même droit chez les autres ; et, comme il faut à cette loi naturelle de limitation mutuelle une sanction assez forte pour en assurer l'observation, on voit commencer chez les espèces animales qui vivent en société la pratique de tourner la force collective contre le transgresseur de la loi. Les freux s'unissent pour punir celui d'entre eux qui a détruit un nid et lui cassent ses œufs, joignant ainsi à un châtiment salutaire une mesure préventive contre la multiplication de freux aussi mal adaptés aux conditions de la vie sociale ; le castor fainéant est banni de la république laborieuse des castors ; l'abeille étrangère, qui veut s'introduire dans la ruche pour manger le miel qu'elle n'a point contribué à faire, est tuée par les maîtresses de céans ; le bison qui rompt le cercle que forment les autres bisons autour des femelles, à l'époque du part, pour les protéger, elles et leur progéniture, est chargé à coups de cornes, tué, s'il persiste, par le troupeau tout entier. De même, la société humaine s'arme contre le transgresseur de la limite qui sépare le droit de l'un du droit de l'autre ; la force de tous est employée à maintenir le droit de chacun : c'est la seconde phase de l'évolution de la justice, phase qui a commencé le jour où deux hommes se sont rejoints dans la forêt primitive pour vivre côte à côte, et qui a eu sa sanction toute prête, quand, un troisième s'étant rapproché d'eux, une force sociale de deux contre un s'est trouvée formée.

C'est de là qu'est né le droit de l'état. Ce droit, que M. Spencer a si bien défini : le devoir de faire respecter la liberté de tous, s'arrête, selon lui, absolument là. Toute action publique qui, sous prétexte de consentement général et de délégation de la souveraineté popu-

laire, dépasse l'exercice de cette fonction unique : maintenir le droit de chacun à la vie et à la libre activité, est une action vicieuse et funeste. Dans l'ère militaire, l'état, il est vrai, a encore un autre devoir : celui d'organiser la défense du territoire national ; mais ce devoir cesse de lui-même dans les sociétés mûres, celles qui sont parvenues à l'ère industrielle. Il n'est que transitoire et ne constitue point, par conséquent, l'essence même du droit de l'état.

Quoique le volume qui traite spécialement de l'idée du juste et du droit soit le cœur même du système de morale spencérienne, la justice n'est pas toute l'éthique. C'est pourquoi l'auteur a ajouté à son œuvre deux autres parties, qu'il intitule *Negative Beneficence* et *Positive Beneficence*. De la bienfaisance, sous la première ou sous la seconde de ces formes, l'état n'a pas à se mêler ; elle est laissée à l'initiative et à la conscience individuelles. Quand l'être à qui la nature ou les circonstances ont donné la supériorité renonce, sans y être obligé par la loi de justice, à une partie de ses avantages, il fait acte de « bienfaisance négative ; » quand il transmet ses avantages à un autre et lui donne plus qu'il ne lui doit, il fait acte de « bienfaisance positive. » Ces deux actes tendent au but commun de toute la nature, but qui est leur sanction morale, la conservation et le bonheur de l'espèce. M. Spencer passe ici en revue les œuvres philanthropiques, et il en condamne un grand nombre, comme étant autant d'erreurs, parce qu'elles ne conduisent pas à ce but suprême. Il fait grâce pourtant à la loi anglaise sur le paupérisme (*the Poor Law*), dans laquelle il voit, pour le moment du moins, un expédient social nécessaire. Un peu plus loin, il examine la nature des contrats. Et, parce qu'il arrive sou-

vent qu'ils ne sont librement consentis que nominalement, qu'en réalité une des deux parties contractantes (quelquefois même toutes les deux) subit la pression de la nécessité, il en distingue quelques-uns dans lesquels l'un des contractants a eu souci de l'intérêt de l'autre, et il donne place à ces contrats dans la liste des actes de bienfaisance négative. Un homme qui ne veut pas qu'un autre homme traitant avec lui fasse un mauvais marché est un « bienfaiteur négatif ; » un homme qui donne à un autre tout ou partie de son bien est un « bienfaiteur positif. » Et, quoique la bienfaisance positive doive cesser d'être utile ou désirable dans une société industrielle arrivée à sa complète organisation, elle est, à une période de transition comme la nôtre, un acte moral.

Si l'on fait abstraction du luxe de détails, de la foule d'exemples, soigneusement étudiés, qui font l'intérêt et le charme des ouvrages de M. Spencer, de sa terminologie heureuse et neuve, de ses aperçus curieux et suggestifs, on est surpris qu'un travail aussi immense que sa *Philosophie synthétique* n'ait pas amené une seule conclusion inattendue, n'ait pas produit, excepté dans la forme, une seule idée morale neuve. L'éthique, ce couronnement nécessaire de tout système philosophique, est la partie la plus mince du système évolutionniste. Nous nous trompons : elle en est la plus forte, la plus satisfaisante et la plus pure ; seulement, elle ne lui appartient pas en propre. Si l'on en change la terminologie, si on la dépouille de quelques formules originales, on s'aperçoit qu'elle est exactement calquée sur l'éthique chrétienne, celle dont nous vivons tous. Elle la reproduit sous le déguisement des mots. Toutes les fois qu'elle le fait avec fidélité, elle force notre assentiment. Au

simplement par ses effets. Si une autre idée reste dominante dans notre esprit, c'est parce que cette idée est *nécessaire*. Sans elle, tout serait confusion dans le concept du bien et du mal, et, par suite, dans la société. Pour mieux dire, il n'y aurait plus de bien et de mal ailleurs que dans l'ordre matériel. M. Spencer l'entend probablement ainsi, car son système est le système matérialiste par excellence, et jusque-là il est parfaitement conséquent avec lui-même. Libre à lui de ne reconnaître comme *bien* que ce qui produit de bons effets, comme *mal* que ce qui produit de mauvais effets. On pourrait contester son idée sur ce terrain même, mais enfin ce serait un terrain solide. Là où il se dérobe sous les pas, c'est quand on veut construire dessus des lois *morales* proprement dites. Le système évolutionniste serait-il condamné à n'avoir pas d'éthique, l'édifice pas de couronnement ? Cela est très probable : ses auteurs ne nous font et ne se font à eux-mêmes illusion sur ce point que parce qu'ils tombent parfois, et cela d'autant mieux qu'ils sont plus grands et plus hauts de cœur, dans les heureuses inconséquences qui les font tous plus ou moins, les uns après les autres, verser dans la morale chrétienne.

M. Huxley lui-même nous en fournit un exemple. Dans cette conférence, qui est la dernière manifestation de son noble esprit et de son admirable talent oratoire, il pose, lui cent-millième, après tous les penseurs, le problème du bien et du mal physique et moral, considéré dans ses rapports avec l'idée de justice, cette idée qu'il vient d'élucider, en faisant du cœur de l'homme le vrai sanctuaire, et de la droiture des motifs la véritable mesure du juste.

« Quand l'ancien sage (qu'il fût Hindou ou Grec) qui s'était élevé jusqu'à cette conception du bien jeta un regard sur le monde, et particulièrement sur la vie de l'homme, il dut trouver aussi difficile que nous le trouvons aujourd'hui nous-mêmes de réconcilier les manifestations de l'évolution cosmique avec les principes les plus élémentaires de l'idéal éthique du juste et du bien. S'il y a une chose claire en ce monde, c'est que dans le règne animal ni les jouissances ni les peines ne sont distribuées d'après les mérites, car tout indique que les êtres sentants d'ordre inférieur ne peuvent ni mériter ni démériter. D'un autre côté, s'il est une vérité générale reconnue dans tous les temps et dans tous les pays, c'est que, parmi les hommes, le transgresseur des lois morales échappe presque toujours au châtiment ; que le méchant fleurit comme un jeune arbre ; que le bon se flétrit comme un rameau desséché ; que les enfants portent la peine du mal commis par les pères ; que, dans la nature, l'ignorance est punie comme la mauvaise action volontaire ; que des milliers d'innocents souffrent et meurent pour le crime ou pour l'erreur d'un seul. Grecs, Hindous, Sémites, tous sont là-dessus d'accord : le livre de Job, le psalmiste et le prophète d'Israël, le sutra bouddhiste, les tragiques grecs n'ont qu'une voix. Devant le tribunal de la morale, le cosmos est condamné ; la conscience de l'homme se révolte contre l'indifférence morale de la nature ; le microcosme juge le macrocosme coupable ; l'atome se dresse contre l'Infini. En cette épreuve terrible pour le cœur de l'homme, Job se réfugie dans le silence et la résignation ; le Grec, moins sage peut-être, essaie de concilier l'inconciliable et, dans ce but, invente des théodicées ; tandis que l'Hindou crée un système qu'on peut appeler, dans sa forme dernière, une cosmodicée ; car, bien que le bouddhisme reconnaisse des dieux, ces dieux sont des produits du cosmos, et, si longue que soit leur existence, ils sont transitoires comme étant des manifestations de l'éternelle activité de la nature. Brahmanisme et bouddhisme cherchent, dans la doctrine de la transmigration, une justification de l'injustice apparente de la nature envers l'homme et l'animal. Si la souffrance et le malheur tombent, comme la pluie, indifféremment sur le bon et sur le méchant, c'est parce que ce malheur et cette souffrance sont, comme la pluie elle-même, des anneaux

de la chaîne sans fin de la causation naturelle, lesquels lien indissolublement le passé, le présent, le futur, et il n'y a pas moins d'injustice dans un cas que dans l'autre. Tout être sentant recueille comme il a semé ; si ce n'est pas dans cette vie, c'est dans une ou plusieurs des séries sans fin de ses existences successives. La distribution présente du bien et du mal se trouve être la somme algébrique des mérites et des démérites accumulés, ou plutôt la balance changeante d'une dette toujours flottante, car le compte n'est jamais définitivement réglé. Une période de félicité peut n'être qu'un repos dans une période plus longue d'infortunes dues à des crimes, en apparence seulement, oubliés. »

Que ce soit là une doctrine morale d'accord avec la véritable éthique, cela reste douteux. Mais qu'elle ait, comme le système de l'évolution cosmique, ses racines dans le monde de la réalité, c'est de toute évidence. L'expérience journalière nous a familiarisés avec les faits groupés sous le nom d'hérédité. Constitution physique, constitution morale, caractère, tout nous vient de nos ancêtres et de nos collatéraux. L'enfant nouveau-né n'est qu'un faisceau de potentialités ; mais, à peine acquiert-il l'usage de ses sens, qu'on voit apparaître chez lui les caractères de deux lignes d'ancêtres, mêlés par la confluence et modifiés peut-être, de générations en générations, par l'éducation et par la volonté. Nous disons peut-être, parce que cette éducation et cette volonté, qui sont incontestablement pour quelque chose dans les manifestations actuelles du sujet, peuvent ne pas changer, même dans une certaine mesure, ses tendances naturelles, ne pas amener une modification de sa constitution physique susceptible d'être transmise à ses descendants. La question est aujourd'hui controversée, et une partie de l'école darwinienne nie l'hérédité des caractères acquis. Elle prétend que ces caractères

s'effacent dans les générations suivantes, que le type originel reparaît tout entier. Ce serait, ce nous semble, nier le perfectionnement des races animales et le progrès de la race humaine. Quoi qu'il en soit, les philosophes d'Asie, les créateurs de la doctrine de la métempsycose, y croyaient, et ils faisaient de cette hérédité des caractères acquis le moyen, le véhicule, pour ainsi dire, de la transmission des mérites et démérites, à travers la suite des générations.

Ces systèmes en eux-mêmes n'ont pour nous qu'un intérêt historique. Si M. le professeur Huxley les a rappelés et s'y est arrêté avec beaucoup de complaisance, ce n'est que pour en tirer une preuve de l'infatigable énergie avec laquelle l'esprit humain poursuit l'idéal de la justice à travers l'injustice des choses. Loin de prétendre, comme M. Spencer, pouvoir tirer cet idéal des lois de la nature, c'est par lui qu'il nous montre que l'homme civilisé a toujours essayé d'expliquer et de justifier ces lois : il faut vraiment que l'idée du juste soit bien personnelle à l'homme, pour qu'il l'ait défendue avec cette ténacité, depuis l'origine du monde, contre tout ce qu'il a vu, tout ce qu'il a senti, tout ce qu'il a éprouvé dans son corps et dans son âme, de l'injustice, en apparence aveugle et brutale, de la nature. Il faut que le roseau pensant de Pascal soit bien, en effet, d'une autre substance que le reste du monde, pour qu'il n'ait pas encore été écrasé sous le poids des évidences matérielles qui l'accable. En exposant le fait, en rendant témoignage à la persistance de la notion du juste chez l'homme, non seulement *en dehors* de l'expérience, mais *contre* l'expérience même, M. Huxley accorde implicitement l'immanence de cette notion en lui, notion qui se développe par la culture. De là à conclure qu'elle

existe en puissance chez l'enfant, chez le sauvage, et même chez les espèces animales supérieures, il n'y a qu'un pas, et ce pas est forcément franchi par la logique.

Le dilemme, dans sa forme la plus simple, se pose ainsi : ou l'idée du bien moral a été spontanément produite par les phénomènes de la nature, ce qui est, selon l'excellente expression de M. Saint-Georges-Mivart, « aussi irrationnel que de prétendre que l'amour est sorti de l'oxygène, et le calcul des concrétions cristalloïdes, » ou elle a surgi en nous par opposition au spectacle révoltant de ces phénomènes. Et alors, elle suppose chez l'homme un terme de comparaison qui ne peut être que cette idée même, existant déjà à l'état latent. En refusant d'adhérer à la première proposition contenue dans ce dilemme (« ce qu'un pensionnaire de Bedlam seul pourrait faire, ») M. Huxley a nécessairement adhéré à la seconde. Par là, il s'est non seulement séparé de la doctrine de *Evolutionary ethics*, mais il a ouvert dans cette doctrine une brèche qui nous paraît impossible à défendre.

Ce serait un long travail sans doute, mais aussi un travail consolant, que de relever dans les ouvrages de M. Huxley lui-même une foule d'aveux qui sont autant de témoignages des tendances franchement chrétiennes de sa propre morale, et, quelquefois, des contradictions non moins instructives. Pour nous borner à la conférence que nous avons citée et qui a fait grande sensation dans le monde philosophique, n'a-t-il pas dit (p. 33) :

« La pratique du bien, — ce que nous appelons la morale et la vertu, — suppose une conduite à tous égards contraire à celle qui mène au succès dans la lutte cosmique pour l'existence. Au lieu de l'égoïsme brutal, elle exige le renoncement à soi-même ; elle veut qu'au lieu d'écarter ou de fouler aux pieds

ses compétiteurs, on les respecte et on les aide. Son influence tend moins à la survivance du mieux adapté qu'à l'adaptation du plus grand nombre aux conditions qui rendent la vie possible. Elle répudie la théorie du droit du plus fort. »

N'a-t-il pas dit encore (même page) :

« Le progrès social implique une lutte incessante contre le cours naturel des choses (*the cosmic process*) et la substitution à ce cours naturel des choses d'un cours opposé, que l'on peut appeler le cours moral (*ethical process*), dont le but n'est pas d'assurer le triomphe de celui qui peut se trouver le mieux doué pour survivre, mais de faire survivre celui qui est moralement le meilleur. »

Un pas encore, et, après ce pas, lequel consisterait à demander que l'influence sociale fût employée à faire vivre l'un et l'autre, la conclusion de M. Huxley serait irréprochablement chrétienne.

Un peu après, il nous dit :

« Il n'est pas douteux que notre premier devoir ne soit d'employer tous les moyens en notre pouvoir pour améliorer l'état des choses, de travailler dans ce but au développement de notre intelligence et de notre énergie. »

Il est vrai qu'un peu plus loin nous tombons sur ce paragraphe, dont les adhérents de la morale évolutionniste, telle qu'elle est conçue par Herbert Spencer, ne manqueront pas de se prévaloir, tout aussi bien que ses adversaires :

« Les créateurs de ce qu'on appelle l'éthique de l'évolution, et qui serait mieux nommé l'évolution de l'éthique, invoquent un grand nombre de faits plus ou moins intéressants, d'arguments plus ou moins justes, pour prouver que les sentiments moraux ont, de même que les autres phénomènes naturels, leur origine dans l'évolution. Je n'ai guère de doute, pour ma part, qu'ils ne soient sur la bonne piste ; mais, comme les sentiments immoraux ne seraient pas moins que les sentiments

moraux un produit de cette évolution, la sanction de la nature serait à invoquer en faveur des uns tout autant que des autres. Le voleur et le meurtrier obéissent au naturel, aussi bien que le philanthrope. L'évolution cosmique peut nous enseigner comment ont surgi les bonnes et les mauvaises tendances de l'homme, mais elle est incompétente pour nous donner une raison péremptoire de la supériorité de ce que nous appelons le bien sur ce que nous appelons le mal. Je crois que nous arriverons un jour à comprendre comment s'opère l'évolution de la faculté esthétique, mais cela n'augmentera ni ne diminuera la force de l'intuition qui est en nous du beau et du laid. »

Dans ces quelques lignes, M. Huxley nous paraît, quant à nous, ne donner à l'éthique évolutionniste qu'une adhésion fort douteuse. Les mots sont *pour ;* les idées sont *contre.* Heureuse contradiction, qui tend à rapprocher la pensée du grand savant de celle qui est, en nature morale, le patrimoine commun de l'humanité.

Ne regrettons en aucun cas qu'un système philosophique, fût-il même erroné, se produise dans le monde. Il ne fera jamais, malgré les apparences, autant de mal qu'il fera de bien. Les contradictions de ses auteurs, leurs erreurs mêmes, serviront la vérité. Puis, ces systèmes ne seront jamais composés uniquement que de propositions fausses : ils en contiendront toujours de vraies, et les grands esprits qui les créent auront, sur bien des choses, des aperçus féconds et nouveaux. La mer soulevée dépose sur ses bords des concrétions souvent curieuses, et les vagues agitées de la philosophie apportent sur les rivages de la pensée humaine des idées qui l'enrichissent à jamais. Dans les siècles intermédiaires entre l'antiquité et les temps modernes, les systèmes cosmogoniques, atomistiques et autres ont bien

pu n'être que pures rêveries, sans autre valeur que celle d'un exercice pour ainsi dire gymnastique de l'esprit; mais, aujourd'hui que tout système prend pour base la science positive, tout système est bienfaisant. Celui que M. Herbert Spencer a vulgarisé, et qu'il avait si triomphalement exposé jusqu'au moment où, en s'élevant dans les régions de l'éthique, il a pu sentir le terrain manquer sous ses pas, aura jeté dans le monde une foule de vérités de détail qui éclairent nos voies dans presque toutes les directions, particulièrement en matière de politique et de sociologie. Les limites qu'il a posées, par exemple, au droit d'intervention de l'état ne constituent pas seulement une théorie gouvernementale en harmonie avec les mœurs anglaises, elles peuvent fournir à toutes les nations avancées en civilisation une règle sûre de conduite : elles sont le code du vrai libéralisme. Les idées, si justes, de M. Spencer sur la nature de l'état, la constitution de l'état, les droits et les devoirs de l'état contiennent la réfutation du socialisme contemporain, qui est un retour en arrière à un ordre de choses que l'expérience a condamné, et auquel la société a si lentement et si laborieusement échappé. Plus, et surtout mieux, que personne, M. Spencer s'est mis en travers du courant de passions insensées qui menace le droit de posséder et de tester. Il n'a pas revendiqué avec moins de force et des arguments moins solides la liberté du travail, de l'échange, du contrat ; celle du culte, de la parole, de la presse. Il a émis des vues originales et justes sur ce qu'on nomme faussement les droits politiques des citoyens. Il a démontré qu'il n'y a point de droits politiques proprement dits ; qu'il y a des garanties pour le droit naturel dans certaines institutions politiques, ce qui est tout autre chose. Enumérant

les différentes parties du droit naturel, il a dit en substance :

Quand un homme est libre de poursuivre les différents objets de la vie, sans autre restriction qu'une liberté égale et semblable chez les autres hommes ; quand il est maître de sa vie, de ses mouvements, de sa parole, de sa plume, de son bien ; qu'il peut donner, léguer, échanger, anéantir ou conserver tout ce qu'il a acquis soit par son travail, soit par voie de transmission, il a épuisé la liste entière de ses droits. Le suffrage n'est pas un droit : il est un moyen de garantir l'exercice des droits. Mais ce moyen n'est pas plus sûr que les autres, et il peut même tourner contre le but à atteindre : il peut servir à combattre les droits, aussi bien qu'à les protéger. Une collectivité armée du suffrage politique peut violer le droit naturel autant et plus facilement que n'importe quel despote : le despotisme populaire peut ne différer du despotisme d'un seul qu'en ce qu'il est plus fort et moins éclairé. De quoi servent alors les prétendus droits politiques ? C'est du papier n'ayant plus cours, de l'argent démonétisé, puisque, de même que ce papier et ces espèces inutiles qui ne peuvent plus représenter la satisfaction des besoins de la vie, ils ne peuvent plus garantir sa liberté.

Personne n'a montré d'une façon plus philosophique, plus lumineuse que M. Herbert Spencer les périls attachés à l'exercice de la souveraineté populaire et le monstrueux sophisme renfermé dans cette proposition, dont la démocratie américaine faisait, il y a cinquante ans, un axiome incontesté : « La majorité a toujours raison. » Nous ne pouvons entrer ici dans sa longue définition de la nature du *droit* et des *droits* de l'homme ; mais nous pouvons dire qu'elle fait justice d'erreurs bien redouta-

bles, qu'elle dissipe bien des nuages. Elle est un progrès sur toutes les définitions précédentes, et, quand les idées que renferme son livre de la *Justice* se seront popularisées, il se trouvera que M. Spencer aura, au cours de son traité de l'*Evolution*, rendu incidemment un grand service à la société en développant le sens politique des démocraties.

Il en aura rendu d'autres encore en transportant dans le domaine de la philosophie les méthodes scientifiques. Sauf quelques assertions contestables qu'on pourrait relever, quelle suite dans le raisonnement ! Ce n'est pas sa faute si, au-dessus et en dehors de tous les phénomènes matériels, historiques et sociaux de l'évolution cosmique, les notions morales surnagent avec la notion de Dieu. Cette dernière, M. Spencer et M. Huxley ne veulent pas la connaître ; ils ne veulent pas davantage la contester, puisqu'ils sont des agnostiques. Comme tous les autres agnostiques, ils essaient vaillamment et noblement d'y suppléer : cela, ils ne le pourront pas.

LÉO QUESNEL.

LE
BAILLI DE GREIFENSEE

NOUVELLE

TROISIÈME PARTIE [1]

Le Capitaine.

Pendant sept années entières, Salomon se laissa vivre, sans plus se soucier des femmes ; et seul le Paillasse, comme il appelait Figura, habitait encore en son cœur. A la fin cependant il eut une nouvelle aventure.

A Zurich résidait alors un certain capitaine Gimmel, qui avait guerroyé au service de la Hollande ; sa femme, une Hollandaise, était morte en lui laissant une fille, qu'il gardait avec lui ; il vivait d'une petite fortune et de sa pension, mais en s'arrangeant de manière à dépenser presque tout pour lui seul.

Cet homme était un ivrogne fieffé et un batailleur, qui se croyait surtout très fort à l'escrime et qui, bien que n'étant plus de la première jeunesse, fréquentait toujours les jeunes gens pour faire avec eux du vacarme et du scandale. Landolt, qui s'était trouvé par hasard en contact avec lui, et que ses rodomontades

[1] Pour les deux premières parties, voir les livraisons d'avril et mai.

agaçaient, accepta ses provocations et s'en fut, avec toute la bande, dans la maison de Gimmel, où une véritable salle d'armes était organisée. C'est là qu'il méditait de donner au vieux bretteur, malgré son plastron de cuir, quelques bonnes piqûres dans les côtes ; car il était lui-même une fine lame, s'étant exercé consciencieusement à l'escrime, déjà comme petit garçon, au château de Wulflingen, et plus tard à l'Ecole de guerre de Metz, ainsi qu'à Paris.

Aussi la salle résonna-t-elle bientôt des pas et des sauts des deux adversaires et du cliquetis des armes ; et Landolt poussa si vivement le capitaine que peu à peu celui-ci se mit à souffler; mais Landolt tout à coup laissa tomber son fleuret, regardant fixement, comme s'il eût été ensorcelé, la porte qui s'ouvrait, donnant passage à la fille de Gimmel, la belle Wendelgarde, qui entrait avec un plateau et des verres à liqueur.

C'est que, vraiment, c'était une superbe apparition.... Bien qu'elle fût vêtue avec un luxe qui semblait bien au-dessus de sa fortune, et que sa haute taille fût entourée de flots de soie bruissante, la richesse du costume était éclipsée par la rare beauté de celle qui le portait. Le visage, la gorge, les mains et les bras, d'une blancheur éblouissante, évoquaient l'idée d'un marbre de Paros habillé ; elle avait une riche chevelure à reflets rougeâtres, dont les fils de soie étaient mille fois ondulés ; sa bouche sérieuse et ses grands yeux, d'un bleu sombre, avaient un air interrogateur, et paraissaient exprimer comme un léger souci, qui d'ailleurs n'avait rien d'intellectuel.

Comme la belle jeune fille cherchait des yeux une place où poser le plateau et les verres, le capitaine, ravi d'une interruption qui venait fort à propos, lui

montra la croisée. Les jeunes gens saluèrent avec la politesse qui est due en toute circonstance à une pareille beauté. Wendelgarde s'éloigna, avec une révérence et un gracieux sourire, qui adoucit le sérieux de ses traits ; en même temps elle jeta un regard rapide et hésitant sur Salomon étonné, qu'elle voyait pour la première fois dans la maison. Le papa, cependant, allait chercher diverses fines liqueurs hollandaises, qu'il offrit, et par cette diversion habile, mit fin au combat singulier.

Landolt, de son côté, n'avait plus aucune envie de faire du mal au capitaine Gimmel ; son adversaire s'était transformé, à ses yeux, en un magicien qui amassait des monceaux d'or et dont les mains pouvaient à volonté produire heur ou malheur. Il accepta sur-le-champ la proposition que lui fit le capitaine d'aller avec eux en bateau jusqu'à un certain endroit où l'on buvait de bon vin ; et, si bizarre que lui parût la conduite inconséquente du vieux matamore, il se montra désormais plein de patience et d'indulgence à son égard.

C'est de l'abondance du cœur que la bouche parle... et les nouvelles n'arrivent jamais seules.... Pour en savoir davantage sur la belle Wendelgarde, Salomon, par des ruses habiles, ramenait son nom à tout propos dans les conversations, mais aussi négligemment et sèchement que possible ; et, juste à ce moment, la jeune fille, qu'on connaissait fort peu jusque-là, fit parler d'elle par la légèreté avec laquelle, disait-on, elle avait contracté pas mal de dettes : de sorte qu'on vit, fait inouï, une jeune fille, la fille d'un bourgeois, à deux doigts d'une honteuse banqueroute ; car son père, à ce qu'on racontait, refusait de payer aucune dette contractée à son insu : il menaçait même les créanciers qui réclamaient de leur tomber dessus, et sa fille de la mettre à la porte.

Voici où en étaient les choses, à ce qu'il semblait: Wendelgarde, laissée sans ressources par son père, avait, pour faire aller le ménage, commencé à emprunter ; puis, pour ses dépenses particulières, elle avait eu recours, de plus en plus, à ce procédé commode. Son inexpérience, l'abandon où elle s'était trouvée, jeune et privée de sa mère, et une certaine naïveté qui est souvent le propre de ces créatures d'exception, n'avaient pas été sans influence sur sa conduite, et d'ailleurs elle croyait très riche son vantard de père.

Quoi qu'il en soit, elle faisait l'objet de toutes les conversations ; les commères joignaient les mains et prédisaient la prochaine arrivée de la fin du monde, immanquable lorsque se produisent de pareils phénomènes ; les hommes se contentaient d'annoncer la débâcle politique ; les jeunes filles se chuchotaient à l'oreille toute sorte de racontars où la malheureuse était représentée sous les plus noires couleurs ; les jeunes gens se permettaient des plaisanteries de mauvais goût, mais se tenaient à distance respectueuse et craintive de la maison du capitaine, et même de la rue où il habitait ; les marchands et boutiquiers dont les créances étaient en péril ne faisaient que courir aux tribunaux pour tâcher de hâter les poursuites.

Salomon Landolt seul songeait, avec une passion croissante, à la belle fille seule et désolée au milieu de ses dettes. Une ardente pitié, un invincible désir l'attiraient vers elle, comme si la pécheresse, au lieu de se désespérer dans le purgatoire de sa détresse, eût trôné en un jardin fleuri de roses, fermé par une grille d'or. Il ne put résister plus longtemps au besoin qu'il éprouvait de la voir et de lui venir en aide ; et, un soir qu'il vit le capitaine bien solidement à l'ancre dans une au-

berge, il se rendit, d'un pas décidé, à la demeure de Wendelgarde, et tira vigoureusement la sonnette. Comme la servante passait son nez à la fenêtre, lui demandant ce qu'il voulait, il répliqua d'un ton bourru qu'il y avait là quelqu'un du tribunal de la ville qui avait à parler à la demoiselle ; et il choisit cette manière de se présenter afin de couper court à tout bavardage inutile et à toute curiosité étrangère. Il effraya, par exemple, très fort la pauvre fille ; car elle vint toute pâle à sa rencontre, rougissant ensuite autant qu'elle avait pâli, dès qu'elle l'eut reconnu.

Très embarrassée, et d'une voix tremblante qui disait assez sa crainte et son effroi, elle le pria de prendre place ; c'est que, dénuée de tout conseil et de toute protection, la pauvre enfant ne voyait goutte dans son affaire, et s'imaginait qu'on allait maintenant la mener en prison.

Mais, à peine Landolt eut-il pris place, que les rôles changèrent. C'était lui à présent qui ne trouvait pas ses mots pour lui faire sa communication ; car la belle infortunée lui semblait plus imposante et plus inaccessible qu'un roi de France, — lequel devait, après tout, appeler les Confédérés « ses grands amis, » lorsqu'il achetait leur sang. — Enfin il lui fit part, avec un air de suppliant, du motif qui l'amenait ; le plaisir croissant qu'il éprouvait à la regarder remit ses esprits à tel point qu'il put lui expliquer tranquillement comme quoi il avait pris connaissance, en sa qualité d'assesseur, de sa pénible situation, et venait discuter la chose avec elle pour découvrir un moyen de la tirer d'embarras. Il la priait donc de lui communiquer en toute confiance l'importance et la nature des engagements qu'elle avait contractés.

Wendelgarde poussa un grand soupir de soulagement; et, après avoir, comme la première fois qu'ils s'étaient vus, jeté sur lui un regard interrogateur, elle courut chercher une boîte où elle avait serré toutes les factures, sommations et actes judiciaires qui lui avaient été envoyés jusque-là, et qu'elle n'avait plus osé regarder. Avec un second soupir, les yeux baissés et le visage rouge de honte, elle versa le tout sur la table, s'appuya au dossier de sa chaise, se couvrit la figure de la boîte vide et se mit à sangloter doucement en détournant la tête.

Emu et tout joyeux de pouvoir jouer le rôle de consolateur, Salomon lui enleva la boîte, prit ses mains dans les siennes, et l'engagea tendrement à avoir bon courage. Puis il commença à examiner les papiers, et, chaque fois qu'il avait besoin d'un renseignement, il le lui demandait avec une bonne humeur si encourageante qu'elle répondait sans difficulté. Ensuite il tira de sa poche son carnet de croquis, qu'il avait toujours sur lui et qui était plein d'esquisses rapides de chevaux, de chiens, d'arbres et de nuages. Au beau milieu de ces dessins il nota sur une page blanche le montant des dettes de la pauvre Wendelgarde. Il s'agissait en grande partie de beaux habits et d'objets de toilette, ou bien de jolis meubles ; il y avait bien aussi quelques friandises, mais en petit nombre; et, en somme, le total était bien loin du chiffre énorme qui circulait dans le public. Il y en avait pourtant pour environ 1000 ducats de Zurich, que la malheureuse ne savait absolument pas où se procurer.

Landolt avait si bien perdu la tête, que la créance de Wendelgarde, lorsqu'il serra soigneusement le carnet dans la poche intérieure de son habit, lui semblait un

trésor aussi précieux et aussi désirable que l'inventaire des richesses d'une fiancée fortunée ; il était amoureux de tout ce qui se trouvait sur la liste, robes et dentelles, chapeaux et plumes, éventails et gants ; même les friandises ne faisaient que lui donner plus grande envie d'avoir un jour le droit de nourrir cette belle enfant de toutes sortes de bonnes choses.

Lorsqu'il prit congé, promettant qu'elle aurait bientôt de ses nouvelles, elle le regarda de nouveau d'un air d'interrogation, car elle ne comprenait pas bien ce qui devait advenir de tout cela. Pourtant, elle s'était rassérénée, et, reconnaissante et confiante, elle l'éclaira elle-même jusque sur le pas de la porte, où un : « Bonne nuit, » murmuré amicalement, acheva de faire sa conquête. Elle remonta l'escalier lentement, toute pensive, peut-être pour la première fois de sa vie ; et, en tout cas pour la première fois depuis assez longtemps, elle s'endormit paisiblement, si bien qu'elle n'entendit pas le capitaine rentrer à la maison avec grand fracas.

Landolt, lui, dormit d'autant moins cette nuit-là qu'il examina l'affaire jusqu'à l'heure où les coqs se mirent à chanter dans les nombreuses basses-cours de la ville.

Comme Salomon Landolt vivait encore chez ses parents et dépendait d'eux, il pouvait tout au plus fournir une partie de la somme nécessaire à la libération de Wendelgarde ; car son rôle devait rester secret s'il ne voulait pas rendre dès le début bien plus difficile l'union qu'il projetait pour plus tard avec ce phénomène d'étourderie.

Il avait en revanche une grand'mère riche, dont il était le favori, et qui avait coutume de l'assister en toutes sortes d'embarras pécuniaires, se faisant un plaisir de le secourir en cachette. Elle avait ceci de particulier

qu'elle protestait violemmont contre tout projet matrimonial de son petit-fils, chaque fois qu'il pouvait en être question ; elle savait bien que Salomon, qu'elle connaissait mieux que personne, serait malheureux en ménage et sombrerait sous le poids des soucis ; car elle connaissait aussi suffisamment les femmes, disait-elle, pour juger de ce qui en était. Aussi, toutes les fois qu'elle faisait à Salomon de secrètes avances d'argent, elle y joignait l'injonction amicale de se bien garder de songer au mariage ; et lorsqu'un ennui quelconque le forçait d'avoir recours à elle, il n'avait qu'à faire une allusion à un projet de ce genre pour être assuré du plus rapide succès.

En cette occurrence, donc, il recourut à son originale de grand'mère et lui confia avec un soupir simulé qu'il était obligé malgré tout, à la fin, de se tirer d'embarras et de se créer une situation indépendante, en profitant d'un beau parti qui se présentait. Effrayée, la bonne femme ôta les lunettes à l'aide desquelles elle venait de lire dans son livre de rentes, et considéra son petit-fils comme elle eût regardé un désespéré sur le point de mettre le feu à sa propre maison.

— Sais-tu bien que je te déshérite, si tu te maries ? cria-t-elle, et elle-même frémissait à cette pensée.... Il ne manquerait plus que ça, une poule qui viendrait gratter un jour dans mes caisses et mes armoires ! Et toi, comment apprendras-tu à supporter les manies d'une femme ? Comment y tiendras-tu, si par exemple elle ne fait que mentir toute la sainte journée ? ou bien si elle dit du mal de tout le monde, et fait de ta table d'honnête homme un repaire de médisance ? ou bien si elle a toujours quelque chose dans le bec et qu'elle babille tout en croquant des bonbons ? Quelle tête feras-tu,

si ta femme vole dans les boutiques, ou si elle contracte des dettes, comme la fille à Gimmel ?

Le petit-fils réprima un sourire à l'ouïe de ce dernier nom qui tombait si juste, et il dit, avec tout le sérieux dont il était capable :

— Si vraiment elles sont si mal loties, les pauvres petites femmes, il est d'autant moins permis de les abandonner à elles-mêmes : il faut les épouser, afin de sauver ce qu'on en peut sauver.

Hors d'elle-même, l'ennemie de son propre sexe s'écria :

— Assez, monstre que tu es, assez ! Qu'y a-t-il ? combien te faut-il ?

— J'ai perdu mille ducats au jeu et il m'en manque six cents.

La vieille dame remit ses lunettes sur son nez, arracha de sa tête son bonnet pour gratter ses cheveux courts et gris, et s'en fut en boitant à son secrétaire de marqueterie. Landolt vit avec plaisir apparaître, derrière la tablette qui s'ouvrait, toutes les merveilles conservées dans le meuble, et qui avaient déjà réjoui son enfance : une petite mappemonde en argent ; un chevalier montant un destrier d'ivoire ciselé et revêtu d'une véritable armure d'argent doré qu'on pouvait enlever ; au centre de l'écu brillait une pierre précieuse, et les plumes du casque étaient émaillées ; ensuite un petit squelette, également d'ivoire fouillé avec une exquise délicatesse, haut de quatre pouces et muni d'une faux en argent : on l'appelait familièrement « la petite Mort, » et il ne lui manquait pas le moindre osselet.

La vieille prit cette mignonne Mort sur le plat de sa main tremblante, et dit, tandis que l'ivoire frêle bruissait avec un cliquetis presque imperceptible :

— Tiens, voilà comment sont faits l'homme et la femme, une fois la farce terminée ! Qui est-ce qui peut s'aviser d'aimer et de se marier ?

Salomon prit aussi la Mort dans sa main et la considéra attentivement ; un léger frisson passa dans ses membres, tandis qu'il se représentait les belles formes de Wendelgarde se détachant morceau par morceau d'un squelette comme celui-ci ; et, comme il pensait à la fuite rapide du temps qui ne revient jamais, son cœur battait si fort que le petit squelette tremblait visiblement. Il jeta un regard de convoitise sur la main de la grand'mère, qui prenait, dans un tiroir où se trouvait toujours une certaine somme d'argent, un rouleau de beaux doubles louis d'or, en disant :

— Voici les mille ducats ! Mais laisse-moi en paix avec toutes tes idées de mariage !

D'abord, il s'en fut à la recherche du capitaine Gimmel, qu'il trouva à l'auberge, et qu'il prit à part. Il lui raconta qu'il était chargé et mis en mesure par une tierce personne, qui ne voulait pas être nommée, d'aplanir les embarras financiers de sa fille ; mais on exigeait que le capitaine prît l'affaire sous son nom, pour ménager autant que possible l'amour-propre de Wendelgarde en lui laissant croire que c'était lui qui avait payé. En conséquence, Landolt déposerait la somme, comme venant du capitaine, entre les mains de qui de droit, et veillerait à satisfaire les créanciers dans le plus grand mystère. De cette façon tout ennui serait épargné à lui et à sa fille.

Le capitaine dévisagea le jeune homme d'un œil étonné, parla d'abord des « gens qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas, » du « droit qu'il avait d'être maître chez lui, » et mit la main à son épée ; mais,

quand Landolt lui eut représenté qu'on s'intéressait à la demoiselle et à son futur bonheur, qui dépendait d'une prompte expédition de l'affaire en question, le capitaine, qui flairait un bon établissement pour sa fille, rengaina l'épée, gardienne de son honneur, et se déclara d'accord.

Salomon Landolt mit donc la situation au net avec prudence et habileté, si bien que tous les créanciers furent payés. Le public supposa que le capitaine Gimmel avait fini par entendre raison, et ce fut aussi ce que pensa Wendelgarde. Le père se donnait vis-à-vis d'elle des allures solennelles, qui la fortifièrent dans son idée qu'il devait être malgré tout un homme riche.

Aussi ne fut-elle ni bien étonnée ni fort déconcertée lorsque Salomon, son fondé de pouvoirs, reparut un beau soir avec les quittances de toutes ses dettes, grandes et petites, et les remit entre ses mains. Lui-même ne lui en voulut pas le moins du monde de son peu d'étonnement, et il se réjouit de lui voir si bonne contenance ; car, pendant que se déroulait l'affaire, il lui était venu mainte préoccupation au sujet de ces dettes et de leur nature. Ces préoccupations, d'ailleurs, n'avaient pas eu d'autre résultat que de lui faire éprouver de nouveau une douce pitié pour la pauvreté mal conseillée de sa protégée, et d'augmenter encore son désir de pouvoir prendre en main, et pour toujours, le fil de sa destinée. Wendelgarde, en prévision de sa visite, s'était depuis quelques jours habillée et parée avec plus de soin encore que de coutume ; elle aussi était heureuse de pouvoir se montrer dans une attitude plus digne devant celui qui l'avait tirée de sa détresse, car elle ne croyait pas devoir sa libération à des secours étrangers.

Pourtant elle le remercia, avec des mots naïfs et qui

partaient du cœur, de son intervention secourable ; elle lui donna familièrement la main, et elle était si belle en ce moment que, sans plus tarder, il lui avoua son inclination, ajoutant qu'elle seule avait pu l'amener à se mêler si indiscrètement des affaires d'autrui. Il fut même d'une franchise si entière et si complète qu'il lui exposa comment, en répondant à son affection et en lui accordant sa main, elle lui rendrait, à lui, un service des plus grands, en le déterminant à fixer enfin sa vie un peu vagabonde et incertaine, et à faire pour l'amour de sa beauté ce qu'il n'avait pas su faire pour lui-même.

Or, cette honnête maladresse, ou cette maladroite honnêteté de Landolt éveilla la prudence de la belle fille. Elle laissa sa main à Solomon tout ému, et elle le regarda avec des yeux pleins d'amitié qui rayonnaient du bonheur qu'elle éprouvait à se trouver soudain relevée de son humiliation. Mais, au milieu de tout ce que cet instant avait de charmant, la jeune fille, d'ordinaire si légère, réfléchissait à cette existence incertaine dont se plaignait son amoureux, et elle demanda un délai de sept jours. Elle le congédia d'ailleurs fort gracieusement, et se mit à respirer à petits coups précipités, comme un jeune lapereau, aussitôt qu'elle se trouva de nouveau seule.

Cependant le capitaine avait réfléchi longuement aux allusions mystérieuses de Landolt, et il avait fait cette découverte, qu'en effet sa fille était mûre pour le bonheur, et qu'il était temps de lui trouver un acquéreur. Il n'était point d'humeur à se laisser voler ce bijou par une main inconnue ; il voulait, au contraire, monter bonne garde, mais il fallait, avant tout, chercher les meilleures conditions pour le faire valoir. Sans plus

longtemps tarder, il décida d'aller aux eaux de Baden, qui justement regorgeaient de visiteurs à l'occasion des beaux jours de la Pentecôte. Wendelgarde dut emballer ses plus riches toilettes, qu'elle n'avait pas la permission d'exhiber à Zurich, à cause des règlements somptuaires, et tous deux, dès l'arrivée, prirent leurs quartiers au *Hinterhof*, qui était déjà, comme les autres hôtelleries, rempli d'étrangers. La surveillance paternelle de Gimmel n'alla pas plus loin ; car aussitôt il se mit en quête d'une société de compagnons de son goût et, après l'avoir trouvée, il abandonna à elle-même la belle Wendelgarde.

Par un hasard qui fut heureux, Figura Leu, accompagnée d'une dame âgée qui venait aux eaux pour soigner ses membres malades, se trouvait dans le même établissement de bains. Figura, qui, elle aussi, commençait à n'être plus toute jeune, faisait plus que jamais ce qui lui plaisait. Quand elle vit Wendelgarde, que ses dettes avaient rendue célèbre, ne pas trop savoir que faire en son isolement, elle l'attira dans son cercle et s'amusa elle-même à étudier et à pénétrer cette singulière et originale créature, dans laquelle la beauté semblait faite femme, mais à l'exclusion de tout autre agrément. Elle gagna bientôt la confiance de la jeune fille, qui appréciait pour la première fois les bienfaits d'une intimité de ce genre ; aussi, dès le premier jour, Figura fut-elle renseignée sur ses rapports avec Salomon et sur le délai de sept jours. Le lendemain, elle estimait que c'était ce qui pourrait arriver de plus malheureux au prétendant malavisé que d'obtenir la jeune fille. Elle-même ne se rendait pas bien compte pourquoi, mais elle avait la vague intuition que Wendelgarde était une créature dénuée d'âme. Puis elle pensa

que c'était, après tout, une toile blanche et vide sur laquelle Salomon saurait bien peindre quelque chose de passable, et qu'en somme tout pouvait encore prendre bonne tournure. Comme sa propre incertitude la rendait soucieuse, elle décida soudain de s'en remettre à une sorte de jugement de Dieu, d'épreuve du feu ; et ce fut la nouvelle subite d'une visite de son frère Martin qui lui en donna l'idée. Depuis cinq ans déjà, Martin était capitaine dans le régiment zurichois en garnison à Paris ; il était devenu un homme habile dans tous les arts, et en particulier un excellent comédien de société, qu'on avait fort apprécié sur toutes les scènes d'amateurs des salons parisiens. Le capitaine Gimmel et sa fille ne l'avaient jamais vu, et d'ailleurs il savait se rendre méconnaissable à ceux mêmes qui le connaissaient bien. C'est là-dessus que Figura bâtit tout son plan, et elle réussit à aller sur la route de Zurich à la rencontre de son frère, qui était venu à l'improviste passer quelques jours au pays, à l'instruire en hâte de son projet, et à se faire de lui un allié ; car il avait presque autant de souci que sa sœur du bonheur de son vaillant ami. Elle était pressée d'agir, parce que quatre des sept jours de délai étaient déjà écoulés et qu'elle voyait bien que Wendelgarde ne dirait pas non.

Martin Leu retarda son arrivée à Baden jusqu'à la nuit tombante, tandis que Figura prenait les devants, et faisait comme si de rien n'était. Pendant la nuit, Martin prit ses dispositions, et le lendemain il apparut avec les allures majestueuses et mystérieuses d'un étranger voyageant incognito. Il s'adressa, comme par hasard, au capitaine, dès qu'il se fut orienté, et lui fit gagner, tout en buvant avec lui, quelques ducats au jeu de dés. Ensuite, s'en étant tenu là, il alla se promener dans les

jardins publics et au bord de la rivière ; Figura, cependant, avait répandu adroitement le bruit que c'était un seigneur français qui possédait un demi-million de livres de rente et qu'il voulait à toute force épouser une Suissesse protestante, lui-même appartenant à la religion réformée. Il avait déjà été à Genève, et n'y avait rien vu qui lui plût ; il voulait se rendre à Zurich, après avoir d'abord fait son enquête à Baden, où, lui avait-on dit, il trouverait en cette saison un choix exquis de dames.

Le capitaine, contre son habitude, revint en hâte avant dîner à l'hôtel, et y chercha sa fille, à qui il fit faire toilette, afin de la mener à la promenade. Il la prit même à son bras, et son nez rubicond vous avait des airs si précieux et si imposants que les centaines de promeneurs s'égayaient autant de la cocasserie du père qu'ils s'émerveillaient de la beauté de Wendelgarde.

Mais, lorsque Gimmel rencontra le riche huguenot, ce fut une scène encore plus cérémonieuse et un long échange de compliments et de présentations. Martin Leu n'eut pas besoin, en voyant la beauté de Wendelgarde, de simuler un étonnement qu'il éprouvait en réalité ; mais il vit du même coup qu'il était bien nécessaire d'arracher l'ami Salomon au danger. Il offrit son bras à la jeune fille et la conduisit en place de son père à la table d'hôte, où Figura était déjà assise, regardant avec une feinte timidité et un réel intérêt ce qui se passait auprès d'elle.

Wendelgarde ne lui parla que quelques minutes en sortant de table, parce qu'elle allait à une partie de plaisir, à Schinznach, où se trouvait aussi réunie une société distinguée. Bref, Martin joua si bien son rôle le premier jour que Wendelgarde, très tard dans la soirée,

courut trouver Figura Leu, et toute hors d'haleine lui fit ses confidences : pour sûr il se passerait quelque chose, car le huguenot venait de lui demander si elle ne vivrait pas plus volontiers en France qu'en Suisse. Et puis il s'était informé aussi, au hasard de la conversation, de l'âge qu'elle avait ; enfin, il y avait moins d'une heure, n'avait-il pas déclaré que, si jamais il se mariait, il n'accepterait pas un denier de dot de sa femme ? Aussi son père lui avait déjà ordonné de dire oui sur-le-champ à la demande en mariage qu'il ne manquerait pas de lui adresser.

— Mais, ma chère enfant, fit remarquer Figura, tout cela ne signifie pas grand'chose. Prends bien garde à toi !

Wendelgarde continua :

— Et, comme nous nous trouvions seuls ensemble à la promenade, il m'a baisé la main et a soupiré !

— Et il t'a demandé si....

— Non, mais il a soupiré en me baisant la main.

— Un baisemain de Français ! Sais-tu ce que cela signifie ? Rien du tout.

— Mais il est protestant et très sérieux.

— Comment s'appelle-t-il donc ?

— Je ne sais pas encore, ou plutôt, il me semble que je ne le sais plus, je n'y ai pas même fait attention.

— Voilà qui change la question, dit Figura soucieuse ; mais, alors, qu'adviendra-t-il de Salomon Landolt ?

— C'est bien ce que je me demande aussi, repartit Wendelgarde avec un soupir, tandis que du bout de ses doigts roses elle frottait son front blanc. Mais, songe donc, un demi-million de revenu ! Cela met fin à tout souci et à tout chagrin. Et Salomon a besoin d'une

femme qui lui aide à fixer sa vie, à devenir quelque chose. Comment pourrais-je l'y aider, moi qui ne comprends rien ?

— Mais ce n'est pas là ce qu'il veut dire, petite oie ! Il pense qu'une fois qu'il t'aura pour femme, il commencera, pour l'amour de toi, à travailler, à agir, à commander, et toi tu n'auras qu'à le regarder faire et tu n'auras pas besoin de te remuer le moins du monde. Et il fera comme il l'a dit, je t'assure.

— Non, non ! Ma légèreté sera un obstacle à tout. Je ferai de nouvelles dettes, et encore plus de dettes, je le sens, si je ne suis pas riche, extraordinairement riche !

— Voilà qui change la question, dit encore Figura : si tu ne préfères pas t'amender et devenir meilleure avec lui.... Et je te prie de croire qu'il est homme à t'aider !

Mais, comme elle vit que Wendelgarde ne faisait que perdre son assurance, sans témoigner le moindre sentiment pour Salomon, elle continua :

— En tout cas, prends bien garde de ne pas t'asseoir entre deux chaises. Si le Français te fait demain sa demande, il faut que tu puisses répondre en toute liberté. C'est après-demain le septième jour ; attends-toi donc à ce que Landolt arrive pour chercher ta réponse ; et alors il y aura des complications, des révélations, et tu cours le risque de voir les deux prétendants te tourner le dos !

— Mon Dieu ! C'est que c'est vrai ! Mais que dois-je faire ? Il n'est pas ici, et je ne peux pas aller là-bas en ce moment.

— Ecris-lui, et pas plus tard qu'aujourd'hui ! Dès demain il faut qu'un exprès aille avec ton billet à

Zurich, sans quoi Landolt viendra après-demain : je le connais, il viendra sans faute.

— C'est cela, donne-moi du papier et de l'encre !

Elle s'assit, et, comme elle ne savait qu'écrire, Figura Leu lui dicta ces lignes :

« Après mûr examen, je trouve que des sentiments de gratitude sont seuls à m'animer à votre égard, et que ce serait mentir que de leur donner un autre nom. Comme, d'ailleurs, la volonté paternelle m'indique une autre voie, je vous prie de respecter ma décision inébranlable d'y obéir, et de voir en cette décision un signe de la confiance et de la franche estime que vous conservera toujours votre dévouée, etc. »

— Un point, c'est tout, conclut Figura ; as-tu signé ?

— Oui, mais il me semble qu'on devrait pourtant dire quelque chose de plus ; ma lettre ne me satisfait pas entièrement.

— Mais si, c'est très bien comme ça ! C'est bien le style de refus pincé qui convient en pareille circonstance, où les explications ne seraient pas de mise ; ça coupe court à toute complication, — et les buveurs altérés, entendant que ça sonne creux, s'aperçoivent qu'ils frappent à un tonneau vide !

Cette allusion, que la jalousie pimentait légèrement, Wendelgarde ne la comprit pas, car c'était une bonne fille. Elle pria encore Figura de s'occuper d'expédier la lettre sans retard, afin d'éviter toute rencontre avec Landolt ; Figura le promit, et, pour être sûre de son fait, elle confia, au point du jour, la lettre à son frère, qui trotta aussitôt vers Zurich, et qui surprit Salomon Landolt en train de s'apprêter à partir le lendemain pour Baden.

Il pâlit légèrement en lisant le billet, puis rougit en

découvrant que Martin savait ce qu'il contenait. Son ami lui donna toutes les explications verbales nécessaires, en lui racontant l'histoire d'un bout à l'autre. Puis il le laissa seul une heure, et quand il revint :

— Salomon, lui dit-il, Figura m'a chargé de te saluer et de te dire que, si tu veux, malgré tout, la fille du père Gimmel, tu n'as qu'à le lui faire savoir ; la belle ne se sauvera pas devant toi.

— Je n'en veux pas, je reconnais ma folie, dit Landolt ; mais elle est pourtant belle et digne d'être aimée, et vous n'êtes que des coquins !

Martin resta à Zurich sous sa véritable forme, de sorte que le riche huguenot, naturellement, disparut de Baden comme si la terre l'eût englouti. Le capitaine et Wendelgarde passèrent encore deux semaines aux eaux ; puis ils revinrent à Zurich, le capitaine plus altéré et et plus insupportable que jamais ; et sa fille, silencieuse et abattue, ne se montrait point.

Cependant, ce n'était pas encore la fin de l'histoire. Car Martin Leu, piqué par une curiosité présomptueuse, chercha à voir d'un peu plus près la singulière beauté. Il intrigua très prudemment, afin de ne pas être reconnu comme le ci-devant mystérieux Français, et fréquenta la salle d'armes du capitaine. La roue de la Fortune tourna, lorsqu'il vit la pauvre fille dans la simplicité de son chagrin et de sa beauté, et, le vieux bretteur étant mort, frappé soudain d'une attaque, Martin tomba amoureux de la délaissée ; sa passion devint si violente que, sans écouter les remontrances, ni les objections qu'on lui faisait, il écarta brusquement tous les obstacles et n'eut point de cesse que Wendelgarde ne fût devenue sa femme.

Auparavant il dit, une dernière fois, à Salomon :

— La veux-tu, oui ou non ?

L'autre, sans réfléchir longtemps, répondit :

— Je m'en tiens à la parole de la Bible : « Que votre oui soit oui et que votre non soit non ! » C'est une affaire sur laquelle je ne reviendrai plus !

« Et pourtant, elle me coûte mille ducats, ce dont personne ne se doute, grâce à Dieu ! » ajouta-t-il mentalement ; car il savait que sa grand'mère, en son équité, notait exactement toutes les avances qu'elle lui faisait, afin qu'elles fussent déduites de sa part d'héritage.

Martin Leu passa encore deux ans à Paris avec sa femme, puis il prit sa retraite. Lorsqu'il revint en Suisse, Wendelgarde était une dame tout à fait éduquée et déniaisée, et qui ne faisait plus de dettes. Elle savait ce qui s'était passé à Baden et avait reconnu le prétendu huguenot avant même qu'il s'en méfiât et qu'il eût rien raconté.

Mais lorsque, plus tard, Mlle Figura Leu demanda à M. Salomon Landolt s'il lui en voulait de son intervention, et s'il n'eût pas été content d'avoir lui-même Wendelgarde pour femme, puisqu'en somme elle s'était transformée tout à son avantage, et que sans aucun doute elle avait jadis fait semblant d'être plus bête qu'elle n'était réellement, il lui serra le main et dit :

— Non, tout est bien ainsi !

Et, pour abréger, il appelait Wendelgarde « le Capitaine. »

GOTTFRIED KELLER.

(*La suite prochainement.*)

ROMANCIERS ANGLAIS CONTEMPORAINS

ROBERT-LOUIS STEVENSON

Un écrivain vient de mourir, à la fleur de l'âge, qui laissera une trace lumineuse dans la littérature anglaise, le plus charmant conteur depuis Walter Scott et l'un des plus pénétrants psychologues que l'Angleterre ait produits, également cher aux enfants et aux philosophes.

Robert-Louis Stevenson s'est éteint le 3 décembre de l'année dernière à Samoa en Polynésie, à l'âge de quarante-quatre ans, dans la demeure qu'il s'était créée là-bas avec l'espoir de prolonger une existence depuis longtemps menacée.

Son nom a déjà paru dans la *Bibliothèque universelle* à propos de deux ouvrages qui avaient eu un grand retentissement, *Treasure Island*[1] et *The strange Case of Dr Jekyll and Mr Hyde*[2]. Le moment est venu de jeter un coup d'œil d'ensemble sur sa vie et sur ses travaux, et de marquer sa place dans la littérature contemporaine.

Robert-Louis Stevenson naquit à Edimbourg le 13 novembre 1850. Il appartenait à une famille d'ingé-

[1] Juin 1892. — [2] Septembre 1892.

nieurs. Son père, son oncle, son grand-père, s'étaient fait connaître par des travaux remarquables ; il paraît que la plupart des phares, si nombreux sur les côtes de la Grande-Bretagne, ont été construits ou perfectionnés par eux.

Le futur écrivain eut une enfance pénible ; il était de constitution délicate et si maladif qu'il fallut le laisser pendant plusieurs années aux soins de sa nourrice, une bonne femme à l'esprit romanesque, qui l'endormait en lui chantant des ballades ou en lui racontant les fantastiques légendes des pays du nord ; d'ailleurs de santé robuste, car elle lui a survécu. Plus tard, elle lui faisait des lectures pour charmer les loisirs de la maladie, et ces lectures devaient être dans le même courant de fantaisie, à en juger par les lignes suivantes, extraites du volume *Across the plains*, où Stevenson raconte son voyage à travers les Etats-Unis :

« Au matin, nous étions dans l'Ohio. Cette contrée avait été de bonne heure un des *homes* favoris de mon imagination. J'ai joué des semaines entières à être dans l'Ohio, et j'ai fait là des chasses merveilleuses avec un fusil muet, avant l'âge des pantalons. Ma préférence se fondait sur un article, paru dans *Cassell's Family Paper*, et que ma nourrice m'avait lu à haute voix. On y racontait les hauts faits d'un nommé Custaloga, bravo indien qui, au dernier chapitre, se lavait obligeamment le visage pour enlever la peinture de guerre, et devenait un sir Reginald quelconque ; une action que je ne lui ai jamais pardonnée. L'idée qu'un homme fût un héros indien et abandonnât cette position pour être baron ne pouvait m'entrer dans l'esprit. Cela offensait la vraisemblance, tout comme la prétendue impatience de Robinson Crusoé et autres à quitter leurs îles désertes. »

En lisant les ouvrages de Stevenson, on est tout de suite frappé de son amour du merveilleux sous toutes

les formes, plus spécialement du merveilleux épique, les prouesses de force physique, les grands coups d'épée, les aventures héroïques. Où cet écrivain, qui n'avait que des mathématiciens parmi ses ascendants, a-t-il pris ce goût et ce tour d'imagination ? Tout simplement auprès de sa nourrice. On peut voir par là combien sont durables les impressions de la première enfance, et à quel point il est au pouvoir de la mère, ou de la bonne, de façonner l'âme de l'enfant.

Le jeune garçon faisait de fréquents et longs séjours dans cette jolie ferme de Swanston, au pied des Pentland Hills, où il avait des parents. C'est à quelques kilomètres seulement d'Edimbourg. L'auteur de cet article se rappelle encore l'aimable hospitalité qu'il y recevait lui-même, à l'époque où il étudiait la théologie dans la cité de John Knox. Louis Stevenson avait alors neuf ou dix ans ; peut-être était-il au nombre de ces enfants qui aidaient à rentrer les foins, et que la bonne fermière, Mrs Finnie, récompensait ensuite d'une assiettée de fraises à la crème.

C'était le bon temps, pour l'étudiant en théologie comme pour le gamin de dix ans. Oh ! les courses folles dans les bruyères de la colline après les lapins vite effarouchés, et les lentes promenades au long des ruisseaux pleins de truites, qui se moquaient pas mal des pêcheurs maladroits !

Stevenson aimait la pêche, mais plutôt comme un prétexte à longues flâneries ; il était trop distrait et le nez en l'air, trop porté aux rêveries sans fin, pour faire un bon pêcheur. Dans une lettre que nous avons sous les yeux, écrite en réponse à un éditeur de journal qui lui demandait un article sur la pêche, il se raille agréablement en rappelant qu'il prenait d'ordinaire avec sa

ligne plus de morceaux de bois que de poissons, quand encore il ne lui arrivait pas de se prendre lui-même à l'hameçon, par les pans de sa redingote : « Et peut-être était-ce, ajoute-t-il, une dispensation providentielle que les vers emportés pour amorce se trouvassent toujours mêlés aux sandwiches de mon déjeuner ! »

Il avait douze ans, lorsqu'on parla pour la première fois de le mettre à l'école. Il était, nous dit-il dans ses *Random Memories*, fier et content d'aller à l'école. Malheureusement, c'était tout autour de lui, dans le quartier, un complot de lamentations : « Pauvre petit garçon, le voilà qui s'en va. » — « Méchant petit garçon, il va nous quitter. »

Quand il se vit seul, au bout de la longue rue, une tristesse insurmontable s'empara de lui. Il s'assit sur le pas d'une porte et se mit à pleurer. Il y avait là un chat, un pauvre chat de gouttière, très mélancolique, lui aussi, qui vint se frotter contre lui en témoignage de sympathie. Le petit Louis n'y tint plus ; il reprit précipitamment le chemin de la maison, et s'en fut tout raconter à ses parents, sans oublier de parler du chat. On jugea qu'il était encore trop impressionnable pour être lâché dans le monde des écoliers ; et son père, qui allait partir pour une tournée d'inspection des phares le long de la côte, le prit avec lui.

Il fallut pourtant se décider à mettre le jeune garçon à l'école. L'intelligence ne lui manquait pas, mais cette application à l'étude sans laquelle il n'est pas de bon écolier. Stevenson ne fut jamais un fort en thème, et l'idée ne lui vint même pas de concourir pour les prix de fin d'année ; il passait son temps à rêver ou à faire l'école buissonnière, soupirant après les vacances d'été, qu'on

lui faisait passer au bord de la mer, à cause de sa santé délicate.

Tout près de la villa où il était en pension, sur un étroit promontoire, s'étalait un village de pêcheurs. En arrière, une rangée de falaises, profondément ravinées par des ruisseaux aux berges cachées sous la feuillée : vrai paradis pour les jeunes garçons que l'époque des vacances rassemblait dans ce lieu de délices. Ils s'y retiraient en grand mystère pour faire leur apprentissage de la vie ; un long cigare d'un sou, partagé en tronçons inégaux au moyen d'un couteau ébréché, leur permettait de s'initier à peu de frais aux voluptés de l'âge adulte.

D'autres fois c'étaient des parties de pêche, garçons et filles perchés sur un mur en rangs serrés comme des oies sauvages, une volée de petits pêcheurs lançant leur ligne par-dessus la tête les uns des autres, les fils sans cesse emmêlés et les goujons retombant dans l'eau, au milieu d'un vacarme de cris plus perçants que ceux des oies.

A marée basse, tout ce petit monde se précipitait sur la grève au pied des rochers découverts, en quête de coquillages et de bêtes bizarres, ou de débris de naufrage, glissant sur les varechs, se prenant les jambes dans les herbages aquatiques, un œil au guet pour surveiller le retour des grosses eaux.

Pour changer, on faisait des expéditions à la Robinson dans des parages inconnus, à quelques kilomètres dans la campagne. Et c'étaient des tanières creusées dans le sable, des huttes de planches ou de feuillage, entourées de palissades épineuses, où l'on pouvait cuire des pommes acides sur un feu de varechs, sans avoir à craindre les attaques des sauvages.

Mais de tous ces plaisirs d'enfants, le plus important, le plus goûté, reste à décrire.

Vers la fin de septembre, peu avant la rentrée en classe, quand les soirées étaient déjà longues, Stevenson et ses compagnons de jeux sortaient à la nuit tombée de leurs villas respectives, armés chacun d'une de ces lanternes sourdes en œil de chat que les policiers portent à leur ceinture. Accrochée à la taille, la lanterne devait être soigneusement dérobée aux regards par le surtout, boutonné du haut en bas. Elle sentait abominablement le fer-blanc et le vernis échauffés ; elle n'allait jamais bien, quoique donnant assez de chaleur pour brûler les doigts ; néanmoins, d'avoir cette lanterne en œil de chat sous son manteau, c'était, paraît-il, un plaisir sans nom.

« Quand deux de ces ânes se rencontraient, c'était un anxieux : « Avez-vous votre lanterne ? » et un grognement de satisfaction : « Oui ! » C'était là le shibboleth, et bien nécessaire ; car, la règle étant de tenir notre gloire cachée, personne ne pouvait reconnaître un porteur de lanterne, excepté à l'odeur, comme le putois. Quelquefois, à quatre ou cinq, nous grimpions dans le ventre d'un lougre, avec rien que les bancs au-dessus de nos têtes, — la cabine étant d'ordinaire fermée à clef, — ou bien nous nous placions dans un rond de cordages, le vent sifflant par en haut. Alors on déboutonnait son pardessus, et l'œil de chat se montrait à découvert ; et dans la lueur vacillante, sous la haute voûte de la nuit venteuse, réjouis par la généreuse vapeur des fers-blancs rôtis, ces heureux jeunes gentlemen s'accroupissaient sur le fond écailleux du bateau pour se complaire en des causeries inopportunes. Que ne puis-je vous donner quelques spécimens de leurs prévisions de la vie, de leurs profondes investigations dans le domaine de la nature ! C'était si hardi et si innocent, si richement bête, si romantique et si jeune ! Mais la conversation n'était qu'un assaisonnement ; ces rassemblements, un simple épisode dans la carrière du porteur de lanterne. L'essence du bonheur, c'était d'errer seul

dans la nuit noire, le couvercle fermé, le pardessus boutonné; pas un rayon ne filtrant pour conduire vos pas ou publier votre gloire ; rien qu'une colonne d'obscurité dans les ténèbres. Et, tout le temps, au fin fond de votre cœur d'imbécile, l'allégresse d'avoir une lanterne pendue à votre ceinture et d'être seul à le savoir ! »

Chez cet enfant, capable de jouir aussi vivement d'un plaisir où les sens n'étaient pour rien, d'un plaisir tout intellectuel et imaginatif, il y avait l'étoffe d'un philosophe. Louis Stevenson est en effet un philosophe humoristique, mêlant l'ironie à l'optimisme, qui tient le milieu entre Mark Twain et J.-M. Barrie, ou si vous préférez, entre Tœpffer et Xavier de Maistre, à la fois indulgent aux autres et délicat pour lui-même, de goûts raffinés et pourtant assez large d'esprit pour tout comprendre et presque tout excuser de ces travers de la nature humaine qu'il raille doucement.

Logiquement, nous devrions garder cette remarque pour le moment où nous parlerons de l'écrivain ; mais l'écrivain était en germe dans l'enfant. Et celui-ci éprouvait en portant sa lanterne sourde des sentiments confus, que l'adulte devait plus tard dégager de leurs langes et dérouler avec maëstria. Il a écrit à propos de ses porteurs de lanterne quelques pages d'humour, paradoxales et pleines de bon sens, que nous chercherons à résumer, pour montrer qu'il est bien un Xavier de Maistre anglais, aussi enjoué, aussi fin, et peut-être aussi profond que celui de Chambéry.

Sa thèse, c'est qu'il y a chez tout homme, même le plus obscur et le plus grossier, une lumière intérieure, germe de poésie, dont celui-ci fait ses délices intimes, une joie secrète qui, à proprement parler, est sa vie même ; de telle sorte que ceux qui le jugeraient d'après

l'extérieur, se méprendraient complètement sur son caractère et sa vraie nature.

Prenez l'avare pour exemple. Vous vous étonnerez d'abord qu'un homme, assez riche pour s'affranchir de toutes les épreuves de la pauvreté et se donner toutes les jouissances du luxe, ou du plaisir, ou du pouvoir, consente à mener jusqu'à la fin de ses jours une existence sans charme et sans dignité. Pour l'amour de joies cachées qu'il nous est impossible d'estimer, il a volontairement renoncé à tout confort et à la considération de ses contemporains; mais, en creusant dans cet esprit qui a l'air d'un monceau de poussière, on mettrait au jour des joyaux sans prix.

Voyez plutôt. Cet avare a la puissance entre ses mains et il dédaigne d'en user ; n'est-ce pas là un noble caractère ? Il méprise le plaisir, ce qui est le commencement de la sagesse. Il s'est mis au-dessus de l'opinion, autre élément de vertu. Il a une conscience comme vous et moi, faite un peu autrement que la nôtre, mais qui n'est pas sans un idéal auquel elle demeure fidèle. Il a l'énergie persévérante, l'enthousiasme, une insatiable ambition ; c'est un dieu avec un trident à fumier. En plongeant ainsi un regard dans le cœur de l'avare, on découvre un poète bien vivant, avec plus de feu poétique qu'il n'en faudrait pour une épopée ; son foyer est éteint, sa vie est misérable, mais un feu de joie flambe et pétille au dedans de lui.

Ainsi pour tant d'autres, qui ne vivent pas de pain seulement, mais de joies peut-être fantastiques caressées en secret. Au regard du monde, ce sont des marchands de viande ou de légumes ; pour eux-mêmes ils sont des Shakespeare, des Napoléon ou des Beethoven ; ils n'ont peut-être pas une seule des vertus prisées dans la so-

ciété, et dans le monde de la contemplation ils s'asseyent avec les saints. Nous les voyons dans la rue, nous pouvons compter les boutons de leur habit ; mais Dieu sait de quoi ils sont fiers et où ils ont mis leur trésor !

« Il y a une fable qui touche au vif de la question : la fable du moine qui, passant par les bois, entendit le chant d'un oiseau, s'arrêta pour écouter deux ou trois roulades et se trouva à son retour un étranger aux portes du couvent ; il avait été absent pendant cinquante ans, et, de tous ses compagnons, un seul avait survécu pour le reconnaître. Ce n'est pas dans les bois seulement que cet enchanteur fait entendre ses mélodies, quoiqu'il y soit peut-être indigène. Il chante dans les lieux les plus mélancoliques. L'avare l'entend et tressaille de joie, et les jours passent comme des minutes. Sans autre appareil qu'une lanterne fétide je l'ai évoqué sur les rivages déserts. Toute existence qui n'est pas purement mécanique est tissée de deux fils : chercher cet oiseau et l'écouter chanter. Et c'est précisément là ce qui rend si difficile l'évaluation de la vie humaine, si incommunicable la félicité de chacun. »

D'autres avaient exprimé cette pensée avant Stevenson ; rarement sous une forme aussi originale. On sent qu'il avait l'âme d'un poète, et ce don si précieux de découvrir la source de poésie cachée en tout homme, comme partout dans la nature, et de la faire jaillir. Il avait aussi celui d'exprimer en vers ses impressions poétiques ; on a de lui des ballades et des rondeaux, faits sur le modèle des poètes français du moyen âge, qu'il cultivait avec prédilection. Mais son œuvre poétique n'est pas assez importante pour que nous nous y arrêtions.

Nous n'en avons pas fini avec ses porteurs de lanternes. Il en prend occasion pour critiquer d'une manière très incisive l'œuvre des réalistes, anglais ou français. A ses yeux, ce sont des écrivains qui ignorent le

secret de la lanterne sourde et qui n'ont jamais entendu chanter l'oiseau du bon Dieu. Pourtant ils ont été jeunes, eux aussi; ils ont joué, enfants, sur les grèves ou dans les prairies ; jeunes hommes, ils ont erré sous la fenêtre de la bien-aimée, ils se sont promenés dans les bois, solitairement, et dans les villes, sous les réverbères sans nombre. Ils ont aimé, ils ont haï, ils ont craint, ils ont passé par mille émotions, comme tous les humains.... Et quand le démon intérieur les pousse à prendre une plume, c'est pour se vautrer dans la boue des descriptions ou obscènes ou matérialistes, pour mettre en scène des personnages sans cœur et sans âme, d'horizon étroit et de courte vue. Ils ne voient que ce qui paraît ; or, ce qui paraît ne mérite pas toujours d'être regardé et décrit.

Stevenson se demande ce qu'aurait fait Zola, s'il eût eu à peindre la réunion des porteurs de lanternes assis sur le fond écailleux et sordide du bateau de pêche, au vent et à la pluie, tenant entre eux des discours ineptes ou indécents. Il aurait peut-être écrit une page merveilleuse de réalisme ; mais qu'il aurait été loin de rendre justice à ces gamins, discutant comme ils en avaient le droit les possibilités de l'existence !

« Aux yeux de l'observateur, ils sont mouillés, ils ont froid, le milieu où ils se tiennent est défavorable ; mais demandez-leur : ils sont dans le paradis d'un plaisir quintessencié dont le fondement est une lanterne fumeuse et sentant mauvais. »

C'est qu'il est, en effet, parfois très difficile de deviner en quoi consiste la vie intime d'un homme. La lanterne n'est jamais que l'accessoire ; son bonheur réside dans les profondeurs mystérieuses de son être psychique. Et ce bonheur est si peu lié aux circons-

tances extérieures, qu'il n'en dépend quelquefois aucunement.

« Le clergyman, dans ses heures de loisir, remporte peut-être des victoires sur un champ de bataille imaginaire, l'agriculteur navigue peut-être sur les grandes eaux, le banquier se voit recevant comme artiste la couronne de laurier : tous menant une autre vie, poursuivant une autre carrière que celle qu'ils ont choisie....

» Dans un cas pareil, la poésie coule sous le sol. L'observateur (pauvre homme avec ses documents !) n'y est plus. Car c'est courtiser l'erreur que de regarder à l'homme lui-même. On voit le tronc d'où il tire sa nourriture ; mais lui, il est là-haut dans le dôme de feuillage, où murmure la brise et où le rossignol fait son nid. Le vrai réalisme serait de grimper après lui, comme un écureuil ou comme un poète, pour entrevoir le ciel où il fait sa demeure. Et le vrai réalisme, toujours et partout, c'est celui que pratiquent les poètes : trouver où réside la joie, et lui donner cette forme qui va plus loin que le chant. Car, dans cette recherche, manquer la joie, c'est manquer tout. Dans la joie des acteurs se trouve le sens de leurs actions ; là est l'explication, là est l'excuse. Pour celui qui n'a pas la clef de l'énigme, la scène des lanternes n'a aucun sens. De là l'absence de réalité dans les ouvrages réalistes. De là, quand on lit les réalistes anglais, l'étonnement incrédule qu'on éprouve à observer la constance du héros sous la marée montante de l'ennui, avec quelle patience il supporte l'idiot babil de son amante et la monotonie d'une existence sans couleur, plutôt que de chercher du soulagement dans la boisson ou dans des voyages à l'étranger. De là encore, chez les Français, dans ce marché de sensualité sénile, la surprise et le dégoût avec lesquels on voit le héros glisser de travers, et pratiquement sans être tenté, dans toute sorte d'écarts déshonorants. Partout, ce qui manque, c'est la poésie intime, cette draperie en arc-en-ciel de l'imagination qui revêt ce qui est nu et semble ennoblir les trivialités de la vie. Car aucun homme ne vit dans la réalité extérieure, parmi les sels et les acides, mais dans le palais enchanté de son esprit, aux vitraux de couleur. »

Il a raison, le poète-philosophe, raison dans certaines limites. La joie n'est pas tout dans la vie humaine, elle n'est même pas l'essentiel. Et si « dans la joie des acteurs, » sur la scène du monde, se trouve « l'explication de leur conduite, » c'est aller bien loin que d'en faire leur excuse.

Stevenson semble croire que l'homme est fait pour jouir ; d'autres ont pensé qu'il est fait pour souffrir « comme l'étincelle pour voler en haut. » Je sais bien que les jouissances prônées par notre écrivain sont toutes artistiques, d'un ordre assez relevé; néanmoins, la vie manquerait de noblesse s'il fallait l'employer tout entière à faire brûler dans son for intérieur le feu caché des joies de l'imagination. En réalité, sa base normale, c'est ce sentiment du devoir qui porte l'homme à s'occuper d'autrui pour le bien d'autrui en renonçant à lui-même ; et, si j'avais eu l'occasion de parler aux jeunes porteurs de lanterne, je leur aurais dit : Savourez un moment, puisque vous y tenez, les jouissances secrètes de votre imagination fantasque, c'est bien ; mais il y a mieux à faire pour remplir vos obligations dans la société. Ouvrez votre lanterne et servez-vous de sa lumière pour éclairer les pas de ceux qui s'égarent.

A l'âge de dix-huit ans, Louis Stevenson entra à l'université d'Edimbourg pour complaire à sa famille, qui voulait faire de lui un ingénieur. Mais son esprit était ailleurs, et il avait déjà pris la résolution de se vouer à la littérature. Au lieu de suivre ses cours, il allait au bord de la mer communier avec la nature. Le soir venu, il s'enfermait dans sa petite chambre d'étudiant, pénétré de la pensée qu'il était destiné à mourir jeune et bien résolu à étonner le monde par un ouvrage posthume qui lui assurerait l'immortalité.

« C'est alors, raconte-t-il, que j'écrivis *Voces Fidelium*, une série de monologues dramatiques en vers ; alors que je jetai les fondements d'un grand roman, qui, comme tant d'autres, ne fut jamais terminé. Tard dans la nuit je m'acharnais à mon labeur, sous la menace (à ce que je pensais) d'une mort prochaine, travaillant à laisser un souvenir de mon génie. Je me sens poussé à écarter la draperie des ans pour héler ce pauvre idiot enfiévré, et l'engager à aller se coucher, non sans avoir au préalable jeté au feu ses *Voces Fidelium ;* tant je le vois clairement, assis entre deux bougies dans la chambre à senteur de rose, en pleine nuit, et tant il apparaît ridicule à la sagesse de mon âge mûr. Heureusement, pas n'était besoin d'une intervention miraculeuse pour le pousser dans son lit. Il faisait alors si chaud que je devais tenir les fenêtres ouvertes ; la nuit au dehors fourmillait de papillons de nuit. A mesure qu'augmentait l'obscurité, faisant briller mes lumières d'un éclat plus vif, ils arrivaient en essaims plus compacts tournoyer un instant autour de la flamme pour tomber ensuite dans des agonies mortelles sur mon papier. La chair et le sang ne pouvaient endurer longtemps ce spectacle. Gagner l'immortalité était assurément une noble entreprise, mais non au prix de pareilles souffrances. Alors je soufflais mes bougies et j'allais à tâtons me mettre au lit, rageant de penser que le lendemain peut-être la mort viendrait et que les *Voces Fidelium* ne seraient pas achevées. »

La seule chose que le futur ingénieur acceptât volontiers, c'étaient les études pratiques, parce qu'elles le mettaient en rapport avec la nature. Un de ses plus jolis souvenirs se rapporte à une excursion faite à Wick pour apprendre *de visu* comment on construit une jetée sous l'eau. La petite ville de Wick, dans le comté de Caithness, à l'extrême nord de l'Ecosse, est pittoresquement assise au fond d'une baie, dominée par une rangée de hautes falaises. Il ne s'y trouve pas d'autre industrie que la pêche aux harengs ; mais cela suffit pour donner, à certaines saisons, une grande animation. Et rien n'est

plus gracieux, parfois plus émouvant, que de voir la flotte immense des bateaux de pêche sortir de la baie pendant une nuit de pleine lune, ou revenir chassée par le vent d'orage sous un ciel noir.

La baie s'ouvre largement sur la mer ; pour donner un abri sûr aux embarcations, le gouvernement faisait construire un grand brise-lames. Stevenson venait de renoncer à finir son poème *Voces Fidelium ;* c'était pour lui une partie de plaisir que d'assister aux travaux. La fantaisie lui prit de revêtir, lui aussi, un costume de plongeur pour voir comment on s'y prenait pour entasser les uns sur les autres les grands blocs de la base.

On lui mit vingt livres de plomb à chaque pied, on l'enveloppa longuement dans des couvertures de laine, on posa sur sa tête un casque de métal d'une telle pesanteur qu'il faillit crouler sous le poids ; enfin on lui suspendit des plombs au dos et sur la poitrine. A ce moment, il eût bien voulu renoncer à son entreprise. C'était trop tard ; on avait vissé des fenêtres à la visière de son casque, mis dans sa main la corde du signal ; et deux hommes avaient commencé de tourner la manivelle ; l'air violemment refoulé sifflait dans le tube. Il posa courageusement sur l'échelle un pied de vingt livres pesant et commença à descendre.

Cette expédition sous-marine est racontée avec charme par l'auteur dans ses *Random Memories* (*Across the Plains*) ; mais il n'est probablement pas un de nos lecteurs qui n'ait lu des récits de ce genre, dans les ouvrages de Jules Vernes ou ailleurs. Nous nous contenterons de transcrire la conclusion, parce qu'elle fait comprendre pourquoi Stevenson n'acheva pas ses études d'ingénieur.

« Cette course sous-marine est une des meilleures choses que j'ai eues de mon éducation d'ingénieur, de laquelle je désire pourtant parler avec sympathie. On est beaucoup en plein air; on fréquente beaucoup les ports de mer, ce qui est une des plus agréables formes de la flânerie ; on va dans des îles sauvages, on goûte aux délicieux dangers de la mer, on devient adroit, ingénieux; on perd le goût (si on l'a jamais eu) de la vie misérable des villes. Et puis, il faut s'en retourner et s'enfermer dans un bureau ! Après le roulis et le banc humide du bateau, gémissant, un escabeau et un pupitre. La mémoire pleine de vaisseaux, d'océans, de dangereux récifs, de phares lumineux, il faut appliquer aux minuties du dessin une vue habituée aux longues distances, ou se mesurer avec des chiffres page après page. Il est vraiment sage, le jeune homme qui peut mettre dans la balance une part de vie normale contre deux parts de labeur pénible entre quatre murs, et pour l'amour de l'une accepter virilement les deux autres. »

On pouvait le prévoir, n'est ce pas, que Stevenson n'achèverait pas ses études d'ingénieur ? Mais, pour un homme positif comme son père, la littérature n'était pas une carrière ; le jeune poète dut se soumettre à étudier la jurisprudence. Il était fait pour le barreau comme un rossignol pour naviguer sur les grandes eaux ; et l'on s'étonne que ses alentours n'aient pas eu plus de clairvoyance.

Les apparences, cependant, n'étaient pas trompeuses. Un incident du voyage en Amérique, quelques années plus tard, devait montrer d'une façon fort plaisante que Stevenson n'avait pas la tournure d'un homme de loi. C'était dans une station de l'ouest ; en sortant du buffet de la gare, il fut accosté par un petit homme vif, aux manières brusques, suivi de deux autres personnages du même acabit.

— Faites excuse, monsieur, lui dit le premier ; mais est-ce que par hasard vous continueriez la route ?

Stevenson répondit que telle était, en effet, son intention. L'homme exprima alors l'espoir de le faire changer d'idée ; il avait une situation à lui offrir.

— J'espère, dit-il, que nous pourrons nous entendre. Je suis en train de monter ici un théâtre, et mon orchestre n'est pas au complet. Vous êtes musicien, je devine ?

Stevenson l'assura qu'à part une connaissance élémentaire de *Auld Lang Syne* et de *God save the Queen*, il ne pouvait se donner pour tel.

L'homme parut très vexé ; et ce fut le moment que choisit l'un de ses compagnons pour lui demander cinq dollars.

— Vous comprenez ? ajouta-t-il en s'adressant au voyageur. Il a parié que vous étiez musicien ; j'ai parié que non. Pas d'offense, n'est-ce pas ?

— Aucune, répondit Stevenson.

Et il vit les trois compagnons se diriger vers le bar, où cette dette d'honneur devait vraisemblablement se liquider.

Musicien ou poète, on est toujours artiste ; au fond, ces étonnants Yankees avaient montré bien de la perspicacité. Il n'en demeure pas moins que, lorsqu'ils rencontrèrent Stevenson, celui-ci était avocat. Car disons à son honneur qu'il eut assez de courage pour aller jusqu'au bout des études qu'on lui avait imposées. Il obtint un diplôme et... n'en fit jamais usage. Qui aurait eu l'idée de confier une cause à quelqu'un qui avait l'air d'un artiste ?

A peine échappé aux bancs de la faculté de droit, Stevenson partit pour la France. Il avait étudié notre langue pour entrer dans des relations plus intimes avec nos romanciers et nos poètes ; Paul Bourget était de ses

amis. Et, pendant les années qui suivirent la guerre franco-allemande, nous le trouvons plongé dans la vie de Bohême, fréquentant peintres et littérateurs.

Comme il n'aimait pas les villes, il quitta bientôt Paris en compagnie de quelques artistes qui allaient étudier le paysage dans la forêt de Fontainebleau, et il s'y établit avec eux, changeant de quartiers suivant leur convenance, tantôt à Barbizon, tantôt à Gretz ou à Cernay.

Il a tracé lui-même son portrait, à propos d'un incident de voyage assez amusant, son arrestation comme espion prussien.

Sur sa tête, il portait un bonnet de fabrique indienne, la broderie d'or ternie et éraillée piteusement. Une chemise de flanelle d'une agréable teinte foncée, un léger veston de tweed coupé par un bon tailleur anglais, un pantalon de toile de confection et des guêtres de cuir, composaient son costume. Très maigre et d'aspect excentrique, sa figure n'était pas un passe-port. Depuis des années, il n'avait pu franchir une frontière ou se présenter dans une banque sans éveiller des soupçons. Partout, hormis dans sa ville natale, la police le regardait de travers. Et, — on aura peine à le croire, — l'entrée de Monte-Carlo lui avait été refusée. Si vous voulez bien encore vous le représenter courbé sous son havresac, marchant à raison de six kilomètres à l'heure, — les plis de son pantalon de confection flottant sur ses mollets en fuseaux, — et regardant avidement le paysage à droite et à gauche comme dans une terreur d'être poursuivi, vous comprendrez qu'il ait pu captiver l'œil du gendarme.

Déjà en arrivant à Jussière, il eut la preuve que son costume et sa tournure n'étaient pas pour lui attirer des

hommages. La patronne d'un estaminet, où il s'était arrêté pour boire un verre de sirop, le considérait d'un œil de pitié. Et quand il demanda combien il devait :

— Oh ! pour vous, fit-elle, ce sera un sou.

Elle l'avait pris pour un mendiant.

Ce fut à Châtillon-sur-Loir qu'un gendarme, sur sa mine, l'arrêta, et, comme il était sans papiers, le conduisit chez le commissaire. Après un très amusant interrogatoire, le malheureux fut mis au violon ; et le gendarme, craignant que, dans son désespoir, il n'attentât à ses jours, lui prit son mouchoir de poche. Fort heureusement, Stevenson avait rendez-vous à Châtillon avec un jeune baron de ses amis, qui arriva quelques heures plus tard et le fit remettre en liberté. On l'eût peut-être fusillé ; car, à cette époque, et dans cette région, tous les étrangers avaient à craindre de passer pour des espions allemands.

Nous n'avons pas su découvrir si le futur auteur de *Treasure Island* faisait de la peinture dans la forêt de Fontainebleau. Il ne le dit pas ; et comme le havresac, examiné par le commissaire de Châtillon, se trouva ne contenir, outre quelque linge et un morceau de savon, que deux volumes des *Poésies de Charles d'Orléans* et un manuscrit de rondeaux écrits en anglais, cela ne paraît guère probable. Mais, dans la société de ces jeunes peintres, son goût dut se former ; et ce fut dès lors avec l'œil d'un peintre, amant passionné de la nature, qu'il regarda le paysage ; on s'en aperçoit vite aux charmantes descriptions dont ses romans sont émaillés, d'un dessin pur, correct, avec un sentiment très net des valeurs.

Les horizons chers à Millet et à Rousseau devaient lui plaire ; il s'attarda longtemps dans ce paradis des

peintres, où les aspects sont si variés. Ici, une forêt de grands chênes, contemporains des chasses du moyen âge ; là, des amoncellements de roches blanches, moussues, du milieu desquelles les hêtres s'élancent vers le ciel, étendant dans tous les sens, à vingt mètres du sol, leurs rameaux puissants. Ailleurs, un terrain sablonneux, sur lequel des bouleaux au tronc d'argent jettent leur ombre grêle. Et c'est encore la vallée d'Apremont, tapissée de genièvres et de bruyères, frangée de bois de pins. On dirait que la nature a préparé ses effets pour faciliter la tâche des artistes. Et, quoique ce district ait été parcouru et fréquenté sans relâche par des milliers de peintres, de poètes, de touristes et de badauds, Stevenson sut y découvrir encore des recoins perdus, que personne ne visitait.

« La sécurité y est complète. Vous pourriez y camper pendant des semaines, s'il s'y trouvait de l'eau ; et personne ne soupçonnerait votre présence. Et, à supposer que mon lecteur, ayant commis quelque crime atroce, vienne me demander secours, je crois que je pourrais le mener à une petite caverne, pourvue d'un foyer et d'une cheminée, où il serait admirablement caché. Un confédéré paysagiste lui apporterait chaque jour à manger ; pour trouver de l'eau, il aurait à se transporter nuitamment sur les bords de la mare la plus rapprochée ; enfin, quand le premier émoi serait passé, il pourrait doucement aller prendre le train à une station écartée, se glisser d'embranchement en embranchement et se faire tranquillement arrêter à la frontière. »

C'est à Barbizon que Stevenson résidait de préférence, dans ce paisible hameau sur la lisière même des grands bois. Millet venait de mourir quand il y arriva ; les volets verts de son humble demeure étaient fermés ; ses filles étaient en grand deuil. Il n'y avait plus de pontife de l'art dans le village. Palizzi régnait à Gretz,

courtois et d'aimable compagnie, la mémoire bien fournie d'anecdotes sur les grands hommes d'autrefois, l'esprit fertile en théories, sceptique et vénérable, superstitieux comme un Italien, l'œil aux aguets pour les augures. Cernay se glorifiait de posséder le placide Pelouse, critique souriant de la jeunesse, ex-voyageur de commerce métamorphosé par une grâce de nature en un peintre de grand mérite. Olivier de Penne, le peintre des sujets de chasse, occupait la première place à Marlotte. La mort de Millet avait découronné Barbizon. Mais on était si bien dans l'auberge de Siron !

A quelque heure de la nuit qu'on revînt de la forêt, on allait à la salle de billard prendre un verre de liqueur, ou bien on descendait à la cave se servir soi-même de bière ou de vin. Les Siron étaient tous plongés dans le sommeil ; personne pour mettre le holà. Seulement, à la fin de la semaine, on faisait l'addition de toutes ces consommations, et le total était divisé entre les pensionnaires, sous la rubrique *extras*, assez inégalement. Aux bons enfants, à ceux qui payaient toujours sans regarder, l'aubergiste allotissait les grosses parts.

Le matin, à toute heure, on pouvait avoir une tasse de café ou de lait froid, avant de partir pour la forêt. Les pigeons vous avaient réveillé, en venant voleter dans votre chambre ; sur le seuil de l'auberge, on sentait venir à soi l'arôme des pins. A deux pas, les grandes avenues, les rocs tapissés de lichens, les ombres interminables de la forêt. Et à midi, puis à six heures, un bon repas à la table commune. Le tout pour cinq francs par jour, extras non compris. Sans compter que l'hôte était de bonne composition, et que, si l'on partait sans avoir pu solder son compte, il vous faisait crédit en bon prince.

En théorie, la maison était ouverte à tout venant ; en pratique, c'était une sorte de club. Les pensionnaires se protégeaient mutuellement ; et, par le fait, ils protégeaient Siron. L'étiquette formelle étant laissée de côté, on exigeait d'autant plus rigoureusement la courtoisie indispensable. Les nouveaux arrivants avaient à se mettre promptement au pas ; sans quoi, leur compte était vite réglé. Ils pouvaient être aussi négligés dans leur tenue, aussi francs dans leurs propos, qu'ils le voulaient ; il ne fallait pas qu'ils se donnassent des airs protecteurs ou matamores. En un seul jour, on avait fait comprendre à l'étranger qu'il était de trop. Le lendemain, de très bonne heure, il faisait ses paquets ; on ne le revoyait plus.

« Notre société ainsi gardée était pleine d'entrain, de rire, d'un juvénile esprit d'initiative. Les quelques artistes plus âgés qui s'étaient joints à nous avaient encore le cœur jeune, et prenaient l'accord de leurs compagnons. Nous revenions de nos longues stations dans l'air fortifiant, le sang renouvelé par les rayons du soleil, l'esprit rafraîchi par le silence des bois. La Babel des voix sonores faisait plaisir à entendre. Nous nous mettions à manger, puis à jouer, comme des hommes de la nature. Dans la haute salle d'auberge, tapissée de peintures médiocres et éclairée par des bougies que l'air de la nuit faisait couler, la conversation et les rires résonnaient tard dans la soirée. Heureux séjour ! Vie excellente pour un jeune homme aux goûts simples ; meilleure encore pour l'apprenti-peintre, et peut-être la meilleure de toutes pour celui qui était un apprenti-littérateur. Il s'imprégnait de cette atmosphère de style, à l'abri des courants troublants du monde, oubliant qu'il y eût autre chose encore dans la vie que les intérêts de l'art. Mais il lui était presque impossible d'écrire dans un lieu pareil ; il n'avait pas la ressource d'assoupir sa conscience par la production de quelque nonchalante étude ; il se voyait oisif au milieu de compagnons tous occupés, en apparence ou en réalité. Sous l'impulsion d'une santé meilleure, et la continuelle pro-

vocation de scènes romantiques, il devenait impatient de travailler, lui aussi. »

Il se mit au travail, en effet, publia un petit volume sur son tour de France, *An Inland voyage*, puis un volume humoristique et artistique, *Travels with a donkey in the Cévennes*. Surtout, il fit des études de style, en vers et en prose, s'attachant à enrichir son vocabulaire de termes archaïques, de tournures nouvelles, à polir sa phrase, à la châtier, à lui donner à la fois de la concision et de l'éclat. Il a réussi de la sorte à se faire un des meilleurs styles de la littérature anglaise, méritant d'un des premiers critiques de son pays l'éloge d'être devenu « un maître d'habileté technique, qui a élevé le niveau de la main-d'œuvre littéraire. »

Peu après son retour en Angleterre, Louis Stevenson épousa une veuve, femme d'esprit et de cœur, Mrs Osborne, qui lui fut une compagne et un collaborateur. Au moins a-t-il publié un roman, *The Wreckers*, écrit en collaboration avec elle, intéressant, quoique pas son meilleur.

Ses premières œuvres avaient été prisées des connaisseurs et bien accueillies par la presse ; mais elles ne l'avaient pas mis en rapport avec le grand public. Ce fut en 1883, à l'âge de trente-trois ans, qu'il conquit brusquement l'universelle popularité, la gloire et la fortune, par la publication de *Treasure Island*, ce roman d'aventures si achevé de fond et de forme, si parfait, qu'on lui prédit déjà la même immortalité qu'à *Waverley* et à *Robinson Crusoë*. L'avenir en décidera ; l'expérience rend circonspect dans l'affirmation. Je n'oublierai jamais que dans mon jeune temps Béranger était un dieu, et qu'on lui prédisait une gloire éternelle précisément pour les mêmes raisons, perfection de la forme et du

fond ; aujourd'hui, pourtant, il est bien délaissé, et, en le relisant, je me rends compte des causes de cet oubli. Béranger était un partisan, le porte-voix et le chantre attitré de certaines opinions politiques, d'idées aujourd'hui démodées. Stevenson est aussi impersonnel que possible, et si indépendant d'esprit, de caractère, qu'il ne porte que dans une mesure très réduite la livrée de son époque. *Treasure Island* n'a point d'âge ; c'est un roman qui aurait pu être écrit au siècle dernier, ou plus tôt encore, dans ce dix-septième siècle qui vit tant de pirates courir les mers, tant d'actions héroïques, et de trésors enfouis.

En outre, Stevenson avait une très haute idée de l'art, quoique trop sceptique de nature et peut-être aussi trop modeste pour viser à faire l'éducation de l'humanité. L'art n'était pour lui ni un ministère, ni un apostolat, encore moins un métier, mais un des ornements et une des plus pures joies de la vie.

Dans une lettre à un jeune homme qui lui demandait s'il lui conseillait d'entrer dans la carrière des arts, il s'élève contre la pensée de faire de l'art un gagne-pain.

« Le profit immédiat, le salaire du métier, dit-il, est peu de chose ; mais le profit indirect, le salaire de la vie, est d'une grandeur incalculable. Aucune autre profession n'offre à l'homme son pain quotidien à d'aussi joyeuses conditions. Le soldat et l'explorateur ont des heures d'excitation d'une valeur plus grande, mais achetées au prix de cruelles fatigues et de périodes d'un lourd ennui. Dans la vie d'un artiste, aucune heure ne devrait être sans ses plaisirs. Je prends l'écrivain que je connais le mieux ; et c'est vrai qu'il travaille sur des matériaux rebelles et que l'action d'écrire est une épreuve à la fois pour les yeux et pour l'humeur. Mais voyez-le dans sa chambre de travail, quand les idées se pressent en foule et que les mots ne font pas défaut ; le temps s'écoule dans une série de petits succès. Avec quel sentiment de puissance, comme re-

mant des montagnes, il conduit les rangs serrés de ses petits bataillons ; avec quel plaisir, et de l'oreille et de l'œil, il regarde l'édifice aérien grandir sur sa page ; et notez qu'il travaille à un métier dont sa vie entière est tributaire, qui ouvre la porte à tous ses goûts, à ses amours, à ses haines, à ses convictions, de telle sorte que ce qu'il écrit n'est que l'essor donné à ce qu'il était pressé d'exprimer. Quelle plus grande jouissance qu'un travail réussi ? Qu'il soit mal payé, qu'importe ! L'étonnant, c'est qu'il le soit. D'autres hommes paient et paient fort cher des plaisirs moins savoureux. »

Stevenson n'éprouve aucune sympathie pour les artistes qui se plaignent d'être mal payés. Il leur demande s'ils le sont moins que les laboureurs, ou s'ils estiment que la comparaison n'est pas à faire entre eux et les nourrisseurs du genre humain. Peut-être n'ont-ils jamais réfléchi à ce qu'est le montant de la demi-paie que reçoivent les militaires, ces hommes qui ont blanchi et parfois se sont fait mutiler au service de la patrie ; ou trouvent-ils que leur contribution au bonheur des hommes soit plus importante que celle, par exemple, d'un officier de l'armée ?

Enfin, il met le jeune artiste en garde contre la soif de popularité, qui le rendrait esclave des caprices de ses contemporains et lui ferait perdre de vue la dignité de sa profession. L'artiste ne travaille que pour l'honneur ; il ne regarde qu'à son idéal, et c'est à la poursuite constante de l'idéal qu'il doit consacrer ses jours, c'est là ce qui fait la noblesse de sa vie.

Ainsi, pour Stevenson, l'artiste, qu'il soit peintre ou écrivain, doit être absolument désintéressé ; heureux s'il a pu contribuer, fût-ce dans une faible mesure, au bonheur de sa génération. Voilà pourquoi nous disions que Stevenson avait une haute idée de l'art. Peut-être pourrait-on demander davantage à l'artiste : se proposer

uniquement de récréer un instant les hommes, de les amuser, — c'est le terme qu'emploie Stevenson, — cela vaut-il d'y consacrer sa vie ? Il faut à l'art un but plus élevé, s'il est vrai que la tâche de l'homme ici-bas ne soit pas tout entière renfermée dans ce mot de jouir, qui revient si souvent sous la plume de notre écrivain.

Et c'est pourquoi aussi, malgré tout son talent et la beauté sculpturale de son œuvre, nous hésitons à le ranger parmi les grands écrivains.

. .

L'immense succès de *Treasure Island* vint à point pour relever le courage de Stevenson, qu'un retour de son ancien mal avait jeté dans le découragement. Il reprit goût à la vie, et, dans l'espoir de prolonger ses jours, menacés par l'inexorable phtisie, se décida à partir pour la Polynésie avec sa famille. Il s'établit dans l'île Upolu, du groupe de Samoa, et s'y construisit une villa au penchant d'une colline d'où la vue s'étend sur l'infini de l'océan. On sait que le climat polynésien est le plus beau du monde, un printemps perpétuel, d'une grande douceur relevée par le piquant des brises du large. Stevenson y vécut dans le bonheur une dixaine d'années. Sa santé s'était raffermie ; il recevait de fréquentes et longues visites, ayant beaucoup d'amis, parmi lesquels des voyageurs chroniques, qui ne regardaient pas à deux ou trois mille lieues de plus ou de moins. Il était en correspondance avec quelques-uns des écrivains les plus distingués d'Amérique, de France et d'Angleterre. Enfin et surtout, il s'abandonnait sans réserve à la jouissance d'écrire, tantôt en prose, tantôt en vers, pour les enfants comme pour les adultes, des articles de revues et des livres. *Kidnapped* vit le jour en 1886, puis vinrent en succession rapide *The black Arrow*, *The Master*

of Ballantrae, *The Merry Men*, *Island nights' Entertainments*, enfin *Katriona*, cette suite longtemps promise de *Kidnapped*.

Toute sa vie il avait eu, comme Rudyard Kipling, l'amour du petit peuple, des soldats, des pêcheurs, des aubergistes de village, des marins, et un singulier plaisir à frayer avec les gens de rien, vagabonds, mendiants, bohémiens. Il ne se lassait jamais de les interroger, assis à leur foyer ou faisant route avec eux à travers monts et vaux, fraternel avec les plus grossiers. Il étudiait leur langage, leurs idées, comme on ferait d'un chapitre d'histoire naturelle, se faisait conter leurs aventures, recueillait soigneusement les croyances superstitieuses et les légendes, dont on sait que les ignorants ont volontiers l'esprit bien meublé. Et toute cette science de l'homme se retrouve dans ses livres, dont sous ce rapport le réalisme ne saurait être dépassé, bien que l'imagination la plus capricieuse se joue parfois au travers.

Pour donner une idée de la facilité de son abord et de la cordialité de ses relations avec les petites gens, je cueille dans son chapitre sur ses mendiants la jolie anecdote que voici :

« Dans un pays montagneux, bien aéré, agréable, j'eus la bonne fortune, étant jeune, de faire connaissance avec un certain mendiant. Je l'appelle un mendiant, quoique d'ordinaire il laissât son habit et ses souliers (à gueule ouverte) s'acquitter pour lui de cette fonction. C'était une ruine d'athlète, haut de taille, maigre et bronzé, phtisique déjà avancé, avec ce sourire inquiétant de l'homme blessé à mort, mais de pied encore leste, un port de soldat et le salut militaire toujours prêt. Il y avait trois chemins pour aller dans cette localité ; et, comme j'étais inconstant dans mon choix, je pense qu'il a dû fréquemment m'attendre en vain. Mais fréquemment aussi, il m'accrochait

au passage. Sortant tout à coup d'une embuscade au bord de la route, il prenait aussitôt la position réglementaire, et se lançait dans une conversation sans conséquence en réglant son pas sur le mien.

» — Une belle matinée, monsieur, quoique peut-être une idée à la pluie. J'espère que je vous vois en bonne santé, monsieur.... Eh bien, non, monsieur, je ne me sens pas autant de courage que je voudrais, mais je suis à mon ordinaire. Ça me fait plaisir de vous rencontrer sur la route, monsieur. Je vous assure que je me réjouis d'avoir un de nos petits entretiens.

» Il aimait le son de sa voix, immodérément; et quoique, sans être positivement servile, il s'empressât toujours d'être de mon avis, il ne me laissait jamais terminer. Par quelles transitions il glissait à son sujet favori, je n'en ai pas souvenance; mais au bout de très peu d'instants il commençait à traiter, d'une manière toute militaire, son sujet favori, les poètes anglais.

» — Shelley était un grand poète, monsieur, quoique un peu athée dans ses opinions. Sa *Reine Mab,* monsieur, est tout à fait l'œuvre d'un athée. Scott, monsieur, n'est pas un écrivain aussi poétique. Je connais moins les œuvres de Shakespeare, mais c'était un beau poète. Keats, John Keats, monsieur, un très beau poète.

» C'était là le genre de critiques et d'amoureuse parade de ses connaissances avec quoi il charmait les loisirs de la route, montant la colline à grandes enjambées, son bâton tantôt appliqué contre les côtes de sa poitrine résonnante, tantôt balancé dans les airs avec la grâce nonchalante du soldat qu'il se souvenait d'avoir été; et tout le temps ses orteils guignant par les trous de ses souliers, et sa chemise se montrant aux coudes, et la mort apparaissant dans son sourire, et sa grande charpente détraquée secouée par des accès de toux.

» Souvent il m'accompagnait jusque chez moi, pour m'emprunter un livre ; et ce livre, toujours un poète. Il repartait pour sa tournée de mendiant, le volume glissé dans la poche de son habit en loques; et, quoiqu'il le gardât parfois assez longtemps, il le rapportait toujours, pas trop gâté par ses excursions dans le monde de la mendicité. Et sans doute, de cette manière, il allait étendant ses connaissances et élar-

gissant le cercle de son aventureuse critique. Mais ma bibliothèque n'était pas la première à laquelle il eût fait des emprunts ; à notre première rencontre, il était déjà plein jusqu'aux bords de Shelley, et de la sceptique *Reine Mab*, et de Keats, — John Keats, monsieur. Et je me suis souvent demandé où il avait acquis ces connaissances, comme aussi comment il se faisait qu'il fût tombé dans la misère.... Il était trop intelligent pour n'avoir pas été gradé ; pourtant, il n'avait pas de pension. Quand j'abordais ce problème, il se contentait de m'offrir timidement un avis : « — Quand on est jeune, mon» sieur, on devrait être prudent. Si vous me permettez de le » dire, un jeune gentleman aussi vif que vous l'êtes devrait » être très prudent. Je penchais peut-être une idée moi-même » vers des opinions athéistiques. »

» Car, peut-être avec plus de sagesse que nous ne serions disposés à l'admettre, il établissait évidemment une relation entre l'agnosticisme d'une part, la bière et les quilles de l'autre. »

En Polynésie comme en Ecosse, Stevenson poursuivait sur le vif ce genre d'études, captivant pour qui sait s'y prendre. On le voyait tantôt partant en pirogue avec les indigènes pour assister à leurs parties de pêche, tantôt flânant sur le port parmi les marins et les trafiquants. Et son sac se remplissait d'histoires variées ; car il n'était pas homme à faire la petite bouche devant les morceaux les plus hétéroclites. Ses derniers récits en fournissent la preuve.

En général, il n'épargne pas ses compatriotes. La plupart de ceux qu'il met en scène sont de tristes sires, dissolus, âpres au gain, se faisant un jeu de voler les naturels, de corrompre les femmes.

Tel, ce vieux capitaine de vaisseau devenu marchand de cotonnades et d'eau-de-vie, qu'on trouvait presque toujours assis à la mode indigène sur le sol battu de sa cabane, nu jusqu'à la ceinture, les yeux rouges et cou-

verts de mouches, ivre dès le matin et vomissant des jurons à pleine bouche.

Tel encore, cet agent d'une compagnie d'exportation qui, pour assurer son autorité sur les insulaires et les plier à tous ses caprices de tyran, avait eu l'idée de se dire ligué avec les démons, dont il leur faisait voir les figures grotesques et grimaçantes, la nuit, au fond d'un bois sacré : poupées au visage enduit d'une matière phosphorescente qui leur prêtait les clartés sinistres de l'enfer.

Ou encore, celui qui pour se procurer la compagnie d'une jeune Polynésienne appartenant à la mission et partant vertueuse, la fit passer par une cérémonie de mariage qui n'était qu'une horrible profanation. Le clergyman officiant était un saltimbanque nègre, affublé d'un faux-col et d'une cravate blanche ; un volume dépareillé de roman tenait lieu de Bible.

Ces scènes, et bien d'autres, sont d'un réalisme féroce et pourtant décent ; car l'auteur réussit à maintenir sa pensée et sa phrase dans les limites du respect humain.

Que de choses intéressantes Stevenson n'eût-il pas eu à nous dire encore, si la mort n'était venue le surprendre au milieu de ses travaux ! Sa fin, paraît-il, fut très brusque ; on peut presque dire qu'il mourut la plume à la main.

Il aura eu ce bonheur de s'en aller en pleine maturité et en pleine renommée, avant ces jours du déclin qu'il appréhendait parfois, et de laisser après lui un monument d'activité littéraire que d'autres, plus âgés, pourraient lui envier.

AUG. GLARDON.

(*La fin prochainement.*)

LA QUESTION DU MAROC

SECONDE PARTIE[1]

IV

Un exemple frappant de ces dissentiments des puissances fut donné en 1880 lors de la conférence internationale de Madrid. Cette conférence, dont la réunion avait été demandée par le sultan, devait régler la question de la protection accordée par les légations et les consulats d'Europe à certains sujets marocains. Pareille anomalie de sujets protégés par des étrangers s'explique par l'état social du pays ; le commerce ne pourrait s'exercer sans ces protégés, ces « censaux, » comme on les appelle, que chaque négociant européen de quelque importance peut faire désigner par son ministre ou son consul à l'intérieur du pays, et qui, soustraits aux tracasseries des autorités indigènes, servent d'intermédiaires pour les achats et les ventes. Mais des abus ne tardèrent pas à se produire, cette protection étant très recherchée des Marocains à cause de l'exemption de

[1] Pour la première partie, voir la livraison de mai.

l'impôt et de la justice locale qu'elle confère. On vit des négociants trafiquer de ce privilège et vendre à beaux deniers comptants une protection qu'ils faisaient accorder ou retirer aisément. Mais surtout le nombre des protégés, fixé cependant par des accords avec le sultan, alla s'augmentant sans cesse, si bien qu'une classe importante de clients européens prit naissance au Maroc. Certaines puissances s'imaginaient par là accroître leur influence; en réalité, elles se créaient comme à plaisir des difficultés avec le gouvernement chérifien, car ces protégés, choisis souvent sans discernement, se croyaient tout permis, et, à l'abri des atteintes de la justice des caïds, ne respectaient même pas l'autorité de leurs protecteurs, commettaient mille fraudes au détriment des indigènes, entraînant souvent les légations dans des demandes d'indemnités tout à fait injustifiées.

Le désir assez naturel du sultan de remédier à cette situation fut appuyé vigoureusement par l'Angleterre pour des raisons restées obscures; il le fut aussi par l'Espagne qui, n'ayant guère de censaux à cause du peu d'importance de son commerce, voulait se rendre agréable au sultan en renonçant bruyamment à son droit de protection. La conférence réunie à Madrid au mois de mai 1880 semblait devoir, grâce à l'attitude de ces deux puissances, aboutir à la disparition, sinon de tous les protégés, au moins des « censaux. » Mais la France, soutenue par l'Italie et l'Allemagne, défendit cette institution si nécessaire au commerce et, tout en se déclarant prête à en corriger les abus, parvint à en faire confirmer le principe. Les débats furent assez orageux : Mohammed-Bargach, ministre des affaires étrangères du sultan, délégué à la conférence, ayant déclaré que, si les protections n'étaient pas supprimées,

le sultan n'aurait plus qu'à fermer ses portes au commerce, l'amiral Jaurès, plénipotentiaire de la France, répondit que dans ce cas on les ouvrirait à coups de canon. L'entente finit néanmoins par s'établir, mais non dans le sens des propositions du Maroc et de l'Angleterre. Trois catégories de protégés furent distinguées : la première comprenant le personnel indigène attaché aux légations et consulats ; la seconde composée des « censaux, » à raison de deux au plus par comptoir pour chaque négociant ayant un chiffre d'affaires de 5000 francs ; la troisième réservée à ceux des sujets du sultan, au nombre de 12 seulement par légation, qui mériteraient cette distinction pour services exceptionnels. En réalité, les dispositions arrêtées à Madrid n'eurent pas grand effet, et les abus du droit de protection ne tardèrent pas à se reproduire.

Le même insuccès atteignit une autre partie de l'œuvre de la conférence. Le droit de propriété des étrangers au Maroc avait été accordé par le sultan dans les traités de commerce signés avec l'Espagne et l'Angleterre, mais en fait il n'avait pu être exercé. La conférence de Madrid obtint bien du plénipotentiaire marocain la reconnaissance de ce droit, mais subordonné à une condition qui le rendait à peu près illusoire : l'autorisation préalable du sultan. Cette autorisation est systématiquement refusée quand il s'agit de terres situées à l'intérieur, et, sauf à Tanger et sur quelques points de la côte atlantique, les Européens ne possèdent pas une parcelle du territoire marocain.

Le sultan qui, sur la foi du représentant de l'Angleterre, avait espéré remporter à Madrid une victoire diplomatique, éprouva une vive déception du maintien de la protection, et le crédit de sir John Hay s'en ressentit.

Etabli depuis trente ans environ à Tanger, le ministre de sa majesté britannique avait conquis au Maroc une situation prépondérante. Le secret de son influence auprès du gouvernement chérifien était bien simple : il flattait les goûts les plus enfantins du sultan, l'encourageait dans sa résistance à la civilisation, et paraissait si bien épouser les intérêts du Maroc qu'on l'appelait « l'avocat des Musulmans. » Ses relations très intimes avec Bargach, le ministre des affaires étrangères, lui permettaient de protéger efficacement non seulement les sujets anglais, mais tous les Européens. Les réceptions qu'il offrait, les chasses qu'il organisait semblaient d'un grand personnage faisant pour son souverain les honneurs d'une ville à des étrangers.

Mouley-Hassan ne tarda pas à donner à l'Angleterre une preuve de son déplaisir. Un Anglais du nom de Donald Mackenzie avait, en 1878, fondé un établissement sur la côte de l'Atlantique, entre le cap Noun et le cap Bojador, au nord des nouvelles possessions espagnoles de Rio de Oro et au sud de la province marocaine de Sous. La station de Victoria, située au cap Juby, ne rencontra point de difficultés de la part des indigènes, dont Mackenzie sut conquérir les bonnes grâces. Mais le sultan considérait ce territoire comme dépendant de son empire, et, pour se délivrer des intrus, créa le plus d'embarras qu'il put à l'établissement anglais. L'expédition qu'il fit dans ses provinces du sud en 1882 eut en partie pour but d'affirmer son autorité sur la région du cap Juby.

Dans le même temps, l'Espagne réclama avec plus d'insistance le port qui lui avait été accordé sur cette côte par le traité de 1860. Sur la foi du gouverneur des Canaries qui, au cours des négociations, avait signalé

Les rivaux de la France au Maroc ne manquèrent pas d'exploiter cet incident pour la représenter comme prête à détrôner le sultan et à le remplacer par son protégé. Le gouvernement français eut-il réellement l'intention de tenter un coup de force au Maroc ? Il est bien difficile de le savoir. En tous cas, les apparences de ses actes étaient assez conformes aux projets qu'on lui prêtait. C'était M. Jules Ferry qui présidait alors aux relations extérieures de la France, et il cherchait sur tous les points du globe, au Tonkin, à Madagascar, au Congo, des applications de son ambitieuse et active politique coloniale. En France même, la protection accordée au chérif d'Ouezzan fut très diversement appréciée : les uns la jugeaient maladroite, inopportune, et de nature à troubler irrémédiablement les bons rapports entretenus jusque-là avec Mouley-Hassan ; ils faisaient remarquer, au surplus, que ce personnage était déjà auparavant le client de la France, et qu'en lui accordant sa protection, le gouvernement risquait de diminuer le prestige de ce saint personnage auprès des croyants ; les autres considéraient, au contraire, cet acte comme très habile en ce qu'il affermissait l'autorité de la France auprès des tribus algériennes et lui donnait de plus un moyen d'intervention au Maroc pour le jour où s'ouvrirait la question d'Occident.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement français éprouva quelques mécomptes avec son protégé. Celui-ci, las du séjour austère d'Ouezzan, vint s'établir à Tanger, et là, grisé par le contact de la civilisation européenne, commença à mener une vie peu conforme avec son caractère sacro-saint. Par ses relations avec les chrétiens, et surtout par son mariage avec une institutrice anglaise, il devint un sujet d'étonnement et de scandale

pour les fidèles ; le bruit courut même, entretenu par les rivaux de la France, qu'il était devenu chrétien. Aussi cet homme, qu'on se plaisait à représenter en France comme le futur régénérateur de son pays, vit-il dès lors diminuer son influence.

Deux puissances cherchèrent à prendre auprès de Mouley-Hassan la situation que la France venait momentanément de perdre. L'Allemagne, tourmentée à cette époque par sa première fièvre coloniale, essaya de profiter des mauvaises dispositions du sultan à l'égard de la France et de l'influence prépondérante dont sa légation jouissait auprès de Bargach, pour obtenir une concession territoriale voisine de la frontière algérienne, dans la baie d'Adjeroud. Mais Mouley-Hassan ne se souciait pas d'installer un troisième larron dans ces parages déjà trop fertiles en incidents. Le gouvernement allemand ne fut pas plus heureux dans une tentative qu'il fit du côté de l'Espagne pour acquérir les îles Chafarines : quoique très en froid avec la France à cause de l'insulte dont son roi avait été récemment l'objet à Paris (1883), l'Espagne fit la sourde oreille aux propositions allemandes. Quant à l'Italie, déjà attirée par l'Allemagne vers la triple alliance, elle suivit le sillage de sa puissante alliée, et envoya, en 1884, sa première ambassade auprès du sultan. Presque inconnue jusque-là au Maroc, elle prit dès lors sa place parmi les puissances influentes auprès du Maghzen, et la démonstration navale qu'elle fit, vers cette époque, pour obtenir satisfaction sur un point peu important d'ailleurs prouva qu'elle saurait faire respecter ses nationaux et ses intérêts, quoiqu'encore peu nombreux les uns et les autres.

A la fin de 1884, le gouvernement français, par un brusque changement de politique, remplaça à Tanger M. Ordega par M. Féraud, et donna à ce dernier les instructions les plus pacifiques. M. Féraud avait, pour réussir auprès du sultan, sa parfaite connaissance de la langue arabe, mais il ne possédait pas la même connaissance des pratiques de la cour chérifienne. Trop confiant dans les promesses du Maghzen, il subit, précisément par suite des intrigues italiennes, un échec très sensible. C'était vers 1887 : M. Féraud avait obtenu du sultan qu'un officier français du génie serait détaché à Fez pour y accomplir certains travaux dans le palais et dans le système des eaux de cette ville. Jaloux de ce succès de la diplomatie française, ses rivaux, et en particulier les Italiens, mirent tout en œuvre pour l'annuler ; l'officier français, en arrivant à Fez, put se rendre compte de l'inutilité de sa mission ; il ne fut même pas admis à voir le sultan, qui bientôt lui signifia son congé, et la légation de France dut consentir à ce rappel. Ce n'était rien encore : deux mois après, malgré la promesse du sultan de laisser inoccupées ces fonctions, on apprit qu'une mission italienne, composée de deux officiers du génie et de tout un personnel de mécaniciens, allait fonder une fabrique d'armes et de munitions à Fez. Sans doute, les Italiens rencontrèrent là des difficultés dont ils sont loin d'être sortis à leur honneur et qui, aujourd'hui même, risquent de leur faire perdre tout le fruit de leurs intrigues, mais ce fut néanmoins un rude coup pour la diplomatie française.

Le meurtre du commandant Schmidt, chef de la mission militaire française, qui eut lieu lors du passage de l'armée du sultan sur le territoire des farouches Zem-

mours, près de Merakech, mit le comble aux déboires de M. Féraud. Une indemnité de 100 000 francs fut bien obtenue en faveur de la famille du malheureux officier, mais aucun châtiment ne fut infligé à l'assassin, sous prétexte que l'indemnité accordée représentait le prix du sang. En 1888, M. Féraud mourut et fut remplacé par M. Patenôtre, qui inaugura surtout une politique d'affaires.

La France n'était pas la seule à avoir des difficultés avec le Maghzen. L'Angleterre qui, en 1887, avait, malgré la protestation des autorités marocaines, réussi à relier Gibraltar à Tanger par un câble sous-marin, eut la désagréable surprise, en 1889, de ne pouvoir introduire au Maroc les bobines nécessaires pour la réparation de ce câble. Pour vaincre la résistance du sultan, M. Green, successeur de sir John Hay depuis 1885, usa d'un moyen assez habile : il lia à la question du câble celle de l'assassinat d'un sujet anglais au cap Juby. La factorerie établie, comme nous l'avons vu, sur ce point revendiqué par le sultan, avait eu à subir des indigènes, excités ouvertement par le gouverneur de la province limitrophe, une série d'attaques ; au cours de l'une d'elles, le directeur de la factorerie avait été tué et deux employés blessés (1888). L'ardeur que le gouvernement anglais mit à venger ce meurtre, déjà ancien de plusieurs mois, venait surtout de son désir de recevoir satisfaction sur l'autre point. Appuyée par l'arrivée d'une escadre dans les eaux de Tanger, la double réclamation du Foreign Office fut accueillie par le Maghzen ; mais, tandis que la réparation du câble se faisait immédiatement, le règlement de l'affaire du cap Juby ne devait avoir lieu que deux ans plus tard.

Le sultan se décida, vers la fin de février 1889, à faire une courte apparition à Tanger, cette « chienne de ville, » comme l'appellent les vrais croyants. On commenta beaucoup l'accueil particulièrement cordial qui fut fait par le sultan au nouveau ministre d'Italie et qui, venant après l'affaire de la manufacture d'armes, acheva d'attester l'influence de cette puissance au Maroc. Aucun autre incident ne marqua cette visite unique qui eût pu, si les puissances s'étaient mises d'accord, être l'occasion de réformes intéressant toutes les colonies étrangères.

Un progrès sensible fut cependant l'année suivante réalisé au point de vue commercial par l'entremise du ministre d'Allemagne. M. de Tattenbach conduisit à Fez une mission de 27 officiers, de savants, d'ingénieurs, de représentants de commerce, et réussit à obtenir du Maghzen un traité en bonne forme dont les autres puissances bénéficièrent grâce à la clause du traitement de la nation la plus favorisée.

VI

Le Maroc est un pays dont les richesses naturelles restent encore mal connues, parce qu'elles ne sont pas exploitées, mais qui seraient considérables, s'il faut en croire tous les témoignages. Beaucoup mieux arrosée que ne l'est celle de l'Algérie, la terre y est d'une grande fertilité, et les espaces incultes sont rares. Le bétail est abondant. Enfin on soupçonne que les flancs de l'Atlas renferment des richesses minérales de toutes sortes et notamment des gisements de houille et des sources de pétrole. Mais, de toutes ces ressources, une

très minime partie est utilisée. L'agriculture est dans l'enfance, et le paysan, craignant, s'il s'enrichit, d'exciter les convoitises des caïds, plante juste ce qui lui est nécessaire pour ses besoins et pour le paiement des impôts. L'exploitation des mines et carrières est interdite sous les peines les plus sévères. Enfin les sultans, qui redoutent toujours la pénétration des Européens dans leur empire, n'ont jamais rien fait, bien au contraire, pour développer le commerce extérieur du Maroc. C'est ainsi qu'ils ont interdit l'exportation des produits du sol et des animaux domestiques, ne faisant exception que pour les chevaux envoyés comme présents aux souverains d'Europe et pour les bœufs destinés à la garnison de Gibraltar.

Les gouvernements européens s'étaient efforcés de bonne heure de faire élargir le débouché qu'offrait le Maroc à leur commerce. Mais, depuis 1856 et 1860, dates des traités de commerce avec l'Angleterre et avec l'Espagne, la liberté des transactions ne s'était guère accrue. Sir John Hay avait bien obtenu en 1856 la fixation des droits de sortie, qui jusque-là étaient livrés à l'arbitraire du sultan, et l'exportation des produits du sol, mais la première de ces concessions était restée illusoire et la seconde demeurait incomplète, puisque le blé et l'orge continuaient à ne pouvoir sortir du Maroc. Pour s'expliquer ces deux faits : perception d'un droit de sortie, défense d'exporter les céréales, tous deux si contraires aux lois les plus élémentaires de l'économie politique, il faut savoir, d'une part, que le sultan tire ses principales ressources des douanes, de l'autre que le fanatisme des prêtres musulmans considère la vente aux chrétiens du blé et de l'orge, « nour-

riture des guerriers de Mahomet, » comme une espèce de sacrilège.

Le ministre d'Allemagne parvint, sinon à faire supprimer les droits de sortie, du moins à obtenir qu'ils fussent fixés une fois pour toutes. Un des articles du traité contenait à cet égard une excellente innovation : jusque-là le sultan restait libre de dénoncer tout ou partie des traités de commerce signés par lui; il accepta désormais d'être lié par les stipulations prises d'un commun accord jusqu'au jour d'une revision du traité ou de la conclusion d'un autre acte. M. de Tattenbach parvint aussi, autre grand succès, à faire autoriser par le sultan l'exportation des blés et des orges, moyennant, il est vrai, un droit de sortie de 3 francs par 100 kilogrammes pour les orges, de 1 fr. 50 pour les blés, et pendant une période d'essai de trois ans seulement pour ces derniers. A l'importation, les droits de douane sur toutes les marchandises, sauf la poudre, le soufre, le plomb, les armes... et le tabac, articles prohibés, ne devaient pas désormais dépasser 10 % de la valeur. Enfin, un article renouvelé d'une disposition d'un ancien traité signé par l'Angleterre en 1791 reconnaît aux sujets allemands (et indirectement à tous les Européens) le droit d'acheter eux-mêmes et sans intermédiaires les articles inscrits au tableau des droits de sortie. Cette clause, si elle était appliquée, permettrait aux négociants de trafiquer à l'intérieur sans recourir aux « censaux, » mais elle n'a pas encore produit d'effets bien appréciables.

Malgré ces quelques améliorations, dont l'une, la permission d'exporter les blés, a d'ailleurs été retirée au bout des trois ans révolus, le commerce européen souffre au Maroc de quantité d'entraves. Huit ports, il est vrai,

sont ouverts au trafic de l'étranger : Tétouan, Tanger, Larache, Rabat, Casablanca, Mazagan, Saffi et Mogador, ces six derniers dans l'ordre de leur position géographique sur la côte de l'Atlantique ; mais presque tous ne possèdent ni rade, ni quais, et sont de l'accès le plus incommode. C'est en vain que certains négociants syndiqués ont demandé au sultan l'autorisation d'y faire, à leurs frais, les travaux nécessaires : cette autorisation leur a été refusée. De plus, certains ports, comme Mehedia, à l'embouchure du Sebou, et Agadir, à celle de l'Oued-Sous, bien placés pour drainer le commerce de ces riches vallées, ne sont pas encore ouverts aux Européens. Enfin, les droits de sortie empêchent la marche naturelle du commerce, qui est d'échanger marchandises contre marchandises. Aussi le mouvement des importations et exportations du Maroc ne dépasse-t-il guère 70 millions, chiffre dérisoire pour un si grand et si riche pays.

Dans l'hiver de 1890-1891, Mouley-Hassan reçut également la visite du ministre d'Angleterre. Une question importante fut traitée à cette occasion, celle de la concession à l'Angleterre d'un terrain situé au cap Spartel, à peu de distance à l'ouest de Tanger, pour l'établissement d'un sémaphore. Le cap Spartel est une position stratégique importante sur le détroit ; c'est là que dès 1865 les puissances avaient fait construire un phare dont le besoin se faisait grandement sentir. Pour mettre ce point à l'abri de toute velléité d'occupation, elles avaient conclu entre elles et avec le sultan une intéressante convention dont voici les principales clauses : le droit de propriété et de souveraineté du sultan sur le phare est proclamé et son autorité y est représentée par une garde

militaire ; la direction supérieure et l'administration en sont, d'autre part, confiées aux représentants des puissances contractantes; enfin et surtout celles-ci s'engagent, même en cas de guerre avec le Maroc, à considérer cet établissement comme neutralisé. La tentative des Anglais pour établir à côté du phare un sémaphore à eux ne pouvait laisser la France indifférente ; elle intervint assez à temps pour obtenir qu'il fût également « internationalisé, » et un règlement dans ce sens fut promulgué en 1893. M. Green obtint par contre la fixation d'une indemnité de 1 200 000 francs, pour l'affaire du cap Juby ; cette réparation pécuniaire n'impliquait toutefois nullement de la part du Maghzen la reconnaissance des droits territoriaux de l'Angleterre.

Des troubles assez sérieux éclatèrent vers la fin de l'année 1891, dans la région immédiatement voisine de Tanger : les gens d'Arzila se révoltèrent contre leur pacha, qui les tyrannisait. Les colonies européennes s'étant effrayées de la proximité de ce soulèvement, les puissances envoyèrent des forces navales devant Tanger pour parer à tout événement. A la chambre française, M. Ribot, alors ministre des affaires étrangères, déclara, le 18 janvier 1892, que l'ordre de débarquer avait été donné au commandant de l'escadre si la vie des nationaux était en danger, ou si une autre puissance opérait un débarquement.

Cette dernière éventualité était loin de paraître invraisemblable. Depuis quelque temps le langage de la presse anglaise au sujet du Maroc devenait inquiétant : on y trouvait à l'adresse du gouvernement de pressantes invitations à protéger la colonie britannique par des moyens plus efficaces que ceux de la diplomatie; les

nouvelles les plus alarmantes sur l'état intérieur du Maroc étaient lancées et propagées par les agences anglaises et, dans la rade de Tanger, l'officier qui commandait les bâtiments de sa gracieuse majesté avait signifié aux autorités locales qu'au cas où un sujet anglais serait l'objet de la moindre vexation, il débarquerait ses marins. Le danger était réel, car le plus petit incident pouvait fournir aux Anglais un prétexte à intervention ; le commandant du cuirassé français *le Bayard* modéra l'ardeur de son collègue en lui faisant part des instructions très précises qu'il avait reçues pour le cas où une puissance quelconque mettrait à terre un seul homme. Les Marocains, du reste, ne songèrent nullement à molester les étrangers et vidèrent leurs querelles entre eux.

La politique anglaise semblait décidée à abandonner les errements qu'elle avait suivis jusque-là : au respect de l'intégrité du Maroc et de l'autorité du sultan qui avait fait le succès de la longue mission de sir John Hay, elle allait substituer l'attitude hautaine et le ton menaçant qui sont bien, il est vrai, dans les traditions générales de sa diplomatie, mais qui, en cette circonstance, devaient totalement manquer leur effet.

VII

Au printemps de 1892, sir Charles Euan Smith, successeur de M. Green, partit pour Fez afin d'y présenter à Mouley-Hassan ses lettres de créance et lui demander de conclure avec la Grande-Bretagne un traité de commerce. Le choix de cet agent laissait deviner l'importance de sa mission : c'était sir Charles qui avait,

quelques années plus tôt, réussi à dépouiller le sultan de Zanzibar de son indépendance. Ce voyage avait été préparé avec soin de longue date, et ses résultats en avaient été si bien escomptés que d'importants capitaux anglais s'étaient rendus disponibles pour s'employer au Maroc. Que contenait donc ce projet de traité? Rien, en apparence, qui ne dût également profiter aux autres puissances : diminution des droits de sortie, établissement de consulats dans les villes de l'intérieur, et surtout disparition de la clause restrictive du droit des étrangers à posséder des terres. Peut-être les puissances, et en particulier la France, auraient-elles appuyé, comme elles l'avaient fait pour la mission allemande de 1890, les demandes de l'Angleterre. Mais sir Charles Euan Smith, peu au courant des habitudes de la diplomatie européenne à Tanger, s'imagina qu'il réussirait aussi bien sans le concours des autres légations, et il s'abstint de le leur demander pour rendre son succès plus éclatant. Il se borna à communiquer son projet de traité à l'Italie et à l'Allemagne, mais, malgré les intérêts commerciaux considérables de la France au Maroc, il ne se décida à lui faire la même communication que deux mois plus tard et sur la demande de son collègue français. En présence de cette attitude au moins étrange du ministre anglais et des bruits répandus alors sur les projets ambitieux de l'Angleterre au Maroc, M. d'Aubigny, alors ministre de France, crut devoir informer le sultan que le gouvernement français se désintéressait absolument des négociations qui allaient s'engager. Cette sorte de déclaration de neutralité peu bienveillante équivalait à une désapprobation de l'œuvre entreprise par sir Charles Euan Smith; Mouley-Hassan

ne s'y méprit pas et se conduisit en conséquence avec le représentant de l'Angleterre.

Jamais pareil assaut n'avait été livré au sultan par la diplomatie européenne : sir Charles avait mis tout en œuvre pour éblouir, charmer ou effrayer le sultan. Sa suite était nombreuse et brillante (il y avait adjoint jusqu'à un prestidigitateur) et les cadeaux qu'il apportait étaient magnifiques. Les négociations s'engagèrent sur les divers points qui ont été énumérés plus haut, mais le ministre anglais eut beau employer tour à tour la ruse et la menace, il se heurta à un mauvais vouloir systématique enveloppé de cette exquise politesse dont les Orientaux ont le secret. Un incident assez grave acheva la déroute de cette bruyante ambassade : sir Charles Euan Smith, non content de réclamer l'établissement d'un vice-consulat à Fez, émit la prétention d'y faire flotter le pavillon britannique. Au simple bruit de cette demande, une émeute éclata parmi la fanatique population de Fez, et le ministre anglais, qui avait déclaré qu'il se constituerait, à son propre péril, le gardien de ce drapeau, finit par reculer devant un acte d'où auraient pu sortir, avec un outrage à sa personne, les conséquences les plus graves. Il quitta Fez, n'ayant rien obtenu que de vagues promesses et s'étant attiré un des plus complets échecs diplomatiques qui se puissent imaginer. Indigné des procédés de l'agent anglais, le sultan fit même, dit-on, exprimer à la reine Victoria, par l'intermédiaire d'une des ambassades britanniques accréditées en Europe, son étonnement d'avoir eu affaire à un aussi étrange négociateur.

Pendant ce temps, et par une coïncidence jugée dès le début singulière, les tribus de l'Andjera, aux portes de

Tanger, dont on avait pu croire la révolte terminée, à la suite de la révocation du pacha prévaricateur d'Arzila, se soulevèrent de nouveau et en plus grand nombre. La presse de Londres fit grand bruit autour de cette insurrection, et se plut à cette occasion à exagérer la faiblesse du gouvernement chérifien. Celui-ci mit en effet plusieurs mois à réduire les rebelles. Il refusa, il est vrai, d'entrer en pourparlers avec Hammam, le chef des Andjeras, parce que l'Italie s'était entremise pour conseiller à ce personnage de solliciter son pardon et qu'il déplaisait à Mouley-Hassan de paraître devoir le rétablissement de son autorité à l'immixtion d'une puissance étrangère. Cependant, les unes après les autres et plusieurs sous l'influence du chérif d'Ouezzan, les tribus se détachèrent de Hammam, et celui-ci dut finalement se rendre à merci.

Il serait difficile de s'expliquer la volte-face accomplie en 1891-1892 par le gouvernement anglais si on ne la mettait sur le compte d'une certaine impatience à jouir enfin des résultats de la politique que nous avons vu pratiquer par sir John Hay. Pendant près d'un demi-siècle, l'Angleterre avait préparé le terrain à son intervention en inspirant la confiance au sultan et en lui persuadant qu'elle n'avait pas de plus sincère désir que la conservation de l'empire chérifien. Elle était parvenue, par la fixité de cette ligne de conduite, à devenir la conseillère écoutée du Maghzen, et son désintéressement apparent avait permis à ses représentants d'obtenir des conditions plus douces et des facilités pour le commerce national. Le mouvement des affaires ayant pris un plus grand développement à la suite de l'apparition de l'Allemagne, de la Belgique et de l'Italie sur le marché ma-

rocain, elle avait cru le moment venu d'affirmer sa prépondérance commerciale au moyen d'un nouveau traité. L'importance de la route des Indes, les visées de certaines puissances sur le Maroc, la diminution de la valeur stratégique de Gibraltar étant devenues pour elle depuis quelque temps déjà des sujets d'une gravité croissante, elle s'était efforcée, à l'abri de certaines clauses de ce traité de commerce, d'opérer une mainmise progressive sur le détroit. Tout ce plan avait échoué, moins à cause des intrigues de la France que grâce à la clairvoyance de Mouley-Hassan et aux allures de sir Charles Euan Smith. L'Angleterre avait maladroitement montré son jeu et compromis en un jour le bénéfice de longues années de prudence.

La France aurait manqué aux habitudes de la diplomatie européenne de Tanger si elle n'avait immédiatement cherché à mettre à profit cet échec de sa rivale. M. d'Aubigny, arrivé depuis quelques mois au Maroc, n'avait pas encore présenté ses lettres de créance à Mouley-Hassan ; il partit pour Fez en septembre 1892, emmenant un cortège aussi simple que celui de l'agent anglais avait été pompeux. Les affaires qu'il allait traiter étaient d'ailleurs de moindre importance : indemnité pour le pillage d'une caravane algérienne, amélioration de la voirie et de la police locale de Tanger, conclusion d'un arrangement de commerce, règlement de la question du Touat, tel était le bilan de ses instructions. Insistons sur ces deux derniers points.

Les avantages nouveaux que le comte d'Aubigny demanda et obtint par lettres chérifiennes forment le complément de ceux que le commerce avait retirés de la mission de M. de Tattenbach. La diminution des droits

de sortie sur certains articles, comme le suif, la permission d'en exporter d'autres dont la sortie était jusque-là interdite, comme le liège et les minerais, la réduction des droits perçus à l'importation sur les bijoux, les vins et liqueurs, les pâtes alimentaires, en constituaient la partie profitable au commerce de toutes les puissances. Le commerce français, qui souffre au Maroc comme ailleurs des contrefaçons opérées sur ses marques par des concurrents peu scrupuleux, obtint en même temps qu'une protection leur serait assurée, mais seulement au cas où la contrefaçon serait le fait d'un négociant sujet du sultan.

Le succès de M. d'Aubigny faisait assurément contraste avec la déconvenue de sir Charles Euan Smith ; il ne fut pas toutefois aussi complet que le gouvernement français l'espérait peut-être, après l'appui qu'il avait prêté au sultan dans sa résistance aux prétentions anglaises. L'attitude de Mouley-Hassan dans la question du Touat prouva une fois de plus qu'il ne faut pas compter sur la reconnaissance du Maghzen et que, s'il se sert d'une puissance contre une autre, ce n'est pas pour accorder à la première les avantages refusés à la seconde.

Sous le nom de Touat, on comprend un groupe d'oasis situées dans l'hinterland de la province d'Oran. Les sultans du Maroc avaient essayé autrefois, à diverses reprises, mais toujours sans succès, de soumettre les tribus sahariennes de ces oasis, et le traité de délimitation de 1845, en les passant sous silence, les avait considérées comme indépendantes. L'attention de la France fut attirée de ce côté lorsque les progrès de la secte religieuse des Senoussis se firent sentir dans la province

d'Oran et se manifestèrent par l'accueil réservé dans le Touat à Bou-Amama, le chef rebelle, en 1881, et par le guet-apens où succomba Flatters, non loin d'In-Salah, centre d'une de ces oasis. On parla dès lors en France de diriger une expédition contre ce réduit de fanatisme qui menaçait la sécurité de l'Algérie. Aussitôt les Touattiens recherchèrent la protection jusqu'ici dédaignée du sultan et lui envoyèrent des présents comme à leur chef religieux. Mouley-Hassan ne manqua pas d'accueillir favorablement ces ouvertures et, malgré les représentations du ministre de France, envoya au Touat un chérif investi en apparence d'une mission religieuse, mais chargé en réalité de gagner ou de combattre les partisans du gouvernement français (1891). Il y a, en effet, un parti français et un parti marocain dans ces régions, sans compter le parti de l'indépendance. Mais, à la suite de cette mission, le chef du parti français fut assassiné avec plusieurs des siens, et le gouvernement français s'émut très sérieusement de l'éventualité d'une prise de possession de ces oasis par le sultan. Il déclara très nettement à celui-ci qu'il ne tolèrerait aucun acte d'autorité de sa part sur ces territoires, qui devaient rester dans la zone d'influence française; mais, malgré ce ferme langage et le vote de crédits destinés à augmenter l'effectif des forces militaires dans l'extrême sud algérien, Mouley-Hassan ne donna point à M. d'Aubigny l'assurance positive qu'il renonçait au Touat. Dès l'année suivante, en effet (juillet 1893), il conduisit dans le sud de son empire une expédition au cours de laquelle il reçut l'hommage de quantité de tribus et continua ses intrigues avec celles des oasis revendiquées par la France.

La France avait d'autant plus de motifs de s'inquiéter des prétentions du sultan sur le Touat que vers la même époque les Anglais fondaient au cap Juby un second établissement. Seguiet-el-Hamra (coulée rouge), qu'ils choisirent, est un abri suffisant sur la côte saharienne, et son voisinage de Tendouf, marché assez actif, lui permettra d'attirer les caravanes venant soit du Touat, soit même de Tombouctou, et de faire ainsi concurrence aux routes commerciales projetées par la France. Celle-ci peut craindre encore que des envois d'armes ne soient faits par ce point aux tribus du Sahara.

Les nouvelles alarmantes que pendant son expédition Mouley-Hassan reçut de la côte du Riff l'obligèrent à revenir sur ses pas (décembre 1893). C'était cette fois avec les Espagnols qu'il allait avoir affaire. Maîtres de Melilla depuis plus de trois siècles, ceux-ci avaient eu presque constamment à repousser les agressions des Berbères, et de fréquentes remontrances diplomatiques avaient été faites à ce sujet au sultan, notamment en 1885 et 1888. C'est en vain que, par le traité de 1860, il avait été stipulé que le sultan entretiendrait dans la zone neutre des Présides une force armée régulière chargée de prévenir tout conflit : cette clause n'avait pas été mise à exécution. Aussi, pour éviter un coup de main toujours à craindre sur Melilla, les Espagnols avaient-ils construit une série de forts dans la partie du territoire dépendant de cette place. L'un de ces forts, celui de Sidi-Guariach, était en construction en septembre 1893, mais, comme il dominait une mosquée ou même, dit-on, s'élevait sur l'emplacement d'un tombeau vénéré, les indigènes avaient vu cette entreprise de fort mauvais œil ; le 29 septembre, pendant la nuit, ils détruisirent

tous les travaux commencés. Après un premier combat, livré le 2 octobre et qui se termina par la retraite des forces espagnoles manifestement inférieures à celles de toutes les tribus des environs, le cabinet de Madrid décida d'envoyer 6000 hommes à Melilla. Mais l'Espagne était en ce moment en pleine réorganisation militaire, et l'envoi de ces renforts ne se fit pas sans lenteurs et embarras de toute sorte. Les travaux du fort furent enfin repris, mais sous la fusillade, tandis que l'opinion publique réclamait une vigoureuse offensive. Une nouvelle défaite subie le 19 novembre et qui coûta la vie à plusieurs officiers et notamment au général Margallo, gouverneur de la place, causa en Espagne une profonde émotion. Le gouvernement décida immédiatement la formation d'une armée d'opérations de 20 000 hommes, dont le commandement fut confié au maréchal Martinez Campos, et la concentration de ces forces se fit d'une manière plus satisfaisante qu'on n'eût pu le croire.

Les opérations allaient-elles enfin commencer contre les Berbères ? Ce fut une réelle déception en Espagne quand on apprit qu'au lieu de combattre, le maréchal Campos était entré en négociations avec le frère du sultan, Mouley-Araafa, dépêché devant Melilla avec mission d'arrêter les hostilités, et très heureusement choisi pour cette tâche difficile à cause de son influence sur les tribus du Riff (décembre 1893). Les négociations préliminaires furent traînées en longueur par Mouley-Araafa jusqu'au moment où le sultan fut revenu de sa tournée triomphale dans le sud. Pendant qu'elles se poursuivaient, les Berbères avaient comme par enchantement cessé leurs attaques, et le corps expéditionnaire se morfondait dans une énervante inaction. Il ne fau-

drait pas cependant reprocher au gouvernement espagnol d'avoir préféré à une campagne, peut-être brillante, en tous cas difficile, une solution pacifique de son conflit avec les Berbères. Sa sagesse, son calme, sa correction l'ont préservé des aventures où d'autres puissances n'auraient pas été fâchées qu'elle se lançât pour pouvoir elles-mêmes pêcher en eau trouble.

Le traité que le maréchal Campos signa à Merakech, au mois de mars 1894, donnait du reste toute satisfaction à l'Espagne. Indemnité de 20 millions de pesetas payable en quatre ans, promesse d'emploi à la mission militaire espagnole, rétablissement de l'œuvre des Franciscains à Rabat, délimitation autour de Melilla d'une zone neutre large de 500 mètres, châtiment des auteurs des attentats contre le fort de Sidi-Guariach, telles en étaient les clauses principales. Sur le chiffre de l'indemnité, les discussions avaient été assez laborieuses, les Espagnols demandant 30 millions et le sultan ne voulant en accorder que 15. On dénonça à cette occasion, dans la presse française, une intrigue savamment ourdie par l'Angleterre en vue d'obtenir pour ses banquiers l'emprunt que pourrait nécessiter le paiement de cette indemnité et d'installer ensuite dans les ports marocains un contrôle britannique destiné à surveiller le produit des douanes. Le sultan n'accéda pas d'ailleurs à cette proposition, qui aurait abouti à une mainmise sur les revenus les plus clairs de son trésor.

Toujours infatigable, malgré ses soixante ans passés, Mouley-Hassan se disposait à aller châtier les Riffains, dont les agressions devenaient réellement dangereuses pour la sécurité de son empire, lorsqu'une crise hépa-

tique l'emporta, le 6 juin 1894, pendant une expédition dans le Tadela, région voisine de Méquinez.

Mouley-Hassan n'a certes pas été un souverain ordinaire. Sa bravoure, son activité guerrière suffiraient à lui assurer une place d'honneur dans la lignée des sultans du Maroc. Mais surtout, en face d'une situation des plus difficiles, environné des intrigues dont nous avons essayé de donner une idée, il a compris quelle était la meilleure politique à suivre pour le maintien de son empire, et il l'a appliquée non sans habileté, ni même sans grandeur. Il ne s'est jamais laissé imposer de graves concessions ou des conditions humiliantes, parce qu'il a su se servir admirablement des rivalités et des jalousies des puissances. Sa haine de la civilisation n'était pas absolue, et il l'aurait peut-être accueillie, si elle n'avait été à ses yeux synonyme d'asservissement pour son empire. Ce règne si bien rempli a été, en un mot, celui d'un homme de guerre convaincu doublé d'un diplomate de mérite.

PIERRE MARTEL.

(*La fin prochainement.*)

MATTEO-MARIA BOIARDO

Studi su Matteo-Maria Boiardo. Bologne, Zanichelli, 1894. — *Orlando innamorato, con commento* di G. Stiavelli. Rome, Perino, 1894. — *Le poesie volgari e latine di Matteo-Maria Boiardo, riscontrate sui codici e sulle prime stampe* da Angelo Solerti. Bologne, Romagnuoli dell' Acqua, 1894. — Arma Volta. *Storia poetica d'Orlando*. Bologne, Zanichelli, 1894. — *Orlando inamorato... col testo a fronte del « Rifacimento »* di Francesco Berni, per cura di A. Virgili. Florence, Sansoni, 1892.

Le 16 décembre de l'an dernier, un petit chemin de fer enguirlandé et pavoisé emportait de Reggio en Emilie au bourg de Scandiano contigu toute une cohorte d'érudits, de poètes et de lettrés. Il y avait là Giosuè Carducci, le barde athlétique de l'Italie contemporaine, Pio Raina, une des gloires dont la science des langues romanes se vante aujourd'hui, Guido Mazzoni, tout argutie et clarté, Angelo Solerti, N. Campanini, G. Ferrari, et bien d'autres. Ce monde était en joie : il allait commémorer de compagnie le quatre-centième anniversaire de la mort du poète Matteo-Maria Boiardo.

La fête fut charmante, empreinte de cette cordialité italienne qui n'a que la bonhomie helvétique pour rivale. On but des vins de prix. On prononça des discours

affables. On entendit des dissertations savantes. Scandiano d'abord, Reggio ensuite avaient fait, comme on dit, bien les choses. Et, non contentes d'avoir prié leurs hôtes à toute une série de festivités et de divertissements, ces deux municipalités voulurent leur laisser un souvenir moins frivole que celui de grossiers banquets. Elles leur offrirent avec une extrême courtoisie un beau volume expressément imprimé qui contient le dernier mot de la science sur l'auteur de l'*Orlando innamorato*.

Matteo-Maria Boiardo est une conquête récente de l'érudition italienne. Il y a quelque trente ans, le vieux Settembrini pouvait se plaindre encore, en dépit des belles recherches de Panizzi, que ce poète fût ignoré dans son pays. Depuis lors, on s'est mis à l'œuvre. On a beaucoup travaillé, si bien qu'au jour d'aujourd'hui, je crois bien qu'on sait tout ce qu'on peut savoir et qu'on a réuni tout ce qu'on peut réunir sur la matière. J'aimerais donc, en m'aidant de ces publications nouvelles, m'essayer à retracer à grands traits, comme en esquisse, la silhouette du maître-écrivain.

C'était un rude homme, un fier poète et un beau chevalier. Il trouva Angélique. Il prépara et permit l'Arioste, qui ne fit que le suivre. Berni, en le replâtrant, le gâta. Il appartient à notre époque de l'avoir remis à sa place et à sa valeur, comme une ancienne fresque qu'on découvre sous son épaisse restauration.

I

Matteo-Maria Boiardo naquit on ne sait quand, on ne sait où, probablement en 1434 et à Scandiano, à coup sûr sous la constellation des Jumeaux.

Scandiano était alors une citadelle, on dit en italien une

roche. Elle existe encore, bien pauvre, bien délabrée, fière quand même dans sa détresse, et dressant droitement au ciel sa haute tour. Quand on s'appuie à une de ses fenêtres géminées, on aperçoit la campagne infinie, les molles collines festonnées de pampres, les cimes lointaines de l'Apennin modénais, le bois de Fracasse, le Tresinaro qui coule : le même paysage que le poète contempla si souvent et qu'il aima toujours. Les comtes Boiardo, feudataires des Este, étaient une vieille famille féodale, croisée de poètes, chez qui les traditions, les habitudes et les vertus de l'antique chevalerie persistaient encore. Ils vivaient à Scandiano, entre leurs fossés et leurs vassaux, nombreux, joyeux et bons. « Dieu envoie en ta maison les Boiardo ! » disait une parole de l'époque.

Et non très loin, entre ses jardins de myrtes et de roses, ouverte à la vie de l'esprit et de la beauté, il y avait Ferrare.

Matteo-Maria Boiardo reçut une éducation toute libérale, ou, comme on prononçait dans ce temps, toute chevaleresque. On lui apprit, non le droit, — il aurait donné cent Baldo pour un sou, — mais les poètes délicats, les belles-lettres et les belles mœurs. Il grandit à l'air salubre des champs et aux manières gracieuses des salons : les sports, sans doute, la chasse, les chiens hardis, les chevaux courants, mais aussi la musique sur le luth, les antiquités grecque et latine, l'art de bien saluer, de bien danser et de bien vivre. Autour de lui passait dans l'air un frisson de joie. La vie italienne était une réjouissance magnifique et continue, une série de fêtes, de cortèges, d'entrées triomphales, de banquets, de mascarades et de réceptions. Jamais le bonheur n'avait paru aussi heureux. Jamais l'art, le luxe, le plai-

sir ne s'étaient associés en une plus belle symphonie. Le jeune gentilhomme en prit sa part. C'est ainsi qu'en 1469 il va saluer l'empereur Frédéric III, de passage à Ferrare; qu'en 1471, il accompagne le vieux Borso d'Este à Rome ; qu'en 1478, il va à la rencontre d'Eléonore d'Aragon, la fiancée d'Hercule, son nouveau maître et son ami. Il faut lire dans les chroniques contemporaines le récit de ces festivités. Il s'en dégage encore des étincelles.

Jeune, noble, beau, maître de ses gestes et de sa personne, — de très bonne heure, il avait perdu son père, son grand-père, son oncle, si bien qu'il demeurait seul, indépendant et hardi, — le comte Boiardo était merveilleusement destiné à l'amour. Et, de fait, l'amour fut la principale aventure de sa vie. « Qui, dans la fleur des premières années, passe le temps sans le chaud amour, s'il est vivant, il est vivant sans cœur ! » chantait-il.

Le 4 avril 1469, — cette fois nous savons l'heure, la date et le jour, — il s'éprend d'une jeune fille de Reggio, Antonia Caprara. Matteo-Maria avait alors trente-cinq ans. Antonia Caprara en avait dix-huit, et autour d'eux riait la splendeur d'une fête.

« Amour pleuvait de tous les cieux sur la terre et réjouissait les âmes charmantes.... Et l'on voyait les jeunes hommes hardis et les cœurs virils sans mépris et sans guerre jouter en tout lieu. Et l'on voyait les femmes en fête, en allégresse, en jeu, en rondes gracieuses et douces chansons. Rien que des amants allègres, une société jolie, un festoiement heureux. Jamais auparavant cette belle cité ne fut si fleurie, et jamais plus, que je croie.... »

C'est en jouant « à un jeu » que le comte de Scandiano s'éprit de la jeune fille de Reggio. Ce jeu, nous le

connaissons ou nous le supposons : il est décrit en toutes lettres dans la charmante nouvelle de *Prasildo et Tisbina*. C'est proprement la main chaude. Et que si le gentilhomme, semblable à Prasildo, se garda bien de rien deviner pour demeurer plus longtemps aux pieds de l'aimée, le chef caché dans son giron, nous ne savons pas. Mais nous savons bien que sa vie fut désormais donnée. Du jour au lendemain, sa destinée est liée « aux tresses blondes, crêpées, charmantes et rares, » de sa déité.

D'abord heureux et superbe, exultant du triomphe, dans tout l'épanouissement du bonheur ; puis délaissé, et délaissé pour un autre, et alors tordu de désespoir, prompt aux imprécations et aux outrages, déchiré aux épines de la jalousie ; enfin résigné et soumis, éprouvant cette douceur triste d'aimer qui ne vous aime, et trouvant la consolation finale dans l'immense pitié de Dieu, tels les trois étapes de cet amour et les trois livres de ce canzoniere.

C'est un volume du temps, portant au front la jolie guirlande de violettes et de roses que les poètes allaient cueillir au pré de poésie. Et c'est un amour du temps, allant jusqu'à l'échange de menus cadeaux d'orfèvrerie, se soulageant en acrostiches et en madrigaux, évoquant l'aimée sous le symbole d'une rose. Antonia Caprara est exaltée avec le vieux fonds de sentiments littéraires et d'hyperboles connues que les lyriques italiens gardaient en provision depuis l'aventure de Vaucluse. Mais il y a plus. Antonia n'est pas seulement la Laure de Pétrarque et la Lesbie de Catulle ; elle est avant tout elle, c'est-à-dire une jeune fille un peu coquette, qui aima être aimée, sourit et fit pleurer. La passion du poète va au delà des réminis-

cences d'école. Elle se passe au profond d'un cœur, dans l'intimité et le silence d'une conscience recueillie. Du jour où la barque qui porte sa vie passe, « d'ivoire et d'or et de corail ourdie, » jusqu'à l'époque lamentable où n'en pouvant plus, mûr pour le suicide, il tombe à genoux devant le Roi des étoiles, et se rappelle que ce dernier mourut pour qu'il vécût, et lui demande pardon en sanglotant, c'est tout le procès saignant et poignant d'un sentiment sincère et vécu qu'il nous donne. Tout le poète est là, pantelant et béant, fibres et cœur. Aussi ce canzoniere, encore qu'il ne soit point parfait, et manque de la dernière lime, apparaît au dire des connaisseurs le plus beau du Quattrocento. Il apparaît le plus beau, parce qu'il est le moins littéraire et le plus humain.

L'amour fut donc le premier maître du jeune gentilhomme, — et quoique ce triste épisode ait fini très naturellement, puisqu'en 1471, juste deux ans après sa passion, Matteo-Maria épousa Taddea Gonzaga des comtes de Novellare, *moribus et forma felix*, et qu'il en eut six enfants, — il fut son maître le plus puissant. Il lui révéla le cœur de la femme, c'est-à-dire le cœur humain. Jamais Angélique ne serait née à la littérature italienne si, à la fin du quinzième siècle, il n'avait existé à Reggio une petite jeune fille aux tresses blondes qui faisait verdir l'herbe à son sourire et dont un hobereau de province aimait à admirer en silence « le danser gracieux, délicat et nouveau. »

Mais le comte Matteo-Maria alla à d'autres écoles, et principalement à celle de l'antiquité. Avec la plupart des hommes bien nés de son époque, il est humaniste. Il a suivi le courant. Il a vécu dans l'intimité fortifiante des auteurs classiques. Il a déjà dans le passé un dixain

d'églogues latines à son actif, assez faibles d'ailleurs, œuvres de jeunesse et d'imitation, où il a mis le nom de son maître Hercule. Rendu à lui-même, libéré avec le mariage de la signorie d'amour, il va poursuivre dans cette voie. C'est ainsi qu'il traduit du grec les histoires d'Hérodote, la *Cyropédie* de Xénophon, l'*Ane* de Lucien ; qu'il traduit du latin l'*Ane d'or* d'Apulée, les *Vies* de Cornélius Népos, une piètre et anonyme chronique mensongère titrée la *Storia imperiale*. Ces traductions valent ce qu'elles valent. Certes, elles figureraient mal à côté de ces admirables versions italiennes de chefs-d'œuvre classiques qui sont elles-mêmes des chefs-d'œuvre de langue. Et qui dirait que le comte de Scandiano entendait fort peu de grec et se servait, en toute honnêteté d'ailleurs, comme M. Tincani l'a montré pour Xénophon et Lucien, des versions latines déjà en cours, ne se tromperait qu'à demi. Reste que ce témoignage d'érudition, cette facilité à transposer pour la scène de Ferrare le *Timon* de Lucien, cette longue et patiente fréquentation des antiques monuments de sagesse et de beauté est bien caractéristique chez ce rude chasseur et ce gentilhomme poète du Quattrocento.

Il faut signaler comme se rattachant à cet ordre d'études un autre dixain d'églogues, écrites en italien cette fois, mais d'une mythologie savante et d'un herméneutisme curieux. Elles ont généralement trait à la guerre que Ferrare et Venise se firent en 1482 et 1483. Une d'elles, la sixième, suffira à expliquer le genre. Il y est traité d'un chasseur qui, brûlé par la soif, demande à boire à un berger. Et, comme il parle, un bouc gris des plus beaux, vêtu d'un camail d'or, passe sur la colline. C'est la bête que le chasseur a toujours poursuivie

sans jamais l'atteindre ; il veut s'élancer encore ; le berger le retient. Cet animal n'est à personne, il n'appartient à aucun de le relancer, d'autant moins qu'il a déjà la tête engagée dans un parc : *E chi entra quel serraglio nella sua vita non darà mai crollo.* De mauvaise grâce, le chasseur renonce à l'entreprise : qu'au moins le berger le conduise à la fontaine d'amour promise ! Celui-ci, au moment de s'exécuter, est pris de scrupules. Cette fontaine est sa propriété, sa seule joie, c'est là que chaque matin il se mire et, si quelqu'un touchait à son onde, elle lui paraîtrait moins pure. Finalement, vaincu par les instances du chasseur, le berger cède, il le revêt de son manteau, le conduit à l'endroit convenu, et disparaît sans vouloir de remerciements. Voilà l'églogue. Comprenez-vous ? Tout deviendra lumineux quand M. Guido Mazzoni, qui est un esprit très subtil, vous aura démontré que le chasseur, c'est Boiardo lui-même ; le bouc (*capro*), Antonia Caprara revêtue du camail de ses cheveux blonds ; que le parc où elle se réfugie et d'où elle ne pourra plus bouger, c'est proprement le mariage ; que la fontaine d'amour où le chasseur veut se désaltérer est la fiancée de Boiardo, Taddea Novellara ; que le berger est son père Biagio Novellara, qui, au moment de livrer son trésor, est pris de scrupules bien naturels, les refoule, introduit le fiancé sous le couvert de son nom et disparaît pour ne point assister à sa joie. C'est ainsi qu'on ne donnait alors à la poésie d'autre mission que d'envelopper la vérité d'un beau voile. Elle était essentiellement allégorique et l'avait toujours été. Pic de la Mirandole rêvait une *théologie poétique* qui eût montré sous quelles fables Homère dissimulait la vraie religion et Cristoforo

Landino découvrait toute la philosophie platonicienne dans les errements d'Enée. Matteo-Maria n'échappa point à cette illusion.

Chez lui, donc, l'érudit, l'amoureux, l'homme du monde se développent ensemble. Il y a encore l'homme, tout uniment. Il n'en fut pas de plus loyal, de plus naturellement franc, de mieux entier, de mieux complet et de mieux portant. Sa vie est harmonieuse, marquée d'un cachet superbe de belle santé, de belle vigueur physique et morale. Il vit et il agit. Il est père et s'occupe de l'établissement de sa famille. Il est citoyen et s'occupe du soin de son pays. En 1487, le duc Hercule le nomme gouverneur de Reggio : fonction ardue dans cette Italie déchirée d'intérêts, de dissensions et de conflits. Mais quoi ? il aimait cette petite ville qu'il avait vue un jour de printemps enguirlandée comme son cœur. « Et si j'étais empereur, écrit-il, je voudrais être de Reggio, et obéissant, et bien aimé de ma patrie. » C'était tout ce qu'il fallait pour la bien diriger. Il entre dans le détail infime d'affaires de toute sorte, petites et grandes, de logements, de canaux, de moulins, de procédures et de procès. Il apporte à leur expédition son sens clair, son jugement droit, son exactitude empressée. Il y apporte aussi sa bonté, la fantaisie de sa belle humeur, ses façons larges et royales de gentilhomme. Il pense comme Guichardin que la cruauté et les peines excessives ne sont pas nécessaires. C'est ainsi qu'il sauve de la potence un pauvre juif qui avait séduit une chrétienne et qu'il épargne deux misérables qui s'étaient rossés dans la rue. « En son gouvernement, raconte une écriture de l'époque, quelqu'un en battit un autre, et ils en vinrent aux mains. Mais le comte ne voulait pas voir le sang,

et pour cela il était aimé du duc Hercule. Or, comme le battu se plaignait, le comte lui dit : « Allons, sus, donne-lui une gourmade à ton tour, et vous serez quittes. Moi, je me tourne dans un coin. » Et il en fut fait de la sorte. » La peine ainsi esquivée était sanglante : il s'agissait pour ces deux malheureux d'avoir le poing coupé à la hache. Car, qu'on ne s'y trompe pas, dans cette époque charmante d'art délicat, de façons raffinées, d'imaginations légères et joyeuses, les cordes étaient graissées et tendues sur les chevalets de torture, une cruauté froide et dépouillée accomplissait son office, de sombres histoires se passaient au fond des consciences et des cachots. Ce fut le mérite de Boiardo de prévenir de toutes ses forces une ère moderne d'humanité et de douceur.

Et, en cette Italie du XV[e] siècle si riche et fertile en tableaux pittoresques et divers, n'est-ce point un spectacle charmant entre tous que celui de cette petite ville gouvernée par un poète qui s'entend aux minuties des paperasses, aux humbles besognes des administrations, et empêche à force d'esprit et de bonté la loi sanglante d'accomplir sa fonction ?

II

Instruit par la vie, par l'antiquité, par l'amour ; héritier des traditions féodales qui se conservaient au fond des châteaux de province ; gagné à l'esprit nouveau, à l'art délicat de la Renaissance, aux manières exquises et spirituelles de Ferrare ; poète, amoureux, chevalier, Matteo-Maria Boiardo était préparé mieux que personne à l'entreprise de son *Orlando innamorato*.

Il reste à expliquer comment il put concevoir une

telle œuvre, pourquoi il ne persévéra pas dans le genre courant des églogues, des traductions, des rimes d'amour, et de quelle façon il sortit de ces travaux préparatoires un poème aussi différent que la *Divine comédie* l'est du *Convivio* et du *De Monarchia.*

Au-dessous de la littérature érudite, et si l'on veut au-dessus, il circulait en Italie une littérature populaire, demeurée étrangère au bel esprit, restée en dehors du mouvement des humanistes, ne parlant point latin. On l'aurait dite nationale, tant elle plongeait avant dans le passé, tant elle s'était vite acclimatée et répandue, si son origine au moins n'eût été exotique. Elle dérivait de France, et du cycle de Charlemagne, et du cycle du roi Arthur.

Le cycle carlovingien, comme l'a surabondamment expliqué M. Pio Raina à qui j'emprunte ces détails, avait de très bonne heure pénétré l'Italie. Au temps même où il naquit, lorsque régnait Charlemagne à la barbe fleurie, il avait passé la frontière et s'était répandu sur les routes, s'était déversé au milieu des places par la bouche innombrable des *giullari* et des chante-histoires. Au nord, le long du Pô, où le français résonnait d'une façon familière à l'oreille, il avait gardé son mètre et sa langue, créant même une espèce d'idiome exclusivement littéraire, le ferraro-vénitien. Au sud, particulièrement en Toscane, il avait adopté l'italien et s'était exprimé en octaves. Cette poésie gigantesque, considérable, haute en couleur, anonyme comme une cathédrale, sociale comme le moyen âge, évoluant autour de quelques sentiments très simples et très frais de patriotisme, d'héroïsme, de foi, procédant par masses énormes et par lignes vigoureuses, était sortie des entrailles du peuple et était faite pour lui.

La petite gent d'Italie demeura émerveillée devant ces exploits formidables et ces personnages surhumains. Elle eut vite fait de les accommoder au format de son imagination et au soleil de son pays. Charlemagne, Renaud, Olivier, tous les autres, devinrent très promptement des héros populaires et en quelque sorte nationaux. Roland fut un saint de chevalerie, qu'on adorait à l'égal des saints du calendrier. Il naissait à Sutri, portait le titre de sénateur romain ; Vérone sculptait ses gestes au frontail d'une ses églises, et Naples donnait son nom à un promontoire de son golfe. De là, la source intarissable d'histoires, de poèmes, de romans qui trouvèrent une fortune inouïe, particulièrement chez les simples, les illettrés, les paysans. Elle dure encore après tant de siècles. Les *Reali di Francia* s'impriment toujours pour les campagnes. Les chante-histoires émerveillent toujours la foule pressée autour de leurs récits. Et il n'est pas rare de trouver aux veillées un poète *estemporaneo*, qui, debout devant son fiasque de vin, gaillard et superbe, improvise pendant des heures des armes et des gestes des vieux héros français.

Le cycle breton arriva plus tard en Italie. M. Pio Raina estime qu'il ne fit guère son apparition avant le XIe siècle. Cette poésie était d'un tout autre ordre. D'une émotion plus discrète, d'une essence plus fine, tout intérieure et merveilleuse ; non plus la couleur, mais la nuance ; non plus la foule, mais l'individu ; ouverte à la fleur adorable de l'amour, sensible au vague effroi du mystère s'accomplissant dans la pénombre bleutée des forêts et des âmes infinies, elle devait surtout plaire au goût délicat d'un public aristocratique et choisi. Et, de fait, ce n'est point au hasard que Dante met Lancelot

dans les mains de Francesca. Il fallait des dames aussi cultivées que la divine pécheresse de Rimini pour comprendre la poésie des fontaines tristes sous les branches pâles et la « fine amour » d'Yseult aux belles mains. Aussi bien, tandis que le cycle carlovingien envahissait toute l'Italie, le cycle breton se restreignait aux quelques provinces de Lombardie, de Romagne, de Toscane où l'on aperçoit sur des éminences la tour de quelque citadelle gibeline. Et, tandis que le cycle carlovingien se montrait d'une fécondité exubérante, le cycle breton restait plus sensiblement pareil à lui-même et n'engendrait que quelques rares imitations.

Matteo-Maria Boiardo, qui n'était pas seulement comte de Scandiano, mais citoyen de Reggio, qui n'avait pas que vécu dans les salles peintes des châteaux, mais sur la place aux humbles échoppes, s'était familiarisé avec les deux matières. Sans doute que dans la bibliothèque du comte son père il avait lu aux heures de pluie les légendes du roi Arthur. Mais sans doute encore qu'en courant la bête par le bois de Fracasse, il avait cueilli aux lèvres des vieilles femmes les belles et vivantes histoires, transmises par héritage oral, de Charlemagne empereur. Du haut comme du bas, du peuple dont sa bonté naturelle le rapprochait comme du château féodal d'où son sang était issu, les deux cycles avaient jailli, et meublé de fables son imagination de poète.

Ils lui parvenaient à travers les distances infinies de l'espace et du temps, également jeunes, également vivants, beaux l'un et l'autre. Lui-même était en dehors d'eux, en quelque sorte au-dessus d'eux, étranger à leur origine, à leur développement, aux causes profondes de tradition, de milieu et de moment qui avaient déterminé leurs différences essentielles. Ils lui appa-

raissaient dégagés des éléments irréductibles qui constituaient leur valeur originale et particulière. Sans doute encore qu'au cours de leur long séjour à l'étranger, ils avaient subi un travail de déformation lente, ils avaient dévié de leur sens natal, ils s'étaient allégés, éclaircis, égayés à l'air et au ciel d'Italie, modifiés l'un et l'autre dans une direction qui les rapprochait. On avait pu les accueillir tous les deux à la fois : c'était donc qu'on pouvait les comprendre. Et c'était par conséquent qu'on pouvait les unir. Boiardo résolut de les unir.

Et, à la réflexion, une autre décision eût été impossible à ce poète-chevalier. Le choix lui était interdit. Il n'aurait pu opter ni tout à fait pour la légende bretonne, d'instinct à lui plus sympathique, mais déjà si finement travaillée, si accomplie comme œuvre d'art, et d'ailleurs, en outre, si contraire, par sa ligne imprécise, sa poésie d'âme et de mystère, à la notion réelle, concrète et limitée que l'imagination italienne garde de l'univers ; ni tout à fait pour l'épopée carlovingienne, qui tenait « closes les portes » à ce que ce seigneur de la Renaissance aimait le plus : l'amour. Alors, il prend à l'un ses personnages, ses ordonnances, ses groupements : les masses immenses de Sarrasins et de fidèles qui évoluent par l'univers ; les chevauchées à galop éperdu à travers l'Europe et l'Asie en armes et en feu ; les chocs titanesques de populations ruées l'une contre l'autre ; le mouvement général, le souffle énorme, la conscience publique et colossale ; le décor, le monde et la trame. Et il prend à l'autre l'aventure singulière, le duel et la broderie délicieuse de l'amour. Il conçoit cette idée géniale à force d'être imprévue de faire Roland amoureux.

L'esprit du siècle était à ces vastes synthèses. Comme

Marsile Ficin, à Florence, tentait de réconcilier la philosophie et la foi, Platon et Jésus, Matteo-Maria Boiardo, à Scandiano, essaie une conciliation qui n'est pas moins considérable, ni moins audacieuse. Pour l'opérer, il devait monter ; ce n'est qu'au sommet que les différences s'effacent, et toute contradiction ne se résout que dans un principe supérieur. Ce principe supérieur sera l'amour. Seul, l'amour était capable de rejoindre, je ne dis pas seulement deux littératures, mais deux civilisations, deux génies incompatibles, partant de principes opposés à en être ennemis, qui n'avaient réussi qu'à apparaître ridicules quand ils avaient tenté l'un vers l'autre de partiels et timides rapprochements. Mais l'amour est tout-puissant au monde. L'amour est même ce qu'il y a de plus puissant pour ce gentilhomme dont la devise de vie était le mot de Virgile : *Amor omnia vincit*, et qui faisait frapper sur sa médaille Vulcain forgeant des traits à Eros. C'est l'amour « qui donne la victoire et qui donne l'audace. » C'est l'amour « qui infuse aux tigres une âme humaine et pieuse et fait les hommes dieux. » « Jeunes et vieux s'en vont à sa danse, la basse plèbe comme le seigneur altier ; l'amour n'a pas de remède, et la mort n'en a pas ; il prend chacun, tout le monde, et de toute sorte. » Grâce à l'amour, donc, les deux cycles, et, pour tout dire, les deux âmes, le nord et le midi, le principe individuel et le principe social, la liberté de l'aventure particulière et la règle de la conscience publique sont réconciliés et unis. L'un et l'autre vivent dans une harmonie étroite et charmante qu'aucune aventure ne brisera plus. Ils se confondent et s'étreignent dans un embrassement d'autant plus intime qu'il aura été plus longuement attendu.

Et ces noces conduites par l'amour, scellées et proclamées par l'art, ne seront point infécondes. Un enfant en naîtra : Angélique.

Matteo-Maria Boiardo trouva donc sa matière dans les récits qui fleurissaient les places et les imaginations du monde patricien. Pourquoi y alla-t-il la chercher ? Car, enfin, il semble qu'un désaccord profond règne entre cet élément d'épopée et le scepticisme élégant de la fin du Quattrocento. Qu'avaient à faire cette générosité chevaleresque, cette fraîcheur d'âme candide, ce souffle de race jeune et simple, ces histoires enfantines et grosses d'interminables coups de lance et d'épée, dans cette Italie désabusée, qui brûlait Savonarole et donnait un modèle au *Prince* de Machiavel ? Et comment ce sourire, cette illusion gracieuse et dorée, ces fables légères au parfum de myrtes et de roses, dans cette Italie malheureuse, dont l'heure d'agonie venait de sonner, remplie de trahison et de poison, ébranlée sous les cavalcades des lourds soldats d'aventure ? Et pourquoi cette ardeur de foi, cette massive religion du moyen âge, cette adorable curiosité du mystère, de l'infini, de l'au-delà de la vie et de la mer dans cette Italie païenne qui de Pontano à Raphaël, de Poliziano à San-Gallo, ne semblait comprendre, aimer et s'attacher à reproduire que le génie de l'antiquité harmonieuse, lumineuse et bornée ?

On ne saurait se l'expliquer si l'on ne se souvient qu'à cette époque déjà la mère d'un prince, Madonna Lucrezia Tornabuoni, a confié à son poète Pulci la matière de Charlemagne dont il tira le *Morgante*. Et il faut qu'on se rappelle encore qu'un peu plus tard Galeas Visconti et Isabelle d'Este disputaient de compagnie

deux jours durant sur la valeur respective de Roland et de Renaud, tandis qu'une barque les emportait le long des rives du Pô.

La chevalerie n'était point morte en Italie. Elle survivait non seulement dans les lettres, mais dans les consciences et les mœurs, comme la forme qui survit toujours au fond. L'empereur défroqué continuait de son mieux la tradition de Charlemagne ; Æneas Sylvius prêchait à Mantoue la croisade contre les Turcs ; les républiques et les cours publiaient des tournois et des joutes. Le peu de patriotisme qui demeure n'est point dans la discipline d'un peuple qui confie aux mercenaires le soin de son salut, mais dans la valeur personnelle de gentilshommes éduqués aux escrimes, aux chevauchées et aux chasses. Treize de ceux-ci entreront en champ clos à Barletta, où ils triompheront des Français. Et comme on rencontre dans la vie des Roland, on y rencontre des Bradamante et des Marphise. C'est Bonna Lombarda, *strenua mulier in armis*, qui est la compagne d'armes et d'amours d'un condottiere contemporain, le sauve de prison, fait le coup d'épée à son côté. C'est Caterina Sforza, « grande, bien faite, beau visage.... Un fauchon en guise de braquemart au flanc. Et, parmi les soldats à pied ou à cheval, elle était beaucoup redoutée, parce que cette femme ne connut jamais la peur et parce que, les armes à la main, elle était fière et cruelle. » Ce sont tant d'autres. Si la foi est morte ou se meurt, la superstition règne. On croit au merveilleux, à l'alchimie, à la cabale, aux étoiles. Un souffle d'aventure emporte les imaginations et les audaces en des pérégrinations fabuleuses. C'est l'époque par excellence des voyages, — les voyages, cette matière si essentiellement épique de l'*Odyssée* du vieil

Homère aux *Lusiades* de Camoëns ! — Colomb embarque sur ses fines caravelles et veut employer les trésors de l'Orient à le convertir.

Matteo-Maria Boiardo trouve donc à côté de l'épopée littéraire l'épopée vécue. Quoi d'étonnant dès lors, si lui, gentilhomme, attaché par toutes sortes de traditions et de coutumes au passé, préféra l'argument à tout autre ? Seulement, et c'est la tonalité charmante et personnelle de son œuvre, il en sourit doucement. Sans doute qu'il croit de tout son cœur à ses personnages, à leurs égarements, à leurs déboires et à leurs prouesses, mais il y croit surtout comme poète. C'est son imagination d'artiste qui se laisse entraîner à l'irréalité de ces fables, au leurre gracieux et séduisant de ces fictions. Lui-même, l'homme raisonnable, formé à la pratique des affaires et des hommes, grandi dans cette Italie qui retournait à la nature et enserrait de près ses réalités et ses lois, possédant, — comme en témoignent ses lettres de gouvernement, — cet « œil perspicace » que recommandait Guichardin, se met en garde contre ces fantaisies. Et si son cœur, franc comme l'or, conserve une foi inébranlable aux belles vertus de courtoisie, de loyalisme et de pureté de ses héros, sa raison fourbie d'Italien débrouillard a vite fait de transpercer à jour le formidable de leurs odyssées. De là cette ironie à fleur de lèvre qui imprègne tout le poème et lui donne un cachet unique de grâce légère et spirituelle. A tout coup, le contemporain crève d'un imperceptible coup d'épingle la bulle de savon irisée et fragile, faite de rêve et d'illusion, que le poète vient de souffler. Minute fugace et exquise de l'humanité partagée, touchant à hier et à demain, qui ne croit déjà plus, mais s'amuse encore à croire, pour son divertissement et son bonheur !

On ne sait en quelle année Boiardo se mit à son poème. La première partie parut en 1486, la seconde en 1495. Il y travailla jusqu'à sa mort. Il y travailla avec sa fougue verte et saine, son emportement heureux, dans toute sa maturité d'homme revenu de « l'erreur puérile » et maître de ses moyens. Il vivait dans une contrée fabuleuse et féerique qui l'illuminait d'un sourire intérieur. Il emportait avec lui l'enchantement de son rêve qui l'accompagnait partout, dans toutes ses affaires et dans tous ses séjours, à Scandiano, au château de Sepo, à Torricella perdue entre les hauts bois, « lieu vraiment solitaire, en dehors de la route, d'un calme éternel. » Il composait incessamment, à pied, à cheval, en se promenant, en chassant. Et quand il avait trouvé un beau nom pour un de ses épisodes, il revenait à bride abattue et faisait sonner les cloches de son château à toute volée en signe d'heureux événement.

III

L'*Orlando innamorato* est divisé en livres, chaque livre en chants. Il y a en tout trois livres et soixante-dix-neuf chants. Il y en aurait eu davantage si la tristesse et la mort n'avaient interrompu au milieu l'œuvre commencée.

Il s'ouvre par la description d'une cour royale. Nous sommes à Paris à la Pâque des roses. Charlemagne est assis à la table ronde sur un trône d'or. Autour de lui, ses paladins, ses preux, et, par quartiers de noblesse, les rois, les ducs, les comtes, les barons. Un peu plus loin, couchés à leur façon sur des tapis, les Sarrasins. Et, parmi ces groupes occupés de compagnie à boire en des calices précieux, à parler bas et à raisonner

de belles choses, on aperçoit déjà quelques visages de femmes :

Il était là dans la salle Galeraine,
Et y était Aulde, la femme de Roland,
Clarice, et Armeline tant humaine,
Et beaucoup d'autres qu'en mon propos n'étends.
Belle chacune et de vertu fontaine,
Je dis belle semblait toute chacune, quand
N'était venue encore cette fleur
Qui de beauté prit aux autres l'honneur.

Cette fleur à qui revient « l'honneur de beauté » est Angélique.

Elle apparaît à côté de son frère, entre quatre géants, et elle est si blonde, si claire, si délicieusement frêle et jolie que du coup tout le monde en devient amoureux, jusqu'à Namo au poil blanc, jusqu'à Renaud qui devient rouge comme feu, jusqu'à Ferraut qui tantôt sur un pied, tantôt sur l'autre, se gratte la tête et « ne retrouve plus lieu. » Mais le plus frappé au cœur est Roland. Or, les conditions de cette donzelle que Malagigi reconnaît soudain dans son livre pour magicienne et fille du roi Galafron sont les suivantes : qui osera entrer en champ clos avec son frère Argalia et sera assez vaillant pour le désarçonner aura son amour pour récompense. Tous veulent courir sur le terrain. Et, comme l'empereur ne saurait faire justice à la fois à autant de valeurs, on confie l'ordre des combattants au hasard : Astolphe sort le premier, Ferraut le second, Roland, hélas ! n'arrive que le trentième. Argalia, dont la lance d'or enchantée ne craint nulle aventure, n'a point de peine à démonter Astolphe et Ferraut. Seulement, Ferraut est lui-même invulnérable de par un enchantement. Et la lutte pourrait être éternelle entre ces

deux champions, si Angélique ne disparaissait soudain. Sur son palefroi, elle s'en va légère, là-bas, vers la forêt des Ardennes, laissant le désert après elle.... Astolphe s'élance à sa poursuite, et Renaud perdu d'amour, et Roland qui oublie Aulde....

Dès lors, il devient impossible de suivre en ses méandres ce récit fait de vingt récits, qui se coupe en aventures inextricables, s'éparpille en intérêts et actions de tout ordre, se morcelle en épisodes et en anecdotes, s'égare, se retrouve, s'embrouille, s'entrelace, se dénoue, se renoue, et folâtre incessamment, d'un souffle rapide et léger, on ne sait vers quel but, on ne sait pour quelle fin, autour de la lutte épique et centrale des infidèles et des croyants.

Douce pénombre de sous-bois aux petits sentiers furtifs ; large chaussée impériale où s'ébranle le train des armées ; îles d'amour, plages inconnues, grèves lointaines et roses où échouèrent la Fortune et la Beauté ; toute la terre, toute la mer, et le ciel ; la vieille Europe et le mirage de l'Orient fascinateur ; l'antiquité limpide et les troubles histoires du roi Arthur ; la Renaissance italienne et les pesantes légions du vieil empereur. Nous sommes en dehors du temps : les fées se souviennent d'avoir lu Catulle, et l'astre des Césars resplendit sur le dragon bizarrement tordu au heaume des chevaliers du Graal. Nous sommes en dehors de l'espace ; là-bas, on ne sait où, en forêt, près de fontaines enchantées, parmi des paysages et des architectures de rêve, sur la mosaïque exactement décrite de palais construits avec de la fumée, un peuple irréel de paladins, de mages, de nécromants, de géants, d'ermites, de viragos, de nymphes et de blanches femmes se presse, se rencontre, se pourchasse et se fuit : Roland, Renaud,

Astolphe, Sacripant, Rodomont, Olivier, Prasilde, Agramant, Marphise, Fiordispina, Silvanetta, Morgane, Tisbine, Origille, Angélique ! Et entre eux que d'intrigues, que de contacts et que d'histoires ! Les mêlées titanesques, dans un tumulte de pennons, de panaches, de massues et de poussières, succèdent à des aveux timides d'adolescents et d'amoureuses. Des cris « à faire peur aux murs » alternent avec des voix caressantes et musicales qui bruissent dans l'air. Pendant deux jours, pendant trois jours, des preux formidables échangent les bottes les plus fantastiques, et le soir, quand la nuit met fin à leurs prouesses, ils raisonnent de bonne amitié sous un arbre de la véracité de la foi, et se demandent si la sagesse et le savoir conviennent au vrai cavalier. C'est un chaos et c'est un fouillis. Il y a des orages, des tournois, des nuits de lune, des armes d'orfèvrerie, des anneaux magiques, des philtres d'amour, des jardins de paradis, des banquets pantagruéliques ; et il y a aussi des bêtes effroyables d'Apocalypse, des crocodiles et des baleines. Il y a surtout, éclos au soleil de courtoisie, des sentiments plus grands que nature, des dévouements plus hauts que le ciel, des vigueurs de corps et d'âme plus fortes que la mort. Et tout cela contenu, ramassé, réduit dans cette octave italienne, qui est à elle seule un petit monument complet et fermé de clarté et de grâce, toute légère en sa fine structure, et qui court, glisse et sourit sans jamais s'arrêter.

Et cependant Angélique et Roland sont au centre de ces choses.

L'épopée de Charlemagne avait fait de Roland une figure chaste et rude. Roland, tel qu'il parvient à Boiardo, est le chevalier sans peur et sans reproche, pur comme une fleur, maculé seulement de la poussière

et du sang des combats : bras vigoureux, conscience droite, tout d'une pièce et tout d'un cœur. Rien ne peut mordre sur sa cuirasse et sur son âme : pas même l'amour, surtout l'amour. L'amour est jeu de femmes et d'enfants. Il est amusette et faiblesse. Il est plus, il est folie et péché. Le brave ne s'agenouille pas devant un jupon : il s'agenouille devant son épée fichée en terre comme une croix. Il a autre chose à accomplir qu'à se morfondre et s'oublier en des litanies amoureuses. Il a à enfourcher son cheval, à partir pour la sainte cause, à tuer des dragons, des géants, des diables et des ennemis, et à mourir, couché sur le dos, les yeux sur l'armée infidèle, la bouche au cor, au pas de Roncevaux. Tel le Roland de la légende. Boiardo, — et toute la Renaissance est dans ce dessein, — fait de Roland un amoureux.

Qu'il ne vous semble, seigneurs, une merveille
Ouïr conter de Roland amoureux,
Car, quel qu'il soit et le plus orgueilleux
Est par amour vaincu et subjugué.
Ni bras si fort, ni vertu, ni courage,
Ni maille, écu, espadon affilé
Ni nul pouvoir qui s'en défende au monde....

Mais, — et c'est là un trait de génie du poète, — Roland n'est qu'un clerc en amour. Ce soldat farouche qui n'a connu d'autre engagement que celui du fer contre le fer ne peut se convertir du jour au lendemain en prétendant subtil, ni connaître les grâces de la diplomatie et de la langue amoureuses. Il reste ce qu'il est, une âme candide dans un corps robuste, qui remercie Dieu « avec de larges bras. » Boiardo l'estime expressément « amant grossier et rude. » A l'apparition d'une femme, il est pris entièrement, et dès lors, dans

l'aveuglement d'une passion inconsciente et brute, il oublie tout, son pays, son honneur et sa femme. Il ne sait plus qui il est. Il sait qu'il souffre dans ses entrailles et, affolé, furieux et violent il se taille un chemin de délivrance à travers les forêts, les géants, les murailles et les bêtes. Son sentiment est d'ordre tout rudimentaire et sauvage : c'est celui d'Hercule pour Omphale, de Kloten pour Imogène, de la force lourde pour l'intelligence fine et belle. Et quand, à force de courage physique, il a enfin rejoint l'être insaisissable et délicieux qui lui a coûté tant de peine, croyez-vous qu'il l'emporte dans ses bras puissants? Non point. Roland, au contraire, se sent singulièrement embarrassé. Maintenant qu'il a accompli tout ce dont il était capable, il ne sait plus quoi dire, ni quoi faire. Il n'a pas appris les paroles et les artifices qu'on emploie en semblable occasion. Il n'ose toucher de ses doigts que les armes ont rendu calleux l'objet frêle qu'il adore. Il croit tout ce qu'on lui raconte. Il accomplit tout ce qu'on exige. Il se laisse flouer, berner et évincer de la meilleure bonne foi. Et Turpin dit bien, qui l'appelle « un babouin. »

Et à côté de lui est Angélique, la divine enfant de Galafron, l'éternel féminin d'Italie, « étoile matinale, lis de jardin, rose de verger, » Angélique qui ne veut que d'un blond. Elle a bu à la fontaine qui donne l'amour, et, voyant Renaud étendu dans les fleurs, elle effeuille sur le front de l'endormi des pétales d'aubépine rose. Mais Renaud, qui a bu à la fontaine qui ôte l'amour, se réveille sous la jonchée odorante et s'enfuit. Roland courant après Angélique qui se sauve, Angélique poursuivant Renaud qui l'évite, Renaud allant seul son chemin à sa destinée, c'est tout le poème. On dirait

pour l'intrigue une de ces jolies comédies de salon du siècle dernier. Seulement, au lieu d'expliquer la naissance et le développement de la passion par les jeux naturels de l'amour ou du hasard, il a recours aux incantations. Et, au lieu de restreindre sa scène à une feuille de parquet, il se déroule dans le monde infini.

Settembrini prétend qu'Angélique est l'Orient. Et Malagigi a lu dans son livre qu'elle est magicienne. Peut-être. Mais elle connaît bien plus que la vertu des herbes, puisqu'elle connaît la séduction de son sourire; et elle a bien mieux qu'un anneau magique qui déjoue les sorts et rend invisible, puisqu'elle a sa beauté. Et elle est plus ample enfin, plus diverse et plus infinie que cet Orient insaisissable, qui exerçait sa fascination étrange à travers la mer et luisait au loin comme un mirage : elle est femme.

Elle est la femme nouvelle, telle que la Renaissance l'a dégagée de ses voiles épais et de ses disciplines austères, non plus la matrone rigide et non plus la dame idéale, ni Griselidis, la bête de somme patiente, ni Béatrice, l'échelle platonicienne de Dieu.

On sent que Boiardo l'a cueillie dans la vie. Il a souffert jusqu'au martyre de ses simulations et de ses fraudes. Il a entendu sa voix suave qui « rend heureuse chaque triste pensée, » et il en a maudit ses oreilles à jamais. « Ah ! qu'elles soient toutes deux closes et maudites, les oreilles qui ouïrent tes paroles, et mon simple vouloir qui les crut ! » Il a appris à ses dépens « qu'à peine un jour entier chez femme dure. » Et de sa douloureuse expérience il a fait Angélique.

Aussi bien, Angélique est jeune non seulement de son âge, mais de son époque. Elle emporte avec elle toute la fraicheur et toute la nouveauté d'une créature

qui vient de naître à la littérature et à la vie. Elle n'a point servi encore. Et elle se conduit avec l'impertinence de sa récente émancipation.

Dès qu'elle se montre, elle domine, subjugue, enchante : pourtant si frêle, si délicatement fragile au milieu de ces hommes lourds, bardés de fer, dont les poings s'abattent comme des masses. C'est qu'avec sa divine faiblesse, elle est plus puissante que leurs dagues affilées et leurs écus d'émail, l'adorable enchanteresse aux cheveux de lumière, qui galope parmi la forêt merveilleuse, apparaît, disparaît, promet, ensorcelle et passe. Elle prend une éclatante revanche du rôle effacé auquel on la réduisit trop longtemps. A son tour, elle commande aux hommes qui la confinèrent tant d'années aux viles besognes de la maison et du foyer. Elle les traîne à son char de victoire. Elle se montre envers eux sans scrupule et sans remords. Elle fait servir toutes leurs forces à la réalisation charmante de son caprice. Roland n'est qu'une pâte grossière entre ses doigts de rose. Sphinx et sirène, feuille au vent, illusion, déception et mensonge.

On la haïrait si l'on ne tombait à ses genoux. On la haïrait surtout si elle n'aimait à son tour. Car les tortures qu'elle inflige, elle les ressent elle-même. Elle souffre pour le moins autant qu'elle fait souffrir. Elle se consume pour Renaud, qui la brutalise et la dédaigne. « Fut-il jamais donzelle plus malheureuse sous la lune ? » pleure-t-elle quelque part. Et cet amour, aux yeux de Boiardo comme aux nôtres, la justifie et la rachète. Il la rend humaine, la rapproche des hommes qui sont ses frères en douleur et en passion. Elle n'est point un monstre d'hypocrisie comme Origille. Elle est une victime, elle aussi, de la loi fatale de l'amour.

L'*Orlando innamorato* rencontra dès son apparition une grande sympathie.

Il était fait pour divertir les uns et les autres, et surtout pour réjouir les banquets magnifiques. Entre les calices d'or de la vaisselle somptueuse, la cohue des vêtements de soie et de brocart, les mélodies des musiciens de la tribune, on aimait en savourer un épisode récité d'une voix lente et chanteuse. Ces hommes diserts et courtois, artistes de sang, amoureux de race, mais qui, encore, se souvenaient d'avoir été barbares et rudes champions, se reconnaissaient dans ces aventures jolies et ces duels merveilleux, écrits par un des leurs et pour eux. Sans doute qu'ils souriaient déjà à fleur de lèvre des rodomontades. En dépit d'eux-mêmes ils étaient secrètement gagnés.

Depuis lors, quatre siècles ont passé. Ce sourire a été s'accentuant avec l'âge. Nous n'avons plus l'âme assez grosse pour nous laisser surprendre au détail minutieux de ces gourmades et de ces bottes de chevaliers errants. Des créatures plus complexes qu'Angélique ont retenu notre curiosité. Notre goût, devenu plus exigeant, s'est compliqué et raffiné. Et pourtant, il est impossible, après tant d'années, de rester insensible au charme de ce vieux livre, qui est le témoignage de la vie la plus débordante, de l'imagination la plus copieuse, de l'art le plus naturel.

Il n'est point parfait, sans doute. L'Arioste viendra au monde pour le parachever et l'accomplir. Boiardo n'avait pour lui donner la dernière polissure aucun modèle devant les yeux comme le canzoniere de Pétrarque pour ses rimes. Il inaugure un domaine nouveau. Il marche sur un terrain vierge. Aussi son poème

n'est-il point une fleur poussée dans la serre chaude de la Renaissance. C'est une fleur de haie, une fleur sauvage qui gagne en franchise et en fraîcheur ce qu'elle perd en délicatesse et en rareté. Son parfum est vif et savoureux comme celui d'une églantine. L'églantine a son prix même auprès de la rose.

Boiardo s'y révèle un artiste dru et sain. Si sa langue parfois le trahit, son goût est toujours d'une sûreté incomparable. Il se l'est formé et fourbi au contact des antiques, et il apporte à l'énormité du moyen âge je ne sais quelle tempérance de juste mesure, d'intérieure harmonie, d'exquise légèreté. D'un bout à l'autre de son poème, il règne une lumière claire de beau soleil et de bonne santé. Un esprit limpide s'y joue et s'y mire à chaque page. Cela jaillit comme de source, avec abondance et bonheur. Et cela repose tellement!

Puisant de droite, de gauche, dans la légende carlovingienne, dans l'épopée bretonne, dans l'antiquité grecque et latine, il n'a point fait œuvre baroque et composite. Ces éléments de toute provenance ne jurent point d'être ensemble, mais se marient et se fondent en un métal de Corinthe précieux et brillant. Il ne s'agit point d'un vieux monde poétique, sorti exprès du magasin des accessoires et rafraîchi pour le besoin, mais d'un monde nouveau, jeune, alerte, ailé, qui chatoie au soleil et veut courir. Boiardo est poète dans le sens antique. C'est-à-dire qu'avec de vieux matériaux, il crée. Ce peuple si riche et si divers qui sortit tout armé de sa cervelle courtoise en sortit vivant. C'est pourquoi, après quatre siècles écoulés, il n'est point mort.

IV

Et pourtant, à la réflexion, quel écart essentiel entre ces imaginations légères, effleurant l'âme de leur sillon charmant, et la tristesse des circonstances qui les virent éclore !

Le moment était solennel. L'Italie, qui avait brillé comme un phare de beauté sur la vieille Europe, était pour mourir. Charles VIII arrivait avec ses bombardes. Et, après Charles VIII, ce sera Louis XII, François Ier, Charles-Quint. Après Charles-Quint, ce sera le lourd sommeil de la mort.

Ces Italiens ne s'en doutaient pas ou ne voulaient pas s'en douter. Ils détournaient les yeux de la réalité noire pour les ouvrir au monde enchanté de la poésie et du rêve. Ils fermaient l'oreille aux craquements de sinistre augure pour mieux écouter la suite brillante et étincelante des octaves rimées. Et l'aberration était telle que l'homme le plus droit et le meilleur, Matteo-Maria Boiardo, la partagea. Il ne rendit que l'illusion dorée de son époque.

Le réveil fut amer. Les Français passaient par Reggio et son gouverneur dut les recevoir. Il se montre d'abord plein d'admiration pour leurs chevaux, pour leurs armes, pour leur valeur extrême. Il use envers eux de toutes sortes de manières courtoises et de paroles gracieuses. Mais, quand le noble gentilhomme aperçoit un de leurs officiers, droit en selle, se faire apporter un chapon et le dévorer vivant, il commence à comprendre. « Ces Français sont déplorables, malhonnêtes et mal réglés, » écrit-il tristement à son duc.

Et, enfin, quand l'Italie est mise à sac et à sang, que

les visées du roi chrétien deviennent manifestes, que les provinces du doux pays sont transformées en un vaste campement de soudards et de reîtres, la plume dorée tombe des mains du vieux poète. C'en est fini du monde charmant de courtoisie, de fantaisie et d'amour. Adieu Roland, adieu Angélique, adieu à jamais, ô beau rêve !

Pendant que je chante, ô Dieu rédempteur,
Je vois l'Italie toute à flamme et à feu
Pour ces Gaulois qui, de grande valeur,
Viennent ruiner je ne sais pas quel lieu....

Ces vers furent les derniers de sa vie, et le poème demeura coupé au milieu. Dès lors, Boiardo appartient à la tristesse des événements. Il saigne avec sa malheureuse patrie. Il est frappé au profond du cœur avec elle. Il ne peut continuer dans cette réalité brutale et grossière, et il meurt le 19 décembre 1494. Si sa vie fut celle d'un poète, sa mort fut celle d'un citoyen.

V

Juste quatre siècle après, par une matinée radieuse d'hiver italien, il faisait bon, là-haut, à Scandiano, se retremper dans ce passé et dans cet exemple.

Encore aujourd'hui, l'heure est triste.

PHILIPPE MONNIER.

A TRAVERS LES VILLES

DU NOUVEAU MONDE

Nous ferons abstraction dans cette étude de la circulation et des moyens dont elle dispose, ainsi que de l'architecture des bâtiments de toute sorte, pour ne prendre qu'un côté du vaste sujet contenu dans notre titre. Nous envisagerons les villes comme pourrait le faire un voyageur qui débarque et qui cherche à se rendre compte de leur tracé, de leur disposition générale.

Les premières villes d'Amérique ne différaient pas sensiblement de celles d'Europe. Les rues en étaient étroites, elles poussaient plus ou moins à l'aventure, sans se rattacher à un plan systématique apparent. Le seul point où elles innovassent quelque peu, c'était dans l'établissement d'une promenade publique, *common* (commun) ou *green* (pelouse), ménagée dans une position centrale et assez spacieuse.

Les noyaux primitifs des villes américaines sont faciles à discerner partout, à New-York, à Boston et ailleurs, tant ils jurent, par leur manque d'ordonnance, avec la partie plus récente de ces mêmes agglomérations.

D'assez bonne heure, en effet, grâce au sens pratique inhérent à la race anglo-saxonne, on comprit qu'il y avait mieux à faire, et qu'il était d'une souveraine importance d'appliquer au tracé des rues et à leur groupement les principes que peuvent suggérer la réflexion et l'expérience.

On est arrivé ainsi à donner aux grandes cités la disposition en échiquier. Les rues se coupent d'équerre, et, par leur croisement, donnent lieu à une infinité de *squares* ou *blocks*. *Block* (bloc) est le terme employé sur le littoral de l'Atlantique, dans la portion du territoire américain le plus anciennement colonisée ; *square* (carré) l'expression courante dans l'Ouest. Mais, que nous disions blocks ou squares, nous devons nous représenter les îlots en question comme des rectangles bien plutôt que comme des carrés proprement dits.

Nous avons eu l'occasion de voir quelquefois, notamment dans des quartiers de construction récente, à Boston, des îlots offrant sur leur pourtour de larges brèches verticales. C'est un moyen excellent pour renouveler l'air, car, dans les espaces fermés, où les végétaux languissent et s'étiolent, l'homme ne trouve pas son compte. Toutefois, dans la grande majorité des cas, les maisons sont peu élevées, ce qui atténue les inconvénients de l'enceinte hermétiquement close. Le terrain compris entre les quatre côtés du parallélogramme est subdivisé en parcelles rattachées aux différentes maisons et utilisées de diverses manières, comme dépendances pour certains usages domestiques, tels qu'étendage du linge ou entrepôt, ou encore comme jardinets.

Ces remarques ne concernent, il est vrai, que les quartiers dits « à résidences, » en d'autres termes où l'on habite. Aux Etats-Unis, les affaires ont leur siège

distinct; le centre en est d'ordinaire dans la partie la plus ancienne, construite en maisons très hautes, et où les vides intérieurs des îlots n'apparaissent presque plus, ainsi que dans les grandes artères appelées avenues, sur lesquelles nous reviendrons. Tout le reste des maisons est logement et présente une superficie considérable. Il est rare que le commerce et l'industrie pénètrent dans ces milieux tranquilles, réservés à la vie domestique. Quant aux fabriques, si elles n'ont pas élu domicile dans le quartier des affaires ou sur les avenues, elles sont d'ordinaire reléguées à l'écart, dans la banlieue.

Tout le monde sait l'importance d'une bonne orientation au point de vue de l'hygiène publique. Nous avons remarqué que la direction ordinaire pour les lignes de l'échiquier est celle du méridien, avec croisement perpendiculaire. Or, cette orientation est reconnue la meilleure. Y a-t-il des stipulations précises à ce sujet? c'est un point que nous n'avons pas réussi à élucider à notre entière satisfaction, mais le fait nous a souvent frappé, et il est même assez général pour que, dans nombre de localités, l'usage se soit introduit de fournir les indications topographiques en partant de la rose des vents. Vous demandez votre chemin pour atteindre un point nommé ; on vous répond, par exemple, au lieu de troisième rue à droite, quatrième à gauche : troisième rue est, quatrième rue nord ! Nous nous rappelons notre étonnement à Chicago, à l'ouïe de ces façons de parler absolument usuelles, mais, dans nombre d'autres lieux, les habitudes sont les mêmes. Bien des fois nous avons vu la boussole suspendue à la chaîne de montre, ou renfermée dans une boîte, mise à contribution par les personnes hésitant sur leur itinéraire.

Les rues des villes américaines ont une largeur considérable ; combien leurs sœurs d'Europe semblent mesquines, resserrées, étriquées, à qui revient d'un séjour dans le nouveau monde ! Il faut toujours, il va de soi, faire exception pour les portions des tracés urbains qui remontent à un temps déjà reculé. Simple façon de parler, d'ailleurs, puisqu'à l'époque où Henri IV expirait sous le poignard de Ravaillac l'émigration aux pays d'outre-mer, qui a donné naissance aux Etats-Unis actuels, n'avait pas commencé. Parmi ces rues qui courent parallèlement les unes aux autres, il en est quelques-unes, de distance en distance, qui se signalent par une largeur plus grande encore et dans lesquelles on trouve plus d'animation, avec, quelquefois, des tramways ou des chemins de fer aériens. Des rangées d'arbres des deux côtés y sont l'ordinaire, mais cet honneur n'appartient pas seulement à ces larges artères, que nous appellerons tout de suite par leur nom d'avenues, prononcé à l'anglaise (*aveniou*). A New-York, il en existe une douzaine, dont quelques-unes chevauchent plus ou moins sur une grande voie centrale très fréquentée, qui fut une fois la rue la plus spacieuse et qui s'appelle encore la grande rue, *Broadway*, bien qu'elle ait cessé de tenir le premier rang. On sait, en effet, que presque partout les « grandes rues » sont des voies qui furent grandes à l'origine, mais qui, depuis lors, se sont laissé distancer. On n'a pas en Amérique la mauvaise habitude de nos pays de distinguer rues ou avenues en un grand nombre de petits tronçons qui reçoivent des noms différents. A Chicago, nous en avons trouvé qui se prolongeaient sur une distance de trente à quarante kilomètres toujours sous le même vocable. A Saint-Louis, même phénomène, quoique en

plus petit. A Boston, c'est un voyage que d'aller d'un bout à l'autre de Washington Street. New-York n'a pas fini d'allonger les rues et avenues qui se prolongent dans toutes les directions où il reste encore des terrains libres.

Peut-être, en Europe, une même rue ou un même boulevard sont-ils divisés, au point de vue de la nomenclature, en tronçons portant des noms divers par la crainte où l'on a été de voir les numéros des maisons atteindre des chiffres trop invraisemblables, au milieu desquels il serait difficile de se reconnaître. En Amérique, cela n'effraie pas : on y voit même un avantage. Il est de règle qu'à chaque square les numéros reprennent en montant d'une centaine. Tant pis si la centaine précédente est loin d'être épuisée. Avec ce procédé, le numéro d'une maison indique sa position exacte, l'éloignement où elle se trouve.

Une opinion assez généralement reçue est que la manière américaine de placer les maisons sur des lignes tirées en quelque sorte au cordeau doit donner aux villes un cachet monotone et prosaïque. Ce qui pourrait causer une impression de ce genre, ce serait plutôt, dans les grandes cités, le caractère uniforme des maisons d'habitation dans les rues dites à résidences, de beaucoup les plus nombreuses ; car, en soi, une rue droite et large n'a rien que d'heureux. Il est étrange d'entendre professer cette admiration pour les rues tortueuses et pleines d'imprévu des villes d'Europe, alors que, dans ces mêmes villes, on se fait un devoir, au moment surtout où des démolitions se présentent, de redresser les alignements, même aux prix de sacrifices assez amers, car les dépenses ainsi faites auraient pu être évitées si on s'y fût pris à temps.

En tout cas, ces rues droites comme un I offrent bien des avantages pratiques. La marche des véhicules y est facilitée et, pour le passant, c'est quelque chose de savoir toujours où il se trouve et quel chemin il lui reste à parcourir. Rien ne lui est plus facile que de se renseigner à cet égard. Il n'a pour cela qu'à ouvrir les yeux. Les rues, au lieu de porter des appellations tirées de la géographie ou de l'histoire, ou les noms de personnages locaux plus ou moins connus (on sait quel encombrement ce fatras indigeste cause à la mémoire !) sont tout simplement pourvues d'un numéro d'ordre : rue 1, 25, 100. Il suffit ainsi de défalquer le numéro de la rue où l'on se trouve de celui de la rue où l'on se rend, pour savoir exactement la distance à franchir. Et, étant donné la régularité géométrique des îlots de maisons, *squares* ou *blocks*, cette distance peut se calculer à quelques *yards* ou mètres près.

Les rues des noyaux primitifs non rectilignes portent, en général, les désignations diverses auxquelles nous sommes habitués chez nous : on a commencé ainsi et l'on n'a pas voulu dans la suite les débaptiser. Les noms ou numéros des rues sont marqués aux regards de diverses manières, selon les villes ou les quartiers. Parfois ils ont fixés au mur à l'angle des maisons qui font tête de ligne; d'autres fois, ils figurent sur un poteau à tige de fer fiché dans la chaussée ; ou encore ils sont peints soit aux poteaux télégraphiques, soit aux réverbères.

Il n'y a que quelques années, l'inscription sur les réverbères était très en cours. C'était là une disposition fort commode. En passant en tramway ou en omnibus, de jour ou de nuit, on pouvait, sans se déranger, savoir où l'on était. Mais une révolution s'est produite dans

l'éclairage des villes. Le gaz se retire devant l'électricité, et les réverbères détrônés ont plus ou moins, à l'heure actuelle, l'air archaïque et ennuyé des vieilles pataches supplantées par les chemins de fer. Leur règne est fini, et l'on peut se demander combien de temps encore on les laissera debout.

Parfois les avenues intersectant les rues numérotées sont désignées, au lieu de chiffres, par les lettres de l'alphabet. A Washington, notamment, l'emploi des lettres nous a paru tenir une place considérable dans la nomenclature urbaine. Du reste, cette ville d'apparition tardive, qui a surgi sur un site où elle avait le champ libre, a été dessinée avec un art consommé. Il n'en est pas au monde où il soit plus facile de se reconnaître.

Les trottoirs sont larges aux Etats-Unis, le plus souvent construits en grandes dalles que l'on n'a pas un souci excessif de rapprocher les unes des autres : les solutions de continuité, aggravées encore par des différences de niveau, n'y sont rien moins que rares. Les poteaux de télégraphe et de téléphone, soutenant un immense réseau de fils, donnent à certaines voies publiques un aspect très industriel. Les boutiques sont centralisées dans le quartier des affaires, ainsi que le long des avenues ; les rues à résidences n'en comportent guère. Elles prennent les allures les plus diverses, les plus indépendantes ; elles empiètent volontiers sur la voie publique, se prolongent fréquemment à travers le trottoir tout entier en une sorte de couvert grossièrement construit servant soit à protéger le local contre le soleil, soit à faciliter l'étalage des marchandises. Cet agencement ne vise pas à l'élégance, mais il a son côté pittoresque.

Cependant, il n'y a pas que des villes géantes aux Etats-Unis, bien qu'elles y soient nombreuses et que quelques-unes atteignent déjà des proportions effrayantes, témoin Chicago, dont il n'y a, il est vrai, qu'une partie de construite, et qui présente douze fois la superficie de Paris, la grand'ville. Heureusement pour l'Amérique, les villes plus modestes et de toute grandeur n'y manquent pas ; mais ce qu'on aurait de la peine à découvrir dans la grande démocratie transatlantique, ce sont des villages au sens que nous donnons à ce mot. Des maisons élevées plus ou moins au petit bonheur, parfois les unes sur les autres, des rues courbes réduites souvent à l'état de gaines, mal dressées et sales, bordées de fumiers étalés à droite ou à gauche: il n'y a rien de semblable de l'autre côté de l'océan. Dès qu'une localité surgit, on voit des maisons s'aligner sur des rues géométriquement croisées. Voilà les villages. Ils n'ont qu'à grandir pour devenir des villes bien ordonnées et n'ayant rien de provincial dans leur structure générale. Nous nous rappelons une de ces localités, du nom de Geneva, dans l'état de New-York, préférant malgré ses 10 000 habitants environ, rester officiellement un village, au lieu de se parer du titre de *town*, ville, ce qui lui serait pourtant facile. On ne s'élève dans l'échelle des grandeurs humaines qu'en augmentant ses dépenses, et les sages Genevois, cousins très éloignés de ceux des bords du Léman, trouvent leur cote de contributions déjà suffisante.

Dans quelques-unes de ces localités de rang inférieur, voire même dans des villages, nous avons rencontré une particularité fort étrange. Le terrain y étant moins cher

que dans les métropoles, certains provinciaux ayant fait leur éducation sur quelque autre point de la planète auraient presque infailliblement raisonné comme suit : « Le terrain est à bas prix chez nous ; nous allons en profiter pour ouvrir des rues très étroites ; ne nous montons pas la tète, restons modestes. »

O folie ! Les compatriotes de Washington font volontiers le raisonnement inverse : nous sommes petite ville, il est vrai, eh bien, profitons de ce que le terrain est à des prix abordables pour établir de belles rues ; pourquoi pas même le luxe d'une ou deux avenues, plantées de ces beaux ormeaux, l'une des gloires de toute l'ancienne Amérique, ou d'arbres d'autres essences ? C'est ainsi qu'à Geneva nous avons admiré, sur la croupe d'une petite colline, une magnifique chaussée avec des arbres et un ruban de gazon sur les deux bords; puis les trottoirs et les maisons. Nous n'avons jamais vu de plus superbe boulevard.

Dans les localités que nous désignerons comme villes de province, les maisons sont en général séparées, tenant plutôt de la villa, mais toujours régulièrement alignées. Il n'est point rare, surtout dans l'Ouest, qu'en pénétrant au-delà de la maison d'habitation on découvre, séparé d'elle par un espace sablé, un petit édifice, en harmonie de style avec elle. C'est l'écurie. Derrière l'écurie se dresse fréquemment un grand mur faisant séparation avec la propriété voisine. Ceci, toutefois, ne concerne guère les cités populeuses dans lesquelles, par la force des choses, les maisons finissent par se toucher et où l'intérieur de l'îlot est utilisé d'autre manière.

Dans les grandes villes, toute la portion moderne est construite, avons-nous dit, sur un plan absolument scientifique et régulier. Mais, pour arriver à ce résultat,

il faut prendre des précautions et, sur la périphérie, empêcher la création de quartiers qui ne rentreraient pas dans les conditions posées et qu'on devrait ensuite, ou admettre tels quels, ou faire rentrer au prix d'énormes sacrifices dans les cadres reçus.

A l'inverse de la pratique suivie dans l'ancien monde, en Amérique, les autorités compétentes ont soin de faire tracer les rues avant de laisser s'élever les maisons. Elles commencent toujours par adopter un plan d'extension, et c'est ainsi que l'on peut voir les terrains vagues qui règnent à leurs abords présenter des rues ouvertes, pourvues déjà de leur numéro d'ordre, mais où l'on n'a pas encore commencé à bâtir.

C'est là un spectacle très curieux et, pour le contempler dans toute son originalité, il faut aller à Chicago. L'immense métropole appelée à devenir l'une des reines du monde ne comptait, en l'année 1893, qu'un million cinq cent mille âmes, ce qui n'empêchait pas qu'elle présentât la superficie que nous avons dite. De nombreux chemins de fer et tramways traversaient des espaces immenses, sur lesquels ne se trouvait encore que le tracé des rues futures. De temps à autre, sur des points particulièrement favorisés, on voyait apparaître, comme des sentinelles, quelques constructions impatientes de sortir de leur solitude : parfois de superbes maisons, solides, en pierres ou en fer, d'autres fois des cottages fort légers et peu coûteux. Ailleurs, c'était déjà comme de petits villages, ou même des embryons de villes, tels que Pullman City, où se trouvent les célèbres fabriques de wagons Pullman, ou encore les Stock Yards, les grandes manufactures de conserves de viande Armour, Swift, etc., qui envoient leurs boîtes jusqu'en Europe, et qu'entoure un quartier assez consi-

dérable où réside le personnel de ces immenses exploitations. Les constructions isolées ou groupées que nous avons vues surgir ainsi dans le désert où viendra s'asseoir le futur Chicago n'obéissaient point à ce que l'on s'est avisé d'appeler, par une curieuse figure de langage, les lois du hasard. Tout cela venait se placer dans l'alignement, de façon que, lorsque les intervalles seront remplis, ces différents morceaux se raccorderont sans bavure avec le reste de la ville. Les frais occasionnés par l'établissement des rues nouvelles et les travaux nécessaires pour en rendre l'accès possible sont couverts au moyen de taxes sur les terrains encore inoccupés et dont la spéculation s'est déjà emparée.

Mais ce ne sont pas seulement les cités appelées à de grandes destinées et qui croient à leur étoile que nous voyons s'accorder le luxe si intelligent d'un plan d'extension : les localités les plus modestes en font autant dès que la prudence le leur commande. Au surplus, en prolongeant sur tout leur pourtour l'échiquier que nous connaissons, les agglomérations américaines, quelles qu'elles soient, donnent une plus-value sensible aux terrains et accroissent par conséquent la fortune publique, ce qui est un encouragement pour elles à s'occuper un peu de l'avenir.

D'une façon générale, la chaussée dans les cités américaines de quelque importance est bien tenue ; le pavé de bois et le macadam s'y rencontrent fréquemment. L'arrosage se pratique au moyen d'un tonneau : le cocher n'a qu'une barre à tirer, de son siège, pour ouvrir, à l'arrière de son véhicule, la grille horizontale qui asperge la chaussée. A chaque coin de rue se trouvent des tuyaux hydrauliques auxquels se vissent, en cas

de sinistres, les boyaux des pompes à incendie; on y prend l'eau d'arrosage de la même manière.

En hiver, on ne pratique pas généralement l'enlèvement des neiges. On se borne le plus souvent à dégager le trottoir devant chaque maison. Il faut se rappeler qu'en Amérique la neige tombe souvent en paquets formidables : ce serait donc un gros travail, et fort coûteux, que de procéder chaque fois à un déblaiement complet. Cependant, les compagnies de tramways ont un intérêt très direct à dégager leurs lignes, afin de n'être pas dans la fâcheuse nécessité d'interrompre le service ; elles emploient à cet effet des chasse-neige roulant sur les rails comme d'autres voitures, et si bien armés de pelles, racloirs et balais, qu'ils font leur œuvre d'une manière aussi expéditive que consciencieuse.

Nous ne saurions affirmer pourtant que le service de la voirie ne laisse rien à désirer. Il y a parfois des immondices ou des obstacles à la circulation qui séjournent sans raison, même en des lieux assez fréquentés. Nous nous rappelons avoir aperçu, à notre entière stupéfaction, des cadavres de chevaux qui avaient été abandonnés à l'endroit où ils étaient tombés et qu'on laissait plusieurs heures sur la chaussée avant de les faire disparaître ; la dernière fois, c'était à Brooklyn, par un dimanche d'été caniculaire : qu'est-ce qu'on attend pour procéder à l'enlèvement d'objets si lugubres ? c'est ce qu'on n'a pas pu nous dire. A Boston, à l'inverse, nous avons constaté un souci de la propreté poussé singulièrement loin : des caisses sont placées au bord des trottoirs pour recevoir les débris de papier ou de chiffons; il n'y a pas d'erreur possible, car un avis indique leur destination.

Au pays d'Edison, il n'y a pas lieu de s'étonner si

l'électricité est d'un emploi étendu et courant. Nous l'avons vue servir de moteur aux tramways. Elle est généralement mise en réquisition pour l'éclairage de la voie publique. Nous connaissions ces diverses applications qui ont traversé l'Atlantique, mais ce que nous n'avions jamais rencontré, c'est le système de lampe dont s'est dotée la ville de Détroit, dans l'état de Michigan, une ancienne station française, — ce qui explique son nom, — située près du lac Erié, au bord d'une rivière qui sert de chaînon entre les grands lacs du nord-est et sur laquelle se fait une navigation énorme. La ville présente une disposition de rues que l'on pourrait comparer à des roues juxtaposées, dont les rayons aboutissent à des points centraux. Sur ces carrefours ont été dressées des lampes colossales qui jettent une gerbe de feu à la hauteur de plus de cinquante mètres. Elles reposent sur une sorte de tour Eiffel, consistant en quelques tiges de fer assemblées, et, quand on se promène le soir dans la ville, on aperçoit de distance en distance ces brillantes constellations.

Il va de soi que les tramways, ainsi que les wagons de chemins de fer, sont aussi éclairés à l'électricité ; de même, à peu près, croyons-nous, tout ce qui s'appelle boutiques, hôtels, restaurants, salles de lecture, de conférences ou de concerts, et les églises.

Les parcs ou jardins publics sont l'objet d'une sollicitude spéciale dans les grandes cités américaines, qui font pour leur développement des sacrifices prodigieux. Le Parc Central de New-York, la corruption des officiers municipaux aidant, représente un chiffre de millions invraisemblable. Il y a quelques années, il se trouvait, comme son nom l'indique, au centre de la cité future, mais tout à l'extrémité de la ville existante ; à l'heure ac-

tuelle, le mouvement de construction va déjà bien au delà. Il renferme un jardin zoologique, de nombreuses statues des hommes dont l'Amérique désire garder le souvenir, ou de simples notabilités du lieu ; un obélisque égyptien, frère de celui de Louqsor, à Paris ; des pièces d'eau, des ponts, des cascades et des bosquets en abondance. Le parc de Fairmount, situé en dehors de la ville de Philadelphie, et où l'on a transporté la première maison de la ville, construite pour son usage par le noble fondateur de la cité, Guillaume Penn, a une étendue immense. Cincinnati peut être justement fière de son parc d'Eden, d'idyllique et tragique réminiscence. A Chicago, à part plusieurs parcs qui n'ont guère pour eux que leur étendue considérable, nous en avons visité un possédant de superbes spécimens fort bien installés de la faune et de la flore des Etats-Unis.

On trouve aussi, à l'intérieur des grandes cités, des places publiques de moindre importance, quelquefois plantées d'arbres, d'autres fois plus ou moins nues, mais en somme elles sont rares. A vrai dire, on en a moins besoin qu'en Europe, à cause de la largeur des rues et des avenues, dont plusieurs, avec leurs belles rangées d'arbres, ressemblent à des allées de parcs.

Ce qui est rare aussi à l'intérieur des villes, ce sont les monuments : statues, figures allégoriques, et autres œuvres artistiques. Tout cela est réservé d'ordinaire pour les parcs ou le voisinage des grands édifices publics : hôtels de ville ou hôtels des postes.

Plus rares encore que les monuments sont les fontaines. Nous nous souvenons d'en avoir vu... deux : l'une, des plus modestes, à Chicago, l'autre en pyramide, à Cincinnati, mais cette dernière, dans une ville très germanisée, était l'œuvre d'un artiste allemand et avait été

coulée à Munich. Un Américain voyageant en Europe pourrait-il se remémorer toutes les créations de ce genre qu'il aurait vues sur les voies publiques, et les compter sur les doigts ?

Les villes encore dans l'enfance et les villages ne faisant que d'apparaître présentent la même absence d'eau coulante que les endroits plus considérables. De l'eau dans la rue, nous a-t-on dit, mais pourquoi ? Il y en a partout dans les maisons.

Nous avouons n'avoir été qu'à moitié convaincu, car les fontaines sont un des ornements qui font le plus pour l'agrément d'une localité quelconque.

Les *commons* ou *greens*, avons-nous dit, sont de tradition dans les vieilles villes d'Amérique. Les premiers colons y tenaient, et leurs descendants ne les ont pas désavoués ; ils sont même allés beaucoup plus loin qu'eux en faisant beaucoup plus grand, et ont abouti à ces parcs splendides dont nous avons parlé. Nous avons vu notamment à Boston, à Providence et à New-Haven les jardins publics créés par les anciens colons ; ce sont des pelouses toutes garnies d'arbres d'ornement, des ormeaux pour la plupart, rangés en quinconce. En automne, les feuilles de ces arbres se colorent et l'effet est d'une douceur incomparable.

Les grandes villes exceptées, les routes laissent beaucoup à désirer chez le premier peuple du nouveau monde. Nous avons entendu nombre de propriétaires de voitures ou d'amateurs de cyclisme s'en plaindre. Le fait est que beaucoup d'entre elles ont été tout uniment tracées, mais qu'on n'a jamais songé à les ferrer, à y ménager l'écoulement des eaux et que, lorsqu'on y circule en voiture, on fait souvent des ressauts formidables. Pourquoi ce laisser-aller et comment des gens

si pratiques que les Américains s'y résignent-ils ? Une bonne voirie offre sans doute des difficultés très sérieuses : les routes ont un grand développement; elles traversent souvent des régions immenses et peu peuplées, où l'entretien serait onéreux. Il y a de plus le fait que le chemin de fer tend souvent à supprimer la circulation sur routes. Nous manquons de pratique, avons-nous aussi entendu dire à des Américains. Toujours est-il que les nombreuses personnes qui, aux Etats-Unis, connaissent l'Europe et l'ont quelque peu étudiée au point de vue de la viabilité, nous envient fort. On célèbre en particulier les routes de France comme une merveille, peu susceptible malheureusement d'exportation. Cependant l'excès du mal pourra amener le remède; nous avons pu suivre, dans les derniers journaux d'Amérique, les symptômes d'un mouvement d'opinion sur cette question, qui a son intérêt.

Mais, puisque nous sommes en train de circuler sur les routes d'Amérique, savez-vous ce que nous pouvons faire ? Oh ! une chose qui sous d'autres latitudes paraîtrait insensée et relèverait presque du code pénal. Et quoi donc ? Nous pouvons, sur la foi de notre bonne mine, à pied, à cheval ou en voiture, aller donner un coup d'œil à quelques campagnes, voir comment M. X ou Mme Y se sont installés chez eux, s'ils ont arrangé leurs corbeilles de fleurs avec goût, si leurs massifs d'arbres poussent, et si leur habitation neuve ou restaurée est d'un joli effet. Vous pénétrez : le propriétaire, qui vous a peut-être aperçu, ne s'offusque nullement de votre intention. Tout au contraire, il en est honoré, car vous lui montrez un intérêt sympathique. D'ailleurs, ce que vous faites chez lui, il l'a fait souvent

chez autrui, et le trouve tout naturel. Si vous êtes assez en connaissance avec le maître de céans, vous vous avancez jusqu'à son cottage pour le saluer en passant et lui dire un mot aimable ; il n'est pas impossible qu'en vous congédiant il mette sur vos genoux, si vous êtes en voiture, un petit panier de fruits récoltés sur sa terre, et que vous apprécierez à leur juste valeur. Que si vous préférez rester à une distance respectueuse, vous n'avez qu'à continuer votre promenade à votre convenance. Ne craignez pas. Aucun gardien ne vous demandera qui vous êtes ou ce que vous voulez. Vous êtes absolument sur le terrain du droit commun... américain.

C'est ici le lieu et l'occasion de signaler un autre trait de mœurs non moins intéressant et démocratique. Nos lecteurs européens aiment-ils à se promener aux abords de la ville qu'ils habitent ou dans le voisinage de leur villa, s'ils ont le bonheur de vivre en dehors de la fourmilière? Ils conviendront sans peine, pensons-nous, que la jouissance de ces petites excursions pédestres est singulièrement empoisonnée, dans la plupart de nos pays de civilisation européenne, par l'horrible habitude qu'ont les propriétaires d'immeubles d'élever devant leurs demeures des murs dignes des anciens châteaux-forts, mais très peu fraternels pour d'innocents rêveurs, en quête seulement de bon air et de pittoresque. On croirait entendre ce discours : « Vous croyez que je vais vous permettre de plonger jusqu'ici des regards indiscrets, de compter les arbustes de mon jardin, de reluquer mes ombrages, de sentir mes fleurs, de saluer en passant la clématite et la glycine qui marient leurs longues chaînes de verdure autour de mes fenêtres? Erreur profonde! Je suis chez moi. Restez chez vous, c'est-à-dire dans la rue, avec tous les rôdeurs et mal-

faiteurs qui pullulent en cet âge de fer. J'aurais pu me contenter d'entourer mon modeste clos d'un mur à hauteur d'appui surmonté d'une grille, mais ce n'est pas assez, c'est une muraille qu'il me faut ; j'entends m'enfermer à double tour, m'isoler, me cloîtrer, entendez-vous bien ?

Rien ne me verra plus, je ne verrai plus rien.

» Et qu'avez-vous à objecter ? N'ai-je pas le droit, par exemple, du moment que je construis sur mon terrain, d'y placer ce qui me fait plaisir, des murs d'un mètre d'épaisseur et de trois mètres de hauteur si cela m'amuse ? Il y a des gens qui cheminent à pied par les routes pour leur plaisir ; ils sauront qu'arrivés ici, pour peu que mon voisin d'en face m'imite, ils devront passer au fond d'un chenal, d'un couloir fait de grands murs blancs et tristes comme ceux des cimetières, admirable réceptacle pour toutes les poussières, serre chaude où se concentrent tous les rayons du soleil. D'ailleurs, mon architecte m'assure qu'un bon mur d'enceinte finit bien une campagne. Est-ce que j'ai des comptes à rendre à personne ? Avec ça ! »

Voilà le monologue que nous avons entendu en passant devant certaines propriétés soigneusement fortifiées. Il se peut bien que le propriétaire soit après tout moins mauvais qu'on ne pourrait le croire, mais son œuvre est là, et cette grande barricade ne lui donne pas un air bon enfant, *gemüthlich*.

Eh bien,— vous attendiez-vous à cela ? — aux Etats-Unis, tous les propriétaires se montrent accommodants, point à cheval sur le droit strict, soucieux des intérêts du prochain, préoccupés d'éviter ce qui pourrait lui être désagréable. Nulle muraille de Chine devant les

maisons ; des clôtures, rarement, et si basses ! pouvant toujours être enjambées sans difficultés. Les hommes du nouveau monde n'ont point peur des regards du public. Ils n'ont rien à cacher, et vous pouvez voir fréquemment, même dans les rues des villes, le soir, quand la lampe s'allume, toute la famille réunie, au salon, les volets et les rideaux étant absents ou oubliés.

Mais comment s'expliquer cette confiance dans la discrétion du personnage Tout-le-monde ? Les Américains paraissent partir de ce principe que ce ne sont pas les moyens de défense en briques ou en moellons qui empêchent les malfaiteurs d'entrer, en sorte que ce qu'ils pourraient imaginer contre ceux-ci n'atteindrait que les braves gens. Et, d'autre part, quand on procède comme nous venons de dire, le coin de terre se présente mieux à son avantage : on jouit du coup d'œil sur la rue et l'on est pour ainsi dire plus au large.

Hanté que nous sommes par nos souvenirs d'Amérique, nous en voulons à nos législateurs. Ils auraient dû rendre une loi bien nette, portant que tout propriétaire immobilier qui désire marquer la frontière de son terrain en élevant un mur de défense, devra le retirer à l'intérieur d'autant de mètres qu'il lui en donne de de hauteur. Et, du même coup, il faudrait interdire aussi, sauf dans les villes, les maisons placées à fleur de l'alignement de la chaussée.

C'est dangereux, un voyage en Amérique. Comme il y a des comparaisons inéluctables, on en revient avec des idées subversives.

Mais ce n'est pas tout. Le propriétaire américain ne se contente pas d'éviter du côté de la voie publique ce qui pourrait effacer sa maison ou lui donner un air de pénitencier ; il se garde aussi de se barricader contre ses

voisins immédiats. Pas de haie, pas la moindre clôture de nature à gêner le passage. Telle est la règle, et l'exception doit être bien rare, autant que nous pouvons en juger par nos souvenirs. Qu'il y ait là certains inconvénients, c'est probable, mais quels avantages que ceux de l'horizon libre, du regard pouvant errer sans obstacle autour du *home !* Sans compter que, si l'on renonce à se parquer dans son clos, les propriétés contiguës, entièrement ouvertes, semblent, ici encore, étendre les frontières du domaine privé.

Les gens de là-bas nous ont tout l'air, en certaines choses, de posséder une sagesse pratique extraordinaire. Sont-ils en avance ou sommes-nous en retard ? Nous laissons à chacun de nos lecteurs le soin de répondre.

LOUIS WUARIN.

LE HÉRON BLANC

NOUVELLE

I

C'était une soirée du mois de juin. Huit heures allaient sonner. La forêt était pleine d'ombre, mais le soleil qui se couchait avec éclat laissait encore errer quelques lueurs parmi les troncs des arbres. Une petite fille ramenait à l'étable sa vache qui, bien qu'entêtée, énervante, pleine de lubies, était pourtant tenue en haute estime par sa jeune amie ! Toutes deux s'éloignaient du couchant lumineux pour s'enfoncer dans l'obscurité des bois. Leurs pieds connaissaient si bien le sentier que leurs yeux pouvaient se passer de le voir.

A peine une ou deux fois durant l'été la vieille bête venait-elle d'elle-même le soir se placer, selon la règle, devant la porte du pâturage. Son plus grand plaisir était, au contraire, de se dissimuler derrière les noisetiers. Elle avait même découvert qu'en restant absolument immobile elle pouvait faire taire la grosse cloche qu'elle portait au cou. Sylvie était donc obligée de la chercher, de l'appeler, mais jamais le moindre beuglement ne venait lui répondre. On comprend qu'à ce jeu la patience de la pauvre enfant finissait par se lasser.

La propriétaire de la vache aurait envisagé la situation d'un autre œil si celle-ci n'avait donné en abondance du lait excellent. Et puis, après tout, qu'avait-elle de mieux à faire, cette

petite ? Pas de raison pour lui marchander le temps qu'elle mettait à cette chasse.

Quand la journée était belle, l'enfant se consolait parfois en essayant de s'imaginer que la vache se livrait à un jeu intelligent. Si grande était sa pénurie de camarades, que Sylvie trouvait à cette illusion un certain plaisir. Aujourd'hui la poursuite avait duré longtemps, et l'astucieux animal avait dû finir par se trahir. Et cependant, en apercevant Brunette près du marais, Sylvie s'était contentée de rire et de fustiger amicalement avec quelques feuilles de bouleau, pour la faire avancer, la vieille bête qui, renonçant enfin à ses velléités de flânerie, poussa la docilité jusqu'à prendre le bon tournant en sortant du pâturage et se mit à cheminer rapidement sur la grande route. Elle s'arrêta rarement pour brouter, désirant enfin se laisser traire.

Il était cinq heures lorsque Sylvie avait quitté le logis de sa grand'mère. Que dirait celle-ci en ne la voyant pas rentrer ?

Mais la difficulté d'écourter cette besogne était trop bien connue de Mme Tilly, elle avait poursuivi en personne par trop de belles soirées son fléau à deux cornes, pour avoir le courage de reprocher à qui que ce fût un manque de savoir-faire. En attendant le retour de Sylvie, elle ne put donc que remercier le ciel de la précieuse collaboratrice qu'il lui avait envoyée.

La brave femme soupçonnait pourtant la petite de s'attarder quelquefois pour son propre plaisir. « Depuis que le monde est monde, disait-elle, a-t-on jamais vu une fillette aimer comme celle-ci à errer par la campagne ? »

Les voisins s'extasiaient volontiers sur le bien que devait retirer de cet heureux changement de vie une enfant qui avait essayé pendant huit ans de pousser entre les pavés d'une ville manufacturière. Mais, pour Sylvie elle-même, c'était autre chose : il lui semblait que son existence même ne datât que du jour où elle était arrivée à la ferme. Elle jetait souvent un souvenir de compassion émue à un vieux géranium sec qui appartenait à un de leurs voisins de la ville.

« Ils disent là-bas que de voir les gens de par ici, cela lui fera peur, » murmurait souvent en souriant la vieille Mme Tilly. Parmi la nichée d'enfants que possédait sa fille, c'était sur Syl-

vie qu'elle avait jeté son dévolu pour la ramener à la ferme. Ce choix ne paraissait pas devoir lui faire honneur. « Les gens de par ici ! En vérité, ce n'est pas ce qui la gênera au vieux pays ! »

Etant donc arrivées ensemble à la porte de la maison solitaire, elles avaient tourné la clef ; un chat, qui s'était consolé de son isolement en se bourrant de petits rouges-gorges, s'était mis à ronronner et à se frotter contre elles, et Sylvie avait déclaré tout bas qu'elle ne voulait plus jamais s'en aller de cette habitation idéale.

Cependant, les deux camarades suivaient la route ombragée qui bordait le bois, la vache à pas lents, Sylvie à pas précipités. Arrivée au ruisseau, la bête, oubliant évidemment que le pâturage qu'elle quittait était une sorte de marécage, but longuement. Sylvie attendit avec calme, laissant ses pieds nus se rafraîchir dans les flaques d'eau ; de gros papillons, qui sentaient venir la nuit, la frappaient doucement de l'aile en tournoyant. La petite, traînant toujours ses pieds dans l'eau, suivit la vache qui s'éloignait ; elle écoutait chanter les merles, et son cœur battait de joie ; dans les grandes branches au-dessus de sa tête il y avait toutes sortes de frissonnements. Que faisaient-elles là-haut, les petites bêtes qui foisonnaient sans doute dans ces demeures haut perchées ? Etaient-elles frétillantes de vie, allant et venant les unes chez les autres, ou peut-être se disant bonsoir avec de petits cris assoupis ! Sylvie elle-même sentait ses yeux s'appesantir. Mais la maison n'était pas loin, l'air était doux et délicieux. Rarement il lui arrivait de pouvoir errer dans la forêt à cette heure tardive. Il lui sembla qu'elle ne faisait plus qu'un avec le feuillage frissonnant, avec les ombres grises qui s'avançaient.

Sylvie se mit à penser. Comme il était loin, le jour où elle était arrivée à la ferme ! Il y avait juste un an ! Dans la grande ville bruyante, tout se passait-il encore comme de son temps ? Qu'était-il devenu, le grand garçon rougeaud qui lui donnait la chasse pour l'effrayer ? Le souvenir de ces terreurs évanouies lui fit désirer de sortir de l'ombre du bois : elle hâta le pas.

Soudain le son strident d'un sifflet résonna non loin de



la petite fille des bois et lui glaça le sang. Ce n'était pas un oiseau, elle y aurait trouvé une sorte d'intimité. C'était bien la manière résolue, un peu agressive, de siffler d'un garçon. Laissant la vache aux hasards de sa destinée, Sylvie se faufila prudemment dans les broussailles, mais pas assez lestement. L'ennemi l'aperçut, et d'un ton joyeux et conciliant :

— Petite fille, lui cria-t-il, combien y a-t-il jusqu'à la grande route ?

D'une voix tremblante, qu'on entendait à peine :

— Un bon bout, fit Sylvie.

Elle sortit toutefois du taillis et reprit sa route derrière la vache, mais sans oser regarder en face le grand jeune homme qui marchait à côté d'elle, le fusil sur l'épaule.

— Je viens de chasser aux oiseaux, dit-il avec douceur. Je me suis perdu ; j'ai bien besoin qu'on vienne à mon secours.

Puis il ajouta avec courtoisie :

— N'ayez pas peur de parler, dites-moi votre nom et si vous pensez que je pourrais passer la nuit dans votre famille pour m'en aller à la chasse de grand matin.

La terreur de Sylvie allait croissant. Sans doute la grand' mère s'en prendrait à elle de cet incident. Mais qui eût pu le prévoir ? Elle n'avait pas la conscience d'être en faute. Pourtant sa tête se pencha sur son cou comme une fleur se penche sur une tige brisée. Son compagnon ayant répété sa question :

— La Sylvie, murmura-t-elle avec un grand effort.

Mme Tilly était sur le pas de sa porte et vit de loin le trio qui approchait. La vache beugla bruyamment pour expliquer la situation.

— Vrai, vieux fléau, si j'étais toi, je me tairais ! Où a-t-elle bien pu nicher tout ce temps, cette bête ?

Sylvie ne disait rien ; son instinct l'avertissait que sa grand' mère ne comprenait pas combien les choses étaient graves, qu'elle s'imaginait que l'étranger était un des garçons de ferme du pays.

Cependant celui-ci, ayant posé son fusil près de la porte et jeté à terre sa pesante carnassière, souhaita le bonsoir à la brave dame, répéta son histoire et demanda de nouveau un gîte pour la nuit.

— Mettez-moi coucher n'importe où, dit-il ; il faut que je reparte demain avant l'aube. Mais j'ai bien faim, et, en tout cas, je vois que vous pouvez me donner un peu de lait.

L'instinct d'hospitalité de la bonne vieille ne fut pas lent à se réveiller.

— Sans doute, sans doute, dit-elle. En allant plus loin sur la grande route, vous trouveriez meilleur logis. Il faudrait marcher encore environ un mille, mais ce que nous pouvons donner est à votre service. Je vais traire à l'instant. Remettez-vous pendant ce temps. Pour le coucher, balle d'avoine ou plume, ce sera à votre idée, continua-t-elle d'un air gracieux. Là en bas, vers le marais, c'est un bon endroit pour paître les oies ; je les ai toutes engraissées moi-même. — Sylvie ! cria-t-elle, une assiette pour le monsieur, et vite !

La petite était contente d'avoir à s'occuper ; elle ne se le fit pas dire deux fois. Chez elle aussi la faim commençait à parler.

Le jeune homme connaissait les intérieurs primitifs de la Nouvelle-Angleterre, avec leurs désolants détails de malpropreté, de délabrement ; il avait vu les humains y vivre pêle-mêle avec la volaille, et fut agréablement surpris de trouver dans cette ferme, si petite qu'on eût dit un ermitage, un ménage des plus propres et des mieux conduits.

Le langage de la bonne vieille était antique et original comme sa demeure. Il l'écouta avec délices, trouva exquis le visage pâle, les yeux gris et brillants de la petite fille, et déclara qu'il n'avait jamais mangé un pareil souper. Les nouveaux amis, une fois rassasiés, s'installèrent devant la porte pour regarder la lune se lever.

— Ce sera bientôt le moment de ramasser les fruits dans les haies.

— La petite y est-elle adroite ?

— Oui, la vache est une bonne laitière, mais bien ennuyeuse à ramener de la forêt.

L'hôtesse raconta ensuite avec abandon qu'elle avait perdu quatre enfants, qu'il ne lui restait plus que la mère de Sylvie et un fils vivant (ou peut-être mort) en Californie.

— Mon fils Daniel était très grand chasseur, dit-elle tristement. Les perdreaux, les écureuils gris, tout cela ne me manquait pas tant qu'il était ici. Je pense que ses voyages l'ont

mené loin ; il n'aime guère écrire. Je ne lui fais pas de reproches, moi aussi j'aurais aimé voir le monde. Et ma Sylvie tient de lui, ajouta-t-elle avec émotion après un moment de réflexion. Pas un pouce de terrain par ici qu'elle ne connaisse. Les animaux dans la forêt la regardent comme des leurs. Les écureuils, les oiseaux de tout genre prennent leur nourriture dans ses mains. L'année dernière, qu'a-t-elle imaginé ? d'attirer ici les geais pour nicher. Si je n'avais eu l'œil sur elle, elle se privait de ses repas pour avoir plus à leur jeter. Mais, sauf les corneilles, je lui dis que je veux bien tout nourrir, que je lui dis ; et encore mon fils Daniel en avait apprivoisé une qui était raisonnable tout comme nous ; cette corneille était restée ici encore après son départ. Il faut vous dire que Daniel et son père avaient eu des raisons ; mais mon pauvre homme n'a plus levé la tête après que son garçon était parti en lui jetant des paroles de défi.

Le jeune homme était absorbé dans une pensée d'un intérêt si palpitant qu'il prêta une oreille distarite aux troubles domestiques révélés par ces mots.

— Cette Sylvie connaît donc beaucoup les oiseaux ? s'écria-t-il en se retournant vers le coin où la petite fille était gravement assise dans un rayon de lune, les yeux envahis par le sommeil. Moi aussi j'en fais collection, j'ai commencé tout jeune.

Mme Tilly ne put s'empêcher de sourire.

— Il y a quelques échantillons très rares que je poursuis depuis cinq ans. J'aurai deux mots à leur dire si je puis les découvrir.

— Vous les mettez en cage ? demanda Mme Tilly répondant par un air de doute à l'enthousiasme de son interlocuteur.

— Oh ! non, j'en ai empaillé des douzaines et encore des douzaines, répondit l'ornithologiste. Il n'y en a pas un que je n'aie pris moi-même à la chasse ou au piège. Samedi dernier, à trois milles d'ici, j'ai aperçu un héron blanc. C'est lui que je cherche, dans cette région où l'on n'en a jamais vu encore. Un petit héron blanc, répéta-t-il regardant de nouveau du côté de Sylvie avec l'espoir que l'oiseau rare était du nombre de ses connaissances.

Mais l'attention de Sylvie était absorbée par un crapaud qui sautait dans le petit sentier.

Il continua avec animation :

— Vous reconnaîtriez le héron en le voyant : un bizarre oiseau blanc, haut perché sur de longues jambes grêles, un plumage soyeux. Son nid doit se trouver sur le haut d'un grand arbre ; il est fait probablement de petits morceaux de bois, comme le nid d'un épervier.

Le cœur de la petite fille fit un grand bond dans sa poitrine. Elle le connaissait bien, l'étrange oiseau blanc. Une fois, de l'autre côté de la forêt, elle s'était doucement approchée de l'endroit où il se tenait dans la belle herbe marécageuse d'un vert éclatant.

C'était un endroit découvert, où le soleil paraissait toujours le plus doré, le plus ardent, où poussaient de grands roseaux souples, où sa grand'mère l'avait avertie qu'elle pourrait enfoncer dans la boue noire et molle, et si bien enfoncer qu'on n'aurait plus jamais de ses nouvelles. Un peu plus loin, il y avait les marais salants, puis la mer, cette mer dont Sylvie rêvait sans cesse, mais qu'elle n'avait jamais vue, bien que sa voix profonde se fît entendre par les nuits d'orage au-dessus du gémissement de la forêt.

— Il n'y a rien, répéta le bel étranger, qui me ferait autant de plaisir que de trouver le nid du héron. Je donnerais dix dollars à celui qui me le montrerait, ajouta-t-il avec une sorte d'acharnement. Et je consacrerai toutes mes vacances, s'il le faut, à le chercher. Peut-être n'était-il ici que de passage, ou un oiseau de proie l'aura-t-il chassé de sa propre région.

Mme Tilly trouvait tout cela beau et merveilleux. Mais Sylvie regardait toujours le crapaud, sans se douter, comme elle l'aurait fait dans un moment moins exalté, que la bête désirait regagner son trou sous la marche de la maison et en était détournée par un rassemblement de spectateurs inusité à cette heure de la soirée. Elle eut beau y penser toute la nuit, jamais elle n'arriva à calculer combien ces dix dollars, si légèrement mentionnés, pourraient lui procurer de joies ardemment désirées.

La matinée du lendemain trouva le jeune chasseur faisant des tours dans la forêt. Sylvie l'accompagnait. La terreur que lui avait d'abord inspirée ce gentil garçon plein d'aménité s'était évaporée. Il lui conta toutes sortes d'anecdotes sur les

mœurs des oiseaux, leur intelligence, leurs demeures. Il lui fit présent d'un couteau de poche, qu'elle apprécia aussi vivement qu'eût pu le faire l'habitant d'une île déserte. Tout le long de la journée, il ne lui causa de trouble ou de timidité que dans les moments où il faisait tomber d'une branche quelque pauvre chansonnier qui ne pensait pas à mal. Sans son fusil, il aurait été infiniment plus sympathique à Sylvie, qui ne pouvait comprendre pourquoi il immolait les oiseaux mêmes qu'il admirait le plus.

Cependant le jour baissait, mais sans amener de déclin dans l'admiration ardente avec laquelle elle le considérait. Jamais elle n'avait vu quelqu'un d'aussi aimable et charmant. Le cœur de femme qui dormait dans l'enfant était sans doute sollicité par quelque vague rêve d'amour ; oui, sans doute, c'était comme un préambule, comme un premier souffle de cette voix puissante dont se sentait ému et agité ce jeune couple des bois qui traversait à pas silencieux et prudents la forêt solennelle. Tantôt s'arrêtant pour écouter le chant d'un oiseau, tantôt repartant avec entrain, écartant les branchages, échangeant peu de mots et toujours à voix basse, le jeune homme allait en avant, Sylvie le suivait, fascinée, ses yeux gris devenus plus foncés par l'agitation de son esprit.

Elle regrettait que le héron blanc se dérobât toujours, mais ce n'était pas à elle à montrer la route, et le son de sa voix l'aurait terrifiée si elle avait essayé de parler la première. Il était déjà bien difficile de répondre oui ou non quand il le fallait. Enfin la nuit vint, ils étaient deux pour ramener la vache. Le visage de Sylvie s'éclaira d'un sourire en retrouvant l'endroit où le sifflet avait retenti et l'avait tant effrayée quelques heures plus tôt.

II

Sur la dernière lisière de la forêt, à un demi-mille de la ferme, à l'endroit le plus élevé du pays, se dressait un grand pin, le dernier de sa génération. Personne ne savait ce qu'il faisait là tout seul, à moins qu'il n'eût jadis servi à quelque délimitation. Les bûcherons qui avaient abattu ses camarades étaient morts depuis longtemps, une forêt d'arbres vigoureux,

chênes, pins, érables, avait poussé tout à l'entour. Mais, au-dessus de ce fourré, la tête du pin se dressait fièrement, faisant, à des lieues à la ronde, un point de repère tant pour les marins que pour les gens de terre. Sylvie le connaissait bien ; elle s'était toujours dit que celui qui saurait grimper jusqu'en haut pourrait voir l'Océan, et souvent il lui était arrivé de poser la main sur la grande écorce rugueuse et de lever des yeux pleins d'envie sur ces sombres branches que le vent agitait sans cesse, quelque doux et paisible que fût l'air au pied de l'arbre.

Et maintenant un nouveau désir la possédait ; car, si l'on pouvait escalader l'arbre au point du jour, qu'est-ce qui empêcherait d'embrasser de là le monde entier du regard, de voir d'où s'envolait le héron blanc ? En remarquant l'endroit avec soin, on trouverait sûrement le nid.

Quel superbe rêve ! quelle aventure exquise ! Quels ne seraient pas ensuite, dans le courant de la matinée, le triomphe, la joie, la gloire qu'elle ressentirait en faisant connaître son secret ! C'était quelque chose de si réel et de si grand, que son cœur d'enfant put à peine le supporter.

La porte de la petite maison restait ouverte toute la nuit, les oiseaux s'avançaient en chantant jusque sur les marches. Le jeune chasseur, sa vieille hôtesse dormaient profondément, mais le grand dessein de Sylvie l'empêchait de fermer l'œil. Elle attendait, trop ardemment pour pouvoir dormir, la fin de cette courte nuit d'été, qui lui paraissait interminable comme les longues ténèbres de l'hiver. Enfin les oiseaux de nuit se calmèrent ; alors elle se mit à craindre que la matinée n'avançât trop vite. Se sauvant de la maison, elle coupa à travers la forêt par le sentier du pâturage, pressant le pas pour arriver à la clairière, écoutant avec une impression de camaraderie et de réconfort le cri d'une petite fauvette à moitié réveillée dont elle avait heurté la branche au passage.

Le grand flot d'affection humaine qui pour la première fois inondait cette petite vie solitaire et affamée allait-il, hélas ! noyer les joies du tête-à-tête avec la nature, avec la vie silencieuse de la forêt ?

La voilà arrivée devant l'arbre, qui semble dormir encore dans le clair de lune blanchissant. Brave petite Sylvie ! Quelle

confiance, quel courage il lui fallut pour commencer l'ascension ! Le sang circulait fièvreusement dans tous ses membres brûlants. Ses doigts, ses pieds nus s'accrochaient comme des serres à l'échelle gigantesque qui montait, montait, se perdant dans le ciel. Il fallut d'abord escalader le chêne blanc qui poussait à côté. Elle s'y trouva presque perdue dans les sombres rameaux et le vert feuillage lourd de rosée. Un oisillon s'échappa de son nid, un écureuil rouge courut dans tous les sens, plein d'irritation contre cette innocente petite visiteuse clandestine. Jusque-là la montée n'était pas pénible pour Sylvie, qui l'avait souvent ébauchée. Elle savait qu'une des branches supérieures du chêne frôlait le tronc du pin juste au point où les branches inférieures de celui-ci commençaient à se rapprocher. Ce serait au moment du passage dangereux d'un arbre à l'autre que débuterait vraiment la grande entreprise.

Enfin elle commença à se faufiler le long du ployant rameau de chêne. Le pas audacieux était franchi ; maintenant elle montait le long du pin ; c'était plus difficile qu'elle n'avait pensé ; il fallait beaucoup étendre les bras et se tenir ferme ; les brindilles sèches et pointues la happaient et la piquaient comme de féroces griffes ; la résine rendait ses pauvres petits doigts roides et gluants, tandis que, montant toujours, elle tournait autour du puissant tronc. Les rouges-gorges, les moineaux s'éveillaient et saluaient le jour par de petits cris ; là-haut la lumière était déjà bien plus vive, et elle comprenait qu'il lui fallait se presser si elle voulait que son projet aboutit.

Mais l'arbre semblait s'allonger à mesure qu'elle s'élevait. C'était comme le grand mât du globe errant ; vraiment il avait dû s'émerveiller ce matin dans toute sa puissante charpente de sentir cette étincelle humaine le gravir, avec tant de résolution, de branche en branche.

Qui sait? Peut-être les moindres rameaux cherchèrent-ils à faciliter à cette légère, faible petite créature son voyage intrépide ? Et le vieux tronc prit peut-être en affection sa nouvelle vassale : le cœur agité et vaillant de l'enfant solitaire aux yeux gris devait lui en dire plus long que tous les éperviers, que les papillons de nuit, les chauves-souris, même que les plus doux chanteurs. Aussi, par cette lumineuse matinée de

juin, tandis que vers l'est le ciel s'éclairait, l'arbre se tint en repos, nul vent ne l'effleura.

Si l'on avait pu voir d'en bas le visage de Sylvie, il aurait sans doute paru comme une pâle étoile lorsque, la dernière branche hérissée une fois franchie, elle se cramponna au sommet de l'arbre, tremblante, épuisée, mais absolument glorieuse. Devant elle s'étendait l'Océan, sur lequel le soleil levant jetait comme un éblouissement doré. Deux éperviers se dirigeaient vers le lumineux orient en agitant lentement leurs ailes. Vus de cette hauteur, ils paraissaient voler tout bas, tandis que de la terre ils semblaient se détacher contre le ciel bleu à des hauteurs incommensurables. Leurs plumes grises et lisses les faisaient ressembler à des papillons de nuit. Etaient-ils vraiment bien haut au-dessus des arbres ? Elle aussi ne pourrait-elle pas s'élancer parmi les nuages ? Du côté du couchant, les bois, les fermes s'étendaient dans le lointain sur des lieues et des lieues. Çà et là un village tout blanc, ou le clocher d'une église. Certes le monde était merveilleusement, terriblement vaste.

Mais le chant des oiseaux devenait plus bruyant, et enfin le soleil parut, splendide, étourdissant. Il montra à Sylvie, là-bas sur les vagues, des voiles blanches. Puis les nuages qui avaient été teints en violet, en jaune, en rose pâle, commencèrent à s'effacer. Dans cette mer de branches vertes, où pouvait bien être le nid du héron blanc ? N'emporterait-elle d'autre récompense de cette ascension vertigineuse que l'étonnant spectacle que lui avait offert le monde ? Si tu abaisses le regard, petite Sylvie, tu apercevras le marais d'un vert cru entouré de bouleaux étincelants, du léger feuillage des saules. C'est là que tu as une fois entrevu le héron blanc, c'est là qu'il reparaîtra. Vois-tu ce point brillant qui ne semble pas plus grand qu'une unique plume blanche, qui s'élève des feuilles du vieux saule, qui grandit en s'élevant, se rapproche enfin et, avec un battement d'ailes résolu, un cou long et grêle tendu en avant, une tête à diadème, passe devant le grand pin qui sert aux marins de point de repère ?

Attends encore, petite ! Que pas un son, pas un geste ne t'échappe ! que pas un éclair de sympathie ou de joie ne

s'élance de tes yeux illuminés ! Car le héron est perché sur une branche de pin, proche de la tienne; il crie à la femelle qu'il a laissée sur le nid ; au début de cette nouvelle journée, il lisse son plumage.

Un moment encore, et une compagnie de vilains oiseaux-chats s'abat sur le même arbre. Le héron solennel, auquel tout ce tapage et cette turbulence déplaisent, prend son vol. Sylvie pousse un long soupir, car elle connaît le secret de l'oiseau léger, svelte et indépendant qui flotte, plane et, tout à l'heure, retournera comme une flèche à sa demeure dans l'immensité verdoyante à ses pieds. Elle est satisfaite et reprend son voyage périlleux, sans oser regarder plus bas que la branche qui la supporte, souvent près de pleurer parce que ses doigts lui font mal et que ses pieds endoloris glissent, se demandant mille fois ce que pensera l'étranger, ce qu'il lui dira quand elle lui découvrira le chemin qui mène au nid du héron.

— Sylvie ! enfant ! crie à satiété la vieille grand'mère.

Personne ne répond, car Sylvie a disparu et le petit lit de balle d'avoine est vide.

Ce vacarme tire le jeune homme d'un beau rêve. Il se rappelle ce que lui promet la journée et s'habille en hâte pour la commencer plus vite. Une ou deux fois, sur le visage de la timide enfant, il a surpris une expression qui l'assure qu'elle a vu le héron blanc. Il faudra vraiment la faire parler.

La voilà qui vient, plus pâle que jamais, sa vieille robe est trouée, éraillée, couverte de résine. La grand'mère et le chasseur, tous les deux sur le pas de la porte, l'assiègent de questions. Oui, le moment est venu de parler du vieux saule qui pousse dans le marais verdoyant.

Cependant elle se tait. Sa grand'mère montre de l'humeur, lui fait des remontrances. Le jeune homme la regarde bien en face, avec ses bons yeux affectueux qui semblent lui adresser un dernier appel. Il pourrait leur donner de l'argent, les rendre riches, il l'a promis, elles sont bien pauvres. Et lui ? il attend l'histoire qu'elle va raconter. Il mérite bien qu'on lui accorde cette joie !

Eh bien, non, elle se taira ! Quelle mystérieuse force que celle qui soudain la retient, lui ferme la bouche ! Voilà neuf

ans qu'elle pousse, cette petite ! Et maintenant, pour la première fois, la grande vie veut la prendre par la main. Faut-il, pour l'amour d'un oiseau, repousser cette main ?

C'est qu'en ses oreilles résonne le murmure du vent soufflant dans les verts rameaux du grand pin. Elle revoit le héron se diriger vers elle en battant des ailes, traverser l'atmosphère dorée ; elle se rappelle qu'ils ont regardé ensemble l'Océan et la matinée naissante. Et elle ne peut rien dire. Comment oserait-elle révéler le secret, vendre la vie du héron blanc ?

Quelques heures après il prit congé, le chasseur déconfit. Rude coup pour la chère âme fidèle qui eût voulu le suivre, le servir, l'aimer comme un chien sait aimer.

Souvent le soir elle entendit dans le sentier du pâturage, par lequel elle ramenait sa vache musarde, comme un écho du sifflet bien connu. Elle oublia même le chagrin que lui avaient causé le bruit sec des détonations et le piteux spectacle des pinsons et des alouettes tombant à terre, leurs jolis plumages tachés et trempés de sang, leurs joyeuses chansons éteintes.

Les oiseaux de la forêt furent-ils pour elle de meilleurs amis que n'eût pu le devenir le beau chasseur ? Qui nous le dira ?

Quoi qu'il en soit, forêts verdoyantes, été plein de promesses, rappelez-vous les trésors qu'elle a sacrifiés, et apportez à la solitaire enfant des bois vos dons, vos parures, révélez-lui vos plus doux secrets.

SARAH JEWETT.

CHRONIQUE PARISIENNE

Souvenirs des Champs-Elysées. — Le bal du centenaire de l'Ecole normale. — Les Salons. La sculpture. — Le journal du maréchal de Castellane. — Livres nouveaux.

Jamais les Champs-Elysées n'ont été aussi beaux que cette année, au moment où j'écris. On dirait un gigantesque bouquet de mariée. Les marronniers, fleuris sous un ciel d'été limpide, sont d'un blanc neigeux qui caresse les yeux. De l'arc de triomphe de l'Etoile à la place de la Concorde, c'est une glorieuse enfilade de fleurs qui s'élargit en nappes laiteuses dans les quinconces du bas de l'avenue. Mon cœur de vieux Parisien est remué d'aise devant cette splendeur. J'ai vu planter la plupart de ces arbres. Dans mon enfance, il y avait encore aux Champs-Elysées de vieux ormeaux, qui se mouraient, rongés par un parasite. L'administration leur mettait des emplâtres qui leur donnaient des physionomies lamentables de malades d'hôpitaux. Mon père me conduisit un jour devant ces débris, dans le premier carré Marigny, à droite en montant, et me dit : « — En 1814, un régiment de Cosaques campait ici. Ils attachaient leurs chevaux aux arbres, les chevaux rongeaient l'écorce, et ce fut alors que les arbres commencèrent à dépérir. Je les ai vus ; notre précepteur, qui était allemand, nous menait tous les jours voir les alliés. Le lendemain de la bataille de Paris, il nous fit visiter en détail le champ de bataille. J'avais dix ans. » Après le départ des alliés, il fallut replanter en grande partie les Champs-Elysées. Les ormeaux qui avaient survécu expirèrent sous le second empire, et maintenant tout est jeune et fleuri dans cette belle promenade.

La saison parisienne s'est épanouie avec les marronniers. Elle avait boudé pendant les froids rigoureux de ce long hiver, et le dégel avait été suivi de trop de maladies pour qu'on eût

de l'entrain. Le beau temps a rétabli la santé publique, ramené la gaieté, et les mondains n'ont que l'embarras du choix ; entre les expositions en tous genres et les fêtes de toutes sortes, ils peuvent s'amuser le jour et la nuit, pour peu que le cœur leur en dise.

La plus belle fête de l'année, et, je le dis sans crainte d'être contredit, l'une des plus belles fêtes que Paris ait jamais vues, sous aucun régime, a eu lieu à la Sorbonne le mardi 23 avril. Elle était donnée par l'Ecole normale, à l'occasion du centenaire de sa fondation.

Le 19 janvier 1795, près de quinze cents jeunes gens, expédiés de toutes les parties de la France, à raison d'un auditeur par 20 000 habitants, se pressaient au muséum d'histoire naturelle, pour assister à l'ouverture de cours supérieurs fondés par la Convention dans le dessein de former des professeurs et de restaurer l'enseignement. Bernardin de Saint-Pierre était chargé du cours de morale. Ses collègues se nommaient Laplace, Monge, Berthollet, La Harpe, Volney, etc. Au bout de deux mois, l'Ecole normale, — c'était déjà son nom officiel, — cessa d'exister, et elle ne fut rétablie, définitivement cette fois, qu'en 1808. Elle a parcouru depuis une glorieuse carrière. Il faudrait des pages pour enregistrer les noms des savants, des écrivains et des professeurs de marque qui sont sortis de ses murs, et là ne se bornent point ses services. Elle forme chaque année une phalange de jeunes gens instruits et laborieux, qui se répandent modestement, leurs études terminées, dans les lycées et les collèges, sans autre ambition que de consacrer leur vie à enseigner nos enfants. Ils sont très peu payés, mais très honorés par tout ce qui prise l'intelligence et la science. Leurs femmes se devinent à leur bonne tenue. C'est le corps universitaire, l'un des plus justement estimés, des moins entamés par le laisser-aller moral de cette fin de siècle, que nous possédions en France.

Le bal que les élèves de l'Ecole normale ont donné pour leur centenaire a eu lieu dans la nouvelle Sorbonne[1]. Je ne saurais

[1] Ceux que de vieux souvenirs ou la simple curiosité intéressent à la nouvelle Sorbonne trouveront sa description, avec plans et gravures à l'appui, dans une brochure de l'architecte qui l'a construite, M. Nénot : *La nouvelle Sorbonne* (Paris, Armand Colin).

mieux le comparer qu'à l'une de ces fêtes italiennes qu'on voit dans les tableaux de Véronèse. L'architecture du vaste édifice s'est trouvée, contre toute attente, particulièrement favorable au décor grandiose qu'exige un bal de sept à huit mille personnes. Le grand amphithéâtre, qui était le centre de la fête, offrait un coup-d'œil unique. Il avait été débarrassé de ses gradins et splendidement décoré de fleurs et de draperies bleues. Une foule immense y dansait sous la fresque de Puvis de Chavannes, beaucoup plus belle encore aux rayons électriques qu'à la lumière du jour. Des tribunes qui dominent l'amphithéâtre, le spectacle était extraordinaire. Je n'ai rien vu qui puisse lui être comparé, même à l'hôtel de ville du temps de M. Haussmann, ou aux Tuileries sous le second empire. La composition du public avait sa bonne part dans l'aspect magnifique de l'ensemble. Il était très choisi. Le ton était parfait, les femmes bien mises, et c'était une autre joie pour les yeux, en quittant les tribunes de l'amphithéâtre, que de contempler ce va-et-vient monstre d'étoffes chatoyantes, du haut en bas de la Sorbonne, dans les salons, dans les couloirs, dans toutes ces galeries qui dominent l'escalier d'honneur et où les femmes, accoudant leurs bras nus aux balcons de pierre, avaient l'air de planer sur la fête.

Détail qui a son prix. Le service était si bien fait, qu'on retrouvait son paletot à l'instant même. Les organisateurs de la prochaine fête officielle feront bien d'aller consulter les élèves de l'Ecole normale sur la manière d'organiser les vestiaires. C'est la première fois, depuis que j'assiste à des galas, que je vois pareil prodige.

— Le Salon du Champ-de-Mars et celui des Champs-Elysées ont ouvert leurs portes à quelques jours de distance. L'un et l'autre feront date dans les souvenirs des artistes et des amateurs d'art par leurs expositions de sculpture. Il n'y a pas de vanité nationale, pas de sot chauvinisme, à dire que la France est actuellement le seul pays au monde qui possède une grande école de sculpture ; c'est énoncer un fait que les étrangers eux-mêmes ne contestent guère. Les Salons de cette année lèveraient les doutes, s'il pouvait en subsister, et assureraient notre suprématie. Ils contiennent des œuvres qui auraient fait, à

n'importe quelle époque, grand honneur à n'importe quelle école.

Aux Champs-Elysées, tous les yeux courent d'abord à la Jeanne d'Arc de M. Paul Dubois. Afin que l'on saisisse bien les qualités exquises et les légers défauts de cette adorable statue, j'emprunterai la description qu'en a faite dans les *Débats* l'un de nos premiers critiques d'art, M. André Michel.

« La statue est destinée à la place de la cathédrale de Reims. L'artiste a représenté Jeanne d'Arc « à cheval, tenant de sa main droite et de son bras étendu ramené en arrière l'épée haute et nue, la tête et les yeux ardemment levés au ciel, d'où vinrent l'appel, l'ordre, le secours et la force. Son attitude est fière, le geste de son bras est presque menaçant : « Rendez la » place au roi du Ciel et au gentil roi Charles et vous en allez, » car autrement il vous arrivera malheur ! » Elle pousse son cheval qui, d'une allure rapide, avance, la crinière droite et la queue horizontale.... Avec quel souci de l'expression morale, quelle recherche inquiète de la forme serrée, et comme condensée, quel vif sentiment de l'élégance sobre, — mais ici un peu trop *florentine* peut-être, — quel art raffiné et délicat M. Paul Dubois a, d'un bout à l'autre, pensé, dessiné, modelé et exécuté ce précieux morceau, il est presque superflu de le dire. Il a voulu faire sentir, sous la raideur de l'armure, la gracilité de la vierge enfant ; il s'est gardé d'en faire une « jolie fille, » et, s'appuyant, je crois, sur un texte contemporain, il a donné à son profil et à son nez retroussé une forme très individuelle, en même temps qu'il exagérait presque, dans l'expression du regard, l'invocation intense, la contemplation et l'extase. Revenant jusqu'au dernier jour sur les détails de cette œuvre qui depuis quatorze ans l'occupe, il n'a pas cessé d'y apporter, avec cette inquiétude du mieux dont il est obsédé, des retouches et des modifications. Il a caparaçonné le cheval d'un harnais précieusement ouvragé qu'il ne portait pas dans la conception primitive ; il a refait la tête et l'encolure, redressé et déchiqueté la crinière... et donné, en définitive, à sa statue, à force de scrupules, de soins et d'insistance, un caractère de bibelot de grand prix plutôt que celui d'une œuvre triomphale.... »

D'un tout autre caractère, rude et sauvage, est le bas-relief

de M. Frémiet : *Orangs-outangs et sauvages de Bornéo.* Un singe énorme étrangle l'homme qui vient de le blesser. Les deux adversaires forment un groupe d'une vérité et d'une puissance admirables. C'est du très grand art, bien que deux personnages sur trois soient de hideux animaux.

Toujours aux Champs-Elysées, le *La Rochejaquelein* de M. Falguière tranche singulièrement sur le peuple de grands hommes en bronze ou en marbre qui se préparent à gagner la sous-préfecture où M. le ministre ira les inaugurer. Il n'a pourtant qu'une redingote, comme les autres, et il a par-dessus le marché un chapeau à haute forme, avec une cocarde, comme certains cochers de fiacre. Explique qui pourra comment La Rochejaquelein, sous ce costume anti-esthétique, a l'air héroïque et charmant d'un jeune dieu.

Au Champ-de-Mars, le *Projet de monument aux morts,* de M. Bartholomé, est une œuvre d'une haute inspiration et d'une exécution originale. Je fais encore des emprunts à M. André Michel :

« Sur un mur nu... de chaque côté d'une porte... se déroule un double cortège. A gauche, et suivant une ligne ascendante, une femme est assise, les cheveux dénoués, le front dans ses mains crispées, portant sur son épaule nue son nourrisson inanimé ; derrière elle, une jeune fille s'appuie, défaillante à la muraille, et un jeune homme, accroupi, frissonne d'angoisse ; une femme agenouillée, de ses deux bras violemment croisés, se fait un bandeau pour ne pas voir la porte sombre ; près d'elle, la main tendrement appuyée sur son épaule, son compagnon lui donne un suprême baiser ; appuyés l'un sur l'autre, dans un dernier groupe, le visage caché par leurs bras noués ou leurs mains suppliantes, deux autres malheureux attendent l'inexorable mort.

» Et de l'autre côté, suivant une ligne descendante, une théorie pareille fait pendant à celle-ci....

. . . .

» Mais un couple est entré dans le caveau, et, rasant des deux côtés la paroi de l'étroit couloir s'enfonce dans l'ombre qui déjà l'enveloppe ; — l'homme a passé le premier, et sa compagne, dans un geste charmant d'abandon, de doux appel, de tendresse caressante, s'appuie sur son épaule et semble plus

confiante, presque joyeuse, à présent qu'elle est unie dans l'au-delà avec celui qu'elle aime, — plus rassurée, en tout cas, que la foule de ceux qui, au dehors, attendent, dans l'ignorance et dans l'angoisse.

» Au-dessous, au centre du soubassement massif qui supporte cette scène, une large baie est creusée ; sous l'arc surbaissé d'un caveau un homme et une femme sont étendus côte à côte, leurs quatre mains unies et leurs visages rapprochés ; un enfant est comme jeté en travers de leurs corps ; agenouillée au-dessus d'eux, une figure radieuse ouvre, comme pour un grand essor, ses deux bras étendus ; sur ceux qui étaient descendus au pays de l'ombre, une lumière resplendit. »

Des cercles de curieux stationnent toute la journée devant les quatre œuvres que nous venons de raconter. Elles font événement, et rejettent un peu la peinture dans l'ombre. Parmi les toiles qui forcent néanmoins l'attention, il faut citer en première ligne le *Charles-le-Téméraire* de votre compatriote M. Burnand. C'est un franc succès.

Nous reviendrons aux Salons le mois prochain à propos de l'heureuse alliance, chaque jour plus étroite et plus féconde, qui s'accomplit entre l'art et l'industrie. C'est une révolution des plus intéressantes ; mais cela ne peut pas se dire en quelques lignes.

— Vient de paraître, le tome Ier du *Journal du maréchal de Castellane* (in-8o, Plon et Nourrit).

C'est le Castellane qui fut nommé maréchal par Napoléon III, après avoir fait dans sa petite jeunesse les campagnes de Napoléon Ier. Il s'était enrôlé à seize ans, et était colonel en 1814. Brillant soldat et bon officier, il passait pour un original fieffé, et était la terreur des villes où il commandait. L'habitant n'y dormait jamais tranquille, Castellane ayant la manie d'alarmer la garnison à n'importe quelle heure, comme l'empereur Guillaume II ; ce qui prouve, par parenthèse, que l'idée n'était pas si mauvaise au point de vue militaire.

Son *Journal* a le grand mérite d'avoir été écrit au jour le jour et de donner l'impression toute fraîche des événements. Je ne dirai pas qu'il abonde en vues profondes ; ce serait évi-

demment exagéré ; mais il a une verve gouailleuse qui ne manque pas de saveur. En voici un échantillon.

On sait que les anciens officiers qui avaient émigré au moment de la Révolution obtinrent à la Restauration un grade calculé sur leur ancienneté. En d'autres termes, les années passées dans l'exil comptèrent pour l'avancement, et tel était parti sous-lieutenant qui se retrouva colonel ou général. Les soldats de Napoléon faisaient des gorges-chaudes de ces militaires de salon et leur jouaient tous les tours imaginables. Ils avaient raison : c'était dangereux, témoin le fameux naufrage de la *Méduse*, causé par l'incapacité du commandant, qu'on était allé rechercher dans les contributions indirectes pour le bombarder capitaine de vaisseau, sous prétexte qu'il avait navigué du temps de Louis XVI.

Or un certain marquis de B***, ancien sous-lieutenant, colonel par la grâce du roi, eut le bon esprit de comprendre que son instruction militaire laissait à désirer. Il s'adressa à un collègue, qui n'en savait pas plus long que lui, et qui eut l'idée naïve de faire remettre la note suivante à une caserne de cavalerie :

« M. de Modène désirerait un sous-officier instruit, pour apprendre son métier à un officier supérieur des gardes du corps, placé comme colonel en second dans un régiment de hussards. »

Notez qu'il n'y avait pas la moindre ironie dans cette note ; elle était écrite très sérieusement. Muni de son mentor, le marquis de B*** partit pour rejoindre son régiment à Moulins. C'était le régiment de Castellane !

Pauvre marquis ! Il avait les cheveux blancs et beaucoup de rhumatismes. On lui en fit voir de toutes les couleurs. On le bernait, on l'éreintait. Un jour, on lui persuada que le régiment était parti subitement pour l'autre bout de la France, et le colonel en second de galoper pour rattraper ses hommes. Médiocre cavalier, il allait toujours comme un trait, par principe, pour en imposer au soldat ; seulement, il était tantôt sur sa selle, tantôt à côté, accroché à la crinière. Arrive un maréchal de camp, chargé de l'inspection. Cet officier ordonne à M. de B*** « d'exercer au galop ; jamais n'on avait rien vu de

pareil ; M. de B*** cherchant le commandement de halte, ne pouvant pas le trouver, le peloton de la tête était déjà dans l'Allier, lorsque j'ai arrêté le régiment. On lui a fait commander une charge ; son shako est tombé, son sabre était je ne sais où au bout de son bras, touchant, en arrière de son épaule, la croupe de son cheval ; comme il n'allait pas, les hussards le dépassaient ! »

A la suite de chacune de ces expéditions, le vieux marquis était malade.

Ce n'est qu'une historiette, mais bien instructive. Il en était ainsi dans toutes les armes. On voit d'ici les figures des vrais militaires et l'on entend leurs commentaires. Les « colonels de la Restauration, » comme on les appelait, ont fortement contribué à entretenir l'esprit bonapartiste dans l'armée. Ils ont leur part de responsabilité dans le 2 décembre.

— Les questions africaines prennent une telle acuité, que ce n'est plus seulement pour l'amour du pittoresque qu'on dévore les récits des explorateurs. Parmi ces derniers, le commandant Monteil est un des plus en vue. Parti du Sénégal en 1890, il poussa à l'est jusqu'au lac Tchad, remonta ensuite droit au nord et vint aboutir à Tripoli. Il a écrit son voyage, et son récit vient d'être publié chez Félix Alcan (un grand volume avec belles illustrations) sous ce titre : *De Saint-Louis à Tripoli.* Il est à recommander à tous ceux qui ont intérêt à se renseigner sur ces vastes régions de l'intérieur de l'Afrique, vers lesquelles se portent aujourd'hui tant de convoitises.

— Les mêmes lecteurs liront avec profit *L'expansion de la France et la diplomatie* (1 vol. in-12, Hachette). L'auteur anonyme de ce livre très réfléchi et très décidé est M. René Millet, notre ancien ministre à Stockholm, aujourd'hui notre résident à Tunis. Il avait le droit de parler avec autorité, et cela donne un très grand intérêt à son volume.

— Les *Lettres intimes de Joseph Mazzini*, publiées par Mlle Melegari (Perrin), étant plutôt du ressort de la chronique italienne, je me bornerai à constater leur vif succès auprès du public français.

— La troisième série des *Etudes de littérature et d'art* de M. Larroumet (Hachette) est digne de ses aînés; c'est tout dire.

— Les *Mémoires* de Thiébault (in-8°, Plon et Nourrit) en sont au tome IV.

— Les *Mémoires du comte de Parroy* (1 vol. in-8°, Plon et Nourrit) se rapportent aux années de la Révolution, que l'auteur raconte en témoin oculaire et au point de vue royaliste.

— Tous les journaux ont cité et commenté les *Notes et souvenirs pour servir à l'histoire du parti royaliste, 1872-1883*, par le marquis de Dreux-Brézé (1 vol. in-8°. Perrin). Nous tâcherons de revenir sur ce curieux volume dans le courant de l'été, quand la librairie se sera ralentie. Nous réservons aussi pour les mois d'été tout un lot d'ouvrages qui méritent de ne pas être passés sous silence et que nous n'aurions même pas, en cette saison, la place de nommer.

CHRONIQUE ITALIENNE

Lettres intimes de Giuseppe Mazzini. — Le salon de la comtesse Maffei. — Encore le Tasse : les publications de M. Pier-Desiderio Pasolini. — *Vecchie storie d amore*. — Claude de Turin.

Il vient de paraître un beau livre. Ce sont des lettres intimes de Giuseppe Mazzini[1].

Quel homme ! Il vécut en exil et mourut en exil, à Pise. Il n'entendit jamais sonner son heure. Il ne l'entend pas sonner aujourd'hui. On lui reprocha d'être un mystique, parce qu'il croyait en Dieu. On lui reprocha d'avoir poussé les autres au danger sans l'avoir jamais affronté lui-même, comme s'il n'avait pas été à Rome, et en Savoie ! Et on lui reprocha de prêcher le meurtre et l'assassinat, à l'heure où les Autrichiens jetaient des fenêtres les enfants sur les baïonnettes des soldats. Cependant, à mesure que le temps accomplit son œuvre et que

[1] *Lettres intimes de Joseph Mazzini*, publiées avec une introduction et des notes par D. Melegari. — Paris, Perrin, 1895.

le silence et l'ombre s'étendent sur ce qui doit mourir, cette voix prend une sonorité singulière, et cette figure levée à l'horizon y brille d'une pure lumière.

Mazzini était une âme généreuse et haute. Il voyait plus haut que la terre et plus loin que le moment. Sa parole garde la fraîcheur et la jeunesse de ce qui est éternel. Il ne pensait pas pour la minute. Il pensait pour toujours. C'est de lui qu'est partie la grande impulsion de l'Italie, le souffle épique qui courait dans les drapeaux des chemises rouges. On commence à s'en apercevoir. C'est bien temps.

Les lettres que Mlle Dora Melegari nous donne le représentent à Londres. Elles sont datées des années 1835 et suivantes, et adressées à Melegari et à Mme X. Mazzini vient d'être expulsé de la Suisse, qu'il aime d'un amour infini, comme sa seconde patrie, comme le lieu de la terre où il voudrait dormir. « Vos lacs, *mes* Alpes ! » dit-il. Il est pauvre, il a mis en gage jusqu'à son manteau d'hiver pendant l'hiver, il souffre de la solitude d'hommes et d'idées qui l'enserre : jamais il ne perd courage. Une chose le soutient, sa foi. Elle est vivante et active. Elle le pénètre dans les moelles et informe le moindre de ses actes et de ses sentiments. Elle est, elle aussi, au-dessus des dogmes et des confessions. Mazzini n'est ni protestant ni catholique. Ces deux termes lui semblent vides de sens dès que les deux idées qu'ils représentent, l'absolutisme et l'individualisme, sont finies. « Si, au-dessus de tous les temples catholiques, protestants et autres, écrit-il, il me semble contempler un temple plus vaste et qui, s'appuyant sur tous les temples, les embrasse tous ; s'il me semble voir non pas l'homme en tant qu'individu, mais l'humanité tout entière recueillie et unie se prosterner dans ce temple, suis-je pour cela moins religieux que vous ? » Il a le sentiment qu'une nouvelle synthèse religieuse est pour s'accomplir, puisqu'elle est nécessaire. Il saisit les différentes confessions à ce point supérieur et culminant où elles convergent et s'unifient. Plus on monte, plus on se rapproche. Il rêve d'une loi chrétienne agrandie, non basée sur une théologie périssable, mais sur sa morale éternelle, à laquelle rien ne pourra être retranché.

Il faut à l'humanité un développement théogénique nouveau, « afin que les israélites, les bouddhistes, les mahométans et

tous ceux qui, durant dix-huit cents ans d'efforts, n'ont pu devenir catholiques (lisez chrétiens) puissent enfin fraterniser. » Mazzini aurait été heureux du congrès des religions de Chicago. Il aurait souffert, cependant, qu'il fût réuni en Amérique. Il l'aurait voulu à Rome, la ville éternelle prédestinée, celle du Panthéon et du Vatican, qui seule peut donner la parole d'unité universelle et religieuse, imposée à l'avenir.

Mazzini séparé de l'église veut une église. Il n'est pas individualiste pour un liard, quoiqu'il ait combattu plus tard le socialisme. L'individualisme, c'est ce qui sépare : Mazzini rêve de ce qui unit. L'individualisme, c'est la dissolution de l'organisme, l'inégalité, la philosophie et la secte : Mazzini souhaite une religion, c'est-à-dire une *croyance sociale*, une église et un lien. Aujourd'hui, il n'y a plus d'église, puisque son chef s'est séparé du christianisme et de l'humanité. « Il s'est attaché à Mammon, à la force, à la matière ; la parole de vie ne sort plus du Vatican, il y a interrègne évident. » Aujourd'hui il n'y a plus que des individus qui s'obstinent à représenter comme exclusif le symbole de leur croyance. Les unir, les grouper, les élever et les confondre dans une idée supérieure, tel fut le but de vie de ce patriote et de ce croyant qui avait fait sa devise de la parole : « Dieu et peuple ! » L'esprit de Dieu ne peut descendre que sur les foules recueillies, disait-il.

J'exprime bien mal, en résumé et en courant, les convictions nobles dont cette âme déborde. On l'en raillait déjà alors, et il avait besoin de se défendre contre ses amis les plus chers, qui ne le comprenaient pas. « Mes croyances ne sont peut-être pas celles des autres, mais elles jaillissent en moi d'une inspiration intérieure qui me vient de Dieu. Au-dessus de toutes les croyances, il y a Dieu ; il y a la conscience de l'immortalité de l'âme ; il y a la foi dans l'existence d'autres mondes où nous serons plus près de Dieu ; il y a le sentiment d'un progrès nécessaire qui doit nous amener vers Dieu. » Et ces croyances, quelles qu'elles soient, furent sa force, sa raison de vivre et d'agir.

J'ai insisté sur ce côté de la nature de Mazzini, parce qu'il est bien le cœur de son cœur. Mais, dans le livre si précieux de Mlle Melegari, vingt autres sujets nous intéressent. Cette jeune Italie qu'il avait fondée et à laquelle il travaillait de toutes

ses forces; de rapides esquisses littéraires; des pages sur la douleur et sur la mort qu'on ne se lasserait de relire; une force à lutter, une acceptation de la souffrance et du malheur surhumaine. Et aussi un amour d'une élévation et d'une tristesse infinies. Mazzini avait connu à Lausanne une jeune fille qui s'était éprise de lui. Lui l'aimait à son tour. Il n'avait pas le droit de le lui dire. Et ce sentiment de tendresse qui n'a d'autre aliment que la prière, cette union de deux âmes qui ne communiquent qu'en implorant Dieu l'une pour l'autre, est une chose adorable parmi tant d'autres. Mazzini vivait hier. Par la trempe de son caractère, l'ampleur de son rêve, l'ardeur de sa foi, la merveilleuse unité et vigueur de sa doctrine, il semble que des siècles nous en séparent. On comprend que l'Italie se soit faite avec de pareils ouvriers.

La comtesse Maffei, qui mourut en 1886, tint pendant cinquante ans un des premiers salons d'Italie. Femme d'Andrea Maffei, un poète aimable qui sut mieux traduire que créer, elle exerçait ce charme infini qui provient de la bonté. C'est pour elle que le général Young a réédité ce mot charmant, qu'elle avait des préférences pour tout le monde. Ne paraissant pas d'une culture extrême, — elle lisait la *Revue des deux mondes* et les livres de ses amis, autant dire rien, — elle réussit néanmoins à retenir et à grouper autour d'elle ce que l'Italie offrit de mieux pendant un demi-siècle. Son salon fut d'abord littéraire ; puis, après 1848, politique ; puis, après 1859, littéraire de nouveau. Que de gens y passèrent ! Un des premiers fut Balzac, dont l'arrivée et le séjour à Milan alimentèrent toutes les causeries. Son habit de moine, son jugement assez roide sur Manzoni, ses somnolences dans les salons firent aller bien des langues. Il laissa sur l'album de « la petite Maffei » une page de son écriture, lui parla de ses projets de livres, lui écrivit plusieurs fois, et lui dédia une des *Scènes de la vie privée*. La jeune femme sut le gagner tout à fait, et cette victoire est d'autant plus belle que la sympathie italienne n'alla jamais très spontanément à l'auteur de la *Comédie humaine*. George Sand, avec qui la comtesse fut en correspondance et dont elle gardait un portrait, était mieux faite pour lui plaire. Manzoni et Verdi furent aussi de ses amis. C'est elle qui les rapprocha et les unit. Massimo d'Azeglio, Prati,

Aleardi, Grossi, Giusti, Niccolini, Carlo Tenca en furent d'autres : qui n'en fut pas ? Chacun de ceux qui sont morts, de ceux qui vivent, a passé dans cette compagnie. On y causait tranquillement, à la bonne, avec cette intimité cordiale et cette bonhomie heureuse qui est au fond des relations italiennes. Et quand Liszt, s'asseyant au piano, jetait d'un geste fatal à droite et à gauche ses gants jaunes que les femmes s'empressaient de relever, on était un peu surpris. Cela détonnait comme une fausse note. Mais le salon de la comtesse Maffei fut surtout politique. Son beau temps est celui qui s'écoule des « Cinq journées » à Magenta. Milan trépidait alors sous la botte autrichienne. Radetzky, mis aux abois par les malheureuses tentatives de 1848 et de 1853, ne connaissait plus de mesure. On s'amusait à l'irriter davantage par des gamineries qui avaient leur pointe d'héroïsme ; et en même temps, en dépit des exils, des emprisonnements et des exécutions, on résistait avec un courage et un ensemble que rien ne pouvait lasser. Ah ! quelle époque ! La comtesse Maffei fut une des premières à donner l'exemple. C'est chez elle, autour d'elle, dans cette maison si honorable et dont la police n'osa jamais franchir le seuil, que les Italiens prenaient contact, apprenaient à se connaître et à se compter. Cette femme savait les consoler, les relever, les mieux unir. Ils partaient de chez elle retrempés et meilleurs. Un peu de l'âme italienne s'est faite dans ce petit cénacle qui était une force et que les plus grands, Cavour en tête, ne négligèrent point. Quand 1859 arriva, ce fut un triomphe.

Un des amis de la comtesse Maffei, M. Raffaello Barbiera, vient de consacrer à cette Italienne de grand cœur un livre léger et charmant, rempli d'anecdotes, de profils perdus, de détails inédits[1]. Il est un peu mince, mais si frais !

— L'Italie n'en a point fini avec le Tasse. A l'heure où je vous écris, Ferrare est encore en fête et les publications d'occasion continuent à pleuvoir. C'est le prologue d'Enrico Panzacchi à l'*Aminta*. C'est l'ode si savante de Giosué Carducci, à Ferrare.

Permettez-moi de vous en signaler une intéressante entre

[1] Raffaello Barbiera : *Il salone della contessa Maffei e la società milanese (1834-1886)*. — Milan, Treves, 1895.

toutes[1]. Elle est signée de M. Pier-Desiderio Pasolini et a trait aux parents du poète. M. Pasolini a pensé qu'une lumière plus grande serait jetée sur l'auteur de la *Jérusalem délivrée*, si nous connaissions davantage sa famille. Il nous la raconte donc avec alacrité, et bonne humeur, et beaucoup de finesse, et beaucoup d'esprit. Comme il a eu raison ! Il s'agit là d'un cas d'atavisme très curieux. Vous savez que le père du Tasse, Bernardo, fut poète lui-même, auteur de lettres, de rimes et de l'*Amadis*. Il laissa donc à son fils l'habitude d'un outil qu'il avait manié. Si le Tasse fut dans l'étude des lettres et dans la maîtrise de la poésie un enfant de génie précoce, c'est à son père qu'il le doit. Mais il lui doit autre chose. Bernardo avait beaucoup souffert. Homme de cour au service de vingt princes différents, tour à tour soldat, ambassadeur, diplomate, administrateur et poète, il avait passé par toutes les angoisses d'une époque tourmentée s'il en fut et d'une existence ondoyante et diverse. Du bonheur, il était tombé dans l'infortune, et de l'opulence dans la misère. Vieux déjà, il avait épousé une adorable jeune fille de Pistoie, Porzia de' Rossi, qu'il dut abandonner trop vite et que ses frères firent mourir de poison. Dévoué à son maître, don Ferrante Sanseverino, qui était lui-même au service de l'empereur, il voit ce prince devenir rebelle et se rallier au roi très chrétien. Que fera-t-il à son tour ? Où est son devoir ? Il passe par une grande passion, hésite plusieurs jours et finit par suivre son Mécène dans ce changement de front. Ce détail nous est précieux. Il nous montre que l'incertitude et la perplexité du fils étaient déjà en germe chez le père. Il n'hérita pas seulement de lui le goût des lettres, mais encore cette âme incertaine, inquiète, tourmentée de doutes et de scrupules. Le vieux Bernardo l'aimait chèrement. Il ne l'aurait pas voulu poète, sachant que la poésie est un métier de tourment, mais devant le *Rinaldo*, que l'enfant avait rêvé et écrit entre les Pandectes, il se résigna et sourit. Tout petit, il le mettait sur ses genoux et il lui racontait des histoires de batailles. Il lui disait comment il avait guerroyé en Tunisie, contre les Maures, ou comment, sous Pavie, il avait salué Fran-

[1] *I genitori di Torquato Tasso.* Note storiche, raccolte da Pier-Desiderio Pasolini. — Rome, Loescher, 1895.

çois, le roi-chevalier : pas une guerre à laquelle il n'eût pris part depuis trente ans. Et ces récits de soldat narrés par un poète étaient pour enflammer la jeune imagination de Torquato. La *Jérusalem* naquit peut-être de la sorte, dans l'humble et jolie maison de Sorrente, un soir que le vieux guerrier était en verve. De sa mère, il tenait cette religion ardente qui le brûla toujours. Elle avait tellement désiré ce fils, la pauvre jeune femme ! Chaque soir elle priait Dieu qu'il le lui donnât. Quand il vint au monde, ce fut une joie. Elle lui faisait de jolis habits jaunes et bleus. Elle s'ingéniait à l'élever avec sagesse, non seulement par des leçons vertueuses, mais par de bons exemples, et elle mourut avant l'œuvre accomplie, avant de pouvoir pressentir seulement le génie qu'était son enfant. On a beaucoup cherché les influences de femmes dans la vie de Torquato. Evidemment, une des plus grandes fut celle de cette mère dont il conserva toujours dans ses souvenirs heureux la pure et jeune image.

M. Pier-Desiderio Pasolini a excellemment raconté et illustré ces choses. Son beau livre est un précieux document à la littérature tassiste. A celui-là, il a voulu en ajouter d'autres, comme ce *Traité de l'amour humain* de Flaminio Nobili, tout annoté par la main de Tasso, qu'il publie intégralement, et, aussi, comme ces glanures sur la maison de Savoie qu'il récolte de ci et de là dans l'œuvre immense du poète et qu'il dédie au roi et à la reine [1].

Tous ces ouvrages sont luxueusement édités.

— M. Adolfo Albertazzi, bien connu du monde des savants et des curieux par son intimité singulière des vieux textes et des anciennes histoires d'Italie, vient de mettre à profit ses belles connaissances. Il nous offre aujourd'hui un recueil de nouvelles, *Vecchie storie d'amore*, qui ne sont pas tout à fait de lui et qui ne sont pas tout à fait des autres [2]. Elles sont prises à nos fabliaux, aux récits des délicieux *novellieri*, aux *Gesta Romanorum ;* mais elles sont accommodées au goût d'aujourd'hui et tâchent à faire revivre du passé les sentiments

[1] *Il trattato dell' Amore umano di Flaminio Nobili con le postille autografe di Torquato Tasso. — Torquato Tasso e la casa di Savoia*, publiés par Pier-Desiderio Pasolini. — Rome, Lœscher, 1895.

[2] Adolfo Albertazzi : *Vecchie storie d'amore.*— Bologne, Zanichelli, 1895.

que nous lui prêtons. Ceci constitue un genre fort curieux, un peu hermaphrodite, qui me semble d'une très heureuse veine. En lisant ces histoires écrites avec de la verve, dans une langue sobre et parfaite, l'imagination est étrangement chatouillée. A part quelques détails d'une toute moderne psychologie, l'explication du fait et la pointe du sentiment, nous revivons trois ou quatre cents ans en arrière. M. Albertazzi a voulu accomplir un tour de force, dater de son siècle chacune de ses histoires : nous avons celle du treizième, du quatorzième, et ainsi de suite. Y a-t-il toujours réussi ? Avons-nous bien dans chacun de ses récits l'âme même de l'époque ? Je ne le jurerai pas absolument. Mais je jurerais bien que cette tentative mérite d'être encouragée et poursuivie. Il est enrageant pour les Italiens de se voir voler leurs trésors, et, quand bien même ils sont mis en œuvre par l'habileté de M. Anatole France, eux qui parlent cette langue et continuent cet esprit sont bien mieux désignés pour tirer des merveilles de leurs archives et de leurs auteurs.

— C'était une grande figure que celle de ce Claude de Turin que M. Emilio Comba vient de ressusciter au prix d'efforts de patience et de sagacité [1]. Elle était si reculée dans le passé qu'on n'y voyait plus clair. Les historiens les plus sérieux s'étaient, sur son compte, trompés le plus solennellement du monde. Les choses semblent cette fois remises à leur place et à leur valeur.

Claude de Turin était Espagnol. Il était né autour de l'an 775. Ludovic, roi d'Aquitaine, l'appela à son palais de l'Alverne où il exerça les charges de chapelain et de maître en théologie. En 817, il fut nommé évêque de Turin. Il mourut en 829. Voilà pour sa vie. Elle est dépourvue de grands événements. Il n'en va pas semblablement de son âme. Cet évêque du neuvième siècle garde en face de l'église une attitude de roideur et d'indépendance superbe de courage. Il n'était pas un bel esprit; il s'exprimait en un latin gauche et rude ; il avait commenté les saints livres selon une patristique tout augustinienne ; mais il avait eu par le moyen d'Ezéchiel une vision qui l'avait secoué

[1] *Claudio di Torino, ossia la Protesta di un vescovo.* Cenno storico di Emilio Comba. — Florence, Claudiana, 1895.

pour toujours : « Fils d'homme, lui avait dit Dieu, mange ce rouleau, puis va et parle à la maison d'Israël.... » Il avait mangé le rouleau, étudié la Bible et la voulait voir restituée dans son esprit et dans son culte. « Arrivé en Italie, dans la ville de Turin, écrit-il, je trouvai toutes les basiliques pleines d'ordures, d'ex-voto et d'images contre l'ordre de la vérité, et parce que tout seul je commençai à détruire ce qui était l'objet du culte général, tous ouvrirent contre moi leurs bouches pour m'anathématiser, et, sans l'aide de Dieu, ils m'auraient englouti vivant. » La guerre était déclarée; il la continua jusqu'à sa mort sans démordre une minute, fidèle et tenace. Je n'ai point le loisir ni la compétence d'expliquer cette tentative de réforme que M. Emilio Comba examine, dans le détail, au point de vue dogmatique et historique. Elle porte sur l'idolâtrie, sur les pèlerinages à Rome, sur l'intercession des saints, sur la papauté. Le pape, selon Claude, n'a d'autorité que s'il est à la hauteur de sa tâche. Elle semble moins celle d'un novateur que d'un conservateur du rite primitif. Elle est en tout cas celle d'un esprit fier et d'un protestant hardi. Car, si l'Italie n'eut jamais de réforme proprement dite, elle eut toujours des protestants. Des premiers siècles de l'histoire jusqu'à hier, jusqu'à aujourd'hui, des voix s'élevèrent contre Rome. M. Emilio Comba en devrait bien écrire la chronique. Il est de tous les Italiens le mieux désigné à cette belle mission.

CHRONIQUE ALLEMANDE

Effondrement de l'*Umsturzvorlage*. — Le canal de la Baltique à la mer du Nord; son histoire, ses avantages humanitaires, commerciaux et stratégiques. — Gustave Freytag. — Les cinq maîtres de la poésie suisse au dix-neuvième siècle. — Un débutant heureux.

Sous l'irrésistible poussée de l'opinion publique, l'*Umsturzvorlage* a sombré. Vingt-deux mille pétitions recouvertes de centaines de mille signatures en demandaient le rejet au

Reichstag. Toute l'Allemagne pensante était du mouvement. Chaque jour quelque ami de la première heure reniait le malencontreux projet. Si bien que personne ne l'a pleuré. Quand le président de Buol, les principaux articles étant écartés, a demandé à ses collègues de rejeter le surplus sans autre forme de procès, une sorte de soulagement joyeux s'est produit sur tous les bancs de l'assemblée. C'était un poids de moins sur les cœurs. Le vote et l'agitation qui l'a précédé font honneur au peuple allemand. Ils montrent que celui-ci tient aux libertés acquises et sait les défendre. Cette victoire sur l'esprit de recul ferme honorablement le premier quart de siècle de l'empire. Le rejet de l'impôt sur le tabac déblaie le terrain politique d'une autre préoccupation, de telle sorte qu'on se prépare sans arrière-pensée aux fêtes internationales de Kiel.

— Cette solennité est destinée à célébrer l'achèvement d'une œuvre grandiose, dont l'importance pour l'avenir de l'empire ne saurait être exagérée : le canal de la mer du Nord à la Baltique est, pour l'Allemagne, une avantageuse correction de notre planète.

L'idée de percer le Jutland à sa base est vieille comme la civilisation. Les premiers essais datent du temps où la Ligue hanséatique commençait à couvrir les mers du nord de son commerce. Il y a cinq cents ans, de 1381 à 1398, la ville de Lubeck fit construire le canal de Stecknitz, reliant la rivière de ce nom, — un bras de la Trave, — avec la Delvenau, qui se jette dans l'Elbe près de Lauenbourg. De 1525 à 1550, Hambourg établit entre les deux mers, en utilisant le cours des deux petites rivières Alster et Beste, une communication nouvelle, mais qui fut seulement temporaire. Lorsque Wallenstein fut nommé amiral de l'empire, il songea aussi à percer un canal à travers le Holstein, tandis que Cromwell voulait en construire un qui, partant de l'Elbe, traversât le lac de Schewerin, pour aboutir à Wismar, sur la Baltique. Plus tard, Chrétien VII, roi de Danemark, fit construire, de 1777 à 1784, le canal de l'Eider, qui relie la baie d'Ekernfœrde, dans la Baltique, avec l'embouchure de l'Elbe, dans la mer du Nord. Cette voie est longue de 172 kilomètres. Elle est utilisée annuellement encore par 4500 bateaux environ. Mais elle n'a que

3 $^1/_2$ mètres de profondeur et 31 mètres de largeur moyenne, et ne suffit pas aux besoins des navires modernes.

C'est dans ces conditions que, en 1864, le gouvernement prussien chargea l'ingénieur Lentze d'élaborer un projet répondant aux exigences de notre temps. Un tracé fut fait, différant fort du canal actuellement exécuté. Il vint se heurter à l'opposition de Moltke, qui préférait dépenser les millions disponibles à créer une forte armée et une flotte nombreuse, et échoua. Le plan définitif fut élaboré en 1878 par l'armateur Dahlstrœm et M. Boden, inspecteur des constructions hydrauliques. La construction en fut votée en 1885 et 1886 par le Reichstag et la diète de Prusse. Le coût était devisé à 156 millions de marcs. La Prusse vota une subvention sans intérêt et à fonds perdu de 50 millions. L'empire prêta les 115 autres. Le 1er juin 1887, lempereur Guillaume Ier posa solennellement la pierre fondamentale de l'écluse de Holtenau. Les ingénieurs promettaient d'achever le travail en huit ans. Ils ont strictement tenu parole.

Le canal de la mer du Nord à la Baltique a une longueur de 98 km. 650. Il débouche à l'ouest dans l'estuaire de l'Elbe, près de Brunsbüttel ; à l'est, près de Holtenau, dans le golfe de Kiel. Les deux entrées en sont défendues par des travaux de fortification formidables. Le canal a 9 mètres de profondeur et dépasse ainsi le tirant d'eau des vaisseaux du plus fort tonnage. Il a 67 mètres de largeur à son niveau supérieur et 22 à son niveau inférieur. Outre les lacs de l'Eider, qui se trouvent sur son parcours, on y a aménagé six grands bassins de garage pour éviter l'encombrement. Pour l'exécution technique, les progrès les plus récents de la science ont été mis à profit, si bien que les travaux étaient devenus, au cours de ces dernières années, le but de voyages d'études pour les ingénieurs de tous pays. Des chemins de fer et des routes franchissent le canal en partie sur des ponts fixes, en partie sur des ponts tournants ; les premiers sont si élevés que les plus grands navires passent dessous sans les toucher. A chaque extrémité du canal se trouvent deux portes-écluses, l'une pour l'entrée, l'autre pour la sortie des navires, séparées par un mur épais de 15 mètres à sa base, de 12 à son sommet.

Les avantages de ce travail gigantesque sautent aux yeux. Au point de vue humanitaire, il sauvera la vie à de nombreux matelots. Le Skagerrak, avec les bancs de sable des côtes du Jutland, est un des détroits les plus meurtriers du globe. Chaque année, il engloutit cent navires et cinq cents hommes. Le passage par le canal ne présente plus aucun danger ; le nombre des sinistres va devenir nul dans ces régions, ce qui épargnera en outre les cargaisons naufragées, représentant dix millions de marcs en moyenne.

Trente-deux mille vaisseaux marchands passent annuellement de la mer du Nord à la Baltique. La plupart viennent des ports de l'Elbe et du Weser, d'Amsterdam, de Rotterdam, d'Anvers, de Londres, de Greensby, de Hull, de Newcastle et de la côte orientale de l'Ecosse. Un rapide coup d'œil sur la carte montre que le trajet de tous, sauf de ceux qui arrivent de l'Ecosse septentrionale et occidentale, sera considérablement abrégé. La réciproque est vraie pour les navires venant de la Baltique. Quelques chiffres marqueront l'importance de cette transformation.

	DISTANCE		ECONOMIE	
De la Baltique à	par le canal	par le Skagerrak	en milles maritimes	en heures de traversée
Hambourg. . .	221	646	424	45
Bremerhafen. .	272	595	322	32
Amsterdam . .	450	687	236	22
Rotterdam. . .	479	716	236	22
Anvers	540	777	236	22
Dunkerque . .	561	800	238	22
Londres	591	830	238	22
Hull.	536	717	180	15
Newcastle . . .	591	698	106	6
Leith	646	730	83	3

Après l'ouverture du canal, l'importance relative des diverses villes maritimes du nord sera grandement changée. Le Sund, entre le Danemark et la Suède, aujourd'hui l'une des routes les plus courues du monde, va devenir presque désert. Copenhague en souffrira le plus; Helsingör, avec son château de Kronborg, sur les terrasses duquel Hamlet promenait son rêve, ne commandera plus l'entrée de la mer Baltique. Les marins

que le roi du Danemark envoie aux fêtes de Kiel y feront sans doute des réflexions amères. Les ports allemands de la Baltique, de Kiel à Königsberg, gagneront tout ce que Copenhague va perdre. Mais, parmi toutes les villes avantagées, Hambourg aura la part du lion, et cette cité, qui règne déjà aujourd'hui sur tout le commerce du nord, ne le cèdera certainement plus en importance à aucun port du continent.

Au point de vue militaire, l'importance du canal est plus grande encore si possible qu'au point de vue commercial. Jusqu'ici la flotte allemande était forcément coupée en deux tronçons qui, pour se réunir, devaient passer sous les canons danois et scandinaves. Désormais, l'escadre de la Baltique rejoindra en quelques heures et sans le moindre péril l'escadre de la mer du Nord. Kiel et Wilhelmshafen, les deux grands ports de guerre, sont à cent kilomètres à peine l'un de l'autre. Il n'appartient plus à personne de couper leurs communications par eau. L'entente franco-russe double la portée de ces avantages, l'escadre de la Baltique étant vouée aux attaques du tsar, celle du Nord plus particulièrement exposée aux coups des marins de la république.

Si le canal est avant tout une œuvre pacifique, il a donc aussi sa grande importance exclusivement nationale, et l'on ne doit pas trop s'étonner que les états dont il n'est point de nature à favoriser les visées, comme ceux auxquels il porte un préjudice direct, aient eu quelque scrupule à venir en célébrer l'achèvement.

— L'un des écrivains les plus populaires de l'Allemagne, Gustave Freytag, vient de s'éteindre comblé d'honneurs et d'années. De 1845, date de son premier ouvrage, à 1889, où parut son dernier écrit de quelque étendue, il a composé toute une bibliothèque. Pour caractériser exactement l'homme et son œuvre, il faudrait plus de place que je n'en ai à ma disposition.

Je pense cependant ne pas donner de lui une idée fausse en disant qu'il fut en ce demi-siècle l'incarnation la plus exacte de la bourgeoisie allemande. Il ne cessa pas de lui parler selon son cœur. Il pensait comme elle et savait, à point nommé, faire paraître le livre propre à lui plaire. Epris comme elle des idées révolutionnaires avant 1848, il écrivit dans le style et dans le courant de la « Jeune Allemagne. » Revenu avec elle,

après les secousses de cette année fameuse, de tout enthousiasme novateur, il donna à ses concitoyens son œuvre capitale, *Doit et Avoir*, roman destiné à exalter l'activité bourgeoise, à montrer au peuple qu'après tout son sort est enviable, à glorifier le travail comme la véritable discipline de la vie, celle qui seule procure le contentement d'esprit, l'aisance jointe à la considération et à l'honneur. Après 1870, Freytag entreprit toute une série de romans historiques intitulés : *Les ancêtres*, dans lesquels il montrait à l'Allemagne victorieuse qu'elle n'est point une parvenue et a de qui tenir. Il présente au bourgeois ses aïeux, personnifiés dans une seule famille dont l'auteur suit les destinées à travers toute l'histoire, et qu'il fait aboutir, non à quelque prince ou à quelque général titré de l'époque actuelle, mais à Victor Kœnig, simple *privat docent* et journaliste libéral. C'était bien l'histoire de ces bourgeois qui ont souffert à travers les siècles de l'oppression extérieure et intérieure, de la tyrannie de l'étranger, des chevaliers pillards, des principicules, et qui, au prix de leurs sueurs et de leur sang, ont conquis enfin l'indépendance et l'unité nationales, avec une dose appréciable de liberté, et ont ainsi fondé la grandeur de la patrie.

Je crois que cet opportunisme de l'inspiration était chez Freytag chose instinctive et non point chose voulue. Ce serait lui faire injure de croire qu'il voulut toute sa vie être l'homme de la classe qui achète le plus de livres et participe le plus efficacement à la réputation et à la fortune d'un auteur. Pourtant, cette habileté à discerner d'où vient le vent jettera une ombre légère sur la mémoire de Freytag. Il avait été l'un des favoris et des inspirateurs du Kronprinz, et ne l'avait pas quitté pendant la campagne de France. C'était alors sans doute son honneur et sa joie. Aussi a-t-on ressenti une impression pénible à voir le grand écrivain, peu après la mort de Frédéric III, publier dans la *Deutsche Rundschau* (déc. 1889, janv. 1890) des *Souvenirs de l'Empereur* où l'on sentait trop que le règne avait changé, et qu'un nouveau maître, mû par d'autres tendances, demandait aux courtisans de changer de ton. L'un des derniers actes de Freytag fut cependant un acte d'indépendance : il protesta chaleureusement contre l'*Umsturzvorlage*. Mais, ici encore, il était dans le courant ; la fin l'a bien prouvé.

L'écrivain qui vient de mourir n'était pas un poète enthou-

siaste au génie créateur, c'était un artiste au talent vigoureux, un ouvrier de lettres du plus merveilleux savoir-faire, un esprit clairvoyant, un observateur sagace. C'était mieux encore : un écrivain d'une honnêteté absolue et d'une conscience parfaite. Il n'a connu ni l'ardent amour de la justice, ni la forte haine du mal, ni les pitiés douloureuses, ni les généreuses colères contre l'oppression. Mais il a possédé la raison calme et le jugement clair. S'il eut une passion au monde, ce fut celle de la grandeur de l'Allemagne. Son patriotisme éclairé eut une large part dans ses succès.

Gustave Freytag était né le 13 juillet 1816 à Kreuzberg, en Silésie. Il étudia la philologie à l'université de Breslau, où en 1839 déjà il enseignait comme *privat docent*. Ses premiers vers imprimés datent de 1845, et dès 1858 il fut rédacteur des *Grenzboten*. La simple énumération de ses pièces de théâtre et de ses romans prendrait trop de place. De 1862 à 1870, Freytag fut député d'Erfurt au Reichstag de la confédération du Nord. Le journal du Kronprinz montre de quel crédit il jouissait auprès de ce prince pendant les grands événements qui ont transformé l'Allemagne. En 1876, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de Freytag, un rescrit impérial ordonna que son portrait serait fait aux frais de l'état par votre malheureux compatriote, le peintre Stauffer, de Berne, et placé dans la Galerie nationale de Berlin. Après avoir habité Breslau, Leipzig et Gotha, le célèbre écrivain s'était installé à Wiesbaden, où il a passé les dernières années de sa vie et où il a été enterré le 3 mai au milieu d'une grande affluence. Il laisse un fils et avait épousé en secondes noces la femme divorcée du professeur Alexandre Strakosch.

— Au risque de marcher dans les plates-bandes fleuries de votre chroniqueur suisse, je dois vous signaler une étude très fouillée de M. Saitschik sur vos cinq grands poètes contemporains de langue allemande [1] : Jérémias Gotthelf, Gottfried Keller, Conrad-Ferdinand Meyer, Henri Leuthold et Dranmor. Mon excuse est que leur réputation a dès longtemps passé les frontières helvétiques, et que l'Allemagne leur a fait une place

[1] *Meister der Schweizerischen Dichtung des neunzehnten Jahrhunderts*, von R. Saitschik. — Frauenfeld, Huber, 1894.

d'honneur dans sa littérature. Le livre que j'annonce ne renferme aucun détail biographique nouveau sur ces écrivains. Il se borne à analyser leur œuvre, à en marquer l'importance et la portée, à nous présenter leur physionomie morale avec une pénétration de psychologue et la science d'un critique très informé. Il nous montre en Gotthelf l'homme de parti, le caractère passionné, ardent dans l'amour et la colère, sans poids ni mesure, mais observateur profond et écrivain d'un sentiment intense et communicatif. Keller nous y est peint comme l'une des plus puissantes et des plus originales personnalités de ce temps, étonnamment doué pour tout comprendre, et pourtant subjectif et enfermé dans ses opinions immuables plus qu'aucun autre. Conrad-Ferdinand Meyer est l'artiste accompli, l'un des maîtres stylistes du siècle, sans qu'il se laisse absorber par le souci de la forme au point d'en perdre son caractère d'un si original relief. Leuthold, versificateur exquis, qui berçait sa mélancolie du rythme ingénieux et des rimes sonores de ses strophes savantes, ne sera jamais populaire ; il est pour cela trop fin et trop loin de la nature, mais, comme le dit finement M. Saitschik, il restera « le poète des poètes. » Leuthold fut méconnu en Suisse ; il s'en plaint doucement dans des vers attristés, mais ne se laisse jamais aller au sarcasme contre l'ingratitude ou l'ignorance de ses compatriotes ; il a écrit sur les beautés naturelles de votre pays et, en particulier, du lac de Genève, des pages qu'Eugène Rambert n'eût pas désavouées. Dranmor enfin aurait heureusement complété Leuthold ; il a, de plus, la fantaisie puissante et l'imagination créatrice : c'est un pessimiste qui chante sur un ton bien moderne, mais avec une sincérité d'inspiration indiscutable, la lutte et la mort plus encore que la vie. Les digressions d'une portée générale auxquelles M. Saitschik se livre au cours de son ouvrage me paraissent du plus haut intérêt. L'auteur a fait pour les poètes de la Suisse allemande ce que M. Ph. Godet accomplissait naguère avec tant d'éclat et de succès pour les écrivains de la Suisse française.

— Une étoile de première grandeur se lève-t-elle dans notre ciel dramatique, prête à prendre place près des orbites rayonnants de Sudermann, Gerhardt Hauptmann ou Ludwig Fulda ? On devrait le croire, à lire les articles d'un lyrisme débordant

par lesquels les critiques accueillent une pièce qu'un tout jeune auteur, M. Georges Hirschfeld, vient de donner au Théâtre libre de Berlin. « Rarement, écrit le chroniqueur du *Berliner Tagblatt*, M. Neumann-Hofer, le Francisque Sarcey de la capitale allemande, il nous a été donné d'éprouver au théâtre une jouissance plus parfaite. » Du jour au lendemain, l'auteur de *Mères*, — c'est le titre de la pièce dont il s'agit, — est devenu un personnage. Les reporters font antichambre chez lui ; ils nous annoncent qu'il va abandonner le commerce, auquel l'intelligence de ses parents l'avait voué, pour se consacrer désormais tout entier à l'exploitation de son génie poétique. L'analyse qu'on nous donne du drame ne me paraît pas justifier en tout point cet enthousiasme ; le sujet est loin d'être neuf : c'est la rivalité d'une mère et d'une maîtresse de basse extraction dans le cœur d'un jeune homme, — et il est traité d'une façon bien mélodramatique, — avec, au quatrième acte, suicide de la pauvre jeune fille abandonnée. Mais les analyses sont parfois trompeuses, et je ne demande pas mieux que de faire amende honorable et de croire qu'avec M. Georges Hirschfeld la scène allemande va voir se rouvrir l'ère des chefs-d'œuvre.

CHRONIQUE ANGLAISE

Le printemps. — Le cas de lord Selborne. — Exposition de l'Académie royale. — Mémoires de la famille Verney.

Le printemps a eu de la peine à venir, mais quand, en avril, il s'est décidé à paraître, il l'a fait avec éclat. Soleil brillant et chaud, malgré, çà et là, d'âpres retours de vent du nord ou de l'est ; temps sec, trop sec même au gré des agriculteurs et des jardiniers. Cependant, la campagne est charmante, la jeune verdure cachant les dégâts faits par l'hiver, et les arbres qui ont résisté semblent d'autant plus fiers de leur vigueur,

après avoir tenu tête aux assauts du froid et de la tempête. Jamais je n'ai vu les arbres à fleurs si richement habillés; dans les parcs et les squares, les lilas, les cytises, les cerisiers doubles, les marronniers, les épines roses ou blanches sont resplendissants, et les vieux jardins des faubourgs et des bords de la Tamise, à Richmond, rivalisent même avec Chartres, cette reine de beauté à l'époque des lilas.

— Londres est plein et très occupé à s'amuser. Le gouvernement de lord Rosebery est encore debout, bien qu'à chaque élection complémentaire il voie sa popularité diminuer et sa majorité décroître. Combien de temps faudra-t-il encore jusqu'à ce que la balance penche de l'autre côté ?

— Le comte de Selborne vient de mourir, à l'âge de 83 ans. C'est lui qui, en 1882, inaugura les nouvelles cours de justice du Strand, entre le Temple et Lincoln's Inn, jusqu'alors les deux citadelles du barreau. A ce moment-là il était lord-chancelier, c'est-à-dire chef suprême de la justice. La reine Victoria en personne déclara que cet édifice serait à l'avenir « l'endroit déterminé » où devait se rendre la justice, en lieu et tous place de Westminster Hall, où depuis des siècles se jugeaient les procès : telle est la formule employée dans la grande charte du roi Jean, suivant laquelle *communia placita non sequantur curiam nostram, sed teneantur in aliquo certo loco.* On citera toujours ensemble les noms de lord Selborne et de lord Cairns, les deux chanceliers, — un de chaque parti, — qui ont réformé l'administration de la justice en Angleterre. Grâce à eux, tous les tribunaux institués depuis les Plantagenets (y compris les cours de la chancellerie et de l'amirauté et celles, plus récentes, consacrées à la vérification des testaments et aux affaires de divorce, qui avaient remplacé la juridiction ecclésiastique) ont été fondus en une seule cour de justice; ainsi des juridictions exclusives et parfois contradictoires ont été abolies, et la procédure s'est trouvée simplifiée et, dans certains cas, est devenue plus élastique. Ce grand changement s'est effectué en 1875. Vingt ans d'expérience ont prouvé que si, comme toutes choses humaines, le nouveau système n'est pas parfait et n'a pas fonctionné même aussi bien qu'on s'y attendait et qu'on l'annonçait, il a rendu néanmoins de réels services et marque un grand pas en avant.

Comme avocat, comme juge et comme homme d'état, lord Selborne n'était peut-être pas tout à fait à la hauteur de son ami et rival, lord Cairns, mort il y a une dixaine d'années; mais tous deux ont été des lords-chanceliers hors ligne, et tous deux ont eu une carrière extrêmement remplie. Ils étaient également remarquables par la dignité et l'élévation de leur caractère et connus pour leur attachement à la religion. Selborne, au milieu de ses nombreuses occupations, trouva moyen de publier un recueil d'hymnes, dont quelques-unes composées par lui et très admirées (*Livre de louange*, par Roundell Palmer, plus tard comte de Selborne).

En politique, il fut un libéral avancé de l'ancienne école et l'ami personnel de M. Gladstone. Mais dans deux circonstances importantes il se sépara de celui-ci. La première fois, lorsque, par pure conscience, il refusa d'admettre les vues de son chef sur le désétablissement de l'église d'Irlande et se vit écarté par là du poste de chancelier, la plus haute ambition de tout homme de loi (il l'obtint cependant peu après); et, la seconde fois, quand il ne voulut pas se rallier au *home rule*, ce qui l'arrêta de nouveau dans sa carrière.

Une curieuse question constitutionnelle a été soulevée par son fils aîné, qui a succédé à ses titres. Etant membre de la chambre des communes et préférant l'activité qui y règne à l'ennui solennel de la chambre des lords, il prétend qu'il peut rester dans celle-là jusqu'à ce qu'il ait été réclamé par l'autre. Or, en pratique, cette réclamation n'est jamais faite que si le nouveau membre le désire et prouve ses droits, de sorte que si sa prétention est admise, lord Selborne pourra siéger à la chambre des communes aussi longtemps que cela lui plaira.

Ce débat met en cause la nature même de la pairie et de la noblesse, et la constitution de la chambre haute, voire des deux chambres, mais il nous entraînerait dans des détails trop techniques pour que je m'y arrête ici. Je me borne à le signaler à l'attention de archéologues, historiens, généalogistes, métaphysiciens ou étudiants qui liront ces pages.

J'ajoute que, quelle que soit sa solution[1], ce cas servira de

[1] Elle a été négative, et la demande du nouveau pair a été écartée purement et simplement, presque sans discussion.

précédent, car il y a toujours dans la chambre des communes un certain nombre de fils aînés, frères ou neveux de pairs qui, s'ils sont ambitieux, doivent envisager avec déplaisir le moment où ils arriveront eux-mêmes à la pairie et verront ainsi s'évanouir leurs rêves d'avenir. Il est en effet très difficile à un membre de la chambre des lords de faire une grande carrière politique, ou du moins les conditions de succès y sont très différentes, et sa valeur est bien moindre aux yeux du public.

Pendant la première moitié de mai on ne parle à Londres que de peinture, et spécialement de l'exposition de l'Académie royale. Cette année, j'en ai pourtant moins entendu parler que d'habitude, mais je suppose que c'est purement accidentel. L'exposition, autant que j'ai pu en juger, est au-dessus de la moyenne. L'aspect général m'a paru remarquablement satisfaisant. On a en particulier du plaisir à y voir de belles œuvres de notre vieux favori Millais, dont les tableaux sont toujours très goûtés et qui n'avait rien envoyé aux dernières expositions. Sa toile principale est intitulée : *Parle, parle!* C'est l'apostrophe véhémente d'un homme qui se dresse vivement dans son lit en voyant apparaître entre les rideaux sa femme morte, en robe de noce, avec un diadème et un collier de diamants jetant des feux éblouissants. La scène est belle, mais un peu trop théâtrale. N'était le sang, que nous autres Anglais n'aimons pas à voir représenté en peinture, je préférerais son *Saint Etienne* : le corps du martyr, vêtu de blanc et de noir, gît à terre après la lapidation. L'ensemble est sombre, comme du reste ses autres tableaux, qui contrastent avec son genre d'autrefois.

Le président, sir Frederik Leighton, se fait remarquer comme d'ordinaire par l'élégance de son style antique. La place d'honneur est occupée par son *Juin flamboyant* : une femme endormie dans une attitude contournée que le talent seul du maître pouvait faire paraître gracieuse, et vêtue d'une robe abricot dont la teinte paraîtrait osée chez un coloriste moins consommé. Mais c'est un artiste qui se joue des difficultés. Sa *Fille aux cheveux d'or,* — le titre en dit assez long, — est aussi d'une finesse d'exécution admirable.

Phébus-Apollon, sur son char traîné par des lions et des lionnes, est un beau tableau de Briton Riviere, plus vivant

que ne le sont généralement les peintures classiques. Les fauves soutiendront la critique des explorateurs du continent noir aussi bien que le dessin celle des journalistes. Toutes les personnes qui ont vécu en Afrique viendront également, je pense, voir les portraits des chefs de notre territoire sud-africain, Cecil Rhodes et le Dr Jameson, par Herkomer. Je pourrais vous entretenir encore longtemps des œuvres qui m'ont plu à l'exposition, dans tous les genres et de tous les styles, mais, vu le peu de place dont je dispose, cela tournerait bien vite au catalogue. Je ne veux donc plus mentionner qu'un seul tableau, le meilleur de tous, à mon avis, le *Bourgmestre de Landsberg, avec son conseil municipal,* peint par Herkomer, et dont l'auteur, bavarois de naissance, mais établi depuis de longues années en Angleterre, a fait cadeau à la ville de Landsberg, en Bavière. C'est une vaste composition, d'un dessin vigoureux, et faite pour être vue à distance. Lorsqu'on est au point voulu, la perspective est admirable, et l'on se figurerait aisément qu'on a devant les yeux la table même du conseil avec des personnages en chair et en os. Le bourgmestre est debout, derrière une table, au centre de la toile, et parle aux conseillers, qui sont assis, cinq à sa droite, cinq à sa gauche, dans des stalles de chêne. Dans le fond deux fenêtres, l'une cachée par un rideau bleu, l'autre ouverte et laissant apercevoir au lointain les toits à pignons de la paisible ville. Les tons qui prédominent sont le noir, le brun et le bleu, mais l'ensemble est plus lumineux qu'on ne pourrait le croire. C'est une œuvre qui supporterait la comparaison avec les vieux portraits de guildes ou de confréries hollandais.

J'ai fait, pour vous en parler aussi, un tour dans les salles réservées à la sculpture, mais je n'y ai pas trouvé grand'chose à signaler. Le public anglais ne se soucie pas beaucoup de sculpture et nous avons peu de vrais maîtres dans cet art. La moitié des œuvres exposées sont de sculpteurs étrangers. Thornycroft a une bonne statue en pied du feu comte Granville ; mais les pantalons ne prêtent guère à l'effet artistique, et le goût moderne ne permet pas de déshabiller les grands hommes pour les représenter... j'allais dire dans le costume d'Achille ou d'autres héros, comme on l'a fait pour Napoléon et pour Wellington, et nous n'aimons pas davantage à les draper dans

des toges romaines. La robe des gradués universitaires a été d'un précieux secours dans la statue colossale du grand naturaliste Richard Owen, faite par Brock pour être élevée au musée d'histoire naturelle de Kensington. C'est, je crois, le le meilleur morceau de l'exposition. Les traits animés et pittoresques du vieux savant tenant dans ses mains un os préhistorique sur lequel il est en train de disserter, attirent infailliblement l'attention. Il y a aussi quelques bons bustes, entre autres ceux des peintres Riviere et Orchardson par Onslow Ford, et de feu Robert-Louis Stevenson, l'écrivain bien connu, par David Stevenson. On remarque, par contre, cette année, moins de ces bustes médiocres qui perpétuent le souvenir de présidents de conseils ou de maires de petites villes.

J'ai noté quelques spécimens de peinture sur émail et de décoration de métal, arts auxquels l'Académie, me semble-t-il, n'ouvre pas assez souvent ses portes.

En analysant le catalogue, je trouve qu'il y a 1713 œuvres exposées, sur lesquelles 888 peintures à l'huile, environ 400 aquarelles, 125 eaux-fortes, gravures ou dessins au trait noir, 200 projets d'architecture et 100 sculptures. Quant aux artistes, les 40 académiciens ont envoyé 94 toiles, plus une |d'un vieil académicien en retraite. Les 30 membres associés ont fait 96 envois. Ce sont pour la plupart des hommes encore jeunes qui seront élus, le moment venu, à l'Académie, et qui forment le noyau des célébrités futures.

On entend souvent dire que les membres de l'Académie accordent trop de place à leurs propres œuvres et écartent ainsi les jeunes talents. C'est un reproche qu'on ne pourra pas leur faire en 1895, car il y a 87 exposants non académiciens qui ont 3 envois ou davantage ; autrement dit, tandis que les 70 membres exposent en tout 191 œuvres, 70 non académiciens en exposent 217, sans compter les miniaturistes, qui en ont chacun 6, 7 ou 8.

— Les Verney sont une ancienne famille, dont le centre est depuis des siècles à Clandon, dans le comté de Buckingham. Sir Ralph Verney, qui en était le chef vers le milieu du dix-septième siècle, avait la manie de l'ordre et gardait lettres et papiers en dossiers bien étiquetés. Deux dames de la famille,

qui vivent actuellement, ont compulsé ces dossiers, et, avec l'aide de gens compétents, en ont tiré trois gros volumes du plus grand intérêt. Les deux premiers nous ramènent au temps des guerres civiles. Sir Edmond portait l'étendard du roi Charles, et fut tué à la bataille d'Edgehill, non loin de Clandon. Son fils Ralph fut membre du long parlement, comme son voisin de campagne, le fameux Hampden, et fit de l'opposition au roi, mais avec modération.

Le troisième volume, qui vient de paraître, va de la république et du protectorat de Cromwell à la restauration des Stuart en 1660, et nous fait connaître dans tous ses détails la vie domestique de l'époque. La politique et l'histoire n'y entrent que pour une part, comme dans la vie réelle ; elles sont même reléguées à l'arrière-plan, bien que dans ces temps troublés elles jouassent forcément un plus grand rôle que dans notre tranquille Angleterre d'aujourd'hui. Le pauvre Sir Ralph subit le sort ordinaire des modérés. Les Cavaliers le regardaient comme un adversaire ; les Têtes-Rondes se souvenaient que son père avait été un défenseur zélé du roi et savaient que lui-même avait de la fortune et de l'influence, et ainsi, avec d'autres gentilshommes campagnards, il fut traîné devant Cromwell, emprisonné, et son domaine taxé arbitrairement. Après avoir lu ces pages, on comprend l'empressement avec lequel la nation salua le retour de la royauté, même représentée par un Charles II : c'était au moins un gouvernement constitutionel, offrant des perspectives de respect des lois et de liberté individuelle !

Mais, comme je l'ai déjà dit, le principal intérêt de ces mémoires est dans leurs descriptions de la vie de famille. Sir Ralph était allé s'établir pour la santé de sa femme à Blois, où elle mourut, lui laissant deux fils en bas âge et plusieurs jeunes cousines qu'il avait prises à sa charge. Nous voyons comment les enfants furent élevés, et comment le second des fils entra chez un marchand de la Cité. Car, déjà alors, le commerce n'était pas considéré comme déshonorant pour un fils de famille, et une sœur de Sir Ralph avait même épousé un apothicaire. Ensuite viennent les amours et les mariages du fils aîné et des cousines, les négociations des frères de

celles-ci au sujet de leur fortune et de leur dot ; puis la vie de campagne à Clandon et l'administration du domaine, avec les perpétuelles disputes entre l'intendant et le pasteur, les deux grands personnages de l'endroit. Clandon House était le rendez-vous de la famille, et sir Ralph prenait grand plaisir, semble-t-il, à y réunir ses sœurs, leurs maris et d'autres amis ; un seul était reçu à contre-cœur, c'était le frère, tombé si bas qu'on évitait sa compagnie et qui n'apparaissait que pour demander de l'argent à grand renfort de promesses de se conduire mieux et de démonstrations religieuses. Sir Ralph lui-même était un homme tout à fait respectable, mais trop froid et trop méthodique pour être d'un commerce très agréable. A part les dames, dont nous entendons peu parler, le caractère le plus sympathique du livre est le docteur Denton, un médecin à la mode à Londres, auquel toute la famille demandait conseil en toute circonstance, et qui, ayant plus affaire pour lui-même que qui que ce fût, devait naturellement s'occuper de tout ce qui concernait les autres, en s'arrangeant comme il le pouvait. Exactement ce qui se passe de nos jours.

Un mot d'avertissement pour ceux de mes lecteurs qui se proposeraient de lire ces intéressants volumes. Notre orthographe actuelle n'est pas toujours facile, mais du moins l'usage a établi la manière d'écrire chaque mot ; au dix-septième siècle il y avait autant d'orthographes que d'écrivains, et même les plus lettrés des Verney et leurs correspondants se permettaient d'étranges licences à cet égard ; quant à ceux qui étaient moins instruits, et spécialement les femmes, nous sommes souvent obligés de nous demander ce qu'ils voulaient dire, et même de prononcer les mots à haute voix pour être guidés par le son. Pour un Anglais, cela ne fait qu'ajouter du piquant à l'ouvrage, mais ce doit être une sérieuse difficulté pour des étrangers.

CHRONIQUE SUISSE

Carl Vogt. — Le bazar de Saint-Pierre. — A propos d'orgues. — L'art à Neuchâtel. — *Les clochettes du rêve.* — M. Numa Droz publiciste. — En Valais. — *Le roman de ma mère.*

Au commencement du mois dernier est mort à Genève le professeur Carl Vogt, qui avait tenu une place considérable dans notre vie intellectuelle, et même, à certain moment, dans notre vie politique. C'était une figure originale, sinon sympathique à tout le monde. On ne saurait nier que ce fût une individualité puissante. Nous n'avons pas à l'apprécier comme naturaliste ; nous savons seulement que ses *Leçons sur l'homme* et ses *Lettres physiologiques* sont, en même temps que l'œuvre d'un savant, celle d'un écrivain ; il avait le don de l'exposition claire; il avait au besoin aussi la verve incisive et mordante du pamphlétaire. Il maniait la plaisanterie à peu près comme un morgenstern, et il assommait assez prestement son homme avec cette arme massive. Tous les journalistes qui ont parlé de lui après sa mort ont eu soin de rappeler son rire énorme et sonore ; il faut ajouter que ce rire avait quelque chose d'agressif : Vogt aimait la bataille, et sa raillerie s'attaquait de préférence aux choses que, dans notre pays de traditions protestantes, on respecte le plus. Il se plaisait, comme l'a dit spirituellement un de mes confrères, « à contrister le *mômier* et le régent membre du consistoire. »

Mais, chose assez rare, ce libre-penseur qui voyait volontiers des imbéciles en ceux qui pensaient autrement que lui, protesta toujours contre l'intolérance en action : il se montra hautement libéral au moment du Kulturkampf et réclama en faveur des croyants le droit à la superstition. Nous oublierons enfin qu'il fut souvent très dur dans ses jugements sur sa patrie d'adoption, et qu'il lui arriva, il n'y a pas bien longtemps, dans un article de journal, d'exprimer un mépris sans bornes pour notre littérature indigène : le sentiment religieux dont elle est em-

preinte exaspérait son matérialisme; et il avait la franchise de le dire, ou la naïveté de le montrer. Car Vogt était de ces hommes sur lesquels aucune méprise n'est possible et dont on sait toujours ce qu'ils pensent, ce qu'ils aiment, ce qu'ils haïssent; il se montrait tel qu'il était, avec une sincérité qui chez d'autres eût été courageuse, mais qui ne lui coûtait pas le moindre effort. Il lui en eût coûté au contraire de réprimer l'expansion de ses sentiments naturels. Il fut pleinement et librement ce qu'il lui plaisait d'être, sans se soucier de plaire aux autres, et même avec le secret plaisir de les scandaliser. Il a dû le goûter fort souvent.

— Qu'aurait dit Calvin du « bazar de Saint-Pierre, » qui a mis sur pied pendant quelques jours toute la société de Genève? Nous n'avons pas coutume de mentionner ici les innombrables ventes de charité qui ont lieu dans nos cités romandes; mais il faut bien constater que le bazar pour la restauration de l'antique cathédrale a pris à Genève les proportions d'un événement national. Les journaux genevois nous en ont décrit le luxe et les splendeurs en des articles pailletés d'adjectifs éblouissants. Cette fête mondaine, dont le but était d'une gravité toute religieuse, avait été préparée de longue date. Les dames y avaient mis naturellement tout leur cœur; et les artistes, les littérateurs, si nombreux à Genève, leur ont prêté naturellement le gracieux concours de leur talent. On dit merveille de l'album des poètes, que nous n'avons pas réussi à voir, tant les Genevois ont mis d'empressement à s'en disputer les exemplaires. On parle aussi avec de vifs éloges d'une désopilante revue genevoise en trois actes : *On restaure*, œuvre de deux hommes d'esprit, poète et musicien, MM. Maurice Bedot et Jaques-Dalcroze, qui a été jouée nombre de fois aux Amis de l'instruction. La recette des fêtes genevoises a été très belle (on parle de près de 100 000 francs), et les travaux de Saint-Pierre pourront être vigoureusement poussés, trop vigoureusement, me disait un vieux Genevois, qui n'approuve pas le caractère architectural de la restauration et se plaint qu'on lui gâte son Saint-Pierre sous prétexte de l'embellir. Voilà une question sur laquelle je me garderai d'avoir un avis. C'est aux Genevois seuls qu'il appartient d'en connaître, et ils n'aiment pas qu'on se mêle de leurs affaires....

— Puisque nous sommes au temple, laissez-moi, avant d'en sortir, vous signaler une notice historique et descriptive intéressante de M. Isaac Schümperlin, organiste à Nyon, sur l'*Orgue d'église* (Nyon, Rauschert & Cie, 1895. Broch. in-8o). En moins de 30 pages, l'auteur nous apprend une foule de choses. Il retrace toute l'histoire du plus beau et du plus compliqué des instruments de musique, depuis ses types primitifs jusqu'aux orgues de nos jours. Il nous donne de curieux détails sur l'orgue hydraulique, dont on attribue l'invention à Archimède. Il décrit ensuite la structure de l'orgue, et termine par une ingénieuse dissertation symbolique, où l'orgue devient l'image de l'humanité.... Pour en savoir plus long, lisez la brochure de M. Schümperlin, qui, — il le déclare, — aime son instrument d'un amour « mystique, » ce qui fait qu'il en parle avec une éloquence tout à fait entraînante.

— Après Genève, Neuchâtel a eu son exposition des beaux-arts. Il y a d'ailleurs un certain nombre de toiles qui n'ont fait que passer d'un des Salons dans l'autre. Cependant l'exposition neuchâteloise se suffit à elle-même, et elle a toujours son cachet local nettement accusé. Elle a revêtu cette année un aspect nouveau par le fait que le bâtiment (salles Léopold Robert) où elle est installée tous les deux ans a été notablement agrandi. C'est un signe que le zèle artistique des Neuchâtelois n'est pas près de se lasser. Disposant de quatre salles au lieu de deux, le comité de la Société des amis des arts a pu admettre six toiles de chaque exposant neuchâtelois (il y en a près d'une quarantaine), et deux œuvres de chaque artiste étranger au canton (on en avait invité environ vingt-cinq). Cela constituait un ensemble assez riche et assez varié.

Comme moyenne, le Salon de Neuchâtel était certainement à la hauteur d'autres expositions suisses récentes. Nous avons été frappé d'y voir, à côté du paysage, qui naturellement prédomine toujours, un nombre relativement considérable de tableaux de figures. Un autre caractère intéressant de l'exposition neuchâteloise, c'est la place qu'y occupent les artistes de la Chaux-de-Fonds. Le développement artistique du « grand village, » très sensible depuis un certain nombre d'années, est dû à l'action persévérante de quelques professeurs de dessin qui ont semé la bonne semence : ce furent jadis les Jacot-

Guillarmod et les Hirschy, deux artistes de race ; ce sont aujourd'hui d'autres maîtres non moins consciencieux, non moins épris de leur art, et qui savent trouver dans l'observation de la vie montagnarde des motifs d'un pittoresque local tout à fait digne d'intérêt. Il faut prêter attention à cet essor artistique qui se produit dans les grands centres du Jura neuchâtelois : il n'est pas sans importance pour la prospérité et l'expansion de l'industrie horlogère.

— Et voici que la poésie fleurit aussi dans la grande cité industrielle. Il nous en arrive un volume de vers sous ce titre séduisant : *Les clochettes du rêve* (in-12, La Chaux-de-Fonds, Imprimerie artistique Hæfeli, 1895). L'auteur, M. Charles Neuhaus, est un instituteur qui a le goût des studieux et nobles loisirs. Nous avons pris plaisir à lire ses poésies, d'une inspiration grave et religieuse, et en même temps très humaine. La forme en est aisée, le rythme souvent élégant ; ce qui n'empêche pas que nous aurions plus d'une réserve à faire sur le style, qui manque souvent de propriété, de justesse, de précision. Mais le don y est, « l'influence secrète » dont parlait Boileau. M. Neuhaus me paraît être un autodidacte bien doué : il lui manque certaines choses qui s'apprennent, mais il en a d'autres qui ne s'apprennent pas. Il y a un tour particulier, un accent, un je ne sais quoi, auquel on reconnaît l'instinct poétique. Il suffit d'une strophe, d'une insignifiante bluette pour en attester la présence. Voici, par exemple, deux strophes qui me plaisent, quoiqu'elles ne disent pas grand chose, parce que j'y trouve justement ce don naturel ; elles sont intitulées *Au bord de l'eau* et se pourraient gentiment mettre en musique :

Qu'admirez-vous, belle enfant brune,
A vos pieds, sur l'étang qui dort ?
— Le baiser triste de la lune,
Dont vous voyez le croissant d'or.

— Plus anxieuse que ravie,
Qui vous trouble, cœur éperdu ?
— C'est mon baiser triste à la vie,
Qu'elle ne m'a jamais rendu !...

— C'est à peine quitter la Chaux-de-Fonds que de parler du livre que vient de publier M. Numa Droz, ancien président de la confédération. Nos lecteurs connaissent les divers morceaux qu'il a réunis sous ce titre : *Etudes et portraits politiques* (in-8°, Genève, Eggimann), et qui ont paru d'abord ici-même. Comme il le dit très simplement dans sa préface, l'auteur, en les relisant, a trouvé que ces articles présentaient un intérêt durable. Tous ses lecteurs sont certainement de cet avis. Nous venons de relire nous-même, avec un plaisir nouveau, les biographies du landamman Heer, de Hertenstein et de Ruchonnet, qui ne sont pas des récits de seconde main, mais qui contiennent, au contraire, en bien des pages, de précieux souvenirs personnels, puisque l'auteur avait été le collègue des trois hommes dont il trace le portrait. Si diverses que soient ces trois figures, elles laissent pourtant une même impression de simplicité et de dignité républicaines, de dévouement persévérant au pays.

Etre conseiller fédéral est un grand honneur; c'est surtout un grand labeur, et même, si l'on considère les faits sous un certain angle, un labeur ingrat. Vous trouverez à cet égard quelques confidences fort curieuses dans l'étude de M. Droz sur la *Réorganisation du conseil fédéral.* Il nous décrit la vie d'un chef de département sous des couleurs bien propres à décourager toutes les ambitions. Nous avions jusqu'ici beaucoup de respect pour nos premiers magistrats : à ce respect s'alliera désormais beaucoup de compassion, et si jamais on attache à chacune de leurs personnes, comme le souhaite M. Droz, un secrétaire particulier, nous prenons l'engagement de ne pas demander le referendum contre une mesure aussi raisonnable et recommandée par le plus simple sentiment d'humanité.

Les études que M. Droz consacre à notre évolution démocratique et aux questions constitutionnelles qui ont si fort préoccupé le peuple suisse depuis vingt-cinq ans, ont un caractère essentiellement pratique. Nous avons connu en M. Droz, au début de sa carrière, le chef radical très ardent. L'exercice du pouvoir lui a enseigné beaucoup de choses, entre autres un certain opportunisme plein de sagesse, qui croit peu aux formules tranchantes, mais qui tient surtout compte des faits :

« La politique, dit-il, n'est pas une science exacte ; elle n'a pas de formule absolue qu'on puisse appliquer à une situation donnée. C'est une science expérimentale, un art comme celui de guérir ou de construire. » Il dit ailleurs : « Il n'y a de vrai et solide progrès que celui qui arrive à son heure ; il n'y a de bonne et saine démocratie que celle qui tient compte des réalités et des possibilités. » Il prêche, en face des questions actuelles, un certain socialisme très circonspect, qui ne recourt à l'intervention de l'état que dans les cas où elle est indispensable pour stimuler les énergies individuelles.

Les premiers articles de M. Droz sont empreints de passablement d'optimisme, d'une confiance sereine dans « notre bon génie, » qui « n'est pas près de nous abandonner. » Il a foi dans le peuple, avec qui il est plus facile de gouverner qu'avec des coteries parlementaires ; il exprime toutefois une vive répugnance pour le referendum obligatoire, et il est de ceux qui ont combattu le droit d'initiative avant qu'on eût eu l'imprudence de laisser introduire « ce cheval de Troie » dans notre constitution. Mais les récentes expériences paraissent avoir un peu ébranlé la confiance de l'homme d'état dans le bon sens populaire et l'avenir de notre démocratie. Encore ne nous paraît-il pas suffisamment effrayé à la perspective d'une Suisse unitaire. Il se borne à émettre l'avis que notre pays n'est pas mûr pour cet état et à douter qu'il le soit jamais.

Sans nous appliquer à une analyse plus détaillée de l'ouvrage de M. Droz, nous tenons à insister sur son caractère d'utilité pratique. C'est un homme d'état, et non un idéologue en chambre, qui parle dans ces pages, au nom de l'expérience qu'il a acquise aux affaires. Il traite les questions pour elles-mêmes, avec calme et mesure, en un style uni, clair, qui ne sacrifie rien à l'art, qui ne recherche ni le pittoresque, ni l'éloquence, et auquel nous ne refuserions même pas le droit d'avoir plus de mouvement et de couleur. M. Droz, qui entend faire une œuvre pratique, semble s'interdire tout ce qui ressemblerait au dilettantisme de l'écrivain, et cela même est propre à assurer chez nous à son livre l'influence qu'il se propose d'exercer sur les esprits.

— Nous venons de parler de la Suisse unifiée : une brochure récemment parue nous reporte aux tristes jours de la répu-

blique helvétique. Elle est de M. Eugène Mottaz, maître au collège d'Yverdon, qui a étudié, à la lumière de divers documents inédits, l'expédition du Valais en 1798 [1]. On peut suivre, dans le rapport du général Bergier, les phases de ce drame politique et militaire, où Mangourit, résident de France, joua un rôle détestable, tandis que le loyal Bergier et Poliez de Vernand, préfet du Léman, firent de vains efforts pour épargner aux malheureux Valaisans les horreurs dont leur pays fut le théâtre.

— Je me fais un plaisir de signaler un petit livre qui m'a beaucoup ému : il est intitulé *Le roman de ma mère* [2], et est signé d'un pseudonyme : Scilla. En apparence, c'est un roman ; en réalité, c'est une histoire, une histoire trop vraie, et très poignante.

Il y avait à Neuchâtel, au temps du réveil, un jeune pasteur, Guillaume Clottu, qui se rattachait aux tendances religieuses nouvelles. Persécuté, censuré par la Vénérable Classe, et même, croyons-nous, destitué, il dut quitter sa paroisse, au moment où il venait de se fiancer avec une jeune institutrice ; il accepta un poste de pasteur en France, y contracta le germe d'une maladie de poitrine, et revint mourir dans sa patrie, à trente-deux ans, en 1830. Des influences jalouses réussirent pendant quelque temps à éloigner de lui sa fiancée, qui put cependant le soigner pendant ses derniers jours. Dix ans après elle épousa un instituteur, ami de Guillaume Clottu. C'est sa petite-fille qui raconte aujourd'hui cette simple histoire.

Par la sincérité de sa foi, la ferveur de son zèle et la noblesse de son caractère, Clottu est une des figures les plus attachantes de la période du réveil. Elle mériterait d'être remise en lumière. C'était un orateur puissant et un poète dont quelques cantiques, qui valent mieux que ceux de Malan, sont d'un beau lyrisme religieux. Plusieurs sont restés populaires. Ainsi : *Fraternité céleste et sainte....* et *Jamais Dieu ne délaisse, Qui se confie en lui....*

L'auteur du petit livre que nous venons de lire a cru devoir,

[1] *Les premiers jours de l'expédition du Valais en 1798.* — In-8°. Lausanne, Vincent, 1895.

[2] In-12. Lausanne, Mignot, 1895.

tout en respectant scrupuleusement les faits, changer les noms des personnages de l'histoire et des lieux où elle se passe. Nous aurions préféré moins de précautions et un récit où la réalité nous eût été présentée sans voiles. L'inconvénient d'un ouvrage pareil, c'est que le lecteur se demande tout du long ce qu'il doit croire et où commence la fiction. Mais nous comprenons aussi les scrupules qui ont pu engager l'auteur à *romancer* l'histoire de Clottu. Nous ne craignons pas d'ajouter que le style trahit beaucoup d'inexpérience; pourtant, il n'y a pas de ces fausses notes et de ces erreurs de goût qui auraient pu si facilement déparer un récit de ce genre. Il y règne une véritable émotion, un ton de simplicité délicate. Dirons-nous que nous avions les larmes aux yeux en achevant cette douloureuse histoire, et que nous ne songions plus à nous demander si elle était bien ou mal écrite?

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

Le traitement du cancer. — Nouveaux désinfectants: aldéhyde formique; acide carbonique et acide sulfureux. — Vitesse des chemins de fer. — Pompe à débit régulier. — Les inconvénients de l'aluminium et de ses alliages. — Lexique géographique. — Dangers des timbres-poste.

Le traitement du cancer, voilà en trois mots, la question du jour, et qui vient d'être posée avec une force toute particulière par M. Charles Richet, le distingué professeur de physiologie de la faculté de médecine de Paris, et par son collaborateur M. J. Héricourt. Il ne sera pas mauvais de dire dès le début que MM. Richet et Héricourt sont loin d'être des novices dans la microbiologie, et dans la sérothérapie en particulier. L'immunisation par le sang (hématothérapie) a été imaginée et pratiquée par MM. Richet et Héricourt les premiers en 1888, et il ne suffit pas que d'autres chercheurs aient imaginé le nom de *sérothérapie* (traitement par la partie liquide seule-

ment du sang), pour justifier la prétention d'avoir découvert une méthode qui promet de beaux résultats. L'hématothérapie a déjà donné la méthode de Behring, qui va se généralisant ; peut-être va-t-elle donner la guérison du tétanos, et, en définitive, il semble bien certain que la découverte de la méthode de traitement des maladies infectieuses en général n'est plus qu'une affaire de temps. Et ce sera autre chose encore de traiter la fièvre typhoïde, la tuberculose, la fièvre jaune, le choléra, que de guérir la rage ou même la diphtérie. Déjà la guérison du cancer serait une superbe conquête : et elle serait d'autant plus intéressante que le microbe du cancer, si microbe il y a, n'a point encore été découvert. La méthode des deux physiologistes français a consisté à broyer un cancer humain frais, avec un peu d'eau, à exprimer le suc de l'affreux mélange, et à l'injecter à un âne et à deux chiens. Aucun des trois animaux n'a souffert le moins du monde de l'opération, et au bout de cinq, sept et quinze jours, on leur a demandé de leur sang pour en recueillir le sérum et l'injecter à deux cancéreux. L'un des sujets était une femme qui avait été opérée en octobre 1894 d'un cancer au sein. Dès février 1895, la tumeur revenait, et, le 7 mars, elle avait le volume d'une petite orange. Le 12 mars, on commença à pratiquer des injections de sérum de trois centimètres cubes, tous les jours, pendant quarante jours. La tumeur a disparu : elle est remplacée par une plaque d'induration mal délimitée ; l'état général s'est amélioré, et la malade a engraissé. Dans l'autre cas, il s'agit d'un cancer de l'estomac, et la maladie est si avancée qu'on n'ose l'opérer, l'opération étant d'ailleurs bien inutile. Ici encore la tumeur a disparu, la teinte cachectique aussi, la douleur, les vomissements, et en trois semaines le malade a gagné trois kilogrammes. Assurément, nous ne savons point encore ce que deviendront ces malades ; mais le fait de la disparition des tumeurs est là ; il est intéressant, il est encourageant au plus haut degré, et il est bien permis à MM. Richet et Héricourt « d'espérer avoir trouvé un traitement *quelquefois* efficace, » car c'est là tout ce qu'ils disent et annoncent. Ils sont prudents, et ont raison. Les demandes de sérum anticancéreux affluent à la Faculté de médecine, mais il ne peut y être fait droit. Ce n'est pas avec les dérisoires budgets des laboratoires de Paris,

aux trois quarts dévorés par le chauffage et l'éclairage, et auxquels le professeur doit ajouter de sa poche s'il veut travailler, qu'on peut avoir l'armée d'animaux qui serait nécessaire. Il est intéressant de noter, une fois de plus, que les découvertes importantes dans l'art de guérir sont généralement dues aux savants de laboratoire, et, en présence de ce fait, le dédain qu'affecte le praticien à l'égard du chercheur, acquiert une *vim comicam* très réjouissante.

— Une des grosses préoccupations de l'hygiéniste contemporain est la désinfection. Partout où il y a eu un cas de maladie infectieuse, il y a lieu à désinfecter; et il en va de même pour tout objet qui a été en contact avec le malade. Vous me direz peut-être qu'à ce compte tout est à désinfecter chaque jour, qu'il y a imprudence à accepter un objet quelconque, voire même à recevoir la monnaie.... Sans doute, cela est vrai. Mais l'extrême logique aboutit toujours à l'absurde, au point de vue pratique, à l'irréalisable. C'est pourquoi essayez de ne point trop vous préoccuper de cette légion d'ennemis invisibles. Dites-vous qu'il y a deux choses dans les maladies infectieuses : le microbe et le terrain, c'est-à-dire votre milieu intérieur, votre chimie, votre composition ; et le second n'est pas moins indispensable que le premier. Au fond, nous sommes tous les jours exposés aux atteintes de presque tous les microbes, et si nous résistons, c'est grâce à notre condition du moment. C'est aussi un peu une question de dose. Vous résisterez à une petite dose ; une grosse aura raison de vous. Et voilà pourquoi il est bon de désinfecter les endroits où l'on sait qu'il y a accumulation de microbes particulièrement virulents. Les désinfectants sont légion déjà : en voici toutefois deux de plus. L'aldéhyde formique d'abord, proposé par M. Miquel. Ce corps a l'avantage de ne point détériorer les objets, et il n'y a rien à déranger dans la pièce soumise à son action. On opère en faisant brûler incomplètement l'alcool méthylique (*vulgo* de bois) au contact de l'air et du platine incandescent, au moyen d'une lampe spéciale. Il est bon que la pièce soit hermétiquement close, et que le gaz puisse y séjourner quelque temps. Dans ces conditions, la poussière d'un centimètre d'épaisseur est parfaitement stérilisée au bout de vingt heures de contact avec les vapeurs. On peut recomman-

der ce procédé à la ville de Naples dont la poussière, d'après M. L. Manfredi, renferme 5 000 000 000 de bactéries par centimètre cube.... Le grand avantage de l'aldéhyde formique est qu'il n'y a pas à déranger un seul meuble : la vapeur stérilisante se charge de pénétrer partout. Le second produit est le gaz qui résulte de l'ébullition du liquide formé par le mélange de 4 % acide carbonique avec 96 % acide sulfureux, liquéfiés l'un et l'autre. Possédant un pouvoir diffusif égal à 12 000 fois celui de l'hydrogène, ce gaz est doué d'une remarquable puissance microbicide, d'après M. d'Arsonval. En une heure tous les microbes ont rendu l'âme. Seulement, jusqu'ici, on n'a opéré qu'en étuve close. Il faut que la méthode soit applicable aux pièces habitées, et qu'on puisse les désinfecter telles quelles sans mettre toutes choses sens dessus-dessous. Du reste, le gaz n'altère aucunement les meubles, objets et tentures, et il a encore sur le sublimé, habituellement employé, cet avantage de ne pas laisser derrière lui une substance toxique. Il faut espérer que nous aurons bientôt à notre disposition le désinfectant idéal qui ne détruit ni n'altère les objets, ne laisse rien derrière lui et tue les microbes *cito* et *tuto*. *Jucunde* est indifférent : nous nous en passerons.

— Le *Génie civil* a publié un travail sur la traction électrique et les grandes vitesses sur chemins de fer. L'auteur arrive à la conclusion que nous formulions ici-même il y a un mois, et considère que le mieux est, non de chercher de nouveaux moteurs, mais bien de perfectionner ceux que nous possédons. On arrive déjà, pendant de courts trajets, il est vrai, à de très grandes vitesses : mais celles-ci peuvent être soutenues, et la traction électrique semble devoir donner le moyen le plus avantageux d'obtenir ces vitesses de façon régulière. Il y a de bien belles choses encore à faire pour l'ingénieur, de bien ingénieuses économies de forces que l'on gaspille ou des utilisations de ressources motrices qu'on commence seulement à entrevoir. Car, il n'y a pas à se le dissimuler, nous gaspillons nos ressources. Voyez, par exemple, l'élégant calcul de M. Forel sur la quantité de chaleur que reçoit et perd, au courant d'une année, le lac Léman. Le soleil, de l'hiver à l'été, abandonne à celui-ci une somme de chaleur telle que, pour produire artificiellement le même échauffement du lac, il faudrait brûler

55 millions de tonnes de houille.... Par là on peut juger de l'énorme quantité de force qu'on pourrait recueillir sous les tropiques et dans les déserts, en utilisant les rayons du soleil.

— Il est souvent désirable de régulariser le débit d'une pompe et d'éviter les alternances périodiques d'afflux rapide et d'écoulement lent. M. Henry Jandin semble avoir, beaucoup plus que ses devanciers, approché de la solution du problème. — Il serait malaisé, sans figures, de bien expliquer le principe de son appareil (décrit dans le *Génie civil* du 27 avril); mais nous tenons à signaler celui-ci à l'attention de nos lecteurs que la question intéresse. — M. Jandin n'a pas la prétention de fournir un écoulement absolument uniforme; mais, d'après les graphiques qu'il donne, l'uniformité est bien plus considérable avec sa pompe qu'avec les appareils similaires.

— Le *Journal de pharmacie et de chimie* a publié une importante étude de M. A. Riche sur les alliages d'aluminium. Elle est décourageante, mais instructive. On attendait beaucoup de l'alliage aluminium-étain; il est certain qu'il ne donnera que des déceptions. Il décompose l'eau et est attaqué par elle, se désagrège, s'effrite. Le mélange des deux métaux est à éviter absolument : bien plus, l'aluminium seul, pur, est attaqué par l'eau aussi, s'il y séjourne quelque temps. M. Riche n'a pas observé de modifications d'une lame d'aluminium plongée dans l'eau pendant les huit premiers jours, mais après 15 jours, les altérations commencent. Moralité : si vous voulez absolument que vos torpilleurs ou autres engins de navigation destructrice aillent au fond des mers, dans les régions sombres, calmes et froides déjà pavées de tant d'ossements, faites la coque en aluminium : vous serez servi à souhait. Les ingénieurs de constructions navales devront se le tenir pour dit.

Bien plus encourageante est la nouvelle fournie par *Industries and Iron*, d'après laquelle un habitant de Québec, M. F. Allard, aurait découvert un procédé de trempe qui donne à l'aluminium la résistance du fer. Un canon en aluminium trempé, essayé devant des autorités compétentes, aurait parfaitement résisté, et le gouvernement des Etats-Unis en aurait commandé pour des essais. Nous reviendrons sur cette question.

— Signalons à l'attention de nos lecteurs un fort beau travail. C'est le *Lexique géographique du monde entier*, par M. J.-V. Barbier, secrétaire général de la Société de géographie de l'Est, à Nancy (Berger-Levrault, Paris et Nancy). Il se publie par fascicules paraissant toutes les six semaines, et il y en a sept de parus. L'œuvre formera 50 fascicules environ. Très homogène, très bien documenté, ce lexique donne sous une forme concise les renseignements essentiels sur la géographie, les productions, l'administration, le commerce, etc. ; il fournit tous les noms de quelque importance (localités de 250 habitants et au-dessus pour les pays de langue française) ; il sera plus compact, moins cher que le grand travail de M. Vivien de Saint-Martin, et on ne peut qu'applaudir à une œuvre de ce genre, due à l'initiative individuelle d'un savant de province. Il est seulement regrettable que les œuvres analogues ne soient pas plus nombreuses. Avec le travail patient et assidu que permet la vie loin des grandes capitales, de très beaux et utiles travaux devraient se faire, qui relégueraient bien vite au dernier plan les productions hâtives et mal pondérées de tant d'écrivains des centres importants qui oublient trop souvent que le temps ne respecte rien de ce qui a été fait sans son concours.

— La passion du timbre-poste peut conduire à de très fâcheuses conséquences au point de vue de la santé. C'est du moins M. Unna, de Hambourg, qui l'affirme, et son affirmation paraît ne pas être faite à la légère. Il n'est pas besoin de beaucoup de réflexion pour se dire qu'après tout l'eau où l'on met des timbres-poste pour les décoller de l'enveloppe peut renfermer de nombreux microbes venant de la bouche de ceux qui ont collé les timbres, n'est-ce pas ? La bouche la plus saine héberge normalement tout un troupeau de bactéries ou bacilles, et leur transport au loin est chose facile. Toutefois, il y a des timbres qui paraissent plus dangereux que d'autres : ce sont ceux de la Colombie. A quoi cela tient-il ? A ce que la colle qui sert à gommer ces timbres paraît être le véhicule d'un organisme qui communique une maladie assez bizarre. C'est la *piedra* ou pierre, une maladie du cuir chevelu, qui se couvre de petites croûtes noires entourant la base des cheveux, et si

dure que le peigne en y passant fait le bruit du râteau dans un tas de gravier. Cette maladie est fréquente en Colombie, et on la rattache à l'usage d'une colle que les femmes emploient pour lisser leurs cheveux, tandis que les postes l'utilisent pour faire adhérer les timbres. M. Unna a observé un cas de *piedra* en Europe, et, comme son malade n'avait jamais mis le pied en Colombie ni dans ces parages, il a dû chercher ailleurs l'explication. Il croit l'avoir trouvée dans le fait que celui-ci avait une correspondance suivie avec des relations colombiennes et qu'il conservait religieusement les timbres, comme le font beaucoup d'adultes d'ailleurs, pour se gagner les bonnes grâces de neveux, nièces, ou enfants (cela est un puissant moyen de séduction, soit dit en passant...). Il opérait la séparation du timbre et de l'enveloppe en plongeant le tout dans l'eau, et il a bien pu porter ses doigts mouillés à sa tête au cours de ses multiples opérations. Telle est du moins l'hypothèse de M. Unna, et elle n'est pas sans quelque vraisemblance. Voilà donc les amateurs avertis, et si un beau jour leur cuir chevelu crépite et craque, ils sauront d'où vient le mal. Ce leur sera une incontestable et adoucissante consolation.

CHRONIQUE POLITIQUE

La température. — Les événements de l'extrême Orient et la Russie. — Embarras financiers des grandes puissances européennes. — Politique fédérale en Suisse : lutte entre le libéralisme et le socialisme d'état. — Banque d'état. — Chemins de fer. — Subventions scolaires. — Centralisation militaire. — Représentation proportionnelle.

La température du mois de mai a été, sauf pendant quelques jours, délicieuse. Il y a longtemps que nous n'en avions vu un aussi beau. On disait : il n'y a plus de mois de mai ! ce qui voulait dire au fond qu'on ne connaissait plus le printemps. Cette fois, nous en avons eu la pleine jouissance,

qui n'a été que mieux caractérisée par les jours tristes, froids, inquiétants, qui ont suivi le 15 mai. Toutes les années ces jours de crises météorologiques se présentent, plus ou moins accentuées. C'est le moment où les banquises détachées de l'Océan glacial sont entraînées par le Gulf Stream sur l'Europe, où elles fondent, absorbant une masse de calorique, et où elles déterminent un abaissement de température qui se fait sentir sur toutes nos régions. Cette année, elles n'ont pas plus manqué que les autres, et nous avons eu de la pluie et du froid. Souvent ce dernier se manifeste par des gelées qui ravagent certaines cultures, surtout la vigne. Cette fois, heureusement, le mal n'a pas été grand. Quelques vignobles élevés ont été atteints, la plupart légèrement, et, en Suisse, le Valais seul a sérieusement souffert. On doit l'attribuer aux déboisements qui ont amené, dans cette grande et belle vallée alpestre, des extrêmes de température, et en été souvent une sécheresse dont elle aurait beaucoup moins à souffrir si ses montagnes étaient mieux garnies d'arbres. Le reboisement la préserverait aussi des torrents furieux qui suivent les pluies et les orages de l'été et amènent trop souvent des inondations et des pertes considérables. Le mauvais temps n'a duré que quelques jours, puis le soleil est revenu, radieux, et le mois semble vouloir se terminer sous le régime d'un vent sec et frais du nord-est, qui a été par moments assez violent, mais qui est une garantie de beau temps. La campagne est magnifique. Toutes les récoltes promettent d'être bonnes, sauf peut-être la vigne, où l'on constate une faible poussée de grappes. Mais il y a sur ce point des différences notables selon les vignobles.

Le temps a été favorable à la santé publique. La mortalité est faible, les maladies peu fréquentes et sans gravité, et aucune épidémie n'est signalée nulle part en Europe.

— Le danger d'une guerre en Orient, qui n'a peut-être jamais été très grand, a été écarté par la sagesse des Japonais. Ils ont compris qu'après une guerre qui, sans leur coûter beaucoup d'hommes sur les champs de bataille, les a néanmoins passablement épuisés, ils ne pourraient résister aux forces unies de la Russie, de la France et de l'Allemagne, qui auraient mis à une rude épreuve leurs armées de terre et de mer et leur auraient probablement ravi le prestige que leur a valu une brillante

campagne, et ils ont cédé, moins pourtant qu'on ne l'a cru et dit, car ils ne se retireront pas immédiatement des points qu'ils occupent en Chine, et la question d'une augmentation de l'indemnité de guerre n'est pas liquidée et pourra se prolonger longtemps encore. Il est probable, d'ailleurs, que la nouvelle triple alliance a rendu au Japon un signalé service en l'empêchant de se charger d'une tâche au-dessus de ses forces. Même avec ses conquêtes singulièrement diminuées, il va se trouver immédiatement aux prises avec des difficultés qu'il aura quelque peine à surmonter. La Corée promet de lui donner bien des soucis. Le peuple du pays lui est hostile, et, si le gouvernement a cédé dans le sentiment de sa profonde impuissance, il n'est pas certain du tout qu'il se laisse mener docilement lorsqu'il se sentira plus ou moins appuyé par la Chine et la Russie. A Formose, la situation est celle d'une révolte ouverte contre les Japonais, révolte privée d'organisation, sans doute, dont ils viendront à bout, assez facilement peut-être, au moins dans les parages voisins de la mer, mais qui pourra exiger beaucoup d'efforts et de dépenses, surtout si, comme en Corée, des influences étrangères hostiles sont à l'œuvre pour aider à la résistance des indigènes. Car c'est après leur triomphe que les Japonais vont rencontrer les grandes difficultés. L'intervention des puissances européennes leur en a donné un premier avant-goût, et les a placés en face de réalités redoutables, la rivalité directe et active de la Russie, qui ne veut pas se laisser enlever sa seule chance actuelle d'obtenir dans l'extrême Orient une issue maritime, qui lui manque de toutes parts en Occident. Leur effort va donc tendre maintenant à se préparer pour une lutte inévitable dans l'avenir.

Quant aux trois puissances européennes, le recul du Japon a dû leur causer un soulagement immense, quoique d'une nature assez différente. La Russie n'était pas prête à entrer en campagne, ni par sa marine, ni par son armée, le chemin de fer transsibérien étant fort loin d'être achevé, ce qui excluait presque complétement le concours des troupes de terre et rendait difficile les mouvements et le ravitaillement de la marine. La France et l'Allemagne, de leur côté, n'avaient en réalité aucun intérêt dans cette affaire qui eût pu justifier des

hostilités contre le Japon et les [illegible]
et en argent qui en seraient résultées [illegible]
comment leur alliance s'est formée. [illegible]
sous l'empire d'un de ces premiers [illegible]
pas toujours irréfléchis, avait offert [illegible]
Nicolas, qui l'accepta avec empressement [illegible]
forcée par là de faire de même, bien [illegible]
ment contrariée. Avec la campagne de [illegible]
elle ne se souciait nullement d'une [illegible]
et il lui déplaisait souverainement [illegible]
magne, la perspective d'avoir à [illegible]
odieuse. En cédant, le Japon lui a [illegible]
et cependant elle n'est point satisfaite [illegible]
auprès de la Russie a été entamée [illegible]
s'est opéré entre les deux souverains [illegible]
au contraire, a de bonnes raisons [illegible]
nant il serait bien difficile au tsar [illegible]
ce qui constituera pendant quelques [illegible]
et pour l'Europe, une garantie de paix [illegible] de
qui s'ajoute d'ailleurs à d'autres faits [illegible]
C'est le bon côté de la guerre japonaise [illegible] ouvrir
l'ont terminée. [illegible]

En revanche, on sait aujourd'hui que [illegible] à cette
est extrêmement inquiet. S'il a obtenu [illegible]
qui maintient son prestige auprès de [illegible] le plus en
bien compris le coup très rude que [illegible] battu en
du Japon, et les concessions qu'il a [illegible]
réparer le dommage subi. Sa grande [illegible] des écono
posséder dans l'extrême Orient un [illegible], les dé
toire, qui soit ouvert en toute [illegible] Madagascar
fournit pas, et il a jeté son dévolu [illegible], par suite du
midi, qui doit devenir la station [illegible] fait souffrir bon
transsibérien, ce qui n'est possible [illegible] nullement ainsi que
la cession d'un assez gros morceau [illegible] devient toujours
s'empare d'une grande partie de [illegible] en mesure d'y
Japon ont rendu ces projets d'une [illegible]
ce n'est impraticable, et le [illegible] plusieurs années,
dans une situation très fâcheuse [illegible] ces embarras de

faire aussi longtemps que le transsibérien n'est pas à peu près achevé et en mesure de transporter rapidement des troupes et des munitions. Elle va mettre maintenant une énergie désespérée à terminer ce grand ouvrage, mais, à supposer qu'il ne soit pas entravé par les concussions des fonctionnaires, telles que celles qui ont été découvertes récemment, il lui faudra bien cinq, six et plus probablement huit années pour l'achever.

Pendant tout ce temps, la Russie se trouvera en face d'une nouvelle grande puissance, qui lui a juré une inimitié mortelle, et qui va se préparer pour la lutte qu'elle prévoit. L'indemnité de la Chine, considérablement augmentée, permettra au Japon de développer ses forces maritimes, de manière à les rendre supérieures à celles de la Russie, et l'on peut croire que son armée de terre ne sera pas négligée pour cela. La présence de ce pays hostile contraindra la Russie à faire de grandes dépenses pour fortifier Vladivostok, qui était destiné à être abandonné plus tard, et à envoyer dans la Sibérie orientale, aujourd'hui presque dégarnie de troupes, une armée qui sera coûteuse et paralysera une partie de ses forces sans aucune utilité. Après tout, il lui reste la perspective d'avoir à combattre et à faire de grands sacrifices de tout genre pour obtenir les territoires nécessaires à l'achèvement du transsibérien. Dans cette lutte, il n'est pas impossible qu'elle se trouve en présence non seulement des Japonais, mais des Chinois, qui auront eu le temps de reconstituer leur armée. Or, il faut bien tenir compte du fait que, si les armes russes étaient battues sur terre et sur mer, ce qui est devenu possible par la transformation du Japon, toutes les conquêtes asiatiques de la Russie seraient compromises. En tous cas, elle serait obligée de consacrer la plus grande partie de ses forces et de ses ressources à les maintenir. En présence de ces perspectives, on comprend très bien que le gouvernement russe ne soit pas satisfait. C'est un gros souci ajouté à plusieurs autres.

— Il ne nous reste que peu d'espace à consacrer aux affaires d'Europe, dont aucune, il faut le dire, n'égale à beaucoup près l'importance, pour elle-même, des derniers événements dans l'extrême Orient. D'une manière générale, ce qui frappe maintenant, ce sont les difficultés financières qui se manifestent de

plus en plus pour les principaux états de l'Europe. Tout le monde connaît celles de l'Italie. A l'occasion des élections générales auxquelles ce pays vient de procéder, les organes du gouvernement ont célébré sur tous les tons le relèvement financier du pays. Nous verrons bien ce qu'il en restera plus tard. Attendons jusque-là ; ce ne sera pas très long. Car le nouveau parlement sera convoqué prochainement, et le ministère devra exposer la situation en détail. Il a, dit-on, obtenu une majorité considérable. Seulement, maintenant qu'il n'y a pour ainsi dire plus de partis en Italie, cette majorité est flottante et peut se dissoudre en un moment, comme M. Crispi en a déjà fait l'expérience dans son précédent ministère. Alors déjà, il avait fait lui-même les élections et obtenu un vrai triomphe. Peu après, il était renversé. Que sera l'avenir? Personne ne pourrait le pressentir avec quelque sécurité. On ne fonde rien sur le sable mouvant.

En Allemagne, il n'en va pas tout à fait de même, bien que des projets de lois importants aient été repoussés par le Reichstag. Mais, si celui-ci a voté dans le temps l'augmentation de l'armée, non sans opposition, il est vrai, il n'a pu encore se résoudre à accorder au gouvernement les moyens d'en couvrir les dépenses. On cherche des impôts nouveaux et on ne les trouve pas. Rien encore ne laisse prévoir une solution à cette difficulté.

Quant à la France, ses finances deviennent aussi de plus en plus pénibles. M. Ribot a présenté un budget qui est battu en brèche et pourrait être fatal à son ministère. Le déficit est considérable, sans que l'on puisse le réduire par des économies, comme le demande une partie de la chambre ; les dépenses s'aggravent au contraire ; l'expédition de Madagascar est déjà un gouffre où se fondent les millions, et, par suite du protectionnisme qui ralentit les affaires et fait souffrir bon nombre d'industries, les recettes du trésor diminuent ainsi que la matière imposable. La tâche du parlement devient toujours plus difficile au moment où il semble moins en mesure d'y pourvoir.

Cela n'a rien d'étonnant, d'ailleurs. Depuis plusieurs années, nous avons dit les raisons pour lesquelles ces embarras de-

vaient fatalement se produire. Ils sont la conséquence naturelle de la paix armée jusqu'aux dents dont jouit l'Europe, et de toutes les erreurs qui en sont l'accompagnement obligé.

En Suisse, l'ère des graves préoccupations intérieures n'est pas près de finir. Il se joue maintenant dans notre pays une partie décisive entre le libéralisme et le socialisme d'état. Cette crise était prévue. Elle aura pour effet d'opérer un classement plus tranché des opinions individuelles et des partis. Jusqu'ici, nombre de personnes se complaisaient dans un état pour ainsi dire nébuleux. On leur parlait de souffrances sociales à soulager, de progrès politiques à accomplir, dont le profit devait essentiellement revenir aux classes les moins favorisées de la fortune, et elles ne demandaient pas mieux que d'approuver ces généreuses tendances, sans regarder de plus près à la nature des moyens employés. D'autre part, les agitateurs socialistes faisaient beaucoup de tapage et menaçaient la douce tranquillité des bourgeois. On se figurait qu'il fallait les apaiser en leur abandonnant quelque proie, comme si ce n'était pas au contraire le sûr moyen d'augmenter leurs exigences. Puis les politiciens s'en mêlaient aussi, flattant ceux qui crient le plus fort dans le vain espoir de les mettre de leur côté. C'est ainsi que s'est créée en Suisse, comme ailleurs, une opinion factice et superficielle, qui a pu faire illusion aux autorités fédérales et les inciter à se jeter à corps perdu dans la voie du socialisme d'état, auquel la majorité de notre peuple est pourtant si réfractaire. Banque d'état, assurances obligatoires, monopoles de toute sorte, voilà la série de projets qui viennent d'éclore presque à la fois, et dont l'adoption aurait pour conséquence une transformation beaucoup plus grande et beaucoup plus profonde de nos institutions nationales que celle due à la constitution de 1848. Car, alors, on s'est borné à bâtir sur la base historique de notre pays, tandis que tous ces projets tendent à bouleverser cette base, à bousculer les cantons et les communes, à faire de la Suisse, non seulement un état unitaire, mais une démocratie césarienne, s'appuyant sur une clientèle à laquelle il s'agit et il s'agirait de plus en plus de fournir des places, du crédit, des salaires, des indemnités de chômage, en

attendant qu'on en vienne peut-être, comme dans l'ancienne Rome, à lui fournir, au nom de l'état, *panem et circenses*, la nourriture et l'amusement.

Nous ne voulons rien exagérer, mais il est malheureusement trop certain que nous marchons, ou qu'on prétend nous faire marcher dans cette direction. L'état doit tout accaparer ; l'initiative privée est tenue en souverain mépris, il ne faut plus rien lui laisser faire. Surtout, on en veut au capital privé. C'est un monstre digne de toutes les malédictions. Si l'on demande une banque d'état pure, c'est pour qu'elle soit à l'abri des pollutions du capital privé. Si l'on propose une loi draconienne pour les chemins de fer, c'est par haine des actionnaires. Si l'on veut à tout prix nous imposer l'assurance obligatoire, c'est pour que les patrons, qui sont peu ou prou des capitalistes, soient jugulés le plus possible. C'est plus qu'un vent de fronde, c'est une excitation perpétuelle contre la classe qui possède, et ce qui peine, c'est de voir ces faux principes prêchés d'en haut, grave imprudence que commettent les autorités fédérales, mais qui, heureusement, c'est notre ferme espoir, trouvera son correctif dans le veto populaire. En dépit des déclamations socialistes, notre peuple est resté foncièrement sage et pratique ; il l'a montré à plus d'une reprise en repoussant les projets trop aventureux qu'on lui soumettait. Il aura l'occasion fréquente de réitérer l'expression de son sentiment intime ; il rejettera sans hésitation ceux qui s'élaborent en ce moment, et, alors, il faut espérer que la leçon sera comprise.

La question de la banque d'état continue à agiter les esprits. On s'attendait un peu à voir la commission du conseil national tenir compte des propositions de la minorité, surtout de celles de la députation vaudoise, qui voulait, tout en excluant le capital privé, donner aux cantons et aux banques cantonales une place importante dans l'administration du futur établissement, et qui réclamait pour celui-ci une personnalité juridique distincte de celle de l'état. Toutes ces propositions ont été impitoyablement écartées ; on s'est borné à accorder aux cantons une représentation du tiers des membres du conseil d'administration. Au fond, il vaut mieux qu'il en soit ainsi. La situation, au moins, en devient tout à fait nette. Selon toute probabilité,

les cantons romands et les cantons de la Suisse centrale seront unanimes pour rejeter la loi. Avec les groupes d'opposition très importants des cantons du nord et de l'est, la majorité négative l'emportera, et nous serons délivrés de cet odieux cauchemar.

— La session des chambres qui va s'ouvrir aura à s'occuper aussi d'une autre grave question, qui met en présence l'école libérale et l'école radicale-socialiste : c'est celle de la loi sur ou plutôt contre les actionnaires de chemins de fer, dont nous avons déjà parlé dans notre dernière chronique. Nous nous proposons de publier à ce sujet, le moment venu, une étude spéciale, qui nous permettra d'exposer, d'une manière plus complète que cela ne se peut dans une chronique, les erreurs de la politique suivie jusqu'ici en Suisse en matière de chemins de fer, et les mesures à prendre pour la remettre dans une bonne voie. Car elle a complètement déraillé, et les conséquences en ont été graves. Il nous suffira pour aujourd'hui de noter que la majorité de la commission du conseil national a cru devoir adhérer en substance aux décisions du conseil des états, qui, bien qu'atténuant le projet du conseil fédéral, n'en demeurent pas moins inadmissibles. Un signe de l'esprit dans lequel cette soi-disant réforme est poursuivie doit être relevé ici. Les deux députés argoviens au conseil des états, MM. Kellersperg et Isler, n'ayant pu surmonter les scrupules de leur conscience au sujet de cette loi, ont voté contre. Irritée de leur indépendance, la presse radicale a demandé leur non-réélection, mais le grand conseil d'Argovie vient de leur donner un témoignage de son approbation en leur confirmant leur mandat. Nous en sommes heureux pour notre pays, et nous y voyons une raison de plus de ne pas désespérer du résultat final, pourvu que l'opinion publique soit éclairée à temps sur les graves atteintes que cette loi porte au droit et à l'équité, sans même aboutir, loin de là, au résultat que ses auteurs se proposent. Ils veulent, en effet, la nationalisation des chemins de fer, tandis que leur politique ne conduit depuis longtemps qu'à dégoûter le public suisse de placer son argent ou de le laisser placé sur les titres de nos compagnies, et que ce sont les boursicotiers étrangers qui s'en emparent de plus en plus,

et qui sauront bien faire valoir à l'occasion des droits qu'on ne pourra impunément violer.

Dans une récente chronique, nous nous félicitions de ce que M. Zemp, contrairement aux errements de son prédécesseur, avait chargé une grande commission d'étudier à tous les points de vue la question du rachat des chemins de fer. La commission est à l'œuvre, et, comme elle semble être composée de représentants de diverses opinions, — renferme-t-elle des adversaires de la nationalisation, et combien ? — on peut encore espérer qu'elle arrivera à jeter de grandes lumières sur la question. Espérer seulement, car les emballements et les partis pris des commissions parlementaires sur la banque d'état, sur le monopole des allumettes et sur nombre d'autres choses autorisent des doutes sur la manière dont sera conduite cette étude. Il est bon néanmoins qu'elle se fasse et qu'on nous laisse voir le fond du sac.

En revanche, on prête à M. Zemp une intention qui, si elle devait se réaliser, serait certainement très fâcheuse. On prétend qu'il proposera un article constitutionnel impliquant toutes les solutions possibles pour la nationalisation des chemins de fer : rachat à l'amiable, rachat sur la base des concessions, expropriation. Cet article n'aurait, à notre avis, aucune chance de passer, et le peuple suisse aurait grandement raison de ne pas l'accepter. Les expériences faites jusqu'ici ne l'y porteront guère. On a fait sortir le monopole de l'alcool d'un article dont la rédaction semblait dire tout le contraire. On prétend faire sortir la banque d'état pure d'un article qui prévoit une autre solution, en alléguant que cette solution est impraticable. Si, pour les chemins de fer, on acceptait un article libellé d'une manière semblable, on pourrait s'attendre à de désagréables surprises. Mais, une fois déjà, à propos des arts et métiers, le peuple a vu le piège et a su l'écarter de sa main vigoureuse. On peut croire qu'il ne s'y laissera plus prendre.

— Du reste, il semble que les avertissements de l'opinion publique soient tenus au palais fédéral pour nuls et non avenus lorsqu'ils ne proviennent pas de la gauche, ou mieux encore de l'extrême gauche. Dans la campagne du *Beutezug*, le gros de la nation a donné clairement à entendre qu'en défendant la

caisse fédérale contre l'assaut qui la menaçait, il ne voulait cependant pas que les ressources fédérales fussent employées à certains buts, comme les subventions scolaires réclamées par le *Lehrertag* de Zurich. Le sentiment général à cet égard était si manifeste, que M. Schenk lui-même s'est prudemment abstenu de reproduire son programme pendant la bourrasque. Mais aujourd'hui, il le présente de nouveau à ses collègues, qui sans doute vont l'adopter, après avoir fait peut-être quelque résistance. Nous ne nous en plaindrons pas. Plus on accumulera de sujets de divergence et de grosse divergence, plus la réponse du peuple suisse en deviendra décisive. Monopole des allumettes, banque d'état, loi contre les actionnaires des chemins de fer, subventions scolaires, tout cela nous paraît de nature à devoir être emporté par un immense courant négatif, qui pourrait bien finir par écarter du pouvoir les hommes qui se lancent sans conviction dans le mouvement socialiste, parce qu'ils croient, très à tort, que le peuple les y a précédés.

— Faut-il voir dans la réforme militaire qui est en projet et se discute maintenant un progrès de nature à compenser dans une certaine mesure les erreurs politiques dont nous venons de parler? Tout dépendra de la manière dont elle se fera. Il paraît certain qu'un changement est devenu indispensable, mais l'administration actuelle n'y est-elle pour rien, et sera-ce vraiment un bien de mettre entre ses mains un plus grand pouvoir que celui dont elle a fait récemment, semble-t-il, un assez piteux usage? Nous devons nous borner à poser ces questions. Le projet de réforme a été adopté à l'unanimité par le conseil fédéral et par la commission du conseil national. Il s'agit de donner à la confédération l'administration complète de l'armée, dont une partie incombait encore aux cantons. Cette centralisation avait soulevé une grande résistance en 1872, en particulier de la part des cantons romands. Aujourd'hui, elle paraît avoir rallié tout le monde. Cette quasi-unanimité ne nous rassure qu'à demi, et nous réservons notre opinion.

— Dans les derniers mois, l'idée de la représentation proportionnelle a fait de nouveaux progrès en Suisse. Elle vient

d'être introduite pour les élections communales dans le canton de Fribourg et dans la ville de Berne. Bâle, qui l'avait repoussée, paraît maintenant vouloir l'adopter. En outre, le canton de Neuchâtel a élu pour la seconde fois son grand conseil d'après ce système. Il est vrai que des réclamations s'élèvent encore au sujet de la méthode employée, qui n'est du reste pas partout la même, mais les résultats généraux ont été certainement de nature à beaucoup atténuer les objections de principe qui lui étaient opposées. En ce moment, c'est peut-être la réforme la plus urgente à accomplir dans le domaine fédéral. Le jour où elle sera adoptée, le parti socialiste obtiendra la représentation exacte à laquelle il a droit, mais il ne pèsera plus sur les élections, de manière à les fausser entièrement dans beaucoup d'endroits, comme c'est le cas maintenant, et il cessera d'être le maître dans les chambres fédérales. La plus grande partie des erreurs politiques que nous avons signalées avec regret ces derniers temps proviennent de ce que la majorité radicale des chambres fédérales est prisonnière des socialistes, qu'elle doit ménager pour assurer sa réélection. Cette influence exagérée et néfaste cessera dès qu'il ne sera plus en leur pouvoir de dominer les élections, quoique minorité, parce qu'ils peuvent faire pencher le scrutin du côté qui leur convient.

Lausanne, 28 mai 1895.

BULLETIN LITTÉRAIRE

ET BIBLIOGRAPHIQUE

GUIDE POUR L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE UNIVERSELLE, à l'usage des élèves âgés de 12 à 15 ans, par *J.-E. David.* — In-12. Lausanne, Payot, 1894.

Les faits les plus importants ; le moins d'abstractions possible, telle est l'épigraphe de cet opuscule et la règle que se pose son auteur. Son but est d'inculquer les faits principaux, leurs proportions en importance et en durée, avec un rudiment de chronologie. Partant de ce principe, il commence par une table des matières, qui sert déjà d'orientation, et se termine par une liste d'environ 150 dates. L'ouvrage proprement dit est distribué de façon à parler aussi bien aux yeux, par un habile arrangement typographique, qu'à l'intelligence, par un groupement clair et logique des périodes marquantes de l'histoire universelle.

On le voit, l'ouvrage est parfaitement conçu ; il est rédigé de manière à rendre les plus utiles services dans les mains d'un maître intelligent, tel que le suppose et tel que l'est évidemment l'auteur. Mais il ne saurait être question de l'abandonner tel quel entre les mains d'un enfant de douze à quinze ans, comme unique source et base de sa culture historique. C'est, ainsi que son titre l'indique, un guide et non un manuel. Ce sont des jalons destinés à fixer dans la mémoire de l'élève des récits et des tableaux qui l'auront captivé dans la bouche de son maître, le fil d'Ariane qui lui permettra de se retrouver à travers le dédale de l'histoire du monde. Ainsi compris, ainsi appliqué, ce petit livre, si simple en apparence, si riche de travail en réalité, sera d'un précieux secours non seulement aux maîtres et aux élèves, mais à tous ceux qui, possédant des notions historiques confuses ou incomplètes, éprouvent le besoin de les coordonner ou d'y combler quelques lacunes. En voilà plus qu'il n'en faut pour assurer à cette publication un prompt et durable succès. C. V.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME LXVI (TROISIÈME PÉRIODE)

AVRIL-JUIN 1895. — Nos 196-198.

BULLETIN LITTÉRAIRE ET BIBLIOGRAPHIQUE.

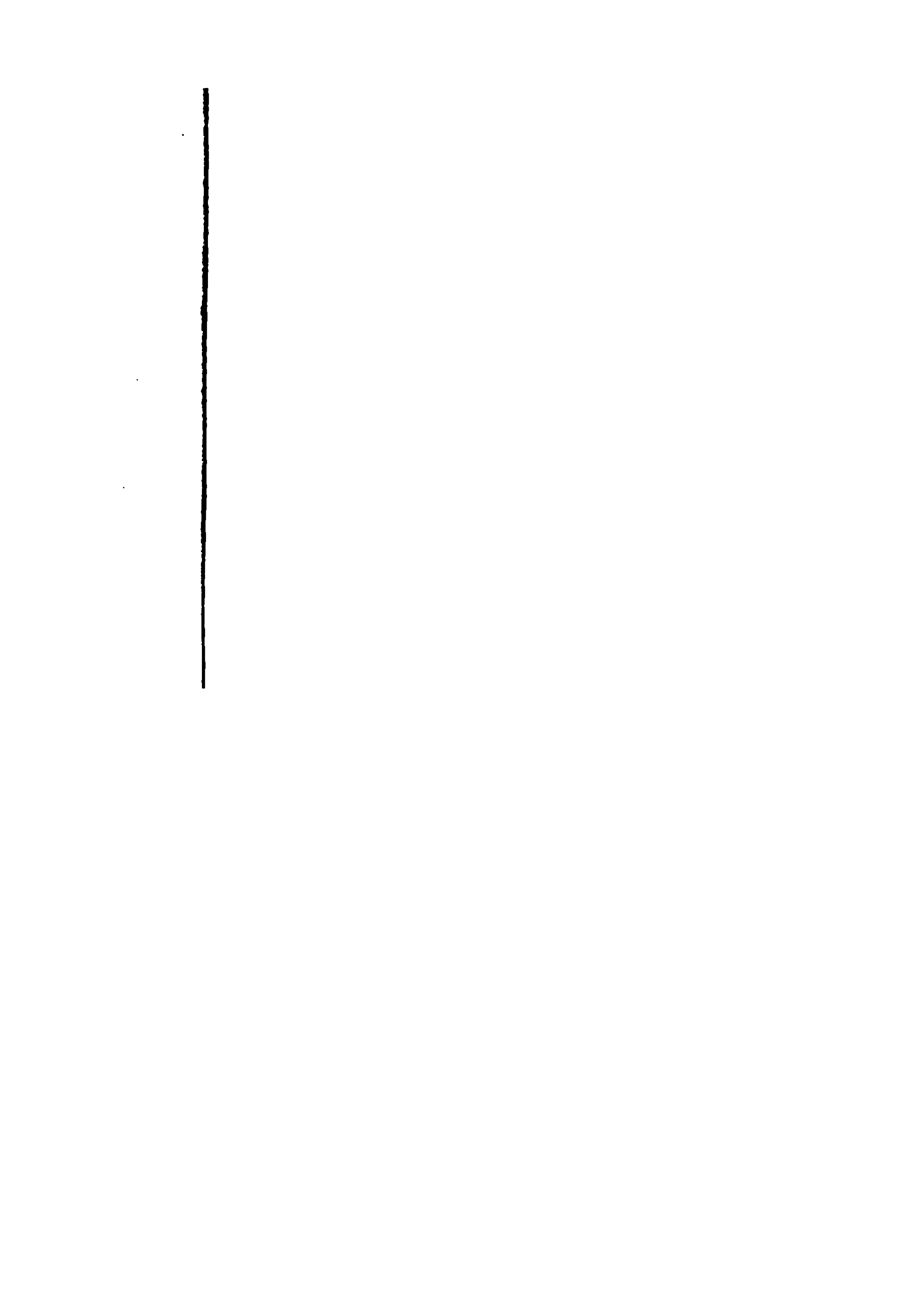
Imp. Georges Bridel & Cie

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA LIVRAISON DE JUIN

Lausanne. — Imp. Georges Bridel & Cie




UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 01411 0350

